



HAL
open science

Fils et filles de disparus en Argentine et au Chili : identité(s), mémoire(s) et résilience

Amandine Cerutti

► **To cite this version:**

Amandine Cerutti. Fils et filles de disparus en Argentine et au Chili : identité(s), mémoire(s) et résilience. Histoire. Université de Limoges, 2017. Français. NNT : 2017LIMO0047 . tel-01635240

HAL Id: tel-01635240

<https://theses.hal.science/tel-01635240>

Submitted on 14 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Amandine Cerutti – Université de Limoges, France

Thèse soutenue le 28 juin 2017

**FILS ET FILLES DE DISPARUS EN
ARGENTINE ET AU CHILI :
IDENTITÉ(S), MÉMOIRE(S) ET
RÉSILIENCE**

Thèse pour prétendre au titre de Docteur en Etudes Ibériques et Ibéro-américaines
Université de Limoges

Constitution du jury :

Mme Andrea Daverio (Universidad de Lanús, Buenos Aires, Argentine – membre du jury)

M. Javier Garcia Medina (Universidad de Valladolid, Espagne – rapporteur)

M. Enrique Letelier Loyola (Universidad de Antofagasta, Chili – Président du jury)

Mme Esther Martinez Quinteiro (Universidad Portocalense, Porto, Portugal – rapporteur)

M. Pascal Plas (Université de Limoges, France – membre du jury)

Sous la direction de Madame Dominique Gay-Sylvestre,
Professeure des Universités, Université de Limoges

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	9
INTRODUCTION.....	15
Objet d'étude et méthodologie.....	18
CHAPITRE INTRODUCTIF : DE LA GUERRE ANTI-INSURRECTIONNELLE À L'OPÉRATION	
CONDOR : PRÉMISSSES ET NAISSANCE DU TERRORISME D'ÉTAT.....	25
I. Guerre froide, lutte anti-communiste et anti-subversive : les Amériques, « théâtre » d'une politique mondiale.....	27
A) De la théorie du complot au développement de nouvelles méthodes de guerre.....	27
1) L'ennemi « rouge », un péril pour les États-Unis.....	28
2) Influences internationales : l'expansion progressive de l'anti-communisme dans le cône sud-américain.....	30
a) L'influence militaire nord-américaine.....	30
b) De la lutte anti-communiste à la lutte anti-subversive.....	31
c) De la France aux États-Unis, des États-Unis à l'Amérique Latine : l'exportation de techniques de guerre anti-insurrectionnelles.....	32
B) Le tournant de la Révolution cubaine.....	37
1) Révolution et tensions entre Cuba et le « grand frère » nord-américain.....	37
2) L'apparition de la Doctrine de Sécurité Nationale à l'issue de la Révolution.....	38
3) Le programme révolutionnaire et sa mise en pratique : une source d'inspiration pour les nations latino-américaines.....	39
II. Le Chili et l'Argentine de l'après-guerre et de l'après-révolution cubaine : des contextes politiques complexes.....	41
A) Chili : La polarisation de la politique et la difficile montée du socialisme.....	41
1) De l'illégalité du communisme à la « révolution en liberté ».....	41
2) La percée de Salvador Allende et l'Unité Populaire : la voie chilienne vers le socialisme.....	43
B) Argentine : engouement péroniste, instabilité politique et inspiration révolutionnaire.....	45
1) Péronisme et justicialisme.....	45
2) Une Argentine sans Perón : l'instabilité politique (1955-1973).....	49
C) Les mouvements révolutionnaires.....	51
1) Le MIR chilien.....	51
2) Les principaux mouvements révolutionnaires argentins : du péronisme au marxisme-guévarisme.....	53
a) Les Montoneros.....	53
b) Le PRT-ERP.....	55
3) La Junte de Coordination Révolutionnaire (JCR).....	56
4) Mouvements révolutionnaires et « terrorisme ».....	57
III. Vers une violence institutionnalisée.....	58
A) Chili : anéantissement de la démocratie et Plan Condor.....	58
1) Le gouvernement Allende et l'Unité Populaire : une démocratie à renverser à tout prix.....	58
2) 11 septembre 1973 : le début des années noires.....	60
3) Les fondements de l'Opération Condor.....	62
B) Argentine : un contexte politique fragile, annonciateur d'un nouveau coup d'État.....	64
1) Le retour éphémère de Perón et la radicalisation de la politique.....	64
2) Un énième coup d'état plus brutal que jamais.....	65
PREMIÈRE PARTIE LE TERRORISME D'ÉTAT ET SES MÉCANISMES SILENCIEUX EN ARGENTINE ET AU CHILI.....	69
CHAPITRE UN : TERREUR, CLANDESTINITÉ ET ESPACES CONCENTRATIONNAIRES EN TANT QUE PARADIGME DES DISPARITIONS.....	71
I. Terrorisme d'État, États terroristes.....	73
A) La terreur comme instrument de pouvoir.....	73
B) Appareils répressifs et liés au « renseignement ».....	74

C) Clandestinité et désinformation.....	77
1) Opérer dans la clandestinité : une constante pour le pouvoir militaire.....	77
2) Le règne de la désinformation.....	81
II. La disparition en tant que système concentrationnaire.....	83
A) « Disparaître ».....	83
B) Les centres clandestins de détention : piliers du « renseignement ».....	84
1) En Argentine.....	84
2) Au Chili.....	85
C) Centres clandestins et tortures.....	86
1) La constance de la torture.....	87
a) Tortures à prédominance physique.....	87
b) Tortures à prédominance psychologique.....	88
2) Le quotidien déshumanisant des camps.....	88
a) Privations de nourriture, d'hygiène, de sommeil.....	88
b) Privation des facultés de perception, de mobilité, de parole.....	90
c) Négation de l'identité.....	91
d) Violences et humiliations.....	92
3) Les interrogatoires.....	94
a) Les usages de la torture.....	94
b) L'aspect collectif de la torture.....	96
c) Considérations finales.....	100
CHAPITRE DEUX : LA DISPARITION FORCÉE DE PERSONNES EN TANT QU'EXTERMINATION MASSIVE ET CRIME CONTRE L'HUMANITÉ.....	103
I. « L'après » des centres clandestins.....	105
A) Une mort anonyme et sans sépulture : les « transferts » ou « vols de la mort ».....	105
B) Le cas particulier des femmes enceintes en Argentine.....	111
C) Des bilans humains désastreux.....	114
II. La Disparition Forcée de Personnes : une expérience humaine hautement destructurante.....	116
A) Les disparitions : quels impacts d'un point de vue psychosocial ?.....	116
1) Le caractère destructurant des disparitions forcées : quelques définitions.....	116
a) Approche terminologique.....	116
b) Le concept de disparition forcée : approche juridique.....	117
c) Approche psychosociale.....	119
d) Des disparitions de différentes natures.....	121
2) Le deuil impossible : ni corps, ni tombe, ni reconnaissance.....	122
3) Trauma psychosocial, intergénérationnel, multi-générationnel et transgénérationnel.....	125
B) Des mouvements de résistance à une politique de silence.....	127
1) Au Chili.....	127
2) Argentine : les Mères et Grands-mères de la Place de Mai.....	130
III. Les déclinaisons de l'impunité.....	133
A) La notion d'impunité et ses différentes manifestations.....	133
B) Argentine : gouvernements constitutionnels et impunité.....	135
C) Chili : une transition démocratique décevante.....	137
D) Conséquences psychosociales de l'impunité.....	140
DEUXIÈME PARTIE (DÉ)CONSTRUIRE SON IDENTITÉ À PARTIR D'UNE ABSENCE-PRÉSENCE : LE DOULOUREUX HÉRITAGE FAMILIAL DES DISPARITIONS FORCÉES.....	145
CHAPITRE UN : GRANDIR DANS L'ABSENCE-PRÉSENCE D'UN PARENT DISPARU : LE CAS CHILIEN.....	147
I. Approche psychologique de concepts clés liés au traumatisme psychique et à la construction identitaire chez l'enfant.....	149
A) Les facettes du traumatisme psychique chez les plus jeunes.....	150
1) Enfants âgés de moins de trois ans au moment de l'événement traumatique (disparition de la figure parentale).....	151
2) Enfants âgés de trois à cinq ans au moment de l'événement.....	152
3) Enfants âgés de six à dix ans et enfants adolescents au moment de l'événement.....	153

B) Filiation et construction identitaire.....	154
II. Les impacts des disparitions au sein du noyau familial : les transformations des liens intra-familiaux et extra-familiaux.....	158
A) Entretiens et travaux de terrain.....	158
B) Verbaliser l'absence du père de famille : un défi de taille.....	160
1) Impact des crimes de la dictature chez les épouses de disparus.....	160
2) Expliquer les disparitions ou tenter d'expliquer l'inexplicable.....	161
3) Des confrontations brutales ou progressives à la réalité de la situation.....	165
C) Les plus jeunes face à l'absence-présence du père disparu : une succession de transformations familiales.....	169
1) Un « passage à l'âge adulte ».....	169
2) Transformations inter et intrafamiliales.....	173
3) Une aide émanant des organismes de santé mentale et Droits de l'Homme.....	175
III. Un cheminement psychique et identitaire ambigu.....	178
A) Les jeunes enfants de détenus-disparus acteurs d'une recherche complexe où se cristallisent peurs et angoisses.....	178
B) L'interminable poursuite de la figure paternelle, entre espoirs et désespoirs.....	182
C) Une construction entre imagination, parole et silence.....	186
1) Construction et récupération de la figure paternelle dans la poursuite de l'enfance, par le biais d'autrui.....	186
2) La parenthèse de colère de l'adolescence.....	191
CHAPITRE DEUX : DÉCLINAISONS DE LA DÉCONSTRUCTION / RECONSTRUCTION IDENTITAIRE CHEZ LES ENFANTS VOLÉS DE LA DICTATURE ARGENTINE.....	195
I. Disparitions et filiation : la singularité du cas argentin.....	197
A) Le vol d'identité en tant que facette complexe du « Processus de Réorganisation Nationale ».....	197
B) Entretiens et méthodes de travail.....	199
II. Retrouver les enfants et bébés volés : un combat acharné, mené par la société civile.....	201
A) Les premiers pas des Grands-mères de la Place de Mai : un combat solitaire, puis collectif.....	201
B) Vers la recherche par la génétique.....	207
1) La découverte progressive de l'indice de grand-parentalité.....	207
2) La récupération d'identité de Paula Eva Logares : une victoire emblématique.....	208
III. De multiples situations de vol d'enfants : disparus, mais en vie.....	211
A) Enfants enlevés à l'issue d'une opération répressive ou avec leurs parents.....	213
1) Carla Artes.....	213
2) Manuel Gonçalves Granada.....	217
3) Jorgelina Paula Molina Planas.....	221
B) Enfants nés en détention.....	225
1) Carlos D'Elía Casco.....	225
2) Guillermo Amarilla Molfino.....	229
3) Belén Gentile.....	232
IV. La restitution d'identité : reconstructions et déconstructions à partir de nouvelles réalités.....	235
A) Restitution, identité, vérité et crise.....	235
B) Appartenance et identité : déconstruction et réorganisation des sphères d'appartenance et des relations.....	237
C) Prénom et identité : quand adopter un autre nom illustre une ré-appartenance ou une réparation identitaire.....	241
TROISIÈME PARTIE DE LA SPHÈRE INDIVIDUELLE À LA SPHÈRE COLLECTIVE : RECONSTRUCTIONS IDENTITAIRES ET MÉMORIELLES D'UNE GÉNÉRATION MEURTRIE PAR L'HISTOIRE.....	249
CHAPITRE UN : LE TISSAGE DE MÉMOIRES INDIVIDUELLES ET DE SYMBOLES IDENTIFICATOIRES, EN DIALOGUE AVEC L'IDENTITÉ.....	251
I. Mémoires, imagination et identité.....	253
II. Représentations et (re)constructions de la figure du disparu par le biais de recherches : une nécessité mémorielle et identificatoire.....	258
A) Le cas chilien.....	258

1) Reconstructions mémorielles et affectives de la figure paternelle.....	258
2) Une reconstruction de la figure paternelle en tant que militant politique et victime.....	263
B) Le cas argentin: les reconstructions biographiques et mémorielles des enfants volés.....	270
III. Des identifications progressives au(x) parent(s) disparu(s).....	277
A) De puissantes identifications en lien avec le domaine individuel et personnel.....	278
B) Identifications et sensibilités politiques.....	281
IV. Les filles et fils de disparus acteurs d'une dynamique mémorielle : (re)construction, démythification, transmission.....	285
A) De la (dé)construction à la « dés-idéalisation ».....	285
B) Réappropriation de l'héritage familial : entre transmission, affirmation et distanciation.....	290
1) Transmission et entretien d'une mémoire familiale.....	290
2) Rapprochements et distanciation avec l'histoire familiale.....	293
CHAPITRE DEUX : D'UNE SPHÈRE INTIME À UNE SPHÈRE PUBLIQUE : CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ COLLECTIVE CHEZ LES FILS ET FILLES DE DISPARUS.....	299
I. D'une mémoire individuelle à une mémoire collective : fils et filles de disparus dans une dialectique identitaire.....	301
A) La dimension collective de la mémoire et ses liens avec la notion d'identité.....	301
B) Fils et filles de disparus dans la construction d'identités et de mémoires collectives.....	304
C) Le rôle social des associations de fils et filles de disparus.....	309
1) Années 90, une apparition de la génération des fils de disparus sur la scène sociale : le mouvement <i>HIJOS</i>	310
2) Les associations de fils et filles de disparus dans la société contemporaine (2012-2016).....	312
II. Art, construction identitaire et résilience.....	318
A) L'art comme espace de quête identitaire, de vérités et de construction de mémoires : le cas de Jorgelina Paula Molina Planas.....	319
1) Un espace pictural où se cristallisent des questionnements identitaires.....	319
2) Réaffirmation d'une identité familiale par le travail artistique.....	324
3) Considérations finales.....	329
B) L'exemple de Mariana Eva Perez : vers une désacralisation individuelle et collective par le biais de l'écriture.....	332
CONSIDÉRATIONS FINALES.....	341
BIBLIOGRAPHIE.....	347
I. Revues :	349
II. Articles :	349
1) Psychologie et sociologie clinique :	349
2) Petits-enfants restitués :	349
III. Ouvrages :	350
1) Histoire contemporaine du monde et des Amériques :	350
2) Dictatures militaires et plan Condor :	351
A) En Argentine :	351
B) Au Chili :	352
3) Terrorisme d'État, tortures et violences :	353
4) Grands-mères de la Place de Mai :	354
5) Fils/filles de disparus et petits-enfants restitués :	355
6) Psychologie :	356
A) Psychologie clinique et sociale :	356
B) Psychisme et traumatismes :	357
C) Deuil et deuils impossibles :	358
D) Identité et psychologie de la famille :	358
E) Adoption et filiation :	358
7) Mémoire et récupération de la mémoire :	359
IV. Rapports :	360
V. Mémoires et thèses :	361
VI. Séminaires, colloques, conférences :	361
VII. Filmographie : documentaires, films et reportages :	362

VIII. Entretiens :..... 363
1) En Argentine :..... 363
2) Au Chili :..... 364
3) En Europe :..... 364

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma plus haute gratitude à tous ceux qui sont liés de près ou de loin à cet ouvrage...

À Dominique Gay-Sylvestre, qui dirige mes recherches depuis de nombreuses années et m'a toujours apporté de précieux conseils et un soutien sans faille dans les moments les plus difficiles de ce travail.

À Jorgelina Paula Molina Planas, pour chacun de nos nombreux échanges et chaque instant partagé avec elle depuis le commencement de mes recherches.

À Chicha Mariani, Mirta Baravalle, Nora Cortiñas, Elsa Pavón, pour leur grande générosité, avec ma plus grande admiration. Mille mercis à Nora Cortiñas qui a accepté de séjourner en France à deux reprises au cours de ce travail afin de raconter son expérience de vie.

À Inés Cortazzo, Andrea Daverio et Christian Kupchik, Carla Artes et Nicolas Biedma, Marcela Piñero et son compagnon Nivaldo. Avec une pensée toute particulière pour Carla Artes, emportée par un cancer le 22 février 2017, alors que nous achevions ce travail.

À María Luisa Ortiz et Horacio Aranda Gamboa pour leur aide conséquente et grâce à qui j'ai pu entrer en contact avec bon nombre de familles de disparus.

À Erika Hennings (que nous avons également eu le plaisir de revoir en France), Enrique « Cachito » Fukman, Miriam Lewin et Osvaldo Manuel Alonso, dont je salue l'immense courage et la dignité pour raconter l'indicible.

À Natalia Chanfreau Hennings, María Paz Concha Traverso, Laura Atencio Abarca, Claudia et Pedro Godoy, Alicia Juica, Cristián Weibel, Anatole Labarreiti, Tamara Montiglio Belvederessi, Yuri Gahona, Teresa Berríos, Violeta Berríos, Lorena Hoyos Muñoz, Ana Yueng Rojas, Mónica Muñoz Maya, Bernardo De Castro Saavedra.

À Mariana Eva Perez, Manuel Gonçalves Granada, Guillermo Amarilla Molfino, Martín Fraga Paolucci, Carlos D'Elía Casco, Juan Pablo Moyano, Buscarita Roa, Belén Gentile, Gustavo Godoy Ferreyra, Nicolás Castiglioni, Jimena Vicario Gallicchio, Juliana García, Carla Gonçalves, Damián Sarabayrouse.

À Juan Carlos Martínez, Carlos « Maco » Somigliana, Analía Argento, Diana Viñoles Isabel Macera, Laura Marrone, Valeria Cuadros.

À Diana Kordon, Myriam George Heimann, Juana Kovalskys, Paz Rojas Baeza, Chetty Espinoza, pour leurs précieux témoignages. À Sandrine Leblanc, Lélia Van Hoorebeke, Danièle Deschamps, Marion Insolera, thérapeutes qui m'ont fourni du matériel de travail et/ou m'ont familiarisée avec différents outils psychologiques et neurolinguistiques.

Au personnel du Musée de la Mémoire de Santiago du Chili (Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos).

À Ricardo Poggio et l'équipe du centre de la mémoire d'*Automotores Orletti*.

À Luz, Agustina, Paula, Matilde et à ceux et celles qui préservent quotidiennement la mémoire de la maison Mariani-Teruggi, à La Plata.

À María Rosa (*Toti*) Verdejo, María Luisa Sepúlveda, Héctor Contreras, Hernán Fernández, Beatriz Noronha, Barbara Heller.

À mes amis, camarades doctorants et collègues, qui m'ont aidée à garder confiance en moi, se sont intéressés à mes recherches et ont su, chacun à leur manière, me soutenir dans l'avancée de ce travail : Nathalie, Laurent, Alexia, Aude, Eloïse, Marie, Rivka, Fernanda, Emma, Aurélie, Mélanie, Juliette, Adonía, Ariane, Anaïs, Antoine, John, Samuel, Adeline, Isabelle, Romain, Alexandre, Lélia, Sophie, Anne-Charlotte, Job,

Elodie, Marine, Tatiana, Murielle, Lisa, Célia, Corinne, Dominique, Julie, Véronique, Pierre. Une pensée toute particulière pour la lumineuse Tânia, avec qui j'ai tant partagé en si peu de temps.

À mes anciens étudiants de la FLSH de Limoges et élèves du Lycée Jeanne Hachette de Beauvais, qui ont manifesté un grand intérêt pour les thématiques de ce travail, parfois abordées avec eux en cours. Leur énergie et leur enthousiasme m'ont nourrie.

À mes grands-parents : Claudette, Henri, Christiane. Et à mon grand-père, Pierre Cerutti, qui aurait été fier de ce travail.

À mon frère Baptiste.

À mes parents, Chantal et Claude Cerutti, pour leur soutien infini et inconditionnel, pour avoir partagé mes joies, mes doutes et mes peines et m'avoir si bien épaulée, à chaque instant. À mon père qui a relu minutieusement ce travail afin d'y traquer les moindres erreurs.

À tous, un immense merci. Ma gratitude à votre égard va bien au-delà des lignes que j'écris.

À mes parents, Claude et Chantal.

*À Cachito et Carla
dont je salue la mémoire et le courage et dont les témoignages resteront toujours gravés en moi.*

*Je dédie également cet ouvrage à Chicha, Nora, Mirta, Jor, mes héroïnes ; ainsi qu'à toutes celles et ceux
dont l'histoire se retrouve dans ce travail.*

INTRODUCTION

Le présent travail, Fils et filles de disparus en Argentine et au Chili, identité(s), mémoire(s) et résilience, est l'aboutissement de plusieurs années de recherche en lien avec l'histoire des sociétés argentine et chilienne. Notre étude se trouve ainsi au croisement de différentes sciences humaines : l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, mais aussi de la psychologie clinique et sociale.

Les dictatures civico-militaires chilienne (1973-1989) et argentine (1976-1983) ont laissé une trace indélébile dans les deux pays. Des juntes militaires, parvenues illégalement au pouvoir, y ont semé la terreur, faisant « disparaître » une population civile le plus souvent idéologiquement opposée au modèle qu'elles défendaient¹. Cette méthode de disparition forcée, à laquelle ont eu recours les juntes militaires au pouvoir, a retenu notre attention au vu de ses mécanismes complexes et de son caractère systématique et massif.

Dans le cas de la dictature argentine, les disparitions massives ont été assorties d'un plan systématique d'enlèvement d'enfants de personnes visées par la répression : des centaines de nourrissons et enfants en bas âge ont ainsi été soustraits à leur famille biologique et ont eux aussi disparu. Quarante ans plus tard, si plus de cent de ces « enfants volés » ont aujourd'hui été identifiés, la plupart d'entre eux, sont encore portés disparus. Les cas de vols d'enfants associés à une politique d'extermination massive n'ont pas directement eu lieu au Chili : il s'agit-là d'un aspect de la répression propre à la dictature argentine.²

Nous nous sommes alors interrogée sur les conséquences de ces disparitions d'un point de vue multi-générationnel, sur leurs multiples impacts sur l'entourage des victimes et plus particulièrement sur leurs enfants. Comment se structurer ou se restructurer en étant confronté, très jeune, à la « disparition » d'un père, d'une mère, ou encore des deux parents ? Quel(s) héritage(s) identitaire(s) et mémoriel(s) pour ces enfants aujourd'hui adultes, dont les parents ont été les victimes de la dictature et qui jusqu'à aujourd'hui, le plus souvent, n'ont pu être retrouvés ni identifiés ?

Dans le cas des « enfants volés » d'Argentine, nous nous sommes également interrogée sur la reconstruction identitaire de ceux qui avaient pu être identifiés et avaient repris leur place au sein de leur famille biologique, des années après leur disparition.

Guidée par ces questionnements, nous avons peu à peu fait émerger notre démarche de thèse et précisé nos axes d'étude : comment les fils et filles de disparus, en héritant d'une histoire familiale douloureuse provoquée par tout un contexte historico-psycho-social, ont-ils construit, déconstruit ou reconstruit

¹ Voir site des Grands-mères de la place de Mai www.abuelas.org, consulté régulièrement entre 2012 et 2016. Nous reviendrons dans notre étude sur les termes "disparus" et "disparition". Cette méthode équivalait à mettre à mort les victimes de la répression et à faire disparaître leur corps.

² Dans le cadre de l'Opération Condor (« pacte » de répression collective et inter-américaine que nous évoquerons dans notre chapitre introductif), le plan de vol d'enfants a pu avoir un impact sur des familles d'origine chilienne, uruguayenne ou encore bolivienne, mais il a été propre à l'Argentine. C'est la raison pour laquelle nous dédions une part de notre étude à ce plan répressif spécifique.

progressivement leur identité ? Quelles stratégies mettent-ils en œuvre pour continuer aujourd'hui ce cheminement identitaire ? Et dans quelle mesure sont-ils à la fois porteurs et acteurs d'une dynamique mémorielle à la fois individuelle et collective, passée sous silence par le pouvoir exécutif et par une partie de la société (nous le verrons) pendant plusieurs années ? Telles sont les axes d'étude auxquels nous entendons apporter des réponses.

Objet d'étude et méthodologie

Les questionnements que nous soulevons dans notre étude se trouvent « modulés » par l'âge des enfants au moment de la disparition du ou des parents. La situation familiale qui échoira à l'enfant à l'issue de cette disparition et les informations qui lui seront données à ce sujet seront elles aussi déterminantes.

Notre objectif était de pouvoir rassembler des témoignages concernant les différentes problématiques posées dans notre travail. Il s'agissait d'apprécier, dans ces parcours de vie, la confrontation de ces personnes à la disparition de leur(s) parent(s), leurs questionnements psychiques à l'issue de cet événement, les impacts émotionnels et psychosociaux des disparitions sur leur famille ainsi que sur leur vie d'enfants, d'adolescents et d'adultes. Nous entendions également rechercher quelles stratégies ils avaient progressivement mises en œuvre afin de structurer leur identité face à cette expérience traumatique à de nombreux égards, ainsi que nous le verrons.

Notre étude, en partie basée sur le récit de vie, a consisté à rencontrer des fils et filles de détenus-disparus, nés entre 1965 et 1979, soit âgés de 0 à 10 ans au moment de la disparition de leur(s) parent(s), à l'exception de quatre personnes nées entre 1958 et 1964 et par conséquent déjà adolescentes au moment où leur père a disparu. Soit, au total, trente fils et filles de disparus, avec qui nous avons eu des entretiens d'une durée variable, en fonction de leurs disponibilités. Dans un souci de pertinence et afin de nous imposer certaines limites, nous avons choisi de centrer notre étude sur certains de nos témoins seulement : douze témoins chiliens et huit témoins argentins.

Par le biais d'entretiens semi-directifs et en tenant compte des trajectoires de chacun dans la mesure du possible, nous avons proposé à nos témoins de relater comment leur enfance s'était déroulée et comment la disparition du père et/ou de la mère était apparue dans leur vie : par confrontation directe avec cette nouvelle réalité pour ceux qui avaient plus de quatre ans, de façon indirecte et à travers les explications familiales pour les plus jeunes au moment de l'événement. Les fragments d'entretiens que nous restituons dans le corps de notre étude ont été retranscrits au plus près de l'oralité et traduits en français par nos soins.

Nous avons également entrepris d'enrichir nos recherches, d'étoffer notre travail et d'apporter certains éclaircissements en menant d'autres entretiens semi-directifs avec des survivants de centres clandestins de détention, des mères de disparus, mais aussi des psychologues et psychiatres, dans la mesure où nous ne sommes pas psychologue de formation.

Mais qu'entend-on par construction identitaire, dans un tel contexte ? Cette question occupe une place prégnante dans de nombreuses études et dans les discours socio-politiques. Dans un souci de méthode, il nous semble essentiel que notre travail puisse proposer dès ses premières lignes une définition de cette notion. L'identité peut en effet se définir comme « l'ensemble des traits psychologiques, sociaux, ou encore idéologiques qui caractérisent une personne ou une collectivité et grâce auxquels celles-ci se reconnaissent », selon une définition de la linguiste María Moliner¹. D'un point de vue étymologique, l'identité est également désignée comme « la qualité de ce qui est le même qu'un autre ». Elle est donc ce qui caractérise un individu en tant que tel, à la fois dans sa singularité, mais aussi en tant que semblable à une catégorie d'individus. Elle est un droit fondamental, mais aussi une valeur individuelle et sociale (Robert Steichen). La famille et les parents constituent le « creuset » de la construction identitaire : en effet, c'est en premier lieu par le noyau familial qu'un être humain va construire son identité individuelle. Par « construction identitaire », nous entendons donc en premier lieu la construction d'une identité personnelle, où les fils et filles de disparus devront composer avec une histoire familiale douloureuse et avec l'incertitude permanente que suppose le crime de disparition forcée.

Mais l'identité ne se limite pas à un aspect individuel, dans la mesure où c'est également par rapport à son environnement social qu'un individu va la forger. La société forme des familles, qui à leur tour créent des individus et qui à leur tour reforment la société et la font évoluer. Le concept d'identité, s'il est indissociable de l'individu dans sa singularité, possède donc également une dimension collective et sociale que nous prenons en compte dans notre travail. Construire son identité revêt ainsi une signification ambivalente : il s'agit de se construire en tant qu'être à la fois semblable et singulier par rapport à un groupe d'individus.

L'identité représente une ample interrogation commune à tous les êtres humains (Qui suis-je ? D'où viens-je ? Où vais-je?). Pour la sociologue clinicienne Florence Giust-Desprairies, elle est une construction dynamique à l'interface du psychologique et du social. Au cours de son expérience de vie, l'identité d'une personne peut être mise à mal. En particulier lors de certaines épreuves de vie telles que la perte de figures d'attachement importantes. L'individu qui subit la perte d'un être cher va en effet effectuer une déconstruction des représentations par lesquelles l'être ou la chose existe dans sa réalité psychique.² Cette déconstruction entre en lien avec la consolidation de son identité.

¹ María Moliner est l'auteure d'un dictionnaire devenu une référence pour la langue espagnole et duquel nous avons extrait cette définition. Voir *Diccionario de uso del español (edición abreviada)*, Editorial Gredos, Madrid, 2008.

² Id.

Notre travail se centre essentiellement sur la « deuxième génération » de victimes du terrorisme d'État dans les deux pays et sur les problématiques relatives à leur (re)construction d'une identité ébranlée par les conséquences de la violence politique. Nous ne saurions en effet aborder cette question de la (re)construction identitaire sans évoquer auparavant le « terrorisme d'État » qui a sévi dans le cône sud-américain des années 70 et le cheminement de cette politique. Le terrorisme d'État se décline en une multitude de violences : physiques, morales, psychologiques, individuelles et collectives. La société entière en est victime. Pour être complète, l'analyse du fonctionnement de cette « terreur institutionnalisée » requiert de multiples approches, notamment d'un point de vue psychosocial.

Notre première partie, constituée de deux chapitres, se centrera ainsi sur l'analyse de la « méthodologie » et les conséquences du terrorisme d'État, dans ses divers aspects répressifs imposés au corps social et tout particulièrement sur les « détentions-disparitions », paradigme de la terreur, qui constituent l'un des aspects fondamentaux de notre étude. Nous analyserons les différents mécanismes de la disparition forcée ainsi que ses conséquences psychosociales sur le noyau familial des victimes.

Nous nous pencherons ensuite, dans une seconde partie, sur différents parcours de vie d'enfants de pères disparus (Chili) et d'enfants volés puis identifiés (Argentine). En tenant compte des spécificités de ces parcours et des défis identitaires qu'ils ont supposé, nous étudierons tout particulièrement la récupération et la reconstruction des figures parentales disparues et de l'histoire familiale, dans la mesure où cette récupération entre en dialogue étroit avec la notion d'identité.

Enfin, nous aborderons dans une dernière partie la question des (re)constructions identitaires et mémorielles au sens individuel puis collectif chez les fils et filles de disparus. Au terme de ce dernier aspect de notre étude, nous nous intéresserons également à la question de la résilience et à ses manifestations par le biais de la création artistique.

Précisons-le : dans ce travail de recherches, nous ne prétendons en aucun cas réduire l'identité des personnes sur laquelle s'étaye notre réflexion à leur statut de « fils et filles de disparus ». Si nous employons cette expression dans notre travail, ou que nous employons parfois le terme de *nietos*¹ pour évoquer les enfants volés et retrouvés en Argentine, il ne s'agit en aucun cas d'une stigmatisation de ces personnes, mais plutôt d'une simple manière d'y faire référence. En ce sens, en reprenant une réflexion de la psychologue Hélène Romano, nous insistons, dès les premières pages de ce travail, sur le fait que qu'une personne ne peut en aucun cas être définie selon son *trauma*² ; « réduite », pour ainsi dire, à sa blessure de vie. Néanmoins, nier l'importance de cette réalité dans le sentiment que ces êtres humains possèdent de leur propre identité serait

¹ *Nietos* signifie en espagnol « petits-enfants ». En Argentine, c'est par ce terme que sont désignés les victimes du plan systématique de vol d'enfants qui ont pu récupérer leur véritable identité.

² Intervention de la psychologue Hélène Romano dans l'émission « C dans l'air », diffusée sur la chaîne France 5 le 11 août 2016.

probablement tout aussi réducteur.³ Pour tout être humain, une identité personnelle se tisse à partir d'une multitude d'éléments et la ou les disparition(s) auxquelles nos témoins ont été confronté(s) dès leur enfance aura bien un puissant impact sur la façon dont se construiront ces hommes et ces femmes et dans le sentiment qu'ils auront de leur identité. La question de la résilience et de la construction d'une mémoire individuelle et collective viendra se joindre à celle de la construction identitaire, dans la mesure où ces différentes notions entretiennent un dialogue continu.

L'objectivité qui sied à tout travail de chercheur s'est imposée, tant d'un point de vue théorique que d'un point de vue plus empirique, lors de nos différents travaux de terrain dans les deux pays. Étant donnée la spécificité de notre travail et les questions complexes qu'il soulève d'un point de vue humain, l'empathie s'est elle aussi imposée de façon naturelle sur le terrain. Cette capacité, de notre point de vue également nécessaire chez le chercheur, en particulier dès lors qu'il entre en contact avec des personnalités ayant vécu de profonds traumatismes, n'est pas incompatible avec l'objectivité de son travail. Nous souhaitons souligner la nécessité, de notre point de vue, de comprendre la réalité de « l'autre » : la réalité de chacun de nos témoins. Ceci impliquait pour nous une capacité à formuler, adapter ou encore supprimer certaines questions en fonction de la situation de communication et en fonction des éléments non-verbaux de l'entretien. Nous avons tenu à assumer notre rôle de chercheur dans le plus grand respect de ceux qui ont pu nous accorder un entretien et dans un effort de moduler nos questions afin qu'elles ne soient pas perçues comme intrusives ou trop difficiles à gérer émotionnellement.

³ Réflexion à mettre en relation avec le travail de Cécile Delannoy et Catherine Vallée, *Vivre et grandir dans l'adoption*, p. 15.

*« Por el sendero desierto de mi vida
Derramo mil perlas para regar el suelo
Y dejar en él la semilla hecha flor
Por tu recuerdo.
Y grito,
Grito junto con el viento
Que no puedo dejar tu amor
Sin que antes me haya muerto ».*

Alicia Juica (1978)

CHAPITRE INTRODUCTIF :

**DE LA GUERRE ANTI-INSURRECTIONNELLE À
L'OPÉRATION CONDOR :**

PRÉMISSSES ET NAISSANCE DU TERRORISME D'ÉTAT

Les dictatures militaires chilienne de 1973-1989 et argentine de 1976-1983 ont toutes les deux marqué un tournant dans l'histoire de l'Amérique Latine et incarné, d'une certaine manière, une « apogée de l'horreur » pour le sous-continent. D'une violence sans précédent, elles s'inscrivent dans une politique aujourd'hui nommée « terrorisme d'État ». Les deux pays ont œuvré conjointement pour semer la terreur et éliminer tous ceux qu'ils considéraient comme des opposants politiques potentiels.

Le terrorisme d'État ne s'est pas imposé de façon fortuite dans l'Amérique australe. L'application de cette politique, au Chili comme en Argentine, est étroitement liée à de multiples événements, influences, événements ou doctrines qui ont tiraillé l'Amérique Latine et le cône sud en particulier, au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. Ils ont contribué à diffuser un modèle de lutte contre toute forme d'idéologie se rapprochant du socialisme et du communisme. Quels facteurs ont donc pu jouer un rôle dans ce cheminement de l'Argentine et du Chili vers l'horreur et la terreur institutionnalisées ? Pour apporter suffisamment de réponses à cette question, il est nécessaire de « remonter le cours du temps » jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. De la fin des années 40 aux années 70, de nombreux événements ou doctrines liés à la politique ou aux conflits dans le monde ne seront pas sans incidence sur le Chili et l'Argentine, leur politique, leurs forces armées.

I. Guerre froide, lutte anti-communiste et anti-subversive : les Amériques, « théâtre » d'une politique mondiale

A) De la théorie du complot au développement de nouvelles méthodes de guerre

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles tensions s'installent et divisent à nouveau un monde traumatisé par les multiples horreurs qu'il vient de vivre. C'est une guerre « différente » qui commence. Une guerre idéologique : la Guerre Froide. Pendant plus de quatre décennies,¹ deux forces vont s'opposer : le bloc occidental sous l'égide des États-Unis d'une part et le bloc soviétique ou « communiste » sous l'égide de l'URSS d'autre part. Aucun conflit armé n'aura lieu de façon directe entre les deux blocs. Mais, à l'issue de cette division idéologique, plusieurs pays du monde vont devenir, d'une certaine façon, le « théâtre » de multiples affrontements. Bon nombre d'événements historiques se produisant sur la scène internationale auront ainsi des répercussions sur certaines sociétés, aussi bien du côté « capitaliste » que du côté « communiste ».

¹ Soit de 1945 à 1991 : la Guerre Froide prend officiellement fin à la chute de l'URSS.

1) L'ennemi « rouge », un péril pour les États-Unis

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, des tensions se manifestent entre la Russie stalinienne et les États-Unis, deux « géants » que tout oppose, que ce soit d'un point de vue idéologique, politique ou encore économique. Les États-Unis, tout au long de cet affront idéologique, incarnent la société impérialiste. Ils défendent leur modèle de « démocratie de marché », qui associe système économique capitaliste et système politique de démocratie représentative.¹ Le modèle du « self-made man », autrement dit, le modèle de l'homme qui gravit l'échelle sociale grâce à son travail et à son sens des affaires, est également valorisé. Aux antipodes du modèle états-unien se trouve l'URSS de Staline, qui incarne le collectivisme et l'idéologie marxiste fondée sur la lutte des classes : une lutte pour une société où les richesses du pays ne doivent plus être contrôlées par un petit nombre appartenant à une élite bourgeoise ou oligarque, mais appartenir à tous – c'est à dire à l'État – et être réparties de façon égalitaire entre toutes les classes sociales.

L'URSS, qui a libéré de nombreux pays européens du joug nazi au terme de la Seconde Guerre Mondiale, devient dès 1945 l'un des pays les plus à même d'imposer son modèle. Staline va même jusqu'à considérer la guerre non pas comme un désastre absolu, mais plutôt comme une chance : elle a « débarrassé l'Europe de l'impérialisme ».² Il entend se maintenir au pouvoir dans tous les pays libérés et contrôlés par l'Armée Rouge. Début 1946, la Pologne, la Bulgarie et la Roumanie notamment, sont occupées par les Soviétiques et disposent d'un gouvernement communiste.³ En Yougoslavie et en Albanie, les guérillas communistes qui ont libéré le pays restent également au pouvoir. Quant à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie, elles sont également sous l'emprise des Soviétiques, à l'issue de coups d'état ordonnés par Staline lors des élections de 1947 et de 1948.

Cette « hégémonie communiste » accentuée par le pouvoir de l'URSS inquiète considérablement l'autre grand vainqueur de la guerre, les États-Unis. Pour eux, Staline représente une double menace. D'une part, une menace militaire : la puissante Armée Rouge peut soumettre les pays voisins et y installer des gouvernements communistes. D'autre part, une Europe totalement ruinée, matériellement et humainement dévastée et qui doit se reconstruire après une période de violences sans précédents, ne peut assumer de nouveaux affronts politiques. De ce fait, les États-Unis craignent que les Européens ne se soumettent à nouveau et ne se mettent à élire de plus en plus de politiques de conviction communiste. La théorie de l'infiltration des agents du communisme international, qui répandraient leurs idéologies dans les sociétés occidentales, devient donc très présente dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale.⁴ Dès lors et bien que la

¹ MÉDIGUE, Alice, *Mémoires latino-américaines contre l'oppression : témoignages d'exilés du Cône Sud (1960-2000)*, Indigo, Paris, 2008, p. 76.

² FRIEDMAN, Norman, *La Guerre Froide*, Éditions Gründ, Paris, 2005, p. 6.

³ *Idem.*

⁴ MÉDIGUE, Alice, *Mémoires latino-américaines contre l'oppression : témoignages d'exilés du Cône Sud (1960-2000)*, Indigo, Paris, 2008, p. 75.

domination stalinienne représente bel et bien une menace pour les libertés des pays européens, le fantasme de « l'ennemi communiste » se répand rapidement. Il ne cessera de s'intensifier. Les États-Unis, inquiets, prennent donc dès la fin de la guerre un grand nombre de mesures visant à endiguer ce « danger ». Aussi, la paix sera-t-elle de très courte durée : la Seconde Guerre mondiale laisse place à de durables et permanentes rivalités idéologiques.

Dès 1947, les États-Unis mettent en place la stratégie du *containment*¹ – impulsée par le président Truman – qui vise à éviter à tout prix que le communisme ne s'étende au-delà des frontières de l'URSS.² Les Américains estiment qu'une économie relancée et ranimée aiderait l'Europe de l'Ouest à retrouver un climat de « sécurité » d'un point de vue politique.³ De ce fait, le 5 juin 1947, le secrétaire d'État George Marshall propose aux pays européens un programme d'aide économique portant son nom : « Plan Marshall ».⁴ Par ce programme, les États-Unis entendent aider financièrement les pays européens acceptant de suivre leur modèle et de se rallier au bloc capitaliste : une façon, pour eux, de contrôler l'expansion du communisme. Le Plan Marshall prétend ainsi assurer une double fonction : lutter contre le communisme, tout en ralliant les Européens au modèle nord-américain.

C'est également dans le but d'endiguer le communisme qu'est fondée en 1947 la célèbre *Central Intelligence Agency*, ou CIA. Celle-ci mène, dès sa création, de multiples activités de renseignement et d'espionnage afin d'empêcher d'éventuelles « infiltrations communistes », aussi bien sur le territoire américain qu'en dehors.⁵

En 1949, la victoire de Mao Tse Dong⁶ en Chine porte un nouveau coup à l'impérialisme nord-américain : le sénateur républicain Joseph Mac Carthy accuse certains de ses prédécesseurs d'être des « agents infiltrés » qui ont « vendu » la Chine aux communistes.⁷ La célèbre « chasse aux sorcières » est lancée : un climat de délation et de méfiance envers le communisme se renforce encore davantage dans les Amériques.⁸

Les États-Unis réaffirment alors leur pouvoir et leur présence militaire dans le monde, en installant 300 bases militaires principales et 3.000 bases secondaires en Europe, en Asie et en Amérique.⁹ Ils se lancent également dans des conflits armés dans les pays d'Asie qu'ils jugent en proie à la « menace communiste » de Staline et Mao : la Corée (1950-1953), puis le Vietnam (1968-1975).

¹ « Endiguement »

² *Cf supra*. Note 1, p. 76.

³ FRIEDMAN, Norman, *La Guerre Froide*, Éditions Gründ, Paris, 2005, p. 8.

⁴ *Idem*.

⁵ La CIA jouera par la suite, d'ailleurs, un grand rôle lors de différents coups d'état en Amérique Latine et notamment lors du coup d'état contre Salvador Allende au Chili, sur lequel nous reviendrons. Les militaires chiliens ont réalisé le coup d'état avec la « bénédiction » des services secrets nord-américains.

⁶ Mao Tse Dong incarne le communisme chinois. Il est également l'un des penseurs de la guérilla. Selon lui, « le guerrillero devait se sentir dans une société comme un poisson dans l'eau ».

⁷ FRIEDMAN, Norman, *op.cit.*

⁸ QUINTANA, Mercedes, *Historia de América Latina*, Editorial Edinumen, Madrid, sans date, p. 62.

⁹ MÉDIGUE, Alice, *op.cit.*

Ce contexte de Guerre Froide qui divise le monde a donc des répercussions et favorise largement, dans le monde occidental, une méfiance croissante envers toute forme d'idéologie « de gauche ». La théorie paranoïaque du « complot communiste » s'intensifie dans le monde entier. L'Amérique du Sud, sous l'influence des États-Unis, n'y échappe pas. Elle va devenir un espace privilégié de leur nouvelle politique étrangère¹.

2) Influences internationales : l'expansion progressive de l'anti-communisme dans le cône sud-américain

a) L'influence militaire nord-américaine

La stratégie du *containment* s'applique immédiatement à l'Amérique du Sud. Elle se matérialise progressivement, notamment par le biais d'accords et de traités. Aussi, le 2 septembre 1947, les états nord et sud-américains se réunissent-ils à Rio de Janeiro afin de signer un premier pacte dans le cadre de cette stratégie de *containment* : le Traité Inter-américain d'Assistance Réciproque (TIAR), également appelé « Traité de Rio ». Ce dernier établit une zone de sécurité mutuelle sur le continent américain, que les États-Unis s'engagent à protéger en cas d'agression soviétique.² Selon l'article 3.1 du traité :

« Tout conflit armé mené par n'importe quel État contre un État Américain sera considéré comme une attaque contre tous les États Américains, et, par conséquent, chacune des parties membres de ce Traité s'engage à aider à faire front à l'attaque, dans l'exercice du droit imminent de légitime défense individuelle ou collective reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies. »³

Entre 1950 et 1960 le TIAR sera convoqué plus de vingt fois, principalement à partir du blocus de Cuba.⁴ Un an après la création du TIAR, en 1948, l'Organisation des États Américains (OEA) voit le jour. Celle-ci va renforcer les liens économiques et militaires entre les États-Unis et les pays latino-américains. En 1950, alors que les États-Unis sont sur le point d'envahir la Corée, ils sollicitent leurs alliés latino-américains de l'OEA pour y envoyer des troupes et « défendre le monde libre ».⁵ En 1954, lors de la Déclaration de Caracas, les États-Unis parviennent à ce que l'OEA stipule que « l'activité communiste est une intervention dans les

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ « [...] En caso de un ataque armado por cualquier Estado contra un Estado Americano, será considerado como un ataque contra todos los Estados Americanos, y en consecuencia, cada una de las partes contratantes se compromete a ayudar a hacer frente al ataque en ejercicio del derecho inminente de legítima defensa individual o colectiva que reconoce el artículo 51 de la Carta de las Naciones Unidas ». In SALINAS, Sergio, *El tres letras: historia y contexto del Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, RIL editores, Santiago de Chile, 2014.

⁴ SALINAS, Sergio, *op.cit.* Le blocus de Cuba est organisé par les États-Unis, pour empêcher les exportations et importations vers l'île. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement.

⁵ QUINTANA, Mercedes, *Historia de América Latina*, Editorial Edinumen, Madrid, sans date, p. 62. Le Guatemala s'opposera à cette requête.

affaires internes américaines et l'installation d'un régime communiste introduit une menace¹». Dès lors, tout pays favorable à des réformes sociales et prévoyant de réduire le pouvoir des compagnies nord-américaines en Amérique Latine sera déclaré « communiste ».²

Les États-Unis proposent également de créer – et de diriger – une armée inter-américaine. Ce projet sera toutefois rejeté par le Mexique et l'Argentine.³ À défaut d'une telle armée, les États-Unis prévoient, dès 1951, la signature d'accords bilatéraux pour développer les programmes d'assistance militaire avec l'Amérique du Sud. Cette idée rencontre un franc succès : entre 1951 et 1955, douze pays latino-américains signent des accords qui leur permettent de bénéficier de la donation d'équipements militaires états-uniens et l'envoi d'instructeurs pour former leur armée.⁴ Le Chili, qui signe le Programme d'Assistance Militaire (PAM) en 1951, est l'un des premiers pays à bénéficier de « l'offre » du « grand-frère » nord-américain. En 1964, l'Argentine se joint elle aussi à ce projet.

Les États-Unis parviennent donc à imposer assez facilement leur modèle dans le cône sud-américain dès les années 50. De ce fait, un sentiment d'anti-communisme grandissant se diffuse dans l'ensemble des Amériques ; les militaires sud-américains suivent très tôt l'exemple du « grand frère ». Leurs contacts et échanges se multiplient : de Washington à Buenos Aires, en passant par Paris, on craint et on traque un même ennemi : l'ennemi « rouge ». Ainsi va peu à peu se mettre en place la théorie de la « subversion ».

b) De la lutte anti-communiste à la lutte anti-subversive

Ainsi, dans les milieux militaires des Amériques des années 50 et 60, la notion de « lutte anti-communiste » va évoluer vers celle de « lutte anti-subversive ». Ce concept est le fruit de plusieurs influences et les juntas militaires chilienne et argentine, dès les années 70, y auront recours de façon récurrente. D'où l'importance de revenir sur les origines de cette terminologie et sur le sens des notions de « subversion » et de « lutte anti-subversive ».

De nombreux échanges entre militaires latino-américains, nord-américains et français, vont jouer un grand rôle en ce qui concerne l'apparition de la théorie de la « subversion » et des méthodes « anti-subversives », notamment en Amérique Latine. Les militaires français, en effet, exportent dans les Amériques les méthodes utilisées pendant les guerres de décolonisation, notamment la Guerre d'Algérie (1954-1962). La « guerre anti-insurrectionnelle » qui y est menée pendant huit ans va de pair avec le climat anti-communiste qui gagne le monde occidental : il s'agit d'une guerre contre un « ennemi intérieur », qu'on ne trouve pas sur un champ

¹ *Ibid.*

² *Ibid.* Tel sera le cas du Guatemala, en 1954.

³ MÉDIGUE, Alice, *op.cit.*

⁴ *Idem.*

de bataille.¹ Le terme de « subversion » se propage alors et se généralise, désignant une sorte de « force occulte »² présente de façon imprévisible sur un territoire.

c) De la France aux États-Unis, des États-Unis à l'Amérique Latine : l'exportation de techniques de guerre anti-insurrectionnelles

Comme le souligne la journaliste et chercheuse Marie-Monique Robin, pour comprendre les influences étrangères sur les dictatures militaires du cône sud, il est nécessaire de revenir sur les guerres de décolonisation menées par la France. En Indochine, mais surtout en Algérie, en pleine Guerre Froide, les Français impulsent une « nouvelle manière de faire la guerre » et jettent, pour ainsi dire, les « bases » du terrorisme d'État en Amérique Latine. Ces nouvelles pratiques de guerre anti-insurrectionnelle – ou anti-subversive – seront littéralement « imitées » par les États-Unis lors de la guerre du Vietnam (1968-1975), puis par les militaires putschistes latino-américains dans les années 70. Les dictatures chilienne et argentine, en ce sens, vont se « calquer » sur la guerre d'Algérie.

Pendant la guerre d'Indochine, le général français Charles Lacheroy éprouve une certaine fascination pour le Viêt Minh : les rebelles indochinois, grâce à des techniques de guérilla, mettent rapidement en déroute les Français, pourtant supérieurs en nombre et mieux équipés. Ainsi naît la doctrine de la guerre révolutionnaire : pour Lacheroy, le Viêt Minh est un agent du communisme international, qui opère sous le masque de l'indépendantisme.³ Son arme : l'endoctrinement des populations civiles. Dans la guerre révolutionnaire, selon les militaires français, il n'y a donc plus de ligne de front et « l'ennemi est partout », il ne porte pas d'uniforme. En 1954, les Français sont finalement vaincus et décident, humiliés, de tirer les leçons de cette défaite, afin de ne pas en subir une autre en Algérie, pays qui lutte pour son indépendance.

Convaincus qu'ils devront affronter un ennemi similaire au Viêt Minh, un ennemi « omniprésent », y compris parmi la population civile, les forces coloniales mettent en œuvre de nouvelles méthodes de guerre en Algérie. L'objectif est d'agir sur la population et de la couper des forces indépendantistes (le Front de Libération Nationale, FLN). Les militaires français vont alors traquer la population d'Alger de façon encore inédite jusqu'alors : la technique du quadrillage – division de la ville en plusieurs zones investies par les militaires – mais aussi du renseignement, des séquestrations et des interrogatoires se met en place. Cette théorie paranoïaque de « l'ennemi omniprésent » va générer de très importantes dérives en matière de Droits de l'Homme.

Les troupes françaises développent particulièrement leurs techniques de « renseignement », qu'elles

¹ ROBIN, Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, (film)

² ROBIN, Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, p. 36.

³ Documentaire de Marie-Monique ROBIN *Escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

considèrent comme « la base » de la guerre anti-subversive¹ : c'est par le renseignement que les militaires entendent démanteler les réseaux qu'ils qualifient tantôt de « subversifs », tantôt de « terroristes ». D'où la méthodologie de l'interrogatoire,² employée de façon systématique. Ainsi que l'explique le général Aussaresses,³ l'un des « meneurs » des combattants de la guerre d'Algérie, l'interrogatoire d'un suspect, quel qu'il soit, est mené de façon à toujours obtenir une réponse. Dans le cadre de cet interrogatoire, l'usage de la torture – en particulier par l'usage de la « gégène » – est une évidence, dira-t-il.⁴ Les militaires jugent nécessaire de faire parler leurs prisonniers, pour pouvoir constamment obtenir davantage de noms, puis interroger de plus en plus de suspects et atteindre ainsi le « sommet » des « réseaux terroristes », de façon à les démanteler totalement. Pour y parvenir, « la fin justifie les moyens » : les militaires français utilisent sans scrupules de nombreuses formes de tortures, dans le but d'extirper la moindre information à ceux qu'ils considèrent comme « suspects ». La torture n'est donc « pas considérée comme un problème moral, mais comme une arme de combat⁵ ».

Ces méthodes d'interrogatoires et tortures systématiques ont donc réellement été expérimentées en Algérie. Dès mai 1958, elles sont enseignées dans un « centre d'entraînement à la guerre subversive ». Leur transmission se fera à Paris avant de gagner d'autres pays : diffusion d'ouvrages, cours dispensés par des militaires ayant participé à la guerre d'Algérie,⁶ ou encore expériences directes – qualifiées de « stages pratiques » – en Algérie.

Parmi les élèves de l'école de guerre de Paris, bon nombre de militaires argentins. Le général Alcides López Aufranc est l'un d'entre eux.⁷ Sélectionné pour apprendre la « doctrine française » au début des années 60, il est envoyé à Paris, puis il réalise un « stage pratique » d'un mois en Algérie. Le commentaire qu'il fera de cette expérience en dit long sur les mentalités des futurs tortionnaires argentins : « Ici j'ai beaucoup appris. Avec le sang, on apprend beaucoup.⁸ »

Les « méthodes françaises » enseignées à Paris sont exportées tout d'abord à l'école de guerre de Buenos Aires. Payés par l'armée argentine, des vétérans de la guerre d'Algérie vont y diriger des cours. Ils y diffusent

¹ *Idem.*

² *Idem.*

³ Paul Aussaresses (1918-2013) est un fervent résistant à l'occupation nazie pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il se démarque par des actions de résistance particulièrement téméraires et risquées. Après la guerre, il devient l'un des tortionnaires de la guerre d'Algérie. « La torture, – dira-t-il – ne m'a pas posé de problème. Je dois dire que je m'étais habitué à tout cela. » Voir article du journal Libération en ligne, http://www.liberation.fr/societe/2013/12/04/deces-du-general-paul-aussaresses_964056, consulté le 16 décembre 2014.

⁴ Au cours d'un entretien avec Aussaresses, la journaliste Marie-Monique Robin demande à ce dernier si les interrogatoires pouvaient inclure l'utilisation de la torture. Ce à quoi Aussaresses répond : « Quelle question, évidemment, y compris la torture. » Voir le film réalisé par Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

⁵ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort, l'école française* (film).

⁶ Les cours sont dispensés à Paris, puis à Buenos Aires et au Panamá (École des Amériques).

⁷ López Aufranc participera par la suite au coup d'état de 1976 en Argentine.

⁸ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

également l'ouvrage traduit en espagnol du Colonel Trinquier, qui traite directement de « l'expérience française » en Algérie : *La guerre moderne*.¹ Trinquier y décrit précisément les méthodes répressives mises en place par les troupes françaises dans les zones urbaines : le « quadrillage », ou la division de la ville en « zones », les interrogatoires et l'extorsion d'informations par le biais de supplices physiques et psychologiques. Trinquier justifie ouvertement l'usage de la torture comme une arme de guerre : une guerre « psychologique » et « anti-subversive ».² *La guerre moderne* constitue donc l'une des bases de la doctrine anti-insurrectionnelle³ et les militaires français venus assurer des cours à Buenos Aires ne manqueront pas d'y faire référence.⁴ Le film « La bataille d'Alger », réalisé par l'Italien Gillo Pontecorvo, servira également de support. Si, pour Pontecorvo, il s'agissait d'un moyen de dénoncer les horreurs commises en Algérie, la diffusion de son film aura en Argentine un tout autre objectif : former les militaires à la guerre anti-subversive.⁵

En 1961 a également lieu à Buenos Aires le premier cours inter-américain de guerre « contre-révolutionnaire ». Quatorze pays du monde entier y participent. L'organisateur de ce cours, dispensé par plusieurs militaires français, n'est autre qu'Alcides López Aufranc. Selon ce dernier, des militaires de tout le continent américain assistent à ce cours. Il dénoncera également une certaine jalousie des forces armées nord-américaines envers les militaires français, qui se trouvent alors en mesure d'enseigner des techniques de guerre que les États-Unis eux-mêmes – une nation plutôt « expérimentée » en matière de guerre – ne maîtrisent pas : « Les Américains n'avaient aucune expérience en matière de guerre anti-subversive. En réalité, ils apprenaient en même temps que nous », confiera-t-il à Marie-Monique Robin.⁶

Par conséquent, à la fin des années 60, en Argentine, les théories de la guerre contre l'ennemi intérieur et des méthodes anti-insurrectionnelles sont déjà très développées dans l'armée. Les propos d'un ancien militaire argentin – radié de celle-ci – l'illustrent bien :

« Petit à petit, ils nous faisaient comprendre que cette guerre n'était pas « une guerre classique », pas celle pour laquelle nous étions entrés à l'armée. Ils nous préparaient à une guerre irrégulière, on nous préparait à des tâches contre les civils, le nouvel ennemi intérieur.⁷ »

Les techniques françaises vont inspirer, à leur tour, les militaires nord-américains. La célèbre École des Amériques – située au Panama et créée en 1946 par les États-Unis – enseigne la « guerre anti-

¹ Cet ouvrage a été publié en France en 1961.

² *Idem*.

³ Dès 1961, *La guerre moderne* sert de base à l'armée nord-américaine alors que se profile la guerre du Vietnam. Paul Aussaresses formera, à Fort Bragg, les militaires qui y participeront. L'Opération Phénix qui aura lieu au Vietnam est une « copie » de la bataille d'Alger.

⁴ *Idem*.

⁵ Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort, l'école française*

⁶ López Aufranc, in *Les escadrons de la mort*, documentaire de Marie-Monique Robin.

⁷ Aníbal Acosta, un militaire argentin révoqué de l'armée pour avoir dénoncé l'usage de la torture, interviewé par Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

insurrectionnelle » aux militaires de tout le continent venus s'y former. Ces derniers s'entraînent à la « guerre psychologique » et à la torture sur des prisonniers vivants. Parmi ces « élèves », de nombreux futurs dictateurs latino-américains ou futurs membres des juntes militaires. On considère que dès 1975, 33 147 militaires sont formés à l'École des Amériques : bon nombre d'entre eux occuperont de hautes fonctions dans leurs pays respectifs.¹

Certains combattants de la guerre d'Algérie, comme Paul Aussaresses, vont former eux-mêmes les militaires des Amériques. Aussaresses, « exécutant de la guerre anti-subversive »,² devient dès les années 60 formateur à Fort Bragg – le siège des forces spéciales envoyées au Vietnam – puis à l'école militaire brésilienne de Manaus. Située en Amazonie, cette dernière est elle aussi un important « pôle » de formation à la guerre anti-subversive.³ Les « méthodes françaises », l'école de Manaus et la dictature militaire chilienne possèdent en effet un lien direct. C'est ce que confirmera Manuel Contreras, le chef de la police nationale de Pinochet (DINA). Interviewé par Marie-Monique Robin en 2003, il évoque ses références françaises :

Manuel Contreras : « Nous étions de grands admirateurs de l'OAS, pour son attitude valeureuse et combative. Pour nous, c'était vraiment un modèle.⁴»

Marie-Monique Robin : « Connaissez-vous le général Aussaresses ? »

Manuel Contreras : « Je ne le connaissais pas personnellement, mais tous les deux mois, j'envoyais à Aussaresses des contingents d'officiers au Brésil pour qu'il les forme. Il travaillait normalement au siège des services de renseignement à Brasilia mais il allait souvent à Manaus pour les entraînements.⁵»

L'influence de Paul Aussaresses et de ses congénères est donc conséquente. Ses enseignements, assurés dans différents pays des Amériques, se focalisent sur l'importance du renseignement dans une guerre menée contre une population civile. Et plus particulièrement sur son utilisation.⁶ En Argentine, ce « credo » est repris et appliqué à la lettre et les militaires reconnaîtront également leur admiration pour les vétérans de la guerre d'Algérie. Non contents de les admirer, ils imitent leurs méthodes : « Nous avons tout appris des Français »

¹ SALINAS, Sergio, *op.cit.*

² SALINAS, Sergio, *op.cit.*

³ Le Brésil, en ce sens, jouera lui aussi un rôle majeur dans la transmission de la « doctrine française » et de ses méthodes dans le cône sud.

⁴ ROBIN, Marie-Monique, *op.cit.*

⁵ Manuel Contreras interviewé par Marie-Monique Robin, in *Escadrons de la mort, l'école française*, 2003. Ajoutons que Aussaresses se trouvait au Brésil au moment du coup d'état chilien de 1973. Il y entretient des rapports très étroits avec les militaires brésiliens. Il existe une « interconnexion » particulière entre les forces armées chilienne et brésilienne : non seulement les militaires chiliens sont envoyés au Brésil pour y être « formés », mais des militaires brésiliens seront eux aussi envoyés au Chili pour participer aux activités répressives et notamment aux tortures. Entretien avec l'avocate Magdalena Garcés, 2 mars 2011, Santiago du Chili.

⁶ Aussaresses martelait dans ses cours que, si on infligeait des souffrances physiques à une personne, elle « finissait par parler » et à plus forte raison si elle était torturée en présence d'une autre personne. ROBIN, Marie-Monique, *op.cit.*

dira Albano Harguindeguy, ministre de l'Intérieur pendant la « Guerre sale » en Argentine.¹ Les propos du Général Ramón Díaz Bessone, ministre de l'Équipement et Chef du deuxième corps d'armée pendant la dictature militaire, démontrent également une certaine continuité entre la guerre d'Algérie et la « Guerre Sale » argentine :

« La première arme, le premier outil pour lutter contre une agression révolutionnaire, subversive ou de type guérilla, c'est d'avoir un bon appareil de renseignement. Ce fut l'un des enseignements les plus importants que nous ont transmis les Français de leur expérience en Algérie.²»

Selon les recherches menées par Marie-Monique Robin, tous les généraux de la junte argentine ont été formés à la doctrine française par le général Aussaresses. De surcroît, certains occuperont, à partir de 1976, de hauts postes au sein de la junte militaire. Nous pouvons notamment citer, parmi eux, Jorge Eduardo Acosta et Reynaldo Benito Bignone. Bignone dirige la junte à la fin de la dictature argentine, en 1982. Quant au « Tigre » Acosta, il sera le chef du renseignement à l'ESMA, l'école mécanique de la Marine argentine : le plus grand camp de concentration de la capitale. Son surnom de « Tigre » lui aurait, selon ses propres dires, été donné par son « maître français » – très probablement Aussaresses – qui l'avait formé à la guerre anti-subversive.³

Les méthodes françaises de la guerre anti-subversive, du renseignement aux disparitions, en passant par l'interrogatoire et la torture, se répandent donc progressivement et seront totalement reprises par les militaires sud et nord-américains. Ils se réapproprient ces méthodes. Les prémisses du terrorisme d'État sont donc déjà installées, en Argentine en particulier, dès les années 60. Ces théories anti-insurrectionnelles vont s'intensifier conjointement aux événements politiques qui vont secouer et bouleverser les Amériques.

¹ Albano Harguindeguy, interviewé par Marie-Monique Robin, in *Escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

² ROBIN, Marie-Monique, *op.cit.*

³ Albano Harguindeguy, interviewé par Marie-Monique Robin, in *Escadrons de la mort, l'école française*, 2003.

B) Le tournant de la Révolution cubaine

Le concept de « révolution » constitue l'un des axes fédérateurs de l'histoire politique latino-américaine au XX^{ème} siècle. La révolution cubaine demeure l'un des événements qui aura le plus marqué le continent américain dans son ensemble. Un événement qui, à l'époque, en pleine Guerre Froide, déchaîne toutes les passions, aussi bien du côté « capitaliste » que du côté « communiste ». La révolution aura de grandes conséquences sur tous les secteurs de gauche en Amérique Latine, mais elle mettra également « le feu aux poudres » pour les États-Unis et le bloc occidental : la « psychose du complot communiste » s'intensifie.¹

1) Révolution et tensions entre Cuba et le « grand frère » nord-américain

Le 1er janvier 1959, le Mouvement du 26-Juillet,² groupe de révolutionnaires dirigé par Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara, entre dans La Havane. La dictature de Fulgencio Batista est officiellement mise en déroute et le combat des insurgés triomphe. Les révolutionnaires prennent le pouvoir, rompant à la fois avec un régime tyrannique et corrompu et avec la domination nord-américaine.³ Les premières mesures prises consistent à châtier les principaux responsables des crimes commis sous Batista,⁴ à dissoudre les partis politiques au service de l'oppression et à nationaliser les compagnies, entreprises ou banques dirigées jusqu'alors par les États-Unis. Fidel Castro déclare rapidement le caractère marxiste-léniniste de la révolution.

Pour les États-Unis, cette révolution est un « coup de grâce », elle défie le monde occidental. Ils menacent immédiatement d'interrompre toutes leurs importations de sucre cubain, puis de mettre un place un blocus économique de toutes les exportations cubaines. Cuba est expulsée de l'Organisation des États Américains en 1962. L'URSS commence alors à fournir des armes au gouvernement Castro, y compris des missiles nucléaires, pointés vers les États-Unis. Lorsque le gouvernement Kennedy en prend connaissance, en octobre 1962, il exige leur retrait immédiat, faisant serment, en échange, de ne plus envahir ni intervenir sur l'île de Cuba. Le monde entier se retrouve au bord d'une guerre nucléaire. Le gouvernement Khrouchtchev accepte

¹ ROBIN, Marie-Monique, *op.cit.*

² Le « Movimiento 26 de Julio » avait été créé en 1953 par Fidel Castro, qui s'était insurgé une première fois contre la dictature de Fulgencio Batista. Il avait fui au Mexique, où il avait rencontré Ernesto « Che » Guevara et organisé, avec une poignée d'hommes, une nouvelle offensive. Après avoir débarqué sur l'île, ils sont contraints d'organiser leur lutte depuis la Sierra Maestra. C'est là qu'ils résisteront contre le régime, qu'ils diffuseront des messages grâce à une radio clandestine (Radio Rebelde) et qu'ils combattront en utilisant la stratégie de la « guerre de guérillas »

³ Les États-Unis exercent un contrôle sur Cuba depuis leur indépendance. Le conflit d'indépendance entre le Royaume d'Espagne et Cuba avait permis aux États-Unis d'intervenir sur l'île et d'y asseoir leur suprématie. À partir de 1902 les États-Unis contrôlent en particulier l'industrie sucrière et l'économie cubaine grâce à l'amendement Platt. Selon cet amendement, les États-Unis se réservent le droit d'intervenir à Cuba pour « préserver la vie, la liberté et la propriété privée ». Voir QUINTANA, Mercedes, *op.cit.* p. 174.

⁴ ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, *Cuba, Les Grands Articles*, édition digitale format Kindle, France, 2013.

finalement de démanteler les missiles et met fin à un climat d'extrême tension et à une conséquente crise diplomatique.¹

2) L'apparition de la Doctrine de Sécurité Nationale à l'issue de la Révolution

Dans les années 60, l'hostilité militaire, économique et diplomatique des États-Unis va entraîner un rapprochement entre l'URSS et Cuba. Les liens entre les deux nations, très proches idéologiquement, sont désormais étroits. Les États-Unis n'ont de crainte que le communisme ne se propage davantage sur le sous-continent américain et que les révolutionnaires cubains ne puissent inspirer les peuples d'Amérique Latine. C'est ce que confirmera le mémorandum de la CIA :

« C'est la crainte de voir les groupes de guérilla de toute l'Amérique du Sud unir leurs forces qui a poussé les services de sécurité du cône sud à intensifier leur coopération.²»

À l'issue de la Révolution cubaine, les États-Unis proclament donc officiellement la doctrine de la lutte anti-subversive. Ils redoublent de vigilance. Dès les années 60 se produisent plusieurs coups d'état au Chili et en Argentine, qui renversent des régimes de gauche. Les présidents Kennedy, Johnson, puis Nixon soutiendront presque systématiquement ces coups d'état militaires.³ La doctrine de « lutte anti-subversive » devient rapidement « Doctrine de Sécurité Nationale ». Celle-ci fait référence à un ensemble de théories militaires, impulsées à la fois par les forces armées latino-américaines – brésiliennes en particulier⁴ – et par le Pentagone.⁵ Elle défend une vision bipolaire et manichéenne du monde, selon laquelle l'Occident représente le bien, la civilisation, la démocratie et le progrès, tandis que l'Union Soviétique et ses alliés représentent le mal, l'archaïsme et la dictature.⁶ Par cette doctrine, les militaires américains justifient en permanence leurs interventions dans la politique interne de leurs pays,⁷ ainsi que leurs actions répressives.

La Doctrine de Sécurité Nationale (DSN) reprend en grande partie le concept de subversion interne – abordé précédemment-, selon laquelle les « subversifs » s'infiltrent volontairement dans tous les aspects de la vie nationale, afin que leur combat passe inaperçu.⁸ En d'autres termes, la présence généralisée des militaires

¹ Ces événements portent également le nom de « crise des missiles ».

² DINGES, John

³ *Idem.*

⁴ Voir BOURGAUX Jacques et ÁLVAREZ GARCÍA Marcos, in *Le terrorisme d'État au Chili*, travaux du colloque international, p. 25. Des théoriciens de l'armée brésilienne seraient à l'origine de la Doctrine de Sécurité Nationale.

⁵ Le 17 avril 1961 en particulier, cette tentative échoue : un groupe d'anti-castristes aidés par le gouvernement américain et la CIA sont mis en déroute lors du débarquement désastreux de la Baie des Cochons.

⁶ SALINAS, Sergio, *El tres letras: historia y contexto del Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, RIL editores, Santiago de Chile, 2014.

⁷ MALAMUD, Carlos, op.cit.

⁸ Voir BOURGAUX Jacques et ÁLVAREZ GARCÍA Marcos, *Le terrorisme d'État au Chili*, op.cit., p. 25

ainsi que leur action à la fois « punitive et dépurative¹ » sont jugées nécessaires pour garantir la sécurité de leurs pays, dans la mesure où celle-ci est menacée : les militaires sont considérés comme les garants de l'ordre social face à un « ennemi interne » qui peut (ré)apparaître à tout moment.² Ajoutons également que la religion n'est pas exclue de la Doctrine de Sécurité Nationale : elle prône la défense de la civilisation chrétienne occidentale contre le communisme et l'athéisme.³

De telles théories, interconnectées les unes aux autres, mèneront nécessairement à une conception totalitaire du pouvoir. Tout se justifie selon un « état d'urgence », c'est à dire selon la constante existence – quitte à l'inventer⁴ – d'un « ennemi interne ».

3) Le programme révolutionnaire et sa mise en pratique : une source d'inspiration pour les nations latino-américaines

Si la révolution cubaine représente un danger majeur pour l'impérialisme nord-américain, elle marque également un réel tournant pour l'Amérique Latine. Son impact y est considérable. Pour la première fois dans l'histoire de tout le sous-continent, c'est une « poignée d'hommes » qui prend le pouvoir et se soulève contre les privilèges et l'impérialisme. Une poignée d'hommes qui rompt avec un gouvernement totalitaire, se libère du joug nord-américain et met en place un programme révolutionnaire. Les mesures et réformes appliquées à Cuba dès 1959 vont par conséquent contribuer à créer une sorte « d'utopie » dans l'imaginaire collectif latino-américain. Ces réformes se mettent en place rapidement et se révéleront très significatives pour la société cubaine et latino-américaine. Ainsi, dès mars 1959, le gouvernement établit une réduction des loyers élevés, ainsi qu'une réduction des tarifs de l'électricité. Le 17 mai, la Loi de Réforme Agraire est sanctionnée – sous l'égide de l'Institut National de la Réforme Agraire, I.N.R.A.⁵ – : les terres qui avaient été expropriées et qui étaient passées aux mains des grands propriétaires terriens ou des compagnies nord-américaines redeviennent propriétés de l'État cubain. Le chômage est résorbé grâce à l'industrialisation et à de grands travaux menés dans tout le pays. La discrimination raciale et la misère sociale sont combattues. Le système éducatif et le système de santé publique sont améliorés.

Telles sont les principales mesures et réformes appliquées à l'issue de la révolution cubaine. Elles vont produire un nouveau souffle dans toute l'Amérique Latine, où les idéaux de la révolution sont pris très au sérieux. Faire la révolution est devenu un projet « d'actualité⁶ », à la portée de tous : le désir de « changer le monde » se fait de plus en plus diffus. Selon la théorie du *foco* (foyer) d'Ernesto « Che » Guevara, un foyer

¹ *Idem.*

² *Idem.*

³ SALINAS, Sergio, *El tres letras: historia y contexto del Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, RIL editores (édition digitale, format « Kindle »), Santiago de Chile, 2014. Sous la dictature argentine, on retrouvera également la défense de ces valeurs « chrétiennes et occidentales » de la part de la junte.

⁴ Jacques Bourgaux et Marcos Álvarez García, *Le terrorisme d'État au Chili*, *op.cit.*, p. 25

⁵ ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, *Cuba, Les Grands Articles*, édition digitale format Kindle, France, 2013.

⁶ DINGES, John, *op.cit.*

insurrectionnel constitué d'une poignée de combattants pouvait déclencher le soulèvement des pauvres et des classes moyennes, dans tout un pays, voire sur un continent tout entier.¹ C'est aussi ce qui correspond à « la révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles²», selon les termes de Fidel Castro.

Après le triomphe de la révolution à Cuba, Ernesto « Che » Guevara tente de diffuser ses idéaux sur le reste du continent, en installant des foyers de guerre de guérilla. En Bolivie, cette tentative échoue : Ernesto Che Guevara est assassiné à La Paz en 1967. Suite à son assassinat, il devient un « martyr », une sorte de « héros messianique », mort pour la défense d'un idéal, celui de la Révolution. Mythifié, il incarnera alors un symbole de lutte anti-impérialiste et anticapitaliste et gagnera rapidement l'imaginaire collectif latino-américain. Et en particulier dans le cône sud-américain, étant données les origines argentines du *Comandante*. Après sa mort, les nombreux mouvements *guerrilleros* qui vont naître en Argentine, au Chili, ou encore en Uruguay,³ s'en inspireront. Ils adapteront leur lutte en fonction des problématiques inhérentes à leurs pays, selon les contextes politiques et socio-économiques dans lesquels ils vivent.

Cet événement, d'un impact considérable de la révolution cubaine sur les sociétés sud-américaines, doit également être mis en relation avec les événements politiques propres au Chili et à l'Argentine pour pouvoir analyser et comprendre les circonstances historiques dans lesquelles vont petit à petit se mettre en place les mouvements révolutionnaires dans ces deux pays.

¹ *Ibid.*

² ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, *Cuba, Les Grands Articles*, édition digitale format Kindle, France, 2013.

³ Les Tupamaros furent notamment un groupe de révolutionnaires uruguayens qui défendaient des idées proches de celles du *Che*.

II. Le Chili et l'Argentine de l'après-guerre et de l'après-révolution cubaine : des contextes politiques complexes

Pendant leurs années noires, l'Argentine et le Chili mènent une politique similaire. Or, nous ne saurions aborder cette thématique sans contextualiser, en amont, les enjeux et les luttes politiques qui ont précédé les années du terrorisme d'État. Les deux pays ont vécu des processus politiques et historiques très différents, que nous nous devons de mettre en exergue.

A) Chili : La polarisation de la politique et la difficile montée du socialisme

1) De l'illégalité du communisme à la « révolution en liberté »

Dès l'après-guerre, une grande méfiance de la part du pouvoir politique à l'égard des mouvements socialistes et communistes se fait ressentir au Chili. Ce sentiment est favorisé par la situation économique et sociale du pays lui-même, mais aussi par l'influence des États-Unis et de la Guerre Froide. En effet, le Chili, après la Seconde Guerre Mondiale, fait face à une situation de crise et à de nombreux mouvements contestataires, en particulier de la part des ouvriers et des travailleurs. En 1946, de violentes grèves dans le secteur minier secouent le pays. Le président Gabriel González Videla, jusqu'alors soutenu par les communistes, déclare l'état de siège, organise des « purges » au sein de l'administration chilienne et se range ainsi du côté du « grand-frère » nord-américain. Il fait voter la « Loi de Défense de la Démocratie » – la *Ley Maldita*¹ – qui n'est en réalité ni plus ni moins qu'une déclaration de guerre aux communistes : le parti est déclaré illégal.² À l'issue de cette mesure, 23 000 personnes sont rayées des listes électorales et perdent tous leurs droits politiques.³ C'est précisément suite à la promulgation de cette loi que le grand poète et sénateur Pablo Neruda sera contraint à l'exil.

Par la suite, les années 50 et 60 voient la droite s'affirmer à nouveau sur la scène politique chilienne. En 1958, le candidat de droite Jorge Alessandri remporte les élections, avec 31,2% des suffrages. En 1964 c'est le candidat de Democracia Cristiana (Démocratie Chrétienne), Eduardo Frei, qui est élu à la majorité absolue, avec 56% des voix, face au candidat du FRAP⁴ Salvador Allende.⁵ La droite chilienne (conservateurs et libéraux) n'avait alors pas présenté de candidat et avait appuyé la campagne de Frei. Les

¹ La « Loi Maudite ». C'est ainsi que cette loi arbitraire a été surnommée au Chili. À l'époque, en tant que Sénateur, Salvador Allende s'était insurgé contre le caractère antidémocratique de cette loi. Voir LAWNER, Miguel, *Salvador Allende, presencia en la ausencia*, LOM ediciones, Santiago du Chili, 2008, p. 49.

² RIERA REHREN, Jaime, *Argentina, Cile, Uruguay, le culture contemporanee*, Carocci editore, Rome, 2003, p. 46.

³ Documentaire « Historia de Chile desde 1947 a 1961 » (« Historias de nuestro siglo », TVN, Chili) disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=0YXipD_RJ_c, consulté le 20 juillet 2014.

⁴ Frente de Acción Popular (Front d'Action Populaire)

⁵ Allende était notamment le co-fondateur du Parti socialiste chilien.

États-Unis, attentifs à la politique étrangère, jouent également un rôle capital en faveur de l'adversaire d'Allende : ils mènent une très importante campagne de propagande en 1964 afin de le porter à la victoire. Ils apportent également un soutien économique considérable à sa campagne :

« Les deux administrations antérieures étaient arrivées à la conclusion que Salvador Allende et les forces qui l'appuyaient constituaient une menace pour nos intérêts. Ces considérations avaient conduit les administrations Kennedy et Johnson à attribuer plus de trois millions de dollars entre 1962 et 1964 pour soutenir la campagne de l'opposant d'Allende, Eduardo Frei. En 1968, plusieurs centaines de milliers de dollars avaient été secrètement attribués par nos prédécesseurs pour aider à vaincre les forces d'Allende lors des élections législatives chiliennes de mars 1969. Notre aide officielle au Chili pendant le gouvernement de Frei totalisa plus d'un milliard de dollars, le plus important programme par tête d'habitant jamais consenti jusqu'alors en Amérique Latine pour renforcer les forces démocratiques contre Allende. »¹

La gauche perd donc, une fois encore, les élections et Frei entame ce qu'il nommera la « Révolution en liberté » : en d'autres termes, ce qu'il considère comme la meilleure des alternatives à la « dictature marxiste² ». Ce projet séduit une grande partie de la société chilienne. Frei tente de rassembler les masses et propose un certain nombre de réformes dans le domaine de l'économie, de l'industrie et de la société chilienne. En particulier dans le secteur minier, les mines de cuivre chiliennes représentant environ 30% de la production mondiale. Il propose, en ce sens, une alternative à la nationalisation du cuivre alors exigée par la gauche : la « *chilenización*³ ». L'État chilien se fait l'associé des compagnies minières nord-américaines implantées dans le pays : il achète une partie des actions de ces compagnies, investissement dont l'objectif est d'améliorer la production. Cependant, cinq ans plus tard, la situation de l'industrie minière reste quasiment inchangée. Les mesures appliquées suite à la réforme agraire de 1967 s'avèreront également insuffisantes et ne donneront pas satisfaction aux paysans.⁴ La popularité de Frei décline et le désenchantement face à sa politique s'accroît.

Une partie de la société chilienne continue donc à lutter pour une révolution socialiste. C'est à cette époque que les mouvements de lutte armée prennent de l'ampleur, suivant l'exemple révolutionnaire et internationaliste du « Che ». La vie sociale devient de plus en plus politisée, notamment chez les jeunes générations, mues par un désir de changement. La gauche chilienne se réorganise également et propose

¹ Cerruti Horacio, in MÉDIGUE, Alice, *op.cit.* p. 81

² Voir documentaire « Historia del MIR », réalisé par la télévision chilienne en 1994, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=MaDWKWueMEA>, consulté en mars 2014.

³ Ce terme espagnol pourrait être traduit par « chilienisation », bien qu'il s'agisse d'un concept lié spécifiquement à cette époque.

⁴ Il est alors établi que les terres non cultivées des grands propriétaires terriens peuvent être expropriées en échange d'indemnités versées à leurs propriétaires. Ainsi, les paysans qui reçoivent des terres, faute de moyens ou d'équipements, ne peuvent pas les rendre productives. Voir QUINTANA, Mercedes, *op.cit.*, p. 132.

finalement Salvador Allende comme candidat d'une nouvelle coalition de différents partis de gauche et du centre : l'Unité Populaire.

2) La percée de Salvador Allende et l'Unité Populaire : la voie chilienne vers le socialisme

Salvador Allende remporte les élections présidentielles le 4 septembre 1970 avec 36,3% des suffrages. Il avait fait son apparition sur la scène politique dès les années 50, en se présentant à trois reprises aux élections présidentielles – en 1952, 1958 et 1964 – en tant que candidat du FRAP.

Allende est un admirateur de la Révolution Cubaine et de la guérilla.¹ Mais il ne se fait pas pour autant défenseur de celle-ci. Son cheminement politique est plus pacifique. Pour lui, seule la voie démocratique, la voie des urnes, peut permettre de mettre en place des mesures révolutionnaires et peut permettre la victoire du socialisme au Chili. Allende, comme bon nombre de ses partisans, est convaincu que le socialisme peut réellement se construire et s'installer dans le pays à partir des traditions démocratiques chiliennes² et non par la voie de la lutte armée, à l'instar du modèle cubain.

L'arrivée de l'Unité Populaire va produire un très grand changement dans la politique chilienne. Il s'agit d'un mouvement inédit à l'époque, qui unit le Parti Communiste,³ le Parti Socialiste, le Parti Radical et le MAPU.⁴ À l'instar du Front Populaire qui s'était formé dans plusieurs pays du monde dès les années 30, la gauche chilienne croit à nouveau en une union entre les différentes forces de gauche. L'Unité Populaire attire donc les regards des politiques du monde entier : pour la première fois, un homme politique de conviction socialiste et marxiste parvient au pouvoir par un vote populaire. Le gouvernement de Salvador Allende commence cette expérience unique et difficile : la voie démocratique, constitutionnelle et pacifique vers le socialisme. Il incarne un profond changement dans la façon de reconsidérer la politique chilienne et le socialisme, ainsi qu'une certaine utopie pour une part de la société. Ses idéaux sont nombreux :

« Nous allons construire une démocratie authentique, car c'est le peuple qui va participer et non une simple minorité comme il en a été jusqu'à maintenant. Quand un peuple a conscience des objectifs qu'il doit atteindre, ce peuple est capable de faire des sacrifices et je suis certain que le peuple chilien a la maturité nécessaire car il a désormais compris et comprendra demain que nous devons tous faire des sacrifices. Pourquoi donc ? Pour préparer ensemble l'avenir. Les deux premières années seront très difficiles, mais grâce à un gouvernement

¹ Allende, à l'époque, ne cache pas son admiration pour Fidel Castro, Ernesto « Che » Guevara, ou le Chilien Miguel Enríquez.

² Article au sujet de l'Unité Populaire, <http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-799.html>, consulté le 23 décembre 2013.

³ Le Parti Communiste chilien (PC) apportera en particulier un soutien de poids à Allende en se ralliant à sa cause.

⁴ *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (Mouvement d'Action Populaire Unitaire)

rigoureux, droit, où il n'y aura pas de privilèges destinés à une minorité, le peuple répondra présent. C'est ce à quoi j'aspire. À l'intégrité, au patriotisme et à la morale pour le peuple chilien.¹»

L'Unité Populaire propose ainsi un vaste programme socio-économique destiné à transformer le Chili. Dès son arrivée à la présidence, les mesures économiques prises par Salvador Allende sont conséquentes. Il entreprend tout d'abord d'augmenter les bas salaires, afin de faire augmenter le pouvoir d'achat des masses. La nationalisation du cuivre est approuvée à l'unanimité par le Congrès. Le cuivre étant la principale richesse du pays – « le salaire du Chili » selon Allende² – sa nationalisation est l'une des mesures chères à la gauche : elle permet de rompre avec les compagnies étrangères. D'autres ressources naturelles chiliennes, comme le charbon, sont également nationalisées.

Le gouvernement Allende œuvre également à l'amélioration des droits des travailleurs – qui se sentent reconnus et traités avec davantage de respect.³ Les organisations de travailleurs et les syndicats sont soutenus. À titre d'exemple, Allende accorde du personnel juridique à la CUT,⁴ l'une des organisations de travailleurs les plus importantes de l'époque et facilite la création du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Enseignement.⁵

Les avancées dans le domaine social sont également conséquentes : les rémunérations, retraites et allocations familiales sont réajustées. Les petites et moyennes entreprises sont favorisées. Le nouveau président entreprend également de poursuivre la réforme agraire et de faire redistribuer les nombreuses terres qui se trouvent encore aux mains de grands propriétaires terriens.

Enfin, le Gouvernement Populaire est à l'origine de nombreuses avancées en matière d'éducation et de santé. Les médecins et les médecins spécialistes sont plus nombreux, le taux de mortalité diminue, les services sont de meilleure qualité.⁶ Quant à l'éducation, elle est, elle aussi, en pleine transformation : le taux de scolarisation est en hausse, les enfants des familles les plus modestes bénéficient de livres et de repas gratuits, le taux d'alphabétisation connaît lui aussi une importante amélioration. Le gouvernement Allende se

¹ « Nosotros vamos a hacer una democracia auténtica, porque va a participar el pueblo, y no una minoría como hasta ahora. Cuando un pueblo tiene conciencia de las metas que debe alcanzar, ese pueblo es capaz de sacrificio, y yo estoy seguro de que el pueblo de Chile está maduro porque ya ha entendido y entenderá mañana que todos tendremos que hacer sacrificios. ¿ Para qué ? Para sembrar para el futuro. Los dos primeros años van a ser muy duros, pero sobre la base de un gobierno recto, moral, en el que no haya privilegios para unas minorías, el pueblo va a responder. Ése es el gran aval que tengo yo. La entereza, el patriotismo, y la moral por el pueblo chileno. » In *Salvador Allende*, film de Patricio Gúzman.

² Entretien avec Laura Atencio Abarca, économiste et fille du député communiste Vicente Atencio, disparu sous la dictature, 19 septembre 2013.

³ CORVALÁN, Luis, *El gobierno de Salvador Allende*, LOM ediciones, Santiago du Chili, 2003, p. 22.

⁴ *Central Única de Trabajadores*

⁵ CORVALÁN, Luis, *op.cit.*

⁶ En 1972, sous la présidence d'Allende, les dépenses en santé représentent 3,5% du budget de l'État. Sous la dictature, ces dépenses seront réduites à 0,6%. Voir CORVALÁN, Luis, *op.cit.*

soucie également de la situation du peuple Mapuche, l'une des communautés indigènes les plus importantes au Chili. Le président chilien tient à faire en sorte que les *Mapuches* ne soient pas, comme bien souvent dans l'histoire de l'Amérique Latine, victimes de nouvelles discriminations ethniques, culturelles ou économiques.¹

De l'après-guerre jusqu'au début des années 70, le Chili vit donc une forte polarisation de la politique, où la gauche est marginalisée jusqu'à la percée de Salvador Allende, qui réalise progressivement son projet de transformation pacifique de la société chilienne vers le socialisme, avec l'appui des travailleurs et de la classe moyenne. Les tensions qui surgissent à l'encontre du gouvernement Allende – notamment de la part des États-Unis, de la bourgeoisie et de la droite conservatrice – feront l'objet de la fin de ce chapitre.

B) Argentine : engouement péroniste, instabilité politique et inspiration révolutionnaire

En Argentine, dès la moitié du XXème siècle, la révolution populaire ne sera, en majorité, ni socialiste, ni communiste, mais péroniste.² C'est là toute la singularité – voire tout le paradoxe – de la politique argentine de l'époque. La thématique du péronisme, mouvement complexe et ambivalent, a fait couler beaucoup d'encre dès la seconde moitié du XXème siècle. Un mouvement réunissant des principes parfois contradictoires : christianisme, populisme, paternalisme, autoritarisme. Notre étude ne prétend pas mener une analyse approfondie du péronisme et du justicialisme, néanmoins, nous en évoquons les principaux traits afin de rendre compte de la complexité des événements politiques de l'époque. Impossible d'évoquer le panorama politique argentin de la seconde moitié du XXème siècle sans analyser un tant soit peu les caractéristiques de ce mouvement. Comprendre la politique argentine, c'est, d'une certaine façon, comprendre le péronisme.

1) Péronisme et justicialisme

Né dans les années 40, le mouvement « péroniste » doit son nom à l'un des plus fervents admirateurs du fascisme italien et de Mussolini en Argentine : le général Juan Domingo Perón.³ Ayant servi en Italie en tant qu'observateur militaire à la fin des années 30, Perón comprend rapidement qu'il peut, à l'instar du « Duce », tirer profit des classes populaires et de leur soutien afin de s'assurer une carrière politique dans son propre pays. C'est à cette fin qu'il mettra en place un régime populiste et qu'il monopolisera petit à petit la scène politique argentine dès les années 40.

¹ Voir CORVALÁN, *op.cit.*

² BERCIS, Pierre, *Volver : 300 semaines pour 30.000 disparus pendant la dictature argentine (1976-1983)*, Les Éditions du Cerf, Paris, 2013, p. 25.

³ Perón était également pro-nazi : de nombreux criminels de guerre trouvent refuge en Argentine grâce à lui après la Seconde Guerre Mondiale. Voir CERUTTI, Amandine, *La fuite des criminels de guerre nazis au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale : son organisation et ses répercussions*, travaux de recherches de Master 1, p. 15-17.

Au début des années 40, Juan Perón possède le grade de colonel ; il est à la tête du Groupe des Officiers Unis¹ (GOU) : une junta militaire qui ne dissimule pas son admiration pour les puissances de l'Axe et qui prend le pouvoir par un coup d'état le 4 juin 1943. Le général Ramírez est alors promu à la présidence, le général Edelmiro Farrell placé à la tête du ministère de la guerre. Perón intègre alors, quant à lui, le ministère de la guerre avant d'être nommé Secrétaire d'État au Travail. Cette fonction lui permettra dès lors de mettre en place certaines stratégies populistes et de se forger l'appui des masses populaires.

Écarté du pouvoir par les autres membres du GOU le 9 Octobre 1945 (malgré sa grande popularité, ou précisément pour cette raison²), le colonel Perón est arrêté et fait prisonnier. Cet emprisonnement est de courte durée : le gouvernement doit céder face à l'ampleur des manifestations des classes populaires et ouvrières, les *descamisados*.³ Perón se retire alors du service actif et se présente aux élections présidentielles de février 1946, à travers son propre parti, le « *Partido Laborista*⁴ ». Il est élu avec 54% des suffrages.

Pendant sa campagne, il bénéficie déjà d'un soutien de taille : celui de son épouse, Eva Duarte de Perón, une jeune actrice issue de famille très modeste. Celle que le peuple argentin se plaît à appeler « Evita » brille par son charisme. Elle jouit très vite d'une immense popularité et contribue à accroître celle de son mari. Une fois Perón au pouvoir, il la nomme vice-présidente. « Evita » sera sa plus grande alliée en matière de politique et jouera un rôle fondamental pour que le couple présidentiel conserve un appui inconditionnel auprès des classes populaires.

Juan Perón, en parvenant à la présidence en Argentine, consolide la doctrine selon laquelle il entend gouverner : le « justicialisme ». Il s'agit d'une théorie politique éclectique et de caractère populiste, qui préconise à la fois justice sociale, indépendance et souveraineté politique. Le pouvoir de l'État est renforcé. Selon la doctrine justicialiste, en effet, l'État est le modérateur des conflits entre les différents groupes du corps social, il redistribue les richesses ; il établit également un lien de loyauté entre les masses et son leader.⁵

Dès 1947, le *Partido Laborista*⁶ devient officiellement *Partido Peronista*.⁷ Les vingt principes du « justicialisme », fondements du péronisme, apparaissent également dans la Constitution argentine de 1949.

¹ Groupe constitué de militaires argentins, ayant pour but de diriger le pays. La signification non officielle de GOU serait : Groupe d'Ordre et d'Unité. CF : U. Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002 p. 49.

² CHAUTARD, Sophie, *Les dictateurs du XXème siècle*, sans lieu, Studyrama perspectives, 2006, p. 198.

³ Les « sans-chemises ». C'était le nom donné à la classe populaire et aux travailleurs en Argentine. La manifestation massive des ouvriers en soutien à Perón a lieu le 17 octobre 1945. Le 17 octobre sera baptisé « Día de la Lealtad Peronista » (Journée de la Loyauté Péroniste) et fait l'objet, – y compris de nos jours – de manifestations massives chaque année.

⁴ Le nom de « Partido Laborista » correspondrait en français à « Parti des Travailleurs ». Voir <http://www.pjescobar.com.ar/detalle.php?a=historia-del-partido-justicialista&t=9&d=41&n=24516>, consulté le 22 juillet 2014.

⁵ *Ibid.*

⁶ Parti des Travailleurs.

⁷ Parti Péroniste.

En voici certains d'entre eux :

- « La véritable démocratie est celle où le gouvernement fait ce que le peuple veut et défend un seul intérêt : celui du peuple. »
- « Le péronisme est essentiellement populaire. Tout cercle politique est anti-populaire et par conséquent n'est pas péroniste. »
- « Il n'existe pour le péronisme qu'une seule classe d'hommes : ceux qui travaillent. »
- « La politique n'est pas une fin pour nous, mais simplement le moyen de faire le bien de la Patrie, c'est à dire le bonheur de ses enfants et la grandeur nationale. »
- « Les deux bras du péronisme sont la justice sociale et l'aide sociale. Par ces deux bras, nous embrassons le peuple de justice et d'amour. »
- « Le justicialisme est une philosophie de la vie, simple, pratique, populaire, profondément chrétienne et profondément humaniste.¹»

Le péronisme se construit donc en sollicitant davantage les sentiments et l'affect que l'intellect² chez les classes populaires argentines. L'essor du mouvement est sans conteste : cette popularité est favorisée par une conjonction de plusieurs facteurs à la fois économiques et politiques. Sur le plan économique, la politique de Juan Perón est en effet essentiellement fondée sur l'industrialisation et sur le nationalisme. Des services publics tels que les chemins de fer, le service téléphonique ou encore les services portuaires sont nationalisés, afin de réduire la présence du capital étranger dans les secteurs clés que représentent les transport et les communications.³ Perón établit un Plan Quinquennal (1947-1952) afin de favoriser l'industrialisation et de faire de l'Argentine une puissance économique indépendante. À cette fin, il crée également l'Institut Argentin de Promotion de l'Échange (IAPI), qui impose un monopole sur les exportations. Le IAPI achète des denrées à prix fixes et les revend au prix du marché international de l'après-guerre, très demandeur des produits argentins tels que la viande et le blé.⁴ L'État obtient ainsi un gain d'argent important, qu'il réinvestit dans le secteur industriel et dans des programmes d'action sociale, afin que le péronisme puisse bénéficier de l'appui des masses urbaines.

L'un des objectifs fondamentaux de Juan Perón (ou plus exactement du couple Perón), nous l'avons vu, est de conquérir les masses en Argentine et d'incorporer davantage les travailleurs et les syndicats à la vie politique. Sur le plan social, Juan Perón prend donc un certain nombre de mesures qui lui valent l'appui des classes populaires : sécurité sociale, habitations à bon marché et introduction de l'actionnariat ouvrier.⁵ Cette politique sociale sera intimement liée à l'action de son épouse, « Evita ». C'est en effet dans ce domaine que

¹ DUVIOLS, Jean-Paul, *Dictionnaire culturel Amérique Latine*, Ellipses, Paris, 2000, p. 286.

² VECCHIONI, Domenico, *Evita Perón. Il cuore dell'Argentina*, édition digitale youcanprint, Rome, 2014.

³ QUINTANA, Mercedes, *op.cit.*

⁴ *Ibid.*

⁵ DUVIOLS, Jean-Paul, *op.cit.*

la première dame d'Argentine, devenue l'une des personnalités politiques les plus populaires au monde, va jouer un rôle prééminent. Elle se fait l'alliée fervente du peuple et en particulier des travailleurs de condition modeste, qu'elle nomme affectueusement et publiquement « *mis descamisados*¹ ». Elle tisse un lien affectif avec eux, lien qu'elle entretient notamment par de nombreux discours enflammés sur la Place de Mai, au contact de la foule. Elle éclipse pratiquement son époux par son charisme et son verbe. Par le biais de la Fondation Eva Perón,² elle développe un vaste programme d'action sociale,³ en particulier en faveur des populations les plus démunies ou les plus fragiles : les enfants, les femmes, les personnes âgées. La fondation accompagne également la politique du gouvernement en matière de santé et d'économie : elle lutte contre la misère sociale, pour l'amélioration du système éducatif ainsi que des services de santé publique. Eva Perón défend tout particulièrement la cause de celles qu'elle appelle « ses sœurs⁴ » : les femmes. Dès l'élection de son époux, elle œuvre pour que leurs droits politiques soient les mêmes que ceux des hommes. C'est ainsi que le 23 septembre 1947 sera adoptée la Loi n°13010, également appelée « Loi Evita », qui donne aux femmes le droit de vote et le droit d'être éligibles. À dater de ce jour, les femmes argentines ne seront plus les « laissées-pour-compte » de la vie politique.⁵ Elles représentent également de nouvelles voix pour le général Perón : il est réélu en 1951 avec 67% des suffrages.⁶

La popularité d'Eva Perón ne cessera de croître, entraînant conjointement la popularité du mouvement péroniste. Les causes qu'elle défend, son grand talent oratoire et sa relation presque « sentimentale » avec le peuple font d'*Evita* une personnalité particulièrement attractive. Elle est adulée comme une véritable madone. Emportée par un cancer à l'âge de 33 ans, en 1952, sa mort secoue la société argentine et provoquera des scènes d'hystérie collective. Son statut « d'icône » se renforce d'autant plus suite à cette mort prématurée.⁷

Lors de son second mandat,⁸ Perón fait face à de nombreuses difficultés économiques, notamment en raison de l'effondrement des exportations en Argentine. Le général entame alors une politique d'austérité. Puis, en 1955, trois ans à peine après la mort d'Evita, le général est renversé et contraint à l'exil. Cette année marquera le retour au pouvoir des oligarchies conservatrices et la répétition des coups d'état en Argentine.⁹

¹ « Mes *descamisados* ». Les *descamisados* sont, au sens littéral du terme, les « travailleurs sans chemise ».

² La Fondation Eva Perón est créée le 19 juin 1948, par « Evita » elle-même. Musée Eva Perón, Buenos Aires, 23 octobre 2013. La Fondation redistribuait notamment des biens et des richesses aux personnes qui attendaient en formant une file devant les bureaux d'Eva Perón. Voir QUITANA, Mercedes, *op.cit.*

³ Musée Eva Perón, Buenos Aires, 23 octobre 2013.

⁴ Eva Perón s'adressait ainsi aux femmes argentines dans bon nombre de ses discours. Voir *Evita, il cuore dell'Argentina*.

⁵ Le 26 Juillet 1949, Eva Perón crée également le Parti Péroniste Féminin, dont elle sera élue présidente.

⁶ PADOAN Daniela, *Le pazze, un incontro con le madri di Plaza de Mayo*, Tascabili Bompiani, Milan, 2008.

⁷ De nos jours, plus de 60 ans après la mort d'Evita, elle est encore pratiquement une « madone » pour bon nombre d'Argentins.

⁸ Perón est réélu en 1952. Son épouse meurt quelque temps après sa réélection.

⁹ RIERA REHREN, Jaime, *Argentina, Cile, Uruguay, le culture contemporanea*, Carocci editore, Rome, 2003, p. 45.

2) Une Argentine sans Perón : l'instabilité politique (1955-1973)

Perón, contraint à l'exil, trouvera la protection de plusieurs gouvernements dictatoriaux : celui de Stroessner au Paraguay, de Pérez Jiménez au Venezuela, puis de Trujillo en République Dominicaine et enfin celui de Franco en Espagne.¹ Le mouvement péroniste est déclaré illégal et le général Perón ne sera autorisé à revenir en Argentine qu'en 1973. Malgré la longue absence du général, l'ombre du péronisme restera très présente dans le pays pendant ces années et les « nostalgiques » de Perón, toutes mouvances confondues, sont extrêmement nombreux. Les radicaux se divisent également. Ainsi, l'Argentine de la seconde moitié des années 50 aux années 70 sera placée sous le signe de l'instabilité politique.

Le général Aramburu, qui prend le pouvoir en 1955, organise tout d'abord des « purges » de péronistes, dans les organisations syndicales en particulier. En 1956, il fait fusiller 40 dirigeants péronistes. La violence devient cyclique jusqu'aux nouvelles élections présidentielles de 1958. Un candidat radical, Arturo Frondizi, est alors élu grâce à l'appui des péronistes, à qui il avait promis de légaliser à nouveau le parti. Il tient cette promesse et les candidats justicialistes remportent les élections municipales et législatives de 1962. Or, ces résultats sont presque aussitôt annulés par les Forces Armées, qui renversent Frondizi. Des conflits internes aux Forces Armées éclatent également. Le général Juan Carlos Onganía s'autoproclame « chef de l'armée, de la constitution et de la loi² » et convoque de nouvelles élections dont sont exclus les péronistes.

Le radical Arturo Illía remporte les élections de 1963. Il est renversé trois ans plus tard par un nouveau coup d'état militaire qui impose encore une fois la présidence du général Onganía. Il instaure un régime dictatorial : le Parlement est suspendu, la Cour Suprême de justice dissoute, les activités politiques et syndicales interdites. Onganía, fervent défenseur de la Doctrine de Sécurité Nationale, prétend restaurer l'autorité et les valeurs occidentales, dans une nation « incapable de contenir l'anarchie et le communisme³ ». Le mécontentement général se fait ressentir quotidiennement. En 1969, un grand nombre d'émeutes ouvrières et étudiantes éclatent dans la ville de Córdoba : c'est le « *cordobazo* ». Une sorte de « Mai 68 » argentin, dans un contexte de dictature militaire. Les manifestants se rebellent contre les autorités militaires et policières détentrices du pouvoir. Mais la révolte est rapidement réprimée et se solde dans un bain de sang. Le mouvement de protestation s'étend à tout le pays. Le climat de violence généralisée et de marasme économique contraindra finalement Onganía à démissionner en 1970. Le général Roberto Levingston lui succède, puis le général Alejandro Lanusse : ce dernier prend la décision de mettre fin à l'illégalité du péronisme et de négocier le retour du général. Depuis son exil, la situation de l'Argentine est précaire et le pays n'a vécu qu'une succession de coups d'états et d'échecs politiques. Le péronisme apparaît aux yeux de la société argentine comme la seule alternative politique.

¹ PADOAN, Daniela, *Le pазze, un incontro con le madri di Plaza de Mayo*, Tascabili Bompiani, Milan, 2008, p. 15.

² *Ibid.*, p. 17.

³ PADOAN, Daniela, *op.cit.*, p. 17.

Les élections de 1973 marquent en effet une nouvelle victoire pour le péronisme : celle du candidat Héctor Cámpora. Il assure une sorte de « transition politique » en attendant les nouvelles élections prévues en octobre, auxquelles doit participer Juan Perón. Ce dernier est autorisé à regagner son pays : en juin, une grande partie de la société argentine retrouve son leader charismatique, après presque vingt ans d'absence. Cámpora est rapidement évincé. Lors des élections d'octobre, Perón – âgé de 78 ans et malgré une santé plutôt fragile – est élu pour la troisième fois, sans surprise, avec 62% des voix. C'est alors que sa politique change de façon radicale, comme nous le verrons à la fin de ce chapitre.

Force est de constater la particularité du mouvement péroniste, dans le sens où il a réellement été perçu par la société argentine comme un mouvement mettant en place des mesures et des réformes révolutionnaires dans le pays, sans pour autant se situer dans une mouvance marxiste ni collectiviste. La singularité du péronisme réside également dans le fait qu'un militaire ait impulsé ces changements. Perón, fin manœuvrier, réussit à réunir des forces opposées, du prolétariat et des classes populaires aux dirigeants et à la bourgeoisie. D'où la nécessité d'appuyer le fait que le péronisme a été bien plus qu'un simple parti : un véritable mouvement, inédit en Amérique Latine jusqu'alors.

Les faits que nous avons exposés nous amènent à un nouveau point fondamental : celui de l'essor des mouvements révolutionnaires, qui prennent de plus en plus d'ampleur au cours de ces années. En raison de la grande instabilité politique qui règne en Argentine en l'absence de Perón et en raison de la percée des idées révolutionnaires, les mouvements militants, qu'ils soient péronistes, guévaristes, ou marxistes-léninistes, acquièrent de plus en plus d'importance. Il en est de même au Chili, bien que le contexte politique soit tout à fait différent : les mouvements révolutionnaires se développent pour protester face au monopole de la droite et à l'insuffisance des réformes.

Nous évoquerons donc ici les principaux mouvements de tendance révolutionnaire en Argentine et au Chili, qui seront par la suite les premières cibles des dictatures militaires. Bien que présentant des similitudes, ils sont issus de mouvances politiques différentes et leurs objectifs varient en fonction des problématiques propres à leur pays. Dans le cadre de cette étude, nous ne pourrions aborder la totalité des mouvements révolutionnaires. Aussi nous centrerons-nous sur les principaux d'entre eux.

C) Les mouvements révolutionnaires

1) Le MIR chilien

Le MIR, – *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* : Mouvement de Gauche Révolutionnaire – est sans conteste le mouvement révolutionnaire le plus important au Chili. Fondé en 1965, ses membres sont essentiellement issus de la petite bourgeoisie chilienne et des milieux universitaires. La Révolution cubaine et son meneur, le « Che », sont désormais présents dans l'imaginaire collectif latino-américain, les jeunes générations en sont marquées à jamais et les militants du MIR s'en inspireront. Le Che incarne « un homme nouveau¹ ». Le contexte socio-politico-économique du Chili, ainsi que cette puissante volonté de créer cet « homme nouveau » vont contribuer à la naissance du mouvement. L'idéologie marxiste-léniniste aura également une influence sur la formation du MIR. Il s'agit de changer le pays en profondeur : les militants prônent la lutte armée pour transformer la société et renverser un système capitaliste installé depuis des décennies au Chili.

L'influence du MIR est croissante dans cette seconde moitié des années 60, en particulier pour la jeunesse chilienne. Parmi les « miristas² » certains dirigeants étudiants se démarquent : Miguel Enríquez – fils du recteur de l'Université de la ville de Concepción – et Luciano Cruz. Pour eux, le MIR se veut avant tout un mouvement solidaire, « anti-bourgeois » et « prolétaire ». De nombreux jeunes Chiliens vont se reconnaître dans cette lutte et adhérer progressivement au MIR, au vu des valeurs qu'il défend :

« Au MIR, j'ai rencontré des personnes très dévouées, très humbles dans leur façon d'être [...]. Ce qui m'impressionnait le plus, c'était que les gens avaient un comportement pacifique, tout en faisant partie d'un mouvement révolutionnaire.³ »

« Avec la situation qu'on vivait à cette époque-là, je me suis rendue compte qu'en réalité [...], ce dont avait besoin le Chili, c'était de changements en profondeur et parmi le panorama politique, c'est le MIR qui m'a convaincue. Je n'étais pas convaincue par les partis traditionnels, j'ai donc pensé à la gauche révolutionnaire.⁴ »

¹ Témoignage de Gastón Muñoz, un ancien militant du MIR, documentaire « Historia del MIR », réalisé par la télévision chilienne en 1994, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=MaDWKWueMEA>, consulté en mars et juin 2014.

² « Mirista » est le nom donné aux militants du MIR.

³ « En el MIR encontré gente muy arrojada, muy humilde de manera de ser [...] Lo que más me impresionaba es que siendo un movimiento revolucionario era gente de un comportamiento pacífico ». Témoignage de « Félix » un ancien militant du MIR, in SALINAS, op.cit.

⁴ « Con la situación que se vivía en esa época, me di cuenta de que en realidad [...] en Chile lo que se necesitaba eran cambios profundos, y eso llevaba a optar por una definición política, y dentro del espectro político, lo que me convenció fue el MIR. No me convencían los partidos tradicionales, entonces pensé en la izquierda revolucionaria. » Témoignage de Arinda Ojeda, ancienne militante du MIR, in SALINAS, op.cit.

« Aujourd'hui encore, je pense que les plus cohérents, ceux qui ont pris le plus de risques, les plus courageux, ceux qui avaient les meilleurs arguments, c'était ceux qui faisaient partie du MIR. Il a existé une certaine culture *mirista* qui a été ce qu'il y a eu de meilleur d'après moi. Ils étaient fidèles à leurs principes et entiers dans de nombreux aspects de la vie et pas seulement dans le domaine politique.¹»

Mais la lutte armée n'est pas le seul outil des *miristas* pour mener à bien leur lutte : ils s'y préparent et s'y entraînent, mais sans y avoir recours de manière systématique. Les discussions et les débats autour des méthodes d'actions, autour de ce qu'est « l'homme nouveau », autour de ce que doivent apporter les mesures révolutionnaires ont également une place importante dans le mouvement. Bon nombre de militants ne reconnaissent pas, d'ailleurs, le recours aux armes comme fondement de leur action : ils cherchent avant tout à ce que les « oubliés » de la vie politique et sociale, qu'ils vivent en milieu rural ou urbain, soient entendus² et à ce que chacun puisse avoir accès à la terre, à la santé, à la nourriture et à l'éducation, sans aucune forme d'élitisme.³

Le MIR ne réalisera aucune action armée sous le gouvernement Allende : l'élection du candidat socialiste incitera les militants à faire une sorte de trêve dans leur lutte. En revanche, pendant les mois qui précèdent le coup d'état de 1973, les tensions sont de plus en plus palpables dans le pays et les conspirations militaires sont nombreuses. Militaires putschistes et anti-putschistes sont divisés. Le MIR va alors organiser la lutte armée, organiser des formations au maniement des armes dans les montagnes andines du nord de Santiago. Miguel Enríquez appelle publiquement les soldats chiliens à la désobéissance : « Les sous-officiers, les soldats de base et les agents de police doivent désobéir aux ordres donnés par des officiers impliqués dans un coup d'état et, le cas échéant, toutes formes de lutte seront légitimes.⁴»

Sous la dictature de Pinochet, les militants du MIR seront victimes d'une très violente répression, en particulier au cours de l'année 1974. Nous le verrons au cours de notre travail.

¹ « Todavía hoy creo que los más coherentes, los más arriesgados, los más valientes, los más argumentativos, estuvieron en el MIR. [...] Hubo una cultura mirista que todavía creo es lo mejor que ha habido. Eran muy consecuentes e integrales en muchos planes de la vida, no sólo en lo político ». Témoignage de Soledad Aránguiz, ancienne militante du MIR, in SALINAS, *op.cit.*

² Documentaire « Historia del MIR », réalisé par la télévision chilienne en 1994, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=MaDWKWueMEA>, consulté le 20 juillet 2014.

³ Voir SALINAS, Sergio, *op.cit.*

⁴ DINGES, John, *op.cit.*

2) Les principaux mouvements révolutionnaires argentins : du péronisme au marxisme-guévarisme

À l'instar du Chili, plusieurs mouvements révolutionnaires apparaissent sur la scène sociale en Argentine dès l'exil de Perón et en particulier dans les années 60 : certains issus du péronisme, d'autres suivant davantage la lignée marxiste-léniniste ou guévariste, à l'instar du MIR. Dans le cas argentin, les processus révolutionnaires et insurrectionnels prennent une ampleur toute particulière à la fin des années 60.¹ En d'autres termes, pendant les dernières années du gouvernement militaire d'Onganía et les gouvernements péronistes après le retour de Perón. À la différence de la plupart des pays d'Amérique Latine, les différents mouvements militants révolutionnaires ou groupes de guérilla se constituent majoritairement d'une population ouvrière.²

Les principaux acteurs de la guérilla argentine sont représentés par deux groupes clairement différenciés. D'une part, le « péronisme révolutionnaire », incarné par les Montoneros – et par d'autres groupes de moindre ampleur – et d'autre part, la guérilla trotskiste, d'inspiration guévariste, incarnée par l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP), l'Armée Révolutionnaire du Peuple. Les militants Montoneros et de l'ERP seront particulièrement « traqués » en Argentine dès le retour de Perón et la radicalisation de sa politique.

a) Les Montoneros

Le mouvement *montonero* est l'un des mouvements de plus grande ampleur dans l'Argentine des années 60 et 70. Il s'inscrit à la fois dans la mouvance péroniste, tout en tirant exemple de la Révolution cubaine et en mettant en pratique des techniques de guérilla urbaine.³ Il puise ses origines dans la Résistance Péroniste, entamée par l'ex-député John William Cooke à partir de l'exil de Perón en 1955 et de l'illégalité du péronisme. Cooke voyait en Perón à la fois un mythe et un Chef révolutionnaire, autour duquel une force révolutionnaire pouvait s'assembler et s'organiser. Ce qui constituait, pour lui, le « péronisme combatif » ou encore le « péronisme révolutionnaire ».⁴

Les Montoneros proviennent de différents secteurs et se reconnaissent dans le péronisme en tant que mouvement nationaliste, anti-libéral et porteur, pour eux, d'un programme révolutionnaire, au vu de la politique menée par Juan et Evita Perón. Leurs convictions évolueront peu à peu vers la pensée marxiste, aussi singulière que puisse paraître cette association idéologique.⁵ Ils ne prétendent pas – au commencement de leur lutte tout du moins – prendre le pouvoir : ils se revendiquent plutôt comme le « bras armé » du péronisme. La personne du général Perón est considérée comme leur leader jusqu'à 1973. Par la suite, les

¹ SALINAS, Sergio, *op.cit.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ SALINAS, Sergio, *op.cit.*

Montoneros se feront les défenseurs du péronisme contre le général lui-même, après son virage politique lors de son troisième mandat.

Les actions armées des Montoneros sont nombreuses dans la seconde moitié des années 60, sous la dictature du général Onganía. En 1969, alors que les émeutes du *cordobazo* retentissent dans tout le pays, le mouvement *montonero* séquestre puis assassine le général Pedro Eugenio Aramburu, qui avait renversé Perón et fait assassiner des dizaines de dirigeants péronistes.

La stratégie des Montoneros est celle de la guerre populaire. En d'autres termes, une guerre totale, nationale et prolongée :

« Totale parce qu'elle suppose la destruction de l'état capitaliste et de son armée avant que le peuple ne prenne le pouvoir. Nationale parce que son objectif est l'émancipation de la domination étrangère ainsi que la revendication du peuple argentin et prolongée parce qu'il faut former une Armée Populaire, ce qui requiert un certain temps pour y parvenir.¹»

Nous l'avons évoqué, le péronisme est un mouvement ambivalent : il possède « plusieurs visages ». S'il existe un « péronisme de droite », formé par des groupes conservateurs – voire extrémistes – il existe également un « péronisme de gauche », dont les partisans aspirent à plus d'égalité sociale et au pouvoir populaire. Le mouvement *montonero* constitue donc l'une des ramifications du péronisme, un « péronisme de gauche ».

Le mouvement *montonero* n'est donc pas le fruit d'une influence directe de la Révolution cubaine, étant donné que leur lutte s'inscrit dans la mouvance péroniste. Cependant, les militants *montoneros* convergeront peu à peu vers les idées marxistes de lutte des classes et reconnaîtront l'exemple cubain comme le paradigme d'une révolte triomphante.²

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

b) Le PRT-ERP

Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs¹, quant à lui, avait été créé en 1964 et s'était lancé dans une lutte idéologique au sein même de la gauche argentine. Il se situe dans la mouvance trotskiste. En 1970, lors d'un congrès du PRT, est également créé le « bras armé » du parti, l'ERP – Ejército Revolucionario del Pueblo.² À cette occasion, le parti réaffirme son adhésion au trotskisme – et plus particulièrement à la IVème Internationale – mais réaffirme également sa volonté de multiplier ses relations avec différents mouvements révolutionnaires, y compris non trotskistes.

C'est en ces termes que Roberto Santucho, leader de l'organisation, définit l'ERP, d'un point de vue idéologique :

« L'ERP est une organisation armée, créée et dirigée par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs, un parti ouvrier, d'idéologie marxiste-léniniste. Son programme est un programme vaste, dont les points centraux sont l'indépendance nationale face à la domination de l'impérialisme « yanqui » (nord-américain) ainsi qu'une autre série de revendications à caractère démocratique, qui appartiennent à la fois aux libertés et à des revendications plus profondes concernant la transformation économique et sociale de la société et l'élimination du capitalisme, en tant que système injuste.³»

L'ERP entend, au début des années 70, renverser les dictatures militaires des généraux Levingston et Lanusse par la voie de la lutte armée, tout en restant affilié au Parti Révolutionnaire des Travailleurs. En d'autres termes, sous une direction politique marxiste-léniniste. La stratégie de l'ERP est, elle aussi, celle de la guerre populaire, une lutte à laquelle tous ceux qui sont disposés à prendre les armes doivent pouvoir participer. Environ cinq mille militants se déploient et s'organisent dans toutes les villes d'Argentine.⁴ Ils tentent notamment de renverser le pouvoir en place par des attentats contre les forces armées ou de police, des enlèvements, ainsi que la destruction de certaines banques. La fonction du PRT, quant à lui, est de pouvoir « résoudre les problèmes qui se posent au cours d'une guerre révolutionnaire, en ayant recours à la science révolutionnaire du prolétariat.⁵»

¹ « Partido Revolucionario de los Trabajadores »

² « Armée Révolutionnaire du Peuple »

³ « El ERP es una organización armada, creada y dirigida por el Partido Revolucionario de los Trabajadores, un partido obrero, de ideología marxista-leninista. Su programa es un programa amplio, cuyos puntos centrales son la independencia nacional frente a la dominación del imperialismo yanqui y otra serie de reivindicaciones de carácter democrático, como ser las libertades y al mismo tiempo reivindicaciones más profundas que apuntan a la transformación económica y social de la sociedad y a la eliminación del capitalismo como sistema injusto. »
SALINAS, Sergio, *op.cit.*

⁴ DINGES, John, *op.cit.*, p. 62.

⁵ SALINAS, Sergio, *op.cit.*

3) La Junte de Coordination Révolutionnaire (JCR)

Du Chili à l'Argentine, ainsi qu'au sein même de ces pays, il est loisible de distinguer des nuances idéologiques ou politiques parmi les différents mouvements militants et révolutionnaires. Certains de ces groupes vont s'associer en formant une importante coalition internationale de mouvements révolutionnaires, formée partir de 1974 : la *Junta de Coordinación Revolucionaria* (Junte de Coordination Révolutionnaire), ou JCR. Cette union inter-américaine de différents mouvements révolutionnaires est à son tour très représentative de l'engouement pour la lutte du « Che » et le modèle cubain :

Aux peuples d'Amérique Latine » (n°1 de la revue de la JCR, novembre 1974) :
« Le Mouvement de Libération Nationale Tupamaros, le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR), l'Armée de Libération Nationale (ELN) et l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), appellent tous les travailleurs exploités d'Amérique Latine, la classe ouvrière, les paysans pauvres, les pauvres des villes, les étudiants et les intellectuels, les chrétiens révolutionnaires et toutes les personnes issues des classes exploitées disposées à défendre cette cause populaire juste, à prendre les armes avec détermination et à rejoindre activement la lutte anti-impérialiste et révolutionnaire socialiste qui a déjà gagné du terrain sur notre continent, en suivant l'étendard et l'exemple du Commandant Che Guevara.¹ »

La JCR unit donc les mouvements révolutionnaires de conviction marxiste-léniniste et guévariste déjà formés en Amérique du Sud : les Tupamaros en Uruguay, l'ELN en Bolivie, le MIR au Chili, l'ERP en Argentine. Son existence tend à prouver une certaine unité politique malgré des problématiques, des objectifs et des actions propres à chaque mouvement révolutionnaire. Les dirigeants de chacun des mouvements se connaissent et entretiennent certaines relations. Chaque groupe conserve son indépendance par rapport aux autres, doit maintenir son propre programme, ses propres méthodes, est libre de prendre les armes quand bon lui semble. Toutefois, c'est une véritable infrastructure internationale qui se crée grâce à la JCR : elle est destinée à assurer un soutien mutuel logistique, financier et militaire entre les différents groupes.² Un projet correspondant entièrement à celui que le « Che » entendait poursuivre de son vivant. Les militants à l'origine de la création de la JCR prennent des risques importants en entamant une guerre révolutionnaire au moment même où les militaires intensifient leur combat anti-subversif et contre-révolutionnaire. Leur objectif est

¹ « El MLN Tupamaros, el Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), el Ejército de Liberación Nacional (ELN), y el Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP), llaman a los trabajadores explotados latinoamericanos, a la clase obrera, a los campesinos pobres, a los pobres de la ciudad, los estudiantes intelectuales, los cristianos revolucionarios y a todos aquellos elementos provenientes de las clases explotadas dispuestos a colaborar con la justa causa popular, a tomar con decisión las armas, a incorporarse activamente a la lucha revolucionaria anti imperialista y por el socialismo que ya se está librando en nuestro continente bajo la bandera y el ejemplo del Comandante Che Guevara »

DE SANTIS, Daniel, *Entre tupas y perros : un debate con Eleuterio Fernández Huidobro y Luis Mattini sobre Tupamaros y el PRT-ERP*, Ediciones RyR, Buenos Aires, 2009.

² DINGES, John, *op.cit.*

d'unir différents mouvements s'inscrivant dans une lignée politique proche, afin de mener une lutte à l'échelle continentale. Malgré des nuances idéologiques, une certaine unité existe donc entre différents mouvements révolutionnaires du cône sud-américain.

4) Mouvements révolutionnaires et « terrorisme »

Nous pouvons distinguer un trait commun aux militants argentins et chiliens de cette époque, quelles que soient les spécificités de leur lutte. S'il est vrai que la lutte armée pratiquée par certains opposants, à l'époque, peut être potentiellement qualifiée de « terrorisme¹», la grande majorité des militants ne sont que de jeunes hommes et de jeunes femmes qui défendent certains idéaux, rêvent d'un monde plus juste et plus solidaire et entendent lutter contre une injustice et une misère sociale et économique grandissante.² Il s'agit d'une génération inspirée par certains « modèles » et préoccupée par les problématiques sociales, quelles qu'elles soient. L'éducation pour tous, la lutte en faveur des plus démunis, la défense des secteurs les plus marginalisés, sont en effet certaines des valeurs auxquelles les militants sont attachés. La lutte armée apparaît, à l'époque, comme le meilleur moyen de défendre ces idées et de tendre vers un changement social en profondeur. La prise des armes n'est pas systématique et de nombreux militants affiliés à des mouvements révolutionnaires mènent leur combat par des actions sociales : bénévolat, alphabétisation, ou encore éducation et soins dans les milieux défavorisés et marginalisés, tels que les quartiers populaires, ou les *villas*,³ en Argentine. En fonction de leur profession, de nombreux militants se sont engagés au quotidien dans ces actions de solidarité. La plupart d'entre eux, le plus souvent, ne sont pas réellement impliqués dans la lutte armée et ne prennent pas part à des actions violentes. Quels que soient les dégâts matériels et humains effectivement causés par un petit nombre de militants armés, rien ne pouvait justifier les dérives et les atrocités commises a posteriori par les juntes militaires. En réalité, de l'aveu de nombreux spécialistes de cette question, la guérilla a plutôt servi de « prétexte » aux militaires pour contrer, de façon générale, tous les mouvements contestataires qui prenaient de l'ampleur et pour justifier leurs actions criminelles contre des populations civiles.

¹ DINGES, John, p. 14

² *Idem.*

³ Le nom de « villas » désigne les sortes de bidonvilles argentins, très nombreux dans la périphérie de Buenos Aires en particulier. Voir, CONADEP, *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Editorial Universitaria de Buenos Aires (EUDEBA) Buenos Aires, 2006, p. 13.

III. Vers une violence institutionnalisée

Nous l'avons vu, dès les années 50, le Chili et l'Argentine vivent et subissent les répercussions de multiples influences internationales : la Guerre Froide, la Révolution Cubaine, la diffusion de la doctrine de la subversion ainsi que celle de la Sécurité Nationale. Ces multiples facteurs vont converger jusqu'à créer un climat favorable aux coups d'états, puis à la politique du terrorisme d'État.

Au Chili et en Argentine, malgré des contextes politiques très différents, les militaires et les secteurs de droite suivent rapidement l'exemple nord-américain en matière d'anti-communisme. À partir de 1973, ces deux pays s'unissent dans une politique commune de violence et de répression systématique. Ils vont donc mener, une fois les dictatures militaires installées, une politique très similaire, voire complémentaire. Les coups d'états n'auront toutefois pas lieu dans des circonstances identiques et dans un souci de contextualisation historique, il s'avère nécessaire d'analyser la mise en place progressive du terrorisme d'État dans les deux pays.

A) Chili : anéantissement de la démocratie et Plan Condor

1) Le gouvernement Allende et l'Unité Populaire : une démocratie à renverser à tout prix

Nous avons exposé précédemment le programme de Salvador Allende, élu le 4 septembre 1970 à la présidence du Chili, ainsi que les réformes mises en place dans le pays grâce à l'Unité Populaire. La première année de son mandat en particulier, Allende fait du Chili un pays prospère et recueille l'appui du peuple chilien. Les élections municipales d'avril 1971 en témoignent : le Congrès vote à plus de 50% en faveur de l'Unité Populaire. Allende, poursuit sa voie pacifique vers le socialisme.

Mais les États-Unis ne l'entendent pas de cette oreille. Son élection fait en effet trembler, à nouveau, l'impérialisme nord-américain. Pour le « grand frère », le socialisme serait caricatural – à la manière stalinienne – ou ne serait pas.¹ L'élection d'un candidat socialiste sur le continent est donc tout simplement « intolérable » pour le gouvernement Nixon : il faut, encore une fois, contrer le « danger marxiste ». Le président Nixon entend empêcher Salvador Allende de gouverner le Chili, quitte à organiser un coup d'état.² Dès son élection, le président Nixon, son conseiller Henry Kissinger, ainsi que les services secrets nord-américains (la CIA en particulier) vont tout mettre en œuvre pour renverser le président socialiste et fragiliser son gouvernement. Ainsi, en septembre 1970, quelques jours avant qu'Allende ne soit officiellement élu par le Congrès, la CIA assassine son principal appui au sein de l'armée : René Schneider, chef des armées et

¹ BERCIS, Pierre, *Volver : 300 semaines pour 30.000 disparus pendant la dictature argentine (1976-1983)*, Les Éditions du Cerf, Paris, 2013, p. 22.

² Voir *Salvador Allende*, film de Patricio Guzmán.

partisan de la non-intervention de l'armée en politique. Cet assassinat suscitera une forte émotion dans le pays.

Salvador Allende a donc également de nombreux ennemis : son élection a fait de lui l'homme le plus haï des secteurs de droite,¹ des conservateurs à la bourgeoisie, en passant par les grands propriétaires industriels ou terriens. Dès son arrivée à la présidence, la droite chilienne se rassemble à travers plusieurs groupes paramilitaires, pour tenter de mettre en difficulté, puis de renverser le gouvernement populaire. Le plus important de ces groupes, sorte d'incarnation de l'extrême droite chilienne, porte le nom de « Patria y Libertad » (Movimiento Cívico-nacional Patria y Libertad).²

Patria y Libertad va multiplier les actions violentes dès 1971, dans l'intention de fragiliser le plus possible le gouvernement légitime. Ainsi, il apparaît que de nombreux militaires et une partie de la société civile sont de plus en plus favorables à un coup d'état, en particulier à partir de 1972. Cette année-là, deux tentatives de coups d'état militaires sont déjouées, en mars puis en octobre 1972.³ L'Unité Populaire conserve toutefois la majorité lors des élections parlementaires de mai 1973. Un mois plus tard, le 29 juin 1973, un nouveau coup d'état militaire est évité.⁴

Le MIR va entreprendre une action particulièrement audacieuse pour contrer cette hostilité grandissante : infiltrer l'armée chilienne. Grâce à leurs contacts avec les militaires non-putschistes et loyaux au gouvernement, les *miristas* entendent prévenir puis démanteler les complots putschistes. Aucun groupe politique ne s'était risqué à ce genre d'action jusqu'alors.⁵ Craignant que cette scission au sein de l'armée ne débouche sur une guerre civile, le général Carlos Prats, commandant en chef de l'armée, Ministre de l'Intérieur⁶ et fidèle d'Allende, démissionne suite à de multiples pressions. Ainsi disparaît le dernier obstacle des militaires putschistes⁷ ; le général Pinochet lui succède. Possédant jusqu'alors la confiance d'Allende, il sera pourtant à la tête du coup d'état du 11 septembre 1973.

¹ *Idem.*

² Le symbole de Patria y Libertad, « l'araignée » est une sorte de réplique chilienne de la croix gammée. Voir POBLETE Maria et PLOQUIN Frédéric, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 243. *Patria y Libertad*, à l'époque, déclare notamment : « Nosotros fundamos, después del triunfo de Salvador Allende el 4 de septiembre de 1970, una organización que se denominó Movimiento Cívico-nacional Patria y Libertad, cuyo único objetivo consistía en evitar que un marxista-leninista declarado y confeso, como es el presidente Salvador Allende, llegara a ocupar la magistratura del país » – « Nous avons fondé, suite au triomphe de Salvador Allende le 4 septembre 1970, une organisation dénommée Mouvement Cívico-national Patrie et Liberté, dont l'unique objectif était d'éviter qu'un marxiste-léniniste reconnu et déclaré, comme l'est le président Salvador Allende, réussisse à occuper la magistrature du pays ». Documentaire « Con el signo de la Araña. Cómo se creó el clima favorable para el Golpe de Estado en Chile », disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=DOrHhrjWaEQ>, consulté le 3 janvier 2013.

³ En octobre 1972, de nombreuses grèves secouent également le pays, manifestation de certaines hostilités envers Allende.

⁴ Malgré les tensions grandissantes, les Chiliens continuent de manifester massivement en soutien au Président.

⁵ DINGES, *op.cit.*

⁶ Homme de confiance d'Allende, Prats avait été nommé Ministre de l'Intérieur en 1972.

⁷ *Ibid.*

2) 11 septembre 1973 : le début des années noires

La date du 11 septembre 1973 entache encore la mémoire collective chilienne et marque un nouveau tournant dans l'histoire de l'Amérique Latine : elle signe le point culminant d'une crise de polarisation de la politique chilienne et le commencement d'une période de violences sans précédent.¹ Les militaires prennent le pouvoir par un coup d'état minutieusement préparé. Ils n'agissent pas seuls : ils disposent de nombreuses aides, notamment celles de l'armée brésilienne et de la CIA.²

Le 11 septembre, au petit matin, les Forces Armées chiliennes, sous le contrôle d'Augusto Pinochet – chef des Armées – se soulèvent et envahissent Santiago. Des tanks entrent dans la capitale qui, en quelques heures, est totalement sous contrôle militaire. Des avions bombardent le palais présidentiel de *La Moneda*. Le président Salvador Allende est sommé de se rendre, ce qu'il refuse. Il préférera se donner la mort. Depuis *La Moneda*, il adresse au peuple un dernier discours, retranscrit par Radio Magallanes, lequel laissera une marque indélébile dans la mémoire collective chilienne³:

« Travailleurs de ma Patrie, j'ai foi en le Chili et en son destin. D'autres hommes vont surmonter cette période grise et amère, où la trahison prétend s'imposer. Gardez à l'esprit que, bien plus tôt que tard, les grandes allées s'ouvriront à nouveau là où passera l'homme libre, pour construire une société meilleure.

Vive le Chili ! Vive le peuple ! Vivent les travailleurs !

Ce sont là mes derniers mots et j'ai la conviction que mon sacrifice ne sera pas vain. Je suis certain qu'il sera, tout du moins, une leçon morale qui sanctionnera la félonie, la lâcheté et la trahison.⁴»

Pour les putschistes, la « lutte contre le marxisme » et la nécessité de « régénérer » la société chilienne justifient une intervention militaire. Ils prétendent restaurer les valeurs nationales, sauver les Chiliens d'une nouvelle révolution préparée par l'Unité Populaire : en somme, empêcher que le Chili ne devienne « un autre Cuba ». Ils s'expriment en ce sens dès leur prise du pouvoir :

¹ Documentaire « Historia de Chile desde 1973 a 1989 » (« Historias de nuestro siglo », TVN, Chili) <http://www.youtube.com/watch?v=iKkxW02HKq8>, consulté le 2 janvier 2014.

² Marie-Monique Robin, *Les Escadrons de la mort, l'école française*,

³ Le discours de Salvador Allende est un symbole très fort du 11 septembre et il est retranscrit lors des commémorations de la date du coup d'état.

⁴ « Trabajadores de mi Patria, tengo fe en Chile y su destino. Superarán otros hombres este momento gris y amargo en el que la traición pretende imponerse. Sigán ustedes sabiendo que, mucho más temprano que tarde, de nuevo se abrirán las grandes alamedas por donde pase el hombre libre, para construir una sociedad mejor. ¡Viva Chile! ¡Viva el pueblo! ¡Vivan los trabajadores! Éstas son mis últimas palabras y tengo la certeza de que mi sacrificio no será en vano, tengo la certeza de que, por lo menos, será una lección moral que castigará la felonía, la cobardía y la traición. » Salvador Allende, in QUINTANA, Mercedes, *op.cit.*

« Nous avons la certitude que l'immense majorité du peuple chilien est disposée à lutter contre le marxisme et est disposée à l'extirper complètement de la société.¹»

Une partie de la société chilienne voit donc en ce coup d'état une intervention nécessaire pour contrer, une nouvelle fois, le danger « rouge ». Mais, pour la plupart des Chiliens, il s'agit d'une interruption cruelle et brutale d'un processus démocratique qui allait petit à petit mettre en place des mesures révolutionnaires mais pacifiques et transformer la société.

La Junte de Gouvernement assume, selon sa propre expression, le « commandement suprême de la nation ». Selon les chercheurs Jacques Bourgaux et Marcos Álvarez García, elle possède deux principaux objectifs. Tout d'abord, celui d'anéantir le système constitutionnel en vigueur jusqu'alors, puis de transformer le pouvoir exécutif. Les militaires entendent en effet créer un appareil de pouvoir constitué, dans un premier temps, par les forces armées et les Carabiniers,² puis par la personne d'Augusto Pinochet, commandant de la junte et chef des armées.³

Le jour-même du coup d'état, Augusto Pinochet déclare la suspension du Congrès National. Par la suite, plusieurs décrets-lois se succèdent rapidement jusqu'à dissoudre totalement le pouvoir législatif. Dans la capitale chilienne, c'est le chaos. L'état de siège est déclaré. Un couvre-feu est instauré. Les militaires sont partout. Les exécutions sommaires, les tortures et les arrestations se multiplient, au grand jour. Les écrits qualifiés de marxistes ou communistes, tels que les œuvres du Prix Nobel de Littérature Pablo Neruda, sont brûlés. Des milliers de personnes sont parquées dans le célèbre « Estadio Nacional » (le grand stade sportif de la capitale), qui devient un immense camp de détention à ciel ouvert.⁴ Les militaires ne rencontrent pratiquement aucune résistance, les militants du MIR ayant préféré ne pas lancer d'offensive afin de mener une lutte sur le long terme.⁵

En septembre 1973, on dénombre plus de trois cents mises à mort.⁶ Des dizaines de personnes sont également arrêtées sans que leur lieu de détention ne soit officiellement déclaré. Le régime ne dissimule pas la brutalité de sa contre-révolution.⁷ Des cadavres jonchent les routes de la capitale ou flottent sur le fleuve Mapocho.⁸ Les salles des morgues se remplissent et les employés sont contraints d'entasser les corps dans les

¹ « Tenemos la certeza de que la enorme mayoría del pueblo chileno está dispuesta a la lucha contra el marxismo, y está dispuesta a extirparlo hasta las últimas consecuencias ». Documentaire « Historia de Chile desde 1973 a 1989 » (« Historias de nuestro siglo », TVN, Chili) <http://www.youtube.com/watch?v=iKkxW02HKq8>, consulté le 2 janvier 2014.

² « Carabineros » : corps de la police chilienne.

³ Jacques Bourgaux et Marcos Álvarez García, *op.cit.*, p. 28

⁴ Ce lieu porte aujourd'hui le nom de Estadio Víctor Jara en hommage au chanteur et compositeur Víctor Jara, de conviction communiste, torturé et mis à mort par la junte militaire au lendemain du coup d'État.

⁵ DINGES, John, *op.cit.*

⁶ Documentaire « Historia de Chile » disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=iKkxW02HKq8>, consulté en juillet 2013.

⁷ DINGES, John, *op.cit.*, p. 56

⁸ Le fleuve Mapocho borde la capitale chilienne.

couloirs, jusqu'à ce qu'ils puissent être identifiés.¹

Les dirigeants, élus, députés ou militants des partis de l'Unité Populaire – PC et PS en particulier – sont traqués. Risquant leur vie, ils sont contraints de passer à la clandestinité. Il en est de même pour les militants révolutionnaires (le MIR en particulier). Par ailleurs, au-delà de convictions politiques réelles ou supposées, chacun peut craindre pour sa vie, sans nécessairement être engagé politiquement. En deux ans à peine, les Forces Armées mettent le Chili à feu et à sang, terrassent toutes les institutions démocratiques et terrorisent la population civile, par une violence encore inédite en Amérique Latine.

Augusto Pinochet et son bras droit Manuel Contreras, mus par une ambition sans bornes, décident de prolonger leur action à l'étranger et de faire de la lutte contre le « fléau communiste » une affaire internationale. Ainsi va se mettre en place « l'Opération Condor ».

3) Les fondements de l'Opération Condor

Le terrorisme d'État s'inscrit en étroite corrélation avec l'Opération Condor – ou Plan Condor –, lancée en 1975 pour contrer ce qu'Augusto Pinochet et ses alliés qualifient de « cancer de la révolution communiste ».² Ce Plan Condor,³ ourdi par la dictature chilienne, correspond à un programme « d'internationalisation de l'offensive contre-révolutionnaire », point culminant du terrorisme d'État latino-américain. Il s'agit, en d'autres termes, d'uniformiser les méthodes anti-subversives et contre-révolutionnaires et de traquer « l'ennemi rouge » à l'échelle continentale, voire mondiale. « Au besoin, nous irons chercher nos ennemis jusqu'en Australie »,⁴ dira Manuel Contreras, bras droit de Pinochet et meneur de l'opération.

Afin de mettre ce plan en place, des membres des services de renseignements de cinq autres pays latino-américains sont convoqués à Santiago en Novembre 1975. Aussi le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, la Bolivie et le Brésil⁵ vont-ils conclure un « pacte clandestin » visant à traquer tous ceux qu'ils qualifient tantôt de « communistes », tantôt de « subversifs » ou encore de « terroristes », au-delà de leurs propres frontières, toutes nationalités confondues et quel que soit leur pays de résidence.⁶

¹ *Ibid.* p. 57.

² DINGES, John, *op.cit.* p. 15

³ Le nom de l'opération fait référence au rapace majestueux qui symbolise le Chili. Le texte du Plan Condor stipulera : « Conformément à la motion présentée par la délégation uruguayenne, il a été décidé à l'unanimité de donner à la présente organisation le nom de CONDOR, en hommage au pays qui accueille son siège ». Voir DINGES, John, *op.cit.*

⁴ DINGES, John, *op.cit.*, p. 111.

⁵ Le Brésil participe à cette rencontre mais n'adhérera réellement à l'opération qu'en 1976.

⁶ DINGES, John, *op.cit.*, p. 16.

Le 26 Novembre 1975 se tient la première « réunion inter-américaine de travail sur le renseignement international ».¹ Le général Pinochet y accueille les participants, avant de laisser la parole au grand coordinateur de l'opération, Manuel Contreras. Ce dernier expose son projet en ces termes :

« La subversion [...] n'a ni frontières ni pays et son infiltration pénètre jusqu'au moindre niveau de la vie de la nation. La subversion a mis au point une structure de commandement intercontinentale, continentale, régionale et sous-régionale. Pour l'Amérique du Sud, nous citerons par exemple la Conférence tri-continentale de La Havane, la Junte de coordination révolutionnaire (JCR), etc, autant de structures qui se donnent des dehors sympathiques à travers toutes sortes de comités de solidarité, de congrès, de tribunaux, de réunions, de festivals et de conférences, etc. En revanche, les pays attaqués sur les fronts militaires, économiques et politiques (tant de l'intérieur que de l'extérieur de leurs frontières) n'ont tout au mieux pour se défendre que des accords bilatéraux ou de simples « gentlemen's agreements ».²»

Autrement dit, la stratégie des militaires est donc de répondre à une internationalisation des mouvements révolutionnaires par une « internationalisation de la violence ». Inspirée de la stratégie d'Interpol, la mise en place de l'Opération Condor leur permettra ainsi la séquestration, la torture et la disparition de civils, victimes des dictatures au-delà de leurs propres frontières.³ Les différents appareils répressifs collaborent désormais entre eux et mènent une action commune. Le document final est signé le 28 novembre 1975 ; l'Opération Condor est lancée. Le terrorisme d'État devient désormais une politique internationale.

Nous l'avons vu, les militaires latino-américains ont tiré de nombreux « enseignements » de l'expérience militaire française en Algérie. Chaque pays se constitue donc un colossal appareil de « renseignement » et mutualise ses informations. Une base de données est établie en vue de pouvoir stocker et centraliser toutes les informations relatives aux « individus, organisations ou activités, directement ou indirectement liés à la subversion ».⁴ Cette base de données se situe au Chili – siège de l'opération – nommée « Condor Un ». L'Argentine porte quant à elle le nom de « Condor Deux ». Selon Manuel Contreras, la CIA et le FBI ont également connaissance de cette base de données et y apportent également des compléments d'information. Les différents appareils répressifs communiquent et partagent tous les éléments dont ils disposent au sujet de leurs suspects, afin de mener une action contre-révolutionnaire sur l'ensemble du territoire sud-américain.⁵

¹ DINGES, John, *op.cit.*

² DINGES, John, *Les années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.

³ L'assassinat du général Carlos Prats (ministre de l'Intérieur d'Allende et ancien chef des armées) à Buenos Aires en septembre 1974 et l'assassinat d'Orlando Letelier (lui aussi ancien ministre d'Allende) en novembre 1976 à Washington illustrent bien l'application du Plan Condor. Ces deux opérations d'une extrême violence ont été menées par la police secrète de Pinochet, la DINA, avec l'aide de complices hors du Chili.

⁴ DINGES, John, *op.cit.*

⁵ DINGES, John, p. 133.

Ce système de renseignement à l'échelle continentale va de pair avec la politique de répression, de tortures et de disparitions systématiques, que nous analyserons plus en détail dans notre second chapitre.

B) Argentine : un contexte politique fragile, annonciateur d'un nouveau coup d'État

1) Le retour éphémère de Perón et la radicalisation de la politique

En 1973, le Perón qui rentre de l'exil après vingt ans d'absence n'est plus le leader charismatique des années 40. Dès son élection, il se rapproche de l'extrême droite péroniste et rompt progressivement avec les « *muchachos*¹ » *Montoneros*, dont il avait pourtant encouragé la lutte par le passé.² Le 1er Mai 1974, il marque d'ailleurs une rupture définitive avec la gauche péroniste. Il désavoue les *Montoneros* réunis sur la Place de Mai pour lui manifester leur soutien, à l'occasion de la Fête du Travail.³ Les *Montoneros* abandonnent alors la place, la laissant pratiquement vide et sont contraints, à l'instar de tous les mouvements et organisations de gauche, de passer à la clandestinité. En d'autres termes, de continuer à militer dans le plus grand secret. Le péronisme a désormais le visage du fascisme et la répression des mouvements de gauche, qu'ils soient socialistes, marxistes, guévaristes ou qu'ils se revendiquent encore comme péronistes, se fait de plus en plus féroce. À l'instar du cas chilien, l'amalgame entre « terrorisme » et engagement politique est une constante.

Deux mois après sa rupture officielle avec les *Montoneros*, Perón s'éteint, laissant le pouvoir à sa seconde épouse, María Isabel de Perón. Mais celle-ci n'est pas préparée à gouverner et aura le plus grand mal à diriger le pays. L'armée argentine entre dans l'Opération Condor probablement à son insu,⁴ en 1975.

Un homme va, dès lors, officieusement tenir les « rênes » du pays : José López Rega.⁵ Surnommé « *el Brujo* » – « le Sorcier » – il s'était vu confier le Ministère du Bien-Être Social par le général Perón. Une fonction pour le moins « singulière », lorsque l'on sait que c'est précisément en tant que ministre du Bien-Être Social que López Rega créera la *Triple A*, tristement célèbre dans le pays : Alliance Anti-communiste Argentine.

La *Triple A* va exercer une répression féroce sur les militants *Montoneros* et de l'*ERP*, mais aussi sur les

¹ Les « gamins », surnom affectueux que Perón avait attribué aux *Montoneros* par le passé.

² Voir DINGES, John, *op.cit.*, p. 62.

³ À cette occasion, il les traitera notamment « d'imbéciles » et « d'imberbes », au cours du discours qu'il prononce depuis la Casa Rosada, palais présidentiel.

⁴ DINGES, John, *op.cit.*

⁵ López Rega était également le secrétaire privé et l'homme de confiance de Perón pendant son exil en Espagne. Il revient avec lui en Argentine en 1973. Voir <http://www.historiadelpais.com.ar/rega.htm>, consulté le 15 février 2014.

organisations et syndicats de gauche, ou encore contre toute personne militant au sein des universités, voire des lycées. En d'autres termes, les organisations armées ou non armées, sont également visées : Parti Socialiste des Travailleurs, Parti Ouvrier ou encore Parti Communiste Révolutionnaire¹. Les personnes jugées « immorales » – de nombreux artistes par exemple – sont également persécutées.² Les « escadrons de la mort » de la *Triple A* déciment peu à peu la population. Ainsi, en l'espace de deux mois à peine, entre juillet et septembre 1974, elle sera responsable de deux-cent-vingt attentats (soit près de trois par jour), de soixante assassinats, (soit un toutes les dix-neuf heures), de quarante-quatre personnes gravement blessées et de vingt séquestrations (soit une tous les deux jours).³ Le bilan total de l'action de la *Triple A* est conséquent : en un peu plus de deux ans, près de deux mille assassinats, environ autant de blessés et des centaines de bâtiments détruits ou dynamités.

Cette organisation d'extrême droite sème donc quotidiennement la terreur. Puis, à partir de 1975 – en particulier à partir de la fin d'année – l'armée argentine, qui juge les escadrons de la mort de la *Triple A* trop « amateurs⁴», multiplie les violences, séquestrations et « disparitions ». L'armée se débarrasse secrètement des corps : crimes « silencieux », dont la société ne doit pas se rendre compte. La possibilité d'un nouveau coup d'état est imminente. La violence politique s'intensifie continuellement en Argentine avant même le coup d'état du 24 mars 1976, date à laquelle la *Triple A* disparaît. Bon nombre de ses membres rejoindront dès lors les forces armées pour poursuivre la répression.⁵ Les militants politiques se sentent impitoyablement traqués.

2) Un énième coup d'état plus brutal que jamais

Le 24 mars 1976 à l'aube, une junte militaire prend à nouveau le pouvoir par la force en Argentine. Le gouvernement chancelant d'Isabel Perón est officiellement renversé. Le général Jorge Rafael Videla, qui s'était auparavant auto-proclamé chef des armées, prend le contrôle de la junte. Il est secondé par l'amiral Emilio Eduardo Massera, chef de la Marine. Orlando Agosti prend, quant à lui, le contrôle de l'armée de l'air. Autour de cette triade va débiter une politique extrêmement violente, au nom de la « lutte contre le marxisme » et du « rétablissement de l'ordre ».

Aux yeux de la société argentine, c'est « un coup d'état de plus ».⁶ Il s'agit en effet du sixième coup d'état militaire depuis 1930⁷ : le pays y est, pour ainsi dire, pratiquement habitué. Mais cette date signe cette fois-ci

¹ GLASMAN, Gabriel, *La siniestra Triple A, antesala del Infierno en la Argentina*, México, 2009 (version e-book).

² GLASMAN, Gabriel, *op.cit.*

³ GLASMAN, Gabriel, *op.cit.*

⁴ DINGES, John, *op.cit.*, p. 133.

⁵ PADOAN, Daniela, *op.cit.*

⁶ Témoignage de Sonia Torres, l'une des grands-mères de la place de Mai, *in Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, documentaire d'Alexandre Valenti, diffusé sur la chaîne France 5 en avril 2013.

⁷ Les gouvernements militaires se sont en effet succédés en Argentine : en 1930, 1943, 1955, 1962, 1966, puis 1976. Voir PADOAN Daniela, *op.cit.*

le début de la dictature la plus sanglante de l'histoire argentine et la plus violente de l'Amérique Latine. La junte entame ce qu'elle qualifie de « Processus de Réorganisation Nationale ». Projet qui désigne, d'une manière euphémique et prétendument « rassurante », une politique d'État visant à combattre toutes formes de valeurs ou d'attitudes que les militaires assimilent à un danger interne. Ils prétendent débarrasser l'Argentine de la « subversion », du « marxisme-léninisme », des « ennemis des valeurs chrétiennes et occidentales », ou encore des « apatrides » et des « athées ». C'est ce que la Commission Nationale pour la Disparition de Personnes – CONADEP – qualifie d'ailleurs, au retour de la démocratie, de « délire sémantique ».¹ À l'instar de la dictature pinochétiste, nul n'est à l'abri de la répression. Des partisans d'une révolution aux simples militants syndicaux, en passant par les ouvriers, les professeurs, les avocats ou encore les journalistes : tous sont des « subversifs » potentiels aux yeux du pouvoir militaire. En témoignent de nombreux propos du général Videla, tels que ceux qu'il tiendra lors d'une revue de presse, le 18 décembre 1977 : « Un terroriste n'est pas simplement un individu en possession d'une bombe ou d'un revolver, mais un individu diffusant des idées contraires aux valeurs chrétiennes et occidentales.² ».

La junte met immédiatement en application de nombreuses mesures visant à anéantir les différentes entités démocratiques et législatives : dissolution du Congrès et de la Cour Suprême de Justice, censure de tous les media, interdiction du droit de grève et des partis politiques, suppression des droits des travailleurs et des syndicats, fermeture des locaux nocturnes.³ En termes de violences, la junte argentine poursuit de façon massive la répression qu'avait déjà instaurée la *Triple A*.

Les militaires argentins, dans l'intention de ne pas imiter leurs voisins transandins, agissent dans la plus grande clandestinité. En effet, au cours des premiers mois de la dictature chilienne, les arrestations, séquestrations sont quotidiennes et les exactions sont commises au grand jour. Les bombardements, les fusillades et les détentions arbitraires alertent ainsi la communauté internationale, qui a désormais les yeux tournés vers le Chili et sa démocratie assassinée. Les militaires chiliens (à partir de 1974) adopteront donc par la suite des méthodes répressives beaucoup plus clandestines. Dans le cas de l'Argentine, en revanche, la communauté internationale va plutôt percevoir le coup d'état comme une mesure à la fois nécessaire⁴ et provisoire pour un pays en proie à l'instabilité politique depuis de nombreuses années, le temps que de nouvelles élections soient organisées. Les militaires argentins, par ailleurs, tirent immédiatement profit de l'exemple chilien, de façon à ne pas alarmer les gouvernements étrangers et les organismes de protection des Droits de l'Homme. La junte militaire, sans toutefois taire ses intentions politiques, agit donc dès le coup d'état de façon bien plus « silencieuse » que la dictature chilienne. La méthode de la disparition forcée est

¹ CONADEP, *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Editorial Universitaria de Buenos Aires (EUDEBA) Buenos Aires, 2006, p. 13.

² « El terrorista no sólo es considerado tal por matar con un arma o colocar una bomba, sino también por activarlas a través de ideas contrarias a nuestra civilización occidental y cristiana ». Jorge Rafael Videla, in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 97.

³ Voir <http://www.me.gov.ar/efeme/24demarzo/dictadura.html>, consulté le 9 août 2014.

⁴ Quelques actions violentes des Montoneros ou de l'ERP avaient également révélé à la communauté internationale le côté le plus sombre de la guérilla. Voir DINGES, John, *op.cit.*, p. 133.

appliquée de façon systématique et préméditée dès les premiers jours de la dictature. Les différents aspects de cette violence « souterraine », clandestine, officieuse, tout à fait inhérente au terrorisme d'État au Chili et en Argentine, feront l'objet du chapitre suivant.

PREMIÈRE PARTIE

LE TERRORISME D'ÉTAT ET SES MÉCANISMES SILENCIEUX EN ARGENTINE ET AU CHILI

CHAPITRE UN :

**TERREUR, CLANDESTINITÉ ET ESPACES
CONCENTRATIONNAIRES
EN TANT QUE PARADIGME DES DISPARITIONS**

Nous venons d'évoquer les circonstances politiques qui ont progressivement conduit le Chili et l'Argentine à la mise en place du terrorisme d'État. Mais à quelles méthodologies cette politique menée par les dictatures civico-militaires chilienne et argentine, fait-elle précisément référence ?

I. Terrorisme d'État, États terroristes

A) La terreur comme instrument de pouvoir

Le terrorisme d'État constitue, d'une certaine manière, la « suite logique » de diverses doctrines qui s'entrecroisent et se confondent les unes et les autres : Doctrine de Sécurité Nationale, doctrines anti-insurrectionnelles, anti-marxistes, anti-subversives. Comme peut le suggérer cette appellation, le terrorisme d'État fait référence à un régime où la terreur est exercée par les autorités et émane de l'État lui-même et de ses représentants. En d'autres termes, dans le cas chilien et argentin plus particulièrement, par les forces militaires et policières. L'État sème donc la terreur pour pouvoir contrôler une population civile, population à laquelle sont mêlés des « ennemis internes », selon la théorie paranoïaque des militaires. Les juntes, aussi bien au Chili qu'en Argentine, vont tenter de réduire au silence toute forme d'idées contestataires et contraires – ou *apparemment* contraires – aux « valeurs » qu'elles prônent.

En effet, comme nous l'analyserons de façon plus approfondie au cours de cette étude, les cibles de la dictature, au Chili comme en Argentine, n'ont pas nécessairement d'activité politique officielle. Il s'agit, pour les pouvoirs militaires, de s'en prendre à tous les individus sans distinction d'âge, de sexe ou d'activité professionnelle, pour mieux imprégner la société d'un climat de terreur et la dominer au quotidien. Au sens psychique du terme, la peur correspond à « une expérience psychique qui paralyse les individus¹ ». Elle empêche d'agir, elle immobilise. À l'échelle collective, elle a donc des effets délétères sur toute une société et peut la paralyser entièrement, dans la mesure où n'importe quel citoyen peut craindre pour sa vie, pour son intégrité physique et morale, ou peut craindre d'être considéré comme un suspect potentiel.

Semer la terreur est donc le premier pas pour soumettre, immobiliser, bâillonner et contrôler toute une société. Elle est une arme efficace pour que toutes les relations et les valeurs humaines censées régir une société soient mises à mal. Les valeurs telles que l'amitié, la solidarité, l'entre-aide, laissent rapidement place à un climat de délation, de méfiance, de soumission, d'isolement, de silence. C'est ce que nous confiera d'ailleurs Estela López Pejsachowicz, réfugiée politique argentine que nous avons rencontrée en 2011. Recherchée activement par les forces armées, elle vivra cachée jusqu'à réussir à s'exiler en France, en 1979. « Tout le monde se méfiait de tout et vivait au quotidien avec la peur d'être suivi ou arrêté », nous a-t-elle

¹ Commentaire écrit de Juana Kovalskys, recueilli en mai 2014.

confié à Buenos Aires.¹ La terreur du « Processus de Réorganisation Nationale² » laissera ainsi une marque indélébile dans sa mémoire, à l'instar de celle de l'ensemble de la société.

Par le recours à la violence, à toutes sortes d'agressions physiques et psychologiques, aux disparitions et à l'omniprésence de ce climat de terreur, les militaires entendent anéantir toute forme d'opposition et de résistance. Le Chili et l'Argentine mènent une politique d'État dépourvue de tout cadre légal : la violence, le mensonge et la peur se cristallisent au quotidien dans les deux pays, par le biais des pratiques des militaires. Ces derniers alimentent constamment cette atmosphère de terreur par leurs stratégies de renseignement, de désinformation et de violence clandestine.

B) Appareils répressifs et liés au « renseignement »

Pour mener leur « guerre interne », les juntas militaires chilienne et argentine vont avoir recours à différentes stratégies permettant de terroriser la société et d'organiser la répression. D'où la création de puissants appareils de renseignement dans les deux pays, qui collaboreront également entre eux dans le cadre de l'Opération Condor. Nous exposerons ici les principaux d'entre eux.

Au Chili, Pinochet crée, dès son arrivée au pouvoir, une police secrète : la *Dirección de Inteligencia Nacional*,³ DINA. Ses fonctions sont plurielles et se concentrent autour d'un axe : terroriser la population, en assurant toutes sortes d'activités de « renseignement » et de répression envers les citoyens perçus comme des ennemis politiques.⁴ Cette organisation répressive voit officiellement le jour en 1974 ; toutefois, le rapport sur le terrorisme d'État au Chili montre que les activités de la DINA remonteraient à novembre 1973, voire auparavant.⁵

Justifiée par le décret-loi 521 d'Augusto Pinochet, l'action de la DINA vise à préserver la « sécurité nationale ». Cette notion, prônée à tort et à travers par la dictature, comme nous l'avons vu précédemment, va « justifier » les actions de la DINA :

« La DINA est un organisme militaire de caractère technico-professionnel, dépendant directement de la Junte de Gouvernement et dont la mission sera de réunir toute l'information à l'échelle nationale, provenant des différents champs d'action, afin de produire le

¹ Entretien avec Estela López Pejsachowicz, 24 février 2011.

² C'est ainsi que les militaires avaient baptisé leur politique, prétendant sauver la société argentine du « danger subversif ». Tous les militaires sont impliqués dans cette politique, ainsi que le suggèrent les propos du général argentin Díaz Bessone : « Toute l'armée a participé, toute. Tous les militaires actifs de cette époque ont pris part à la guerre anti-subversive ». Voir Marie-Monique Robin, *Les escadrons de la mort*, *op.cit.*

³ « Direction Nationale du Renseignement »

⁴ *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, p. 718.

⁵ Dissoute en août 1977, la DINA sera finalement remplacée par la Central Nacional de Informaciones (CNI). Les disparitions se feront dès lors moins fréquentes, mais la répression et les tortures se poursuivent.

renseignement requis pour la formation de politiques, planification et pour l'adoption de mesures visant à préserver la sécurité nationale et le développement du pays.¹»

Autrement dit, la DINA, principal organisme de renseignement chilien, dispose d'un pouvoir absolu sur la société chilienne. Au nom de la défense de la « sécurité nationale », elle mène de nombreuses actions criminelles : enlèvements, détentions, exécutions sommaires, interrogatoires, tortures et disparitions. Dans la logique de l'Opération Condor, la DINA est également impliquée dans des enlèvements, des assassinats et des tortures en dehors du territoire chilien.² Avant même que ne se produise le coup d'état de 1976 en Argentine, la DINA est déjà en relation avec la *Triple A*.

Pas moins de soixante mille agents travailleront pour la DINA.³ Ils réunissent et centralisent une grande quantité d'informations sur la population chilienne et les citoyens qualifiés « d'ennemis internes ». D'autres organismes chiliens liés aux Forces Armées sont également chargés d'activités de renseignement, dans une moindre mesure : le *Comando Conjunto*,⁴ le *Servicio de Inteligencia de la Fuerza Aérea de Chile* (SIFA), la *Dirección de Inteligencia de la Fuerza Aérea de Chile* (DIFA), les *Carabineros* ainsi que le *Servicio de Inteligencia de Carabineros*⁵ (SICAR) ou encore le *Servicio de Inteligencia naval* (SIN).

Chaque organisme de renseignement possède ou va acquérir différents locaux afin d'en faire des centres clandestins de détention. La DINA, en tant que pièce maîtresse du renseignement au Chili, s'en octroiera le plus grand nombre.

De multiples appareils répressifs, par ailleurs, n'ont pas nécessairement une fonction de renseignement, mais plutôt de terroriser la population par la violence. La tristement célèbre « Caravane de la mort » chilienne est l'un d'eux. Le groupe conséquent de militaires qui la constitue sillonne le Chili en hélicoptère – le « Puma » – dès le coup d'état et réalise des massacres dans les villes les plus importantes du pays en dehors de Santiago : Pisagua, La Serena, Copiapó, Antofagasta, Calama, toutes situées au nord, voire à l'extrême nord du pays. Les dernières étapes de la Caravane de la mort seront les plus meurtrières. Tout particulièrement celle de Calama, ville minière du nord du Chili, située en plein désert d'Atacama.⁶ Vingt-six hommes y seront capturés et exécutés sans jugement, le 19 octobre 1973. La plupart de ces hommes étaient les employés de

¹ « La DINA es un organismo militar de carácter técnico profesional, dependiente directamente de la Junta de Gobierno y cuya misión será la de reunir toda la información a nivel nacional, proveniente de los diferentes campos de acción, con el propósito de producir la inteligencia que se requiera para la formación de políticas, planificación y para la adopción de medidas que procuren el resguardo de la seguridad nacional y del desarrollo del país». *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2, p. 721*. Traduction personnelle.

² Les actions les plus violentes perpétrées à l'étranger par la DINA sont l'assassinat du général Carlos Prats en Argentine en 1976 (Prats étant l'un des hommes de confiance de Salvador Allende) et celui d'Orlando Letelier aux États-Unis, la même année.

³ ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia*, LOM ediciones, Santiago, 2011, p. 119.

⁴ « Commandement Conjoint ».

⁵ « Service de Renseignement des Carabineros ».

⁶ Il s'agit du désert le plus aride du monde.

l'entreprise Dupon, où se fabriquaient des explosifs destinés à l'activité minière : un emploi jugé suspect par les militaires.¹ Les corps des victimes de Calama seront dynamités, puis jetés dans l'Océan Pacifique ou enterrés dans l'immense désert.² La plupart de ces victimes sont encore portées disparues.

En Argentine, l'organisation des activités de renseignement est également colossale. Le *Servicio de Inteligencia del Estado*,³ SIDE, ainsi que les *Grupos de Inteligencia*,⁴ sont les principaux services secrets chargés de repérer les individus jugés suspects, d'obtenir le plus d'informations possible à leur sujet, puis de les capturer. Les *Grupos de Tareas* – ou « unités spéciales » – quant à elles, sont chargées de multiples opérations de répression, dans le but d'intimider la population : séquestrations, tortures, exécutions.⁵

Malgré ce contexte, la plupart des militants politiques, premières cibles des juntes militaires, poursuivent leurs activités, conscients des risques qu'ils prennent en maintenant leurs engagements politiques, en résistant à la dictature et en défendant leurs valeurs. Le témoignage que nous a livré Miriam Lewin, ancienne militante du mouvement *Montoneros*, illustre bien la situation dans laquelle se trouvaient tous ceux qui menaient une activité politique quelle qu'elle soit. Au cours de notre échange, elle a retracé sa situation personnelle et celle de son fiancé au lendemain du coup d'état du 24 mars 1976⁶ :

« Nous ne pouvions pas travailler sous nos vrais noms, nous travaillions dans des endroits très précaires, où notre nom n'apparaissait pas. Mais ils ont fini par nous séquestrer quand même... Au cours des derniers mois, l'activité militante que nous menions n'avait rien à voir avec celle que nous menions avant. Nous nous sentions suivis en permanence, nous ne pouvions avoir aucun contact avec notre famille... En juin 1976, les militaires avaient déjà voulu arrêter mon petit ami en se rendant chez ses parents, chez ses grands-parents, chez son oncle et sa tante...ils avaient appuyé un pistolet sur la tempe de sa sœur de seize ans et lui, il en avait dix-huit. Notre action consistait pratiquement à attendre de savoir qui allait tomber aux mains des militaires : ils capturaient quelqu'un chaque semaine. Le groupe qui au départ était de sept personnes – ce qui était déjà très peu – était devenu de 6, 5, 4 et ainsi de suite... La sensation de défaite était absolue. [...]

Nous avions sur nous une pastille de cyanure pour pouvoir nous suicider, pour ne pas être capturés vivants, pour ne pas avoir à supporter la torture, pour ne pas risquer de donner le

¹ Entretien avec Marcela Piñero, fille de Carlos Piñero, l'une des victimes de Calama, le 28 septembre 2013.

² *Idem*. Voir également l'œuvre cinématographique de Patricio Gúzman, *Nostalgia de la luz* (2010), qui évoque avec précision ce déplacement des corps des disparus afin qu'ils ne soient jamais retrouvés.

³ Service de Renseignement de l'État.

⁴ « Groupes de Renseignement ».

⁵ L'une des opérations les plus violentes sera sans doute la « Nuit des crayons » (*la Noche de los lápices*) : neuf adolescents, âgés de 14 à 18 ans, sont enlevés en septembre 1976 par la police argentine (qui a elle-même baptisé l'opération), puis séquestrés. On les accuse de « subversion dans les milieux scolaires », alors qu'ils sont simplement en demande d'une gratuité des transports, en tant qu'étudiants (*Boleto estudiantil secundario*). Ces adolescents ont, eux aussi, disparu.

⁶ Le compagnon de Miriam de l'époque, lui aussi militant, est aujourd'hui disparu.

nom d'autres camarades... La situation était dramatique. C'est dans ce contexte que nous avons continué à mener notre activité militante, au début, dans la plus grande joie, puis dans l'angoisse la plus totale.¹»

Ce témoignage peut être représentatif de la situation des militants d'Amérique du Sud, toutes nationalités confondues.

C) Clandestinité et désinformation

1) Opérer dans la clandestinité : une constante pour le pouvoir militaire

Le caractère clandestin de la répression est l'un des traits caractéristiques du terrorisme d'État. La violence dont sont victimes les sociétés chilienne et argentine, se tisse dans le secret et va de pair avec la méthodologie de la disparition forcée, crime dont les impacts psychosociaux à l'échelle individuelle et collective sont multiples. Le juge espagnol Baltasar Garzón, dans son ouvrage *El alma de los verdugos*, réalisé avec le concours du journaliste Vicente Romero, met cet aspect en exergue : même en possession du pouvoir, les « bourreaux politiques » l'exercent systématiquement de façon clandestine.² Et ce, dans l'intention de maintenir l'ensemble de la société dans l'ignorance et de faire perdurer un sentiment de peur ainsi que l'absence de sanction des coupables. Un cycle méconnaissance des faits-impunité qui tend à immobiliser les citoyens et de ce fait, à mettre à mal les liens sociaux. L'ancien détenu argentin Enrique Mario Fukman, dresse également cette analyse en référence aux stratégies répressives des militaires : « La méthodologie de la disparition consistait à rompre le tissu social du peuple. L'objectif était de rompre tout le tissu de solidarité et de réorganiser le pays en termes politiques et économiques³».

Les enlèvements, paradigme des stratégies occultes du terrorisme d'État, symbolisent, d'une certaine manière, la première étape des disparitions. Les militaires entendent agir sans témoins, ou le moins possible : ceux qui,

¹ « No podíamos trabajar con nuestros verdaderos nombres, trabajábamos en lugares muy precarios, donde no figuraba nuestro nombre. Pero al final nos secuestraron igual... Durante los últimos meses ya la militancia que llevamos adelante no tenía nada que ver con la militancia anterior. Nos sentíamos permanentemente perseguidos, no podíamos tener contacto con nuestra familia... A mi novio lo habían ido a buscar ya en junio del 76 a la casa de sus padres, a la casa de sus abuelos, a la casa de unos tíos... le habían puesto una pistola en la cabeza de la hermana de 16 años, él tenía 18. Entonces toda nuestra práctica era esperar a ver quién caía porque cada semana secuestraban a alguien. El grupo que empezó con 7 personas, que ya era muy poco, termina siendo de 6, de 5, de 4, y así. La sensación de derrota era absoluta. [...] De manera que nosotros llevábamos una pastilla de cianuro para suicidarnos para no entregarnos vivos, para no tener que enfrentar una tortura, para no entregar a otros compañeros...la situación era devastadora. Fue en este marco que nosotros desarrollamos nuestra militancia, al principio con mucha alegría y después con mucha angustia.». Entretien avec Miriam Lewin, Buenos Aires, 16 octobre 2013. Traduction personnelle.

² « Incluso cuando detentan el mayor poder, los verdugos políticos lo ejercen siempre clandestinamente ». GARZÓN, Baltazar et ROMERO, Vicente, *op.cit.*

³ « La metodología de la desaparición era romper todo el tejido social del pueblo. Se trataba de romper todo el tejido solidario, de « reorganizar » el país en términos políticos y económicos ». Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013. Traduction personnelle.

d'aventure, assistent à des enlèvements ou à des actes de violence de la part des militaires sont presque systématiquement menacés de mort ou d'emprisonnement.

En Argentine, le travail de la CONADEP¹ a permis d'établir un certain nombre de statistiques concernant le moment où la victime a été enlevée, grâce aux témoignages de survivants ou de tierces personnes ayant été témoins de l'enlèvement. Ces statistiques révèlent les chiffres suivants²:

- 62% des personnes détenues ont été enlevées à leur domicile
- 24,6% sur la voie publique
- 7% sur leur lieu de travail
- 6% sur leur lieu d'étude (faculté, lycée...)
- 0,4% ont été arrêtées dans un établissement policier ou militaire alors qu'elles y étaient retenues officiellement (c'est à dire légalement) et ont dès lors été retenues prisonnières de façon clandestine.

Par ailleurs, afin d'opérer dans une plus grande clandestinité, les enlèvements ont lieu la plupart du temps de nuit : dans 62% des cas.³ Au Chili, bien que les statistiques des différentes commissions relatives aux détentions pendant la dictature ne fassent pas état de ces données, les stratégies quant au moment de l'enlèvement sont sensiblement les mêmes : essentiellement à des heures très tardives, au domicile de la personne, sur le lieu de travail ou la voie publique.⁴ Les rapports chiliens de la Commission « *Verdad y Reconciliación*⁵ » ainsi que celui de la Commission Nationale sur la Prison Politique et la Torture, rendent également compte du fait que les méthodes d'enlèvement des services de renseignement sont devenues de plus en plus « sophistiquées » au fil du temps. Si, au cours des premiers mois de 1974, la DINA arrête fréquemment les victimes à leur domicile, devant de nombreux témoins, les mois et les années passant, grâce à un important cumul d'informations sur la population, la DINA agira de façon de plus en plus secrète. En effet, à partir de 1975, les services de renseignement enquêtent de manière approfondie sur leurs suspects potentiels, étudient très précisément leurs habitudes et leurs déplacements, afin de pouvoir les capturer à un endroit et à une heure bien précis. Pour ce faire, la DINA mettra également en place un système très perfectionné d'écoutes téléphoniques. Les travaux d'enquête sur la victime, de filature et de capture sont répartis entre différents agents.⁶

¹ Commission Nationale sur la Disparition de Personnes.

² CONADEP, *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Editorial Universitaria de Buenos Aires (EUDEBA) Buenos Aires, 2006, p. 29.

³ *Ibid.*

⁴ *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2.*

⁵ « Vérité et Réconciliation ». Ce rapport a été élaboré en 1991.

⁶ *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, p. 748.

En Argentine, ce sont les *patotas*, petits groupes constitués de cinq ou six personnes, militaires ou agents,¹ qui réalisent généralement l'opération d'enlèvement. Plusieurs groupes peuvent parfois intervenir simultanément et mener des opérations réunissant parfois jusqu'à cinquante militaires et policiers.² Comme le souligne le rapport de la CONADEP, les *patotas* sont systématiquement en possession de tout un arsenal au moment des enlèvements et armées de façon disproportionnée, démesurée, par rapport à la dangerosité supposée de leur(s) victime(s) : toutes sortes d'armes à feu, grenades, bombes, quand leurs suspects, le plus souvent, ne possèdent pas d'armes. Dans certains cas, un hélicoptère survole la zone où a lieu l'opération. Cette démesure dans l'armement a bien évidemment pour objet de terroriser les proches ou la famille des victimes, ainsi que l'ensemble du voisinage. Les militaires ont également pour habitude de couper l'électricité dans l'ensemble du quartier où doit intervenir une *patota*. L'ensemble d'un quartier où est effectué une arrestation ou une action de répression reste généralement sous surveillance militaire et ce, parfois, pendant plusieurs mois.³

Les militaires argentins et chiliens ont également recours à une méthode de détention particulière, baptisée *ratonera* : le « piège à souris ». Cette méthode consiste à occuper le domicile de la personne recherchée si celle-ci est absente au moment où les agents s'y rendent. Le plus souvent, les militaires séquestrent également toute personne se rendant au domicile de la personne recherchée : ils seront alors retenus en otage, interrogés, ou directement emmenés en centre de détention.⁴

Au moment de l'enlèvement et quels que soient le lieu et les circonstances de l'arrestation (domicile, voie publique, avec ou sans témoins), les services de renseignement chiliens comme argentins veillent à déguiser leur action : ils sont fréquemment – voire systématiquement – habillés en civil, les voitures qu'ils utilisent n'ont ni plaque d'immatriculation, ni phares.⁵ Ils donnent des explications mensongères quant au motif de la détention et à l'endroit où est emmené leur suspect. En ce sens, le récit de Mario Irarrázabal, ancien détenu, est éloquent :

« Ils m'ont mis à l'arrière de la voiture, ils m'ont bandé les yeux, pratiquement en me faisant des excuses. Miguel Krassnof était très correct, très courtois, il m'a dit de ne pas m'inquiéter, qu'ils allaient me poser quelques questions et qu'ensuite ils me relâcheraient.

¹ Ces agents appartenaient le plus souvent à la police.

² Certaines opérations étaient menées par des groupes militaires encore plus importants. Ainsi, le 24 novembre 1976, dans la ville de La Plata (province de Buenos Aires), sera menée une opération militaire réunissant entre 200 et 300 militaires et policiers. Ils attaquent la maison de Daniel Mariani et Diana Teruggi, deux militants Montoneros et la détruisent presque totalement. Il s'agit là de l'une des plus violentes actions militaires perpétrées pendant la dictature argentine. Nous y reviendrons de façon plus exhaustive au cours de ce travail.

³ Il en fut ainsi, par exemple, dans le cas de l'attaque de la maison du couple Mariani-Teruggi, le 24 novembre 1976, que nous évoquerons à nouveau dans notre travail. La maison sera surveillée pendant près d'un an. Entretien avec Matilde Carlos, témoin de l'attaque, le 6 septembre 2014.

⁴ CONADEP, *op.cit.*, p. 24. Voir également BECKER EGUILUZ, Nubia, *Una mujer en Villa Grimaldi*, Pehén Ediciones, Santiago de Chile, 2011.

⁵ En Argentine, les *patotas* chargées des enlèvements circulent très fréquemment en Ford Falcon. Cette voiture est devenue une sorte de « symbole » des services secrets argentins.

C'est comme cela que commence, petit à petit, tout un processus où l'on perd progressivement tous ses droits et son honneur. [...] Il était évident que je ne devais surtout pas savoir où ils m'emmenaient. Leur petit jeu commence comme cela : on essaye de se souvenir du trajet, mais eux, ils font exprès de faire des tas de détours... et donc, c'est impossible. Impossible de savoir où on nous emmène. Et cela fait déjà partie de la torture¹».

Le plus souvent, l'interrogatoire et la torture commencent au domicile même de la victime, dans la rue, ou encore en voiture, selon les circonstances de l'arrestation. Le témoignage d'Enrique Mario Fukman,² ancien militant *montonero*, peut en rendre compte :

« Un jour, le 18 novembre 1978, à midi, à La Plata, j'allais traverser la rue quand trois types se sont jetés sur moi. Ils me mettent à terre, me mettent des menottes... ils m'ont mis dans une Ford Falcon et ont commencé à me poser des questions sur mes camarades. Comme je ne faisais que nier, ils se sont tout de suite mis à me torturer.³»

Les militants chiliens et argentins savaient pertinemment qu'ils endureraient de grandes souffrances si les services secrets venaient à les capturer. C'est pour cette raison que, s'ils tombaient aux mains des militaires, ils tentaient le plus souvent de se suicider en avalant un comprimé de cyanure qu'ils avaient sur eux et pouvaient dans certains cas fabriquer eux-mêmes, comme nous l'a confié Myriam Lewin. Lorsque cette dernière est capturée par les militaires à la sortie de son lieu de travail, en mai 1977, elle tente immédiatement de se suicider en croquant sa capsule de cyanure. Mais les militaires s'en aperçoivent et parviennent à l'empêcher de se donner la mort, comme ils le faisaient systématiquement dans des situations de cette nature, tenant à garder leurs victimes en vie pour les interroger.

¹ « Me metieron en el asiento de atrás, me vendaron los ojos, pero poco menos que pidiéndome disculpas. Miguel Krassnof era muy correcto, muy educado, me dijo que no me preocupara, que me iban a hacer un par de preguntas y que después volvería. Así comienza todo un sistema paulatino en que uno va perdiendo todos sus derechos y todo su honor. [...] Se veía que era importante que yo no supiera para donde me llevaban. Ahí empieza el juego : uno trata de recordar dónde diablos lo están llevando, pero dan miles de vueltas y al final es imposible. Entonces tú no sabes a donde te llevan. Y eso, ya es parte de la tortura ». Témoignage de Mario Irarrázabal, ancien détenu du centre clandestin Londres 38, à Santiago du Chili. Extrait du documentaire « Trazos de memoria », archives audiovisuelles du centre Londres 38, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=Csb7-iADgek>. Consulté en mars et octobre 2014. Miguel Krassnof était l'un des agents et tortionnaires de la DINA.

² Enrique Mario Fukman, surnommé « Cachito », était issu d'une famille modeste et nous a confié avoir été éduqué selon des valeurs humanistes. Les problématiques sociales étaient une priorité pour lui ainsi que pour son jeune frère, qui militait avec lui au sein du mouvement Montoneros dès le milieu des années 70. Le frère d'Enrique Mario Fukman a également été l'une des cibles des militaires : plusieurs mois avant l'arrestation d'Enrique, le 5 février 1977, il est assassiné par les autorités argentines, alors qu'il n'est âgé que de 17 ans. Entretien avec Enrique Mario Fukman, le 23 octobre 2013.

³ « Un día, el 18 de noviembre del 78, al mediodía, en La Plata, yo estaba por cruzar y se me tiran tres tipos encima, me tiran al piso, me ponen esposas... me meten en un Ford Falcon, y ahí me empiezan a preguntar por mis compañeros. Como yo me hago el tonto, me empiezan ahí mismo a torturar ». Entretien avec Enrique Mario Fukman, le 23 octobre 2013.

2) Le règne de la désinformation

La violence clandestine du terrorisme d'État, au Chili comme en Argentine, va de pair avec une stratégie de désinformation permanente. Celle-ci constitue également, pour les juntas militaires, un outil de domination de la société. Où sont les disparus ? Sont-ils en vie ? Où ont-ils été emmenés ? Quand ? Par qui ? Ces questions restent sans réponse. Les enlèvements-disparitions auront ainsi une emprise sur toute la société et en particulier sur les familles de disparus. Les effets de la politique de désinformation sont multiples : elle entretient une atmosphère de peur, de silence et d'incertitude ; elle influe sur la subjectivité des individus en les privant d'explications ou en véhiculant un discours tendant à banaliser des faits réels et avérés. En ce sens, elle est l'illustration de l'impunité juridique et morale inhérente au terrorisme d'État, aspect que nous développerons plus en détail au cours du chapitre suivant.

Toute information au sujet d'une personne portée disparue, de son état, du lieu ou encore du motif de sa détention est systématiquement détournée, transformée, niée. Les disparus sont « à l'étranger » ou « se sont tués entre eux », disent les militaires à ceux qui cherchent à s'enquérir du sort de leurs êtres chers. Les détenus-disparus retenus en captivité dans les centres clandestins ne sont pas reconnus comme des prisonniers officiels et le pouvoir militaire nie toute responsabilité à ce sujet.¹ Les détenus-disparus, soustraits à la protection de la loi, font désormais partie, selon les termes adoptés par l'Institut Inter-américain des Droits de l'Homme, « d'un monde clandestin, où règnent l'arbitraire et le crime et dans lequel les lois de cohésion sociale et humaine semblent n'avoir jamais existé² ».

Les informations relatives aux détenus-disparus sont contrôlées et transformées par les autorités et par les media. Une stratégie qui contribuera très fortement à la stigmatisation des victimes et de leurs familles. Ainsi, en Argentine en particulier, de nombreuses campagnes médiatiques tendront à « montrer du doigt » les disparus, tout en préservant et en entretenant un climat d'incertitude à leur sujet. Différents discours de propagande sont répandus par le biais de la presse, de la radio ou encore de la télévision, produisant un écho sur l'ensemble de la société : « *por algo será*³ », « *algo malo habrán hecho*⁴ », « *se lo merecía*⁵ », ou encore « *por comunista*⁶ », martèlent les militaires au sujet des disparus. Les disparitions sont ainsi justifiées par un discours officiel tendant à minimiser les faits et insinuant que c'est « parce qu'elles le méritent » que certaines

¹ Information donnée par l'association Amnesty International, en 1994, in INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 144.

² Molina et Theissen, in INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 144.

³ « Il doit bien y avoir une raison »

⁴ « Ils ont forcément fait quelque chose de mal »

⁵ « C'est bien fait »

⁶ « C'était un communiste »

personnes disparaissent, quand, en revanche, il n'arrive rien à ceux qui « se tiennent tranquilles¹». Au Chili, les stratégies de désinformation sont pratiquement identiques.

La psychiatre argentine Diana Kordon emploie en ce sens le terme de « percepticide » pour définir cette facette du terrorisme d'État : le fait de détourner ou nier systématiquement les réalités que les individus perçoivent, tout en minimisant leur caractère menaçant pour l'ensemble d'une société. « Le « percepticide » génère une situation de psychose, qui s'accroît ensuite en raison de l'absence d'information² ». Les séquestrations de personnes (première étape des disparitions) affectent profondément la société d'un point de vue psychique. Être témoin de l'arrestation d'un voisin, d'un ami, d'un proche, puis devoir affronter une désinformation permanente et la non-reconnaissance de la détention représente une situation destructrice pour tout individu.

Désinformation et clandestinité ont par conséquent un lien très étroit avec les disparitions et avec tout le système concentrationnaire que les dictatures civico-militaires chilienne et argentine vont mettre en place. C'est l'analyse de ce système, point culminant du terrorisme d'État, que nous allons désormais nous efforcer d'analyser. Les termes « disparitions » et « disparus », qui de prime abord peuvent sembler relativement simples, font écho à des problématiques complexes et notamment aux mécanismes silencieux des systèmes concentrationnaires.

¹ Voir KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos de la represión política*, Sudamericana-Planeta, Buenos Aires, 1987, p. 35.

² « El percepticidio genera una situación psicotizante, la que se agrava luego por la ausencia de información ». KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 363.

II. La disparition en tant que système concentrationnaire

A) « Disparaître »

« *La desaparición forzada de personas es el crimen de crímenes.* »

« La disparition forcée de personnes, c'est le crime des crimes. »

Nora Cortiñas¹

Les « disparitions forcées » représentent, d'une certaine façon, la quintessence du terrorisme d'État. Elles en sont probablement l'illustration la plus sombre, mais aussi la plus complexe, dans la mesure où ce délit réunit une multiplicité de crimes. Elles incarnent un plan d'extermination massif, clandestin et prémédité par les juntas militaires. Elles se mettent en place selon plusieurs étapes, le plus officieusement possible. Selon une définition des Nations Unies :

« [...] On entendra par « disparition forcée » l'arrestation, séquestration, ou toute autre forme de privation de liberté exercée par des agents de l'État ou par des personnes ou groupes de personnes agissant avec l'autorisation, le soutien ou l'acquiescement de l'État, suivie du refus de reconnaître la dite privation de liberté ou bien de l'occultation du sort ou de l'endroit où se trouve la personne disparue, en la soustrayant ainsi à la protection de la loi.² »

Cette répression silencieuse se met en place dans tout le territoire chilien et argentin, se concentrant plus particulièrement dans les capitales, où la densité de population est bien plus importante.³ C'est donc dans les régions de Santiago et de Buenos Aires que les activités concentrationnaires seront les plus intenses et que l'on comptera le plus grand nombre de centres clandestins de détention. Dans les deux pays, comme nous l'avons mentionné précédemment, ceux qui y seront retenus captifs sont dans leur grande majorité des militants politiques, sans que ceci soit une constante. Dans le cas argentin, le rapport officiel de la Commission Nationale sur la Disparitions de Personnes – CONADEP – *Nunca Más*, stipule également que de nombreuses victimes ne menaient aucune activité politique : ni au sein d'un parti, ni d'une association, ni même au sein d'un syndicat :

¹ Nora Cortiñas est une activiste argentine appartenant au mouvement Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora. De passage en France du 6 au 12 avril 2015 ainsi qu'en avril 2016 pour y témoigner, elle a énoncé cette phrase à plusieurs reprises, lors des différentes conférences qu'elle a données au sein de plusieurs structures : Bibliothèque Francophone Multimédia, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Lycée Auguste Renoir. (Limoges, 10 avril 2015), Lycée Jeanne Hachette (Beauvais, 1er avril 2016).

² Voir INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 141.

³ À l'époque et il en est encore ainsi de nos jours, environ un Chilien sur trois vit à Santiago et environ un Argentin sur trois à Buenos Aires.

« Les personnes arrêtées et torturées pouvaient tout autant être militants de groupes armés, membres de leurs familles, camarades d'études ou collègues de travail, militants de partis politiques, prêtres engagés en faveur des plus démunis, des activistes en milieu étudiant, militants syndicaux, délégués de différents quartiers et, dans un nombre de cas étrangement élevé, des personnes sans aucune activité de groupe ou activité politique. Il suffisait de figurer dans un agenda téléphonique pour devenir immédiatement une cible pour les tristement célèbres *Grupos de Trabajo*.¹»

Quant au cas chilien, 43,47% des victimes n'étaient affiliées à aucun mouvement politique, selon le rapport officiel chilien de la Commission Vérité et Réconciliation (1993).

B) Les centres clandestins de détention : piliers du « renseignement »

1) En Argentine

Selon le rapport *Nunca Más*, l'Argentine aurait compté environ 340 centres clandestins de détention sur l'ensemble de son territoire. Le plus souvent, ils sont établis dans les casernes militaires ou proches de celles-ci et plus particulièrement dans les villes les plus importantes d'Argentine : Buenos Aires, La Plata,² Córdoba (ville où a fonctionné l'important centre clandestin de « La Perla »), Rosario, Corrientes, Tucumán, Mendoza, Neuquén. L'activité répressive et concentrationnaire est particulièrement intense à Buenos Aires, à la fois dans la Capitale Fédérale et dans la province.³ L'ESMA (*Escuela Superior de Mecánica de la Armada*⁴), « *El Atlético* », « *Automotores Orletti* » et « *El Olimpo* » sont les principaux centres clandestins de la capitale fédérale, sans toutefois être les seuls. Quant à la province de Buenos Aires, elle en compte également un très grand nombre : « *El Banco* », « *Campo de Mayo* », « *El Vesubio* », « *La Cacha* » (camp situé dans la ville de La Plata), pour ne citer que certains d'entre eux.

Le plus grand centre clandestin de tout le pays n'est autre que l'*Escuela Superior de Mecánica de la Armada*, ou l'ESMA, tristement célèbre en Argentine. Cette structure, qui fonctionne comme un lieu de formation pour les militaires, devient également le centre névralgique des activités de renseignement. À partir de 1976, en effet, l'endroit fonctionnera à la fois comme école militaire et comme camp de concentration.⁵ Plus de cinq

¹ « Fueron aprehendidos y torturados tanto miembros de grupos armados, como sus familiares, amigos o compañeros de estudio o trabajo, militantes de partidos políticos, sacerdotes comprometidos con los humildes, activistas estudiantiles, sindicalistas, dirigentes barriales y – en un insólitamente elevado número de casos – personas sin ningún tipo de actividad gremial o política. Bastaba figurar en una agenda de teléfonos para pasar inmediatamente a ser « blanco » de los tristemente célebres « Grupos de Trabajo » CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 67.

² La Plata est une ville de la province de Buenos Aires, où la répression va s'organiser de façon acharnée pendant la fin du péronisme et la dictature.

³ La zone de la capitale argentine comprend « Buenos Aires Capitale Fédérale » ainsi que la « Province de Buenos Aires ».

⁴ École Supérieure de Mécanique de la Marine.

⁵ Visite de l'ESMA, 21 février 2011.

mille personnes y seront retenues prisonnières. Très peu, parmi elles, survivront à ce camp de la mort.

À Buenos Aires, une ancienne usine mécanique, portant le nom d'*Automotores Orletti*, utilisée par les militaires comme centre clandestin de détention, va également revêtir une importance toute particulière. *Automotores Orletti* incarne en effet le caractère international (voire intercontinental) de la répression en Amérique Latine, dans la mesure où ce centre clandestin coordonnait les actions de l'Opération Condor. De nombreux citoyens de divers pays d'Amérique Latine y seront en effet retenus en captivité, torturés et exterminés, au cours de l'année 1976. Les services secrets chiliens, argentins, uruguayens et nord-américains occupaient cet espace et y partageaient leurs informations en termes de « renseignement » et en particulier au sujet des détenus de différentes nationalités. La DINA, le SIDE, ainsi que la CIA collaboraient au sein d'*Automotores Orletti*.¹

2) Au Chili

Au Chili, selon le rapport de la Commission Nationale sur la Prison Politique et la Torture publié en 2004, près de mille deux cents centres clandestins de détention ont fonctionné dans les treize régions du Chili à partir de septembre 1973 : la commission en a dénombré mille cent trente deux plus exactement.² Les locaux dans lesquels ils sont établis appartiennent le plus souvent à la DINA. C'est principalement sur ces centres que nous focaliserons notre étude, dans la mesure où une analyse exhaustive se révélerait impossible et irait bien au-delà de notre propos. Dans la capitale chilienne fonctionneront de nombreux centres clandestins : « *la Villa Grimaldi* », « *Londres 38* », « *José Domingo Cañas* », « *Estadio Nacional* », « *la Venda Sexy* » et « *Simón Bolívar* », sont les principaux d'entre eux, parmi tant d'autres. Mentionnons également « *Colonia Dignidad* », sorte de secte fondée en 1961 et située dans la région chilienne de Parral, qui deviendra, outre ses nombreuses activités criminelles,³ un haut-lieu du renseignement pour la junte militaire.

Pour mettre en place son système concentrationnaire, la DINA va s'approprier de nombreux locaux et les déposséder de leurs propriétaires, afin de les transformer secrètement en camps de concentration. La DINA réquisitionnera notamment un vaste local où se tient un restaurant et fera pression sur son propriétaire pour qu'il le lui cède.⁴ Étant situé dans un quartier à l'écart du centre de Santiago, la DINA projette de faire de cet endroit le plus grand centre clandestin de détention. Il sera baptisé « *la Villa Grimaldi* ». Plus de quatre mille

¹ Visite du centre clandestin Automotores Orletti, 22 octobre 2013.

² Informe de la Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura, disponible en version pdf à partir de l'adresse <http://www.bcn.cl/bibliodigital/dhisto/lfs/Informe.pdf>. Consulté en septembre et novembre 2014.

³ « Colonia Dignidad » avait été fondée en 1961 par Paul Schäfer, un ancien membre des jeunesses hitlériennes installé au Chili. Inculpé plusieurs fois pour pédophilie en Allemagne, Paul Schäfer continuera d'abuser sexuellement de nombreux enfants de la région où était implantée la colonie. Les habitants des alentours méconnaissaient la vraie nature de cet endroit, à la fois lieu d'endoctrinement, arsenal et camp de concentration. Colonia Dignidad était intimement liée aux activités de la dictature à partir de 1973.

⁴ Visite de la Villa Grimaldi, 5 mars 2011.

cinq cents personnes y seront séquestrées.¹ À l'instar de l'ESMA en Argentine, la majorité des détenus n'en reviendront jamais. La DINA réquisitionnera également l'ancien local du Parti Socialiste, en plein centre de Santiago, dans la rue Londres, au numéro 38, qui deviendra de ce fait le centre clandestin « *Londres 38* ».

Fortes des doctrines et des techniques que leur ont transmis des théoriciens de la Guerre d'Algérie tels que Trinquier et Aussaresses, les juntas militaires chilienne et argentine justifient le recours à la torture pour anéantir la « subversion », au nom du renseignement, dans une logique de destruction psychologique et physique de leurs captifs. Des centaines de milliers de personnes transiteront ainsi par les camps de la mort argentins et chiliens. Peu d'entre eux retrouveront leur liberté.

C) Centres clandestins et tortures

Les personnes capturées par les juntas militaires sont emmenées dans des Centres Clandestins de Détention (CCD) : des camps de concentration, conçus essentiellement pour pratiquer la torture² et arracher, par le biais de celle-ci, quelque renseignement aux détenus, si minime fût-il. Les méthodes des militaires argentins et chiliens sont en ce sens pratiquement identiques, ainsi qu'en témoignent de nombreux rapports sur le terrorisme d'État dans les deux pays.³

L'étude des espaces concentrationnaires et des traitements infligés aux détenus, à laquelle se sont déjà consacrées différentes commissions argentines et chiliennes, dépend presque exclusivement des témoignages. La plupart des tortionnaires se sont tus à ce sujet ou ont constamment nié les faits. Quant aux victimes, celles qui ont survécu ont hérité de la tâche extrêmement ardue de pouvoir raconter ce qui s'était passé, de tenter de dire l'horreur et l'indicible. Si de nombreux survivants ont témoigné, d'autres n'y sont pas parvenus. Une part d'inconnu peut donc demeurer au sujet des systèmes concentrationnaires. Comme le souligne Miriam Lewin, ex-détenue et auteure de plusieurs ouvrages sur le système concentrationnaire argentin, chaque expérience de détention est différente et il existe, d'une certaine manière, autant de camps que de personnes qui y ont été détenues.⁴

¹ Visite de la Villa Grimaldi, 5 mars 2011.

² CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 26.

³ Tous les rapports que nous citons au cours de ce travail et sur lesquels nous nous sommes appuyée pour construire notre étude en rendent compte.

⁴ LEWIN, Miriam, WORNAT, Olga, *Putas y guerrilleras*, Grupo Editorial Planeta, Buenos Aires, 2014, p. 543.

1) La constance de la torture

Dans les centres clandestins, la torture est à la fois physique et psychologique, aspects indissociables de l'univers concentrationnaire. Par ailleurs, si elle est d'une violence dépassant l'entendement au moment des séances d'interrogatoires, la torture n'est pas employée uniquement à ces moments précis : elle est quotidienne, tout au long de la détention. De nombreux survivants, comme Enrique Mario Fukman – surnommé « Cachito » par ses compagnons de militance – ont pu le souligner, soucieux de démentir une sorte « d'idée reçue » encore assez largement répandue : « La torture, ce n'est pas simplement la gégène. Le seul fait d'être détenu est une torture, le seul fait d'avoir été là-dedans est une torture¹».

Plusieurs organismes chiliens de Droits de l'Homme ainsi que des spécialistes de la santé mentale – psychiatres, psychologues, neuropsychiatres – ont étudié les tortures perpétrées au sein des centres clandestins, en tentant de les classer et d'en déterminer la nature principale (physique, biologique, sexuelle et psychologique)² ; ce qui a représenté une tâche extrêmement minutieuse et difficile, y compris pour les spécialistes eux-mêmes. Nous reprenons ici une part des travaux de la psychologue Inger Agger et du psychiatre Sören Buus Jensen – tous deux de nationalité danoise et ayant travaillé au Chili entre 1989 et 1992 – qui ont particulièrement étudié cette question³:

a) Tortures à prédominance physique

Tous types de coups, technique dite « du téléphone » (coups simultanés sur les deux oreilles), application d'électricité, torture sexuelle,⁴ positions forcées, tortures par asphyxie, suspension du détenu avec application d'électricité, brûlures, privation de nourriture et d'eau pendant de longues durées,⁵ privation de sommeil, coups sur la plante des pieds, usage de drogues, hypnose, extraction des ongles, extraction des dents.

¹ « La tortura no es solamente la picana eléctrica. El hecho solo de estar secuestrado ya es una tortura, el solo hecho de estar ahí adentro es una tortura ». Entretien avec Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013.

² INGER, Agger, SÖREN BUUS, Jensen, *Trauma y cura en situaciones de terrorismo de estado : derechos humanos y salud mental en Chile bajo la dictadura militar*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago de Chile, 1996, pp. 147-148

³ Voir INGER, Agger, SÖREN BUUS, Jensen, *op.cit.*

⁴ La psychiatre Paz Rojas, spécialiste des violations des Droits de l'Homme, définit la torture à prédominance sexuelle comme une forme de violence à part entière. Cette forme de torture incluait les insultes sexuelles et le viol sous diverses formes. Ces agressions se pratiquaient sur le détenu lui-même, son épouse ou d'autres membres de sa famille. Voir INGER, Agger, SÖREN BUUS, Jensen, *Trauma y cura en situaciones de terrorismo de estado : derechos humanos y salud mental en Chile bajo la dictadura militar*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago de Chile, 1996, pp. 147-148

⁵ La psychiatre Paz Rojas définit la torture à prédominance biologique comme une forme de torture à part entière. Cette forme de torture incluait la privation de nourriture ou d'eau, forcer les détenus à ingérer des immondices, des techniques d'asphyxie, la privation de sommeil.

b) Tortures à prédominance psychologique

Priver de la vue (yeux bandés), forcer la victime à rester nue, cruauté et insultes obscènes, humiliations en tout genre, musique stridente en permanence, menaces de mort, sur le détenu lui-même, sur sa famille ou ses amis, menaces de tortures ou de viol sur le détenu lui-même ou sur ses proches, simulacres d'exécutions, forcer le détenu à assister à la torture ou à la mise à mort d'un autre détenu, isolement permanent.

En Argentine, des méthodes pratiquement identiques sont employées, comme le révèle l'ensemble du rapport de la CONADEP.

2) Le quotidien déshumanisant des camps

« Vous vous rendrez compte que nous avons fait des choses pires que les nazis.¹ »

Adolfo Scilingo, capitaine de corvette argentin

Les centres clandestins de détention chiliens et argentins constituent des espaces déshumanisants, où les tortionnaires vont repousser les limites de l'humanité jusque dans ses tréfonds. Il s'agit, de créer chez les détenus-disparus un profond sentiment de défaite, tant sur le plan politique que sur le plan personnel et de leur ôter toute capacité de résistance ou de rébellion. Le quotidien des camps se décline en une multitude de stratégies visant à « dépersonnaliser » les détenus : humiliations, isolement, hygiène déplorable ; tout est mis en œuvre pour que les détenus ne se sentent plus comme des personnes à part entière et aient le sentiment d'avoir perdu leurs facultés d'êtres humains. La recherche de la « déshumanisation » des individus, méthode inhérente à tout système concentrationnaire, est une constante. Ce processus de déshumanisation vise à faciliter le travail des bourreaux² et se cristallise à travers tous les supplices moraux et physiques infligés aux détenus, pendant les séances d'interrogatoires et en dehors.

a) Privations de nourriture, d'hygiène, de sommeil

En premier lieu, les détenus des centres clandestins sont systématiquement privés des besoins physiques les plus basiques et les plus essentiels à tout être humain : ils ne peuvent ni boire, ni manger, ni dormir normalement : une pratique qui correspond à une « torture biologique », selon une définition de la psychiatre Paz Rojas. La faim est la première torture quotidienne : dans les camps, la nourriture est rare et de très mauvaise qualité. Distribuée en moyenne deux fois par jour, elle peut aussi venir à manquer totalement, devenant alors une sorte de « récompense » en échange d'une « bonne conduite ». En Argentine, à l'ESMA, à

¹ Adolfo Scilingo, militaire argentin, au journaliste Horacio Verbitsky in Horacio Verbitsky, *Il volo. Le rivelazioni di un militare pentito sulla fine dei desaparecidos*, Rome, Fandango libri, 2008, p. 15.

² Pilar Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001, p. 100.

partir de leur septième ou huitième mois de grossesse, les femmes enceintes bénéficient de ce que les militaires considèrent comme un « traitement de faveur » : elles peuvent manger leurs restes.¹ Dans le centre clandestin *Automotores Orletti*, leur ration de nourriture est également légèrement supérieure à celle des autres détenus.² D'un point de vue plus général, l'ensemble des captifs sont affamés en permanence et leurs capacités de résistance, de ce fait, se voient rapidement amoindries.³

Dans les centres clandestins argentins et chiliens, les conditions d'hygiène sont également effroyables. Les détenus ont un accès très limité à des douches ou des toilettes très insalubres, où ils ne peuvent se rendre que sous surveillance et, le plus souvent, en groupe. Les bourreaux mettent ainsi à mal la dignité individuelle de leurs captifs, tentant « d'animaliser » leur existence⁴:

« Une fois par semaine environ, on nous emmenait nous laver[...] Il y avait deux tuyaux pleins de trous[...] qui servaient de douches. Nous devions nous laver par groupe de huit et nous avions à peu près une minute chacun pour nous laver, sortir de l'eau et nous sécher. Notre groupe variait de 100 à 140 et nous avions cinq ou six morceaux de chiffons, en guise de serviettes pour tout le monde.⁵»

« Ils nous faisaient y aller en groupe, en file indienne, ils nous faisaient nous arrêter devant la porte, nous formions comme un petit train et nous devions nous accrocher les uns aux autres. C'était les seuls contacts que nous pouvions avoir avec une autre personne, sentir une main amicale sur nous ou pouvoir toucher, nous, quelqu'un... et c'est comme cela qu'ils nous faisaient aller aux toilettes, si à ce moment-là c'était pour nous laver c'était le seul moment où ils nous permettaient de retirer notre bandeau, mais nous devions toujours regarder vers le mur... Et nous étions toujours surveillés, il y avait toujours quelqu'un pour contrôler. Et quand nous entrions pour nous laver, il y avait encore toujours quelqu'un qui nous surveillait à moins d'un mètre. Les douches n'avaient pas de porte, rien, mais il y avait toujours quelqu'un tout près de nous, pour surveiller que personne ne se suicide, je pense. Non pas que nos vies aient eu de l'importance pour eux, mais plutôt pour ne pas perdre la possibilité de soutirer des informations.⁶»

¹ Visite guidée de l'ESMA, 24 février 2011.

² Visite du centre clandestin Automotores Orletti, 22 octobre 2013.

³ CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 67. En ce sens, le rapport souligne que de nombreuses femmes n'auront plus leur cycle menstruel, en raison des atroces conditions de vie des camps.

⁴ Voir p. Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001, p. 101.

⁵ Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets*, Londres, EFAI, 1980, p. 14.

⁶ « Nos hacían ir en grupo, en fila, nos hacían parar en la puerta, eran como un trencito así y uno se tenía que agarrar al otro. Eran los únicos contactos que teníamos con otra persona, el sentir que alguien te tocaba amigablemente o uno mismo tocar a otro, y así nos llevaban a los baños donde si era para bañarnos era el único momento en que nos permitían que nos sacáramos la venda, pero siempre con los ojos mirando hacia la pared [...]. Y siempre vigilados, siempre con alguien controlando. Y cuando entrábamos algunos de los detenidos, también siempre había a alguien controlándonos a menos de un metro. Los baños no tenían ni puerta ni nada

En termes d'accès à l'hygiène et aux soins, les détenus sont également privés de tout. Ils ne bénéficient de soins médicaux que s'ils sont porteurs d'une maladie contagieuse pouvant potentiellement mettre les tortionnaires en danger. Ils sont pris en charge s'ils agonisent suite à la torture : un médecin leur administre alors un sérum, puis on les torture à nouveau.¹ De nombreux médecins et spécialistes de la santé ont en ce sens collaboré avec les régimes militaires.

La nuit, les détenus dorment sur des couvertures ou des « matelas » extrêmement sommaires, le plus souvent souillés de sang, de sueur, d'urine. Le sommeil des détenus est sans cesse interrompu, afin de les affaiblir au maximum, tant sur le plan physique que psychologique : « Ils ne nous laissaient pratiquement pas dormir, quand on dormait ils pouvaient nous réveiller pour nous emmener à la torture...² », nous dira Manuel Alonso, survivant du centre clandestin argentin *El Atlético*.

b) Privation des facultés de perception, de mobilité, de parole

Les détenus sont également privés d'autres facultés humaines basiques et essentielles,³ tout particulièrement les capacités sensorielles : parole, vue, toucher, mobilité. Les détenus ne doivent rien voir, percevoir, sentir, ni même toucher. Ainsi, en Argentine comme au Chili, le simple fait de tenter d'observer ce qui se passe (la façon dont d'autres détenus sont traités, comment fonctionne le camp...) est systématiquement réprimé, dans le but d'empêcher toute réflexion sur leur situation mais aussi de leur retirer la possibilité d'identifier les tortionnaires.⁴ De ce fait, tous les détenus portent la *venda* (tissu utilisé pour bander les yeux) pratiquement en permanence. Privées de leurs capacités visuelles, les victimes tendent ainsi à perdre (tout du moins au début de leur détention) la notion du temps et de l'espace⁵.

Erika Hennings, ex-détenue du centre clandestin *Londres 38* – à Santiago du Chili – nous racontera que, dans les centres clandestins, malgré le bandeau sur les yeux, « il est toujours possible de voir quelque chose⁶ ». Certains prendront parfois le risque d'observer, voire de retirer complètement leur bandeau, pour

pero alguien se paraba ahí cerquita de uno, creo yo por el temor a que alguien se suicidase. No porque le interesase la vida del otro sino para no perder la posibilidad de sacar información ». Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013.

¹ Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets*, Londres, EFAI, 1980, p. 15.

² « Prácticamente no te dejaban dormir, cuando estabas durmiendo te despertaban y te llevaban a la tortura... » Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013.

³ FEIERSTEIN, Daniel, *El genocidio como práctica social, entre el nazismo y la experiencia argentina* ; Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2007, p. 367.

⁴ *Ibid.*

⁵ Les détenus tentaient également, malgré le bandeau et dans la mesure du possible, d'avoir certains repères spatiaux. Grâce aux escaliers, par exemple. Selon l'organisation des centres clandestins, les séances de tortures ont parfois lieu à l'étage. Ainsi, lorsque les détenus devaient les monter, ils savaient qu'ils allaient subir un interrogatoire. Enrique Mario Fukman, retenu en détention pendant 6 mois et demi à l'ESMA, nous a également confié qu'avec le temps, les détenus finissaient par avoir une grande notion du temps, y compris en étant privés de la vue. Entretien du 23 octobre 2013.

⁶ Erika Hennings, ancienne militante du MIR, est séquestrée par la DINA à son domicile, le 31 juillet 1974. Elle est alors âgée de 22 ans. Son époux Alfonso, séquestré la veille par la DINA, avait supplié les militaires de ne

pouvoir observer ne serait-ce qu'un instant les personnes autour d'eux, bourreaux ou victimes¹ :

« Nous devons garder les yeux bandés même dans les cellules. S'ils nous voyaient faire un mouvement, même si ce n'était pas pour toucher le bandeau, nous étions battus à en perdre connaissance.²»

Toute communication entre les détenus est également empêchée et violemment réprimée si les détenus réussissent à échanger quelques mots. Leurs moindres faits et gestes sont contrôlés. Quasi-systématiquement, leurs mains et leurs pieds sont également attachés, dans certains cas par de lourdes chaînes³:

« Nous n'avions ni le droit de parler, ni de bouger, nous restions toujours assis ou couchés. S'il y avait le moindre bruit, toute la section était punie.⁴»

Quoi qu'il en soit, comme nous le confiera également Erika Hennings, les détenus se permettent, dès qu'ils le peuvent, de parler discrètement entre eux. Le plus souvent dans le but de s'identifier les uns et les autres, de partager leur histoire, de se soutenir dans la douleur, mais aussi d'identifier qui sont leurs bourreaux et de réfléchir à un moyen d'alerter leur entourage sur leur détention. Les échanges, même minimes, que certains survivants ont pu avoir avec certains détenus disparus aujourd'hui, se sont avérés extrêmement précieux pour tenter d'émettre des hypothèses quant à la date et au lieu des disparitions de ces personnes.

c) Négation de l'identité

En Argentine tout particulièrement, le processus de déshumanisation comporte un aspect prémédité par les militaires : la suppression des prénoms des détenus. Cette pratique, semblable à celle que les criminels nazis avaient mise en place dans les camps de concentration en Europe, vise en effet à réduire l'identité de l'individu à un simple numéro. En d'autres termes, la réduire à néant. Au Chili, cette stratégie de déshumanisation (par le numéro ou un autre recours) a probablement existé également bien que les rapports officiels sur les détentions et tortures n'en aient pas fait état.

En Argentine, les officiers demandent aux détenus de bien retenir le numéro qui leur est attribué dès leur

pas emmener Erika. Erika sera détenue dans le centre clandestin « Londres 38 », à Santiago du Chili, jusqu'au 17 août 1974, date à laquelle elle sera transférée dans plusieurs autres centres, jusqu'à être expulsée vers la France. Entretien avec Erika Hennings, 3 mars 2011, Santiago du Chili.

¹ Les différents témoignages que nous avons recueillis font état de ce point. Dans des cas exceptionnels, notamment au moment des interrogatoires, certains tortionnaires pouvaient décider de retirer le bandeau de leur victime.

² Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets*, Londres, Éditions Francophones d'Amnesty International (EFAI), 1980, p. 14.

³ C'est ce que nous ont confié Enrique Mario Fukman et Manuel Alonso, survivants de l'ESMA et de *El Atlético*, les 23 et 28 octobre 2013.

⁴ *Ibid.*

entrée dans le centre de détention ; ce numéro se substitue à leurs noms et prénoms. Plusieurs survivants ont pu s'exprimer à propos de cette perte d'identité symbolique¹:

« Ils nous ont demandé de nous identifier dès notre arrivée et nous ont dit qu'à partir de cet instant nous porterions une lettre et un numéro. Le mien était S-58 et celui de ma compagne S-59. À partir de ce moment nous devions nous identifier uniquement par ce numéro.²»

(Manuel Alonso)

« En général ils s'adressaient à moi de deux façons : 'Qu'est-ce que tu fais, Cachito ?' ou bien 'qu'est-ce que tu fais, 252 ?' Parce qu'à partir du moment où l'on entre à 'La Capucha', on a un numéro. Toi, ta capuche et un numéro, autrement dit la dépersonnalisation. Ils cherchaient à nous dépersonnaliser. Le numéro, c'est la perte de l'identité [...] et c'est leur but : maintenant c'est 'toi et ta capuche'. Il n'y a plus que 'toi et ta capuche'.³» (Enrique Mario Fukman)

d) Violences et humiliations

Les tortionnaires exercent tous types de violences sur leurs captifs : les coups, les insultes, les moqueries et les humiliations de toutes natures font partie du quotidien des camps. Les détenus sont également contraints à la nudité : une stratégie de plus visant à leur induire un sentiment de vulnérabilité. Les militaires les contraignent fréquemment à adopter des attitudes de soumission, voire des attitudes bestiales, exigeant d'eux qu'ils imitent des animaux, par exemple.⁴ Pilar Calveiro, ex-détenue argentine et auteure de l'ouvrage *Poder y desaparición*, fait référence dans ce témoignage écrit à ce type d'humiliations forcées. Elle raconte notamment que les détenus étaient parfois attachés par le cou, forcés à courir ou à se battre, toujours les yeux bandés.⁵ Ces situations de violence se produisaient fréquemment en présence d'autres détenus ou pouvaient être exercées de manière « collective », sur plusieurs individus à la fois.

Dans leur intention constante d'exercer une maltraitance psychologique sur leurs prisonniers, les militaires évoquent avec ostentation le « pouvoir » dont ils disposent : celui de décider de la vie ou de la mort des

¹ CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 62.

² « Nos toman los datos apenas llegamos, y ahí nos dicen que a partir de ese momento nuestra identificación era un número, una letra y un número, en el caso mío era S-58 y ella era S-59, y que a partir de ese momento nos movíamos con esta identificación y no otra ». Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013, Buenos Aires.

³ A mí me podían decir dos cosas : « ¿ Qué haces Cachito ? » o « ¿ Qué haces 252 ? ». Porque a partir del momento en que ingresas a La Capucha tenías un número. Vos, tu capucha, y un número, o sea la despersonalización. La búsqueda de la despersonalización. El número tiene que ver con la pérdida de identidad. [...] Lo que buscan es que pierdas el ser, la identidad, porque sos « vos y tu capucha ». No hay otra cosa que « vos y tu capucha. » Entretien avec Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013, Buenos Aires.

⁴ Un détenu juif était forcé d'imiter le chien puis le chat à la perfection : si le tortionnaire n'était pas satisfait de son imitation, il continuait à le battre. Voir CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 75.

⁵ P. Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001, p. 100.

détenus des centres clandestins. Ils se vantent quotidiennement, en leur présence, de pouvoir les maintenir en vie ou non. Dans le rapport officiel argentin de la CONADEP, une survivante, Graciela Geuna, restitue en ce sens les propos d'un garde argentin lorsque ce dernier saisit, parmi ses effets personnels, une lame de rasoir, qu'elle avait gardée pour se suicider : « Ici personne n'est maître de sa vie, ni de sa mort. Tu ne pourras pas mourir parce que tu le voudras. Tu vas vivre tout le temps que nous souhaiterons ». ¹

D'autres témoignages, également inclus dans le rapport de la CONADEP, dénoncent des comportements similaires :

« Quand les victimes imploraient Dieu, les gardes répétaient avec un irrationnel messianisme : 'Ici Dieu, c'est nous'.²»

« Le traitement habituel des tortionnaires et des gardes avec nous était de nous considérer comme des moins que rien. Nous étions comme des choses. Des choses inutiles.[...] Leurs expressions : 'Tu es une merde' ; 'Depuis qu'on t'a attrapé tu n'es rien' ; 'Plus personne ne se rappelle de toi' ; 'Tu n'existes pas'. [...] 'La justice c'est nous' ; 'Nous sommes Dieu'.³»

Le mépris permanent pour la vie des détenus est ainsi l'une des stratégies déshumanisantes des tortionnaires. Il en est de même au Chili : le rapport *Verdad y Reconciliación* mentionne en effet : « Dans les centres clandestins se sont également produits plusieurs formes de violences physiques et verbales de la part des gardes ou du personnel subalterne, y compris en dehors de tout interrogatoire⁴».

Les systèmes concentrationnaires argentin et chilien, en ayant recours à une multitude de supplices constants, dépossèdent les individus de tous leurs droits. Les témoignages des survivants, qu'ils soient inclus ou non dans les travaux des différentes commissions sur les crimes commis dans les centres clandestins de détention au Chili et en Argentine, font état de violences physiques et psychologiques démultipliées au moment des séances d'interrogatoires.

¹ Voir CONADEP, *Nunca más, op.cit.*

² Jorge Reyes, in CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 72.

³ CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 73.

⁴ « En los recintos secretos tuvieron también lugar vejámenes y malos tratos de obra y palabra por parte de guardias o personal subalterno, al margen de todo interrogatorio». Voir *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, p. 750.

3) Les interrogatoires

a) Les usages de la torture

Toutes les personnes retenues dans les centres clandestins de détention vont subir des séances d'interrogatoires d'une extrême violence, au cours desquelles les militaires prétendent obtenir des informations au sujet des organisations jugées « subversives ». La torture-interrogatoire est le plus souvent quasi-immédiate, comme nous l'ont confié les différents survivants avec qui nous avons échangé. Manuel Alonso et sa compagne, militants argentins du Parti Socialiste des Travailleurs, séquestrés en octobre 1977, sont immédiatement interrogés dès leur arrivée au camp. Les militaires les questionnent, sans fondement, sur les moyens dont ils disposent en matière d'armement :

« Tout l'interrogatoire tournait autour de l'endroit où nous avions caché nos armes. Dès l'instant où ils attaquent notre appartement et où ils nous demandent où sont nos armes, nous leur faisons entendre que nous n'en avons pas, que nous faisons partie du Parti Socialiste des Travailleurs, que nous n'avons pas d'armes. D'ailleurs, nous avons même des journaux du parti, ainsi qu'un livre de Trotsky qui, justement, condamnaient le terrorisme.¹ »

Pendant les interrogatoires, les détenus sont questionnés au sujet d'autres personnes, d'autres suspects potentiels pour les militaires, de façon à étendre l'action répressive : compagnons de militance en particulier, ou encore collègues de travail. Erika Hennings, ancienne militante du MIR détenue en juillet 1974 et avec laquelle nous nous sommes entretenue à Santiago, a insisté sur ce point : « Les agents cherchaient comment arrêter d'autres personnes² ». C'est également ce que nous a confié Enrique Mario – « Cachito » – Fukman à Buenos Aires : « Il s'agissait pour eux d'obtenir des informations pour séquestrer une autre personne³ » ; avant d'ajouter, un peu plus loin dans notre conversation : « La torture physique était très souvent destinée à torturer pour torturer, autrement dit à nous détruire, à nous faire craquer⁴ ».

Les « interrogatoires » peuvent durer plusieurs heures, plusieurs jours de suite. Ils n'ont aucune limite de temps.

¹ « Todo el interrogatorio era en función de donde teníamos las armas. Desde que nos allanan y que nos preguntan donde están nuestras armas, nosotros aclaramos que no, que pertenecemos al Partido Socialista de los Trabajadores, que no teníamos armas. Es más, en la casa, nosotros teníamos periódicos del partido, y teníamos un libro justamente que era de Trotsky, en contra del terrorismo ». Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013, Buenos Aires.

² « Los agentes buscaban cómo detener a otra gente ». Entretien avec Erika Hennings, 3 mars 2011.

³ « Se trataba de obtener información para secuestrar a otro ».

⁴ « Hubo mucha tortura física que fue darte por darte, o sea para ablandarte, para quebrarte ». Entretien avec Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013.

La « gégène¹ », appelée en espagnol « *picana eléctrica* » ou « *parrilla* » fait référence à la méthode la plus répandue et la plus usitée dans les centres clandestins de détention chiliens et argentins. Elle consiste à appliquer de très violentes décharges électriques sur la personne interrogée. La victime est attachée, nue, à un support métallique s'apparentant à un sommier.

« Nous sommes arrivés à un endroit, ils m'ont fait descendre sans un sous-sol, ils m'ont attaché sur une sorte de lit métallique et ont commencé à me torturer avec la « gégène », en m'interrogeant au sujet de mes camarades. C'était la « bienvenue à l'École de Mécanique de la Marine ». Lieu où j'ai été retenu prisonnier quinze mois en tout, dont six mois et demi la tête recouverte d'une « capuche » et enchaîné, comme les esclaves.²»

(Enrique Mario Fukman)

Les tortionnaires appliquent le plus souvent les chocs électriques sur les parties du corps les plus sensibles et les plus intimes : bouche, cou, ventre, oreilles, organes génitaux, poitrine, langue, gencives, yeux...³ Cette méthode a souvent entraîné de très importantes séquelles chez certains survivants⁴. Dans certains cas, les tortionnaires jettent également de l'eau sur le corps de leurs victimes, afin d'intensifier la violence des décharges. Ce supplice est réalisé la plupart du temps avec la complicité d'un médecin, dont le rôle est de contrôler jusqu'à quel point la victime peut supporter la torture sans succomber.⁵

Au cours des interrogatoires, les tortionnaires peuvent également asphyxier la victime en lui plongeant la tête dans de l'eau sale et nauséabonde – « *submarino húmedo*⁶ » – ou bien en la privant d'air avec un sac plastique – « *submarino seco*⁷ » – . Dans certains cas, le détenu peut également être suspendu en hauteur par les poignets ou les chevilles, dans une position très douloureuse, sans toucher le sol.⁸

¹ Cette méthode de torture était également très utilisée lors de la Guerre d'Algérie par les militaires français, qui ont progressivement enseigné leurs méthodes aux militaires latino-américains. Selon d'autres sources, elle aurait été introduite en Bolivie au début des années 70 par le SS Klaus Barbie, qui s'était enfui et installé dans le pays, après avoir transité en Argentine. Son usage se serait ensuite généralisé dans tout le Cône Sud. Centre de documentation du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, Santiago du Chili, consulté le 2 mars 2011.

² « Llegamos a un lugar, me hacen bajar a un sótano, me atan a una cama metálica y me empiezan a dar picana eléctrica preguntándome por mis compañeros. Era la « bienvenida a la Escuela de Mecánica de la Armada ». Lugar en el cual estuve en total 15 meses, 6 meses y medio en los cuales estuve encapuchado y esposado, con cadenas en los pies, como los esclavos ». Témoignage d'Enrique Mario Fukman, recueilli le 23 octobre 2013, à Buenos Aires.

³ La « picana » entraînait la mort de nombreuses victimes. Pilar Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Colihue, 2001.

⁴ L'une de ces conséquences était, dans certains cas, la stérilité. Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013.

⁵ Comme nous l'avons mentionné plus haut, les victimes qui perdent connaissance pendant l'interrogatoire sont réanimées, puis torturées à nouveau.

⁶ « Sous-marin humide ».

⁷ « Sous-marin sec ».

⁸ Cette forme de torture, qui porte parfois le surnom de « *murciélagos* » (« chauve-souris »), entraîne de graves lésions des membres. Voir CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 46.

Les tortionnaires font également en sorte de multiplier les aspects psychologiques de la torture lors des interrogatoires¹, notamment par le biais de pratiques affectant simultanément plusieurs personnes. Au Chili comme en Argentine, cette dimension collective de la torture est particulièrement destructrice pour les individus qui en seront victimes.

b) L'aspect collectif de la torture

Les militaires argentins et chiliens vont entreprendre d'arrêter et torturer non seulement ceux qui, selon eux, représentent un danger potentiel pour la « sécurité nationale », mais aussi des membres de leurs familles, certains de leurs amis ou collègues, dans le but de les interroger. Ainsi, bien souvent, les détenus vont être contraints d'assister aux séances de torture des uns et des autres. Il est ainsi fréquent que le détenu principal devienne témoin à son tour et que des membres de sa famille soient également séquestrés et torturés, dans le but de « faire parler », les uns et les autres. Les captifs peuvent subir un interrogatoire en présence d'un autre détenu, ou encore en présence d'un membre de leur famille (conjoint(e) ou époux(se), père, mère, enfants...). Une expérience polytraumatisante pour l'ensemble des personnes concernées :

« En réalité, ils arrêtaient tout ce qu'ils pouvaient. Autrement dit, s'il s'agissait d'un couple, c'était tant mieux pour eux, s'il s'agissait d'une seule personne, c'était une seule personne... Ils avaient une politique qui était celle de l'extermination et il y a eu de nombreux cas pour lesquels capturer une seule personne, un couple, ou la famille, les parents et leurs enfants, ne leur a même pas suffi : ils ont étendu la répression au reste de la famille, aux parents, aux oncles et tantes...²» (Manuel Alonso)

« La détention impliquait que les agents allaient chercher à arrêter quelqu'un d'autre, c'était un travail de renseignement, dont le but était de réprimer et d'annuler tous les mouvements de résistance [...] Chaque détenu était interrogé sur d'autres personnes. Les militaires pouvaient arrêter un cousin ou bien une tante, pour savoir plus de choses à propos des militants. Ces personnes pouvaient être retenues prisonnières un ou deux jours, mais étaient tout autant interrogées et torturées.³» (Erika Hennings)

¹ En ce sens, Manuel Alonso nous confiera en particulier l'expérience de sa compagne, torturée dans une pièce voisine de la sienne. Après s'être évanouie lors d'un interrogatoire, elle reprend ses esprits et peut voir sur le mur de la pièce où elle se trouve – elle ne portait pas la *venda* à ce moment-là – une liste de noms, certains étant rayés et portant la mention « mort » inscrite à côté du nom. « Aujourd'hui je me demande si c'était bien réel ou si cela faisait partie de l'aspect psychologique de la torture », nous dira Manuel.

² « En realidad, ellos secuestraban todo lo que podían. O sea, si era pareja mejor, si era uno solo, solo...ellos tenían una política que era la política del exterminio, y hubo casos que no sólo se conformaron con secuestrar a uno, o a la pareja, o a la familia, los chicos con los hijos, sino que también arrasaron con el resto de la familia, con los padres, los tíos... » Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013.

³ « La detención implicaba que los agentes iban a intentar detener a otra gente. Era un trabajo de inteligencia, cuyo objetivo era reprimir y aniquilar cualquier movimiento de resistencia. Cada detenido era interrogado sobre otra persona. Podían detener a un primo o una tía. Esa persona podía estar un día, dos días... pero era igualmente interrogada e igualmente torturada». Entretien avec Erika Hennings, 3 mars 2011.

Cette méthodologie démultiplie les aspects de la violence et a pour objectif de fragiliser les liens entre les individus eux-mêmes et affecter simultanément l'ensemble des détenus. Les survivants avec lesquels nous nous sommes entretenue l'ont exprimé, les nombreux témoignages écrits et audiovisuels qui racontent les centres clandestins en rendent compte : percevoir la souffrance d'un autre détenu – entendre les cris de ses compagnons d'infortune, voire assister directement à des tortures – est l'un des pires tourments des centres clandestins.¹ Par le recours à cette forme de violence, les militaires entendent convertir les individus eux-mêmes en un moyen de pression : les instrumentaliser dans le cadre de la torture. Le témoignage d'Erika Hennings, qui a subi plusieurs interrogatoires avec son mari, aujourd'hui disparu, illustre la perversité de cette méthode largement répandue dans les espaces concentrationnaires :

« J'ai vu ce qu'on faisait à Alfonso, Alfonso a vu ce qu'on me faisait. Quand j'ai vécu cette situation, je ne pouvais rien faire hormis la vivre... Mais avec le temps, je me suis rendue compte que j'ai été un instrument de torture de plus dans cet espace. Et ça, c'est terrible.²»

En ce sens, du Chili à l'Argentine, de nombreux témoignages semblent se « répondre » les uns aux autres, tant les expériences des victimes sont proches. Les récits de Manuel Alonso et d'Enrique Mario Fukman font ainsi écho à celui d'Erika Hennings. Manuel Alonso, pendant sa détention, a lui aussi été torturé tantôt avec sa compagne, tantôt dans une pièce voisine de la sienne : « Cela faisait partie de la torture, il fallait que quand ils me torturaient je puisse entendre qu'ils la torturaient aussi, ou qu'elle puisse aussi m'entendre quand ils me torturaient...³ ». Enrique Mario Fukman, « Cachito », sera lui aussi torturé en présence de l'un de ses compagnons militants ; le tortionnaire menaçait ce dernier de continuer à infliger des souffrances à son ami s'il ne parlait pas :

« Un jour, ils étaient en train de me torturer, ils me passaient à la gégène et tout d'un coup ils se sont arrêtés et j'ai entendu la voix de celui qui me torturait, qui a dit : 'Maintenant tu vas parler, sinon on continue avec le « court sur pattes »'.. Il me torturaient moi pour le faire parler lui.⁴»

« Cachito » ajoutera que pendant les interrogatoires, les tortionnaires avaient coutume de demander à la

¹ De l'aveu de nombreuses victimes, il s'agissait du pire des tourments. Voir KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 349.

² « Me tocó ver a Alfonso, a Alfonso le tocó verme... Cuando viví la situación, la viví nomás. Pero con los años, me di cuenta de que yo fui un instrumento más de tortura en este espacio. Y esto es terrible». Témoignage audiovisuel d'Erika Hennings, Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, exposition permanente, septembre 2013.

³ « Era parte de la política, cuando me torturaban a mí escuchar como la torturaban a ella... o cuando la torturaban a ella escucharme a mí ». Entretien avec Manuel Alonso, 29 octobre 2013.

⁴ « A mí me torturaban, un día me están dando, y de golpe paran, y siento la voz del que me estaba dando, que dice « ponete a hablar o seguimos con el petizo ». Me daban a mí para sacarle información a él ». Entretien avec Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013.

personne interrogée si elle entendait bien les hurlements de ses compagnons d'infortune : « Tu entends ? » disaient-ils à leurs victimes.¹ Il s'agissait d'attiser le sentiment de défaite, de douleur et d'impuissance en eux, en leur faisant comprendre que des compagnons, amis ou proches partageaient le même sort. Il s'agissait également, dans certains cas, de leur faire croire que les cris des compagnons étaient ceux d'un de leurs proches, comme en a témoigné la survivante Nilda Eloy :

« La salle de torture était une double salle. Et moi, ils me torturaient rien que pour que je crie. Ce qu'ils voulaient de moi c'était ça, des cris de femme, pour faire croire au compagnon de détention de la salle d'à côté que les cris, c'était sa femme ou sa fille.²»

Les militaires n'avaient pas de scrupules, dans certains cas, à inclure des enfants à cette torture collective. Ainsi, dans le centre clandestin Automotores Orletti, Carla Artes, âgée de seulement huit mois, subira des tortures lors des interrogatoires que subissait sa mère, Graciela Artes.³ Carlos Lordkipanitse, survivant de l'ESMA, a également fait l'expérience de cette indicible cruauté :

« J'ai été arrêté en novembre 1978, avec mon épouse, mon fils Rodolfo âgé de vingt jours et un cousin de mon épouse. Nous avons été conduits à l'École Mécanique de la Marine (ESMA) et nous avons tous été soumis à des tortures. Y compris mon fils qui avait vingt jours.⁴»

La pratique des simulacres de fusillades est elle aussi très courante au sein des espaces concentrationnaires. Elle agit sur l'ensemble des détenus, dans la mesure où ils entendent des tirs sans pouvoir voir ce qui se passe réellement. Dans certains cas, les détenus sont également forcés d'assister à de réelles fusillades.

Au Chili comme en Argentine, le viol a également été utilisé comme instrument de torture systématique, dans pratiquement tous les centres clandestins de détention. Contre les femmes en particulier, mais également contre les hommes. Des détenus pouvaient également être contraints d'assister, directement ou indirectement, à des tortures sexuelles commises sur l'un de leur compagnon de militance, sur un proche, ou

¹ Entretien avec Enrique Mario Fukman, 23 octobre 2013.

² « En la sala de tortura funcionaba una doble sala. Y me torturaban nada más que para que yo gritara. Lo que buscaban de mí era eso, era gritos de mujer, para hacerle creer al compañero que estaba en la otra sala que era o su mamá o su hija... » Nilda Eloy, interview du documentaire *El alma de los verdugos*, réalisé par TVE.

³ Carla Artes est l'une des victimes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés, auquel nous nous intéresserons dans cette étude. Sa mère, Graciela Artes, est aujourd'hui disparue. Lors d'un entretien que nous avons eu avec elle au sein du centre clandestin Automotores Orletti, dans le cadre d'une visite du camp, Carla Artes nous a confié qu'elle avait de nombreux souvenirs de cet endroit et de ce qu'elle y avait vécu, bien qu'elle ne fût âgée que de huit mois. Entretien avec Carla Artes et visite de Automotores Orletti, 2 novembre 2013.

⁴ « Yo fui detenido en noviembre del 78, junto con mi mujer, mi hijo Rodolfo de 20 días de edad, y un primo de mi mujer. Fuimos conducidos a las Escuela de Mecánica de la Armada, y fuimos sometidos a torturas, todos. Incluido mi hijo de veinte días. » Carlos Lordkinpanitse, in *El alma de los verdugos*, documentaire de Baltasar Garzón et Vicente Romero, réalisé par TVE. Le nouveau-né avait été tenu par les pieds, placé sur le corps de son père torturé et les militaires avaient menacé de le tuer si ce dernier ne « parlait pas ». Témoignage de Carlos Lordkinpanitse, disponible en ligne sur le site de l'Association des Ex-détenus disparus : <http://www.exdesaparecidos.org/aedd/testimonios/carlosgregoriolordkipanidsephp.php>, consulté en novembre 2014.

sur un membre de leur famille : une déclinaison d'actes inqualifiables visant à les anéantir moralement et physiquement en tant qu'individus. Afin de contribuer à ce que vérité et justice soient faites, de nombreux ex-détenus ont fait l'effort de témoigner à ce sujet. Un groupe d'anciennes détenues chiliennes ont notamment dénoncé collectivement le viol comme crime contre l'humanité, systématiquement commis dans les centres clandestins chiliens.¹ En Argentine, on retrouve également cette méthode : les crimes sexuels sont une constante et de nombreux témoignages en font état. Des ex-détenu(e)s de l'ESMA, ou encore du centre clandestin de détention « D2 », dans la ville de Córdoba, ont dénoncé une pratique particulièrement brutale de ces crimes :

« Les hommes du D2 voulaient que les détenus sachent qu'ils étaient en train de violer leurs femmes. Qu'ils n'aient plus aucun doute, qu'ils avaient été vaincus et que leur butin de guerre incluait également le fait de s'approprier des corps féminins, qui en l'occurrence, étaient aussi leurs corps en tant que militantes.²»

Les violences sexuelles, au Chili comme en Argentine, se sont ainsi déclinées de multiples façons.³ De nombreux témoignages inclus dans différents rapports et ouvrages font état de ces atrocités, inscrites elles aussi dans la logique du « crime des crimes ».

¹ Centre de Documentation du Musée de la Mémoire de Santiago. L'un des centres clandestins de détention de Santiago du Chili, la *Venda Sexy* également surnommé *La Discoteca*, pratiquait presque exclusivement ce type de tortures sexuelles.

² « Los hombres del D2 querían que los militantes presos supieran que estaban violando a sus mujeres. Que no tuvieran duda alguna de que habían sido vencidos y que el botín de guerra incluía la apropiación del cuerpo femenino, en este caso también el de las activas combatientes». LEWIN, Miriam, WORNAT, Olga, *Putas y guerrilleras*, Grupo Editorial Planeta, Buenos Aires, 2014, p. 525.

³ Ces violences pouvaient également impliquer des viols avec objets, voire avec des animaux, comme en font état différents témoignages oraux ou écrits (*Nunca Más* et *Informe sobre la Desaparición de Personas* en particulier).

c) Considérations finales

Les espaces concentrationnaires ont donc plongé les individus qui y ont été retenus prisonniers dans l'horreur et la sauvagerie. Malgré ces circonstances, de nombreux détenus ont enduré d'indicibles souffrances sans ne céder aucune information à leurs bourreaux, sans dénoncer leurs camarades.¹ Ils ont affronté quotidiennement des individus capables de toutes sortes d'abominations au nom d'une prétendue « sécurité nationale » et dont l'attitude dénotait le plus souvent un certain « plaisir » à posséder le pouvoir de vie ou de mort sur leurs semblables.² Une abondante production littéraire et audiovisuelle existe à ce sujet. De nombreux chercheurs et intellectuels de divers horizons, tels que le juge Baltasar Garzón, le journaliste Vicente Romero, la psychiatre Paz Rojas et bien d'autres encore, se sont tout particulièrement interrogés sur la mentalité et sur le profil psychologique des bourreaux chiliens et argentins. Étaient-ils des pervers, des monstres, des fous ? Cette question va bien au-delà de notre étude. Quoi qu'il en soit, du point de vue de nombreux survivants, les Krassnoff,³ les Romo,⁴ les Etchecolatz,⁵ ou les Acosta,⁶ étaient des individus qui « savaient très bien ce qu'ils faisaient⁷ » : ils étaient convaincus que tous les actes qu'ils commettaient étaient « légitimes », « justes⁸ », ou encore « nécessaires » pour lutter contre la « subversion ». C'est de cette même « banalité du mal », évoquée par la philosophe Hannah Arendt dans le cas des crimes nazis, dont il s'agit. En reprenant les termes de l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, nous pourrions également définir les tortionnaires argentins et chiliens comme des « bureaucrates de la douleur ».⁹

Il est très probable que la majorité de ceux qui n'ont pas survécu aux espaces concentrationnaires aient également disparu sans avoir parlé. Leur arme face à la barbarie a été le silence. C'est ce qu'a affirmé Enrique Mario Fukman lors du témoignage qu'il nous a livré à Buenos Aires, sans ne faire allusion pour autant à la notion « d'héroïsme » chez les survivants et les disparus :

¹ Certains détenus avaient en revanche parlé sous la torture et avaient, dans certains cas, accepté de collaborer avec les militaires. Entretiens avec Manuel Alonso, Enrique Mario Fukman, Erika Hennings, 29 et 23 octobre 2013, 3 mars 2011.

² Voir le documentaire *El alma de los verdugos*, réalisé par TVE.

³ Miguel Krassnoff, tortionnaire chilien impliqué dans de nombreuses violations de Droits de l'Homme au Chili, notamment dans la capitale.

⁴ Osvaldo Romo, un civil chilien ayant participé à des séquestrations et des tortures perpétrées par la DINA.

⁵ Miguel Etchecolatz, tortionnaire argentin impliqué dans de nombreuses violations de Droits de l'Homme.

⁶ Jorge Eduardo Acosta, surnommé « le Tigre », l'un des « chefs » au sein de l'ESMA, impliqué dans de nombreuses tortures. Certains détenus ont pu témoigner du fait qu'il se vantait d'avoir des conversations avec Dieu, qui lui disait qui il devait tuer ou non. Voir GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, *op.cit.*, p. 228.

⁷ Voir GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, *op.cit.* Les témoignages d'Adriana Calvo, d'Enrique Mario Fukman, de Nilda Eloy, de Margarita Cruz et d'Andrea Bello vont en ce sens.

⁸ Le terme de « juste » sera notamment employé par l'amiral argentin Eduardo Massera, lors du procès aux juntas militaires en 1985 : « Je ne suis pas venu pour me défendre. Personne n'a à se défendre pour avoir mené une guerre juste. Et la guerre contre le terrorisme subversif a été une guerre juste », dira-t-il.

⁹ Eduardo Galeano, *in* GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, *op.cit.* p. 119.

« La plupart des disparus n'ont pas parlé. Ici, il n'y a pas de héros, tout le monde a vécu la même terreur. Mais ils ont gardé le silence. Je crois que c'est cela qui est fondamental. Personne ne peut supporter la torture, mais on peut toujours garder le silence. Ils peuvent nous détruire, ils peuvent nous retourner le cerveau, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Mais chacun peut garder le silence.¹»

Les espaces concentrationnaires étaient donc les endroits où étaient retenus ceux que la société commençait déjà à appeler « les disparus ». « Disparaître » signifiait donc, en premier lieu, être emmené dans ces espaces clandestins et y subir les différents tourments que nous avons évoqués. Les « détenus-disparus » qui ont finalement été libérés des camps et ont pu avoir la vie sauve, après un temps de détention plus ou moins long, étaient surveillés en permanence par les forces armées ou les services de renseignement ou constamment victimes de différentes formes d'intimidation, de menaces ou de chantage.² Ils porteront toute leur vie le poids d'une expérience hautement traumatisante. Si de nombreux « ex-détenus-disparus » argentins et chiliens ont témoigné afin de contribuer à ce que justice et vérité soient faites, de nombreux survivants n'ont, en revanche, jamais pu parler de l'enfer qu'ils avaient vécu.³ L'étendue de ces crimes est considérable, dans la mesure où des dizaines de milliers de personnes ont été victimes de tortures dans les deux pays, ainsi qu'en rendent compte les différents rapports relatifs aux violations des Droits de l'Homme.

La plupart des « détenus-disparus », comme nous l'avons mentionné précédemment, ne reviendront donc jamais des centres clandestins de détention. En ce sens, le terme de « disparition » correspond également à une méthode d'extermination planifiée. Cet aspect fera l'objet du chapitre suivant.

¹ « La mayoría de los desaparecidos cerraron la boca. Acá no existen héroes, todos han tenido el mismo terror, pero cerraron la boca. Creo que ése es el tema fundamental. La tortura no es bancable, pero podés cerrar la boca, te pueden hacer mierda, te pueden lavar la cabeza, te pueden hacer lo que quieran, vos podés cerrar la boca. ». Entretien avec Enrique Mario Fukman, Buenos Aires, 23 octobre 2013.

² Le cas de Carlos Lordkinpanidse et Liliana Pellegrino en est l'illustration parfaite. L'épouse de Carlos Lordkinpanidse, Liliana Pellegrino, détenue à l'ESMA en même temps que son mari puis libérée, était constamment surveillée et visitée par le préfet Hector Febres. Carlos Lordkinpanidse était toujours détenu. Febres a ainsi abusé de Liliana de façon réitérée, menaçant également de tuer son mari si celle-ci ne consentait pas à avoir des rapports sexuels avec lui. Témoignage de Carlos Lordkinpanidse, disponible en ligne sur le site de l'Association des Ex-détenus disparus (*Asociación de Ex-Detenidos Desaparecidos*) : <http://www.exdesaparecidos.org/aedd/testimonios/carlosgregoriolordkipanidsephp.php>, consulté en novembre 2014.

³ C'est ce que nous a notamment confié Manuel Alonso, le 29 octobre 2013, à Buenos Aires.

CHAPITRE DEUX :

LA DISPARITION FORCÉE DE PERSONNES EN TANT QU'EXTERMINATION MASSIVE ET CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Nous nous intéresserons au cours de ce chapitre à la problématique de la disparition forcée de personnes en tant que « crime de masse » en Argentine et au Chili et à ses conséquences psychosociales,¹ sur un plan individuel et collectif.

I. « L'après » des centres clandestins

À l'issue de leur détention, les victimes des centres clandestins vont, pour la plupart, perdre la vie dans différentes circonstances. Si la torture et les mauvais traitements ont raison de certains détenus, la plupart d'entre eux sont maintenus en vie et sont exécutés sur décision de leurs tortionnaires, lorsque ces derniers jugent « inutile » de continuer à les interroger. L'objectif final des militaires argentins et chiliens, au terme de leurs activités criminelles au sein des centres de détention, est de se défaire des victimes et de leurs corps ; de sorte que puissent perdurer l'impunité et la désinformation : dans l'esprit des bourreaux, « pas de corps, pas de crime ».

A) Une mort anonyme et sans sépulture : les « transferts » ou « vols de la mort »

Le terme de « transfert² » est particulièrement usité par la junte militaire argentine au sein des centres clandestins : il fait référence à l'exécution des détenus. Le recours aux mensonges, aux détours de langage et aux euphémismes est en effet une constante pour les militaires jusqu'au moment de l'exécution de leurs captifs. Ces stratégies permettent aux tortionnaires de banaliser leurs actes et de cacher aux détenus la réalité de leur situation. De nombreux témoignages de survivants attesteront du caractère systématique du « transfert » et des mensonges qui y sont associés. Par exemple, celui de Miriam Lewin :

« La plupart des personnes séquestrées suivaient un circuit qui était : l'enlèvement, la torture, les interrogatoires et après le 'transfert'. Ils nous disaient qu'ils étaient envoyés dans d'autres centres de détention, plus grands, dans le sud, des sortes de 'fermes'.³ »

De vagues explications, systématiquement mensongères, sont ainsi fournies aux détenus sur le point d'être « transférés ». Les militaires leur expliquent qu'ils vont être déplacés, ou encore promettent aux prisonniers qu'ils seront libérés après le « transfert ». Ainsi, Eva Ulmann, le 17 novembre 1977, confiera à ses camarades : « Ils vont me transférer. Ils m'ont dit qu'ils m'envoiaient dans une prison ; d'après ce qu'ils m'ont

¹ Le caractère psychosocial des conséquences des crimes de disparition forcée a été mis en exergue par de nombreux chercheurs et spécialistes de la santé mentale et des Droits de l'Homme et tout particulièrement par des spécialistes chiliens et argentins. C'est pourquoi nous y accorderons une grande importance dans notre étude et pourquoi nous avons choisi d'étudier les « répercussions » des disparitions sous cet aspect, l'aspect psychosocial.

² Ce terme a également été employé par les criminels nazis.

³ Témoignage de Miriam Lewin, documentaire d'Alexandre Valenti, *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, diffusé par la chaîne française France 5, le 5 avril 2013.

dit, ma détention sera plus longue, mais au moins, je pourrai voir mon fils¹». La jeune femme disparaît.

Bon nombre de survivants ont eux aussi entendu, par hasard, les militaires faire mention du « transfert » de certains de leurs compagnons et ont pu se rendre compte de leur brusque disparition du camp. Oscar Alfredo González et Horacio Guillermo Cid de la Paz en témoignent dans l'ouvrage *Argentine, témoignages sur les camps de détention secrets*, réalisé par Amnesty International en 1980. Enrique Mario Fukman avec qui nous sommes entretenue, en témoigne lui aussi dans l'ouvrage réalisé par le juge Baltasar Garzón et le journaliste Vicente Romero, *El alma de los verdugos*, :

« Au sujet de nos camarades que, du jour au lendemain, nous ne voyions plus, ils nous disaient qu'ils avaient été transférés ailleurs, quelque part où ils seraient mieux. C'est là que nous avons commencé à savoir ce que voulait dire le mot « transfert » : cela signifiait que nous ne les reverrions plus jamais.²»

Commode euphémisme que ce terme de « transfert », employé par les militaires y compris en présence des détenus et qui fait écho à d'autres codes du jargon militaire : la « solution finale » ou « le vol ». Deux noms évoquant une même méthode par laquelle les militaires exterminent ceux qu'ils ont retenu en détention et se défont de leurs corps, afin que ceux-ci ne soient jamais retrouvés.

Cette extermination massive, calculée et planifiée, implique encore une fois une succession de mensonges. Les détenus informés de leur « transfert » s'entendent dire qu'on va leur effectuer une injection, destinée, selon les explications que leurs bourreaux leur fournissent, à les tranquilliser pendant le long voyage qui les attend.³ Cette mystérieuse injection est en réalité une puissante drogue, le Penthotal, qui va les rendre inconscients au moment des « vols ». Adolfo Scilingo, militaire argentin repent, est le seul militaire à avoir témoigné à ce sujet et à avoir décrit ces « vols » de façon terriblement précise :

« Tous les mercredis, il y avait un vol. Et des officiers étaient désignés à tour de rôle pour se charger de ces vols, de façon à ce que le plus grand nombre d'officiers de la Marine y participent. Ceux qui, le mardi, c'est à dire la veille, étaient désignés pour être exécutés, étaient emmenés à l'aéroport de Buenos Aires, l'Aeroparque, endormis, ou plutôt à moitié endormis par une dose de somnifère et trompés, parce qu'on leur faisait croire qu'ils allaient être emmenés dans une prison dans le sud du pays. Pendant le vol, on leur administrait une deuxième dose très puissante de somnifère, qui les endormait complètement, on les

¹ AMNESTY INTERNATIONAL, *Argentine, témoignages sur les camps de détention secrets*, Londres, EFAI, 1980, p. 41.

² « Sobre los compañeros que faltaban de golpe nos decían que los habían trasladado a otro lado donde iban a estar mejor. Ahí fue cuando empezamos a conocer el significado de la palabra *traslado* : significaba que nunca más los volveríamos a ver. Y eso lo conocimos por los guardias». Enrique Mario Fukman, in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 182.

³ Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets*, Londres, EFAI, 1980, p. 42.

déshabillait et lorsque le commandant de l'appareil donnait l'ordre, en nous informant que nous étions au-dessus d'une zone d'eaux profondes, on jetait les corps à la mer, un par un. Comme cela, froidement. Cyniquement. Ça, c'était la méthodologie qu'a créée la Marine argentine. Il ne s'agissait pas d'une bande, ni d'un groupe, mais de la Marine argentine qui a mis en place ce système de la même façon que les nazis ont créé, à l'époque, les chambres à gaz. La Marine argentine a créé cette méthode. Et c'est une méthode que nous avons utilisée pour éliminer environ quatre mille personnes, c'est à peu près le nombre de victimes de l'ESMA. Et moi, j'ai participé à deux vols et je suis responsable d'avoir jeté à l'eau treize personnes la première fois et dix-sept personnes la deuxième.¹»

Scilingo confiera également au journaliste argentin Horacio Verbitsky qu'entre quinze et vingt personnes ont ainsi été systématiquement « transférées »,² tous les mercredis, pendant deux ans et jetées en pleine mer. Drogées, mais en vie.

Lors de l'entretien qu'il a accordé au juge espagnol Baltasar Garzón et au journaliste Vicente Romero, Carlos Lordkipanidse, l'un des survivants de l'ESMA, a insisté sur l'importance de cette planification criminelle chez les bourreaux argentins :

« On considère que cinq mille personnes ont été détenues à l'ESMA et ont disparu. Cinq mille cadavres jetés à la mer qui à un moment ou un autre allaient être retrouvés. Cependant, ces gens ont tout planifié, en allant jusqu'à étudier les niveaux de profondeur, les courants marins et toute une série de données techniques pour tracer une route aérienne qui leur permettrait de jeter les corps à la mer, à un endroit précis où il était certain que les cadavres ne remonteraient pas. Ils ont agi de façon tellement préméditée qu'ils ont même pensé à cela. Pourquoi les prisonniers devaient-ils être vivants quand ils ont été jetés à la mer ? Parce que s'ils les jetaient morts, avec les poumons pleins d'air, les corps flotteraient. En revanche, avec une personne encore en vie, les poumons se remplissent d'eau et elle coule immédiatement. Ceci produit aussi un effet de décomposition qui, en plus de l'action des courants marins, empêche que les

¹ « Todos los miércoles se hacía un vuelo. Y se designaba en forma rotativa a distintos oficiales para hacerse cargo de los vuelos, de forma que la mayor cantidad posible de integrantes de la Armada pasaran por ellos. Los que el día martes, o sea un día anterior, eran designados para morir, eran llevados al aeropuerto de la ciudad de Buenos Aires, el aeroparque, dormidos o semidormidos mediante una leve dosis de somnífero, y engañados haciéndoles creer que iban a ser llevados a una prisión del sur. Una vez en vuelo se les administraba una segunda dosis muy poderosa, quedaban totalmente dormidos, se les desvestía, y cuando el comandante de la aeronave daba la orden informando de que estábamos en una zona de mar adentro, se los arrojaba al mar uno por uno. Así, fría y cínicamente. Ésa es la metodología que ideó la Armada argentina. No fue una banda, no fue un grupito, sino la Armada argentina que instrumentó ese sistema del mismo modo que los nazis en su momento crearon las cámaras de gas. La Armada argentina creó este método. Y ese método es el que usamos para eliminar a alrededor de cuatro mil personas, lo que yo estimo de la Escuela de Mecánica. Y yo participé en dos vuelos y soy responsable de trece personas en el primero y diecisiete en el segundo ». Adolfo Scilingo in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 469.

² Horacio Verbitsky, *Il volo. Le rivelazioni di un militare pentito sulla fine dei desaparecidos*, Rome, Fandango libri, 2008, p. 51.

corps ne remontent à la surface. Autrement dit, ils ont étudié cela dans les moindres détails.¹»

Les « vols de la mort » n'étaient pas la seule méthode utilisée par les militaires pour se débarrasser des corps de leurs victimes. Selon l'historien Franck Lafage,² certaines auraient été incinérées.³ Adolfo Scilingo a lui aussi confié au journaliste argentin Horacio Verbitsky que l'armée argentine avait eu recours à des fours crématoires pour faire disparaître certains corps.⁴ Un procédé qui n'est pas sans rappeler de nombreuses pratiques génocidaires, notamment celles des nazis. Pendant sa détention à l'ESMA, Enrique Mario Fukman a lui aussi entendu les militaires faire mention de ces fours :

« Les gardes eux-mêmes nous ont parlé du four où ils brûlaient les cadavres et nous ont dit que lorsque nous entendions des explosions, c'était parce qu'ils dynamitaient les corps de nos camarades.⁵»

Au Chili, le plus souvent, les victimes étaient emmenées hors des centres clandestins pour être exécutées près de l'endroit où elles seraient ensuite enterrées. L'exécution se réalisait la plupart du temps à l'arme à feu : mitraillette ou bien pistolet. D'après certains témoignages, les victimes faisaient l'objet, là encore, de violences morales, de moqueries et d'humiliations, jusqu'au moment de leur assassinat.⁶ Les corps de ces détenus-disparus seront fréquemment enterrés dans des fosses communes. Dans d'autres cas, ils seront enterrés dans des cimetières sous l'épithète « N.N », qui correspond au latin *Nomen Nescio*⁷ : nom inconnu. Ces sépultures anonymes ou clandestines étaient monnaie courante.⁸ Quant aux « vols de la mort », ils étaient eux aussi fréquemment pratiqués au Chili, de façon similaire à l'Argentine. Le rapport Vérité et Réconciliation stipule que les militaires chiliens avaient eux aussi coutume d'administrer de puissants

¹ « Estamos hablando de que en la ESMA pasaron cinco mil personas, cinco mil detenidos que desaparecieron. Cinco mil cadáveres tirados al mar que en algún momento tendrían que aparecer. Sin embargo, esta gente planificó la cuestión hasta el punto de estudiar los niveles de profundidad, las corrientes marinas, y una serie de datos técnicos para trazar una ruta aérea que les permitiera arrojar al mar los cuerpos en un lugar concreto con la seguridad de que no aparecieran. Todo fue tan premeditado que incluso pensaron en eso. ¿ Por qué tenían que estar vivos los prisioneros cuando los arrojaban al mar ? Porque si los arrojaban muertos, con los pulmones llenos de aire, flotarían. En cambio, a una persona viva se le llenan los pulmones de agua e inmediatamente se hunde. Además eso produce un proceso de descomposición que, junto a la acción de las corrientes marinas, evita que los cuerpos salgan a la superficie. O sea que estudiaron hasta el mínimo detalle». Carlos Lordkipandse, in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 179.

² Franck Lafage est diplômé en sciences politiques et docteur en philosophie du droit.

³ Franck Lafage, *L'Argentine des dictatures 1930-1983, pouvoir politique et idéologie contre-révolutionnaire*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1991, p. 121.

⁴ Horacio Verbitsky, *Il volo. Le rivelazioni di un militare pentito sulla fine dei desaparecidos*, Rome, Fandango libri, 2008, p. 51.

⁵ « Los propios guardias nos comentaron también lo del horno donde quemaban los cadáveres, y que cuando escuchábamos explosiones era porque se dinamitaban los cuerpos de compañeros. ». Enrique Mario Fukman, in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 182.

⁶ Voir *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, p. 750.

⁷ Voir <http://www.elcolombiano.com/proyectos/vidaymuerte/notas/nn.htm>, consulté le 9 novembre 2014.

⁸ Les fosses communes et les tombes portant l'épithète N.N étaient monnaie courante en Argentine également.

sédatifs aux détenus. Après quoi, ces derniers étaient emmenés en hélicoptère. Une fois que l'appareil survolait l'océan, les militaires y jetaient leurs victimes, après leur avoir ouvert le ventre à l'arme blanche pour éviter que les corps ne remontent à la surface.¹

À l'instar du capitaine de corvette Adolfo Scilingo, un seul militaire chilien repenté a témoigné au sujet de ces vols. Il s'agit de Juan Molina²:

« Quand la camionnette est arrivée, ils m'ont fait descendre de l'hélicoptère, afin que je ne voie pas comment ils chargeaient les corps, parce que des civils le faisaient. Même si je pense qu'en réalité c'était des militaires habillés en civil, des agents de la DINA. Ils avaient pour mission de mettre les corps dans l'hélicoptère et une fois qu'ils avaient fini, ils nous disaient que nous pouvions monter. Les pilotes savaient où il fallait les lancer. Les deux fois où j'ai participé, cela s'est passé presque dans le centre de Santiago et cela s'est déroulé de la même façon. De la même façon. Ces personnes ont agi exactement de la même façon pour les deux vols. [...] De par les conversations que nous avons pu avoir, nous savons que c'est en 1974 et 1975 qu'on a jeté le plus de personnes à la mer. Je crois qu'il y a dû en avoir des centaines, mais je ne sais pas exactement combien. Je pourrais dire qu'il y en a eu 400, mais je suis peut-être en dessous du nombre. Il y en a forcément eu des centaines parce que les vols ont commencé en 1973 et bien que ceux auxquels j'ai participé aient été les derniers, en 1980 on jetait toujours des corps à la mer.³»

Les vols de la mort ont donc entraîné la disparition de plusieurs milliers de personnes, au Chili comme en Argentine, comme le révèlent bon nombre de rapports officiels. Si certains corps ont finalement été refoulés par les eaux et sont apparus sur les côtes, notamment sur les côtes uruguayennes en 1976, la majorité des victimes des vols ont disparu à jamais dans les eaux de l'Océan Pacifique⁴ ou du Río de la Plata.

¹ Voir *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, p. 751. Cette pratique était également utilisée par les militaires français lors de la Guerre d'Algérie, comme le montrent les recherches de Marie-Monique Robin.

² Les travaux de Baltasar Garzón et Vicente Romero soulignent le fait que Juan Molina n'ait pas encore été jugé.

³ « Cuando llegó la camioneta me hicieron salir del helicóptero para que no presenciara la forma en que subían los cuerpos. Porque para hacer eso había civiles, aunque yo pienso que eran militares vestidos de civiles, gente de la DINA. Ellos tenían la misión de poner los cuerpos en el helicóptero y, una vez que habían acabado, nos comunicaban que subiéramos. Los pilotos sabían donde había que lanzarlos. En las dos oportunidades que me tocó a mí fue casi central a Santiago, y fueron lanzados de la misma forma. De la misma forma. Esa gente operó exactamente igual en los dos vuelos. [...] Por las conversaciones que tuvimos, en el 74 y el 75 fue cuando se lanzó mas gente al mar. Bueno, yo creo que debieron de ser centenares de personas pero no tengo la seguridad de cuántas. Puedo decir que 400, pero a lo mejor me quedo bajo. Tienen que ser centenares porque esto empezó en el 73 y, aunque los que a mí me tocaron fueron los últimos, en el 80 todavía se arrojaban cuerpos al mar » Juan Molina, in GARZÓN, Baltazar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008, p. 482.

⁴ Au Chili, les militaires entreprenaient parfois d'attacher le corps de la victime à des morceaux de rails, très lourds, de façon à ce qu'il ne remonte pas à la surface. Le cinéaste Patricio Guzmán dénonce cette pratique dans son long métrage *Le bouton de nacre* (2015).

Au Chili comme en Argentine, les exécutions pouvaient également être « déguisées » et devenir synonymes de manipulation de l'opinion publique. Certains détenus, par exemple, étaient exécutés collectivement sans que leurs corps ne soient enterrés : l'objectif des militaires était de faire croire à un affrontement entre mouvements révolutionnaires et de persuader à la société que les personnes retrouvées sans vie s'étaient entre-tuées. Ainsi, les militaires continuaient à entretenir l'idée d'une permanente « menace terroriste » dans leur pays, tout en se déchargeant de toute responsabilité quant à ces assassinats. Le rapport de la CONADEP stipule que les détenus à qui les militaires réservaient ce sort étaient mieux traités à la fin de leur captivité. Ils mangeaient mieux, ils étaient moins brutalisés, ils pouvaient avoir accès à une meilleure hygiène, se laver, se raser, de façon à ce que l'opinion publique croie au mensonge des militaires et ne puisse supposer, par leur apparence physique, qu'ils avaient en réalité été retenus prisonniers et victimes de tortures. Pour les détenus eux-mêmes, il s'agissait également d'une stratégie mensongère : l'amélioration des traitements leur laissait croire qu'ils seraient bientôt libérés.¹

En 1978, au Chili, à l'issue des confessions d'un policier repent, des représentants du Vicariat de la Solidarité² ainsi que deux journalistes découvrent les corps de quinze agriculteurs que la junte avait cachés dans les anciens fours à chaux du village de Lonquén, près de Santiago. Cette découverte affole alors le dictateur Augusto Pinochet, qui craint de perdre toute crédibilité si la société civile et les associations de Droits de l'Homme découvrent d'autres fosses communes et charniers. Il ordonne donc de les « nettoyer » et de déplacer tous les corps enterrés. Dans tout le pays, les commandants de bases militaires détachent des patrouilles qui vont déterrer les victimes, les incinérer, les dynamiter ou les jeter à la mer.³ Cette opération, baptisée *Retiro de Televisores*,⁴ peut rendre compte, encore une fois, des nombreux procédés de manipulation et de contrôle de l'opinion publique menée par les junte militaires.

Les disparitions forcées, qui réunissent extermination, impunité, mensonge et désinformation, se poursuivent pendant plusieurs années. Leurs conséquences psychosociales sont nombreuses à l'échelle de la société toute entière. Nombreuses sont les institutions qui tenteront de faire la lumière sur le « crime des crimes », comme nous le verrons au cours de ce chapitre.

¹ CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 73

² Organisme d'aide aux familles de disparus, que nous évoquerons à nouveau au cours de ce chapitre.

³ FORTON, Jac,

⁴ « Retrait des téléviseurs ».

B) Le cas particulier des femmes enceintes en Argentine

Dans leur traque paranoïaque du « marxisme » et de la « subversion », les juntes militaires argentine et chilienne n'épargnent ni les hommes, ni les femmes, ni les adolescents. Ni même les femmes enceintes. De futures mères ont elles aussi été retenues prisonnières dans les centres clandestins de détention. Au Chili, dix femmes enceintes ont disparu, sans que quiconque ne puisse obtenir d'information à leur sujet, ni au sujet du bébé qu'elles portaient.¹ En Argentine, ce sont des centaines de femmes enceintes qui ont disparu : 3% du total des victimes. En d'autres termes, une femme disparue sur dix était enceinte au moment de sa détention.² Dans les centres clandestins de détention argentins, elles ont fait l'objet d'un traitement particulier.

En Argentine, tout comme au Chili, les femmes enceintes n'échappent pas aux interrogatoires. À l'instar de tous les autres détenus, elles subissent elles aussi toutes sortes de tortures.³ L'objectif des militaires est toutefois de les maintenir en vie jusqu'au terme de la grossesse. Leur accouchement se déroule la plupart du temps dans les pires conditions : dans leur cellule, le plus souvent enchaînées ou les yeux bandés. Elles sont parfois assistées d'une autre détenue ou encore d'un médecin ou d'un gynécologue complice des militaires. Elles ne sont pas « transférées » avant que leur enfant ne naisse.⁴

Après l'accouchement, le nouveau-né et sa mère sont très rapidement séparés : quelques semaines, quelques jours, voire, dans certains cas, quelques heures après sa naissance. Les militaires recourent alors, une fois de plus, à des stratégies de mensonge : ils font croire à la jeune mère que le bébé va être remis à sa famille. Le plus souvent, ils demandent à celle-ci d'écrire une lettre dans laquelle elle doit stipuler à qui le bébé doit être confié :

« Febres disait à nos camarades qui venaient d'accoucher qu'elles devaient écrire une lettre expliquant à qui elles voulaient laisser l'enfant, quel prénom elles lui donnaient. Et ça, c'était quelque chose de rassurant pour elles.⁵»

¹ ROJAS, Paz, ORTIZ Maria Luisa, *Todas íbamos a ser reinas*,

² Il se peut également que, parmi ces statistiques, d'autres femmes aient été enceintes sans que leur entourage n'ait eu connaissance de cette grossesse. Entretien avec Juan Carlos Martinez, 2 novembre 2013.

³ C'est notamment ce qu'à confié Adriana Calvo, ex-détenue, à Baltasar Garzón et Vicente Romero : « J'ai été avec d'autres camarades enceintes qui ont été sauvagement torturées et les bourreaux savaient qu'elles étaient enceintes ». (« Yo estuve con otras compañeras embarazadas que fueron salvajemente torturadas, y los verdugos sabían que estaban embarazadas »). GARZÓN, Baltasar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, op.cit., p. 158. L'activiste Nora Cortiñas, au cours de différents entretiens que nous avons eus avec elle, a elle aussi fait mention de tortures infligées aux femmes enceintes.

⁴ Mentionnons toutefois le cas particulier de Marta Vaccaro. Celle-ci aurait été emmenée dans un « transfert collectif » en janvier 1979, en état de grossesse avancée. Voir *Amnesty international, Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets*, op.cit.

⁵ Témoignage d'Alicia Milia, in *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, documentaire d'Alexandre Valenti, op.cit.

Tous les enfants nés en détention seront en réalité systématiquement remis à d'autres familles : des couples de civils ou de militaires sans enfants. Cette méthodologie correspond au « Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés » mis en place par la dictature. Un plan par lequel les militaires décident de s'approprier les enfants de ceux qu'ils considèrent comme « des subversifs ». En d'autres termes, les enfants de personnes jugées incapables d'éduquer selon les valeurs « chrétiennes et occidentales » prônées par le régime. La junte prétend ainsi « sauver » ces nouveaux-nés d'une « éducation marxiste » ; elle en fait un butin de guerre.¹ Miriam Lewin, dans un documentaire réalisé par Alexandre Valenti, restitue les propos des militaires au sujet de leur plan de vol d'enfants : « Si ces bébés grandissent dans vos familles, ils vont être éduqués dans la haine. Nous, nous allons les éduquer dans de bonnes familles, des familles de pensée chrétienne-occidentale, respectueuses des valeurs que nous défendons.²».

Les jeunes mères privées de leurs bébés vont ensuite, à leur tour, « disparaître ». Le Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés, l'une des facettes les plus occultes du terrorisme d'État argentin, devient donc synonyme d'extermination pour les jeunes mères et de violation de l'identité pour le nouveau-né.

En Argentine, une femme enceinte a miraculeusement pu survivre à ce plan systématique. Il s'agit d'Adriana Calvo de Laborde. Séquestrée en état de grossesse avancée, le 4 février 1977, elle met sa fille au monde deux mois plus tard, le 15 avril, dans une voiture de police, alors que les forces armées la transfèrent d'un centre clandestin à un autre.³ Adriana et sa fille Teresa seront libérées treize jours plus tard :

« D'après ce que nous savons, mon cas a été le seul où un bébé né en camp de concentration a finalement été libéré avec sa mère. Ce que sont devenus ces bébés après leur naissance est aujourd'hui évident.⁴»

Consciente du fait que sa mise en liberté et celle de sa fille ont relevé du miracle, Adriana Calvo est devenue un précieux témoin. Dès le retour de la démocratie, elle dénoncera l'enfer que les futures mères vivaient dans les espaces concentrationnaires. Son expérience de détention en tant que femme enceinte, si elle fait écho à ce qu'ont vécu d'autres ex-détenues, en fait l'un des témoins les plus directs de la pratique du vol d'enfants et de bébés. Elle permet de révéler certains aspects particuliers de ce plan et d'en confirmer le caractère systématique et prémédité :

¹ Le terme de « butin de guerre » (*botín de guerra*) a été retenu par de nombreuses associations de Droits de l'Homme, en particulier par les Grands-mères de la Place de Mai, qui ont donné ce titre à l'un des ouvrages publiés par leur association.

² « Si crecen en sus familias, van a ser educados en el odio, mientras que nosotros los vamos a criar en buenas familias, de pensamiento cristiano occidental, respetuosas de los valores por los que peleamos... » Miriam Lewin, *in Argentine, les 500 bébés volés de la dictature, op.cit.*

³ Adriana Calvo de Laborde avait été détenue dans la province de Buenos Aires, à La Plata.

⁴ « Hasta donde sabemos, mi caso es el único en que un bebé nacido en un campo de concentración fue liberado junto con su madre. El destino posterior de los chicos, hoy es evidente ».

Témoignage d'Adriana Calvo, disponible sur le site web de l'Association de ex-Detenidos Desaparecidos, <http://www.exdesaparecidos.org/aedd/testimonios/acalvo.php>, consulté le 23 novembre 2014.

« L'information recueillie par l'association des Ex-Détenus-Disparus et qui a été confirmée par ma propre expérience révèle que la grossesse d'une femme ne la protégeait pas de la torture ni ne la rendait moins violente. Pratiquement toutes les femmes enceintes devaient accoucher à même le sol, ou bien la tête recouverte de la « capuche » et attachées à une table, toujours entourées de soldats qui contemplaient le spectacle. Cependant, comme les bébés étaient considérés comme un butin de guerre, dans certains camps, le traitement et la nourriture qu'elles recevaient pouvaient dépendre de leur physique : celles qui étaient jeunes, belles, blondes, qui avaient de grands yeux. Parce qu'ils attendaient que ces femmes leur fournissent de beaux et sains bébés pour qu'ils puissent les déclarer comme leurs propres enfants, les offrir à leurs supérieurs ou bien les vendre au meilleur prix. Peu après l'accouchement, de quelques heures à deux ou trois jours, le bébé était enlevé à sa mère et les militaires lui disaient qu'il allait être remis à quelqu'un de sa famille. Ensuite, la mère était éliminée. Je me souviens, par exemple, du cas d'Inés Ortega. Plusieurs heures après le début du travail, elle a été emmenée dans une salle qui était aussi utilisée pour les tortures et elle a donné naissance à un garçon. Nous, nous entendions ses cris, ce que disait le médecin et les pleurs du bébé. Le lendemain, le bébé devait être remis à ses grands-parents. Inés n'est jamais revenue dans notre cellule. Ils ont disparu, elle et son bébé.¹»

Par la mise en œuvre de ce plan systématique, environ cinq cents bébés seront arrachés à leur mère et à leur véritable identité. D'ordinaire, le père de l'enfant disparaît lui aussi, de façon quasi-systématique. Victimes directes de la junte militaire dès leur plus jeune âge, ces enfants considérés comme un « butin de guerre » seront remis à d'autres familles. Nous consacrerons le second chapitre de notre deuxième partie à certains de ces fils et filles de disparus ayant grandi sous une autre identité et n'ayant pris connaissance de leur véritable origine que des années plus tard.

¹ « La información recogida por la Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos y confirmada por mi propia experiencia indica que el embarazo no impedía la tortura ni la hacía menos violenta. Casi todos los partos se producían en el suelo o con la detenida encapuchada y atada sobre alguna mesa, siempre rodeada de guardias que contemplaban el espectáculo. Sin embargo, como los bebés eran considerados botín de guerra, en algunos lugares el trato y la cantidad de comida que recibían las embarazadas dependía mucho de su aspecto : se privilegiaba a las que eran jóvenes, bonitas, rubias, con ojos grandes. Porque ellos esperaban que esas mujeres les proporcionaran criaturas hermosas y saludables para retenerlas como propias, para ofrecérselas a sus superiores o para venderlas al mejor precio. Pocas horas después del parto, que podían llegar a dos o tres días, le quitaban el niño a la madre diciendo que iba a ser entregado a su familia. Y la eliminaban. Recuerdo, por ejemplo, el caso de Inés Ortega. Muchas horas después de que comenzara su trabajo de parto se la llevaron al mismo cuarto que usaban para torturar y allí tuvo un varón. Nosotras oíamos sus gritos, las voces del médico y el llanto del bebé. Al día siguiente se lo entregarían a sus abuelos. Inés nunca volvió a nuestra celda. Desaparecieron ella y su bebé ». Le fils d'Inés Ortega, Leonardo Ortega Fossati, sera identifié en 2004. Il avait grandi dans une autre famille et sous un autre nom. GARZÓN, Baltasar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, op.cit., p. 158.

C) Des bilans humains désastreux

Un certain nombre d'estimations, permettant de recenser le nombre de victimes selon l'année de leur détention, leur appartenance à un parti politique, leur profession, leur âge ou encore leur sexe ont été établies par les différents rapports officiels sur les violations des Droits de l'Homme en Argentine et au Chili. Ils ne rendent pas nécessairement compte des mêmes données au sujet des disparus.¹ Quoi qu'il en soit, ces documents peuvent permettre de mettre en lumière l'ampleur des exactions entraînées par le terrorisme d'État dans les deux pays.

Selon le rapport officiel chilien de la Commission Vérité et Réconciliation (1993), 17,89% des personnes disparues sous le régime Pinochet étaient membres du Parti Socialiste, 16,41% membres du Parti Communiste et 17,71% militaient au sein du MIR. La période la plus répressive correspond aux années 1973-1977, années pendant lesquelles la DINA possédait le monopole de la violence d'État : exactions, assassinats et disparitions ont alors été perpétrés en masse. Au cours de l'année 1974, le MIR constitue la principale cible de la junte. En 1975, la répression s'oriente vers le Parti Socialiste, puis vers le Parti Communiste en 1976. Enfin, selon le rapport, 43,47% des victimes (c'est à dire une très large majorité) n'étaient affiliées à aucun mouvement politique.

Le rapport argentin de la CONADEP, quant à lui, sans préciser si les victimes étaient affiliées à quelque parti ou mouvement politique, révèle que la majorité des disparus sont des ouvriers (30% des personnes disparues) et des étudiants (21%). La dictature a été particulièrement sanglante dans ses premières années, alors que Jorge Rafael Videla était le chef de la junte.² Entre 90% et 95% des victimes disparaîtront entre 1976 et 1978 et plus particulièrement en 1976 et 1977 ; 80% du nombre total des victimes.

¹ Dans cette partie, nous nous intéressons particulièrement aux données concernant les détenus-disparus. Il est loisible de souligner que les disparitions forcées ne constituent pas le seul « bilan humain » des dictatures chilienne et argentine. Aux disparitions forcées s'ajoutent, bien entendu, une infinité d'autres crimes : les dizaines, voire les centaines de milliers de cas de tortures, d'exécutions sommaires, de vols, ou encore d'exil forcé font également partie du bilan humain désastreux des dictatures civico-militaires.

² Voir María Seoane et Vicente Muleiro, *El dictador, la historia pública y secreta de Jorge Rafael Videla*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2001, p. 232. Jorge Rafael Videla a été le principal chef de la junte militaire, de 1976 à 1981. Dès 1981, face au marasme politique et économique, plusieurs généraux vont se succéder sur de brèves périodes, jusqu'à la fin de la dictature en 1983 : Roberto Viola, Leopoldo Galtieri, Reynaldo Benito Bignone.

Que ce soit au Chili ou en Argentine, la grande majorité des victimes sont de jeunes, voire de très jeunes adultes : 73,4% des détenus-disparus au Chili ont entre 16 et 35 ans au moment où ils disparaissent.¹ En Argentine, les victimes sont, en moyenne, encore plus jeunes : 81,39% des disparus ont entre 16 et 35 ans.²

Nous souhaitons mettre ces données en exergue dans notre travail dans la mesure où elles peuvent montrer que la plupart des disparus étaient en âge d'être pères et mères. Bon nombre d'entre eux étaient, de fait, parents ; en particulier de jeunes enfants, voire de bébés. Nos travaux de recherches n'ont pas permis d'établir de façon précise quelle était la proportion des disparus qui étaient effectivement parents. Ces informations, par ailleurs, ne sont pas davantage retenues par les organismes médico-légaux qui tentent de retrouver et d'identifier les disparus, dans la mesure où il ne s'agit pas d'éléments susceptibles de les aider dans ce travail de recherche des corps. L'anthropologue argentin Carlos Somigliana nous a fait part de cette problématique lorsque nous nous sommes entretenue avec lui à Buenos Aires.³

Nous souhaitons également souligner les informations relatives au sexe des victimes, présentes dans les deux rapports. Au Chili, 94% des victimes sont des hommes, 6% sont des femmes. Parmi elles, dix étaient enceintes et ont disparu sans que rien ne puisse se savoir au sujet du bébé qu'elles portaient. En Argentine, le nombre de femmes disparues sous la dictature est plus important, dans la mesure où il représente 30 % des victimes. Dans les deux pays et de façon presque systématique dans le cas argentin, dès lors qu'un militant était marié ou en couple, sa compagne devenait elle aussi une cible de la dictature, même si cette dernière n'appartenait à aucun parti ou mouvement politique. Le nombre de femmes disparues est donc plus conséquent en Argentine. Par ailleurs, une sur dix était enceinte, soit 3% du total des victimes : le nombre de femmes enceintes disparues est estimé à environ cinq cents par les organismes de Droits de l'Homme (notamment par les Grands-mères de la Place de Mai, dont nous reparlerons). De ce fait, ces institutions estiment que cinq cents fils et filles de disparus ont été « volés » par les militaires.⁴

¹ D'après les chiffres donnés par la Commission Nationale « Verdad y Reconciliación ». Voir *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2*, pp. 1364-1365.

² D'après les chiffres donnés par la Conadep. Videla considérait également que toute l'armée devait prendre part aux crimes de la Guerre Sale, dans la mesure où ceux-ci représentaient un « devoir patriotique ». Voir CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1985, p. 298.

³ Entretien avec Carlos Somigliana, Buenos Aires, 4 décembre 2012.

⁴ Voir le site officiel de l'association Abuelas de Plaza de Mayo, www.abuelas.org, consulté régulièrement entre 2012 et 2014.

II. La Disparition Forcée de Personnes : une expérience humaine hautement déstructurante

A) Les disparitions : quels impacts d'un point de vue psychosocial ?

« Les effets psychologiques de la répression ne peuvent être compris que du point de vue de leur imbrication dans le traitement social et collectif des faits et discours produits pendant et après la dictature militaire. »

(Diana Kordon.)

Nous nous intéresserons ici aux différentes significations psychosociales de la disparition forcée, crime dont les facettes et les rouages sont nombreux. Son application en tant que méthode d'extermination de masse a de telles conséquences sur les individus et les sociétés humaines, qu'il convient d'étudier ce que cette méthode signifie d'un point de vue juridique, psychique et psychosocial, sur un plan individuel mais aussi collectif.

1) Le caractère déstructurant des disparitions forcées : quelques définitions

a) Approche terminologique

D'un point de vue étymologique et linguistique, le verbe « disparaître » fait référence, de façon inhérente, à l'incertitude et à l'imprécision. Aussi le dictionnaire de la langue française Littré définit-il ce terme comme suit :

- Cesser de paraître, d'être visible.
- Par extension, cesser d'être, d'exister.
- (Fig.) Être éclipsé, effacé.
- Se retirer, s'éloigner.
- Venir à manquer subitement, en parlant des personnes.¹

Le terme de « disparu » comporte, quant à lui, la définition suivante : « qui ne paraît plus, qui n'est plus visible²».

Ces différentes définitions permettent d'emblée de rendre compte de la complexité de cette terminologie. Les disparus, parce qu'ils ne sont « plus visibles », « n'existent plus ». Ils « n'existent plus », mais ne sont pas « morts » pour autant, dans la mesure où leur décès n'est jamais reconnu et où leurs corps sont introuvables.

¹ Dictionnaire Littré en ligne disponible sur <http://www.littre.org/definition/disparaître>, consulté le 11 décembre 2014.

² Dictionnaire Littré en ligne disponible sur <http://www.littre.org/definition/disparaître>, consulté le 11 décembre 2014.

Le sort des disparus est donc fondé sur une grande ambivalence entre la vie et la mort, sur le mystère et l'incertitude. Les différentes définitions citées précédemment mettent particulièrement en lumière le caractère soudain et inexplicable des disparitions : « être éclipsé », « ne plus être », « venir à manquer ». Les disparus « ne sont plus là », ne sont « nulle part ». Ils ne sont ni morts, ni vivants. Le général argentin Jorge Rafael Videla, lors d'une interview télévisée en 1979, prétendra lui-même fournir des explications en ce sens au sujet du sort des disparus dans le pays :

« À propos du disparu en tant que tel, c'est un mystère le disparu... Si cette personne apparaît, il y aura un traitement X et si la disparition se transforme en mort certaine, il y aura un traitement Z. Mais tant qu'il est « disparu » il ne peut pas y avoir un traitement spécial, c'est un mystère un disparu. Ce n'est pas une entité. Il n'est plus là. Il n'est ni mort ni vivant : il est disparu. Nous n'y pouvons rien [...]»¹

Ce discours tend à illustrer à nouveau la perversité du système dictatorial, qui se réfère à toute la complexité des disparitions forcées pour mieux feindre d'être impuissant face à cette question.

D'un point de vue essentiellement terminologique, le terme de « disparition », qui plus est lorsqu'il fait référence à des personnes, exprime donc une grande ambivalence. Les aspects juridiques et psychosociaux liés à ce crime, qui portera par la suite le nom de « disparition forcée » ou « disparition forcée de personnes » requièrent, eux aussi, une analyse.

b) Le concept de disparition forcée : approche juridique

Le concept de « disparition forcée de personnes » va naître au Chili, sous le régime de Pinochet. Il fait référence aux méthodes d'extermination de masse, appliquées pendant le terrorisme d'État en Amérique Latine dans les années 70 et 80.² En d'autres termes, à l'issue de l'Opération Condor. Selon une définition des Nations Unies :

« On entendra par « disparition forcée » l'arrestation, la séquestration ou toute autre forme de privation de liberté exercée par des agents de l'État ou par des personnes ou groupes de

¹ « Frente al desaparecido, en tanto esté como tal, es una incógnita el desaparecido. Si el hombre apareciera, tendrá un tratamiento X, y si la desaparición se convirtiera en certeza de su fallecimiento, tiene un tratamiento Z. Pero mientras sea desaparecido no puede tener ningún tratamiento especial, es un incógnita un desaparecido. No tiene entidad. No está. Ni muerto ni vivo, está desaparecido. Frente a eso [...] no podemos hacer nada [...] ». Interview de général Videla au sujet des disparus, documentaire d'Alexandre Valenti, *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, 2012. Extrait également disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=3AIUCjKOjuc>, consulté le 11 décembre 2014.

² Cette méthode criminelle perdure, hélas, en Amérique Latine, de nos jours encore. Ainsi, à la fin de l'année 2014, la société mexicaine s'est-elle insurgée tout particulièrement contre la disparition de quarante-trois étudiants à Ayotzinapa.

personnes agissant avec l'autorisation, le soutien ou l'acquiescement de l'État, suivie du refus de reconnaître la dite privation de liberté ou bien de l'occultation du sort ou de l'endroit où se trouve la personne disparue, en la soustrayant ainsi à la protection de la loi.¹»

Cette définition, la plus récente au niveau mondial, reprend en partie une définition énoncée dans le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, selon laquelle le délit de disparition forcée signifie :

« [...] l'apprehension, la détention ou l'enlèvement de personnes, perpétrés par un État ou une organisation politique ou avec son autorisation, son soutien ou son accord, suivi du refus de donner des informations au sujet de cette privation de liberté ou bien sur le lieu de détention des personnes, dans l'intention de les maintenir hors de la protection de la loi pour une durée prolongée.²»

La disparition forcée de personnes bouleverse donc et remet profondément en question le rôle de l'État. L'État, en théorie garant de l'ordre social (basé sur le respect des lois qui régissent une société) est ici le responsable de crimes de masse. C'est en ce sens que les Nations Unies insistent sur le fait que les délits de disparition forcée « affectent les valeurs les plus profondes de toute société respectueuse de la primauté du droit, des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales et que leur pratique systématique constitue un crime contre l'humanité³».

Le caractère non officiel de ces crimes contre l'humanité, perpétrés et organisés dans la clandestinité et la désinformation, génère également un climat collectif de terreur. La Convention Américaine des Droits de l'Homme a de ce fait établi la définition suivante au sujet des disparitions forcées :

¹ « Se entiende por « desaparición forzada » el arresto, la detención, el secuestro o cualquier otra forma de privación de libertad que sean obra de agentes del Estado o por persona o grupos de personas que actúan con la autorización, el apoyo o la aquiescencia del Estado, seguida de la negativa a reconocer dicha privación de libertad o del ocultamiento de la suerte o el paradero de la persona desaparecida, sustrayéndola a la protección de la ley ». Définition donnée par les Nations Unies, in INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 141.

² « [...] la aprehensión, la detención o el secuestro de personas por un Estado o una organización política, o con su autorización, apoyo o aquiescencia, seguida de la negación a informar sobre la privación de libertad o dar información sobre la suerte o el paradero de las personas, con la intención de dejarlas fuera del amparo de la ley por un período prolongado ». Voir INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 141.

³ INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 142.

« Il s'agit d'un phénomène systématique et réitéré destiné non seulement à produire la disparition de personnes déterminées en elle-même, que celle-ci soit momentanée ou permanente, mais aussi d'un état généralisé d'angoisse, d'insécurité et de crainte ; il s'agit d'une forme complexe de violation des Droits de l'Homme, dans la mesure où elle représente une violation multiple et continue de plusieurs droits.¹»

Les disparitions sont donc synonymes de peur, d'impunité et d'incertitude permanente, d'où l'importance de leurs conséquences sur les êtres humains, d'un point de vue individuel et sociétal.

c) Approche psychosociale

Étant données les circonstances dans lesquelles les disparitions forcées ont été organisées et appliquées (violence, clandestinité, climat de terreur, de mensonge et de silence permanents), leur impact psychosocial est tel que nous ne saurions les définir uniquement en des termes juridiques. De nombreux psychiatres, psychologues, neuropsychiatres et organismes d'aide sociale se sont en effet efforcés d'apporter leurs définitions de la disparition forcée :

« 'Disparaître', cela signifie n'être ni vivant, ni mort. Il n'y a pas d'explications ni de recours légaux. C'est à la fois être et ne pas être. « Disparaître » signifie être constamment présent pour la famille et les proches, mais ne pas exister au yeux de la société.²»

« 'Disparaître', c'est se volatiliser, cesser d'être, se perdre pour toujours. Le mot évoque une situation magique, comme des forces mystérieuses. La disparition suggère l'inexplicable, une perte totale de connaissance à propos de quelqu'un ou de quelque chose.³»

¹ « Es un fenómeno sistemático y reiterado que está destinado no sólo a producir la desaparición misma, momentánea o permanentemente, de determinadas personas, sino también un estado generalizado de angustia, inseguridad y temor ; es una forma compleja de violación a los derechos humanos, siendo una violación múltiple y continuada de varios derechos ». INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 142.

² « Desaparecer significa no estar ni vivo ni muerto. No hay explicaciones ni procesos legales. Es lo mismo que ser y no ser. Significa estar permanentemente presente en la familia y con los amigos cercanos, y no existir para la sociedad ». INGER, Agger, SÖREN BUUS, Jensen, *Trauma y cura en situaciones de terrorismo de estado : derechos humanos y salud mental en Chile bajo la dictadura militar*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago de Chile, 1996, p. 255.

³ « Desaparecer es desvanecerse, dejar de ser, perderse para siempre. La palabra evoca una situación mágica, de fuerzas misteriosas. La desaparición sugiere lo inexplicable, una pérdida absoluta de conocimiento sobre algo o alguien ». Définition apportée par l'organisme des Droits de l'Homme chilien *Fundación de Ayuda Social de Iglesias Cristianas* (FASIC) reprenant une réflexion d'Amnesty International, in ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*, p. 172.

Ces réflexions des psychologues Agger Inger et Jensen Sören Buus, ainsi que de l'organisme des Droits de l'Homme *Fundación de Ayuda Social de Iglesias Cristianas* (FASIC, Chili), peuvent renforcer la grande ambivalence de cette « présence-absence » du disparu. Les personnes touchées dans leur entourage ou leur quotidien par les disparitions vont pleinement vivre cette présence-absence, complexifiée par une incertitude permanente. Les disparitions forcées sont intimement liées à l'absence de vérité et toute la société est vouée à la méconnaissance du sort des disparus. Un mari, un père, ou un fils n'est pas rentré chez lui après sa journée de travail, une fille, une belle-fille, ou une mère ne s'est pas rendue là où on l'attendait. Où sont-ils ? Que sont-ils devenus ? Qui sont les responsables de leur disparition ? Quelles sont leurs conditions de vie ? Autant de questions qui restent sans réponses. Les familles de disparus se retrouvent, de ce fait, dans un état de grande angoisse et de grande souffrance psychique. Le témoignage de María Estela Ortiz Rojas, fille de Fernando Ortiz,¹ disparu à Santiago du Chili en décembre 1976, peut en ce sens en rendre compte :

« La seule certitude qu'on a, c'est que des agents des organismes de sécurité les ont arrêtés et qu'ils sont les seuls à connaître la vérité. Ils savent ce qu'ils leur ont fait et nous, nous ignorons tout. C'est le plus terrible : ne pas savoir.²»

Cette incertitude permanente présente un caractère « déstructurant » pour le psychisme humain : il s'agit-là d'un terme employé par de nombreux psychologues cliniciens, psychosociologues, psychiatres et neuropsychiatres. La notion de « déstructuration du psychisme » fait précisément référence à l'impossibilité de réaliser et de comprendre ce qui s'est passé : elle prend tout son sens dans le cas des crimes de disparition forcée. La psychologue chilienne Chetty Espinoza a développé cette définition au cours de l'entretien que nous avons eu avec elle :

« L'être humain est éminemment rationnel. Par conséquent, ne pas pouvoir comprendre ce qui s'est passé, ne pas pouvoir l'élaborer, ne pas pouvoir se l'expliquer, tout ceci fait que la psyché ne se stabilise pas, ce sont plusieurs phénomènes neuro-psycho-biologiques qui s'ajoutent les uns aux autres. Et les éléments que nous appelons des éléments de « réparation », nous devrions en réalité les appeler « restructurants » car ils permettent à l'individu de maintenir une structure psychique. Et savoir ce qui s'est passé, c'est structurant. Parce que cela représente la possibilité de comprendre.³»

¹ Juan Fernando Ortiz Letelier enseignait à l'Université du Chili et était membre du Comité Central du Parti Communiste. Il disparaît le 15 décembre 1976, à l'âge de 54 ans.

² « La única certeza que tienes es que hubo agentes de los organismos de seguridad que los detuvieron y ellos son los únicos que conocen la verdad. Saben lo que les hicieron, y nosotros ignoramos todo y eso es lo más terrible : el no saber » María Estela Ortiz Rojas in ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia, estudio médico, psicológico y político de la desaparición forzada de personas*, LOM ediciones, Santiago de Chile, 2009, p. 82

³ « El ser humano es eminentemente racionalista. Entonces no poder entender lo que pasó, no poder elaborarlo, no poder explicártelo, todo eso hace que la psiquis no se estabiliza, son todos fenómenos neuro-psico-biologicos que se van sumando. Y los elementos que llamamos « reparatorios », deberíamos llamarlos « reestructurantes » porque te permiten seguir psíquicamente armadito. Y saber qué pasó, eso te estructura. Porque tienes la posibilidad de entenderlo » Entretien avec Chetty Espinoza, 9 octobre 2013, Santiago du Chili.

La vérité est en effet la base de tout comportement humain¹: elle est structurante, elle permet à tout individu de se construire psychiquement. À l'inverse, l'incertitude déstructure : l'impossibilité permanente d'avoir accès à l'information, de savoir et de comprendre ce qui est arrivé aux disparus, le non-savoir.

d) Des disparitions de différentes natures

Afin de conclure cette analyse du concept de disparition, il importe de distinguer différents « types » de disparus²:

- Les disparus ou détenus-disparus : ceux qui, à dater de leur enlèvement, n'ont jamais été revus en liberté et au sujet desquels aucune information n'a été donnée. Leurs corps ont probablement été enterrés dans des fosses communes, dynamités ou jetés à la mer.
- Les personnes disparues de façon temporaire : retenues plus ou moins longtemps dans un ou plusieurs centres clandestins de détention et qui ont ensuite été remises en liberté – surveillées en permanence par les forces armées – voire expulsées ou bien qui ont réussi à partir en exil.
- Les disparus identifiés : assassinés après leur détention, leurs corps ont pu être retrouvés et identifiés scientifiquement par des équipes de médecins-légistes. Le plus souvent, ils avaient été enterrés de façon clandestine dans des fosses communes ou des cimetières.
- Les disparus supposément en vie et non encore identifiés : il s'agit là des bébés ou enfants en bas âge qui ont été capturés en même temps que leurs parents par les militaires ou bien qui sont nés dans un centre clandestin de détention, dans le cas argentin. Les connaissances au sujet de l'existence d'un plan systématique d'État de vol d'enfants mis en place par la junte argentine permettent de supposer que ces enfants ont été remis à d'autres familles, par différents biais et que leur identité a été falsifiée.

Le caractère destructurant des disparitions, quelles qu'elles soient, est donc en relation dialectique avec l'incertitude et l'absence de vérité. À cette déstructuration psychique va s'ajouter, dans le cas des détenus-disparus, la problématique du deuil ou plus exactement du non-deuil.

¹ ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*, p. 156.

² INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 145.

2) Le deuil impossible : ni corps, ni tombe, ni reconnaissance

« Pas de tombe. Pas de fleurs. Pas de souffrance fixée à un lieu ou un instant.
Seulement le vide. Comme un trou noir.¹»

La disparition forcée de personnes est intimement liée à la question du deuil « impossible ». Cet aspect a de grandes conséquences sur la société et plus particulièrement sur les familles de disparus. De nombreux travaux de psychologues, psychanalystes, psychiatres et neuropsychiatres de différentes nationalités, contemporains ou non, permettent de mettre en lumière les conséquences de ces deuils impossibles, notamment au Chili et en Argentine.

Comme nous le rappelle la psychiatre chilienne Paz Rojas, la notion de deuil fait référence au processus, au travail, à l'élaboration objective et subjective qui suit la mort d'un être cher² ou une perte significative.³ Dans le cas des disparus, plusieurs problèmes se posent, dans la mesure où, en l'absence du corps d'une personne, sa mort ne peut être prouvée. Il est donc impossible, pour les familles et proches des détenus-disparus, d'entamer ce processus. Cette « interminable absence⁴ » va faire de leur douleur une douleur permanente.

La thématique universelle du deuil a été abordée et étudiée par une myriade de spécialistes de la santé mentale, à différentes époques et dans le monde entier. Nous ne saurions omettre certaines théories freudiennes à ce sujet, lesquelles sont reprises par la psychiatre Paz Rojas dans son ouvrage *La interminable ausencia*.

Freud, dans certains de ses travaux, a en effet analysé les différentes phases d'un processus de deuil « normal ». Il définit trois étapes fondamentales pour commencer à élaborer un deuil. En premier lieu, la prise de connaissance directe ou l'information du décès de la personne. À ceci doit s'ajouter la possibilité de réaliser des actes symboliques tels que des rites funéraires, ainsi qu'une reconnaissance et une réponse sociale de la part de la société.⁵ La première étape constitue ce que Freud dénomme « l'examen de réalité ». L'entourage de la personne décédée doit assumer le fait que la personne n'est plus en vie et doit pouvoir constater que sa mort est une réalité absolue. La deuxième étape doit permettre, par un acte à la fois individuel et collectif, de rendre un dernier hommage à la personne décédée. Enfin, la société doit

¹ SPIRE, Antoine, in CZECHOWSKI, Nicole, DANZIGER, Claudie, *Deuils : vivre c'est perdre*, Éditions Autrement – Série Mutations n°128, Paris, 1992

² ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*, p. 102.

³ Pour Freud, cette perte significative peut correspondre à un être cher ou alors à un idéal ou élément abstrait tout aussi cher pour l'individu qui réalise ce processus de deuil. Lors du processus de deuil, le psychisme réalise un travail pénible d'élaboration qui va permettre à la personne d'inscrire l'objet ou la personne perdue comme un souvenir, puis de récupérer un intérêt pour le monde extérieur. KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 343.

⁴ Expression employée par Paz Rojas, tirée de son ouvrage *La interminable ausencia*.

⁵ ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*, p. 102.

officiellement déclarer la personne comme étant décédée et doit permettre que sa dépouille repose à un endroit précis, afin que chacun puisse librement s'y recueillir.

Or, dans les cas des disparitions forcées, comme le souligne Paz Rojas ainsi que bon nombre de spécialistes de cette question en Amérique Latine, les familles des victimes de la répression dont les corps n'ont pas été retrouvés ne peuvent accomplir aucune des étapes nécessaires à l'élaboration de leur processus de deuil. Il n'y a ni preuve ni constatation de décès, nul ne peut percevoir mentalement si la mort est réelle ou non, nul ne sait ce qui est réellement arrivé à la personne disparue.¹ Tout n'est qu'incertitude. La psychiatre Paz Rojas définit cette situation de deuil impossible comme « l'abîme des sans-deuil » ou « le deuil des sans-deuil ».²

L'analyse que mène l'intellectuel Antoine Spire dans l'une de ses publications autour du « deuil des sans-deuil³ » rejoint aussi bien les réflexions de Freud que celles de Paz Rojas. Spire nous rappelle que les crimes de disparitions forcées ont été fréquents au cours du XXème siècle : à l'issue des nombreux conflits qui ont éclaté dans le monde, un nombre considérable d'hommes et de femmes ont dû attendre interminablement, sans savoir ce qu'il était advenu des leurs.⁴ Antoine Spire ajoute qu'un processus de deuil peut être facilité lorsqu'il est possible de s'y préparer : faire des adieux, en particulier (avant de pouvoir voir le corps de la personne décédée ou assister à des rites funéraires).⁵

En ce sens, les commentaires de la psychologue clinicienne chilienne Chetty Espinoza peuvent également nous permettre d'approfondir cette réflexion. Au cours de notre échange, celle-ci a en effet insisté, elle aussi, sur l'importance de se préparer à la perte d'un être cher pour pouvoir élaborer son deuil :

« Le deuil est un processus durant lequel la perte de l'autre est vécue d'une façon très vive émotionnellement. Et la perte de l'autre c'est, en partie, sentir que l'autre nous abandonne. Il nous abandonne parce qu'il ne va plus être là, avec nous, physiquement. Il y a un abandon physique. Ensuite, on peut l'élaborer. [...] Et pendant ce processus où on élabore la perte de l'autre, on se réconcilie avec lui. Et il est possible, alors, de lui dire au revoir. C'est pour cela qu'il est si important pour conclure un deuil de pouvoir lui faire ses adieux. C'est ce que ces familles n'ont pas pu avoir.⁶ »

¹ ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*

² Entretien avec Paz Rojas, 8 octobre 2013.

³ Antoine Spire emploie également cette expression dans son exposé.

⁴ SPIRE, Antoine, in CZECHOWSKI, Nicole, DANZIGER, Claudie, *Deuils : vivre c'est perdre*, Éditions Autrement – Série Mutations n°128, Paris, 1992, p. 136. C'est la Shoah qui a particulièrement révélé les stratégies de dissimulation, de mensonges et d'extermination clandestine mises en place par les bourreaux nazis. Le génocide juif ne devait laisser « aucune trace écrite ou orale ». « Le nazisme a menti sur son entreprise, camouflé traces, discours haineux recouverts de terre, de mensonges et d'euphémismes », nous dit Spire.

⁵ Deuil, vivre c'est perdre, p. 139.

⁶ « El duelo es un proceso en el cual vives la pérdida del otro en forma emocionalmente muy viva. Y parte de la pérdida del otro es sentir que el otro te abandona. Y te abandona porque no va a estar ahí a tu lado, físicamente. Hay un abandono físico. Ahora tú puedes elaborar eso. [...] Y en este proceso en que vas elaborando la pérdida, te vas reconciliando con el otro. Y puedes entrar a despedirte del otro. Por eso es que es tan importante para el

Les « sans-deuil » de l'Argentine et du Chili n'ont en effet pas eu cette possibilité. Rien ne les a préparés à la disparition de leurs êtres chers. Les personnes emmenées dans les centres clandestins de détention ont été capturées chez elles, sur leur lieu de travail, sur la voie publique. À n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. L'entourage d'une personne qui avait été arrêtée pouvait supposer que celle-ci allait simplement être détenue quelque temps, puis relâchée. Cette impossibilité de « faire ses adieux » est également, en termes psychologiques, un phénomène déstructurant pour le psychisme humain.¹

Antoine Spire souligne également, en écho aux réflexions de Freud, que l'absence de rituel signifie une absence de « conclusion sociale » du deuil.² Les rituels funéraires, quels qu'ils soient, sont présents dans toutes les cultures et revêtent une importance particulière dans la mesure où ils constituent un acte collectif de reconnaissance d'un décès et où ils permettent à une pluralité de personnes de rendre un dernier hommage public au défunt. Les familles et proches de disparus sont donc privées de la possibilité de réaliser socialement leur deuil. Cette « conclusion » ne sera possible que si la dépouille d'une personne disparue est finalement identifiée par des spécialistes en médecine légale. La souffrance ou déstructuration psychique – pour reprendre les termes de Chetty Espinoza – des familles de disparus peut alors être quelque peu apaisée dès lors que ces familles peuvent avoir accès, en retrouvant le corps de leur être cher, à une part de vérité. L'identification scientifique d'un corps permet précisément de mettre un terme à l'incertitude, de mettre un terme à l'ambivalence déstructurante de la « présence-absence » du disparu et de clore un processus qui ne pouvait l'être jusqu'alors.

En ce sens, nous pouvons également évoquer la spécificité de la « catastrophe politique³ » par rapport à la catastrophe naturelle ou technologique. Dans le cas de personnes disparues suite à une catastrophe naturelle ou technologique (typhon, tremblement de terre, accident aérien, effondrement...), l'État ou les États concernés par la catastrophe entreprennent nécessairement certaines mesures afin de rendre hommage aux victimes dont les corps n'ont pas été retrouvés et, en ce sens, apportent une aide morale à leurs familles, laquelle leur est indispensable. À l'inverse, les « catastrophes politiques » impliquent une non-reconnaissance sociale des faits de la part des autorités responsables. De ce fait, disparus et familles de disparus sont doublement victimisés par une société qui ne peut les accompagner dans leur deuil. La souffrance, expérience émotionnelle normale dans le cas d'un deuil, devient alors un « état » au lieu d'un « processus ». Dans le cas de la catastrophe politique, au Chili comme en Argentine, les proches d'un disparu ne peuvent accéder à la vérité ni se représenter ce qui lui est arrivé de façon rationnelle. Ils peuvent en revanche l'imaginer. Une forme de « torture psychique » aggravée par les constantes négations de l'État, la

cierre del duelo que haya una despedida de este otro. Pero estas familias no tuvieron esta despedida ». Entretien avec Chetty Espinoza, 9 octobre 2013, Santiago du Chili.

¹ Entretien avec Chetty Espinoza, 9 octobre 2013.

² *Idem.*

³ INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 149.

désinformation permanente et les discours véhiculés par les media.

La question du deuil impossible – qui concerne la majorité des cas relatifs aux détenus-disparus – représente une tâche extrêmement absorbante et difficile. Aussi, les disparitions forcées auront-elles pour les familles de disparus des conséquences pérennes.¹ Ces familles vivent dans le non-savoir, sans connaître réellement le caractère de la perte, sans savoir ce qu'elles doivent accepter, dans une permanente ambivalence « entre la vie et la mort²».

3) Trauma psychosocial, intergénérationnel, multi-générationnel et transgénérationnel

Nous retiendrons, là encore, l'aspect collectif de l'impact de la violence d'État : les disparitions forcées de personnes ont des conséquences dramatiques d'un point de vue à la fois individuel et sociétal. Le terrorisme d'État et la politique systématique des enlèvements clandestins, des tortures et des disparitions, nous l'avons évoqué, affectent l'ensemble d'une société dans la mesure où tous les individus peuvent potentiellement être des victimes directes ou indirectes de la répression. Chacun se trouve dans une situation de grande vulnérabilité.

Il est loisible d'affirmer que la disparition forcée de personnes revêt, au sens psychologique, un caractère « traumatique ». Si l'on se réfère à l'étymologie grecque de ce terme, il s'agit en effet d'une « blessure³». Les origines de cette « situation traumatique » sont sociales, dans la mesure où une pluralité d'individus détenteurs du pouvoir en sont à l'origine. De ce fait, les spécialistes du domaine de la santé et des Droits de l'Homme s'accordent aujourd'hui à qualifier les expériences violentes qui ont découlé du terrorisme d'État – assassinats, tortures et plus particulièrement disparitions forcées – de « situations traumatiques d'origine psychosociale ». Au vu du caractère massif des détentions-disparitions, des circonstances dans lesquelles elles sont perpétrées et de l'incertitude permanente qu'elles représentent pour les individus et la société, la blessure – ou trauma – acquiert elle aussi une dimension collective. Le caractère massif de la disparition forcée de personnes, « paradigme » du terrorisme d'État, incarne donc pour une société entière un « trauma psychosocial », expression employée pour la première fois à la fin des années 1980 par le psychologue espagnol Ignacio Martín-Baró.⁴ A posteriori, cette notion sera reprise par de nombreux psychologues latino-américains spécialistes des problématiques liées aux violations des Droits de l'Homme. La plupart de ces spécialistes préfèrent d'ailleurs parler de « situation traumatique » plutôt que de « trauma », dans la mesure où un trauma fait référence à un épisode isolé de la vie d'un être humain, alors qu'une situation traumatique

¹ ROJAS BAEZA, Paz, *op.cit.*, p. 12.

² *Ibid.*, p. 172.

³ « Trauma » signifie « blessure » en grec. Entretien avec Paz Rojas, 8 octobre 2013.

⁴ Ce psychologue s'est notamment consacré à l'étude de la guerre civile au Salvador et à ses conséquences sur la société. Entretien avec Juana Kovalskys, Santiago, le 4 octobre 2013.

se prolonge dans le temps.¹

Martín-Baró met en avant « le caractère essentiellement dialectique de la blessure causée par l'expérience prolongée d'une situation de guerre² ». Il soutient, en d'autres termes, que la blessure – ou trauma – aura des effets sur deux entités en relation permanente : individu et société. Martín-Baró précise toutefois que, si le trauma agit bien sur ces deux entités, l'origine de la « blessure » en elle-même provient de la société et non de l'individu. Par ailleurs, étant donné cette relation dialectique, Martín-Baró ajoute que « le trauma est alimenté et maintenu dans la relation entre l'individu et la société, à travers diverses médiations institutionnelles, groupales et individuelles³ ».

D'un point de vue psychologique, il est considéré que les expériences traumatiques le sont d'autant plus lorsqu'elles possèdent une dimension psychosociale.⁴ Par conséquent, se pose le problème de la transmission de ce trauma et de son élaboration, non seulement dans une sphère privée et au sein du cercle familial, mais aussi d'un point de vue collectif et sociétal, comme le souligne la psychiatre argentine Diana Kordon :

« L'élaboration psychologique des traumas collectifs d'origine sociale est intimement liée à la manière dont la société assimile ce qui se passe. Autrement dit, l'élaboration des traumas a toujours un aspect qui est personnel, intime, privé et un aspect plutôt collectif et social, qui se joue très souvent sur la scène sociale.⁵ »

D'où la difficulté, pour les individus et pour une société, d'élaborer cette expérience traumatique et tout particulièrement pour les familles de disparus. L'impact d'un « trauma » d'origine psychosociale est en effet si conséquent qu'il va posséder plusieurs dimensions. On parlera, en termes psychosociaux, d'une blessure multi-générationnelle – qui touche plusieurs générations à la fois – intergénérationnelle – qui bouleverse les relations et les rapports au sein d'une même génération, se traduisant régulièrement sous forme de conflits – et transgénérationnelle – qui se transmet d'une génération à une autre et dont les effets peuvent se manifester de différentes façons.⁶ À l'instar d'autres pages sombres de l'histoire du XX^e siècle, les dictatures

¹ KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Impacto psíquico y transmisión ínter y transgeneracional en situaciones traumáticas de origen social*, disponible en ligne : <http://redsaluddhh.org/libros/ibropaisajesdeldolor/Impacto%20psiquico.PDF>, p. 2, consulté le 15 décembre 2014.

² Martín-Baró in CASTILLO VERGARA, María Isabel, *El (im)posible proceso de duelo, familiares de detenidos desaparecidos : violencia política, trauma y memoria*, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, Santiago de Chile, 2013, p. 68.

³ *Idem*.

⁴ TEJADA, José Luis, ESTRADA, Carla, *Daño transgeneracional : la herencia del trauma psicosocial*, Édition par les auteurs, Santiago de Chile, 2012.

⁵ « La elaboración psicológica de los traumas colectivos de origen social está muy asociada al modo en que cada sociedad simultáneamente va procesando lo que ocurre. Es decir que la elaboración de lo traumático siempre tiene un aspecto que es personal, que es íntimo, privado, y un aspecto que está mas ligado a lo social y a lo colectivo que se tramita frecuentemente en la escena social ». Entretien avec Diana Kordon, Buenos Aires, 13 décembre 2012.

⁶ « De lo que no quedan dudas, de acuerdo a los estudios realizados con diversas poblaciones que sufrieron este

chilienne et argentine retentiront sur plusieurs générations, à court, moyen et long terme. Diana Kordon et Lucila Edelman mettent ce point en avant dans certains de leurs travaux :

« Ce qui ne fait aucun doute, selon les études qui ont été réalisées sur différentes populations ayant vécu ce type d'événements au fil du vingtième siècle, [...] c'est que la situation traumatique a une incidence à la fois sur les personnes directement affectées et sur le corps social dans son ensemble et qu'elle va avoir un impact sur plusieurs générations.¹»

De nombreux spécialistes de la santé mentale et des Droits de l'Homme au Chili, tels que les psychologues cliniciennes Myriam George, Juana Kovalskys et Chetty Espinoza reconnaissent elles aussi le caractère multi-générationnel, intergénérationnel et transgénérationnel de l'expérience traumatique générée par la politique des disparitions forcées.

B) Des mouvements de résistance à une politique de silence

En Argentine et au Chili, en réponse à une blessure profonde et collective, la société civile s'organise socialement face aux crimes du terrorisme d'État. Plusieurs mouvements vont ainsi entamer une résistance acharnée contre le pouvoir militaire, afin que justice et vérité soient faites, tout particulièrement au sujet des nombreux disparus dans les deux pays. Leur lutte prend corps pendant les dictatures et se prolongera une fois les démocraties rétablies.

1) Au Chili

Dès le coup d'état d'Augusto Pinochet, de nombreuses associations et institutions de défense des Droits de l'Homme se créent et apparaissent sur la scène sociale. Leur objectif : défendre la justice et la vérité face au terrorisme d'État. Le *Comité de Cooperación para la Paz en Chile*,² également appelé Comité Pro Paz ou COPACHI est la première de ces institutions. Elle est créée en octobre 1973 grâce à un décret épiscopal, à l'initiative de l'archevêque de Santiago, Don Raúl Silva Henríquez.³ Ce dernier entend porter secours aux nécessiteux : « s'occuper des Chiliens qui, en raison des derniers événements politiques, ont besoin d'une

tipo de afectación a lo largo del siglo XX, [...] es que la situación traumática incide tanto en las personas que la sufren directamente como sobre el cuerpo social en su conjunto y que va a impactar sobre varias generaciones ». KORDON, Diana et EDELMAN, Lucila, *Impacto psíquico y transmisión inter y transgeneracional en situaciones traumáticas de origen social*. Document disponible en version pdf téléchargeable sur le site <http://redsaluddhh.org/libros/ibropaisajesdeldolor/Impacto%20psiquico.PDF>, p. 3.

¹ Voir KORDON, Diana et EDELMAN, Lucila, *Impacto psíquico y transmisión inter y transgeneracional en situaciones traumáticas de origen social*. Document disponible en version pdf téléchargeable sur le site <http://redsaluddhh.org/libros/ibropaisajesdeldolor/Impacto%20psiquico.PDF>, consulté le 24 avril 2014.

² Le « Comité de Coopération pour la Paix au Chili ».

³ ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia, estudio médico, psicológico y político de la desaparición forzada de personas*, LOM ediciones, Santiago de Chile, 2009, p. 25.

importante aide économique ou personnelle¹». Le Comité Pro Paz prétend ainsi apporter une aide à la fois juridique, économique, technique et spirituelle aux victimes de la répression. Et ce, en incitant d'autres communautés religieuses à se rallier à leur cause. Aussi, les Églises Catholique, Évangélique Luthérienne, Orthodoxe, Évangélique Méthodiste et la Communauté Hébraïque du Chili intégreront-elles le *Comité Pro Paz*. L'action de cet organisme s'amplifie et s'étend à différentes régions du Chili. C'est depuis cette institution fondamentale que se formera, en janvier 1976, le Vicariat de la Solidarité (*Vicaría de la Solidaridad*²), organisme dont feront partie de nombreuses familles de détenus-disparus. D'autres organismes de lutte en faveur des Droits de l'Homme face à l'état d'urgence, sortes de « ramifications » de la lutte déjà entamée par le *Comité Pro Paz*, voient également le jour :

- *Fundación de Ayuda Social de Iglesias Cristianas*³ (FASIC, créé en 1975)
- *Fundación de Protección a la Infancia Dañada por los Estados de Excepción*⁴ (PIDEE, créé en 1979)
- *Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo*⁵ (CODEPU, créé en 1980)
- *Centro de Investigación y Tratamiento del Stress*⁶ (CINTRAS, créé en 1984)
- *Instituto Latinoamericano de Salud Mental y Derechos Humanos*⁷ (ILAS, créé en 1988)
- *Comisión Nacional contra la Tortura*⁸
- *Comisión Chilena de Derechos Humanos*⁹
- *Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos*¹⁰ (AFDD)

Tout en menant une lutte commune, ces institutions possèdent leurs spécificités. Elles sont exclusivement créées à l'initiative des femmes, mères et épouses de disparus tout particulièrement.¹¹ De nombreux professionnels de la santé (psychologues, psychiatres, médecins, pédiatres...) y participent. La résistance à la dictature a donc un visage plutôt féminin, comme l'a souligné l'avocat Héctor Contreras, avec qui nous nous

¹ « Atender a los chilenos que a consecuencia de los últimos acontecimientos políticos, se encuentren en grave necesidad económica o personal. » *Ibid.*

² Le Vicariat de la Solidarité se définissait comme « la voix des sans voix ». Son influence a été considérable au Chili et a permis d'apporter de multiples aides aux victimes de violations de Droits de l'Homme et à leurs familles, notamment d'un point de vue social, médical, psychiatrique et psychologique.

³ Fondation d'Aide Sociale des Églises Chrétiennes.

⁴ Fondation de la Protection de l'Enfance Affectée par les États d'Exception.

⁵ Corporation de Promotion et de Défense des Droits du Peuple.

⁶ Centre de Recherche et de Traitement du Stress.

⁷ Institut Latino-américain de la Santé Mentale et des Droits de l'Homme.

⁸ Commission Nationale contre la Torture.

⁹ Commission Chilienne des Droits de l'Homme.

¹⁰ Association des Familles de Détenus-Disparus.

¹¹ Entretien avec la psychologue Myriam George Heimann, Santiago, le 9 septembre 2013. Ces femmes étaient de différentes professions et le plus souvent engagées politiquement. C'est le cas, par exemple, du PIDEE, fondé par María Eugenia Rojas, épouse de Fernando Ortiz, disparu en décembre 1976. La présidente chilienne Michelle Bachelet a également travaillé au sein du PIDEE en tant que médecin et pédiatre. Ces femmes directement touchées par les exécutions et disparitions avaient le souci de protéger la petite enfance dans un contexte de violence politique extrême.

sommes entretenue : « Au Chili, ce sont les femmes qui ont renversé la dictature »¹.

Le combat de ces organismes consiste, dans un premier lieu, à lutter contre la politique de terreur et de silence qui régit la société chilienne en révélant, d'une part, que les disparitions, tortures et exécutions sont une réalité absolue et en alertant, d'autre part, la communauté internationale. Il s'agit, par ailleurs, d'obtenir des réponses au sujet des disparus. Les différentes institutions entendent enfin offrir une aide sociale et médico-psychologique aux victimes directes (prisonniers ou ex-détenus, torturés...) ou indirectes (familles de détenus, de personnes torturées, d'exécutés ou de disparus) de violations des Droits de l'Homme. En militant et en formant une union contre la dictature, elles vont contribuer à lutter contre le « silence social » et permettre de dénoncer l'existence de méthodes systématiques de tortures, assassinats et disparitions. Elles visent également à protéger la société et à lui assurer un soutien psychologique adapté, aux plus jeunes en particulier (PIDEE).²

¹ « En Chile, quienes derrotaron la dictadura fueron las mujeres ». Entretien avec Héctor Contreras, 25 septembre 2013.

² Entretien avec la psychologue Myriam George Heimann, Santiago, le 9 septembre 2013.

2) Argentine : les Mères et Grands-mères de la Place de Mai

« Las Locas de Plaza de Mayo serán un ejemplo de salud mental, porque ellas se negaron a olvidar en los tiempos de la amnesia obligatoria...¹ »

Eduardo Galeano

En Argentine, en réponse au terrorisme d'État, les familles de disparus s'organisent également. Et, tout particulièrement, les mères des disparus qui mènent la lutte contre le régime militaire. À l'instar du cas chilien, il s'agit d'une lutte pacifique. Dans une logique de stigmatisation, la junte va très tôt les surnommer les « Folles » de la Place de Mai.

L'association des Mères de la Place de Mai naît officiellement le 30 avril 1977, à l'initiative d'Azucena Villaflor de De Vicenti.² Mère d'un jeune homme séquestré par la dictature, celle-ci va impulser un mouvement de résistance à la dictature, en proposant à toutes les mères de disparus de demander justice pour leurs enfants au gouvernement argentin, aux yeux de tous. Un groupe de femmes brisées par le chagrin commence, dès lors, à se réunir tous les jeudis,³ vers 15 heures, sur la Place de Mai (*Plaza de Mayo*), au cœur de Buenos Aires, face au palais présidentiel, la *Casa Rosada*. Pour elles, l'union apparaît comme la seule solution salutaire pour lutter contre la terreur et le désespoir, comme le souligne la Mère de la Place de Mai Nora Cortiñas : « Aller sur la place a été le fruit du désespoir⁴ ». Le foulard blanc qu'elles portent autour de la tête permet bientôt à la société argentine et à la communauté internationale de les identifier : il devient le symbole de leur lutte.

Certaines mères de disparus vivent doublement les conséquences des disparitions forcées, dans la mesure où elles sont également concernées par le Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébé appliqué par les

¹ « Les Folles de la Place de Mai seront un exemple pour la santé mentale, parce qu'elles ont refusé d'oublier en temps d'amnésie forcée... » Citation d'Eduardo Galeano, disponible dans l'un de ses articles en ligne : http://www.es.lapluma.net/index.php?option=com_content&view=article&id=3905:eduardo-galeano-el-derecho-al-delirio-legend-&catid=97:literatura&Itemid=431, consulté le 14 janvier 2015.

² Azucena Villaflor de De Vicenti sera l'une des Mères de la Place de Mai les plus actives en Argentine. En décembre 1977, elle est hélas détenue et assassinée par les militaires. Son corps, qui avait été jeté dans les eaux du Rio de La Plata, sera ensuite identifié. Menacer et violenter les Mères de la Place de Mai correspondait là encore à une stratégie militaire visant à leur faire peur, à les réduire au silence et à les dissuader de poursuivre leur lutte. Voir le témoignage de Nora Cortiñas, in GARZÓN, B. et ROMERO, V., *op.cit.*, p. 91.

³ Les mères prévoyaient initialement de se réunir les samedis, mais il n'y avait pas assez de monde au cœur de Buenos Aires en fin de semaine, dans la mesure où bon nombre de personnes, y compris du gouvernement militaire, ne travaillaient pas. Elles décidèrent donc de manifester le vendredi, mais, selon la mère Dora Penellas, le vendredi était le « jour des sorcières » et portait malheur. Elles optèrent donc pour le jeudi, à une heure où les gens travaillaient et où elles pourraient être vues de tous. À l'origine, les mères prévoyaient de se réunir sur la place, sans nécessairement y marcher. Or, toute réunion de plus de deux personnes était interdite sous la dictature et les militaires proclamaient cette interdiction en vertu de l'état de siège. Ils obligèrent donc les mères de la Place de Mai à « circuler ». C'est ainsi que se forma peu à peu le mouvement circulaire : Azucena Villaflor commença à marcher, bras dessus-bras dessous, avec l'une des mères et toutes firent de même. Le mouvement de « ronde » sur la Place de Mai se répéta alors tous les jeudis. Voir RAMOS PADILLA, Juan Martín, *Chicha, la fundadora de Abuelas de Plaza de Mayo*, Agebe ediciones, Buenos Aires, 2009, p. 155.

⁴ « Ir a la plaza fue fruto de la desesperación ». Nora Cortiñas, in GARZÓN, B. et ROMERO, V., *op.cit.*

militaires. En d'autres termes, elles perdent deux générations de leur famille : un fils ou une fille, mais aussi un petit-fils ou une petite-fille. Des bébés parfois à l'état d'embryon, dans les cas des femmes enceintes disparues. Que sont devenues ces femmes et qu'est devenu leur bébé ? Telle est l'une des questions à laquelle les grands-mères de ces enfants exigeront une réponse. Ainsi, le 21 Novembre 1977, un mouvement similaire à celui des « Mères de la Place de Mai » voit le jour. Celui des « Grands-mères Argentines de Petits-enfants Disparus¹ », bientôt connues comme les « Grands-mères de la Place de Mai », dans la mesure où elles se rassemblent elles aussi, tous les jeudis, sur cette même place. À l'origine de ce mouvement, une autre poignée de femmes courageuses, dont nous analyserons l'action de façon plus exhaustive au cours du second chapitre de notre deuxième partie.²

Aux yeux de la dictature, ces mères et ces grands-mères sont « de vieilles terroristes », des « mères de terroristes », des « folles ». « Les Folles », tel est le principal qualificatif que leur attribueront les militaires, presque systématiquement : « *las locas* », « *las locas de Plaza de Mayo* ». Là encore, nous retrouvons une stratégie de manipulation psychologique du pouvoir militaire, visant à stigmatiser publiquement les disparus et leurs familles, à les pointer du doigt. Les militaires construisent un discours officiel tendant à marginaliser ces femmes et à les désigner, elles aussi, comme les ennemies de la société. Ceci tend à corroborer l'analyse de la psychiatre Diana Kordon au sujet de ces campagnes d'induction psychologique : « Paradoxalement, ceux qui sont montrés comme « fous » sont ceux qui dénoncent des discours contradictoires, des propos qui poussent à la psychose ou restent dissimulés³ ». En ce sens, le commentaire de Nora Cortiñas, l'une des Mères de la Place de Mai – aujourd'hui au sein de Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora⁴ – est également éloquent :

« Ils ont vraiment cherché à nous rendre folles, parce que la méthodologie de la disparition forcée, c'est un mécanisme qui vise à plonger les familles dans la folie. [...] Nous ne sommes pas devenues folles parce que le fait d'être sur la place, à ciel ouvert, le fait de nous rassembler, de partager nos peines, de parler de nos enfants, cela a empêché la folie. [...] Pour

¹ « Abuelas Argentinas con Nietitos Desaparecidos ». C'est sous ce nom que les Grands-mères de la Place de Mai ont d'abord créé leur mouvement. Comme la société connaissait déjà les « Mères de la Place de Mai » sous ce nom-là, le nom de « Abuelas Argentinas con Nietitos Desaparecidos » a rapidement évolué vers « Abuelas de Plaza de Mayo ». Les grands-mères elles-mêmes, au bout de quelques années, s'étaient lassées de rappeler constamment le vrai nom de leur mouvement et ont finalement adopté le nom de « Grands-mères de la Place de Mai ».

² Celui-ci sera consacré à la thématique spécifique des fils et filles de disparus ayant été adoptés ou volés par des civils ou des militaires, dans la mesure où ce sujet pose un problème bien précis et est intimement lié à l'action des Grands-mères de la Place de Mai.

³ « Paradójicamente, se señala como loco a aquél que denuncia mensajes contradictorios, psicotizantes y encubiertos, aquél que no se pliega a la renegación social ». Kordon D. y Edelman L., in Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales, op.cit.

⁴ Au retour de la démocratie, l'association des Mères de la Place de Mai va connaître des divisions internes, pour plusieurs raisons. Pour pouvoir maintenir une certaine liberté d'opinion face à la présidente Hebe de Bonafini, mais aussi pour continuer à mener une lutte apolitique et dans la lignée de ce qu'était le mouvement à sa création, plusieurs mères jugeront pertinent de créer l'association Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora – Ligne Fondatrice – et continuent leur lutte par ce biais, aujourd'hui encore.

nous, sur la place, la démarche de faire un mouvement collectif, c'était comme se décharger de ce désespoir. Que chacune parle, que chaque mère raconte ce qu'elle avait fait, dise où elle était allée, parler de chacun de nos fils, de nos filles, c'était une démarche salutaire.¹»

Mères et Grands-mères de la Place de Mai adoptent cette même stratégie en réponse à la terreur. Tous les jeudis, elles répètent inlassablement leur ronde sur la place, brandissant des pancartes et des photos de leurs enfants – et, pour certaines, de leurs petits-enfants – disparus. Elles tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, parfois pendant plusieurs heures, défiant les militaires, leurs armes, leurs insultes et leurs menaces. Au vu des multiples violences que la dictature leur inflige, plusieurs spécialistes apporteront une aide psychologique aux Mères de la Place de Mai : les psychologues et psychiatres Diana Kordon, Lucila Edelman et Darío Lagos sont les principaux d'entre eux.²

Envers et contre tout, les mouvements réussissent à dénoncer des faits qui jusqu'alors restaient dissimulés et maintenus dans le silence. Au Chili, les familles de détenus-disparus et les personnes impliquées dans l'aide à ces familles pouvaient elles aussi être victimes de menaces et de violences en tout genre. C'est donc au péril de leur vie que les membres de toutes ces associations ont fait face au terrorisme d'État. Les différents mouvements de résistance sociale, dans les deux pays, ont contribué à dénoncer ce que les juntas militaires et leurs complices civils – voire leurs complices religieux dans le cas de l'Argentine – s'efforçaient de maintenir dans une atmosphère de mensonge, de silence et de désinformation. L'impact de ces mouvements, exclusivement féminins, a donc été considérable sur le plan psychosocial. Ils ont incarné la résistance pacifique face à des gouvernements totalitaires.

La dernière partie de ce chapitre se focalisera sur une autre des facettes du terrorisme d'État dans les deux pays, qui prolongera les luttes sociales de l'après-dictature jusqu'à nos jours : l'impunité, voire *les* impunités, dans la mesure où la non sanction s'est déclinée et se décline encore de différentes manières en Argentine et au Chili.

¹ « Realmente, ellos quisieron volvernlos locas, porque la metodología de la desaparición forzada de personas es un mecanismo para volver loca a la familia. [...] No nos volvimos locas porque el estar en la Plaza a cielo abierto, el juntarnos, comentar la pena, comentar sobre los hijos, esto evitó la locura. [...] Para nosotras en la Plaza, el mecanismo de hacer el movimiento colectivo fue un desahogo de esta desesperación. Comentar de cada una, decir cada madre qué había hecho, a dónde había ido, y comentar de cada hijo, cada hija, esto fue un mecanismo de salud ». Entretien avec Nora Cortiñas, 31 octobre 2013.

² Lors de notre entretien le 13 décembre 2012 à Buenos Aires, Diana Kordon nous confiera que les Mères de la Place de Mai ont sollicité son aide pendant la dictature. Elles étaient « très déprimées » dira Diana Kordon et avaient cruellement besoin de soutien.

III. Les déclinaisons de l'impunité

L'impunité est étroitement liée au « crime des crimes ». Elle va ainsi se décliner en Argentine et au Chili, à court, moyen et long terme. Ses facettes sont multiples et ses conséquences très profondes.

A) La notion d'impunité et ses différentes manifestations

D'un point de vue étymologique, l'impunité fait référence à une « absence de punition » ou « absence de sanction ». Pendant les dictatures chilienne et argentine, au retour des démocraties ainsi qu'au XXI^{ème} siècle (soit à court, moyen et long terme), cette absence de sanction des crimes contre l'humanité se manifeste sous différentes formes : l'impunité pénale, l'impunité morale, l'impunité historique.

L'impunité pénale correspond à la prolongation d'une situation d'injustice exercée contre les victimes de crimes : les lois qui théoriquement prévoient des sanctions pénales au vu de certaines situations ne sont pas respectées. Selon l'Institut Inter-américain des Droits de l'Homme, l'impunité pénale représente, en ce sens, le paradigme de l'impunité, dans la mesure où elle implique que les institutions appartenant à l'État soient responsables de cette absence de sanction.¹ En Argentine et au Chili, les forces armées (qui occupent de hautes fonctions d'État) et les forces de police sont à la fois responsables de crimes massifs et responsables de leur impunité. Les victimes, leurs familles, les sociétés dans leur ensemble, se trouvent par conséquent dans une situation de grande vulnérabilité légale, psychologique, sociale et physique. Tout espoir de rétablissement d'une justice est anéanti, l'ordre social et le rôle de l'État sont bafoués.²

Au Chili comme en Argentine, l'absence de sanction juridique à l'encontre des crimes du terrorisme d'État s'accompagne d'une autre forme d'impunité : l'impunité morale. Celle-ci pourrait être définie comme la complicité morale qui découle de l'absence de sanction. Elle se cristallise à travers les mécanismes de terreur que nous avons abordés dans cette première partie : par le silence, les dénégations des faits et leur minimisation, ainsi que par une forte tendance à induire un sentiment de culpabilité et de marginalité chez les victimes et leurs familles.³ Ces stratégies vont de pair avec les stratégies de désinformation que nous avons évoquées (« percepticides »). Non contents de nier leur implication dans les détentions, enlèvements et disparitions et de s'en désintéresser, ils les justifient, voire s'en moquent, par des propos teintés de cynisme. Ainsi, des crimes non sanctionnés pénalement sont, de surcroît, tournés en dérision par les représentants de l'État. Au Chili, les épouses de disparus à la recherche de leurs maris sont, le plus souvent, les premières

¹ INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *op.cit.*, p. 195.

² *Ibid.*

³ *Ibid.* C'est également ce que les psychiatres Diana Kordon et Lucila Edelman nomment « campagnes d'induction psychologiques », formes de « harcèlement moral » très usité par la dictature argentine pour tenter de faire culpabiliser et marginaliser les familles de disparus.

cibles des railleries des militaires : « ils sont probablement allés vivre avec une autre femme », « ils sont certainement partis en Europe en cachette », « nous n'avons aucune information sur eux », disent les militaires à ces épouses.¹ En Argentine comme au Chili, les mères des détenus-disparus sont elles aussi victimes d'une violence morale réitérée : les militaires les accusent d'avoir « mal élevé leurs enfants », justifiant ce qui est arrivé aux disparus par « la mauvaise éducation que leurs mères leur ont donnée ». Les discours véhiculés par les media (que nous avons évoqués précédemment) entretiennent également cette culpabilisation des victimes et de leurs familles. Dans les dernières années de la dictature chilienne, certains propos du général Pinochet peuvent également illustrer cet aspect. En réaction à la nouvelle de la découverte de fosses communes au Chili, il déclarera avec mépris : « Je félicite les chercheurs de cadavres²».

L'impunité historique, enfin, fait référence à la prédominance du discours des bourreaux et à l'oubli des victimes, qui ne sont pas reconnues en tant que telles : leur voix n'est ni entendue, ni écoutée. Les responsables des différents crimes et le pouvoir politique construisent une « histoire officielle » qui ne prend nullement en compte ce qu'ont vécu les victimes de la répression. Ils construisent une représentation déformée et mensongère de ce qui s'est réellement passé. Selon l'Institut Inter-américain des Droits de l'Homme :

« [...] l'impunité historique représente un crime contre l'humanité d'un point de vue transgénérationnel, dans la mesure où elle annule l'existence symbolique – sorte de génocide symbolique – d'un groupe, d'une culture, d'un mouvement idéologique, sur le plan de l'imaginaire collectif et de la tradition.³»

L'impunité historique découle donc de l'impunité juridique et morale. Elle incarne la dimension durable de l'impunité en elle-même et entre ainsi en étroite corrélation avec la notion d'oubli. Un oubli forcé.

Au lendemain des dictatures, l'Argentine et le Chili, tout en vivant des processus démocratiques distincts, vont être confrontés à l'impunité sous ses différentes formes, à court, moyen et long terme. Nous reviendrons également à la fin de ce chapitre sur les conséquences psychiques et psychosociales de l'impunité sur les sociétés argentine et chilienne.

¹ FORTON, Jac, *Pinochet, le procès de la dictature en France*, Éditions Toute Latitudo, Espagne, 2009, p. 151. Ce type de discours a été tenu à plusieurs reprises à Erika Hennings, qui avait elle-même été détenue avec son mari Alfonso Chanfreau, disparu. Les militaires lui soutenaient « qu'il n'avait jamais été détenu ». Conférence d'Erika Hennings et entretien avec elle, 3 avril 2017, Beauvais (lycée Jeanne Hachette).

² « Felicito a los buscadores de cadáveres ». In ROJAS BAEZA, *op.cit.*

³ « [...] la impunidad histórica representa un crimen de lesa humanidad en tanto anula la existencia simbólica – especie de genocidio simbólico – de un grupo, una cultura, un movimiento ideológico, en el plano del imaginario colectivo y de la tradición ». In INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *op.cit.*

B) Argentine : gouvernements constitutionnels et impunité

Le retour de la démocratie en Argentine en 1983 crée un sentiment de joie collective et ouvre de nombreux espoirs pour la société civile. Le procès des juntas militaires a lieu à peine deux ans après la chute du régime militaire : le 9 décembre 1985. Neuf hauts responsables de la « Guerre Sale » y sont jugés. Au terme du procès, Videla et Massera sont condamnés à perpétuité. Au moment du procès, les militaires sont jugés pour meurtres, pour vols, pour viols, pour tortures et disparitions. Le vol d'enfants ne fait alors pas partie des crimes pour lesquels ils sont inculpés.¹

Mais les espoirs en matière de justice que nourrissait la société argentine et en particulier les familles de disparus sont rapidement déçus. Le gouvernement d'Alfonsín va en effet faire face, dès 1986, à des rébellions au sein de l'armée : les *carapintadas*, officiers des forces armées, exigent de ne pas être inquiétés pour leur participation aux crimes de la Guerre Sale.² Alfonsín négocie avec les mutins. Cédant à leur pression, le Parlement argentin vote finalement, en 1987, les lois de « Point Final³ » puis « d'Obéissance Due⁴ ». La loi de Point Final implique une amnistie pour tous les militaires non encore jugés auparavant. Quant à la loi d'Obéissance Due, elle établit que les responsables de séquestrations, tortures ou homicides ne peuvent être inquiétés pour leurs crimes dans la mesure où ils « n'ont fait qu'exécuter les ordres qu'ils recevaient de leur hiérarchie ». En d'autres termes, on considère désormais que tout militaire impliqué dans des crimes contre l'humanité pendant la dictature a simplement agi pour accomplir son devoir en tant que militaire, par devoir d'obéissance à sa hiérarchie et à sa Patrie. Ils ne seront donc pas inquiétés pour leur participation à des actions criminelles.⁵ Seuls quelques hauts responsables seront alors inculpés pour les crimes de la Guerre Sale.

En 1990, le gouffre de l'impunité se creuse davantage : le président Carlos Menem,⁶ qui vient d'être élu, fait voter une loi d'amnistie : elle est promulguée. Celle-ci déclare prescriptibles les crimes de la Guerre Sale, mettant ainsi tous les militaires à l'abri et empêchant qu'ils soient inculpés. Menem accorde également une amnistie à tous les généraux dont les procès sont encore en cours. Enfin, le 29 décembre 1990, au nom de la « réconciliation nationale définitive » et alors que 63% de la société argentine s'oppose à toute forme

¹ A posteriori, les délits de vols d'enfants seront déclarés imprescriptibles. Et ce n'est qu'à partir de 2010 que pourront débiter les procès contre les militaires liés à ces vols d'enfants.

² Les « carapintadas » se rebelleront jusqu'à 1990, continuant ainsi à exercer une pression sur le gouvernement argentin.

³ « La ley de Punto Final ».

⁴ « La ley de Obediencia Debida ».

⁵ Dans la mesure où les militaires n'avaient pas été jugés pour vols d'enfants, ce crime ne bénéficiait pas d'amnistie, ce qui permettra aux Grands-mères de la Place de Mai de continuer à inculper les militaires responsables de ce plan systématique.

⁶ Carlos Menem est un président si peu populaire en Argentine qu'il est considéré par une grande partie de la société argentine comme « celui dont on ne doit pas prononcer le nom ». Ainsi, de nombreux argentins le citent en tant que « Méndez », s'ils doivent faire référence à l'ancien président. Entretien avec Juan Carlos Martínez, 20 octobre 2013.

d'amnistie, il l'accorde également aux neuf généraux condamnés lors du procès réalisé cinq ans auparavant. Jorge Rafael Videla, Emilio Massera, ainsi que tous les hauts responsables sont mis en liberté. Videla se rend à la messe en toute tranquillité, Massera écume les plateaux de télévision et Jorge Astiz, l'un des plus féroces tortionnaires de l'ESMA, fait la couverture de certains magazines.¹

Ces trois lois d'impunité, dont l'impact juridique sera considérable, ne seront abrogées qu'en 2005, lors du mandat du président Néstor Kirchner (élu en 2003). Dès son arrivée au pouvoir, il entreprend notamment un acte symbolique sans précédent : il fait retirer les portraits des généraux Jorge Rafael Videla et Reynaldo Bignone du Collège Militaire. L'ancien camp de concentration de l'ESMA devient un espace de mémoire. En 2004, à l'occasion de l'inauguration de cet espace, Néstor Kirchner demande officiellement pardon au peuple argentin :

« En tant que président de la nation argentine, je viens demander le pardon de l'État National pour la honte de s'être tu pendant vingt ans de démocratie. Et ceux qui sont responsables de l'existence sinistre de tous ces camps de concentration tels que l'ESMA, ils n'ont qu'un seul nom : ce sont des assassins répudiés par le peuple argentin.²»

Au cours de son mandat, jusqu'en 2007, Néstor Kirchner bénéficie du soutien d'une grande partie de la population argentine dans la mesure où il est, depuis le retour de la démocratie, le premier président à faire reculer l'impunité et à prendre d'importantes mesures en matière de justice et de réparation sociale pour les victimes de la Guerre Sale. Depuis la fin des années 2000, de nombreux procès sont en cours. Certaines peines prononcées ont été hautement significatives, en particulier celle de Jorge Rafael Videla, condamné à perpétuité en 2010 pour sa responsabilité dans les tortures et disparitions forcées. En 2012, il est également condamné à 50 ans de prison pour les crimes liés au Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés.

Malgré ces avancées significatives en matière de justice, la société argentine porte encore, les « stigmates » de l'impunité, car toute la vérité n'a pas été faite pour tous les disparus. Le sentiment d'impunité perdure encore dans la société contemporaine. Pour preuve, le cas de Jorge Julio López, un ex-détenu ayant témoigné, en 2006, lors d'un procès contre le tortionnaire argentin Miguel Etchecolatz. Le lendemain de sa participation au procès, Jorge Julio López disparaît. Dix ans plus tard, il est toujours porté disparu, sans que rien n'ait pu se savoir à son sujet, ni au sujet des responsables de cette disparition. La société argentine et les

¹ Documentaire d'Alexandre Valenti, *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, 2012, diffusé par la chaîne France 5 en avril 2013 et disponible en ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=m1lulXeBD8g>, consulté le 12 décembre 2014.

² « Como presidente de la Nación Argentina, vengo a pedir perdón del Estado Nacional por la vergüenza de haber callado durante veinte años de democracia. Y a los que hicieron este hecho tenebroso y macabro de tantos campos de concentración como fue la ESMA, tienen un solo nombre : son asesinos repudiados por el pueblo argentino ». Documentaire d'Alexandre Valenti, *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, 2012, diffusé par la chaîne France 5 en avril 2013 et disponible en ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=m1lulXeBD8g>, consulté le 12 décembre 2014.

associations de défense des Droits de l'Homme auront donc le sentiment de revivre l'expérience traumatique et déstructurante de la disparition forcée et de l'impunité, même en temps de démocratie. Le 3 juillet 2013, un autre événement réactive ce sentiment d'impunité juridique et morale : la présidente Cristina Kirchner, qui a succédé à la présidence à son défunt mari, nomme César Milani à la tête de l'armée argentine. De nombreuses personnalités liées aux Droits de l'Homme s'insurgent contre cette décision : Milani est impliqué dans des cas de violations de Droits de l'Homme pendant la dictature. Nora Cortiñas et les Mères de la Place de Mai de la Ligne Fondatrice désavouèrent particulièrement cette décision.¹ À plus de trente ans du retour de la démocratie en Argentine, le « fantôme » de l'impunité plane donc encore sur la société.

C) Chili : une transition démocratique décevante

Au Chili, à partir du milieu des années 80, les protestations contre le régime Pinochet se font de plus en plus régulières. Ce dernier est finalement contraint d'organiser un référendum : le peuple chilien doit choisir s'il souhaite que le dictateur reste au pouvoir pour huit années supplémentaires. Ainsi, le 5 octobre 1988, les Chiliens votent en masse et la victoire du Non, avec 56% des suffrages, met fin à quinze longues années de terreur et de sang.² Bien que la victoire du « Non » l'emporte très nettement, les votes en faveur du « Oui » rendent compte du fait que le régime militaire possède encore une certaine assise dans la société chilienne, les électeurs en faveur du « Oui » considérant, pour la plupart, que la victoire du « Oui » assurerait le maintien de « l'ordre et de la tranquillité ».³

Les résultats du plébiscite vont, quoi qu'il en soit, modifier le cours de l'histoire : la transition démocratique peut commencer. Celle-ci restera toutefois empreinte de la crainte d'un nouveau coup d'état et se caractérisera essentiellement par la négociation et le consensus.⁴

Peu avant le plébiscite, l'opposition à Pinochet s'organise en une large coalition baptisée la « Concertation » : une alliance de quinze partis, entités, organisations et mouvements politiques allant du centre-gauche au centre-droit.⁵ En février 1989, Patricio Aylwin est désigné comme candidat de la Concertation à l'élection présidentielle⁶ prévue en mars 1990. Aylwin est élu et prend ses fonctions le 14 mars 1990.

¹ Voir l'article en ligne disponible sur <http://www.diarioveloz.com/notas/99903-quien-es-cesar-milani-el-jefe-del-ejercito-cuestionado-su-actuacion-la-dictadura>, consulté le 22 décembre 2014.

² Le général Pinochet était tellement certain de la victoire du « Oui » que les élections n'avaient pas été truquées. Voir FORTON, Jac, *op.cit.*

³ PATINO, Bruno, *Pinochet s'en va : la Transition démocratique au Chili (1988-1994)*, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine et l'auteur, Paris, 2000, p. 62.

⁴ *Idem.*

⁵ FORTON, Jac, *Pinochet, le procès de la dictature en France*, Éditions Toute Latitude, Espagne, 2009, p. 59.

⁶ PATINO, Bruno, *Pinochet s'en va : la Transition démocratique au Chili (1988-1994)*, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine et l'auteur, Paris, 2000, p. 93.

Le peuple chilien a de nombreuses attentes envers le nouveau gouvernement. Il aspire à une véritable démocratie, libre et dignement représentée, à moins d'inégalités sociales, à une société libre de toutes formes de violence.¹ Patricio Aylwin, le nouveau président, fait la timide promesse que justice sera faite « dans la mesure du possible ».² D'une année à l'autre, il renouvelle également la promesse « qu'il n'y aura plus aucun prisonnier politique dans le pays d'ici la fin de l'année³ ». Dès le mois d'avril 1990, il réunit deux commissions chargées d'établir un rapport sur les violations des Droits de l'Homme commises sous la dictature, entre le 11 septembre 1973 et le 11 mars 1990 : la « Commission Vérité et Réconciliation » et la « Commission Réparation et Réconciliation ». La « Commission Vérité et Réconciliation » rédigera ainsi le Rapport Rettig, du nom du sénateur à la tête de la commission : cette tâche prendra une année entière. Ce rapport constitue un indéniable pas en avant dans la recherche de la vérité,⁴ dans la mesure où il reconnaît les crimes commis pendant les années Pinochet, mais aussi la responsabilité de l'État chilien en ce qui concerne ces violations aux Droits de l'Homme. Or, s'il répertorie minutieusement tous les cas d'enlèvements, de disparitions et d'exécutions sommaires, s'il nomme les organismes responsables de violations des Droits de l'Homme, le rapport ne nomme aucun tortionnaire, aucun responsable des crimes commis. De nombreux organismes de défense des Droits de l'Homme (CODEPU-DIT, Vicariat de la Solidarité...) le considéreront donc comme un rapport incomplet et se chargeront d'établir d'autres travaux et d'autres rapports en matière de justice.

Pendant le gouvernement de la Concertation, les avancées en termes de vérité et de justice restent insuffisantes : il ne s'agit pas d'une priorité pour une partie de la société encore favorable au gouvernement militaire. Certains politiciens haut placés proposeront de faire voter une loi d'amnistie générale. Le ministre de la Défense d'Aylwin ira également jusqu'à demander de « ne pas exagérer les situations du passé ».⁵

Le gouvernement de la Concertation va donc frustrer les attentes des victimes de violations de Droits de l'Homme et de leurs familles. La Cour Suprême de Justice ne traite pas avec rigueur les cas de disparition forcée. En ce sens, elle respecte scrupuleusement la loi d'amnistie promulguée en 1978, qui reste en vigueur pendant la transition démocratique. Ladite loi « excusait » tous les crimes commis entre 1973 et 1978, soit les crimes commis pendant les années les plus noires du Chili. En 1990, la Cour Suprême ordonnera ainsi plusieurs non lieux en vertu de la loi d'amnistie. En particulier dans le cas des exécutés de Calama, victimes de la Caravane de la mort. L'enquête ne sera pas menée à son terme et les noms des coupables ne seront pas connus.⁶ Dès 1993, la Cour Suprême va décider d'appliquer l'amnistie dans les cas de disparition, faisant fi de la notion de délit permanent, ou encore, dans certains cas, décide de prononcer une amnistie avant même l'ouverture d'une procédure judiciaire.⁷

¹ *Idem*, pp. 80-82.

² Entretien avec Laura Atencia Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ FORTON, Jac, *op.cit.* Cette promesse ne se concrétisera qu'à la fin de son mandat, à la fin de l'année 1993.

⁴ FORTON, Jac, *op.cit.*, p. 66.

⁵ FORTON, Jac, *op.cit.*, p. 66.

⁶ PATINO, Bruno, *op.cit.* p. 277.

⁷ *Idem*, p. 297.

Des recherches médico-légales sont également entamées afin d'identifier les corps des disparus ou des exécutés politiques qui ont été enterrés dans des fosses communes. Une tâche hautement importante en matière de justice et de réparation sociale, pour les familles de victimes mais aussi pour toute la société chilienne. Elle sera pourtant réalisée avec négligence, comme nous l'a signifié Laura Atencio Abarca, fille du député communiste Vicente Atencio, martyr de la dictature dont le corps sera identifié dans les années 90 :

« Il ne s'agissait pas d'un problème de progrès de la technologie, parce que le monde en disposait. Le fait est qu'il n'y avait pas de *volonté* que ces analyses soient fiables. Il a ensuite été découvert qu'à l'institut de médecine légale, les professionnels qui se chargeaient de ces travaux et qui étaient fondamentalement au nombre de deux, ne possédaient pas les connaissances techniques et travaillaient de façon très négligée. Ce qu'ils faisaient n'était pas professionnel.¹ »

Des analyses ADN de certains ossements retrouvés dans des fosses communes au milieu des années 2000 prouveront en effet que certains résultats d'analyses réalisées pendant les années 90 n'étaient pas corrects.² Les familles de disparus, conscients de la négligence des organismes chargés d'identifier leurs êtres chers, manifesteront ainsi un certain scepticisme à l'égard des résultats qui leur seront donnés.³

Quant à Pinochet, il restera commandant en chef des Armées jusqu'à 1998, date à laquelle il devient sénateur à vie et quitte ses fonctions après une cérémonie grandiose, avec les honneurs et la reconnaissance d'une bonne partie de la société chilienne (30 à 40% d'après des sondages).⁴ En octobre 1998, Pinochet est arrêté à Londres : la justice internationale peut enfin commencer à tenter de l'inculper pour les nombreux crimes de la junte militaire. Mais le dictateur sera simplement assigné à résidence.

En conséquence, pendant la transition démocratique chilienne, si la vérité au sujet des crimes de la dictature progresse, la justice ne connaîtra pas, elle, d'avancées significatives.⁵ Les gouvernements qui succéderont à Patricio Aylwin – Eduardo Frei fils, Ricardo Lagos, Sebastián Piñera – ne feront pas non plus de la justice une priorité pour leurs gouvernements. C'est ce que déplorent, aujourd'hui encore, de nombreuses victimes directes et indirectes de la dictature.⁶ De nos jours, la société chilienne semble encore davantage marquée par l'impunité que la société argentine : très peu de responsables de la dictature ont été inculpés pour leurs crimes

¹ « No era por un problema de avance de la tecnología, porque en el mundo había, lo que pasa es que no había *voluntad* de que esos reconocimientos fueran certeros. Se descubrió después que en el instituto médico-legal, los profesionales que estaban allí a cargo, que eran dos fundamentalmente, no tenían los conocimientos técnicos, y además hacían su trabajo muy desprolijamente, no era profesional el trabajo ». Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013.

² Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ *Idem.*

⁴ PATINO, Bruno, *op.cit.*, p. 292.

⁵ *Idem.*

⁶ Tous les fils, filles et épouses de disparus avec lesquels nous nous sommes entretenue au Chili ont déploré le manque de sanctions juridiques et morales envers les hauts responsables de la dictature.

et condamnés. Par ailleurs, si certains ont finalement été jugés et condamnés, les familles des victimes considèrent leurs peines bien trop faibles ou leurs conditions d'incarcération bien trop « luxueuses » par rapport aux crimes dont ils sont coupables. À plus de quarante ans du coup d'état d'Augusto Pinochet, une impunité juridique perdure donc dans la société chilienne. La loi d'amnistie, promulguée par Pinochet en 1978, reste elle aussi en vigueur.¹

L'impunité morale perdure également. Ainsi, les plus hauts responsables des crimes de la dictature et des services de renseignement continuent de nier les tortures et les disparitions. Manuel Contreras, l'ancien chef de la DINA et bras droit de Pinochet, a notamment déclaré lors d'une allocution télévisée, en septembre 2013 (période hautement significative pour le Chili dans la mesure où il s'agissait de la commémoration des quarante ans du coup d'état), que « la DINA n'avait jamais torturé personne²».

Malgré des processus démocratiques différents, force est de constater, à l'issue de cette analyse, que l'Argentine et le Chili ont pleinement vécu l'impunité sous ses différentes formes : juridique, morale et historique, y compris sous les gouvernements constitutionnels. Nous jugeons pertinent de revenir plus particulièrement sur les conséquences psychosociales de cette impunité multiple et sur sa relation avec le trauma psychosocial que nous avons défini précédemment.

D) Conséquences psychosociales de l'impunité

L'impunité, intimement liée aux délits de disparitions forcées, a fait l'objet de nombreuses études de la part de spécialistes de la santé mentale et des Droits de l'Homme. Et tout particulièrement au Chili et en Argentine. Nous avons ainsi pu observer qu'elle pouvait être définie selon un critère juridique, moral ou historique. Ces trois aspects de l'impunité peuvent avoir un impact considérable d'un point de vue psychosocial.

L'impunité historique, nous l'avons mentionné, est en étroite corrélation avec la notion d'oubli : elle représente en effet un « oubli forcé », imposé à la société. Cet « oubli forcé » en tant que facette de l'impunité a d'importantes conséquences psychosociales et va générer une « mémoire traumatique ».³ En ce sens, Saint Augustin nous rappelle d'ailleurs que c'est précisément parce que l'on se souvient de certains faits que l'on sait qu'ils ont été « officiellement » oubliés.⁴ Les sociétés victimes d'impunité vivent ainsi dans une sorte de

¹ Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

² Interview de Manuel Contreras, retransmise par la télévision chilienne, septembre 2013.

³ Becker y Castillo, *in* Instituto Interamericano de Derechos Humanos, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, San José, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, 2007, p. 220. Nous reviendrons dans notre étude sur le rôle de la mémoire dans une société.

⁴ Saint Augustin, cité par Nancy Nicholls, *in* Nicholls, Nancy, *Memoria, arte y derechos humanos : la representación de lo imposible*, Colección Signos de la memoria, Santiago de Chile, 2013, p. 17.

dichotomie entre oubli forcé et refus d'oublier. Impossible, en effet, d'oublier une dictature et ses crimes. Comme nous l'avons analysé, les situations d'extrême violence, qui plus est lorsqu'il s'agit d'une politique d'État, ont un impact profond sur une société et sur plusieurs générations. D'où la violence morale et psychosociale que représente l'impunité-oubli. Les études de l'Institut Inter-américain des Droits de l'Homme le montrent bien :

« Tout comme les crimes en eux-mêmes, l'impunité relève d'une décision humaine, il s'agit d'une tentative d'occultation et, qui plus est, d'une obligation de parvenir à l'oubli. Oubli qui, dans le cas des crimes contre l'humanité, est impossible, étant donné qu'ils restent gravés pour toujours chez les personnes qui en ont été directement victimes et gravés dans la société et son imaginaire collectif, qui le transmettra de génération en génération.¹»

L'impunité en tant qu'oubli forcé relève en effet de décisions humaines et constitue en ce sens un acte délibéré et rationnel de non-sanction des violations des Droits de l'Homme. Partant de ce postulat, elle peut donc être pleinement considérée, elle aussi, comme une nouvelle violation des Droits de l'Homme. Telle est l'analyse établie par la neuropsychiatre Paz Rojas, qui définit en ce sens l'impunité comme une forme de crime contre l'humanité, un « double crime ».²

Les différentes formes d'impunité (juridique, morale, pénale), vont tendre à rendre possible la répétition constante, voire cyclique, des crimes et des expériences déstructurantes. Si les responsables de graves violations des Droits de l'Homme ne sont pas sanctionnés juridiquement, moralement et historiquement, une menace permanente s'installe en effet du point de vue de la subjectivité personnelle et sociale. L'impunité morale, en particulier, affecte en effet la subjectivité des individus dans la mesure où elle impose un pacte social basé sur la culpabilité, la polarisation sociale, la méfiance collective.³ Elle promeut de nouveaux codes sociaux et un nouveau système où la violence n'est pas punie. Système où, par conséquent, la violence criminelle, la transgression des lois peuvent potentiellement se répéter et où les individus ne sont pas protégés.

L'impunité revêt donc une dimension cyclique et peut signifier une violation perpétuelle des Droits de l'Homme.⁴ De ce fait, elle entre en corrélation avec les notions de structuration et déstructuration du

¹ « Como los crímenes, la impunidad es una decisión humana, una tentativa de ocultamiento y, más aún, una obligación de llegar al olvido. Olvido que, en el caso de los crímenes de lesa humanidad, es imposible, pues ellos quedaron para siempre grabados en las personas directamente afectadas, así como en la sociedad, en el imaginario colectivo que lo transmitirá por generaciones».

INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007, p. 224.

² ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia*, op.cit., p. 165.

³ INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *op.cit.*

⁴ L'Institut Inter-américain des Droits de l'Homme a particulièrement analysé le fonctionnement de ce cycle. L'impunité représente en effet un « *contexto posibilitador* » : elle devient un système, un contexte qui tolère la

psychisme, ainsi qu'avec le concept de trauma psychosocial, que nous avons analysés en amont. D'un point de vue psychique, il est en effet essentiel pour l'être humain que la vie en société comporte certains interdits et que ceux-ci soient dûment définis par des lois. Il est également fondamental que toute transgression de ces lois puisse être sanctionnée. Les interdits, les limites, les lois et l'existence de sanctions ont un rôle psychiquement structurant pour tout individu,¹ elles sont nécessaires à son équilibre psychique. À l'inverse, la non-application des lois, la non-sanction et, de ce fait, la menace de voir des expériences traumatiques² se répéter continuellement, ont un effet déstructurant sur le psychisme humain et un impact destructeur sur tout le tissu social. Les bases et les valeurs – pourtant fondamentales – qui permettent aux individus de vivre en société sont brisées. L'impunité, par son caractère cyclique et prolongé, incarne donc elle aussi une forme de déstructuration psychique.

Le trauma psychosocial, que nous avons défini précédemment comme produit d'une situation violente qui affecte toute une société, est accentué par l'impunité qu'entraîne la méthodologie employée par le terrorisme d'État (disparitions forcées en particulier). Elle est, elle aussi, le produit de cette politique : négation de ce qui s'est réellement produit, dissimulation des responsables, absence totale ou partielle de justice d'un point de vue pénal, moral et historique. C'est pourquoi, en termes psychosociaux, l'impunité représente un puissant facteur de « retraumatisation »,³ dans la mesure où, comme les crimes en eux-mêmes, elle crée une expérience traumatique. Comme le démontrent en ce sens les analyses de Paz Rojas, les disparitions en elles-mêmes tout comme la longue impunité qui en découle ont un effet délétère sur le psychisme humain, d'un point de vue individuel et collectif. Paz Rojas souligne également que l'impunité finit par être tout aussi grave, voire plus grave encore, que les crimes eux-mêmes :

« Selon moi, l'impunité est un nouveau crime. L'impunité entraîne des troubles psychologiques et, avec le temps, finit par être tout aussi grave que la torture. Le fait de ne pas savoir, de ne pas obtenir justice, produit un trouble permanent au fil du temps.⁴ »

possibilité de répétition des crimes. Ce contexte représente le début du cycle crime-impunité. De ce contexte va naître une situation de violence, qui s'ensuit de l'absence de sanction (impunité morale et pénale), à laquelle va succéder l'oubli (impunité historique), qui, à son tour, alimente l'impunité en tant que système, en tant que contexte. Ainsi, les sociétés confrontées à des situations d'impunité sont, d'une certaine façon, confrontées à un « cercle vicieux ».

¹ INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *op.cit.*, p. 224.

² Nous reprenons ici l'expression employée dans ce chapitre qui se réfère à tous les « produits » du terrorisme d'État : violences physiques et morales, assassinats, tortures, disparitions, désinformation, impunité. Toutes ces expériences ont un impact individuel et collectif.

³ C'est ainsi que nous avons traduit un concept encore très récent et employé exclusivement par les spécialistes chiliens et argentins du domaine de la Santé Mentale associé aux Droits de l'Homme. Cette traduction correspond au terme original « retraumatización » et n'est pas encore réellement incorporé à la langue française.

⁴ « La impunidad, yo digo que es un nuevo crimen. La impunidad produce trastornos psicológicos, y con el tiempo llega a ser tan grave como la tortura. El no saber, el no tener justicia, produce un trastorno permanente en el tiempo ». Entretien avec Paz Rojas, 8 octobre 2013.

Il convient d'ajouter que, si le trauma psychosocial a un impact multi, inter et transgénérationnel, il en est de même pour l'impunité. Elle constitue une prolongation de la blessure vécue par la société et, de ce fait, affecte plusieurs générations et se transmet à travers celles-ci.

Nous avons également insisté dans ce chapitre sur le caractère rationaliste de l'être humain, pour qui la vérité constitue la base de toute construction psychique. À l'échelle sociale, les effets déstructurants de l'absence de vérité ont donc un impact plus fort. Une société sans vérité ni justice, dont une partie du passé et de l'histoire reste niée, occultée, non-reconnue, n'est pas viable pour les individus qui la constituent. La justice est, quant à elle, le « pendant » de la vérité et l'application de sanctions adaptées à la gravité des délits ou crimes est elle aussi une condition essentielle à l'équilibre psychique de l'individu. L'absence de vérité ou de justice y compris en temps de démocratie sont des facteurs qui « aggravent l'expérience traumatique ». ¹ Si les attentes en terme de reconnaissance, puis de réparation sociale du crime qui a été commis sont frustrées par l'absence de justice, la « séquence traumatique » devient plus intense : elle fait perdurer la sensation de menace, d'impuissance et de vulnérabilité. Une société vivant dans l'impunité est en effet condamnée à vivre, de façon réitérée, l'expérience traumatique liée aux crimes non sanctionnés. ² Les sociétés argentine et chilienne ont donc vécu, voire vivent encore de nos jours, dans cette situation d'impunité « chronique ».

Nous nous sommes intéressée, dans cette première partie, aux significations de la disparition forcée, paradigme du terrorisme d'État et à ses multiples conséquences psychosociales, en lien avec l'impunité. Nous nous sommes également penchée sur le caractère transgénérationnel de ces multiples « blessures ». Ces aspects sont essentiels pour aborder réellement le cœur de notre étude, à savoir, l'étude de la construction psychosociale et identitaire des fils et filles de disparus. Ces derniers, héritiers d'une absence-présence, héritiers de toute une histoire familiale et collective douloureuse, déstructurante, traumatique – pour reprendre le concept du « trauma psychosocial » – vont devoir se construire en tant qu'individus à partir de cet héritage. Comment s'opère cette construction identitaire ? Notre deuxième partie sera consacrée à cette question, qui sera abordée, dans un premier temps, en considérant plus particulièrement le cas chilien.

¹ Voir Kordon, Diana et Edelman, Lucila, *Impacto psíquico y transmisión inter y transgeneracional en situaciones traumáticas de origen social*. Document disponible en version pdf téléchargeable sur le site <http://redsaludddh.org/libros/ibropaisajesdeldolor/Impacto%20psiquico.PDF>, consulté le 24 avril 2014.

² INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *op.cit.*, p. 226.

DEUXIÈME PARTIE

(DÉ)CONSTRUIRE SON IDENTITÉ À PARTIR D'UNE ABSENCE-PRÉSENCE : LE DOULOUREUX HÉRITAGE FAMILIAL DES DISPARITIONS FORCÉES

CHAPITRE UN :

**GRANDIR DANS L'ABSENCE-PRÉSENCE D'UN
PARENT DISPARU : LE CAS CHILIEN**

Au Chili, ainsi que nous l'avons mentionné dans notre précédent chapitre, 94% des détenus-disparus sont des hommes. Bon nombre d'entre eux sont pères de familles et laissent derrière eux des enfants de différents âges. Ainsi, les témoignages qui nourrissent notre chapitre émanent essentiellement d'hommes et de femmes dont le père a disparu.¹ Nous avons pu nous entretenir avec eux lors de travaux de terrain au Chili en 2013. Nous nous centrerons donc sur ces personnes ayant grandi dans une présence-absence (pour reprendre les termes que nous évoquons plus haut) de la figure paternelle. Nous verrons en quoi la disparition forcée soulève des questions relatives à la construction psychique des plus jeunes, dans la mesure où elle est encore une fois liée à la notion de traumatisme. Nous avons évoqué ce concept dans notre précédente partie et avons considéré qu'il était primordial de mettre en lumière son caractère inter, multi et transgénérationnel dans le cas des crimes de disparitions forcées. Nous nous intéresserons à présent aux conséquences de cette expérience traumatique et aux problématiques engendrées par la disparition forcée chez un enfant. Nous mettrons ensuite en relation les données empiriques recueillies pendant nos travaux de terrain avec ces données théoriques appartenant au champ de la psychologie. Notre approche ne prétend pas poser un « diagnostic clinique » sur les générations de jeunes enfants ayant vécu la disparition de leur père ; elle s'inscrit, en revanche, dans une démarche visant à comprendre les enjeux et les conséquences d'un tel événement sur leur développement, leur personnalité et leur construction identitaire. Pour les plus jeunes au moment de la disparition, il s'agira d'analyser comment ils ont pu se forger une identité tout en construisant une figure paternelle à la fois absente et présente. Dans le cas des enfants moins jeunes au moment de la disparition, il s'agira d'étudier comment ils ont fait face à une expérience très déstructurante et quels ont été les impacts de l'événement (à court, moyen et long terme) sur leur construction identitaire et personnelle, dans un premier temps en tant qu'enfants et adolescents.

I. Approche psychologique de concepts clés liés au traumatisme psychique et à la construction identitaire chez l'enfant

Notre approche théorique du concept de traumatisme psychique chez l'enfant (au sens universel du terme) se nourrit de plusieurs travaux que la psychologue clinicienne Évelyne Josse, spécialiste de cette thématique, a consacrés à cette question. Nous nous appuyons également sur les travaux plus spécifiques de plusieurs psychologues chiliens et argentins, dans une logique analogue à celle de notre précédent chapitre. Ainsi, les travaux et les réflexions de Diana Kordon, Lucila Edelman, Juana Kovalskys, Myriam George Heimann, Chetty Espinoza ou Paz Rojas nous permettent d'établir une relation entre travaux théoriques et témoignages sur la politique de terrorisme d'Etat qui a dévoré ces pays.

¹ Bien que nous ayons fait en sorte de rencontrer également des personnes dont la mère avait disparu afin de varier nos points d'approche, nous avons uniquement réussi à recueillir des témoignages de personnes de père disparu.

A) Les facettes du traumatisme psychique chez les plus jeunes

Dans le champ de la psychopathologie, le *trauma* (ou la « blessure ») peut se définir comme la « transmission d'un choc psychique exercé par un agent psychologique extérieur sur le psychisme,¹ y provoquant des perturbations psychopathologiques transitoires ou définitives² ». Le trauma peut donc également se définir comme une « blessure psychique » ou comme une sorte de « corps étranger interne » qui va s'incruster dans l'appareil psychique et perturber son fonctionnement.

Les psychologues cliniciens Évelyne Josse et François Lebigot nous rappellent que, chez l'adulte, on pourra parler d'*expérience traumatique* dans différents cas : plus particulièrement si un individu est confronté au réel de la mort ou encore s'il est victime ou témoin d'une agression ou de la possibilité d'une agression.

L'événement traumatique, en somme, constitue une menace pour la vie ou pour l'intégrité physique et/ou mentale d'une personne ou groupe de personnes.³ Des sentiments de peur intense, d'impuissance, d'horreur ou encore de honte découlent de l'événement traumatique, lequel remet également en cause les valeurs les plus essentielles de l'existence humaine : la paix, la solidarité, la sécurité, le respect.⁴ Comme le souligne encore une fois Évelyne Josse, les réactions émotionnelles qui découlent d'une situation traumatique sont directement tributaires du développement du sujet.⁵

Une expérience psychiquement traumatique pour un individu peut être générée par de multiples situations. Dans cette perspective, Évelyne Josse distingue deux types d'événements traumatiques :

- d'origine naturelle, dans des situations générées par des catastrophes climatiques ou biologiques telles que des ouragans, des séismes ou encore des pandémies.
- d'origine humaine : violences et agressions de toutes natures, accidents ou encore pertes de personnes significatives.

Dans le cadre de notre étude, c'est précisément sur ce dernier aspect que nous nous focaliserons : la perte d'une personne significative (autrement dit, une personne occupant une place très importante dans la vie de l'enfant) en tant que situation génératrice d'une blessure psychique chez les plus jeunes. La perte d'une personne significative, chez les jeunes enfants, équivaut à une confrontation à la mort.

¹ Le psychisme correspond à la structure mentale de l'être humain, à l'ensemble de ses caractères psychiques. ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, p. 854.

² Louis Crocq cité par Évelyne Josse, in *Le traumatisme psychique*, p. 17.

³ É. Josse p. 18

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.* Par « développement », selon l'Organisation Mondiale de la Santé, on entendra « La maturité en tant que développement physique, cognitif, comportemental, socio-émotionnel, linguistique et de capacités motrices générales ou fines. »

Cet aspect doit être mis en relation avec le délit de disparition forcée et son impact. Plus l'enfant sera jeune, plus les conséquences de la perte brutale de l'une des figures parentales seront pernicieuses.¹ Dans le cas du terrorisme d'État, Diana Kordon et Lucila Edelman, d'un point de vue terminologique, préfèrent parler de « *situation traumatique* » plutôt que de *trauma*, dans la mesure où ce dernier se réfère à un événement isolé. Pour évoquer la disparition, qui fait référence à une situation prolongée dans le temps, il apparaît donc plus approprié de parler de *situation traumatique*.

Comme nous l'évoquions plus haut, notre travail suppose l'élaboration de différents « groupes ». Notre méthodologie implique en effet de fixer, dans ce chapitre, certaines limites d'âge et de définir certains groupes, pour analyser comment les fils et filles de disparus ont appréhendé leurs processus de construction ou reconstruction identitaire en fonction de l'âge qu'ils avaient au moment de la disparition du ou des parent(s). Nous avons donc fait le choix de nous centrer, pour nourrir notre réflexion, sur les parcours d'hommes et de femmes qui étaient âgés de quelques mois à la préadolescence (onze ans environ) au moment de la détention et disparition de leur père. Cette limite se justifie dans la mesure où elle correspond à une période où la personnalité de l'enfant n'est pas encore tout à fait formée : elle est malléable, « inachevée » et par conséquent aisément perturbée par l'impact d'une expérience traumatique.² La définition de cette limite d'âge nous a été justement suggérée par la psychiatre chilienne Paz Rojas au cours de l'entretien qu'elle nous a accordé à Santiago du Chili. Au sein de cette même limite, nous définirons plusieurs sous-groupes, selon un critère correspondant aux travaux de psychologues cliniciens spécialistes de l'enfance et de la petite enfance. Par ailleurs, nous ferons ponctuellement référence aux témoignages de trois personnes dont le père a disparu alors qu'elles entraient dans l'adolescence.³

1) Enfants âgés de moins de trois ans au moment de l'événement traumatique (disparition de la figure parentale)

Dans ses travaux consacrés au traumatisme psychique chez l'enfant, Évelyne Josse écrit qu'en dessous de l'âge de trois ans, l'enfant n'est pas en mesure de percevoir une menace vitale ou d'apprécier réellement la gravité d'un événement. Il manque à la fois de maturité et d'expérience pour avoir conscience de la particularité de la mort ou d'un autre événement qui bouleverse sa vie et/ou celle de son entourage⁴.

¹ JOSSE, Évelyne, *Le traumatisme psychique, chez le nourrisson, l'enfant et l'adolescent*, éditions De Boeck, Bruxelles, 2011, p. 15.

² *Ibid.*

³ Dans deux cas, les personnes que nous avons interviewées avaient légèrement plus de onze ans au moment de la disparition de leur père. Nous avons toutefois choisi de les inclure dans notre étude, dans la mesure où les principales intéressées se considéraient encore dans l'enfance à cet âge-là, une enfance brutalement interrompue, selon leur ressenti et leurs propos.

⁴ E. Josse, p. 19. Voir également <http://www.resilience-psy.com/spip.php?article59>, consulté le 15 juin 2016.

« La disparition d'un être cher est une épreuve pour les tout petits comme pour les enfants plus grands. Toutefois, leurs réactions émotionnelles sont directement tributaires de leur développement et de leur compréhension des événements. Les nourrissons, qui manquent à la fois de maturité et d'expérience, n'ont pas conscience de la particularité de la mort. Elle s'apparente pour eux à n'importe quelle séparation. [...] Les nourrissons sont principalement affectés par la disparition des personnes qui les maternent.¹»

Dans cette tranche d'âge, par ailleurs, l'enfant ne possède généralement pas de souvenirs de la figure parentale. Il ne se souviendra donc pratiquement pas du parent disparu. Selon la psychiatre Paz Rojas, il est légitime d'affirmer qu'ils « ne les ont pas connus », dans le sens où leur mémoire visuelle, émotionnelle et corporelle n'a pas eu le temps d'assimiler leur image, de se construire une représentation solide de cette figure parentale.² De ce fait, la construction de cette représentation ne pourra se faire par l'individu lui-même : elle se réalisera de façon indirecte, par le biais des récits et des propos de son entourage, tout au long de sa construction identitaire, dans l'enfance, l'adolescence et tout au long de la vie. Il s'agit de la tranche d'âge à laquelle nous accorderons une importance privilégiée dans ce travail.

2) Enfants âgés de trois à cinq ans au moment de l'événement

À cet âge, les représentations du parent disparu peuvent potentiellement être un peu plus précises. Les enfants de trois à cinq ans sont très perméables à la façon dont leur entourage proche réagit aux drames qui les accablent et souffrent de la perte des figures d'attachement. Ils sont capables de prendre conscience de la gravité d'un événement et la menace perçue peut causer un véritable traumatisme :

« Entre trois et cinq ans, les enfants intègrent petit à petit le concept de mort mais ne réalisent pas qu'un décès représente une séparation définitive. Ils croient que le défunt regagnera un jour le foyer ou qu'il « vit » dans un autre monde d'où il peut les observer, les entendre, etc... A cinq ans, ils saisissent le caractère irréversible de la mort mais non son universalité. Ils l'envisagent pour les adultes, surtout lorsqu'ils sont âgés, mais pas pour eux-mêmes ni pour leurs proches.³»

¹ Article d'Évelyne Josse, disponible sur <http://www.resilience-psy.com/spip.php?article59>, consulté le 15 juin 2016.

² Entretien avec Paz Rojas, 8 octobre 2013, Santiago du Chili.

³ Évelyne Josse, article en ligne disponible sur <http://www.resilience-psy.com/spip.php?article59>, consulté le 15 juin 2016.

3) Enfants âgés de six à dix ans et enfants adolescents au moment de l'événement

Plus l'enfant grandit, plus il est apte à percevoir un danger et à comprendre la gravité d'un événement, d'en apprécier les enjeux et d'en prévoir les conséquences. Il possède également davantage de représentations de ses parents. Selon Évelyne Josse, les préadolescents et adolescents (enfants âgés de onze à treize ans environ) ont la même compréhension de la mort que les adultes.¹ Ils peuvent parfois sembler peu touchés par la perte, masquer leurs émotions ou bien y réagir de façon agressive. Les plus âgés auront des réactions comparables à celles des adultes.²

En l'occurrence, la situation des enfants plus âgés diffère de la situation de ceux qui étaient encore dans la toute petite enfance au moment de la disparition de la figure parentale. Pour les enfants plus âgés, dotés d'un certain nombre de représentations de leurs parents, de souvenirs, d'une mémoire émotionnelle, affective et sensorielle rattachée à cette figure parentale, il y aura systématiquement un *avant* et un *après* la disparition³: cet événement marque systématiquement une rupture très violente, comme nous le verrons grâce aux témoignages dont se sont nourries nos recherches. Il marque aussi le début d'un processus de deuil incomplet, en raison de la désinformation permanente autour du disparu.

¹ *Idem.*

² *Idem.*

³ KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 168.

B) Filiation et construction identitaire

La construction identitaire d'un être humain est un processus d'une grande complexité, en évolution permanente. Elle débute dès le plus jeune âge et demeure intimement liée à son développement personnel et psychique :

« Le psychisme se constitue à partir d'une matrice groupale, la famille ou le groupe primaire, dans lequel vont se développer les premières configurations de liens et va se constituer l'identité personnelle.¹»

Tout individu construit sa propre perception du monde et se construit lui-même par le biais de représentations mentales. En ce sens, les figures parentales, figures d'attachement, jouent un rôle prépondérant. La disparition d'une figure d'attachement et d'identification telle que celle d'un père ou d'une mère représente une blessure affective précoce qui aura de grandes conséquences sur le développement de la personnalité des enfants et sur leur identité en elle-même. Cet impact, par ailleurs, est accru par le caractère destructurant de la disparition forcée : son mystère, son impunité, son incertitude permanente.

Les fils et filles de disparus, en fonction de leur âge au moment de la détention-disparition, possèdent peu de représentations mentales de leur père ou mère. Pour les plus jeunes au moment de la disparition, les représentations de la figure paternelle et/ou maternelle, pourtant essentielles à la construction de tout individu, sont pratiquement inexistantes.

Au sens psychologique, la notion de « représentation » correspond à une perception ou image mentale dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation ou encore à une scène du monde dans lequel vit le sujet. D'un point de vue psychanalytique, elle est une trace de l'événement cognitif ou affectif qui constitue une forme élémentaire de la vie psychique.² Ainsi, chez les fils et filles de disparus n'ayant pratiquement pas connu leur père, les représentations vont devoir se forger de façon indirecte, par le biais de la mémoire et des souvenirs d'autrui (thème que nous ré-aborderons plus précisément dans notre troisième partie).

Comme nous le rappelle le psychologue Robert Steichen, l'identité humaine se construit par le biais d'un système de représentations de la « matière humaine ». Les mots (les dits aussi bien que les non-dits) ainsi que les perceptions jouent un rôle prégnant dans l'élaboration de ces représentations.³

¹ « El psiquismo se constituye a partir de una matriz grupal, la familia o el grupo primario, en el cual se van a desarrollar las primeras configuraciones vinculares y se va a constituir la identidad personal ». KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 141 (article *Algunas consideraciones sobre la articulación entre psiquismo y sociedad*).

² Définition de la représentation, in ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, p. 874.

³ STEICHEN, Robert, *Dialectique du sujet et de l'individu : clinique de la (dé)construction identitaire*, Bruylant-

« Tout humain est engagé, qu'il le veuille ou non, dans la tâche d'élaborer et d'assumer une identité, c'est à dire de se faire exister pour lui-même et pour les autres par une représentation consensuelle.¹»

Le processus de construction identitaire débute ainsi avant même la naissance de l'individu : les enfants prennent une place prévue dans le désir parental et s'inscrivent dans une certaine lignée familiale. Dès son plus jeune âge, cet entourage familial va incarner des modèles d'identification. La famille, quel que soit son statut, constitue par conséquent un creuset identitaire élémentaire dans lequel se produisent les opérations aboutissant à la formation des identités singulières.² Elle fournit, par les figures de ceux qui la composent, « les premiers éléments de représentation dont l'enfant a besoin pour se forger une conception de ce qui détermine sa condition³». Et c'est par le biais de son environnement familial et des codes qui lui sont inhérents que l'enfant va pouvoir construire une représentation de soi tenant lieu d'identité. Les figures parentales sont en effet porteuses d'un discours social et contribuent, de ce fait à la production « d'énoncés identificatoires », pour reprendre les termes de Diana Kordon et Lucila Edelman.⁴ Ces énoncés constituent une série de codes qui permettent à tout individu de trouver sa place au sein d'un groupe et d'assumer certaines valeurs culturelles et sociales. En ce sens, elles sont un vecteur d'identité encore plus puissant.

La formation de l'identité d'un enfant est donc très largement tributaire du système familial dans lequel il grandit et se construit. Le sujet semble donc se construire sur le modèle de l'autre avant de s'en différencier, dans la mesure où ce sont des séries d'identifications qui vont déterminer la formation de l'identité et de la personnalité. En ce sens, c'est là encore la famille qui fournit les premiers modèles de la figure de « l'Autre » : une série de signifiants et d'avatars qui vont permettre à l'individu de se repérer par rapport à ces schémas.⁵ Enfin, le système de représentations que constitue la famille trouve son identité, à son tour, par rapport à un autre système de représentations qui l'englobe : la société.

Pour les psychiatres et psychanalystes argentines Diana Kordon et Lucila Edelman, chaque individu fait nécessairement partie d'une chaîne généalogique, groupale, institutionnelle, sociale, à laquelle il s'identifie et estime appartenir. Pour reprendre les termes de ces mêmes spécialistes de la Santé Mentale et des Droits de l'Homme, l'identité individuelle dépend d'un « contrat narcissiste », qui donne une appartenance sociale à l'individu en échange d'une transmission des valeurs du groupe et de la société dans laquelle il s'est construit. Dans le cas des disparitions liées au terrorisme d'État, il se produit chez les fils et filles de disparus une fracture de ce « contrat narcissiste », qui aura une incidence sur la construction de leur identité, dans la

Academia, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 10.

¹ *Ibid.*

² STEICHEN, Robert, *Dialectique du sujet et de l'individu : clinique de la (dé)construction identitaire*, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve, 2003, pp. 17-73.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 144.

⁵ STEICHEN, Robert, *Dialectique du sujet et de l'individu : clinique de la (dé)construction identitaire*, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 73.

mesure où les expériences traumatiques viennent affecter l'ensemble du groupe qui a forgé leur identité. Le lien entre identité individuelle et expérience traumatique est donc étroit :

« L'identité individuelle se constitue en faisant confluer ce qui est familial, social, culturel, ethnique, religieux, professionnel, etc... avec la chaîne de transmission et de constitution biologique. L'identité est, à son tour, en elle-même, un vecteur de transmission intergénérationnelle. Ce qui est traumatique traverse et s'inclut dans chacun de ces aspects en modifiant le cours du processus identificatoire.¹ »

Lors de certaines épreuves de vie telles que la perte d'un être cher, l'individu effectue une déconstruction des représentations par lesquelles l'être ou la chose existe dans sa réalité psychique.² Ce processus se réalise chez les familles de victimes de disparition forcée. Ainsi, selon l'âge qu'ils avaient au moment de la disparition de leur(s) parent(s), les fils et filles de disparus ne réaliseront pas le même travail de (dé)construction autour des représentations de la figure parentale anéantie par les mécanismes silencieux des dictatures.

Pour les plus âgés au moment de la disparition, il s'agira de déconstruire les représentations qu'ils possèdent de leurs figures parentales : les analyser, les questionner, les étudier. Pour les plus jeunes au moment de la disparition, il s'agira de se construire eux-mêmes (en d'autres termes, de se forger une personnalité et une identité) tout en construisant des représentations du père ou de la mère disparu(e). Autrement dit, de construire des représentations « indirectes » de leur(s) figure(s) parentale(s). Dans tous les cas, nous pouvons également ajouter qu'un travail de déconstruction de l'histoire de vie du parent disparu se superpose à leur travail de construction identitaire.

« Lorsqu'on aime un être aimé, la réaction la plus naturelle est de s'identifier à lui, de le remplacer, si l'on peut dire, du dedans », écrit Freud dans son *Abrégé de psychanalyse*.³ L'endeuillé se trouve, en quelque sorte, « amputé » d'une partie de lui-même, dans l'indistinction entre lui et la personne disparue.⁴ Laurie Laufer, dans la préface de l'ouvrage de Freud *Deuil et mélancolie*, insiste également sur ce point et sur le lien que l'endeuillé peut établir entre lui-même et l'être cher perdu.⁵ Nous pouvons donc considérer qu'un processus de deuil peut parfois correspondre à une double perte et une double recherche, quant à l'endeuillé et quant à la

¹ « La identidad individual se constituye en la confluencia de lo familiar, social, cultural, étnico, religioso, profesional, laboral, etc., con la cadena de transmisión y constitución biológica. A su vez, la identidad también es, en sí misma, un vehículo de transmisión intergeneracional. Lo traumático atraviesa y se incluye en cada uno de estos aspectos modificando el curso del proceso identificatorio ». KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 360.

² STEICHEN, Robert, *Dialectique du sujet et de l'individu : clinique de la (dé)construction identitaire*, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 147.

³ Freud, Sigmund, *Abrégé de psychanalyse*, 1938, in FREUD, Sigmund, *Deuil et mélancolie*, Édition Payot Rivages, Paris, 2011, p. 38.

⁴ *Ibidem*.

⁵ LAUFER, Laurie, in FREUD, Sigmund, *Deuil et mélancolie*, Édition Payot Rivages, Paris, 2011, p. 28

personne disparue (le « moi » et « l'objet », pour reprendre les termes freudiens). D'où le lien très étroit entre la disparition d'un parent, représentations et construction identitaire.

II. Les impacts des disparitions au sein du noyau familial : les transformations des liens intra-familiaux et extra-familiaux

La disparition a nécessairement un impact très violent sur l'ensemble de la famille qui se trouve confrontée à ce crime silencieux : il y aura systématiquement un *avant* et un *après* la disparition.¹ Chaque foyer brisé tente de gérer l'absence du parent disparu de façon différente. L'impact du « crime des crimes » a d'abord une dimension collective, dans le sens où il affecte l'ensemble du noyau familial : la famille se transforme, se dissocie, voire se désintègre, pour reprendre un terme employé par la psychologue Myriam George.² C'est sur ce point que nous nous centrerons, avant de nous intéresser à sa dimension individuelle et à l'impact des disparitions sur le développement et l'identité des jeunes fils et filles de disparus.

A) Entretiens et travaux de terrain

Dans nos travaux de recherche, nous nous sommes entretenue avec un certain nombre de fils et filles de disparus ayant grandi dans leur famille biologique après la disparition de leur père. Nous avons entrepris de rencontrer le plus grand nombre de fils et filles de disparus afin de leur proposer de témoigner. Ces rencontres ont été facilitées par des personnes ressources rencontrées en 2011, mais aussi par les moyens modernes de communication dont nous avons pu disposer : internet, messageries électroniques, réseaux sociaux dans certains cas. Notre étude s'appuie ainsi essentiellement sur les témoignages des personnes dont la tranche d'âge correspond à notre thématique de recherche et qui ont gracieusement accepté de s'entretenir avec nous.³ Les témoignages de fils et filles de disparus déjà adolescents au moment de la disparition de l'un de leurs parents sont également venus enrichir notre réflexion.

Nous avons mené nos entretiens de façon semi-directive, ayant élaboré au préalable une série de questions nous permettant de récolter le plus d'éléments possible sur le père disparu, ainsi que sur l'environnement familial des personnes interviewées : famille, lieu de vie, niveau social, métiers et engagement politique des parents, difficultés liées au contexte politique à partir du coup d'état du 11 septembre 1973, puis le contexte dans lequel la disparition a eu lieu et la façon dont elle a été abordée et gérée par la famille. Nos objectifs étaient d'analyser les événements vécus pendant leur enfance et de comparer l'*avant* et l'*après* de la disparition du père de famille. Nous avons également recherché comment l'événement en lui-même avait été vécu, les souvenirs qu'en possédait la personne interviewée, les informations dont elle disposait à ce sujet, en fonction de son âge.

¹ KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 360.

² Entretien avec Myriam George Heimann, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ Nous avons, en ce sens, pu apprécier des réactions assez différentes chez les fils et filles de disparus. Si la plupart de ceux que nous avons rencontrés sont déterminés à témoigner le plus possible, il s'agit d'un sujet tellement douloureux que certains ne sont parfois pas disposés à le faire.

Au cours de notre travail, nous avons entrepris d'analyser nos entretiens de façon à la fois longitudinale et transversale : en identifiant des traits communs à ces récits, puis en les comparant, de façon à dégager différentes façons dont les disparitions ont été gérées par les familles dans leur ensemble et comment elles ont été vécues par les enfants, en fonction de l'âge qu'ils avaient au moment de l'événement.

Pour illustrer le cas chilien, nous nous sommes entretenue avec :

- Six hommes et femmes âgés de 1 an à 8 ans au moment de la disparition de leur père et ayant dès lors grandi avec leur mère biologique : Tamara, Claudia, Natalia, María Paz, Bernardo, Cristián. Parmi elles, une personne ayant passé une grande partie de son enfance en exil (Natalia).
- Un homme âgé de 7 ans au moment de la disparition de son père et ayant, dès lors, été élevé par l'une de ses tantes (la mère biologique ayant abandonné le foyer) : Yuri
- Quatre filles d'exécutés politiques de la Caravane de la Mort, considérés eux aussi comme disparus. Elles étaient âgées de 1 à 9 ans au moment de l'événement : Marcela, Lorena, Ana et Mónica.
- Trois personnes âgées de 11 à 13 ans au moment de la disparition de leur père : Pedro, Laura et Alicia.
- Une jeune fille âgée de seize ans au moment de la disparition de son père : María Luisa.

Quatre des personnes que nous avons rencontrées au Chili étaient donc adolescentes (âgées de onze à seize ans) au moment de la disparition de leur père. À cet âge-là, l'individu possède déjà de nombreuses représentations de la figure paternelle et celles-ci contribuent à ce qu'il se forge sa propre identité. Il ne s'agira donc pas, dans leur cas, de reconstruire l'image d'un père qu'ils n'ont pratiquement pas connu. Toutefois, la détention-disparition de la figure paternelle représente une expérience traumatisante et hautement déstructurante, quel que soit l'âge à laquelle elle survient et en particulier dans un contexte quotidien de terrorisme d'État. Cet événement va nécessairement laisser en eux une marque indélébile et avoir une pluralité d'impacts sur leur construction identitaire. L'âge de l'enfant au moment de l'événement n'est pas le seul facteur déterminant : les différents impacts possèdent bon nombre de variables et dépendent également de sa personnalité, de sa maturité ou encore de son environnement familial et de facteurs de vulnérabilité qui lui sont propres.¹ Nous ferons donc également référence aux témoignages des enfants « les plus âgés » (de onze à treize ans environ au moment de la disparition) : ils incarnent eux aussi la voix de jeunes identités brisées par le terrorisme d'Etat et présentent parfois certaines similitudes avec les témoignages de personnes bien plus jeunes au moment où disparaît leur père. Dans le cas de ces enfants préadolescents, le plus souvent, les souvenirs qui gravitent autour de la disparition sont plus précis, mais là encore, il ne s'agit pas d'une constante : certains nous ont fait part de souvenirs très distincts remontant à leurs cinq ans.

¹ JOSSE, Évelyne, *Le traumatisme psychique*, p. 23

D'autres entretiens ont pu nous permettre de préciser certains éléments et d'élargir notre analyse et notre réflexion :

- Trois épouses de disparus, dont deux avaient une fille âgée de moins de deux ans au moment de la disparition (ces personnes font partie de celles que nous avons rencontrées et que nous citons ci-dessus) : Erika, Teresa et Violeta.
- Trois psychologues cliniciennes et une neuropsychiatre ayant apporté une aide thérapeutique à des enfants et adolescents à partir des années 80 : Myriam George Heimann, Juana Kovalskys, Chetty Espinoza et Paz Rojas.

Ces entretiens, nous le verrons, ont pu dans leur ensemble confirmer la plupart des hypothèses de recherches que nous avons émises au commencement de ce travail mais nous ont également permis d'y apporter de nouveaux éléments de réflexion et de faire surgir d'autres axes de travail. Les témoignages que nous avons pu recueillir, dans leur singularité, semblent également se faire parfois écho les uns aux autres.

B) Verbaliser l'absence du père de famille : un défi de taille

Être confronté à une disparition représente une épreuve humaine d'une grande complexité, en particulier pour des enfants dont la personnalité est encore très malléable et auxquels il convient d'expliquer la brusque disparition de leur père ou son absence du foyer (selon l'âge qu'ils ont au moment de l'événement). En effet, comment rationaliser l'irrationnel, comment expliquer les disparitions d'hommes et de femmes à leurs enfants, quand il s'agit déjà d'un événement extrêmement complexe et déstructurant pour une personne adulte ? Les mères de famille qui se retrouvent seules à l'issue de la détention de leur mari sont confrontées à ces questions.¹

1) Impact des crimes de la dictature chez les épouses de disparus

En 1990, dans une étude menée par l'Institut Latino-américain de la Santé Mentale et des Droits de l'Homme (ILAS), la psychologue et assistante sociale Aminta Traverso, elle-même épouse d'un disparu, a analysé la situation des épouses de disparus (Inger y Sören Buus, 1996). Elle étudie en profondeur la situation de dix femmes dont les époux disparaissent entre 1974 et 1976 et analyse leur élaboration (ou, pourrait-on dire, leur gestion) du drame humain qu'elles vivent. Toutes ces femmes sont âgées de 20 à 40 ans au moment de la

¹ Dans certains cas de disparition de la mère ou de son absence, les enfants pouvaient également être pris en charge par leurs grands-parents.

détention et disparition de leur mari et sont mères de famille.

Aminta Traverso décrit les différentes phases d'élaboration de la perte de l'autre chez les épouses de disparus. Pendant la première phase, les sentiments de peur et de colère prédominent chez elles, mais elles peuvent également ressentir une multitude d'émotions : peur, vulnérabilité, état de choc, envie de mourir, culpabilité. L'époux disparu est présent en permanence dans leur quotidien : les femmes souffrent parfois d'hallucinations pendant la journée, croient que leur mari est avec elle ou rêvent de lui très fréquemment. Les sentiments de solitude et de désespoir sont très prégnants.¹ Lors de la deuxième phase, qu'elle dénomme « phase de regret et de recherche », Aminta Traverso affirme que la plupart des épouses ont eu des réactions bien plus intenses que celles que l'on traverse pendant un processus de deuil « normal » : elles réalisent un deuil « paralysé », « incomplet ». Au cours de la troisième phase ou « phase de réorganisation », les épouses restructurent progressivement leur vie en ce qui concerne leur emploi ainsi que leur rôle de mère, tout en demeurant dans une grande détresse émotionnelle. Selon Traverso, une femme sur dix aura une nouvelle relation de couple plus de dix ans après la disparition du mari, la plupart des femmes se considérant comme toujours mariées. Ses travaux ont également révélé que toutes les femmes remarquaient des changements dans la personnalité de leurs enfants : tristesse, anxiété extrême, peur. Les enfants manifestaient une peur toute particulière de perdre leur mère.

Comment expliquer le « crime des crimes » à de jeunes enfants tout en étant directement affectée par la violence d'État ? Les mères de familles, en ce sens, se voient confrontées à une situation ardue, dans la mesure où, le plus souvent, elles s'efforcent de surmonter leur propre souffrance pour tenter de fournir à leurs enfants une explication la plus rationnelle possible au sujet de l'absence du père et tenter de les préserver. Elles doivent aller à l'encontre des mécanismes silencieux du terrorisme d'Etat et tenter d'expliquer l'inexplicable de quelque façon que ce soit. Un défi de taille, face auquel différentes stratégies sont adoptées.

2) Expliquer les disparitions ou tenter d'expliquer l'inexplicable

Les explications que les mères de famille fournissent à leurs jeunes enfants dépendent, le plus souvent, du maintien ou non d'un espoir au sujet du père disparu. Elles sont également liées, le plus souvent, au désir de dire la vérité tout en préservant leurs enfants. Chez les familles des victimes, les disparitions sont ainsi gérées et expliquées de différentes manières, mais nous retrouvons toutefois certaines constantes.

Quelques mères de familles, conscientes des agissements de la dictature envers les militants politiques et convaincues qu'elles ne reverront pas leur époux en vie, prennent la décision de ne nourrir aucun espoir à ce

¹ Agger Inger et Jensen Sören Buus, 1996, *op.cit.* Mónica Muñoz Maita, avec qui nous nous sommes entretenue, nous a notamment confié que sa mère, en proie au désespoir, avait tenté de se suicider. Elle ne commettra finalement pas cet acte et décidera de vivre pour sa fille, âgée d'un an. Entretien avec Mónica Muñoz Maita, Calama, 2 octobre 2013.

sujet et de verbaliser cette douloureuse vérité avec leurs enfants. Ce choix s'explique par un désir d'éviter que l'enfant ne grandisse dans une attente permanente en entretenant un espoir vain quant à la survie ou à la liberté du parent disparu. María Paz Concha Traverso, âgée de deux ans au moment de la disparition de son père Marcelo Concha,¹ est ainsi revenue au cours de notre entretien sur le choix de sa mère (Aminta Traverso, que nous citons dans la partie précédente) de ne pas entretenir l'incertitude :

« Ma mère a fait son deuil de façon « rationnelle » : depuis le jour où il n'est pas revenu, où il a disparu, elle a toujours su qu'il avait été tué, qu'il ne reviendrait pas. [...] Et moi j'ai toujours su que mon père était mort et que « disparu » signifiait « mort », à la différence que nous, nous n'allions pas pouvoir l'enterrer.²»

[...] « À cinq ans, je savais déjà que mon père était disparu, qu'il était mort et que je vivais sous un régime où on allait sans arrêt me dire que mon père était quelqu'un de mauvais, un terroriste, mais que ce n'était pas vrai, qu'il y avait des mensonges. Je l'ai toujours su.³»

Il s'agit du seul témoignage de cette nature que nous ayons recueilli lors de nos travaux de terrain au Chili. Le plus souvent, en effet, les épouses de disparus estiment que croire en la possibilité de la mort de leur mari équivaut, d'une certaine façon, à le « tuer » symboliquement. De ce fait, de nombreuses femmes, dans l'espoir que leur mari soit libéré et réapparaisse en vie, se sont refusées à admettre l'hypothèse de sa mort comme certaine. Dans cette perspective, nous avons pu relever différentes explications données aux plus jeunes. Certaines mères tenteront de les préserver en transformant la réalité. Ainsi, bon nombre des personnes que nous avons rencontrées nous ont confié, en effet, avoir grandi en pensant, dans un premier temps, que leur père était en voyage ou sans savoir toute la vérité à ce sujet. Les témoignages de Cristián Weibel (âgé de cinq ans au moment de la disparition de son père, Ricardo Weibel Labarrete⁴) et de Tamara Montiglio (âgée de deux ans au moment de la disparition de son père, Juan José Montiglio Murúa⁵) vont en ce sens :

¹ Marcelo Concha était militant au sein du Parti Communiste et a disparu le 10 mai 1976. Il aurait été arrêté par la DINA vers 15 h, sur la voie publique. Il était âgé de trente ans et père de deux enfants, Marcela et son frère. Entretien avec María Paz Concha Traverso, Santiago du Chili, 11 septembre 2013. Voir également <http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-C/con-bas.htm>, consulté le 12 juin 2016.

² « Mi mamá hizo un duelo « racional » : siempre supo, desde el día en que mi papá no volvió, que estaba desaparecido, que lo habían matado, que no iba a volver. [...] Y yo siempre supe que mi papá estaba muerto. Que « desaparecido » era « muerto », con la diferencia de que nosotros no lo íbamos a poder enterrar. [...] ». Entretien avec María Paz Concha Traverso, Santiago du Chili, 11 septembre 2013.

³ « Ya desde los cinco años sabía que mi papá estaba desaparecido, que estaba muerto, y que yo vivía en un régimen en que todo el tiempo se me iba a decir que mi papá era malo, que era un terrorista, pero que no era así, que había una mentira. Eso lo supe siempre. » *Idem.*

⁴ Ricardo Weibel Labarrete, militant du parti communiste, a disparu le 11 novembre 1975. Il avait 29 ans. Son corps a été retrouvé et identifié vingt ans plus tard. Entretien avec Cristián Weibel, Santiago, 25 septembre 2013.

⁵ Juan José Montiglio Murúa était militant socialiste, membre de la garde présidentielle (GAP) et l'un des dirigeants de l'Unité Populaire. Il a disparu le jour du coup d'état, le 11 septembre 1973, à l'âge de 24 ans. Il se trouvait dans le palais de La Moneda le jour de sa disparition. Il aurait été capturé par les militaires putschistes et fusillé deux jours plus tard, le 13 septembre. Entretien avec Tamara Montiglio, Santiago du Chili, 8 octobre 2013.

« À partir du moment où je n'ai plus vu mon père, j'ai commencé à demander à ma mère où il était. Au début on m'a dit qu'il y avait eu un problème et qu'il était parti en voyage. Ensuite on m'a dit que le voyage était très long et au moment où j'ai commencé à accompagner ma mère au Vicariat de la Solidarité, je me souviens que ma mère, un jour, m'a dit : « ton père est prisonnier, nous ne savons pas où il est, mais ce sont les militaires qui le retiennent prisonnier. Il faut le rechercher. ». Je devais avoir sept ou huit ans.¹» (Cristián Weibel)

« Petite, je n'ai rien su. [...] Ma grand-mère s'est opposée à ce qu'on nous raconte ce qui était arrivé à mon père, de crainte que nous ne soyons tentés de nous engager politiquement. Ma mère dit qu'elle a toujours voulu nous en parler. Elle dit que lorsque nous avons fait notre première communion par exemple (ma grand-mère y tenait), le curé lui a dit « si tu veux, je t'aide à leur en parler, nous nous retrouvons un jour pour que tu leur dises, ils doivent savoir. ». Mais ma grand-mère a toujours refusé et comme c'était quelqu'un d'autoritaire, on ne nous a rien dit jusqu'au moment du plébiscite, en 1988, j'avais dix-sept ans, imagine... Mais ma mère, même si elle ne disait pas tout, nous donnait tout de même des éléments. « Ton père était socialiste. Ce que ça veut dire être socialiste ? Ah, je vais vous expliquer. ». Nous savions aussi qu'il était dirigeant d'un syndicat étudiant et qu'il avait été en Russie.²» (Tamara Montiglio)

Expliquer la disparition d'un père comme un départ en voyage pouvait en effet se révéler, pour les familles, comme une sorte d'alternative permettant de ne pas anéantir l'espoir que le disparu soit libéré et puisse réapparaître en vie, tout en évitant de faire naître un sentiment d'abandon chez l'enfant.

Marcela Piñero, fille de Carlos Piñero, l'une des victimes de la Caravane de la mort, a elle aussi passé une partie de son enfance sans connaître toute la vérité au sujet de son père. C'est lors d'une dispute avec sa demi-sœur (née d'une union entre la mère de Marcela et son beau-père) que surgit le moment où sa mère décide de lui dire cette vérité :

¹ « Cuando dejé de ver a mi papá empecé a preguntar a mi mamá donde estaba. Al principio me dijeron que había habido un problema y que estaba de viaje. Después ya me dijeron que el viaje era muy largo y ya cuando yo empecé a acercarme a la Vicaría, en una oportunidad me acuerdo, mi mamá me dijo « tu papá esta detenido, no sabemos donde esta y lo tienen los militares. Hay que buscarlo ». Debía de tener unos siete u ocho años. » Entretien avec Cristián Weibel, Santiago, 25 septembre 2013.

² « A mí, de chica, no me contaron. [...] Mi abuela se opuso a que nos contaran qué había pasado con mi papá, por temor a que después también nos metiéramos en política... Mi mamá dice que siempre quiso contarnos. Dice que cuando hicimos la primera comunión por ejemplo (mi abuela quería que hiciéramos la primera comunión), el cura le dijo « si quieres te ayudo, nos juntamos tal día y les contamos, tienen que saber ». Pero mi abuela siempre se negó, siempre. Mi abuela era como muy autoritaria entonces no nos contaron, hasta cuando vino el plebiscito, imagínate, en 1988, yo ya tenía 17 años. Pero mi mamá a pesar de que no nos contara toda la historia, siempre nos iba dando luces « tu papá era socialista » por ejemplo. Ah, qué significa ser socialista, bueno, les voy a explicar. » Y que había sido dirigente estudiantil, y que había viajado a Rusia ». Entretien avec Tamara Montiglio, Santiago, 7 octobre 2013.

« J'ai appris que mon beau-père n'était pas mon père quand j'avais cinq ans. Avant, je croyais qu'il était mon vrai père. Je l'ai appris un jour, alors que nous étions en train de nous disputer ma sœur et moi, et ma mère a dit : « Les sœurs ne se disputent pas ! ». Et lui, il a dit : « Ce ne sont pas des sœurs. ». Je me suis demandée pourquoi il disait ça. Alors, ma mère m'a emmenée dans ma chambre et m'a expliqué.¹» (Marcela Piñero)

Nous avons également pu observer que, dans certains cas, les mères faisaient le choix de dire ce qu'elles savaient et d'adapter les informations qu'elles donnaient à l'âge de leur fils ou de leur fille. Ces derniers, à terme, pouvaient développer une connaissance implicite de ce qui était arrivé à leur père. Natalia Chanfreau Hennings, fille d'Alfonso Chanfreau,² a vécu une situation de cet ordre :

« J'ai l'impression qu'elle a géré l'information de façon très ouverte. Je ne me souviens pas qu'elle m'ait dit, à un certain moment, « Natalia, tu sais, c'est ça qui est arrivé à ton père », comme si, d'une certaine façon, je l'avais toujours su. J'ai dû poser des questions, j'ai une très mauvaise mémoire, mais j'ai le sentiment de n'avoir eu aucun doute par rapport à ce que me disait ma mère. Des doutes par rapport à ce qui était arrivé, ça oui. Mais j'ai l'impression que ma mère m'a toujours dit tout ce qu'elle savait, au fond, en fonction de mon âge j'imagine... Je crois que la première fois qu'elle m'a parlé de tortures de façon directe, c'est quand je l'ai accompagnée témoigner dans le cadre de la commission Rettig, en 1990-1991 environ. Avant cela, je savais. Je savais que toute cette histoire impliquait des tortures. [...] Je ne me souviens donc pas d'un moment où elle m'aurait dit « Natalia, il faut que je te parle de quelque chose. ». Dans ce sens-là je crois qu'elle l'a bien géré, étant donné tout ce qu'il y avait à gérer à l'époque, étant donné toute l'incertitude qu'implique la disparition.³»

Tamara Montiglio, qui a réellement appris la réalité au sujet de son père à dix-sept ans, nous a également confié que cette révélation ne l'avait pas réellement surprise, comme si, en grandissant, elle avait réussi à

¹ « Yo vine a enterarme que mi padrastro no era mi papá cuando tenía cinco años, antes yo creía que era mi papá. Cuando me enteré fue porque un día nos estábamos peleando con mi hermana, y mi mamá dijo « las hermanas no pelean ». Y él dijo « no son hermanas ». Me pregunté por qué decía esto, entonces mi mamá me llevó al dormitorio y me explicó». Entretien avec Marcela Piñero, 28 septembre 2013, Calama.

² Alfonso Chanfreau était militant du MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria) et âgé de 23 ans au moment de sa détention, à son domicile, le 30 juillet 1974. Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili. Voir également <http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-C/cha-oya.htm>, consulté le 10 juin 2016.

³ « Yo tengo la impresión que la manejó... superabierta. No recuerdo que haya habido un momento en que me haya dicho « mira Natalia esto pasó », como la impresión de siempre haberlo sabido. Yo habré preguntado, tengo remala memoria, pero tengo la sensación de no haber quedado con dudas respecto a lo que me decía mi mamá. Dudas sí respecto a lo que había pasado, pero tengo la sensación de que mi mamá siempre me dijo todo lo que ella sabía en el fondo, me imagino que acorde a la edad... Creo que la primera vez que me habló así directamente de torturas fue cuando la acompañé a dar testimonio a la comisión Rettig, en el 1990-91, por ahí. Antes de eso yo sabía. Yo sabía que toda esta historia involucraba torturas [...] Entonces no recuerdo como un episodio en que me haya sentado a la mesa a decirme « Natalia, tengo que contarte algo ». Siento que en este sentido lo manejó bien, dentro de lo que se podía manejar en ese tiempo, dentro de la incertidumbre que implica todo el tema de la desaparición ». Entretien avec Natalia Chanfreau, Santiago du Chili, 7 octobre 2013.

comprendre intuitivement que son père avait été l'une des victimes de la dictature.¹

3) Des confrontations brutales ou progressives à la réalité de la situation

Dans d'autres cas, de jeunes enfants se trouvent confrontés à la gravité de la situation sans que nulle figure référente de leur entourage ne leur apporte réellement d'explications. Cette confrontation à la réalité pourra dans certains cas être très brutale.

Le cas de Bernardo de Castro, que nous avons rencontré, l'illustre bien. Âgé de cinq ans au moment de la disparition de son père, Bernardo de Castro López,² a assisté à son enlèvement, scène qui le marquera à vie : « J'avais cinq ans au moment où mon père a été arrêté, le 14 septembre 1974, j'étais petit. On a frappé à la porte, plusieurs personnes sont entrées. Je me souviens que ces hommes étaient bien habillés, en civil. Ils ont demandé : « Il est là, le peintre ? », je me suis approché, avec ma mère et ma grand-mère, mon père était malade ce jour-là, convalescent, je me souviens qu'il l'ont fait sortir de son lit, ma grand-mère m'a pris par le bras et m'a emmené dans sa chambre, où il y avait une fenêtre qui donnait sur la rue. Et c'est là que j'ai vu mon père pour la dernière fois, quand ils l'ont attrapé par la tête et l'ont fait monter dans une voiture. Je l'ai vu, ça.³»

Lorena Hoyos Muñoz est elle aussi confrontée de façon extrêmement brutale à la réalité concernant son père, Rolando Hoyos Salazar : le 20 octobre 1973, alors que son père est détenu depuis une semaine à Calama par La Caravane de la Mort, une voisine lui annonce son exécution. Lorena, sera la première personne de sa famille à apprendre la nouvelle :

« Le 20 octobre, ma mère a dit : « Bon, maintenant je vais aller au régiment avec quelques personnes qui vont m'accompagner pour que nous puissions avoir de leurs nouvelles, savoir ce qu'il en est. Une autre dame l'a donc accompagnée, elles sont parties voir les militaires. Et pendant le temps où ma mère est partie, je suis restée avec ma tante et ma grand-mère. Il y avait une autre dame qui vivait là-bas, la grand-mère de Manuel Hidalgo (l'une des victimes). J'étais à la maison quand j'ai entendu sonner, comme n'importe quelle petite, je suis allée

¹ Entretien avec Tamara Montiglio, 8 octobre 2013, Santiago du Chili.

² Bernardo de Castro López était membre du Parti Socialiste, artiste peintre et sculpteur. Il avait 34 ans au moment de sa disparition, le 14 septembre 1974. En tant que peintre et dessinateur, il avait notamment réalisé des dessins de résistance et d'hommage à Salvador Allende après le coup d'état. Entretien avec Bernardo Castro Saavedra, 4 octobre 2013. Voir également <http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-D/dec-lop.htm>, consulté le 14 mai 2016.

³ « Yo había cumplido cinco años cuando detuvieron a mi padre, un 14 de septiembre de 1974, era chico. Tocaron a la puerta, entraron personas, me acuerdo que estaban bien vestidas, de civil. Y entonces preguntaron, « ¿Está el pintor ? », me acerqué, aparece mi mamá, mi abuela, mi papá estaba enfermo, convaleciente, y yo me acuerdo que lo sacan, mi abuela me toma del brazo, y me lleva a su pieza, donde tenía ventana a la calle, y veo a mi padre por última vez cuando lo toman de la cabeza y lo meten adentro de un auto. Eso lo vi yo ». Entretien avec Bernardo de Castro Saavedra, 4 octobre 2013, Santiago du Chili. Plus tard, dans l'entretien, Bernardo de Castro nous confiera aussi se souvenir que les militaires, au moment de l'enlèvement, avaient brisé une statue de Salvador Allende que son père avait lui-même réalisée.

ouvrir la porte. C'était cette dame, elle m'a prise dans ses bras en pleurant et m'a dit « Ma petite, ils ont tué ton père ! » et ce souvenir est resté gravé en moi jusqu'à aujourd'hui.¹»

Yuri Gahona vivait seulement avec son père, Alonso Fernando Gahona Chávez, au moment où ce dernier disparaît, en septembre 1975.² À seulement six ans et sept ans, sa petite sœur et lui ont rapidement compris ce qui se passait :

« Personne n'a eu à inventer d'explication sur ce qui était arrivé à mon père. Nous ne vivions qu'avec lui, mon père, il était tout, il nous emmenait à l'école, il allait nous chercher à l'école, il cuisinait le week-end, il organisait Noël, il était un papa et une maman à la fois. Et donc, quand il a disparu, il était impossible d'inventer quelque chose autour du fait qu'il ne soit plus là. À partir du moment où mon père n'est pas rentré à la maison, nous avons su qu'il lui était arrivé quelque chose. Et que ce qui lui était arrivé était grave.³»

Laura Atencio Abarca, prendra elle aussi conscience de la gravité de la situation, en particulier grâce à son frère aîné, âgé de dix-sept ans au moment où disparaît le père de famille, Vicente Atencio, député du parti communiste chilien.⁴ Avant sa disparition, la fratrie de quatre enfants était déjà pleinement consciente de la vie clandestine que devait mener leur père depuis le coup d'état :

« La vie clandestine que menait mon père l'a obligé à nous dire ce qui se passait. D'autant plus que nous le vivions... Il nous en parlait aussi pour pouvoir rester clandestin et pour que nous puissions dire que nous ne savions pas où il était, que nous ne le voyions pas, que nous n'avions pas de nouvelles, que nous ne savions pas qui il était... Il utilisait un faux nom. Nous devons être conscients de cela et de ce qui pouvait arriver si nous disions la vérité. Mon père a donc toujours été très clair à ce sujet, il en avait parlé à mon grand frère, il lui parlait beaucoup et lui avait dit que si on l'arrêtait, on allait le tuer. Il savait qu'il serait torturé, il a dit à mon frère ce qui se passait. Ils savaient tous à quoi ils s'exposaient en travaillant dans la

¹ « El día 20 de octubre, mi mamá dijo « ya, voy a ir al regimiento con otras personas, a la comandancia, para saber de ellos, saber qué pasó ». Así que la acompañó otra señora y fueron a conversar con los militares. Y en ese instante en que mi mamá fue, yo me quedé a cargo de mi tía y de mi abuela. Entonces había otra señora que vivía ahí y que era familiar de Manuel Hidalgo, era abuelita de él. Entonces yo estaba ahí cuando tocan el timbre y como cabra chica salí corriendo a abrir la puerta. Entonces la señora me toma así llorando, y me dice « Hija, ¡a tu papá lo mataron ! » y esa impresión me ha quedado hasta el día de hoy». Entretien avec Lorena Hoyos Muñoz, Calama, 2 octobre 2013.

² Alonso Fernando Gahona Chávez a disparu le 8 septembre 1975. Il aurait été arrêté dans la rue, alors qu'il était de retour chez lui. Il était âgé de 32 ans. Entretien avec Yuri Gahona, 9 octobre 2013. Voir également <http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-G/gah-cha.htm>, consulté le 10 juin 2016.

³ « Nunca tuvieron que inventarnos qué había pasado con mi papá. Vivíamos sólo con él, mi papá era todo, nos llevaba al colegio, nos iba a buscar al colegio, cocinaba los fines de semana, organizaba la Navidad, era papá y mamá. Entonces cuando desapareció, no había cómo inventar el hecho de que no estuviera. Supimos desde el momento en que mi papá no llegó, que le había pasado algo. Y que eso que le había pasado era grave». Entretien avec Yuri Gahona, Santiago, 9 octobre 2013.

⁴ Vicente Atencio Cortés a disparu le 11 août 1976, à l'âge de 46 ans. Il avait également été maire de la ville d'Arica, dans le nord du Chili. Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

clandestinité pour leur organisation, pour le parti, le mouvement social. Ils étaient très conscients de tout cela. Et nous l'étions aussi en tant que famille. [...] Je me souviens que quand il a disparu mon frère nous a dit : « Ils vont le tuer. Ils vont le tuer, c'est ce qu'il disait qui se passerait si jamais il se faisait arrêter ». Mon frère avait dix-sept ans quand mon père a disparu, comme c'était l'aîné il lui expliquait davantage ce qui se passait. Je m'en souviens parfaitement. Mon père rentrait environ tous les trois jours à la maison, ou alors il nous faisait parvenir un message pour que nous sachions qu'il était en vie, libre. Et comme plus de trois jours s'étaient écoulés et que mon père avait dit à ma mère et à mon frère ce qui se passerait s'il ne rentrait pas, nous avons su qu'il avait été arrêté.¹»

Pedro et Claudia Godoy, fils et fille de Carlos Godoy Lagarrigue, conscients depuis le coup d'état des activités politiques du père de famille, mesurent eux aussi naturellement la gravité de la situation, à onze et huit ans:

« Notre mère nous a tout de suite dit qu'il avait été arrêté. Avant son arrestation, nous savions aussi que notre téléphone était sur écoute, que nous pouvions parler par téléphone et entendre des bruits, parce qu'on était sur écoute, certains s'étaient fait arrêter près de chez nous... Nous savions donc que nous étions persécutés avant même que mon père ne disparaisse et nous, enfants, nous le voyions. Je ne me souviens pas qu'on nous l'ait expliqué, mais je me souviens que nous le savions. Je crois que nous écoutions aussi souvent les conversations et nous savions qu'il se passait quelque chose. Au moment du coup d'état, j'avais huit ans. Mon père n'est pas revenu pendant plusieurs jours. Nous savions que ce n'était pas normal du tout, nous ressentions le climat de terreur. Mais nous pensions tout de même qu'il pouvait revenir.²»

¹ « La vida clandestina de mi papá lo obligó a explicarnos qué pasaba. Y además porque lo vivíamos... [...] Además, para poder mantener una vida clandestina y para que nosotros afirmáramos siempre que el papá no estaba, que no lo veíamos, que no sabíamos de él y que no dijéramos quién era... porque él andaba con un nombre falso. Nosotros teníamos que tener conciencia de eso, de lo que podía pasar si decíamos la verdad. [...] Entonces mi papá siempre estuvo claro, a mi hermano mayor le dijo, conversaba mucho con mi hermano mayor, y a él le dijo que si lo detenían, lo iban a matar. Él sabía que le iban a torturar, le contó a mi hermano, le dijo lo que estaba pasando. Ellos sabían a lo que se arriesgaban con su trabajo clandestino, de la organización, del partido, etc, y del movimiento social. Entonces lo tenían muy claro eso. Esa claridad sí la sabíamos como familia. [...] Me acuerdo que cuando a mi papá lo detienen, mi hermano nos dice : « Lo van a matar. Lo van a matar, él decía que si lo detuvieran lo iban a matar ». Mi hermano mayor tenía 17 años cuando lo detuvieron. Como era el mayor le explicaba más las cosas. Entonces me acuerdo perfectamente. Mi papá llegaba cada tres días a la casa o enviaba un mensaje, entonces sabíamos que seguía vivo, libre. Y como pasaron más de tres días, y mi papá se lo había explicado a mi mamá y a mi hermano lo que le podía pasar si no aparecía, entonces ya sabíamos que mi papá estaba detenido.» Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

² « Inmediatamente supimos por mi mamá que lo habían detenido. Además, previo a que él lo detuvieran, nosotros teníamos el teléfono intervenido, nosotros sabíamos que hablabas por teléfono y se escuchaban ruidos, sabíamos que el teléfono estaba intervenido, hay gente que estuvo detenida cerca de la casa... sabíamos que había una persecución antes de que ocurriera, y nosotros como niños lo veíamos. Yo no recuerdo que nos haya explicado pero recuerdo que sabíamos. Creo que escuchábamos las conversaciones y sabíamos que había algo. Yo para el golpe tenía 8 años. Mi papá estuvo varios días que no llegó a la casa. Sabíamos que había una situación muy anormal, percibíamos la situación de terror. Pero sí pensábamos que podía volver. » Entretien avec Pedro Godoy, 4 octobre 2013, Santiago du Chili.

(Pedro Godoy)

Alicia Juica, fille de Mario Jesús Juica Vega,¹ est, quant à elle, âgée de treize ans au moment de la disparition de son père. Bien qu'elle soit en âge de comprendre toute la gravité de la situation, c'est de façon progressive qu'elle en prendra conscience, dans la mesure où elle n'était pas très au fait des activités politiques de son père :

« J'étais au collège quand je suis rentrée chez moi un jour... J'avais cours le matin, il était environ treize heures, j'étais rentrée pour manger. Et ma mère m'a dit d'attendre mon père pour manger, c'était un lundi. Mais mon père n'arrivait pas, n'arrivait pas... J'ai donc fini par manger seule, c'était le 9 août 1976, c'est le souvenir que j'en ai, le souvenir du déjeuner avec lui qui ne s'est jamais fait. Mais je n'ai pas ressenti le drame le jour même, je m'en souviens surtout par le biais de ce que m'ont raconté ma mère et mes frères aînés, non pas par mes propres souvenirs. Je n'ai pas eu de chagrin, je ne comprenais rien non plus, je savais juste qu'il n'était pas rentré. J'ai l'impression que cela s'est passé la nuit d'après mais ma mère dit qu'environ un mois plus tard, j'ai réagi à la perte de mon père. Et alors j'ai pleuré, beaucoup beaucoup pleuré, par crises. Et à partir de là je me souviens un peu mieux.²»

Dans la plupart des foyers, quelles que soient les circonstances dans lesquelles la détention-disparition (voire l'exécution, dans le cas des victimes de la Caravane de la Mort) est portée à la connaissance des proches du disparu, cet événement d'une grande ambivalence va « planer » sur la vie de la famille. Il est suspendu, sans conclusion, on ne peut lui apporter de réponse. Les fils et filles de disparus, bien souvent, le perçoivent comme tel. L'espoir, la peur, le silence et l'incertitude gravitent autour de leur vie de famille. Sensibles à la grande complexité de l'événement, de nombreux enfants feront même preuve de beaucoup de maturité et d'empathie envers leur mère à cet égard.

¹ Mario Jesús Juica Vega était militant du parti communiste, âgé de 32 ans et père de cinq enfants. Il disparaît le 9 août 1976, moment qui coïncide avec la forte répression envers les membres de ce parti. Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Yo estaba en octavo básico cuando un día llegué a mi casa... yo iba a la clase por la mañana, era tipo la una de la tarde, a almorzar. Y mi mamá me dice que espere a mi papá, un día lunes, que espere mi papá para almorzar. Pero mi papá no llegaba, no llegaba... así que comí sola, fue el 9 de agosto de 1976, que yo lo recuerdo así, como el almuerzo que nunca fue con él. Pero así el drama del día yo no lo viví, lo recuerdo por relatos de mi mamá, de mis hermanos mayores, no míos, no propios. No sentí la pena, ni entendía nada, sé que no llegó. Yo tengo la sensación de que fue la misma noche pero mi mamá dice que como al mes, yo reaccioné de la pérdida de mi papá. Y ahí lloré, lloré, lloré mucho, con ataques. Y de ahí para adelante como que lo recuerdo un poquito más claro.» Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

C) Les plus jeunes face à l'absence-présence du père disparu : une succession de transformations familiales

Dans le champ de la psychologie, la famille est considérée comme un « tout ». De ce fait, tout changement important se produisant chez l'un de ses membres va nécessairement avoir un impact sur toute la cellule familiale. Dans le cas du terrorisme d'État, lorsque la répression affecte l'un des membres de la famille, c'est donc tout le noyau familial qui s'en trouve affecté et transformé.¹ Des altérations se succèdent au sein de la cellule familiale, des transformations en chaîne se produisent, les relations et les rôles intra et extra-familiaux se voient bouleversés.² Ainsi, dans la mesure où la plupart des disparitions forcées, au Chili, ont touché des hommes et pères de famille, les mères de familles se voient contraintes d'assumer plusieurs rôles à la fois : subvenir aux besoins du foyer et des enfants, veiller à leur sécurité affective, tout en s'efforçant d'obtenir des réponses au sujet du père disparu et en affrontant un environnement psychosocial hostile et déstructurant. La place des enfants se transforme elle aussi.

1) Un « passage à l'âge adulte »

Dans certaines familles, la disparition du père aura pour conséquence de créer un sentiment de « responsabilité » chez les enfants du foyer et souvent pourra se traduire par une maturité croissante chez eux. Ainsi, les enfants assez âgés pour comprendre à quoi est confrontée la famille (à partir de cinq ou six ans environ) vivent pleinement la rupture que représente la détention-disparition et pourront s'impliquer personnellement dans la recherche de leur père ou redoubler d'efforts pour aider leur mère dans l'éducation des plus jeunes enfants.³ Bon nombre des personnes que nous avons rencontrées ont ainsi reconnu, lors de nos entretiens, s'être particulièrement investis dans la vie familiale ou encore avoir eu le sentiment de passer soudainement « de l'enfance à l'âge adulte ». Les témoignages de Cristián Weibel, Claudia Godoy et Ana Yueng Rojas que nous citons à présent, vont pleinement en ce sens. Ils étaient respectivement âgés de cinq, huit et neuf ans au moment de la disparition de leur père⁴:

¹ ALAMOS, Loreto, *Niños y represión política*, Fundación para la Protección de la Infancia Dañada por los Estados de Emergencia (PIDEE), sans lieu ni date.

² KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005, p. 168.

³ Les plus jeunes, âgés de 0 à 3 ou 4 ans au moment de la disparition de leur père, ne manifestent généralement pas ce sentiment de passage de l'enfance à l'âge adulte, dans la mesure où leur très jeune âge ne leur permet pas d'apprécier la gravité de la situation. Ils vivront cette expérience traumatisante et vivront cette absence-présence d'une autre façon, la plupart du temps comme une sorte de mystère qui évoluera avec le temps. Les entretiens que nous avons réalisés nous ont permis de confirmer ces aspects.

⁴ Dans le cas du père de Lorena Hoyos Muñoz et d'Ana Yueng Rojas, il s'agissait à la fois d'une exécution et d'une disparition, dans le sens où des gendarmes chiliens ont informé leurs familles de ces exécutions. Néanmoins, les corps de Rolando Hoyos Salazar (père de Lorena Hoyos Muñoz) et de Jorge Yueng (père d'Ana Yueng Rojas) n'ont pas été remis à leurs familles, ils n'ont pas pu avoir de sépulture. Entretiens avec Lorena Hoyos Muñoz et Ana Yueng Rojas, Calama, 2 octobre 2013.

« Je crois que nous avons eu la responsabilité ou la malchance, je ne sais pas bien comment définir cela, de devoir mûrir plus rapidement. Ma sœur, à huit ou neuf ans, faisait déjà la cuisine, elle était la seule femme du foyer avec ma mère, elle se chargeait de certaines tâches ménagères et j'avais moi aussi quelques responsabilités, laver la cour par exemple, nous avions tous des responsabilités pour collaborer à la vie de notre foyer, tandis que notre mère sortait pour travailler et mener la recherche qu'elle devait mener. Nous avons dû mûrir, prendre des responsabilités de façon anticipée, nous avons sauté un pas de l'enfance à la jeunesse et nous n'avons plus fait ce que les enfants font d'ordinaire : s'amuser, avoir des petit(e)s ami(e)s, vivre la vie.¹» (Cristián Weibel)

Nous avons pu observer que les personnes que nous avons rencontrées reconnaissaient systématiquement avoir assumé ces nouvelles responsabilités de façon naturelle, sans n'avoir fait preuve de victimisation, bien au contraire : avec le sentiment de devoir faire face à une difficile réalité, coûte que coûte. Claudia Godoy, fille de Carlos Godoy Lagarrigue,² a insisté lors de notre entretien sur le caractère spontané de ces nouvelles responsabilités (qui par ailleurs, dans son cas, étaient pleinement liées à la figure paternelle) :

« Je me souviens avoir assuré certaines des tâches que mon père faisait. Par exemple, mon père se levait tôt, prenait sa douche et nous préparait le petit-déjeuner à Pedro et à moi, pour que nous allions à l'école. J'ai donc assumé cette fonction. Je me levais et je préparais mon petit-déjeuner et celui de mon frère. Et très tôt, à neuf ans ou presque dix, je faisais les comptes et payais les factures, je n'avais pas l'argent mais je disais à ma mère « maman, il faut penser à payer l'électricité, l'eau... ». Et donc, ma mère me donnait l'argent et j'allais à la banque, à trois ou quatre rues de chez nous, en uniforme d'école et je payais les factures. Tous les deux, nous avons plutôt rempli des fonctions d'adultes, mais pour moi il s'agit d'une réaction tout à fait humaine, d'enfant ayant grandi dans l'affection. Il était important pour nous de participer à la vie du foyer, moi je gérais les comptes et mon frère, qui avait deux ans de plus que moi et avait plus de force, se chargeait d'aller acheter la paraffine pour allumer le poêle. Je me souviens qu'en hiver il pleuvait, pleuvait, pleuvait et il y allait, avec une brouette. Et nous n'avions pas du tout le sentiment d'être « de pauvres petits malheureux qui se retrouvaient obligés de faire tout ça ». [...] Mon enfance, comme celle de tant d'autres

¹ « Creo que tuvimos la responsabilidad o la mala suerte, la verdad que no sé como definirlo, de madurar anticipadamente. Mi hermana, a los ocho o nueve años ya tenía que cocinar, era la única mujer de la casa junto con mi madre, se encargaba de algunos quehaceres de la casa, y yo tenía algunas responsabilidades, limpiar el patio, todos teníamos responsabilidades completas para poder colaborar en este funcionamiento del hogar, mientras la mamá salía a trabajar y a hacer la búsqueda que correspondía. [...] Tuvimos que madurar, tomar responsabilidad de manera muy anticipada, nos saltamos un paso de la niñez a la juventud y dejamos de hacer cosas que los niños por lo común hacen, que es divertirse, pololear, vivir la vida ...» Entretien avec Cristián Weibel, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

² Carlos Enrique Godoy Lagarrigue était médecin obstétricien et membre du Parti Communiste. Il a disparu le 4 août 1976, à l'âge de 39 ans. Il était père de trois enfants : Pedro, Claudia et Carlos. Entretiens avec Pedro et Claudia Godoy. Voir également <http://www.memoriaviva.com/Desaparecidos/D-G/god-lag.htm>, consulté le 10 juin 2016.

personnes, a connu un changement abrupt, catastrophique, s'est injustement brisée. Cette rupture a été douloureuse mais nous n'en avons gardé aucune rancœur. Au contraire, notre vie s'est tournée vers cela (la disparition). Cela est devenu une responsabilité naturelle.¹»

Ana Yueng Rojas, la seule fille d'une fratrie de trois enfants, a neuf ans lorsque son père, Jorge Rubén Yueng Rojas,² est enlevé par la Caravane de la Mort. Lors de notre entretien, elle a insisté sur son sentiment de « passage de l'enfance à l'âge adulte ». Ses propos transcendaient le caractère individuel du témoignage et elle a relaté son expérience de vie en y associant celle de son frère aîné et son frère cadet :

« Nous avons vécu, disons... nous ne faisons pas partie de la société. Et c'est quelque chose de douloureux. D'ailleurs, nous n'avons même pas pu vivre notre enfance. Pour nous, l'enfance s'est tronquée le jour où ils sont partis. Nous étions enfants et nous sommes devenus adultes. On nous a enlevé le plus important, notre père. Une mort causée par une maladie aurait été différente, mais que les militaires viennent et leur ôtent la vie de la sorte...³»

Laura Atencio Abarca, âgée de treize ans au moment de la disparition de son père, partage également ce ressenti. Le moment du coup d'état aura représenté, pour elle, un premier événement marquant déjà la fin de l'enfance et la menace de la détention de son père :

¹ « Tengo el recuerdo de que asumí algunas tareas que mi papá hacía. Por ejemplo mi papá se levantaba muy temprano, se tomaba una ducha, y luego nos preparaba el desayuno a Pedro y a mí para irnos al colegio. Entonces yo asumí esa función. Yo me levantaba y preparaba el desayuno mío y el de mi hermano. Y muy prontito, a los 9 años ya, yendo para los 10, yo empecé a pagar las cuentas de la casa, no tenía el dinero, pero decía « mamá, hay que pagar la luz, hay que pagar el agua, acuérdate »... entonces mi mamá me daba el dinero y yo iba al banco a una tres o cuatro cuadras de nuestra casa, con uniforme de colegio, y pagaba las cuentas ahí. Asumimos los dos funciones más de adultos, pero siento que es una reacción muy humana del niño sustentado en el cariño, era importante que nosotros respondiéramos a la colaboración, así como yo hacía lo de las cuentas, el Pedro, que era dos años mayor que yo y tenía más fuerza, era el que se encargaba de comprar la parafina para encender la estufa. Me acuerdo que llovía, llovía, llovía en invierno y él partía con un carrito de fierro y lo hacía. [...] No había un sentimiento de « pobrecitos nosotros que tenemos que hacer esto ». [...] Mi infancia, como la de muchos otros, tuvo un cambio abrupto, catastrófico, un quiebre no pedido... Fue un quiebre doloroso, lo asumimos de esta manera, y no nos quedamos rencorosos por eso. Al contrario, nuestra vida se volcó hacia eso. Fue una responsabilidad natural». Entretien avec Claudia Godoy, témoignage recueilli le 10 octobre 2013 à Santiago du Chili.

² Jorge Rubén Yueng Rojas était âgé de 37 ans au moment de sa disparition (19 octobre 1973) et père de trois enfants. Il était ouvrier de l'Entreprise Nationale d'Explosifs (ENAEX) dans la région de Calama. Il n'avait pas d'activité politique.

³ « Nosotros vivimos como... a ver... no formábamos parte de la sociedad. Esas cosas son dolorosas para uno. Inclusive nosotros no pudimos desarrollar nuestra niñez. Para nosotros la niñez se trancó el día en que ellos se fueron. De niños pasamos a ser adultos, nos convertimos en adultos. Nos quitaron lo más importante, que era el padre. Diferente hubiera sido si hubiera estado enfermo, pero que ellos vinieran y les quitaran la vida ». Entretien avec Ana Yueng Rojas, Calama, 2 octobre 2013.

« Après le coup d'état, il a fallu grandir vite. Je n'ai pas l'impression d'avoir eu une enfance très longue, je n'ai pas l'impression qu'on ait vraiment pu s'occuper de moi. Le coup d'état est arrivé et chacun a dû se débrouiller tout seul. J'ai cette image et je l'ai toujours eue : je sentais que je devais me débrouiller avec le fait d'être la fille d'un militant de gauche clandestin qui pouvait être arrêté et tué à n'importe quel moment, ce qui impliquait de vivre dans la peur, toujours dans la peur, je m'en souviens.¹ »

Dans certains cas, ce « passage à l'âge adulte » et cette prise de maturité soudaine pourront même se manifester physiquement ou physiologiquement. De ce point de vue, le témoignage de Lorena Hoyos Muños, la fille de l'un des exécutés de Calama dont nous avons cité le témoignage précédemment, est éloquent. Elle nous a en effet confié avoir vécu sa première période de menstruation à l'issue du choc que lui a causé la nouvelle de l'assassinat de son père par les militaires : à l'âge de neuf ans.² Ce témoignage vient faire écho aux propos de la psychologue Chetty Esponiza, qui lors de notre entretien a insisté sur l'existence de « troubles physiologiques » chez les jeunes fils et filles de disparus, notamment chez les jeunes filles :

« Le stress psychologique provoque des bouleversements hormonaux. De ce point de vue, j'ai vu de nombreux cas de petites filles qui ont eu leurs premières règles à neuf ou dix ans, je recherchais alors du côté de la mère, grand-mère ou tante et il n'y avait aucune coïncidence, au contraire, elle était la première de sa famille à avoir une première menstruation aussi précoce. Il s'agit d'un changement physiologique qui s'inscrit également dans le stress post-traumatique.³ »

Enfin, les différents témoignages que nous citons ici peuvent aisément être mis en relation avec le concept de « pré-maturation traumatique », dont nous parle la psychologue Évelyne Josse dans son ouvrage traitant du traumatisme psychique chez l'enfant.⁴ La pré-maturation traumatique fait en effet référence à l'acquisition de capacités accrues chez l'enfant ayant vécu des événements douloureux et traumatisants : dans le domaine de l'apprentissage intellectuel, du développement social, du langage ou encore de l'autonomie. Nos travaux de terrains, en ce sens, nous ont précisément permis d'observer cette autonomie et cette maturité accrue chez les

¹ « Uno, después del golpe, tuvo que madurar rápidamente. Yo no tengo la imagen de haber tenido mucha infancia, no tengo la imagen de haber tenido la posibilidad de que alguien se hiciera cargo de mí. Porque vino el golpe y ya cada uno se tuvo que hacer cargo a sí mismo. Yo tengo esa imagen, siempre la he tenido, de que yo no tenía otra posibilidad de hacerme cargo de que era primero la hija de un militante de izquierda que estaba clandestino, y que lo podían detener y matar en cualquier minuto, con lo que significaba vivir siempre con miedo, siempre con miedo me acuerdo. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

² Entretien avec Lorena Hoyos Muños, Calama, 2 octobre 2013.

³ « El estrés psicológico provoca trastornos hormonales. Desde esta perspectiva yo vi muchos casos de niñas que empezaron a menstruar a los nueve, diez años, y ahí empezaba a hacer el rastreo de lo que había pasado con su madre con su abuela, su tía, y no había ninguna coincidencia, todo lo contrario, era la primera es su grupo familiar que tenía una menarquia tan precoz. Es un trastorno fisiológico, que está presente en el estrés postraumático también. » Entretien avec Chetty Espinoza, Santiago, 9 octobre 2013.

⁴ JOSSE, Évelyne, *Le traumatisme psychique, chez le nourrisson, l'enfant et l'adolescent*, éditions De Boeck, Bruxelles, 2011.

fils et filles de disparus, qui une fois adultes semblent conscients d'avoir développé ces capacités particulières.

2) Transformations inter et intrafamiliales

La disparition d'un père de famille entraîne nécessairement des changements au niveau du cercle familial le plus intime (épouse et enfants). Mais la famille au sens large peut également se trouver transformée : elle se désintègre, se désagrège, pour reprendre les termes de la psychologue Myriam George.¹ Certaines relations familiales pourront se renforcer ou bien, au contraire, se fragiliser, voire se rompre totalement, à l'issue d'une détention-disparition.

Si plusieurs des personnes que nous avons interviewées ont reconnu avoir bénéficié de liens solides au sein de leur famille et nous ont raconté avoir reçu l'aide de grands-parents, d'oncles et tantes, d'autres l'ont vu voler en éclats. La disparition du père a parfois créé un sentiment de méfiance, de rejet et divisé certaines familles où des désaccords politiques existaient déjà. La détention-disparition, le plus souvent, pouvait non seulement entraîner un rejet de la société, mais aussi contribuer à plonger la famille dans une situation de précarité. Ainsi, certaines des personnes que nous avons pu rencontrer se rappelaient-elles avoir connu, parfois de façon quotidienne, des situations particulièrement critiques dans leur enfance et adolescence :

« Les deux sœurs de mon père sont de droite, mon autre oncle aussi, mon père était le seul à être politiquement à gauche, à faire partie d'un groupe d'extrême gauche qui plus est. Notre famille nous a tourné le dos, ma grand-mère était la seule qui nous soutenait. Ma mère a donc commencé à demander des aides, à aller au Comité Pro Paz, nous y allions en permanence, nous avons reçu des aides de la Croix Rouge... Je me souviens de disputes entre ma mère et les sœurs de mon père. Parfois il nous arrivait de manger dans la rue, nous n'avions pas d'argent, ma mère n'avait pas de travail.²»

(Bernardo de Castro Saavedra)

« Si je devais dire de quelle couleur était la vie jusqu'à 1980... grise. Elle était grise. Et que nous le voulions ou non nous étions « marqués » politiquement. Cette période, dans mon souvenir, c'est une période grise, marquée par la solitude, on s'efforçait d'essayer de vivre... Ma mère faisait partie de l'association de familles de détenus disparus, mais elle devait aussi

¹ Entretien avec Myriam George Heimann, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Las dos hermanas de mi papá son de derecha, y mi otro tío también, mi papá era la única persona de izquierda, y además de un grupo de ultra-izquierda. La familia nos dio vuelta la espalda, mi abuela era la única que nos apoyaba. Entonces mi mamá empezó a hacer recursos de amparo, empezó a ir al Comité Pro Paz, fuimos ahí constantemente, empezamos a recibir ayuda de la Cruz Roja... Yo me acuerdo que mi mamá peleaba con las hermanas de mi papá. A veces comíamos en la calle, no teníamos plata, mi mamá no tenía profesión. » Entretien avec Bernardo Castro Saavedra, 4 octobre 2013, Santiago du Chili.

trabajar para subvenir a los necesidades de cuatro niños, se era cuatro ! C'era trs dur, trs
suevamente nos no aviamos pas de qu se mager, il no y avia rien a mager.¹»

(Laura Atencio Abarca)

C'est donc confrontés à de grandes difficultés familiales, sociales et parfois économiques que vont se construire les fils et filles de détenus-disparus. Ils se voient également contraints, le plus souvent, de respecter tout un silence autour du disparu, afin de protéger l'ensemble de la famille d'autres activités répressives ou de représailles potentielles. Dans une société très divisée, rongée de violences et par différentes formes d'impunité, les enfants du foyer doivent ainsi taire le fait que leur père a disparu. Alicia Juica, Pedro Godoy et Bernardo de Castro ont pu insister sur ce point :

« Je me souviens qu'ensuite je suis allée au collège et je ne savais pas comment raconter à mes camarades que mon père n'était pas rentré. Et à l'époque, pour moi, ceux qui étaient faits prisonniers, c'était les délinquants et donc je ne pouvais pas dire que mon père était prisonnier... J'en ai sûrement parlé, mes camarades ont dû me demander ce qui m'arrivait et j'ai certainement dû leur dire : « mon père n'est pas rentré chez moi ». Et il n'y a pas eu de réponse, ça a été le silence, j'ai vécu avec ce silence pendant ces années et je sais que c'est quelque chose que pratiquement tous les enfants de disparus ont vécu, parce qu'on ne pouvait rien raconter... c'était compliqué, on ne pouvait même pas dire que notre père était prisonnier, parce que même ça, on n'en savait rien...²» (Alicia Juica)

« Comme nous avons vécu la dictature pendant tant d'années, nous avons appris à ne pas parler, ne rien dire, il ne fallait pas que cela se sache. Donc, je n'en parlais à personne ou bien simplement à des personnes très proches, si je savais qu'elles comprendraient. Être en permanence dans cette atmosphère, voir Pinochet à la télé tous les jours, c'était très dur et c'était le quotidien des gens de l'époque... Je me suis habitué à « ne pas parler ».³»

(Pedro Godoy)

¹ « Si tuviera que decir de qué color era la vida hasta el 80... Era gris. Y que lo queramos o no teníamos esa marca política. Yo recuerdo es período como muy gris, de mucha soledad, de mucho esfuerzo para tratar de sobrevivir... Mi mamá participaba en la agrupación tratando de buscar a mi papá, pero además tenía que trabajar para mantener a cuatro hijos, ¡éramos cuatro ! Era muy difícil, muchas veces no teníamos qué comer, porque no había qué comer». Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

² « Recuerdo que después fui al colegio, no sabía como contarles a mis compañeros que mi papá no había llegado. A parte yo en esos años yo solo entendía que los presos eran los delincuentes, entonces no les podía decir que mi papá estaba preso... y seguramente lo conté, en algún momento mis compañeros me habrían preguntado qué me pasaba y yo les dije « mi papá no llegó a la casa ». Y como que no hubo respuesta, fue el silencio, y así me quedé en esos años, en silencio fue un silencio que supe que vivimos casi todos los hijos, porque no podías contarle... era complicado, no se podía ni decir que estaba preso, porque ni siquiera eso sabíamos... » Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

³ « Como nosotros vivimos en la dictadura durante tantos años, aprendimos a no hablar, a no decir, a que no se supiera. Entonces yo no decía nada, salvo a los muy cercanos que yo sabía que iban a entender. [...] Estar sumergido en ese ambiente, Pinochet en la tele todos los días, era fuerte y era lo que estaba en el común de la gente [...] Me acostumbré a « no contar. » Entretien avec Pedro Godoy, Santiago du Chili, 24 septembre 2013.

« Chez nous, ma mère nous avait interdit de parler de notre père, nous ne pouvions pas dire qu'il avait disparu, nous devions dire qu'il était en France ou à l'étranger.¹ »
(Bernardo de Castro)

Un certain silence pourra donc se cristalliser dans la famille, au vu du rejet permanent de la société, voire de certains proches. Le développement individuel et le cheminement identitaire des enfants de disparus sera tributaire de ces différentes évolutions inter et intrafamiliales. Ils doivent également composer avec les émotions et les expériences psychiques qui les envahissent au sujet de leur père : (dés)espoirs, imagination, angoisses.

3) Une aide émanant des organismes de santé mentale et Droits de l'Homme

Quelques années après le coup d'état au Chili, un certain nombre de professionnels de la santé vont faire en sorte d'apporter un soutien aux victimes directes et indirectes de la répression.

Le Vicariat de la Solidarité et le PIDEE (institutions que nous avons évoquées dans notre troisième chapitre) ont joué un rôle de contenant tout particulier pour les jeunes fils et filles de disparus. Ces organismes ont systématiquement été mentionnés lors de nos entretiens. *La Vicaría* permettait aux familles de victimes de se retrouver, mais aussi d'être écoutées et de bénéficier d'un espace où les épreuves qu'elles traversaient étaient reconnues, ce qui prenait une importance fondamentale dans un tel contexte.² Dans leur malheur, ces familles ont pu créer de très solides liens entre elles. *La Vicaría* a ainsi marqué l'enfance et l'adolescence de ceux avec qui nous avons échangé :

« Au Vicariat de la Solidarité, nous nous sommes fait beaucoup d'amis et de camarades, c'est devenu notre deuxième famille pendant des années. Pendant les assemblées, une fois par semaine, on partageait des informations sur les recherches, des gens disaient ce qu'ils savaient sur les centres de détention, on nous disait si certains y avaient été vus, dans quelles conditions... Il y avait tout un flux d'informations assez important, assez frustrant aussi parce que nous avions l'espoir que quelqu'un nous donne des nouvelles de notre père. [...] Le fait de partager les mêmes épreuves permet de mieux affronter bien des choses.³ » (Cristián Weibel)

¹ « En la casa, mi mamá nos tenía prohibido hablar de nuestro padre, no podíamos decir que estaba desaparecido, teníamos que decir que estaba en Francia, o en otro país. » Entretien avec Bernardo de Castro Saavedra, 4 octobre 2013, Santiago du Chili.

² Entretien avec Myriam George Heimann, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ « En la Vicaría nos hicimos un montón de amigos y compañeros, empezamos a hacer nuestra segunda familia durante muchos años. En la asamblea semanal se entregaba información de los procesos, de gente que sabía de los centros de detención, entregaba información de quién había visto adentro, en qué condiciones, era un flujo de información bastante grande, y también frustrante porque esperábamos que alguien lo hubiera visto.[...] Compartir dolores similares a uno lo hace más tolerante a un montón de cosas. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

Natalia Chanfreau Hennings a elle aussi évoqué son expérience de la Vicaría lorsqu'elle revient au Chili, à partir de 1984, faisant référence à son amitié avec Yuri Gahona et sa sœur Evelyn :

« J'ai fait partie de la commission jeunesse de *la Vicaría*... J'ai connu Yuri à cette époque, j'avais onze ans et lui, quatorze ou quinze. Une fois, on était allés chanter « *Todavía cantamos* » (chant d'hommage aux disparus), chacun avec une pancarte « *Où est mon père ?* ». Evelyn, la sœur de Yuri et moi, on était les deux plus jeunes, j'avais onze ans et elle treize. [...] Yuri, c'est mon frère, j'ai une affection impérissable pour lui, j'ai l'impression que c'est quelqu'un de ma famille, nous sommes frère et sœur d'histoire. Vraiment.¹»

La Vicaría a ainsi joué un rôle crucial en redonnant à des adultes, adolescents et enfants, la possibilité de recréer des liens sociaux, au point de leur donner le sentiment d'avoir trouvé « une seconde famille », en d'autres termes, un espace qui pouvait contribuer dans une certaine mesure à pallier la désagrégation de leur propre famille.

Les jeunes enfants ont également bénéficié d'une aide adaptée à leur âge au sein de la *Fundación Para la Infancia Dañada por los Estados de Emergencia* ou PIDEE². La création de cette institution, financée par le gouvernement suédois, s'inscrit dans une volonté de limiter les traumatismes collectifs de la violence politique chez les jeunes générations meurtries par la dictature. Les enfants et adolescents y ont été pris en charge, grâce aux concours d'enseignants, d'assistantes sociales, de pédiatres, de psychiatres et de psychologues qui participent à ce programme. Le PIDEE entend apporter une aide toute particulière aux enfants chiliens en situation d'exil ou dont les parents sont en prison, portés disparus ou ont été assassinés : thérapies familiales et individuelles, tutorat, aide scolaire, accueil et assistance des familles et des jeunes affectés par le terrorisme d'Etat. Les hommes et femmes que nous avons rencontrés au Chili avaient quasi-systématiquement bénéficié des aides du PIDEE. La plupart jugent aujourd'hui qu'elles leur ont été très précieuse, comme nous l'a confié Bernardo de Castro Saavedra : « Fui al psicólogo, al psiquiatra, al neurólogo, con el PIDEE, nos daban cuadernos para estudiar, nos pasaban zapatos, ropa, lamento no tener el contacto de los padrinos de aquella época.³»

¹ « Participé en la comisión infantil de la Vicaría... al Yuri lo conocí en esa época, yo tenía once, él tenía como catorce, quince años. Fuimos afuera a cantar « *Todavía cantamos* », cada uno con un cartel de nuestro familiar : « ¿ Dónde está mi papá »... Con la Evelyn, la hermana del Yuri, éramos las dos más chicas, yo once y la Evelyn tenía trece. [...] El Yuri es mi hermano, es un cariño que no se va, es una sensación de familia, somos hermanos de historia. Eso somos ». Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

² Des mères de familles et épouses de disparus, touchées de très près par le terrorisme d'État, sont à l'origine de la création de cet organisme. María Eugenia Rojas, épouse du disparu Fernando Ortiz, en est la principale fondatrice. Entretien avec sa fille, María Luisa Ortiz Rojas.

³ « Avec le PIDEE j'ai pu être suivi par un psychologue, un psychiatre, un neurologue, on nous donnait des cahiers pour pouvoir étudier, des chaussures, des vêtements... Je regrette de ne pas avoir gardé le contact avec nos parrains de l'époque. » Entretien avec Bernardo de Castro Saavedra, Santiago, 4 octobre 2013.

Comme l'ont souligné les différentes spécialistes de la santé mentale que nous avons rencontrées, à l'époque, le Chili vivait une situation de terreur sans précédent, à tel point que les professionnels de la santé eux-mêmes devaient faire en sorte de s'adapter et de « s'actualiser » afin de pouvoir porter assistance à la société chilienne. Nul n'était formé ni préparé à gérer les situations traumatisantes nées du terrorisme d'État : l'aide aux victimes de la violence politique représentait donc un défi constant et de grande importance pour l'époque, que beaucoup de spécialistes telles que Paz Rojas, Juana Kovalskys, Myriam George, Chetty Espinoza, Aminta Traverso ou encore Michelle Bachelet¹ ont su relever. Leur investissement auprès des jeunes victimes directes ou indirectes de la répression politique est particulièrement novateur à l'époque. Elles entreprennent de leur apporter un soutien, au péril de leur vie.² Certaines ont continué à suivre des fils et filles de disparus, d'exécutés ou de personnes torturées pendant des années, y compris, dans certains cas, jusqu'à l'âge adulte.³

¹ Michelle Bachelet, présidente du Chili depuis 2010, a fait partie du PIDEE en tant que pédiatre. Entretien avec Myriam George, Santiago, 9 septembre 2013.

² Les médecins et spécialistes qui apportaient une aide aux victimes de la dictature étaient également recherchés et visés par la répression, comme nous l'a confié la neuropsychiatre Paz Rojas, dont l'une des collègues, médecin, a été détenue et torturée par la DINA pour avoir apporté une aide à des familles d'exécutés et disparus. Entretien avec Paz Rojas, 8 octobre 2013, Santiago du Chili.

³ Entretien avec Chetty Espinoza, 9 octobre 2013, Santiago du Chili.

III. Un cheminement psychique et identitaire ambigu

A) Les jeunes enfants de détenus-disparus acteurs d'une recherche complexe où se cristallisent peurs et angoisses

Obtenir des réponses au sujet du père de famille disparu devient systématiquement une priorité et c'est autour de ce besoin de vérité et de justice que va s'articuler la vie de la famille entière. Fils et filles de détenus-disparus font en sorte, quel que soit leur âge, de se construire et de prendre part à la recherche du père de famille. Il s'agit, le plus souvent, d'une double recherche : d'une part, une recherche « physique » du disparu et d'autre part, une recherche identificatoire ; une recherche de son souvenir et de sa singularité en tant qu'être humain et en tant que père de famille. Dès leur préadolescence, voire avant, fils et filles deviennent très souvent pleinement acteurs de cette recherche. Une recherche mêlée d'espoirs mais aussi d'angoisses. Les témoignages que nous avons recueillis, en ce sens, peuvent se révéler à la fois éloquentes et complémentaires :

« Ma mère s'est plutôt montrée indestructible face à cette situation, très digne, elle a su faire face. Dans tous les cas, à l'époque, beaucoup de bruits couraient, il y avait des personnes qui, à l'issue de la torture, avait gardé des séquelles psychologiques, on racontait que certains avaient été relâchés et vivaient dans la rue, atteints de troubles psychiatriques. Et on se promenait dans la rue avec une photo dans la poche, on voyait un mendiant ou quelqu'un qui était malade et on voulait savoir si cela pouvait être la personne de notre famille ou non... Deux fois, mes frères et moi avons suivi quelqu'un qui avait un peu les mêmes traits que mon père, on essayait de savoir si c'était lui ou non... Nous avons vraiment essayé de construire et de garder un espoir. On faisait en sorte qu'il y ait toujours quelqu'un à la maison, au cas où il reviendrait et où il pourrait retrouver l'un de nous...¹» (Cristián Weibel)

« Nous avons toujours gardé espoir. Pinochet, au moment de Noël ou Nouvel An, libérait toujours des prisonniers, pendant ces années. À chaque Noël nous espérions donc que mon père soit libéré. Je me souviens de ça. Et il ne l'a pas été. [...] Mais nous avons toujours eu un espoir, d'autant qu'à l'époque on disait qu'on faisait construire des routes vers la « carretera austral », dans le sud du Chili, certains nous disaient qu'ils y faisaient travailler les personnes qui étaient disparues. Et des rumeurs parvenaient à la *Vicaría*, certains disaient qu'ils étaient en

¹ « Mi mamá se mantuvo bastante inquebrantable en esta situación, muy digna, supo mantenerse. De todas formas en esa época se tejían muchos comentarios, había gente que a raíz de la tortura había quedado con secuelas psicológicas, y se comentaba por ahí que había mucha gente que habían lanzado a la calle con trastornos psiquiátricos. Y uno andaba en la calle con una foto en el bolsillo y veía que había algún mendigo, o veía a alguien enfermo, ¡ y querías averiguar si era tu familiar o no ! De hecho en dos ocasiones con mis hermanos seguimos gente que tenía rasgos parecidos a mi papá, y tratábamos de saber si era él o no... la verdad que tratamos de construir y de mantener una esperanza. Tratábamos de que siempre hubiera a alguien en la casa, por si él volvía y encontrara a alguien... » Entretien avec Cristián Weibel, Santiago du Chili, le 25 septembre 2013.

détention et que viendrait le moment où leur liberté serait négociée... Certains nous disaient aussi avoir vu des détenus-disparus qui à cause de la torture étaient devenus fous, qu'ils faisaient de la mendicité dans la rue... Si quelqu'un voyait un mendiant, il pouvait donc s'imaginer que c'était son père... Nous n'avons jamais eu aucune certitude, parce que le délit de disparition forcée consiste justement à maintenir les gens dans l'attente et le doute.¹» (Laura Atencio Abarca)

« Nous l'avons toujours recherché, nous avons toujours participé à cette recherche, nous allions partout. Nous sommes allés le chercher dans le centre de détention appelé « Tres Álamos », beaucoup de détenus sont passés par ce camp, on se mettait devant et on essayait de voir qui y était... J'ai toujours su que mon père avait été arrêté et enfant j'ai commencé à le rechercher. Ça faisait partie de ma vie, rechercher mon père. C'est devenu quelque chose de naturel.²» (Yuri Gahona)

Bon nombre de ceux dont nous avons recueilli les propos ont évoqué des sentiments de peur et d'insécurité très prégnants : des émotions qui ont marqué leur quotidien de fils et filles de disparus tout au long de cette recherche permanente. Plus de trente ans après, ce souvenir demeure très présent dans leur mémoire individuelle :

« Nous avons vécu avec une terrible crainte, nous avons eu peur pendant de nombreuses années, nous devions fermer notre porte à clé et avec un cadenas, bien demander qui était là avant d'ouvrir la porte... Nous avions des horaires extrêmement stricts, si l'un de nous tardait à rentrer nous étions angoissés...³» (Cristián Weibel)

¹ « Siempre tuvimos la esperanza. Pinochet, para Navidad o Año Nuevo siempre liberaba presos, todos esos años. Entonces a cada Navidad nosotros esperábamos que mi papá apareciera. Me acuerdo de eso. Y no apareció [...] Pero siempre tuvimos la esperanza porque además, en esos primeros años, había información como que la noche se construían caminos en el sur de Chile, en la carretera austral, había gente que decía que ahí hacían trabajar a la gente que estaba desaparecida. Después llegaban rumores a la Vicaría, había gente que decía que los tenían detenidos, secuestrados, y que en un momento determinado iban a negociar por la libertad de ellos.. Después alguna gente decía que había visto detenidos desaparecidos que por producto de la tortura estaban locos, que estaban como mendigos en la calle... entonces cuando uno veía a un mendigo en la calle, uno se imaginaba que podía ser su papá. Nunca hubo la certeza porque el delito de la desaparición, su razón de ser, es mantener pendiente a la gente. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Siempre lo buscamos, siempre fuimos parte de la búsqueda, nosotros íbamos a todas partes. Lo fuimos a buscar a un centro de detención que se llama Tres Álamos, muchos prisioneros pasaron por ahí, y nosotros nos parábamos frente a Tres Álamos a mirar hacia adentro quién estaba... siempre supe que a mi papá lo habían detenido, desde chico lo empecé a buscar. Era parte de mi vida, desde los siete años, buscar a mi papá. Se hizo natural. » Entretien avec Yuri Gahona, Santiago du Chili, 9 octobre 2013.

³ « [...] Se nos generó un temor terrible, vivimos asustados muchos años, tuvimos que proteger nuestra casa, cerrar nuestra casa con llave, con candado, preguntar bien quién era antes de abrir la puerta, teníamos horarios sumamente restringidos, si alguien tardaba en llegar a la casa se nos generaba cierta angustia... » Entretien avec Cristián Weibel, Santiago du Chili, le 25 septembre 2013.

Pendant notre entretien, Laura Atencio Abarca a elle aussi mis l'accent sur les sentiments de peur, d'insécurité et de stigmatisation qui l'ont accompagnée pendant sa jeunesse et pendant de très nombreuses années, presque « incorporés » à sa façon d'être : « A mí me costó mucho sacarme el miedo de la piel¹», nous dira-t-elle. Elle détaillera également certains moments de son vécu ayant contribué à attiser ce sentiment :

« Au Chili, être de la famille d'un détenu-disparu signifiait avoir une marque, tu étais marqué(e), « on t'avait marqué(e) ». Où que l'on aille, on était quelqu'un de dangereux, quelqu'un que l'on soupçonnait et il était impossible d'enlever cette « marque ». [...] Et à plus forte raison si l'on était fils ou fille de disparu, on était marqué, on était différent. Et donc, la façon dont on se liait au monde était différente. Le lien que l'on pouvait avoir avec les gens ne dépendait pas de qui on était, mais du fait d'être fille d'un détenu-disparu. Et nous, nous ne cachions pas notre situation, nous ne pouvions pas. Un jour, je me souviens, je devais avoir quinze ou seize ans, on a été suivis par une voiture, c'était une façon de nous faire peur, on savait très bien que si une voiture sans plaque d'immatriculation ni phares, conduite par des gens en civil, nous suivait, c'était les services de renseignement. Et si les personnes qui conduisaient la voiture se montraient, on savait que c'était pour nous intimider, nous faire peur. Enfin, un adolescent de quinze ou seize ans, quel danger représente-t-il ? La raison pour laquelle on était suivis, c'était pour avoir un père disparu. Cela a déterminé toute la vie que nous avons eue. [...] Ma mère a toujours fait partie de l'association des familles de détenus-disparus (AFDD) et je me souviens que par exemple, parfois, on écoutait la radio tout en mangeant et on apprenait que des familles avaient fait un « sitting » dans la rue. Les gens faisaient cela, ils manifestaient, ils avaient des pancartes et puis la police les arrêtait... Et donc, par exemple, on apprenait que notre mère avait été arrêtée quand on était en train de manger.²»
(Laura Atencio Abarca)

¹ « J'ai eu beaucoup de mal à faire sortir la peur de ma peau ». Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

² « En Chile ser familiar de un desaparecido era tener una marca. Estabas « marcado », « te marcaron ». Donde fueras, eras una persona peligrosa, sospechosa, y esa marca era imposible que te la quitaras. [...] Siendo hijo de un detenido desaparecido, con mayor razón, estabas marcado, eras distinto. Entonces tu relación con el mundo era distinta. La gente contigo se relacionaba inmediatamente no por la persona que eras, sino por ser « hija de un detenido desaparecido ». Porque además nosotros nos escondíamos nuestra condición de hijos, no podíamos. En algún momento, yo me acuerdo, yo tenía 15 o 16 no siguió un auto, como una manera de amedrentar porque sabíamos que si autos con civiles, sin patente, con las luces apagadas, te seguían, tu sabías que eran organismos de seguridad. Pero si los tipos se mostraban y te daban cuenta, sabías que era para amedrentar, era para que te diera miedo. Y uno dice, un niño, una niña de quince o dieciséis años, ¿qué tan peligroso puede ser ? La razón por la cual nos podían seguir era por ser hijo de un detenido desaparecido. Entonces eso determinó toda la vida que tuvimos. [...] Mi mamá participó siempre en la agrupación de familiares de detenidos desaparecidos (AFDD) y yo me acuerdo a veces estábamos almorzando en casa con mis hermanos, escuchábamos la radio, y estando almorzando nos enterábamos que familias de detenidos habían hecho un « sitting » en una calle. Fueron como las primeras acciones de protesta organizadas por los familiares, en un lugar se sentaban y sacaban las pancartas, y se las llevaban detenidas... Entonces nosotros, comiendo, almorzando, nos dábamos cuenta de que mi mamá estaba detenida. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

« Ma mère a commencé une lutte acharnée, d'abord à travers l'association des familles de détenus-disparus (AFDD), puis en tant qu'assistante sociale de la fondation PIDEE, qui a joué un rôle très important dans le domaine de l'enfance. En 1979 ma mère s'est mise en ménage avec mon beau-père, qui était un avocat du Vicariat de la Solidarité et ils ont formé une famille [...]. Ma mère s'est battue avec persévérance et courage, avec obstination aussi, c'est un combat qui a eu un certain coût pour mon frère et moi. La répression ne nous a pas touchés uniquement avec la disparition de mon père, ma mère n'a pas baissé les bras, mon beau-père défendait des gens dans des moments très durs, notre maison a été attaquée plusieurs fois quand nous étions petits, mon beau-père a aussi dû se cacher plusieurs fois, ni ma mère ni lui n'ont voulu quitter le pays ou s'exiler, cette lutte a donc eu un coût assez important dans nos vies. Elle est devenue un engagement permanent.¹» (María Paz Concha Traverso)

L'un des témoignages que nous avons recueillis se démarque pourtant assez distinctement des autres. Lors de notre entretien, en effet, Yuri Gahona a évoqué la personnalité joviale et enjouée de son père disparu, ainsi que son talent pour transformer la peur en aventure. C'est avec ce souvenir qu'il entreprendra sa recherche :

« Par rapport à mon père, je ne me suis jamais senti vaincu, je ne me suis jamais senti extrêmement triste, ni senti que cette situation était impossible à vivre... J'ai toujours pensé que c'était une chose que j'avais dû vivre et avec laquelle je dois vivre, avec toute la difficulté que cela suppose, car on passe par des moments vraiment terribles, qui sont liés à l'impunité, à l'absence de justice. Mais en même temps, je crois que l'effervescence de mon père et sa nature, le fait qu'il ait été si engagé, le fait qu'il ait tellement cru que ses idées se réaliseraient, tout cela a contribué à ce que nous vivions dans une atmosphère assez curieuse, comme dans le film *La vie est belle*. Je crois qu'il rêvait tellement du socialisme démocratique, de sa victoire par les élections, il était heureux, je crois que mon père passait les vingt-quatre heures de la journée heureux et donc, que depuis tout petits, nous avons reçu l'empreinte du bonheur. [...] Il devait à la fois vivre ces choses terribles, se cacher, protéger sa vie, ses enfants, ne pas savoir si ses compagnons allaient bien et en même temps, ne pas transmettre toute cette incertitude à ses enfants, la peur, l'angoisse, mais plutôt, au contraire, transformer cette expérience, au moins pour ses enfants, en quelque chose de plus imaginaire, inventer une histoire. [...] Je me souviens bien de mon père, il jouait toujours de son corps, il savait marcher sur les mains, on aurait dit un artiste de cirque... [...] À partir de sept ans, peut-être

¹ « Mi mamá empezó una lucha férrea en la Agrupación de Familiares primero, y después como asistente social en la Fundación PIDEE que fue una fundación que tuvo un importante rol en lo que fue el tema de la infancia. En el año 79 se volvió a emparejar con mi padrastro que era abogado de la Vicaría y formaron una familia.[...] Fue una lucha bastante perseverante por parte de mi madre, valiente, y también muy obstinada, fue una lucha que también nos trajo muchos costos a mi hermano y a mí. La represión no fue solamente cuando mi papá desapareció, mi mamá siguió peleando, mi padrastro defendía personas en momentos muy duros, sufrimos atentados en nuestra casa cuando éramos pequeños, mi padrastro tuvo que esconderse varias veces, entonces fue una lucha, mi mamá nunca quiso salir del país ni exiliarse, mi padrastro tampoco, entonces hubo un costo en nuestras vidas bastante fuerte. Fue un compromiso de vida. » Entretien avec María Paz Concha Traverso, 11 septembre 2013, Santiago du Chili.

un peu plus, j'ai commencé à rechercher des informations sur les disparus. Pas seulement sur mon père, mais sur tous les disparus en général. Je savais beaucoup de choses de mon père, l'être humain qui m'avait transmis toutes ces choses-là. Je n'ai donc pas cherché à savoir qui il était, j'avais vécu avec lui et c'est précisément ce qui m'obligeait à le rechercher. C'est devenu pratiquement quotidien.¹»

B) L'interminable poursuite de la figure paternelle, entre espoirs et désespoirs

Les hommes et les femmes avec qui nous nous sommes entretenue ont très fréquemment mis en avant les émotions et les doutes qui les traversaient, en tant qu'enfants confrontés au quotidien à une disparition. Des questions lancinantes se conjugaient avec l'absence du père de famille, dans l'esprit des plus jeunes ou des plus âgés :

« Nous n'abordions pas le sujet de façon directe, mais plutôt par des dynamiques de jeu et de rencontres, afin d'essayer de canaliser notre chagrin, en quelque sorte. Je pense que nous avons beaucoup de mal à en parler. Encore aujourd'hui, le sujet est très difficile. C'est comme une plaie qui a cicatrisé mais qui ne va jamais guérir. Si on en parlait, on essayait d'imaginer où il pouvait être, nos conversations pouvaient par exemple ressembler à : « Où peut-il être ? Qu'a-t-il pu lui arriver ? Il doit avoir froid ? Est-ce qu'on l'a tué ou non ? Est-il vivant ou mort ? Et s'il est mort, pourquoi ne le remettent-ils pas à sa famille ? C'étaient nos questions d'enfants...²» (Cristián Weibel)

¹ « En esta cuestión de mi papá, nunca me he sentido derrotado, nunca me he sentido extremadamente triste, ni que esta situación fuera una cosa insoportable de vivir... siempre he pensado que era una cuestión que me tocó vivir y que tengo que vivir con eso, con todo lo difícil que supone porque hay momentos muy dramáticos, que tienen una relación con la impunidad, la falta de justicia. Pero al mismo tiempo, siento que esta efervescencia de mi papá y su naturaleza, de haber sido tan comprometido y de haber creído que eso iba a ser posible, creo que por eso vivimos siempre en mi casa en un ambiente curioso, como en « La vida es bella ». Yo creo que mi papá estaba alucinado con que el socialismo democrático iba a ser posible, o por la vía de las elecciones, él estaba feliz, eso, yo creo que mi papá vivía las veinticuatro horas del día feliz, entonces creo que nosotros desde muy pequeños recibimos la impronta de la felicidad. [...] Estaba toda esta cosa terrible de estar escondiéndose, de estar protegiendo su vida, sus hijos, no saber qué pasaba con sus compañeros, pero al mismo tiempo, no traspasarle esta incertidumbre a los hijos, el temor, la ansiedad, sino que más bien convertir esta experiencia, para los hijos por lo menos, en esta cosa más fabulada, inventar una historia [...] Yo me acuerdo de mi papá, su cuerpo era un juego, caminaba sobre las manos, era como un artista de circo. [...] Desde los siete, un poco más grande quizás, yo empecé a informarme sobre los desaparecidos, todos, no solo sobre mi papá en particular. De mi papá sabía muchas cosas, el ser humano que me había transmitido todas esas cosas. Entonces no me dediqué a buscar información sobre mi papá, yo había vivido con mi papá, y esa sola cosa me obligaba a buscarlo. Fue una cuestión casi cotidiana. » Entretien avec Yuri Gahona, Santiago du Chili, 9 octobre 2013.

² « No se conversaba el tema directamente, pero si a través de juegos, de dinámicas de encuentros, se trataba de ir canalizando esta pena en el fondo. Yo creo que nos costaba mucho conversarlo. La conversa hasta el día de hoy cuesta mucho, es como una herida cicatrizada pero absolutamente nunca va a estar sanada. Si se conversaba el tema uno imaginaba donde podía estar, por ejemplo nuestras conversaciones podían ser « ¿Dónde estará? ¿Qué le habrá pasado? Debe de estar pasando frío... ¿Lo mataron o no? »... Estas eran nuestras interrogaciones, « ¿Estará vivo o estará muerto? », « ¿Y si está muerto porque no nos lo entregan? »... éstas eran nuestras preguntas de niños. » Témoignage de Cristián Weibel, recueilli le 25 septembre 2013 à Santiago du Chili.

Quelle que soit le degré de conscience de la réalité qui entoure le père disparu (conscience de son engagement politique, des réalités répressives du régime, etc...), quelle que soit la nature de la recherche et dans quelle mesure les jeunes enfants y prennent part, l'attente devient quasi-systématiquement une constante dans leur façon de vivre.¹ Dans cette attente, ils sont confrontés, à l'instar des adultes, au doute quant à la survie du père disparu. Un doute souvent teinté d'espoir. C'est cette ambivalence que révèle une interview de Natalia Chanfreau Hennings, âgée de seulement quinze mois lorsque son père disparaît et ayant passé une grande partie de son enfance en France avec sa mère Erika.² Dans le reportage « *La voz de los 40* », diffusé sur une chaîne publique chilienne le 8 septembre 2013, à l'occasion de la commémoration des quarante ans du coup d'état militaire, Natalia est revenue sur ce que la disparition de son père a signifié dans son enfance :

« J'ai une anecdote, qui, je trouve, en dit très long sur la petite-fille que j'étais à sept ans... En France, j'avais un chat, nous habitions au rez-de-chaussée, donc le chat entraînait et sortait par la fenêtre de l'appartement. Et évidemment, il vadrouillait, un jour il est parti et on ne l'a plus vu pendant plusieurs mois. Un jour, je rentre de l'école et ma mère me dit : « Devine qui est revenu et qu'on n'avait pas vu depuis longtemps ? ». Je n'ai pas tout de suite pensé au chat, j'ai d'abord pensé à mon père.

Avec le recul je crois que l'on peut dire qu'en réalité j'ai passé mon enfance à attendre. À attendre qu'il revienne. À croire en la possibilité qu'il pouvait revenir. Parce que la disparition, finalement, c'est cette ambiguïté là... « il n'est plus là ».³»

Pedro Godoy, qui entraînait dans la préadolescence au moment de la disparition de son père, se souvient lui aussi des espoirs, tantôt teintés d'onirisme, tantôt teintés de réalisme, que lui-même ainsi que sa famille nourrissaient :

« Nous avons toujours pensé qu'il pourrait revenir, qu'il y avait cette possibilité. Et je crois que bien des années plus tard nous avons toujours cet espoir, c'est à dire, qu'il réapparaisse ou alors qu'il soit détenu mais reconnu comme tel, ça aussi c'était possible ; mais même plus tard,

¹ Dans le cas des fils et filles des victimes de la Caravane de la Mort (considérées comme des exécutés politiques), il ne se créera pas de sentiment d'attente permanente, dans la mesure où les familles ont appris l'exécution. Il n'y aura toutefois pas de deuil « normal » dans la mesure où les corps ne leur seront pas remis et où les forces militaires les ont fait disparaître.

² Erika Hennings et Alfonso Chanfreau étaient mariés et avaient été arrêtés tous les deux par la DINA en juillet 1974. Ils ont tous les deux été détenus et torturés dans le centre clandestin Londres 38. Si Erika a été expulsée par le gouvernement militaire, Alfonso Chanfreau, quant à lui, a été transféré dans différents centres clandestins. Il aurait probablement disparu à Colonia Dignidad. Erika Hennings et sa fille Natalia vont vivre en France (en région parisienne, plus particulièrement dans la ville de Sarcelles) entre 1973 et 1984, date à laquelle Erika sera autorisée à revenir au Chili.

³ « Tengo una anecdota que encuentro que es súper decidora para una niña de 7 años... Yo tenía un gato en Francia, vivía en el primer piso entonces el gato entraba y salía por la ventana del departamento. Y el gato obviamente se mandaba a cambiar, y un día se mandó a cambiar, y no volvió en meses. Un día llego del colegio, y mi mamá me dice « ¿ Adivina quién volvió que no venía hace tiempo ? »... Lo último que se me ocurrió fue el gato, lo primero que se me ocurrió fue mi papá. Al pensarlo después digamos que lo estaba esperando, y que finalmente viví una infancia esperando. Esperando que llegara. Creyendo en la posibilidad de que podía volver. Porque finalmente la desaparición es eso, es desaparición, es así de ambiguo... « no está más ». » Témoignage de Natalia Chanfreau, émission Informe Especial, *La voz de los 40*, 2013 (diffusée au Chili le 8 septembre 2013).

les années passant sans que rien de tout cela n'arrive ni que l'on sache quoi que ce soit, il y avait toujours la possibilité un peu magique que cela arrive. Ici il y a eu des camps de prisonniers pendant très longtemps, plusieurs années après le coup d'état il y a eu des prisonniers politiques et il y a eu des camps de prisonniers. On pouvait toujours penser qu'il était dans l'un de ces camps, non reconnu mais prisonnier tout de même. Il y avait aussi Colonia Dignidad, un endroit central, nazi en quelque sorte, dans le sud du pays et on disait qu'il y avait aussi des prisonniers là-bas, c'était une autre possibilité, avec une part de réalisme, comme quelque chose d'imaginaire et comme un espoir aussi. Enfant, on avait l'espoir qu'il revienne. Grandir sans père et grandir avec cet espoir en partie inconscient, ce n'est pas la même chose.¹» (Pedro Godoy)

Alicia Juica, quant à elle, nous a confié avoir connu, au bout d'environ un an, un sentiment de désespoir mêlé à la quasi-certitude que son père disparu avait été tué. Elle a également insisté sur le caractère déstructurant des discours véhiculés par le régime pinochétiste et repris par l'ensemble de la société :

« Je crois que je n'ai pas eu l'espoir que beaucoup d'autres ont eu, l'espoir que le père revienne et reprenne la place de père qu'il avait toujours eue. Les premiers mois j'ai certainement pensé qu'il pouvait revenir, mais à partir de 1977-1978, un an après que mon père eut disparu, j'ai compris qu'il était mort, je crois que nous le comprenions tous. Nous comprenions tous. En plus, beaucoup de choses du dehors nous torturaient, quand on nous disait : « Mais enfin, ton père est mort ! » ou bien : « C'est un de ces mendiants qu'on voit dans la rue. », ou : « Ton père est devenu fou. », ou : « Ton père est parti dans un autre pays. », ou encore : « Ton père est parti avec une autre femme. ». Ces choses-là, surtout le truc du mendiant, ça nous trottait dans la tête, alors quand on voyait quelqu'un dans la rue on le regardait et on pouvait penser que c'était notre père ou un autre disparu. [...] C'est une torture... et cela nous reste dans la tête.²»

¹ « Siempre pensamos que podía volver, que existía esta posibilidad. Y creo que lo pensamos hasta muchos años después, o sea, entre que podía volver, o que podía estar detenido, y que lo podían reconocer, eso también era una posibilidad ; pero ya después cuando pasaron los años y que no ocurría eso, no se sabía nada, siempre estaba la posibilidad como un poco mágica de que eso ocurriera. Aquí hubo campos de detenidos por varios años, o sea varios años después del golpe hubo presos políticos, y hubo campos de prisioneros. Siempre se tenía la idea de que podía estar en alguno de esos campos, no reconocido pero sí como prisionero. Incluso estaba la Colonia Dignidad, un lugar clave, como nazi, en el sur, entonces ahí también se decía que había gente detenida ahí, era otra posibilidad, con cierto nivel de realismo y como una fantasía y como una esperanza también. Uno como niño tenía esta esperanza de que podía ocurrir. Una cosa es crecer sin el padre, y otra es crecer con esta esperanza medio inconsciente. » Entretien avec Pedro Godoy, Santiago du Chili, 24 septembre 2013.

² « Yo siento que no tuve la esperanza como otras personas esperaban que el papá llegara y llegara a ser el papá de siempre. [...] Yo tal vez los primeros meses pensé que podía llegar, pero en el año 78, 77, al año en que mi papá desaparece, yo entiendo que mi papá está muerto, yo creo que todos lo entendíamos. Todos entendíamos. Y además, estábamos torturados por fuera cuando decían « uy, pero si tu papá está muerto », « si está de mendigo en la calle », o « tu papá está loco », o « tu papá se fue para otro país », o « tu papá está con otra », esas cosas, sobre todo lo del mendigo, a uno le quedó dando vueltas, entonces uno veía gente la calle y lo miraba... podía ser mi papá o podía ser otro desaparecido.[...] Eso es una tortura. Y a uno le queda dando vueltas. Y yo tenía un problema porque estaba en este colegio que te digo que era pura gente con plata, gente de izquierda pero con plata. Entonces me llevaron en ese colegio, me acuerdo, a hacer educación física en el Estadio Nacional. ¡Y en el

Nous avons également pu observer que les enfants les plus âgés au moment de la disparition de leur père vivaient cette absence dans la pleine conscience du fait qu'elle impliquait la torture. C'est ce qu'ont exprimé Alicia Juica et Laura Atencio Abarca, dont les ressentis se sont révélés très proches. Elles se souviennent avoir mesuré toute la gravité de la situation :

« Comme j'étais plutôt réservée, je passais beaucoup de temps à penser. Et je passais beaucoup de temps à *imaginer*. Et mon imagination m'a fait beaucoup de mal. Ma propre imagination, parce que je me suis torturée avec ça. Quand j'ai commencé à comprendre que mon père ne revenait pas, à me demander où il était, je me disais « Où peut-il être s'il n'est pas mort, les morts on les enterre... Où est-il ? ». Et donc, chaque endroit devenait pour moi un lieu où il pouvait être. Et forcément un endroit où il pouvait *souffrir*. Pour moi il n'était ni mort ni en train d'attendre, il était en train de *souffrir*. Par exemple, parfois je ne mangeais pas parce que je me disais « mon père est en train de souffrir pendant que je mange », ou bien « mon père est en train de souffrir pendant que je dors tranquillement. ».¹» (Alicia Juica)

« Après la détention de mon père, être consciente du fait qu'on le torturait, je m'en souviens...²» (Laura Atencio Abarca)

Nous pouvons retrouver dans ces différents témoignages des échos à notre précédent chapitre : l'absence d'informations sur les détenus-disparus, déstructurante pour tout être humain, pouvait générer, chez des préadolescents ou adolescents,³ un mécanisme d'imagination de toutes sortes de situations, y compris les plus pénibles. Elle créait en eux, de ce fait, une souffrance psychique conséquente et précoce.

Estadio Nacional había habido presos, mi abuelo también había sido preso ahí ! Entonces para mí, el Estadio Nacional, yo iba ahí y miraba, yo veía camiones de milicos y pensaba que estaba ahí, era como estar media loca. » Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

¹ « Particularmente yo, como era ensimismada, me daba mucho tiempo para pensar. Me daba mucho tiempo para imaginar. Y la imaginación a mí me hizo mucho daño. Mi propia imaginación, porque yo me torturé con ella, yo. Cuando ya empecé a entender que mi papá no llegaba, que donde estaba, yo miraba y decía « donde podría estar si no está muerto, que los muertos están aquí enterrados... Donde está ? ». Entonces todo para mí era un lugar posible donde él podía estar. Pero podía estar *sufriendo*. No iba a estar muerto ni esperando...él iba a estar *sufriendo*. Y yo por ejemplo no comía porque pensaba « mi papá está sufriendo mientras yo como » o « mi papá está sufriendo mientras yo duermo tranquila. » Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

² « Luego que a mi papá lo detuvieran, tener la conciencia de que a mi papá lo estaban torturando, me acuerdo de eso. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, Santiago du Chili, 19 septembre 2013.

³ C'est à l'adolescence qu'un individu accroît ses facultés de raisonnement : il acquiert peu à peu celles d'un adulte. D'où cette construction d'hypothèses en rapport avec la réalité que pouvait vivre le père disparu. Nous reviendrons en fin de chapitre sur ce point en lien avec la psychologie des adolescents.

C) Une construction entre imagination, parole et silence

Dans leur développement en tant qu'enfant et adolescent, la parole pourra, dans une certaine mesure, être l'un des outils de construction ou déconstruction de la figure paternelle disparue ou de consolidation de sa mémoire. L'imagination et les silences (ou non dits) jouent aussi leur rôle dans cette (dé)construction.

1) Construction et récupération de la figure paternelle dans la poursuite de l'enfance, par le biais d'autrui

Tout au long de leur enfance et de leur adolescence, en parallèle aux explications ou, dans certains cas, aux non-dits qu'ils reçoivent au sujet de leur père, les fils et filles de disparus vont recevoir progressivement un certain nombre d'informations qui leur permettront construire ou de consolider la figure du disparu. Ce processus de récupération de son image et de sa mémoire se réalise grâce à l'entourage proche, essentiellement par le biais de photos et de récits le concernant.¹ Pour certains, il s'agit d'un père dont ils ne possèdent aucun souvenir. Pour d'autres, il s'agira de faire vivre les représentations qu'ils possèdent de cette figure paternelle disparue tout en les enrichissant et en en créant de nouvelles. Dans les deux cas, quel que soit l'âge de l'enfant au moment de la disparition, il s'agit d'un processus de quête, de questionnement et de (dé)construction de la figure paternelle. Ce processus, qui se réalise également dans le cas d'un deuil « normal », correspond en partie à l'épreuve de réalité intimement liée au travail de deuil dont parle Freud²: « La fin première et immédiate de l'épreuve de réalité n'est pas de trouver un objet correspondant au représenté, mais de le retrouver, de se convaincre qu'il est encore présent.³ ». L'existence de l'objet⁴ (ou être) perdu se maintient dans le psychisme. Les hommes et les femmes que nous avons rencontrés se souviennent ainsi de la façon dont ils ont pu construire des représentations indirectes de leur père à la fois absent et présent :

« On me parlait beaucoup de mon père, ma mère a été vraiment très amoureuse de lui, il y a donc toujours eu cette façon d'alimenter la personne qu'il avait été, en particulier à travers les photos... Jamais de façon pathologique, mais cette « rétro-alimentation » a toujours existé pour nous. Il y avait une pièce de la maison où il y avait énormément de photos de lui.⁵ »
(María Paz Concha Traverso)

¹ Entretien avec Myriam George Heimann, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

² FREUD, Sigmund, *Deuil et mélancolie*, Édition Payot Rivages, Paris, 2011, p. 32.

³ FREUD, Sigmund, « La négation » (1925), in Résultats, idées, problèmes, t. II, Paris, 1985, p. 137, in *Ibid*, p. 32.

⁴ Terme employé par Freud.

⁵ « Me hablaban harto de mi papá, mi mamá fue una persona que estuvo muy enamorada de mi papá, entonces siempre tuve como esta retro-alimentación de lo que había sido, mirando las fotos... nunca a nivel patológico, tenía una pieza en que había muchas fotos de él... siempre tuvimos esta retro-alimentación ». Entretien avec María Paz Concha Traverso, Santiago du Chili, 11 septembre 2013.

« Ma mère nous parlait beaucoup de lui, elle nous en parle encore beaucoup, de comment il était quand il était jeune, mes grands-parents aussi, il y avait beaucoup de conversations autour de lui, de comment il était, y compris dans les moindres détails. Les vêtements de mon père sont restés dans les tiroirs de ma mère jusqu'à... je ne sais pas quand, mais ses affaires étaient toujours là.¹ » (Pedro Godoy)

Le cas de Marcela Piñero se distingue par sa singularité, dans la mesure où elle n'a pas réellement pu construire de représentations de son père dans l'enfance. Dès lors qu'elle apprend par sa mère qu'il a été assassiné, il prendra dans son psychisme la forme d'une figure mystérieuse, qui du propre aveu de Marcela se manifestait très régulièrement dans ses rêves :

« J'avais un an et sept mois, je ne l'ai pas connu, je n'ai pas eu de photos de lui. Et je rêvais toujours d'un homme sans visage, très souvent et encore plus quand je me sentais triste ou seule. Dans mes rêves, il m'embrassait, il me prenait sur ses genoux, mais je ne voyais jamais son visage. Jusqu'à ce que je puisse voir une photo de lui, ensuite je n'ai plus jamais eu ces rêves. C'est en 1995 que j'ai vu une photo de lui pour la première fois, une photo floue, j'avais 23 ans.² »

La récurrence de ces rêves est interprétée par Marcela elle-même comme la parfaite illustration inconsciente de sa quête et de ses questionnements autour de ce père dont elle ne possédait pas de représentations réelles. Nous avons également pu remarquer, d'après les entretiens qui nous ont été confiés, que dans une fratrie, les plus jeunes se sentent souvent en plus grande difficulté que leurs frères et sœurs plus âgés pour construire des représentations de la figure paternelle disparue (et continuer à se construire à travers ces représentations). C'est ce que révèlent les échanges que nous avons eus avec Cristián Weibel, Pedro et Claudia Godoy, Lorena Hoyos Muñoz :

« Je me suis toujours senti désavantagé par rapport à mes frères et sœurs. Comme j'étais le plus jeune, je savais moins de choses de lui. Sur les choses qu'il aimait, comment il était... je n'ai que quelques images de lui.³ » (Cristián Weibel)

¹ « Mi mamá nos hablaba mucho de él, todavía nos habla mucho de él, de cómo era cuando era joven, mis abuelos también, había conversaciones sobre como era él, hasta en los mínimos detalles. La ropa de mi papá estuvo en los cajones de mi mamá hasta... no sé cuando pero estaban ahí las cosas de él. » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Tenía un año siete meses, no lo conocí, no tuve fotos de él. Y yo siempre soñaba con un hombre sin rostro, muy frecuentemente, y más cuando me sentía triste o me sentía sola, entonces soñaba, él me abrazaba, me tomaba en sus piernas, pero nunca le vi la cara. Hasta cuando vi una foto de él nunca más soñé con él. En el año 1995 fue la primera vez que vi una foto de él, una foto borrosa, yo tenía 23 años. » Entretien avec Marcela Piñero, Calama, 28 septembre 2013.

³ « Yo siempre me sentí en desventaja con respecto a mis hermanos. Como era menor, tenía menos información de él. Las cosas que le gustaban, cómo era, solo tengo algunas imágenes de él. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

Le frère cadet de Lorena Hoyos Muñoz était âgé d'à peine deux ans lorsque leur père est assassiné par la Caravane de la Mort :

« Nous avons peu à peu raconté à mon frère ce qui était arrivé à mon père, petit à petit, petit à petit jusqu'à ce qu'il connaisse la vérité, mais il est resté traumatisé parce qu'il n'a pas pu partager de souvenirs avec son père : il ne l'a pas connu et il l'aurait souhaité.¹»

Pedro Godoy, aîné d'une fratrie de trois enfants, se souvient particulièrement de la situation de protection envers son frère Carlos, âgé lui aussi de deux ans à peine au moment de la détention-disparition du père de famille²:

« Notre famille était grande, nous avons donc eu un soutien important de la part des parents de ma mère avec qui nous étions très proches, nous nous voyions quasiment toutes les fins de semaine, nous (enfants) avons été très protégés par cette famille qui nous a beaucoup soutenus. [...] Mon oncle et mon grand-père ont été comme des figures paternelles en quelque sorte. Et tous les trois, avec ma mère, on protégeait beaucoup Carlos, Claudia prenait soin de lui, nous faisons attention à lui en toutes situations, on s'en occupait, ma mère l'a elle aussi davantage protégé que si nous avions été dans une situation « normale ». Il y a eu des situations un peu particulières par rapport à lui, pour, en quelque sorte, combler un certain vide du fait que mon père n'était plus là. [...] Pour lui, cela a été plus difficile à vivre que pour moi par exemple, moi, j'ai le souvenir d'avoir vécu des choses avec mon père, j'ai des souvenirs directs et lui non, il a donc dû construire tout ça et certainement l'idéaliser aussi.³»

Entretenir la parole autour d'un père disparu n'est toutefois pas chose aisée et le silence reste lui aussi très dominant. Il pourra devenir pour certains fils et filles de disparus une stratégie de protection, afin d'éviter une confrontation avec un sujet douloureux pour eux-mêmes ainsi que pour leur mère ou leurs proches. Ils sont généralement bien conscients de la complexité de la situation et font preuve d'une certaine « prématuration », comme nous l'avons évoqué dans ce chapitre. Dans l'enfance, bon nombre de fils et filles de disparus reconnaissent avoir été très enclins à se mettre à la place de leur mère et avoir posé peu de questions au sujet de leur père disparu : ils souhaitaient faire en sorte d'épargner à leur mère des questions

¹ « A mi hermano poco a poco cuando fue creciendo le fuimos contando, de a poco, de a poco hasta que supo la verdad, pero ha quedado con un trauma toda su vida, porque no pudo compartir con el papá y no lo conoció, y él hubiese querido eso. » Entretien avec Lorena Hoyos Muñoz, Calama, 2 octobre 2013.

² Le ressenti de sa sœur Claudia Godoy allait lui aussi tout à fait en ce sens.

³ « Nosotros teníamos una familia grande y cercana, entonces tuvimos mucho apoyo de los padres de mi mamá que estaban muy cerca, nos veíamos todos los fines de semana, estuvimos muy apoyados por una familia que nos dio alto soporte. [...] Las figuras de mi tío y mi abuelo fueron como figuras paternas. Y nosotros los tres con mi mamá, lo protegíamos a Carlos, la Claudia lo cuidaba mucho, lo cuidábamos para todos lados, lo atendíamos, mi mamá también hubo mas protección que la que hubiera tenido en condiciones normales. Hubo situaciones como especiales con él, para llenar un poco el vacío de que mi papá no estaba. [...] Para él ha sido mucho más complejo que para mí por ejemplo, yo tengo recuerdos de haber estado con mi papá, tengo recuerdos directos con él, y él no los tiene, entonces ha tenido que construir, y quizás también idealizar. » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

douloureuses, bien conscients de sa souffrance à l'issue de la disparition du père de famille, comme en témoignent les propos de Natalia Chanfreau Hennings :

« En ce qui concerne la disparition de mon père, j'ai l'impression de l'avoir toujours su. Je posais peu de questions à ce sujet, parce que je percevais que c'était un sujet compliqué.¹»
(Natalia Chanfreau)

Au cours de notre rencontre, en ce sens, elle est revenue sur le souvenir marquant que nous citons antérieurement dans ce chapitre : le fait d'imaginer que son père était réapparu après une longue absence, alors qu'en réalité il s'agissait simplement du chat du quartier où elle vivait, en France. De son point de vue, cette anecdote est éloquente :

« Je crois vraiment que cet épisode montre plusieurs choses. Tout d'abord, il montre que je vivais dans l'attente, que je vivais en espérant qu'il revienne. Mais (et c'est maintenant que je le mesure), cela montre aussi que, d'une certaine façon j'essayais de ménager ma mère. Parce que j'aurais très bien pu le dire, j'aurais pu verbaliser cette chose qui me venait à l'esprit : l'espoir que ce soit mon père. Mais je ne l'ai pas fait. Je me revois donc plutôt comme consciente du fait qu'il y avait quelque chose de bizarre, que cela impliquait une souffrance pour ma mère, qu'il y avait de la souffrance dans toute cette situation. Ce qui n'est pas vraiment commun pour quelqu'un de si jeune. C'est donc aussi pour cela que je ne me souviens pas avoir posé beaucoup de questions, parce que finalement on peut vite se rendre compte que certains sujets sont délicats. Même sans parler, il y a des choses qui se ressentent, qui se perçoivent...²»

Il nous semble légitime de souligner ici la justesse d'analyse de Natalia Chanfreau Hennings quant à cette expérience. Son ressenti est une illustration des capacités d'empathie accrues que certains enfants pouvaient également développer en relation à la disparition de leur père.

¹ « En cuanto a la desaparición de mi papá, tengo la impresión de siempre haberlo sabido. Yo preguntaba muy poco al respecto, porque percibía que era un tema complicado. » Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

² « Creo que realmente este episodio muestra varias cosas. Una, que yo vivía en la espera, de que yo vivía esperando de que finalmente llegara. Y por otro lado también indica, ya siendo grande lo logro adimensionar, muestra que finalmente tenía ciertos cuidados con mi mamá. Porque podría haber pasado que yo le hubiese dicho, que yo hubiese verbalizado esta cosa que se me ocurrió, que era mi papá, sin embargo no lo hice. Entonces me imagino como consciente de que había algo raro, de que implicaba dolor para mi mamá, de que implicaba dolor para todo. Lo que no es necesariamente normal para alguien tan chico. Entonces por eso también me imagino que no debo de haber preguntado mucho, porque finalmente uno se da cuenta de que son temas más bien delicados. Aunque no se hable, hay cosas que se sienten, que se perciben... » Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

Avec le recul, certains hommes et femmes interprètent également le maintien d'un certain silence autour de leur père disparu comme une stratégie d'évitement, s'estompant généralement à l'adolescence. Le témoignage de Marcela Piñero s'inscrit dans cette réflexion :

« Je ne posais pas de questions sur mon père, j'évitais d'en parler, je changeais de sujet, c'était pour me protéger, en fait. C'est à l'adolescence que j'ai voulu en savoir plus.¹»

Si l'interminable attente ainsi qu'un certain silence autour du disparu étaient manifestes, l'inconscient pouvait, quant à lui, exprimer par le biais des rêves ce que certains enfants ne verbalisaient pas. Aussi, lors de nos échanges, certains ont-ils mentionné le caractère récurrent de certains rêves de leur jeunesse, où apparaissait plus ou moins directement la figure paternelle. Nous l'avons vu précédemment dans le témoignage de Marcela Piñero, marquée dans son enfance par le rêve d'un homme sans visage. Pedro Godoy, resté lui aussi assez introverti au sujet de son père et qui, de son propre aveu, essayait d'éviter la parole afin de se protéger d'un sujet douloureux, rêvait très fréquemment de son père :

« Il y a tout un processus inconscient et il y a cet espoir, qui se manifestent en particulier pendant le sommeil, les rêves ne sont pas forcément très réels mais on se dit « j'ai rêvé que mon père revenait ». J'ai eu ce genre de rêves pendant longtemps, y compris jusqu'à la fin de l'adolescence, vraiment entré dans l'âge adulte je n'ai plus rêvé de cela, mais jusqu'à vingt ou vingt-deux ans oui, je faisais ces rêves.²» (Pedro Godoy)

Sans ériger cette observation en vérité absolue, nous pouvons toutefois relever une relation potentielle entre le silence autour du disparu et le rêve : dans l'enfance, les rêves semblaient plus fréquents chez les enfants et adolescents qui faisaient en sorte d'éviter de verbaliser leurs sentiments ou leurs émotions au sujet de leur père.³

¹ « Yo no preguntaba sobre mi papá, evadía, cambiaba de tema en la conversación, era para protegerme en realidad. En la adolescencia quise acercarme más al tema. » Entretien avec Marcela Piñero, 29 septembre 2013, Calama.

² « Hay un proceso inconsciente y hay esta esperanza, que en particular se manifiesta cuando uno sueña, por ahí uno no tiene estos sueños tan vívidos pero dice « uy, soñé con que llegaba mi papá ». Ese tipo de sueños los tuve hasta bastante más grande, adulto ya no pero de adolescente, y a los veinte, veintidós años, tenía estos sueños. » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ Une étude plus poussée du rêve chez les fils et filles de disparus aurait pu enrichir ce travail, mais nous avons choisi de ne pas l'étudier davantage dans la mesure où il s'agit d'un trait d'étude propre à la psychanalyse qui dépasserait réellement le champ de la civilisation latino-américaine.

2) La parenthèse de colère de l'adolescence

L'adolescence, période où l'individu commence réellement son développement en tant qu'adulte,¹ est d'autant plus charnière chez les fils et filles de disparus puisqu'elle coïncide généralement avec un besoin criant d'en savoir plus au sujet du père et d'exprimer toute une série d'interrogations et d'émotions en lien avec cette quête de vérité. Plusieurs des personnes que nous avons rencontrées reconnaissent avoir traversé, dans leur préadolescence ou adolescence, une période de fragilité, de colère et d'incompréhension particulièrement intense :

« Quand j'ai commencé à poser des questions sur mon père, je l'ai plutôt fait dans la colère, à l'adolescence, parce que je sentais que ce qui s'était passé était vraiment dramatique, que c'était un poids très lourd à porter, je n'arrivais pas à comprendre... Bien souvent je demandais à ma mère pourquoi ils n'étaient pas partis, pourquoi mon père avait voulu rester, pourquoi elle n'avait pas voulu quitter le pays lorsqu'elle avait rencontré mon beau-père... J'ai vécu une crise très forte par rapport à cela. Et à seize ans, quand je suis revenue d'un voyage aux États-Unis, j'ai même demandé à ma mère qu'elle me fasse faire une thérapie. Parce que j'avais vraiment une très forte colère en moi, j'étais réellement en crise.²» (María Paz Concha Traverso)

« L'année 1978, quand j'avais quinze ans, a été très mauvaise pour moi. J'ai fait une dépression, j'ai eu des états dépressifs terribles, j'étais en colère contre ma mère, contre le parti...³» (Alicia Juica)

Pour Claudia Godoy, l'adolescence correspond davantage à une période de questionnement interne sur la justesse de la construction qu'elle fait de son père :

« Pendant mon adolescence, je parlais avec mes amies et elles avaient tellement de problèmes avec leurs parents à cet âge-là. Moi, en revanche, je n'avais aucun problème par rapport à la figure de mon père. Même sans connaître de période de crise d'adolescence ou de rébellion, on en vit tout de même une, dans mon cas, je me suis rebellée dans le sens où je questionnais la construction que je faisais de mon père : le fait de construire un père parfait, affectueux,

¹ Au sens psychologique, pour apporter une définition plus complète.

² « Cuando empecé a preguntar sobre mi papá, fue más en un tono de rabia, en la adolescencia, porque también sentía que era una carga muy fuerte, que era muy dramático, no podía entender... muchas veces cuestionaba a mi mamá, por qué no se fueron, por qué mi papá se quedó, por qué cuando conoció a mi padrastro no se fue a otro país...había harta crisis con eso en la adolescencia. A los 16 años cuando volví de Estados Unidos, de hecho pedí a mi mamá que me hiciera una terapia. Porque mi rabia era fuerte, mi rebeldía era muy muy fuerte. » Entretien avec María Paz Concha Traverso, 11 septembre 2013.

³ « El año 78, cuando ya tenía 15 años, para mí fue muy malo. Eso me provocó una depresión. Depresiones terribles, rabia con mi mamá, rabia con el partido... » Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

toujours présent, enjoué... [...] Comme j'étais la seule fille, j'aimais mon père très fort, c'était quelque chose... Il était tout, j'ai des souvenirs très sensoriels de mon père et je l'ai nourri, ça. J'ai eu du mal à ressentir de la colère.¹»

Ces sentiments de colère ou ces interrogations peuvent aisément être mis en lien avec les bouleversements individuels, émotionnels et psychologiques qui caractérisent la période adolescente.² Ce passage de l'enfance à l'âge adulte correspond en effet à une période de grande fragilité durant laquelle se produit un mouvement de dés-idéalisation des parents. Des changements surviennent également dans le mode de fonctionnement de la pensée dans la mesure où l'adolescent devient apte à raisonner, à remettre en question, à élargir le champ de ses interrogations et à accéder à la pensée hypothético-déductive. Ces différentes mutations plongent l'adolescent dans une perte de repères et une désorganisation passagère.³ D'où, parfois, une remise en question du rôle d'un père disparu, de son engagement politique ou encore de ses choix.

Colère et incompréhension restent généralement temporaires et plus spécifiques au moment où fils et filles de disparus vivent leur préadolescence et adolescence. À long terme et après avoir bénéficié d'une aide psychologique en particulier, ces sentiments s'estompaient. Le plus souvent, en effet, l'ensemble d'une famille entretenait une image valorisante du disparu, sans cultiver de ressentiments ou de rancœur à l'égard de son parcours militant.⁴ Il s'agit là d'un point que nos recherches ont corroboré dans leur ensemble et auquel peut s'articuler la réflexion de la psychologue clinicienne Chetty Espinoza, avec laquelle nous clorons ce chapitre.⁵ Lors de notre échange, cette dernière a mis en avant un point commun à « toutes les familles touchées par les disparitions forcées » : un amour très solide envers le disparu et son dévouement politique :

« Le point de vue de l'affect est commun à tous, dans le sens où, parmi les familles que je connais, tous les proches ont reconstruit leur vie dans l'amour de celui qui avait été assassiné ou avait disparu. Je n'ai connu aucune famille où la douleur se soit transformée en colère, ce qui aurait tout à fait pu se produire... En général, le disparu était un homme (souvent un homme, très peu de femmes disparues au Chili) passionné par la politique, très fort et très puissant au sein de son noyau familial. On pourrait penser qu'à un certain moment, la famille

¹ « En la adolescencia yo conversaba con mis amigas y había tantas dificultades con sus papás a esta edad, y yo en cambio no tenía dificultad con mi figura paterna. Yo no viví la crisis de la adolescencia y la rebeldía, pero uno la tiene igual, yo me rebelé en el sentido de « ¿qué construcción estoy haciendo ? » Construir un papá perfecto, cariñoso, siempre presente, juguetero...[...] Yo además era la única mujer, yo amaba mi papá, era una cosa... era todo, yo tengo recuerdos muy sensoriales de mi papá. Y yo alimenté eso. Me costó mucho sentir rabia con mi papá. » Entretien avec Claudia Godoy, 28 septembre 2013, Santiago du Chili.

² Cette forte colère a été observée par Myriam George Heimann (psychologue et membre du PIDEE pendant plusieurs années) chez les enfants et adolescents dont la famille vivait pleinement les conséquences de la répression, fils de disparus et d'exécutés politiques en particulier. Entretien avec Myriam George Heimann, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, pp. 93-99.

⁴ Entretien avec Chetty Espinoza, Santiago du Chili, 9 octobre 2013.

⁵ Chetty Espinoza a travaillé au sein du PIDEE et apporte une aide thérapeutique aux familles de victimes de la dictature depuis les années 80.

(l'épouse, les enfants) aurait pu réagir de façon agressive à la douleur que l'engagement politique du disparu avait causé sur le noyau familial. Je n'ai pas observé ce genre de choses. Je pourrais dire que la constante a été le grand amour et le grand respect envers la cause que défendait le disparu. [...]

J'essayais de me mettre à la place de la famille, notamment de la femme qui se retrouvait seule et cherchait son mari (les épouses les ont recherchés et les recherchent jusqu'à aujourd'hui), qui se battait pour ses enfants. Ces derniers grandissaient et à partir de dix, onze ou douze ans participaient eux aussi à la recherche de leur père : ils étaient tous complices de cet « autre », une complicité merveilleuse et je crois que c'est cela qui les a rendus aussi forts : ce sont des familles qui possèdent une force et une résilience merveilleuse. L'image du père qui a été construite a toujours été très positive et d'une grande valeur. Il est possible de faire face à cette absence si l'image du père est très gratifiante.¹»

Le difficile processus de construction identitaire est en perpétuel mouvement. À partir de l'absence-présence d'un père, il va évoluer tout au long de la vie et se poursuivre au delà de l'adolescence. Les années passant, fils et filles de disparus, nous le verrons dans la poursuite de notre étude, continueront à l'âge adulte leur cheminement personnel vers la vérité, l'identité et la résilience. La variabilité de ces cheminements est infinie selon les parcours de vie de chacun, le plus souvent intimement liés à l'enfance et l'adolescence.

¹ « Hay una historia de afectos que es muy común a todos, en el sentido de que, de las familias que yo conozco, todos reconstruyeron su vida en el amor hacia el ser asesinado o desaparecido. Yo realmente no conocí familias en que ese dolor se transformara en rabia, que podría ser algo esperable también... porque en general los desaparecidos fueron hombres (la mayoría hombres, muy pocas mujeres desaparecidas en Chile) que eran muy dedicados a la política y que eran muy fuertes y muy poderosos dentro de su núcleo familiar. Entonces uno podría pensar que en algún momento la familia, (la mujer, los hijos...) iban a reaccionar agresivamente por el dolor que les había provocado a este núcleo familiar el compromiso político del desaparecido. Yo eso no lo vi. Y eso, yo podría decir que es una constante : gran amor y gran respeto por la entrega que tuvo. Yo trataba de ponerme en el lugar de la persona, la mujer sola por ejemplo, que lo buscaba, porque ellas siguieron y hasta el día de hoy siguen buscando, y haciendo frente con sus hijos, y el niño crecía y ya a los 10, 12, 13 años también participaba en la búsqueda de su padre : eran todos cómplices de este otro, una complicidad maravillosa, y yo creo que eso fue lo que les hizo tan fuertes, porque son familias con una fortaleza y una resiliencia maravillosa. [...] La imagen que se construyó del padre siempre fue muy positiva, y de un gran valor. Uno puede sobreponerse a esta ausencia si se tiene una imagen del padre muy valiosa. »

Entretien avec Chetty Espinoza, Santiago du Chili, 9 octobre 2013.

CHAPITRE DEUX :

**DÉCLINAISONS DE LA
DÉCONSTRUCTION / RECONSTRUCTION IDENTITAIRE
CHEZ LES ENFANTS VOLÉS
DE LA DICTATURE ARGENTINE**

I. Disparitions et filiation : la singularité du cas argentin

A) Le vol d'identité en tant que facette complexe du « Processus de Réorganisation Nationale »

En Argentine, à l'instar du cas chilien, la dictature va produire une réelle « fracture générationnelle¹ » : un ou plusieurs membres d'une même famille disparaissent. Le nombre de femmes, de femmes enceintes et de couples disparus est néanmoins plus important dans le cas argentin. Par ailleurs, l'importance du nombre d'enfants en bas âge et bébés disparus en même temps que leurs parents est un fait jusqu'alors inédit en Amérique Latine.² Ce Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés mis en place par la dictature (que nous avons abordé au cours du deuxième chapitre de notre première partie) est d'une ampleur sans pareille et représente l'une des facettes les plus complexes de la violence d'État sur le continent latino-américain.

Le régime de Jorge Rafael Videla, dans sa traque paranoïaque de la « subversion », entend non seulement anéantir tout un idéal chez une génération de jeunes adultes, mais aussi élargir la répression à la génération suivante : celle des fils et des filles de militants politiques, qui deviennent eux aussi l'une des cibles du régime. Les militaires considèrent qu'il est de leur devoir de leur éviter de mener « une vie morale désordonnée³ » dans un « foyer subversif⁴ ». Dans une logique soi-disant « salvatrice », ils vont ainsi entreprendre de s'emparer des enfants de ceux qu'ils font disparaître. Le plus souvent, ces enfants étaient élevés par leurs ravisseurs ou confiés à certains de leurs proches ou amis (couples la plupart du temps sans enfants), à la manière d'un « butin de guerre⁵ ». Dans d'autres cas, certains enfants mis en adoption dépendront des décisions de juges et de tout un réseau institutionnel qui épousait la logique dictatoriale.

¹ Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis*, sans lieu ni date, p. 30.

² Entretien avec Carla Artes, 14 décembre 2012, Buenos Aires. Voir également Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis*, sans lieu ni date, p. 30.

³ Carla Villalta, in Abuelas de Plaza de Mayo, *ibid.*, p.191.

⁴ Il s'agit de l'un des arguments de ceux qui ont participé aux crimes de la Guerre Sale. Voir Carla Villalta, in Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis*, sans lieu ni date, p. 30. En ce sens, les propos du général Ramón Camps, chef de la police de Buenos Aires et directement impliqué dans la disparition d'environ cinq mille personnes, sont éloquentes : « Personnellement, je n'ai jamais tué un enfant. Ce que j'ai fait, c'est en remettre certains à des organismes de charité pour qu'ils soient donnés à d'autres parents. Les parents subversifs éduquent leurs enfants pour la subversion. Nous devons arrêter cela. » Voir KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Porvenires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007, p. 80.

⁵ En Argentine, cette expression (*botín de guerra*) est très fréquemment usitée pour faire référence au vol d'enfants, notamment par les Grands-mères de la Place de Mai. L'une d'elles, Mirta Baravalle, a d'ailleurs employé ce terme au cours de notre entretien, le 12 novembre 2013. Parmi les cas d'enfants volés, nous le verrons, certains d'entre eux ont transité par un orphelinat et ont été attribués à une famille sur décision d'un juge. Précisons également que certains militaires qui s'emparaient d'enfants étaient directement impliqués dans la disparition de leurs parents. Ce fut, par exemple, le cas de Carla Artes, dont nous évoquerons ici le parcours, ou encore de Victoria Donda, née en détention dans le centre clandestin de l'ESMA et élevée par le tortionnaire Azic, impliqué personnellement dans la disparition de ses deux parents, José María Donda et María Hilda Pérez.

Environ cinq cents bébés et enfants ont ainsi été arrachés à leur véritable filiation et à leur identité. Pour certains, quelques heures ou quelques jours après leur naissance dans un centre de détention.¹ Nous détaillerons les variables de ce plan de vol d'enfants au cours de notre troisième partie.

En privant ces enfants de leur famille biologique, le régime militaire réalise un « nouveau type de crime », selon la thérapeute Alicia Lo Giúdice.² Il a violé le droit à l'identité,³ principe éthique et droit fondamental pour tout individu, tout en rompant massivement avec un système inhérent à la construction de toute communauté humaine : la filiation.⁴ Une occultation forcée de l'ordre généalogique se met en œuvre.⁵ Pour Alicia Lo Giúdice, l'un des aspects pervers de ce Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés repose sur le fait que le lien de l'enfant avec sa famille « adoptante » est créé à l'issue d'un délit majeur : la disparition et l'assassinat de ses parents.⁶ Pour ces différentes raisons, le vol d'enfant, intimement lié au « crime des crimes », s'inscrit donc lui aussi, en ce sens, dans une logique concentrationnaire et déshumanisante.⁷

Nous avons évoqué dans notre précédent chapitre le rôle essentiel joué par la famille dans la construction identitaire de tout individu. Un plan massif de falsification des liens familiaux aura, lui aussi, un impact considérable sur les jeunes enfants qui en seront victimes et sur leur construction en tant qu'adulte.

Grâce à la ténacité du mouvement des Mères et Grands-mères de la Place de Mai,⁸ qui mène la résistance en Argentine, bon nombre d'enfants volés vont retrouver leur véritable identité à des âges différents et dans une pluralité de circonstances. Quelles que soient ces variables, quel que soit le moment où leur identité leur est restituée et où apparaissent des vérités sur leur histoire familiale, les « enfants volés » vont voir s'ébranler toutes les bases familiales et identitaires sur lesquelles ils s'étaient construits jusqu'alors. À la différence des enfants ayant grandi dans la conscience totale ou partielle du fait que leurs parents avaient disparu, les enfants volés ne sont pas en mesure d'avoir accès à la vérité concernant leurs origines. Ils seront

¹ Nous rejoignons ici la réflexion de Cécile Delannoy et Catherine Vallée dans leur ouvrage *Vivre et grandir dans l'adoption*. Elles insistent sur le fait que la relation du bébé avec sa mère est très fusionnelle pendant la grossesse mais aussi peu après sa naissance. Au début de la vie, il n'y a pas, pour le bébé, sa mère d'une part et lui de l'autre, mais un « bébé-mère ». Séparé physiquement de sa mère par l'accouchement, il reste dans une fusion avec elle. Séparer un tout petit de sa mère équivaut ainsi, en quelque sorte, à amputer l'enfant d'une partie de lui-même. En ce sens, nous pouvons insister une fois de plus sur l'extrême violence d'une séparation bébé-mère.

² Alicia Lo Giúdice est psychanalyste et professeure de l'Université de Buenos Aires. Elle est également l'une des responsables du Centre d'Attention pour le Droit à l'Identité.

³ L'association des Grands-mères de la Place de Mai, à partir de 1987, s'est battue pour que la loi argentine reconnaisse pleinement le droit à l'identité et que l'atteinte à ce droit soit reconnue comme un délit majeur.

⁴ La filiation correspond également à une réalité biologique, juridique et psychoaffective. DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 92.

⁵ KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007, p. 81.

⁶ Alicia Lo Giúdice, in *Abuelas de Plaza de Mayo, Psicoanálisis*, op.cit. p. 38.

⁷ *Ibid.*, p. 123.

⁸ Comme nous le mentionnons dans notre troisième chapitre, les Grands-mères de la Place de Mai se différencient des Mères dans la mesure où elles sont à la recherche de deux générations : elles sont concernées à la fois par les disparitions de leurs fils, filles, gendres et belles-filles et par le Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés mis en œuvre par la junte.

nécessairement amenés, de ce fait, à traverser une crise identitaire plus ou moins brutale, plus ou moins intense, selon la personnalité et le parcours de vie de chacun. Ils seront ensuite enclins à différentes stratégies de reconstruction et de résilience, dès l'instant où ils retrouvent leur identité véritable et leurs origines. Nous étudierons dans ce chapitre comment s'est orchestré le vol d'identité de certains de ces enfants et comment ils ont pu être identifiés puis entamer leur processus de reconstruction après avoir vécu sous une autre identité pendant des années.

B) Entretiens et méthodes de travail

En nous appuyant sur les données recensées par l'association des Grands-mères de la Place de Mai (Abuelas de Plaza de Mayo), nous avons entrepris de contacter le plus grand nombre d'hommes et de femmes dont l'identité a été usurpée à l'issue du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés. Nous leur avons expliqué en quoi nos recherches consistaient, puis proposé de témoigner. À Buenos Aires (et dans la ville de Córdoba dans une moindre mesure), en novembre-décembre 2012 ainsi qu'en octobre-novembre 2013, nous avons mené des entretiens avec les personnes disposées à répondre à nos questionnaires semi-directifs.

Nous avons entrepris, pendant ces entretiens, de récolter le plus d'éléments possibles sur l'environnement dans lequel avaient grandi les personnes interviewées : relations avec les parents adoptifs, métier que ces derniers exerçaient, niveau social et type d'éducation donné par cette famille adoptive, souvenirs d'enfance. Nous avons également recherché bon nombre d'éléments relatifs à leur conscience d'avoir été adoptés ou non, aux doutes qu'ils avaient pu développer quant à leurs origines, à leurs sentiments d'appartenance ou de mésappartenance¹ à la famille dans laquelle ils se construisaient. Enfin, nous avons orienté l'entretien sur leur confrontation à la récupération de leur véritable identité et à la récupération de leur histoire familiale d'origine.

Ils ont ainsi retracé les circonstances de leur disparition et celles de leurs parents biologiques, la gestion des liens entre famille adoptive et famille biologique à l'issue de la récupération de leur identité et de leur histoire personnelle et familiale (déconstructions / reconstructions). Nos principaux objectifs étaient d'analyser les différentes façons dont ils avaient pu être confrontés à la vérité, ainsi que leurs manières de l'appréhender.

Nous avons également recherché comment la restitution d'identité en elle-même avait été vécue, les souvenirs qu'en possédait la personne interviewée, les informations dont elle disposait à ce sujet, en fonction de son âge. À l'instar des autres entretiens que nous avons menés, nous avons retranscrit les entretiens puis procédé à une analyse longitudinale et transversale : en d'autres termes, en identifiant les grands axes de ces récits, puis en les comparant, afin de dégager des traits communs entre eux ou des spécificités.

¹ Nous reviendrons sur ces notions en y apportant une définition au cours de notre étude.

Nous analyserons donc le cas argentin en nous appuyant exclusivement sur les expériences de vie des personnes avec qui nous avons dialogué. Leur réflexion et leur parcours sont représentatifs de la multiplicité de circonstances dans lesquelles les vols d'enfants et la restitution de leur identité se sont déroulés.¹

Nous avons également recueilli les témoignages de quatre activistes dont le rôle au sein du mouvement des Grands-mères de la Place de Mai a été central en termes de défense du droit à l'identité et à la vérité en Argentine :

- Deux grands-mères ayant retrouvé leurs petites-filles biologiques, en 1984 et 2000 respectivement : Elsa Pavón et Buscarita Roa.
- Deux grands-mères encore à la recherche de leur petit-fils ou petite-fille au moment de l'entretien : Chicha Mariani et Mirta Baravalle.

Leur rencontre dans le cadre de nos recherches a été fondamentale.

Enfin, nous nous sommes entretenue avec la psychiatre et psychanalyste Diana Kordon, qui assiste depuis de nombreuses années les familles de victimes du terrorisme d'État, toutes générations confondues² et dont les ouvrages nourrissent notre travail.

¹ Nous avons également rencontré plusieurs fils et filles de personnes disparues ayant grandi avec leur famille biologique (grands-parents, tantes...). Deux de ces personnes ont été concernées de près par la thématique du vol d'enfants dans la mesure où elles étaient à la recherche d'un frère ou d'une sœur né(e) en détention. De multiples expériences de vies sont donc venues enrichir nos recherches.

² Diana Kordon, dès les premières années de la dictature, a notamment apporté une aide psychologique aux Mères de la Place de Mai.

II. Retrouver les enfants et bébés volés : un combat acharné, mené par la société civile

La société argentine des années noires se trouve confrontée au caractère multi-générationnel des disparitions forcées : aux enlèvements et disparitions de jeunes adultes se mêlent des disparitions de nourrissons ou de très jeunes enfants. La société civile, représentée par les Mères et Grands-mères de la Place de Mai, exige d'obtenir des réponses à leur sujet. Le plus souvent, les deux parents d'un enfant volé disparaissent, d'où l'intensité des recherches de ses grands-parents et en particulier des femmes : dès 1977, elles comprennent le caractère systématique d'un plan né de la dictature et leurs expériences semblables leur permettent d'entamer une lutte acharnée pour les retrouver.¹ Dans la mesure où ces femmes ont été les seules à pouvoir dénoncer socialement la réalité des « enfants volés », où elles ont réussi à retrouver bon nombre d'entre eux et à inculper différents coupables de ce plan systématique, nous estimons qu'il est dans l'intérêt de notre étude d'évoquer plus en détail la naissance du mouvement des Grands-mères de la Place de Mai et d'analyser ce qu'elles ont entrepris pour mener leurs recherches et restituer l'identité de ces enfants, quel que soit leur âge. Afin d'illustrer la naissance de leur combat face à différentes situations de vol d'enfants, nous restituerons ici les témoignages de celles que nous avons pu rencontrer et évoquerons plus particulièrement le parcours de Chicha Mariani, co-fondatrice du mouvement.

A) Les premiers pas des Grands-mères de la Place de Mai : un combat solitaire, puis collectif

Les recherches des Grands-mères, dans un premier temps, sont isolées. Sous la dictature, bon nombre de ces femmes sont relativement étrangères à la politique : elles ne s'en préoccupent guère et, le plus souvent, se consacrent pleinement à leur famille. Dans la plupart des cas, elles n'ont pas connaissance des activités militantes de leurs enfants, dans la mesure où ces derniers les mènent de la manière la plus occulte possible : afin de ne pas mettre en péril leur propre vie, mais aussi celle de leurs camarades et de leurs proches.

La vie de ces femmes bascule lorsque deux générations de leur famille disparaissent. Elles ignorent vers qui se tourner pour obtenir des informations sur leurs proches et retrouver la trace de leurs petits-enfants, qu'ils soient âgés de quelques mois, quelques années ou qu'ils soient encore à l'état d'embryon dans le cas des femmes enceintes disparues. Dans une société bâillonnée par la terreur et la répression, elles ne disposent

¹ Les femmes préféraient que leurs maris restent à l'écart de cette lutte afin d'éviter de possibles représailles. Dans le documentaire *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, réalisé par Alexandre Valenti en 2010, Chicha Mariani, co-fondatrice du mouvement, explique que les Grands-mères ne souhaitaient pas que leurs maris prennent des risques en participant aux recherches à leurs côtés, car elles savaient que les militaires pouvaient aisément s'en prendre à des hommes plutôt qu'à des femmes, « pour des raisons purement machistes », ajoutera-t-elle. Les militaires ne prenaient pas au sérieux cette lutte féminine : les Grands-mères surent pourtant en tirer profit. Voir *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*,

d'aucun recours pour faire la lumière sur les disparitions.

María Isabel Chorobik de Mariani, plus connue sous le nom de *Chicha*, est l'une des fondatrices du mouvement. Professeur d'arts plastiques et d'histoire de l'art à La Plata (province de Buenos Aires), elle méconnaît les activités militantes de son fils Daniel (économiste) et de sa belle-fille Diana Esmeralda Teruggi (étudiante en Lettres), tous deux membres de l'organisation *Montoneros*. Le couple lutte activement contre la radicalisation de la politique argentine à partir de 1973, en particulier par la voie de l'écrit. En 1975, Daniel Mariani et Diana Teruggi font l'acquisition d'une maison qui abritera une imprimerie clandestine et deviendra le lieu d'édition de la revue *Evita Montonera*.¹ Daniel Mariani et Diana Teruggi sont également parents d'une petite fille, Clara Anahí, née le 12 août 1976.

Le 24 novembre 1976, alors que Clara Anahí Mariani est âgée de trois mois, un groupe de plus de deux cents militaires encercle la zone où vit la famille Mariani-Teruggi et y mène un assaut pendant plus de quatre heures : bombardements, tirs de toutes sortes d'armes à feu et mise à sac de toute la maison. Diana Teruggi et quatre autres compagnons de militance qui occupent le foyer sont tués.² Daniel Mariani, en déplacement à Buenos Aires le jour de l'attaque, est assassiné par les militaires quelques mois plus tard, le 1er août 1977.

Les corps de Diana Teruggi et de Daniel Mariani ne seront jamais remis à leurs familles et seront enterrés de façon anonyme par les auteurs de l'attaque.³

¹ Entretiens avec Chicha Mariani, La Plata, décembre 2012 et septembre 2014. La revue *Evita Montonera*, dès 1975, appelle à la résistance et dénonce les crimes perpétrés par la Triple A, puis par la dictature civico-militaire : les assassinats, les enlèvements, les tortures, les disparitions. Au fond de la maison, derrière un mur pourvu d'une sorte de « passage secret », les militants avaient aménagé cette imprimerie clandestine. Cette histoire vraie est le fil conducteur du roman *Manèges, petite histoire argentine*, de Laura Alcoba.

² Il s'agit de Daniel Mendiburu Eliçabe (25 ans, étudiant en architecture), Roberto César Porfidio (31 ans, professeur de Lettres), Juan Carlos Peiris (28 ans, technicien) et Alberto César Bossio (34 ans, médecin). Voir le court documentaire réalisé par Valeria Cuadros, Jorgelina Paula Molina Planas et Amandine Cerutti, disponible en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=rgbXL3_OzBk (mis en ligne le 19 février 2015).

³ Selon des témoignages fournis a posteriori par le voisinage, Diana aurait entrepris, dès les premiers tirs, de protéger sa fille en la plaçant dans la baignoire de la petite salle de bains, recouverte d'un petit matelas. La fillette de trois mois aurait ainsi été protégée, puis trouvée et enlevée par les auteurs de l'attaque. Une fois l'assaut terminé, les militaires découvrent le bébé, l'enveloppent dans une couverture et l'enlèvent. Par la suite, ils certifient aux grands-parents paternels et maternels de Clara Anahí qu'aucun bébé n'a été trouvé dans la maison.



Casa Mariani-Teruggi, photo personnelle, 6 septembre 2014.

En décembre 2012, nous avons pu nous entretenir avec Chicha Mariani pour la première fois. Elle est alors revenue sur la naissance de son combat pour la justice et la vérité :

« Le lendemain de l'attaque du 24 novembre 1976, j'ai pensé qu'ils avaient tous été tués, même la petite. Puis j'ai su que mon fils n'était pas dans la maison à ce moment-là et qu'il n'était pas mort et j'ai su que la petite avait survécu. J'ai donc commencé à la rechercher partout où je pouvais parce qu'on ne savait rien, je ne pouvais rien savoir du tout. Où rechercher une enfant qui a été enlevée par on ne sait qui ? On savait juste que c'était l'armée qui avait fait ça, c'était donc comme rechercher dans le néant, rechercher une aiguille dans une botte de foin comme dit le proverbe... Cela a donc été très dur, très difficile, j'ai dû obtenir des informations en silence parce qu'on ne pouvait pas parler, on ne pouvait pas même échanger. Ce fut très dur de ne pas savoir par où commencer les recherches. J'ai passé neuf, dix, onze mois comme ça, à tâtonner. Et je ne savais pas qu'il existait des tribunaux pour mineurs, cela peut sembler absurde mais je ne le savais pas. Une fois, je me suis rendue à l'un de ces

tribunaux et c'est là qu'une conseillère, après plusieurs visites, m'a dit : « Madame, il y a d'autres femmes qui sont à la recherche de leurs filles qui étaient enceintes et de leurs petits-enfants... ». Elle m'a parlé en particulier d'une femme qui recherchait sa petite-fille : j'ai demandé son adresse, je suis allée chez elle, c'est comme cela que j'ai rencontré Alicia De la Cuadra. [...] Je lui ai rendu visite pour lui proposer de rechercher nos petits-enfants ensemble : l'idée lui a beaucoup plu et nous avons décidé de tout de suite nous mettre au travail.¹»

Chicha Mariani se met donc à la recherche de Clara Anahí, seule survivante de l'attaque de la Calle 30, tandis qu'Alicia De la Cuadra est à la recherche de sa fille Elena et du bébé qu'elle porte.² Les deux femmes se mettront progressivement en contact avec d'autres mères de femmes enceintes se trouvant dans une situation similaire. Leur lutte prend un caractère collectif dès le 21 novembre 1977, lors d'une visite à Buenos Aires de Cyrus Vance, Secrétaire d'État aux affaires liées aux Droits de l'Homme aux États-Unis. À cette occasion, les grands-mères d'enfants disparus décident de se joindre au groupe des Mères de la Place de Mai (actif depuis le 30 avril 1977) et de faire parvenir à Cyrus Vance, sur la place San Martín, leurs témoignages écrits pour dénoncer l'alarmante situation politique de l'Argentine. Après le départ de Cyrus Vance, les douze grands-mères³ se rassemblent et prennent la décision de continuer à mener leurs recherches ensemble, en secret.

¹ « Al día siguiente del ataque a la casa del 24 de noviembre de 1976, yo pensé que había muerto la nena y todos. Supe enseguida que mi hijo no estaba en la casa y que no había muerto, y supe que la nena había salido viva. Ahí empecé a buscarla donde podía porque no sabíamos nada, yo no sabía nada de nada, ¿dónde buscar una criatura que se la llevó no sabemos quién? Sabíamos que era el ejército, y nada más, así que fue como buscar en la nada, como buscar una aguja en un pajar como dice el refrán... Así que fue muy duro, muy difícil, y me fui enterando, averiguando en silencio, porque no se podía hablar, no se podía ni intercambiar; fue muy difícil iniciar la búsqueda, no sabía dónde. Así estuve 9, 10 meses, 11 meses, aprendiendo al andar. Yo no sabía que existían entonces los juzgados de menores, una cosa absurda pero no sabía. Fui a un juzgado de menores y ahí una asesora, después de varias visitas mías, me dijo « Señora, hay otras madres que buscan a sus hijas embarazadas que han tenido a su bebé... ». Al decirme que había otra señora que también estaba buscando a su nieta, la busqué, le pedí la dirección, fui a la casa de ella, conocí así a Alicia De la Cuadra. [...] Yo había ido a decirle que trabajaríamos juntas y ahí decidimos llamar también a las otras abuelas que estuvieran por ahí solas, y trabajar juntas. A Alicia le pareció muy buena la idea, y decidimos empezar ahí mismo. » Entretien avec Chicha Mariani, 14 décembre 2012, La Plata.

² Elena De La Cuadra est enceinte de cinq mois au moment où elle est enlevée, le 23 février 1977, avec son conjoint Héctor Carlos Baratti. Ils militaient tous deux au sein du Parti Communiste Marxiste Léniniste (PCML). D'après les témoignages de plusieurs survivants, Elena De la Cuadra aurait accouché d'une petite-fille le 16 juin 1977, dans un commissariat de La Plata où elle était retenue en détention. La petite-fille, qu'elle a prénommé Ana Libertad, a été identifiée par ADN le 22 août 2014 et a ainsi récupéré sa véritable identité. Elle vivait aux Pays-Bas. Entretien avec Chicha Mariani, 6 septembre 2014, La Plata. Voir également <https://www.abuelas.org.ar/noticia/encontramos-a-la-nieta-de-la-primera-presidenta-de-abuelas-42>, consulté le 1er juillet 2016.

³ Les douze co-fondatrices du mouvement des Grands-mères de la Place de Mai sont Chicha Mariani, Alicia De la Cuadra, Mirta Baravalle, Clara Jurado, Beatriz de Neuhaus, Eva Castillo Barrios, Delia Giovanola de Califano, Haydée Lemos, Leontina Puebla de Pérez, Vilma Gutiérrez, Raquel de Marizcurrena, María Eugenia Cassinelli. Voir RAMOS PADILLA, Juan Martín, *Chicha, la fundadora de Abuelas de Plaza de Mayo*, Agebe ediciones, Buenos Aires, 2009, pp. 131-146.

Ce nouveau souffle de résistance en Argentine, dès lors, ne cessera de prendre de l'ampleur; de plus en plus de femmes se joignent à la lutte malgré le règne de la terreur.¹ Tous les jeudis, à quinze heures, elles seront des dizaines puis des centaines² à manifester sur la Place de Mai, face à la *Casa Rosada*, palais présidentiel où siège la junte militaire. Un linge blanc noué autour de la tête, elles brandissent des photos de leurs fils, filles et petits-enfants disparus. Et elles tournent autour de la place, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.³

En dehors de leur « ronde » hebdomadaire sur la place, les Grands-mères œuvrent en silence et entreprennent petit à petit des enquêtes méticuleuses. Pendant les années noires, avec beaucoup de difficultés, elles se rendent partout où elles entrevoient la possibilité d'obtenir des informations, même minimales, au sujet de leurs enfants et petits-enfants. En premier lieu, dans les commissariats, où elles n'obtiennent aucune information et affrontent le plus souvent les propos teintés de cynisme des policiers qui, comme le pressentent les Grands-mères, prennent part à la répression.⁴ Elles tentent également de se rendre dans des bases militaires ou des lieux de détention connus, mais aussi dans les orphelinats et foyers, les églises, les tribunaux : mais où qu'elles aillent, elles obtiennent très rarement de l'aide et sont, le plus souvent, dénigrées et chassées.⁵

Elles commencent à agir en véritables « détectives » et à user de différentes stratégies pour mener à bien leurs recherches, envers et contre tout. Cette recherche « à tâtons⁶ » durera plusieurs années, comme le raconte Carla Artes lors de l'un de nos entretiens à Buenos Aires :

« Les Grands-mères se sont débrouillées comme cela pendant de nombreuses années, grâce aux dénonciations anonymes des gens, puis en se rendant sur place afin de repérer de qui il s'agissait. Elles prenaient des photos, elles regardaient, elles vérifiaient comment étaient les enfants, avec qui ils étaient, elles faisaient cela systématiquement.⁷ »

¹ Voir également RAMOS PADILLA, Juan Martín, *Chicha, la fundadora de Abuelas de Plaza de Mayo*, Agebe ediciones, Buenos Aires, 2009, p. 154.

² D'après Mirta Baravalle, les Grands-mères de la Place de Mai étaient environ deux cent trente à la fin des années 80. Entretien avec Mirta Baravalle, 12 novembre 2013, Buenos Aires.

³ Les Grands-mères donnent tout d'abord à leur mouvement le nom de « Grands-mères Argentines de Petits-enfants Disparus » (*Abuelas Argentinas con Nietitos Desaparecidos*). Le groupe des « Mères de la Place de Mai » étant déjà connu sous ce nom, dans la mesure où elles manifestaient toutes sur la Place de Mai, face au palais présidentiel, l'association prit finalement le nom de « Grands-mères de la Place de Mai ». Entretiens avec Chicha Mariani.

⁴ Mirta Baravalle a insisté sur ce point lors de notre entretien, le 12 novembre 2013.

⁵ Les grands-mères, souvent très croyantes, avaient espoir d'obtenir l'aide des prêtres catholiques argentins pour tenter de retrouver la trace de leurs petits-enfants ainsi que de leurs fils et filles. Nora Cortiñas, Mirta Baravalle et Chicha Mariani, au cours des différents entretiens que nous avons eus avec elles en 2012, 2013 et 2014, nous ont fait part de différentes situations au cours desquelles prêtres et évêques avaient refusé de les aider, les avaient chassées ou leur avaient tenu des propos tendant à les culpabiliser et à les tenir responsables des disparitions de leurs enfants et petits-enfants. Elles ont toutefois fait mention de l'aide exceptionnelle de certains membres de l'Église.

⁶ Entretien avec Buscarita Roa, 6 décembre 2012, Buenos Aires.

⁷ « Abuelas se manejó durante muchos años así, con las denuncias anónimas de la gente, y yendo a comprobar *in situ* de quién se trataba. De sacar fotos, ver, averiguar quiénes eran, con quiénes estaban, eso era lo que hacían ». Entretien avec Carla Artes, l'une des enfants volées, 14 décembre 2012, Buenos Aires.

Elles n'ont pas d'autre solution que de se fier à leur intuition ou encore à des indications fournies par des voisins, amis et témoins divers (le plus souvent anonymes). Prenant garde au climat de terreur et de désinformation dans lequel elles vivent, chaque information est considérée et traitée avec prudence.

Ainsi, très fréquemment, les grands-mères n'hésitent pas à mettre en place des filatures : suivre des personnes ou des couples soupçonnés d'être impliqués dans un vol d'enfant ou vont observer des enfants à la sortie des écoles maternelles afin de repérer de possibles ressemblances. Pour ce faire et afin de mener à bien leurs enquêtes, elles n'hésitent pas, dans certains cas, à se grimer ou à se déguiser afin de ne pas attirer l'attention.¹

Au cours de leurs recherches, les Grands-mères prennent soin d'utiliser de nombreux codes afin de pouvoir communiquer dans les lieux publics (cafés et salons de thé en particulier) au sujet de leurs petits-enfants disparus en veillant à ce que leur conversation ne soit pas interceptée.² Elles partagent secrètement les informations dont elles disposent, s'entraident et se soutiennent dans les moments de désespoir ou réfléchissent à de nouvelles stratégies à adopter dans leurs recherches.

¹ Lors de l'un de nos échanges Carla Artes nous a raconté que les Grands-mères de la Place de Mai utilisaient très fréquemment différentes sortes de coiffures, de lunettes, ainsi que des perruques afin de ne pas être repérées. Certaines n'hésitaient pas à se vieillir, à se déguiser en religieuses ou encore en prostituées. La grand-mère maternelle de Carla, Sacha Matilde Artes, avait été actrice et avait tout particulièrement recours à ces différentes stratégies pour rechercher sa petite-fille. Mirta Baravalle, Grand-mère de la Place de Mai, a également souligné cet aspect.

Entretiens avec Carla Artes, le 19 octobre 2013, ainsi qu'avec Mirta Baravalle, le 12 novembre 2013, Buenos Aires.

² *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, documentaire d'Alexandre Valenti, 2010, diffusé sur la chaîne « France 5 » en mars 2013.

B) Vers la recherche par la génétique

1) La découverte progressive de l'indice de grand-parentalité

Pendant la dictature, le seul moyen dont les grands-mères disposent pour tenter de retrouver leurs petits-enfants est de se fier à leurs observations et de rechercher de possibles ressemblances physiques. Elles arpentent les rues et les quartiers de Buenos Aires en observant les enfants qui s'y trouvent – ceux qui se rendent à l'école ou en sortent ou encore qui jouent dans les parcs ou les lieux publics – avec attention, mais aussi avec la plus grande discrétion.

En 1979, Chicha Mariani découvre par hasard un article de presse qui fera naître un espoir considérable chez les grands-mères : il évoque la possibilité de prouver scientifiquement la paternité d'un individu au moyen d'un test sanguin.¹ Une idée jaillit alors : leur sang servira-t-il pour être comparé à celui de leurs probables petits-enfants²? Pourront-elles prouver leur grand-parentalité y compris en l'absence des deux parents de l'enfant ? Elles se mettent aussitôt en quête de réponses à ces questions, en sollicitant l'aide des scientifiques du monde entier³:

« A partir de ce moment, nous nous sommes mises à chercher comment parvenir à cela, comment, avec l'aide de qui... Jusqu'au jour où nous avons trouvé le bon endroit, aux États-Unis, avec l'Association pour le Progrès de la Science et l'Hôpital spécialisé en génétique de New York. C'est là qu'on m'a dit pour la première fois qu'il était possible de mettre en place ce test. Par la suite nous avons travaillé avec l'Association pour le Progrès de la Science, en lien très étroit avec eux jusqu'à ce qu'ils viennent en Argentine et que nous mettions en place la Banque Nationale de Données Génétiques.⁴»

Les Grands-mères obtiendront notamment l'aide du médecin argentin Victor Penchaszaden, du Docteur Fred Alen, spécialiste du sang et de Mary Claire King, généticienne. Leurs recherches sont fructueuses et au cours d'un symposium à Washington réunissant les scientifiques du monde entier, la méthode qui permettra d'identifier les enfants volés est officialisée : cette découverte, révolutionnaire pour l'époque, est baptisée

¹ Il s'agit d'une découverte révolutionnaire pour l'époque.

² Interview d'Estela de Carlotto, in *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, documentaire d'Alexandre Valenti, 2010, diffusé sur la chaîne « France 5 » en mars 2013.

³ En ce sens, l'avocat chilien Héctor Contreras, considère les Grands-mères de la Place de Mai comme « le meilleur organisme de Droits de l'Homme, dans la mesure où elles ont, par amour, poussé la science à les aider dans la recherche de leurs petits-enfants et y sont parvenues avec succès. » Entretien avec Héctor Contreras, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

⁴ « A partir de eso, buscamos dónde se podía hacer esto, cómo, con quién... hasta que encontramos el lugar en Estados Unidos, en la Asociación para el Avance de la Ciencia y en el Hospital de Sangre de Nueva York, que fue el primer punto donde tuve la respuesta « sí, se puede hacer ». Y a partir de ahí, la labor con la gente de la Asociación para el Avance de la Ciencia, un contacto muy muy estrecho hasta que vinieron acá, y se trabajó para hacer el Banco Nacional de Datos Genéticos. » Entretien avec Chicha Mariani, 14 décembre 2012, Buenos Aires.

índice de abuelidad (índice de grand-parentalité).¹

En sollicitant la science pour poursuivre la recherche des enfants volés, les Grands-mères préparent le terrain dans l'attente du retour de la démocratie. Les avancées des Grands-mères vont coïncider en effet avec le moment où le régime dictatorial s'effondre, en 1982 : guerre des Malouines, marasme économique... Les généraux se succèdent pour tenter de garder le pouvoir sur le pays, sans y parvenir. De nouvelles élections vont bientôt être organisées et l'arrivée au pouvoir d'Alfonsín donne un nouveau souffle à leurs recherches. Au cours d'une audience avec lui, elles demandent à ce que soit créée une Banque Nationale de Données Génétiques afin d'officialiser et de légitimer les recherches des enfants volés. Le président Alfonsín présente rapidement un projet de loi devant le Congrès de la Nation : il est approuvé et la Banque Nationale de Données Génétiques, installée dans l'Hôpital Durand de Buenos Aires, voit le jour en 1987. Cette banque permettra de réunir toutes les données génétiques des familles de disparus afin de pouvoir vérifier, par une prise de sang, si l'ADN d'un enfant coïncide avec un échantillon sanguin stocké dans la BNDG. À partir de 1984, tous les enfants volés pourront ainsi être identifiés par test ADN. Les Grands-mères de la Place de Mai ont réussi à impulser une découverte scientifique considérable.

2) La récupération d'identité de Paula Eva Logares : une victoire emblématique

La recherche et la récupération de Paula Logares, la petite-fille de l'activiste Elsa Pavón, va marquer un réel tournant pour la cause de ces femmes.

Paula Eva Logares est enlevée, avec ses parents, le 18 mai 1978 en Uruguay, à l'âge de deux ans à peine.² L'enfant sera récupérée par le sous-commissaire de la brigade de San Justo (province de Buenos Aires), Rubén Lavallen et son épouse, Raquel Leiro. Moyennant de faux documents d'identité, ils déclarent tous deux que Paula est leur fille, née en 1978, alors que sa date de naissance réelle est le 10 juin 1976. En 1983, sa grand-mère maternelle, Elsa Pavón, réussit à retrouver sa trace grâce aux indications que lui fournissent des voisins du couple, qui affirment avoir aperçu Paula. La fillette, déjà dotée d'une certaine force de caractère, avait réussi à garder son prénom de naissance en tenant tête à Rubén Lavallen et Raquel Leiro, qui

¹ Entretiens avec Chicha Mariani, 14 décembre 2012 et 6 septembre 2014, La Plata. Voir le court documentaire *La Abuela Amor*, réalisé par Valeria Cuadros, Jorgelina Paula Molina Planas et Amandine Cerutti, disponible en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=rgbXL3_OzBk (mis en ligne le 19 février 2015). L'indice de grand-parentalité permettra de prouver l'identité des enfants volés en arrivant à un taux de probabilité de filiation de 99,9%.

² Les parents de Paula, Mónica Sofía Grinspon et Ernesto Claudio Logares militaient au sein du mouvement Montoneros. Ils fuient l'Argentine en 1978 car ils se savent poursuivis, mais sont capturés le 18 mai 1978 à cause du Plan Condor, plan de répression international et intercontinental. Mónica Sofía Grinspon et Ernesto Claudio Logares ont été retenus en détention à la brigade d'investigation de San Justo, dans la province de Buenos Aires, puis, selon des témoignages de survivants, dans le centre clandestin Pozo de Banfield. Selon des témoignages, Mónica Sofía Grinspon aurait été enceinte au moment de sa détention, ce qui n'exclut donc pas qu'un deuxième enfant ait été victime du plan de vol d'enfants de la dictature. Entretien avec Elsa Pavón, 14 octobre 2013, Buenos Aires.

avaient tenté de lui en attribuer un autre¹:

« Des voisins nous disent que l'une des petites que nous recherchons se trouve à tel endroit : ils nous donnent l'adresse et le nom, le prénom de la petite simplement, parce que les voisins savaient juste qu'elle s'appelait Paula. Et nous avons alors recommencé à travailler et à réunir tous les éléments nécessaires à une poursuite en justice ; le 13 décembre 1983 l'enquête est ouverte. Paula a été la première petite-fille récupérée grâce à la génétique et par l'intermédiaire de la Justice. C'est la première victoire des Grands-mères dans ce domaine.²»

« [...] Le sous-commissaire de la brigade de San Justo s'est approprié la petite et l'a réinscrite civilement en la déclarant comme sa fille, comme si c'était un nouveau-né, alors qu'elle avait pratiquement deux ans, vingt-trois mois, elle allait avoir deux ans quand elle a été enlevée. Ils ont donc changé sa date de naissance, son deuxième nom et son nom de famille, autrement dit toute son histoire. Elle a défendu son prénom et a fait en sorte de le garder. Quand je l'ai retrouvée, elle avait sept ans et j'ai ressenti une grande confusion parce que quand je l'ai vue, elle avait le petit tablier qu'on porte à l'école maternelle alors qu'elle aurait dû être en primaire. Et ensuite, quand j'ai demandé une poursuite en justice, l'un des éléments pour pouvoir l'identifier était l'âge, les Lavallen disaient qu'elle avait tel âge et moi je disais qu'elle en avait un autre. La défense a utilisé cet élément-là et ce sont les analyses ADN qui ont permis de prouver son identité, sans ces analyses, cela aurait été très compliqué ; une différence de deux ans, c'est beaucoup, surtout à cet âge-là.³»

Un test ADN sera réalisé sur Paula, en présence de la généticienne Mary Claire King : il confirme l'identité de la fillette. Le 13 décembre 1984, un an après le début des poursuites contre Rubén Lavallen et Raquel Leiro, la justice argentine prend ainsi la décision d'attribuer la garde de l'enfant à sa grand-mère Elsa Pavón, en toute légitimité.

¹ Elsa Pavón avait retrouvé la trace de sa petite-fille une première fois, en 1980. Mais la famille déménage et elle sera contrainte de reprendre ses recherches. Entretien avec Elsa Pavón, 14 octobre 2013, Buenos Aires.

² « Unos vecinos nos avisan que una nena que estamos buscando está en tal parte, nos dan la dirección y el nombre, sólo el nombre de pila porque los vecinos sabían que se llamaba Paula y nada más. Y ahí empezamos de nuevo a trabajar para juntar todos los datos que hacían falta para presentar la denuncia ante la Justicia, y el 13 de diciembre del 83 se hace la denuncia. Es la primera niña recuperada por genética también y por justicia. Es el primer logro de Abuelas en ese terreno. » Entretien avec Elsa Pavón, 14 octobre 2013, Buenos Aires.

³ « El subcomisario de la brigada de San Justo se quedó con la niña y la re-inscribió como hija propia con casi dos años de vida, porque la re-inscribió como recién nacida prácticamente, y tenía dos años, veintitrés meses, estaba por cumplir los dos años cuando se la llevaron. Entonces le cambiaron la fecha de nacimiento, el segundo nombre y el apellido, entonces toda la historia no. Ella cuidó su nombre y lo defendió. Cuando yo la encuentro tenía siete años, fue un motivo de confusión para mí porque cuando yo la vi la vi con el delantal de jardín de infantes, y tenía que estar en la escuela primaria. Y después de eso, cuando hice la denuncia, una de las razones para poder identificarla fue eso porque ellos decían una edad y yo decía otra, entonces fue el motivo que la defensa tenía, así que con los análisis se pudo verificar, si no hubiese sido muy difícil, porque dos años es mucho, en esa edad es mucho. » Entretien avec Elsa Pavón, 14 octobre 2013, Buenos Aires.

Il y aura, dès lors, un *avant* et un *après* Paula Logares : les recherches des Grands-mères de la Place de Mai se poursuivent et prennent une autre dimension.¹ Elles peuvent désormais compter sur une aide plus conséquente de la société civile : le retour de la démocratie entraîne un plus grand nombre de témoignages (appels téléphoniques, lettres, etc...). Une fois établies certaines hypothèses, elles sont en mesure de demander des poursuites judiciaires, qui supposeront désormais un test ADN systématique. Chaque enquête est menée de façon méticuleuse et prudente, en veillant à protéger psychologiquement les enfants ayant potentiellement été « volés² ». L'association des Grands-mères de la Place de Mai, dès 1983, pourra par ailleurs posséder un siège officiel à Buenos Aires et fonctionner comme une organisation non gouvernementale.

« À l'époque où Chicha Mariani présidait l'association, nous travaillions beaucoup dans nos bureaux, nous y faisons toutes les recherches, nous entamions des poursuites judiciaires et des analyses ADN à partir de ce que nous avions là-bas. Nous suivions le cas de l'enfant jusqu'à ce qu'il soit remis à sa famille : chacun avait la liberté totale de décider de le laisser où il avait grandi, de le récupérer, la volonté de la famille était respectée. Mais le travail d'enquête, les liens avec la justice et la recherche, tout cela était centralisé dans nos bureaux.³ »

Dès lors, les avancées des Grands-mères de la Place de Mai se multiplient. Entre 1976 et 1989, plus de soixante enfants volés récupéreront leur véritable identité. En 2016, quarante ans après le coup d'état, ce nombre s'élève à 120. Aujourd'hui, l'association s'articule de sorte que n'importe quelle personne née entre 1975 et 1980 et doutant de son identité puisse réaliser un test ADN. C'est ainsi qu'au fil des mois, d'autres bébés volés, aujourd'hui adultes, parviennent à être identifiés.

Les Grands-mères de la Place de Mai assument donc, dès les premières années de la dictature jusqu'à nos jours, la réparation de situations nées du terrorisme d'État.⁴ De ce fait, elles ont assuré et assurent encore une fonction que l'État argentin aurait dû remplir pour permettre une réelle réparation sociale.⁵

¹ *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, documentaire de Alexandre Valenti, 2010, diffusé sur la chaîne « France 5 » en mars 2013.

² Des médecins spécialistes tels que le pédiatre Norberto Liwski apportaient une aide conséquente aux Grands-mères de la Place de Mai.

³ « En la época cuando estaba Chicha se trabajaba en la oficina, se hacía la investigación ahí, se llevaba a los juicios de ahí, se hacía la denuncia a la justicia desde allí, de ahí hacían los análisis por medio de la justicia. Y se seguía el caso hasta que la criatura era entregada a la familia. Después se hacía cargo la familia, cada uno era libre de dejar el chico donde estaba, de recuperarlo, era el respeto por la familia. Pero la investigación, el trabajo, la conexión con la justicia y la búsqueda, todo eso estaba centrado en Abuelas. » Entretien avec Elsa Pavón, 14 octobre 2013, Buenos Aires.

⁴ Depuis le retour de la démocratie, bon nombre de psychiatres et psychologues mettent en avant que le rôle de l'État argentin, en tant que responsable du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés, aurait été de se charger pleinement de la recherche des enfants volés et de leur restitution à leur famille biologique. Or cette tâche ardue a été laissée à la société civile.

⁵ Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

III. De multiples situations de vol d'enfants : disparus, mais en vie

Afin d'illustrer la pluralité des situations dans lesquelles le Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés s'est orchestré, nous évoquerons ici les parcours de vie de différents témoins avec lesquels nous nous sommes entretenue. Si certains sont nés en détention, d'autres ont été enlevés à l'issue d'une action répressive et, dans certains cas, en même temps que leurs parents. Dans la mesure où la dictature argentine se référait à un régime civico-militaire, basé sur le pouvoir absolu des forces armées et la complicité de bon nombre de civils, le vol d'enfants s'est lui aussi orchestré de multiples manières : par l'action de l'armée et de la police argentine, certes, mais aussi grâce au concours de certains juges, de connivence avec le pouvoir militaire. Nous distinguerons ainsi les cas d'adoptions (*adopciones*), des cas « d'appropriations » (*apropiaciones*), pour rester au plus près des termes usités en Argentine.

Si adoptions et appropriations sont toutes deux le produit du terrorisme d'État, une différence radicale les oppose. Les *apropiaciones* (terme sans équivalent exact dans ce contexte en langue française) se définissent comme un vol d'enfant, accompagné d'une soustraction de son identité et de son état civil. Dans une situation d'*apropiación*, aucun document légal ne fait foi. Ainsi, sous la dictature, lorsqu'un enfant naissait en détention, il était très souvent élevé par son ravisseur ou l'un de ses proches. Il était déclaré comme enfant légitime, moyennant la fabrication de faux documents (acte de naissance, document national d'identité) et la falsification de sa date de naissance, à l'instar du cas relatif à Paula Logares, que nous avons évoqué plus haut.

Les adoptions, en revanche, impliquent l'intervention de juges pour mineurs. La plupart d'entre eux, en tant que fonctionnaires judiciaires d'un régime dictatorial, cherchaient le plus souvent à faire adopter l'enfant le plus vite possible, sans s'enquérir de la situation du reste de sa famille biologique. Ils peuvent légalement agir de façon illégale, pour reprendre le paradoxe soulevé par l'un des enfants volés que nous avons rencontré.¹ La juge Delia Pons, intervenue dans plusieurs cas d'adoption d'enfants de personnes disparues,² considérait, par exemple, qu'il était de son devoir de « ne pas rendre leurs enfants à des assassins³ ». Elle qualifiait également les Grands-mères de la Place de Mai de « mères de terroristes » qui devraient « lui passer sur le corps si elles souhaitent récupérer la garde de leurs petits-enfants »⁴. Si, parmi les familles ayant adopté des enfants de personnes disparues, certaines ont adopté de bonne foi, sans imaginer que l'enfant en question était recherché par sa famille biologique, la plupart des familles adoptantes pouvaient avoir une connaissance partielle de l'origine familiale de l'enfant. Elles étaient, par ailleurs, souvent choisies pour leurs valeurs conservatrices.

¹ Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² Elle est notamment intervenue dans le cas de l'adoption de Jorgelina Paula Molina Planas et Manuel Gonçalves Granada, que nous avons rencontrés.

³ Carla Villalta, in Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis, op.cit.*, p. 192.

⁴ *Nietos, historias con identidad, Jorgelina Paula Molina Planas*, micro-documentaires réalisés par la télévision argentine, disponible sur le site Youtube. Consulté régulièrement entre 2012 et 2014.

Les circonstances dans lesquelles les enfants volés seront amenés à découvrir leur véritable identité seront également très variables. Jusqu'à l'aube du vingt et unième siècle, ils sont systématiquement localisés grâce aux recherches des Grands-mères, qui travaillent étroitement avec la justice argentine. Mais, à partir des années 2000, ces recherches prennent une autre dimension, elles sont « à double sens » : les enfants volés, ayant désormais atteint l'âge adulte, sont en mesure de demander à être soumis à un test ADN. De leur propre initiative, certains, en proie à des sentiments de doutes sur leur identité, prendront d'eux-mêmes contact avec l'association des Grands-mères de la Place de Mai ainsi qu'avec la Commission Nationale pour le Droit à l'Identité (CONADI, *Comisión Nacional por el Derecho a la Identidad*).¹

Cette recherche est un phénomène pleinement actuel et, chaque année, de nombreux Argentins et Argentines nés entre 1976 et 1980 remettent en question leurs origines et contactent la CONADI ou les Grands-mères de la Place de Mai afin de réaliser un test sanguin.² La psychiatre Diana Kordon, au cours de notre échange avec elle, nous a en ce sens fait part d'un point de vue largement partagé par différents spécialistes de la santé mentale. Elle estime en effet que la décision de recherche identitaire spontanée devrait rester une politique d'État afin d'éviter une nouvelle souffrance psychique chez la génération concernée par le vol d'enfants ; la décision de réaliser un test ADN devrait émaner des représentants de l'État et non de l'individu lui-même :

« Les décisions doivent appartenir à l'État. Le problème est que cela reste entre les mains du jeune adulte, ce qui lui donne un sentiment de culpabilité, alors que s'il s'agit d'une recherche rendue obligatoire par d'Etat, c'est à l'État d'admettre que l'enfant a été volé etc, et c'est à l'État de garantir la restitution des enfants et le jeune adulte n'a donc pas à dénoncer celui qui l'a élevé.³»

Ce phénomène de recherche spontanée d'identité peut donc soulever le problème de l'implication personnelle de jeunes adultes dans la réparation d'une situation générée par une politique d'État. Nous avons conscience que cette question dépasse notre étude mais proposons néanmoins une ébauche de réflexion à ce sujet.

¹ La CONADI est une institution gouvernementale fondée en novembre 1992, qui a fonctionné pendant plusieurs années sans ressources (sous la présidence de Carlos Menem). Elle est intimement liée à l'association des Grands-mères de la Place de Mai. Depuis les années 2000, elle revêt une importance particulière et a pour objectif d'aider les personnes ayant des doutes sur leur identité à réaliser les démarches nécessaires à leur recherche de vérité.

² En septembre 2014, nous avons en ce sens pu échanger avec une jeune femme en proie à des doutes sur son identité. Elle nous a fait part des raisons qui l'avaient amenée à douter de ses origines : relations conflictuelles avec ses parents, absence de photos où l'on pouvait voir sa mère enceinte, réponses évasives à ses questionnements sur ses origines... De par certaines ressemblances physiques, la jeune femme se posait notamment la question d'un lien de parenté avec Chicha Mariani et considérait l'hypothèse d'être sa petite-fille, enlevée à l'âge de trois mois. Au cours de cette rencontre, nous avons pu apprécier toute la complexité que supposait le fait de rechercher individuellement ses origines et les conflits relationnels et émotionnels que cette situation pouvait générer chez la personne en recherche d'identité et sa famille (sentiments de culpabilité, reproches de la famille...).

³ « El Estado tiene que tomar decisiones. [...] El problema es que queda en manos del joven, y eso le trae sentimientos de culpa ; en cambio si es una obligación que pone el Estado, es el Estado el que tiene que garantizar con que fue robado etc, tiene que garantizar la restitución de los chicos, y no el joven que tenga que denunciar al apropiador.» Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

Nous restituerons ici le parcours de certains des *nietos* et précisons les circonstances dans lesquelles leur adoption ou *apropiación* s'est produite avant de nous pencher plus longuement sur leurs stratégies de reconstruction identitaire et de résilience (dans ce chapitre mais aussi dans le suivant).

A) Enfants enlevés à l'issue d'une opération répressive ou avec leurs parents

1) Carla Artes

Graciela Rutila Artes et Enrique Joaquín Lucas López (de nationalité uruguayenne) se rencontrent en Bolivie, alors qu'ils militent tous deux pour un mouvement révolutionnaire. De leur union naîtra Carla, le 28 juin 1975, à Lima (Pérou). Le 2 avril 1976, Carla et Graciela sont enlevées dans la ville d'Oruro (Bolivie). Dans le cadre du Plan Condor, les forces armées boliviennes remettent la jeune mère et sa fille aux militaires argentins, le 29 août 1976. Le père de Carla est détenu en Bolivie et meurt sous la torture, le 17 septembre 1976, dans la ville de Cochabamba.¹ Graciela et sa fille de huit mois seront retenues en détention et torturées² dans le centre clandestin Automotores Orletti. La petite Carla est finalement arrachée à sa mère : Eduardo Ruffo³ la récupère, la déclare civilement comme sa fille, change le nom et le prénom de l'enfant. Carla Rutila Artes vivra désormais sous l'identité de Gina Ruffo. Son enfance sera particulièrement traumatique : son ravisseur Ruffo et son épouse lui font quotidiennement subir différentes formes de violence.⁴

Dès la disparition de sa fille et de sa petite-fille, la grand-mère maternelle de Carla, Sacha Artes les recherche activement depuis son exil en Espagne.⁵ Quelque temps après le retour de la démocratie en Argentine, elle quitte l'Espagne en 1984 et peut réellement se joindre au mouvement des Grands-mères de la Place de Mai : elles recevront, au total, neuf appels anonymes de personnes affirmant que l'enfant se trouve entre les mains d'Eduardo Ruffo.⁶ Après avoir vérifié ces informations et avoir établi avec certitude que ce dernier était le ravisseur de la fillette, les Grands-mères ouvrent une cause en justice le 15 février 1984. Ruffo est activement recherché dans le pays. Un avis de recherche contenant les photos d'Eduardo Ruffo, de son épouse Amanda

¹ Voir MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, pp. 55-56.

² Les tortionnaires n'ont pas hésité à violenter le bébé dans le but d'exercer une pression sur sa mère. Carla Artes, avec qui nous nous sommes entretenue en Argentine à plusieurs reprises, notamment à Automotores Orletti en novembre 2013, toujours très affectée par la visite de ce lieu, a affirmé avoir de vagues souvenirs de ce qui lui avait été infligé, malgré son très jeune âge.

³ Eduardo Ruffo avait également été l'une des figures dominantes de la Triple A. Selon Juan Carlos Martínez, il était particulièrement expert en termes de falsification de documents publics, ce qui lui a permis de déclarer Carla ainsi qu'un jeune garçon, comme ses enfants. Voir MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, p. 40.

⁴ Carla Rutila Artes était régulièrement frappée par Eduardo Ruffo et son épouse. Elle a également été abusée sexuellement depuis l'âge de cinq ans. À l'âge adulte, elle souffre d'une perte d'audition, point qu'elle a évoqué au cours de notre entretien : cette perte d'audition est directement liée aux violences physiques régulières qui lui ont été infligées dans l'enfance.

⁵ MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, p. 55.

⁶ Entretien avec Carla Artes, 14 décembre 2012, Buenos Aires.

L'un des témoignages émanait de la mère de l'une des camarades d'école de Carla : la mère avait montré à sa fille la photo de Carla qui était en possession des Grands-mères de la Place de Mai. La fillette s'était alors exclamée sans hésiter « C'est Gina ! ». MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, p. 23.

Cordero et de Carla, intitulé « *Buscados* » (« Recherchés »), est publié dans l'un des plus importants journaux argentins, *Nación*.

Retrouvant peu à peu leur trace, Sacha Artes n'hésite pas à s'installer près de chez eux et à user de ses talents d'actrice pour mener à bien ses enquêtes : elle se grime et se déguise afin de repérer peu à peu les habitudes de Ruffo.¹ Elle réussit un jour à s'introduire dans la maison d'Eduardo Ruffo en se faisant passer pour une religieuse. C'est ainsi qu'elle reconnaîtra formellement sa petite-fille.

Carla, de son côté, prend conscience de sa fausse identité et des recherches de sa grand-mère par une étrange coïncidence qu'elle raconte volontiers à qui s'interroge sur son parcours de vie :

« Pendant deux ans je n'ai pas été scolarisée, je n'avais pas le droit de sortir dans la rue, ni d'être avec des amis, ils ont changé mon nom plusieurs fois quand on me recherchait, ils m'ont coupé les cheveux, ils m'ont fait une frange, ils m'ont fait mettre des lentilles, ils ont tout fait pour qu'on ne puisse pas me reconnaître. Et donc, comme une fille de huit-neuf ans, tout ce que je pouvais faire c'était regarder la télévision et lire, car dès l'âge de quatre ans je lisais. Et un jour, alors que je regardais la télévision dans la chambre avec Alejandro, on tombe sur ce qu'on appelait le zapping et puis on voit ma grand-mère, avec des photos. Et moi, je m'arrête là à la regarder. Elle commence à parler de sa fille, qui avait 24 ans et qui avait été emmenée en Argentine avec sa fille, Carla. J'étais très jeune, je me suis mise à regarder la photo et là... je suis tout de suite sortie de la pièce en courant pour aller demander ce que cette femme faisait avec *ma* photo. Ils m'ont frappée, pour me dissuader de poser des questions. Et ils ont ajouté : « C'est une vieille sorcière qui te recherche pour te prendre du sang ». Je ne comprenais rien. [...] Qu'ils me frappent, ça, c'était habituel. Cette fois-là ils m'ont donné une bonne raclée, pour que je ne redemande plus rien. Et ils ont réussi, mais en revanche ils ne m'ont pas empêchée de continuer à regarder la télé et à lire la presse. Et environ deux mois plus tard, je tombe sur un journal dans lequel était publié le fameux avis de recherche « *Buscados* »... il était dans le journal *Nación*, un des plus importants journaux et j'ai vu cet avis de recherche. Et en plus, il était écrit « Gina Ruffo » et entre parenthèses « Carla Rutila Artes ». Et je me suis dit, « c'est la petite dont j'ai entendu parler à la télé ! ». Sur l'avis de recherche, je me suis reconnue parce que *c'était moi*, c'était ma dernière photo d'école.² »

¹ MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, pp. 72-73.

² « Durante dos años ni fui al colegio, no me dejaban salir a la calle, no podía estar con amigos, me cambiaron el nombre varias veces estando prófuga, me cortaron el pelo, me pusieron flequillo, me pusieron lentillas, todo para que no se me reconociera. Entonces, como una criatura que tenía en esos momentos 8 años, 9, lo único que se me ocurría era ver la televisión, leer, porque yo leo desde los cuatro años. Y claro, una de estas veces estaba en la habitación con Alejandro, viendo la televisión, era lo que llaman el zapping y aparece mi abuela con la foto. Y yo claro, me paro ahí, ella empieza a hablar de su hija Graciela que tenía 24 años y había sido trasladada a Argentina con su hijita Carla... Y yo era pequeñita, me pongo a mirar la foto y ahí... Lo primero que hice fue salir corriendo a preguntar « qué hace esta señora con MI foto ? ». Bueno, me dieron una paliza, para que no preguntara más. Y además, añadieron, « es una vieja bruja que te está buscando para sacarte la sangre ». Yo no entendía nada.[...] Lo de la paliza era habitual eh... pero en ese momento fue una paliza buena, para que no



Carla Artes à huit mois¹

Avis de recherche paru dans le journal Nación, 1985²

Carla mesure donc progressivement l'anormalité de la situation et prend conscience du fait que sa véritable identité n'est pas celle avec laquelle elle a grandi jusqu'alors.

Au terme d'une lutte très intense, Ruffo est finalement arrêté et la justice argentine prend la décision de restituer Carla à sa grand-mère en septembre 1985. Dans l'intérêt de la fillette, un psychiatre interviendra le jour de cette restitution : un moment crucial pour Carla et Sacha :

« Le psychiatre a dit qu'on voyait bien que j'étais un peu surprise mais que j'étais en parfaite condition pour pouvoir connaître ma grand-mère, il a donc dit qu'elle pouvait entrer et m'a dit « Carla, cette personne est ta grand-mère. ». Le fait de m'appeler Carla était déjà un acte de restitution de mon identité. [...] Quand on a passé une enfance si malheureuse, avec tellement de mauvais traitements, des abus sexuels, tellement de méchanceté, de mauvaises choses, de mauvaises énergies et qu'arrive une personne avec tellement d'amour, de douceur, de tendresse, on se rend vraiment compte qu'on nous a volé quelque chose pendant des années.

volviera a preguntar más nada. Y lo consiguieron, pero lo que no consiguieron es que yo seguía viendo televisión y seguía leyendo prensa. Y aparece un diario, por ahí un par de meses después, que saca el famoso afiche de « Buscados ». Este afiche estaba en una cuartilla del diario *Nación*, que es un diario enorme, uno de los más grandes, este afiche estaba en toda una página, y yo lo vi. Y además ahí ya ponían Gina Ruffo, entre paréntesis Carla Rutilla Artes, y claro yo dije « es la niña de la televisión »...y en el afiche me reconocí porque era yo, era mi última foto de colegio. » Entretien avec Carla Artes, 14 décembre 2012, Buenos Aires.

¹ MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, p. 30. Cette photo sera surnommée « la foto del milagro » (la photo miracle) car elle a joué un rôle déterminant pour retrouver Carla.

² MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012, p. 33.

Et là, quand elle a ouvert ses bras... elle irradiait d'amour de toutes parts. Je l'ai ressenti et je suis restée un moment lovée contre sa poitrine.¹»

Lorsque les lois de Point Final et d'Obéissance Due sont promulguées en 1986 et 1987,² elles s'envolent toutes les deux vers l'Espagne, Sacha Artes craignant pour la sécurité de sa petite-fille.

Carla Artes ne reviendra vivre en Argentine qu'en 2011, à l'issue de la forte crise économique qui frappe la Péninsule ibérique. Nous avons pu la rencontrer peu de temps après son retour, en 2012, puis en 2013 et 2014. Elle est emportée par un cancer en février 2017, après s'être battue pendant plusieurs mois contre la maladie, dans un optimisme et un espoir de guérison permanents.

¹ « El psiquiatra dijo que yo estaba en perfecto estado, se veía que estaba un poco sorprendida pero que estaba en total condición para poder conocer a mi abuela, y entonces le dijo si a mi abuela que entrara y me dijo « Carla, ésta es tu abuela ». El momento en que el juez me llamó Carla ya fue un acto de restitución. Cuando una pasa una infancia tan desgraciada, con tantos malos tratos, con abusos sexuales, con tanta maldad y tanto mal rollo, tanta mala onda, y cuando viene alguien con esa amorosidad, esa dulzura, ese cariño, como que te das cuenta de que hay algo que te han robado durante años. Y en ese momento cuando ella abrió las manos... emanaba amor de los cuatro costados, y eso lo percibí, y como que me quedé acostada en su pecho.» Entretien avec Carla Artes, 14 décembre 2012.

² Ces deux lois n'avaient pas d'incidence sur les cas de vol d'enfants, dans la mesure où lors du procès aux juntas militaires en 1985, les militaires n'avaient pas été inculpés pour ce crime : il était imprescriptible. Les Grands-mères ont ainsi poursuivi leurs enquêtes et pu inculper militaires et civils pour le vol de leurs petits-enfants.

2) Manuel Gonçalves Granada

Manuel Gonçalves Granada naît le 27 juin 1976. Ses parents, Gastón Gonçalves et Ana Granada, sont tous deux membres des Jeunesses Péronistes. Gastón disparaît le 24 mars 1976, jour du coup d'état militaire, à Zárate, dans la province de Buenos Aires. Ana María, quant à elle, est assassinée à San Nicolás¹ le 19 novembre 1976, dans une maison qu'elle occupe avec la famille Amestoy Fettolini, elle aussi persécutée par les militaires. Au moment de l'assaut, qui réunit une quarantaine de policiers et militaires, Ana María a le réflexe de cacher son fils (âgé de cinq mois), dans une armoire garnie de coussins. Ce geste sauvera la vie de l'enfant, seul survivant de l'attaque, aujourd'hui connue en Argentine comme « le massacre de la rue Juan B Justo²».

Lorsque les militaires réalisent qu'un bébé est en vie et caché dans une armoire de la maison, ils le transfèrent à l'hôpital de San Nicolás. Manuel y restera pendant quatre mois, souffrant de graves problèmes respiratoires et sous surveillance militaire permanente. Le 15 février 1977, le juge Juan Carlos Marchetti, qui officie au tribunal pour mineurs de San Nicolás, fait adopter Manuel par la famille Novoa, sans rechercher sa famille biologique : l'enfant portera désormais le nom de Claudio Luis Novoa.

Manuel grandit en sachant avoir été adopté. De son propre aveu, ce « statut » créait en lui une certaine souffrance, malgré l'amour qu'il recevait de sa mère adoptive³ : cette sensation d'être différent, d'incertitude, de blessure d'abandon commune à tous les enfants adoptés.⁴

« J'ai eu une enfance tout à fait « normale », dans une certaine mesure, évidemment avec les caractéristiques particulières d'être un enfant adopté, je crois que c'est quelque chose que tous ceux qui ont été adoptés ressentent, tous les enfants adoptés grandissent avec cela, pas simplement ceux qui ont eu l'histoire que j'ai eue. C'est toujours particulier, parce que depuis l'enfance on a toujours des tas de questions et de peurs... à un moment donné de mon enfance, on m'a dit que j'étais adopté. Ça, j'en ai simplement parlé avec ma mère adoptive, parce que celui qui était mon père adoptif est mort peu de temps après mon arrivée chez eux. C'est donc elle qui m'a élevé et une grand-mère. Un jour, je lui ai demandé pourquoi j'avais été adopté.

¹ Il s'agit d'une localité de quelques milliers d'habitants à l'époque, située entre la province de Buenos Aires et la province de Santa Fe.

² Ana María Granada, Omar Amestoy et son épouse María del Carmen Fettolini, meurent sous les balles des militaires. Les deux enfants d'Omar Amestoy et María del Carmen Fettolini, Fernando et María Eugenia, meurent par asphyxie, sous l'effet des gaz lacrymogènes lancés par les militaires. Leurs parents les avaient cachés dans la baignoire de la maison. Ils étaient âgés de trois et cinq ans. Voir PRADELLI, Ángela, *En mi nombre*, Ediciones Paidós, Buenos Aires, 2014, p. 37.

³ Manuel a très peu connu son père adoptif, qui décède lorsqu'il a trois ans. Au cours de notre entretien, Manuel a affirmé qu'il entretenait de très bonnes relations avec sa mère adoptive. « Elle m'a tout donné », dira-t-il.

⁴ Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires. Voir également l'ouvrage de Cécile Delannoy et Catherine Vallée, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité* : elles y abordent en particulier la question de la souffrance et de la faible estime de soi chez les enfants adoptés, en réaction à « l'énigme » de leur adoption et à l'hypothèse d'avoir été abandonnés.

Elle m'a répondu qu'elle ne savait pas. Et à partir de là, je n'ai plus posé de questions. Je devais avoir cinq ou six ans. Je ne lui ai plus posé de questions mais par contre j'en avais, que je gardais pour moi : « Pourquoi j'ai été adopté ? », autrement dit « Pourquoi est-ce qu'on m'a placé en adoption ? » et bien évidemment dans ces moments-là on n'a pas beaucoup d'autres hypothèses que celles-ci : « Toute ma famille est morte ? », ou bien : « Ils ne m'aimaient pas ? », ou encore : « J'ai été abandonné ? »...¹»

Dans les années 90, les recherches des Grands-mères de la Place de Mai coïncident peu à peu avec celles de l'Équipe Argentine d'Anthropologie Médico-légale (EAAF). Ainsi, en 1995, au terme d'une enquête longue et minutieuse, c'est l'anthropologue Alejandro Inchaurregui qui finit par retrouver la trace de Manuel et qui se rend là où il vit avec sa mère adoptive, dans la localité de Guernica (partie sud de la province de Buenos Aires). Il se présente tout d'abord à la mère de Manuel alors que celle-ci est sortie seule, avant de pouvoir parler directement avec le jeune homme, âgé de dix-neuf ans.

En décembre 2012, l'émotion de Manuel est encore palpable lorsqu'il nous raconte, en souriant, ce moment crucial de sa vie et restitue les propos de l'anthropologue Alejandro Inchaurregui :

« Il a alors dit à ma mère :

- Vous êtes bien la mère de Claudio ?

- Oui.

- Il sait qu'il a été adopté ?

- Oui.

- Très bien : sa famille biologique le recherche. Est-ce que je pourrais lui parler ? Est-ce qu'il est là ? »

Elle a dit que oui, ils sont donc revenus vers la maison, ils ont sonné, j'ai ouvert et ils étaient à la porte tous les deux. Il est entré, elle m'a laissé seul avec lui, nous avons commencé à échanger et il m'a dit :

« Ta famille biologique te recherche. » Moi, évidemment, la première chose à laquelle j'ai pensé a été : un papa et une maman. Ensuite il a dit : « Tes parents ont disparu. Mais tu as une grand-mère, qui te recherche depuis toujours et tu as des oncles et tantes aussi... »

¹ « Yo tuve una infancia muy « normal » si se quiere, obviamente con las características especiales de ser un chico adoptado, eso creo que no sólo quienes pasamos por la historia que yo tengo sino cualquier persona que es adoptada, lo sabe y crece con eso. Siempre es especial porque uno desde muy chico tiene montones de preguntas, de miedos... En algún momento que yo pregunté siendo chico, me dijeron que era adoptado, o sea que no era hijo biológico, y que no sabían. Bueno eso solo lo hablé con la que fue mi mamá adoptiva, porque el que era mi papá murió al poco tiempo de que yo llegué a la casa de ellos. O sea que yo me crié con ella y con una abuela. Entonces alguna vez yo pregunté por qué era adoptado. Y me dijo que no sabía. Y de ahí no pregunté más. Yo creo que tendría 5-6 años. Y ya después de eso, no pregunté más y sí me hice preguntas siempre ahí adentro : « ¿ Por qué era adoptado ? », o sea : « ¿ Por qué me habían dado en adopción ? ». Y obviamente en ese momento uno no tiene muchos elementos como para pensar en otra cosa que eso : o « ¿ Se murieron todos ? » o « ¿ No me querían ? », « ¿ Me abandonaron ? ». » Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

Il a aussi dit que j'avais un frère du côté de mon père. Et au fil de notre discussion, qui était très... bizarre (*rires*), il m'a dit que ma grand-mère voulait me connaître, mais que si cela n'était pas possible, elle se contenterait de savoir que j'allais bien. Et je lui ai dit « non, je veux la connaître moi aussi. ». Nous avons donc convenu que quelques jours après j'irais la rencontrer, chez elle. Et j'ai demandé à l'anthropologue s'il pouvait m'accompagner, parce qu'en quelque sorte, pour moi, il représentait mon histoire ; c'était un inconnu quand il était entré chez moi et avait commencé à me parler et c'était étrange, parce que cet inconnu en savait plus sur moi que moi-même !²»

Ainsi, quelques jours plus tard, Manuel fait la connaissance de sa grand-mère paternelle, Matilde Gonçalves :

« Quelques jours plus tard, je suis allé voir ma grand-mère chez elle, à son appartement et cela a été un moment très fort bien sûr. J'étais bouleversé par ce qui se passait. Je n'avais plus de grand-mère, la grand-mère que j'avais eue n'était plus là et je ressentais vraiment quelque chose de très particulier en pensant que cette femme, que j'ai pu connaître, qui était vraiment ma grand-mère, m'avait recherché pendant tant d'années. C'était très émouvant de penser que j'avais vécu ma vie de mon côté, pendant que quelqu'un se levait tous les matins avec l'espoir de me retrouver. Je suis donc allé chez elle, je me souviens que j'ai sonné à l'interphone et qu'elle a dit, sans demander quoi que ce soit, « J'arrive ! » (*rires*). J'étais là, avec Alejandro, le bâtiment était en partie vitrifié et on pouvait voir la porte de l'ascenseur. J'étais en train de penser : « Quand la porte va s'ouvrir, je vais voir ma grand-mère pour la première fois et je ne vais jamais l'oublier... ». Parfois, quand je sais que quelque chose de fondamental va se passer, j'essaie de me mettre en condition pour très bien le retenir visuellement. Et l'image m'est restée, très clairement : la porte de l'ascenseur s'est ouverte et une grand-mère en est sortie, la grand-mère typique : un peu ronde, les cheveux très blancs (*rires*)... Elle est arrivée, de plus en plus souriante, jusqu'à ce qu'elle ouvre la porte qui donnait sur la rue et nous nous sommes

² « Entonces él le dice :

- « Usted es la mamá de Claudio ?

- Sí.

- ¿ Él sabe que es adoptado ?

- Sí.

- Bueno : la familia biológica de él lo está buscando. ¿ Yo podría hablar con él ? ¿ Está en la casa ? »

Entonces ella le dijo « sí », y volvieron, tocaron timbre, yo abrí, y estaban los dos afuera. Y él entro, ella me dejó solo con él, empezamos a hablar y me dijo :

« Bueno, yo estoy acá porque tu familia biológica te está buscando. »

Y yo obviamente lo primero que imaginé fue : una mamá y un papá. Y lo segundo que él me dijo fue :

« Tu mamá y tu papá están desaparecidos. Pero tenés una abuela, que te busca desde siempre. Y tenés tíos, primos... »

Y dijo también que tenía un hermano, por parte de mi papá... Y en esa charla, que era muy... rara (*risa*), él me dice que mi abuela me quería conocer, pero que si no ella se conformaba con saber que yo estaba bien. Y yo le dije que no, que yo también la quería conocer. Así que arreglamos que a los pocos días yo iría a conocerla en su casa. Y le pedí a él, al antropólogo, que me acompañara, porque como que, para mí, él era mi historia. Era una persona desconocida cuando entró en mi casa y me empezó a hablar, y era extraño, ¡ porque ese desconocido sabía de mí más que yo mismo ! »

Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

embrassés. Elle m'a demandé si j'allais bien et nous sommes montés chez elle, elle nous a invités à manger, tous les deux, Alejandro et moi... un repas comme les grands-mères les font : copieux, copieux et très bon (*rires*)...¹»

Manuel fait ainsi ses premiers pas vers sa véritable histoire de vie et renoue progressivement avec sa famille adoptive, notamment son demi-frère musicien, avec qui il aura très vite de grandes affinités.² Deux ans plus tard, après une longue attente des résultats du test ADN, son identité est définitivement prouvée : il est le fils de Gastón Gonçalves et d'Ana Granada. En 2005, au terme de démarches administratives complexes, il récupère également son nom de façon officielle : il n'est plus Claudio Luis Novoa, mais Manuel Gonçalves Granada.

¹ « Lo que hice a los pocos días fue ir a ver a mi abuela, me encontré con ella en su departamento, y fue muy fuerte. Porque primero, obviamente, yo estaba todo el tiempo muy movilizado por eso. Yo ya no tenía abuela, la que había sido mi abuela en la vida ya no vivía y a mí me generaba una situación especial pensar que esta mujer, a la que llegué a conocer, que era mi abuela, me había buscado durante tantos años. Era muy fuerte pensar que yo había estado viviendo mi vida, y había alguien que se levantaba todas las mañanas esperando encontrarme. Entonces fui a su departamento y me acuerdo que yo toqué el portero del edificio y ella dijo, « ya voy ! », no preguntó nada (*risa*). Y yo estaba ahí, con Alejandro, y el edificio tenía vidrio, y se veía la puerta del ascensor. Yo estaba como muy... pensando « cuando se abra la puerta del ascensor, voy a ver por primera vez a mi abuela, y no me lo voy a olvidar más... » A veces cuando sé que va a pasar algo fundamental, trato como de registrarlo muy bien visualmente. Y es una imagen que me quedó muy clara : se abrió la puerta del ascensor y salió una abuela, la típica abuela no : gordita, con el pelo muy blanco...(risa) y vino así, sonriendo cada vez más, hasta que llegó a la puerta de la calle y la abrió, y nos dimos un abrazo. Y ahí me preguntó si estaba bien, pasamos a su casa y nos invitó a comer a los dos, Alejandro y yo... pues como dan de comer las abuelas, mucho, mucho y rico...(risa)»

Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

3) Jorgelina Paula Molina Planas

Jorgelina Planas naît le 5 août 1973, dans la ville de Rosario, en Argentine. Elle est la fille de deux étudiants en Architecture, membres de l'ERP-PRT : Cristina Planas et José María Molina. Le père de Jorgelina est assassiné le 11 août 1974 par la Triple A, lors du massacre de Catamarca, région du nord-ouest de l'Argentine.¹ À l'issue de l'assassinat de son mari, Cristina Planas tente de poursuivre seule son combat politique et l'éducation de ses deux enfants : Jorgelina, un an et Damián, quatre ans, fils d'une première union. Elle continuera à militer au sein de l'ERP de façon clandestine.

Cristina Planas est enlevée par un groupe de cinq militaires en civil le 15 mai 1977 à Lanús, dans la province de Buenos Aires, dans une maison qu'elle occupe avec d'autres militants ainsi qu'avec sa fille. Jorgelina est alors âgée de trois ans et demi et se trouve avec elle au moment de l'enlèvement. L'une des camarades militantes de Cristina Planas, épargnée par les militaires,² se charge de la fillette. Après avoir essayé de retrouver la famille de son frère Damián, à Rosario, sans succès, elle se rend au tribunal pour mineurs de Lomas de Zamora (province de Buenos Aires) afin de déclarer l'enlèvement de Cristina Planas.

La juge Delia Pons, chargée des affaires d'adoption et idéologiquement proche du pouvoir militaire, prend alors la décision d'envoyer Jorgelina au foyer Leopoldo Pereyra, sans rechercher sa famille biologique et dans le but de la faire adopter par une famille aux valeurs conservatrices. Le 11 octobre 1977, après six mois passés dans le foyer,³ Jorgelina est adoptée par Eduardo et María Marta Sala. Le jour de l'adoption, c'est en ces termes que le couple s'adresse à la fillette de quatre ans : « Désormais, tu ne t'appelles plus Jorgelina, mais Carolina. ». Jorgelina reconnaît qu'aujourd'hui encore, ce moment, dont elle possède un souvenir très clair, a marqué une violente rupture dans son histoire personnelle :

« Quand ils sont venus me chercher, ils sont descendus de la voiture et ils ont dit : « Maintenant, ta famille, c'est nous et tu vas t'appeler Carolina. » Et c'est là qu'il y a eu une rupture pour moi, j'ai pensé, en quelque sorte, que je ne pouvais rien dire et que je n'avais pas le choix. Et c'est là que la période de soumission a commencé : devoir accepter quelque chose que je ne comprenais pas, commencer une histoire comme si je repartais à zéro, comme si rien n'avait existé auparavant. Je ne me suis pas rebellée, parce que j'avais un immense besoin d'affection, j'avais besoin d'une famille, j'avais besoin d'aimer et qu'on m'aime. Et j'avais trois

¹ À l'issue d'un affrontement entre les forces armées et un groupe de douze membres de l'ERP et malgré la reddition de ces derniers, les militaires mettent à mort les jeunes révolutionnaires le jour-même. José María Molina, dont la fille Jorgelina est âgée d'un an, est tué d'une balle dans le dos et enterré de façon anonyme, à l'instar de ses compagnons.

² Cette militante, Iris Menchi, avait supposé que les militaires l'avaient laissée en liberté pour pouvoir la suivre et obtenir de nouvelles informations. Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012.

³ Pendant ces six mois, Jorgelina bénéficie de la protection de l'aviateur Hugo Meizner, parrain du foyer. Il tentera de rechercher la famille de Jorgelina et de l'intégrer à sa famille afin qu'elle puisse développer des relations avec ses enfants, hors du foyer. Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012.

ans et demi : n'importe quel enfant de cet âge-là ressent ce besoin avant tout. [...] À partir de ce moment, mon mécanisme de défense est devenu « je dois bien me tenir et plaire à tout le monde et être qui ils veulent que je sois pour ne pas qu'on m'abandonne, pour ne pas qu'on me laisse, pour qu'on m'aime. [...] À partir de ce moment, j'ai pensé « bon, maintenant je dois faire semblant d'être celle que je ne suis pas pour correspondre à ce nouveau système, par peur qu'on me rejette, par peur de ne pas être aimée, par peur d'être encore abandonnée, par peur de devoir passer par une autre famille encore une fois... ».¹»

Le couple Sala élève donc la fillette dans le contrôle, la sujétion, la rigidité. Jorgelina, qui possède des souvenirs de sa mère et de son frère, n'ose pas verbaliser la moindre question à leur sujet. Les propos de la famille Sala suffisent à créer, très tôt, un profond sentiment de crainte et de culpabilité chez elle. Ils la renvoient également à une sphère d'appartenance amoindrie et dévalorisée²: « Tes vrais parents étaient des terroristes qui posaient des bombes sans arrêt.³». Confrontée à ce type de discours, la petite fille se tait. « Todo el tiempo me hacían sentir culpa de querer saber algo más.⁴», dit aujourd'hui Jorgelina lorsqu'elle fait référence à ceux qui l'ont élevée. Les Sala, d'une certaine façon, s'érigent en bienfaiteurs de l'enfant et induisent en elle le sentiment de devoir constamment leur être redevable du fait de l'avoir adoptée.⁵ Les relations avec eux sont donc tendues, avec María Marta en particulier. Jorgelina reconnaît n'avoir manqué de rien d'un point de vue matériel, mais avoir, en revanche, manqué d'un environnement équilibré sur le plan affectif⁶:

« Avec ma famille adoptive, la relation était très difficile, je n'ai jamais ressenti qu'ils avaient pour moi une affection authentique et véritable ; il fallait toujours jouer un rôle. Ma mère adoptive n'était pas quelqu'un d'affectueux, elle était extrêmement rigide, [...] le genre de personnes qui ne transmettent aucune affection, jamais un geste gentil, jamais rien de spontané, toujours quelque chose sur le modèle « Je dois être ta mère, tu dois être ma fille. ». [...] Avec eux je n'ai pas eu une enfance et une adolescence bien normale. C'était comme être dans une petite boîte, très soignée, très surprotégée, ne pas pouvoir sortir du moule, devoir

¹ « Cuando me vinieron a buscar, bajaron del auto y me dijeron : « Ahora nosotros vamos a ser tu familia, vos te vas a llamar Carolina ». Y ahí fue el quiebre, como esta cosa de « no tengo otra, ¿qué voy a decir ? ». Y ahí empezó la sumisión digamos, de tener que aceptar algo que no entendía, y empezar una historia pero como si empezara de cero, como si todo lo anterior no hubiera existido. No me rebelé porque tenía como una gran necesidad de afecto, necesitaba una familia, necesitaba a alguien a quien querer y que me quieran. Y tenía tres años y medio, así que cualquier chico de esa edad necesita eso básicamente y nada más. [...] A partir de ese momento mi mecanismo fue « tengo que portarme bien, y agradecerlos y ser lo que ellos quieran que sea para que no me abandonen para que no me dejen, para que me quieran. » [...] A partir de este momento fue « bueno, ahora tengo que fingir ser la que no soy para encajar en este nuevo sistema, por miedo al rechazo por miedo a que no me quieran, por miedo a que me volvieran a abandonar, por miedo a volver a tener que pasar por otra familia ». Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, Buenos Aires, 26 novembre 2012.

² Réflexion à mettre en relation avec le travail de Cécile Delannoy et Catherine Vallée.

³ *Idem.*

⁴ « Ils me faisaient en permanence me sentir coupable de vouloir savoir. »

⁵ Entretiens avec Jorgelina Molina Planas, 26 et 30 novembre 2012.

⁶ *Idem.*

être la fille parfaite en tout, devoir être la meilleure élève... J'ai eu une adolescence très réprimée, je n'ai pas eu de petit copain, rien, je ne sortais pratiquement pas avec mes amies, je devais faire tout juste ce qui était correct et nécessaire, c'est à dire, être emmenée à l'école et apprendre mes cours et c'est tout. Le reste était comme quelque chose de superflu.¹»

Sa grand-mère paternelle, Ana Taleb de Molina, la recherche activement depuis son exil en Suède. La famille Planas, famille maternelle de Jorgelina, en revanche, ne mène pas de recherches particulières pour la retrouver. Lorsque Jorgelina est enfin identifiée par les Grands-mères de la Place de Mai, la famille Planas, d'un commun accord avec les Sala, décide de ne pas récupérer la garde de la fillette.² Ana Taleb de Molina n'a pas le pouvoir de s'opposer à cet accord. Elle tentera par tous les moyens d'obtenir que les Sala lui accordent la possibilité de rendre visite à Jorgelina, sans succès.³

En 1996, après avoir étudié les Beaux-Arts pendant quatre ans,⁴ Jorgelina prend la décision d'entrer au couvent ; une manière de se défaire progressivement de l'emprise familiale :

« Je devais toujours renoncer, demander pardon pour tout, pardon d'exister, d'être là, c'était comme si je devais toujours demander la permission d'exister. Jusqu'à ce que cela explose, que je ne supporte plus cette situation. J'ai commencé à étudier les Beaux Arts, cela m'a permis de m'ouvrir un peu et puis j'ai pris conscience que j'avais une histoire moi aussi et que jusqu'alors je n'avais pas vraiment voulu la voir. Et ma façon de sortir élégamment de cette situation, cela a été d'entrer en couvent. Autrement dit, pour moi, c'était comme rechercher un endroit neutre où je pourrais me retrouver avec moi-même et avec ma famille biologique, sans que ma famille adoptive ne reste au milieu de tout cela. Comme quelque chose d'autorisé, parce que, par ailleurs, ma famille adoptive était très portée sur la religion. Surtout ma mère adoptive.

¹ « Con la familia adoptiva fue muy difícil porque nunca sentí un afecto auténtico y verdadero, siempre tuve que « actuar de ». Mi madre adoptiva no era nada afectiva, era sumamente rígida [...], esas personas que no pueden transmitir los afectos, nunca una caricia, nunca algo espontáneo, siempre una cosa de bueno « tengo que ser tu mamá, vos tenés que ser mi hija ». [...] Con ellos no tuve una infancia o una adolescencia normal. Era siempre como una cosa así de cajita así muy cuidada, muy sobre-protegida, de no poder salir del molde, tener que ser la hija 10 en todo, ser la mejor alumna... también pasé una adolescencia súper reprimida, no tuve novio no tuve nada, casi no salía con mis amigas, tenía que hacer lo correcto, lo justo y necesario, que era estudiar, que me llevaran al colegio y ya está. Y después lo demás era como un extra que no era necesario. » Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012, Buenos Aires.

² La grand-mère maternelle de Jorgelina, Beba Planas, était dévastée par la disparition de sa fille Cristina, la mort d'un autre de ses enfants et de son mari (mort d'un infarctus). Comme elle le dira à Jorgelina des années plus tard, elle ne se jugeait pas en mesure d'élever sa petite-fille dans ces conditions. La tante de Jorgelina, Elena Planas, de son côté, était en désaccord avec sa sœur Cristina d'un point de vue politique. Elle ne souhaitait pas récupérer sa nièce pour assurer la suite de son éducation. Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012.

³ Ana Taleb de Molina entreprendra d'envoyer régulièrement des lettres à Jorgelina, à défaut de pouvoir lui rendre visite et la voir. Elle lui écrira jusqu'à sa mort, en 1989. Les Sala ne remettront jamais ces lettres à Jorgelina. Ce n'est qu'en 2010 que la jeune femme prendra connaissance de ces lettres, grâce à l'un de ses cousins qui avait séjourné en Suède : la grand-mère avait gardé des copies de toutes les lettres qu'elle avait envoyées à sa petite-fille.

⁴ Jorgelina Paula Molina Planas, aujourd'hui artiste plastique de profession, a toujours eu une vocation artistique : elle peint et dessine depuis son adolescence.

[...] J'ai décidé d'entrer en couvent comme si c'était une façon de me défendre, de rechercher quelque chose de différent, de sortir du milieu où j'étais.¹»

Son processus de recherche identitaire, dès lors, devient de plus en plus central dans sa vie. Elle commence à renouer progressivement avec sa famille biologique, en particulier avec son frère Damián, qui possède de nombreux souvenirs de sa petite sœur et la recherche lui aussi : « Retrouver Jorgelina signifiait aussi, pour moi, retrouver une partie de ma mère. », nous confiera-t-il lors de notre entretien à Montevideo².

À partir de 2001, Jorgelina prend conscience du fait qu'elle aspire à autre chose qu'à une vie de religieuse. Elle quitte le couvent et rencontre celui qui deviendra le père de ses trois enfants. Elle renoue également d'importants contacts avec sa famille biologique, notamment grâce à Damián : des oncles et tantes, des cousins, mais aussi des compagnons militants de sa mère disparue. Ces contacts provoquent le courroux de ses parents adoptifs, en particulier de María Marta : les Sala s'opposent fermement à ce que Jorgelina renoue ces liens. La relation se détériore de plus en plus. María Marta Sala meurt d'un infarctus en 2009. Cet événement, quoique très douloureux, va pourtant d'une certaine façon libérer Jorgelina de l'emprise de sa mère adoptive et lui permettre d'assumer pleinement sa véritable identité et ses choix. 2010 est une année charnière : elle reprend son prénom d'origine et renoue plus étroitement avec son histoire et sa famille biologique.

¹ « Yo siempre era la que renunciaba, siempre tenía que pedir perdón, por todo, por existir, por estar, perdón por haber respirado, perdón por haber dejado el coso fuera del lugar, entonces era como pedir permiso constantemente para existir. Hasta que cuando esto estalló, que y ya no soportaba más esta situación bueno empecé a estudiar Bellas Artes, que esto me abrió un poco el panorama, y ahí como que empecé a tomar conciencia de que yo también tenía una historia, que no la había querido ver hasta ese entonces, y bueno mi manera elegante de salir de esta situación fue entrar al convento. O sea fue como buscar un lugar neutral donde yo me pudiera encontrar conmigo, encontrarme con mi familia de origen, pero tampoco con la familia adoptiva en el medio. Como algo permitido porque encima la familia adoptiva era súper religiosa. Más que nada mi mamá adoptiva. [...] Decidí entrar al convento también como una especie de defensa, buscar algo distinto, salir de ese lugar ». Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, Buenos Aires, 26 novembre 2012.

² Entretien avec Damián Sarabayrouse, 4 novembre 2013, Montevideo.

B) Enfants nés en détention

1) Carlos D'Elía Casco

Yolanda Casco et Julio César D'Elía (de nationalité uruguayenne) sont enlevés par les militaires le 22 décembre 1977, au petit matin, à leur domicile de San Fernando (province de Buenos Aires). Au moment de l'enlèvement, Yolanda se trouve à un stade de grossesse avancé : huit mois et demi. D'après des témoignages de survivants, le couple sera par la suite retenu prisonnier dans différents endroits : au commissariat de San Fernando, dans un centre clandestin situé dans la localité de Martínez, puis dans les centres clandestins dénommés « Pozo de Quilmes » et « Pozo de Banfield ». C'est dans le centre clandestin « Pozo de Banfield » que Yolanda, en janvier 1978, donne vie à un garçon : elle décide de le prénommer Martín. L'enfant est aussitôt enlevé à sa mère. Il sera remis, quelques instants plus tard, par la fenêtre de leur voiture et enveloppé dans du papier journal, à Carlos de Luccia (membre des services de renseignement) et son épouse Marta Elvira Leiro.¹

Dix-sept ans plus tard, en juin 1995, les Grands-mères de la Place de Mai réussissent à localiser l'acte de naissance d'un certain Carlos Rodolfo De Luccia, fils de Carlos De Luccia et Marta Elvira Leiro. Le document est signé par un médecin des services de police : Jorge Antonio Bergés. Ce nom est bien connu des Grands-mères : depuis 1984, elles savent que Bergés a signé plus de onze faux actes de naissance. Une enquête est aussitôt ouverte par la Justice Fédérale de San Isidro (province de Buenos Aires) sous la direction du juge Markevich. Ce dernier ordonne l'arrestation de Carlos De Luccia et Marta Elvira Leiro, puis que des tests ADN soient réalisés sur leur fils présumé. En août 1995, les résultats sanguins confirment la véritable filiation du jeune homme, pour qui la vérité éclate de manière très brutale. Il s'identifiait parfaitement à ceux qui l'avaient élevé et n'avait jamais imaginé qu'ils ne puissent pas être ses véritables parents²:

« J'ai vraiment été un enfant très heureux, bien sûr, je croyais que cette famille était ma famille biologique. Je n'ai jamais pensé que je pouvais ne pas être leur fils. Mais j'ai tout de même été très heureux, j'ai vécu de très beaux moments, pas simplement avec ma famille mais avec toutes mes activités, à l'école, j'ai toujours été très heureux. Et c'est pour cela qu'à dix-sept ans, l'impact, le choc qu'a représenté la découverte de la vérité a été d'autant plus fort. Ce moment a marqué un avant et un après dans ma vie.³»

¹ ARGENTO, Analía, *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad*, Marea Editorial, Buenos Aires, 2008, p. 53-54.

² Carlos D'Elía Casco jugeait notamment qu'il ressemblait physiquement à Carlos de Luccia.

³ « La verdad que fui un niño muy feliz, por supuesto creyendo que esta familia era mi familia biológica. O sea, nunca tuve ninguna sospecha, que podía no ser hijo de ellos. Pero así y todo fui muy feliz, pasé momentos muy lindos, no sólo con mi familia sino también con el resto de mis actividades, en el colegio, la pasé siempre muy bien. Y por eso es que a los 17 años, el impacto, el choque que representó para mí enterarme de la verdad fue mucho más fuerte. Ese momento marcó un antes y un después en mi vida. » Entretien avec Carlos D'Elía Casco,

Très attaché à ceux qui l'ont élevé, sa priorité est de les préserver au moment où la vérité éclate. Il termine sa scolarité en rendant visite en prison tous les jours à Carlos De Luccia et Marta Leiro, tout en commençant également à créer des liens avec sa famille biologique :

« Je ne me suis jamais fermé à ma famille biologique et au fait de connaître mon histoire, mes parents, ce qu'ils avaient vécu. Mais j'avais besoin de temps. J'étais jeune, je n'avais que dix-sept ans. Il a fallu que je m'adapte à la situation et que je mûrisse d'un coup. Un juge a eu beau intervenir et m'apprendre que ceux que je croyais être mes parents ne l'étaient pas, mes sentiments n'écoutaient pas cette version, pour moi ils étaient mon père et ma mère. Ils avaient été arrêtés et ce qui était important pour moi, c'était qu'ils aillent bien. Sans perdre de vue le fait que je voulais en savoir plus sur ce qu'on m'avait appris : que je n'étais pas le fils biologique de mes parents, que ma famille me recherchait depuis très longtemps, que j'avais toute une histoire à connaître qui faisait aussi partie de moi et de mon identité. [...] Le plus important, c'est que je crois que j'ai eu toute la compréhension du monde, aussi bien de la part de ma famille argentine que de ma famille uruguayenne et en même temps j'étais disposé à aimer ma famille uruguayenne et à conserver les relations avec ma famille argentine, c'est ce qui me faisait du bien. Et je dis que j'ai eu de la chance d'être aussi bien compris, bien que cela n'ait pas été facile, surtout pour ma grand-mère, cela n'a pas été facile de le comprendre et de l'accepter mais cela a été fondamental pour que nous puissions avoir la relation formidable que nous avons maintenant.¹ »

Le jeune homme veut entendre la version des faits de ceux qui l'ont élevé lorsqu'ils sortent de prison (en liberté conditionnelle jusqu'à leur procès) quelques mois plus tard. Carlos de Luccia lui avouera alors qu'il n'est pas leur fils biologique, tout en transformant encore une fois la vérité.²

7 décembre 2012, Buenos Aires.

¹ « Nunca me cerré a conocer a mi familia biológica y conocer la verdad sobre mis padres, lo que había ocurrido con mis padres, con todo yo necesitaba tiempo. Era chico, solo tenía 17 años, me tocó adaptarme a la situación y madurar de golpe. Por más que vino un juez y me ha dicho que quienes creía que eran mis padres no lo eran, mis sentimientos decían otra cosa, para mí eran mi papá y mi mamá. Ellos estaban presos, y a mí lo que me importaba era que ellos estuvieran bien. Sin perder de atención que yo quería ver qué pasaba con eso que me decían : que no era hijo biológico de mi familia, que mi familia me iba buscando desde mucho tiempo, que tenía que conocer un montón de una historia que hacía también a mí y a mi identidad. [...] Lo más importante es que, creo que tuve toda la comprensión del mundo, de mi familia, uruguaya y argentina, y al mismo tiempo yo estuve abierto a querer a mi familia uruguaya, y a conservar el vínculo con mi familia argentina, es lo que a mí me hacía bien. Y digo que tuve suerte porque tuve esa comprensión aunque le costó a mi familia biológica, sobre todo a mi abuela, comprenderlo y aceptarlo, pero fue fundamental eso para que después tengamos la gran relación que tenemos. » Entretien avec Carlos D'Elia Casco, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

² Carlos De Luccia racontera alors que la mère biologique de Carlos était originaire de Mendoza, ne pouvait pas l'élever et avait pris la décision de donner son enfant à Carlos et Marta, sachant qu'ils ne pouvaient pas être parents. Cette version racontée à Carlos était très différente de celle que Carlos De Luccia et Marta Leiro avaient donnée devant les tribunaux avant d'être mis en liberté conditionnelle. Ils y avaient déclaré que Carlos était leur fils biologique et que Marta Leiro, qui avait pu tomber enceinte grâce à un traitement, avait dû accoucher en urgence alors qu'ils revenaient de la ville de Mar del Plata, assistée par le médecin Jorge Bergés. Voir ARGENTO, Analía, *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad*, Marea Editorial, Buenos Aires, 2008, p. 44-46.

Dix ans plus tard, en 2005, Carlos, marié et père de famille, traverse une période de crise identitaire : il ressent un besoin criant de connaître la vérité sur son histoire. Carlos De Luccia meurt d'un infarctus cette année-là, sans que son fils adoptif n'ait pu le questionner à nouveau sur les circonstances de son adoption. Un an et demi plus tard se tiendra le premier procès, où Marta Elvira Leiro, seule sur le banc des accusés, avouera enfin que le jeune homme n'est pas son fils biologique et précisera les circonstances dans lesquelles son identité lui a été volée. Son témoignage se dessine sous la plume de la journaliste Analía Argento, dans son ouvrage *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad* :

« Elle avoua qu'elle n'avait pas porté le petit Carlos dans son ventre et que son mari lui avait promis qu'ils obtiendraient un bébé à adopter, un bébé dont personne ne pouvait s'occuper. Elle dit que quelques temps après cela, son mari lui avait dit un jour par téléphone :

- Prépare-toi, je passe te chercher en voiture, on doit aller chercher le bébé.

Il était près de midi quand il sonna à l'appartement et sa femme descendit. Ils allèrent vers la zone sud, probablement vers Quilmes, bien qu'elle n'en soit pas certaine étant donné qu'ils avaient dû faire le tour plusieurs fois avant de stationner au niveau d'un carrefour. Quelques mètres derrière eux, une autre voiture se gara. Un homme en imperméable sombre en descendit ; il se couvrait la tête avec une capuche ou un bonnet. Il pleuvait, ce matin-là. L'homme, qui était peut-être le médecin Bergés, quoiqu'elle ne puisse pas le certifier, avait quelque chose dans les bras. Il fit signe à Leiro de baisser la vitre de sa voiture et lui passa le paquet, enveloppé dans du papier journal. La femme ne comprit pas. Elle prit ce qu'on lui tendait et sépara les feuilles de journal mouillées. Dedans, il y avait un bébé encore plein de traces de sang. Le passeur leur ordonna de partir tout de suite et sans regarder en arrière.¹»

¹ « Confesó que no había llevado en su vientre a Carlitos y que su marido le había prometido que conseguirían un bebé para adoptar, un bebé que alguien no pudiera criar. Dijo que no mucho después, Carlos De Luccia la había llamado por teléfono :

- Preparate, paso por casa con el coche, tenemos que ir a buscar al bebé.

Era cerca del mediodía cuando tocó el timbre del departamento y su mujer bajó. Fueron hacia la zona sur, probablemente a Quilmes, aunque no podía asegurarlo con absoluta certeza ya que dieron varias vueltas antes de estacionar en una esquina. Algunos metros detrás de ellos estacionó otro coche. Bajó un hombre vestido con un piloto oscuro que se cubría la cabeza con una capucha o con un gorro. Esa mañana llovía.

El hombre, que quizás era el médico Bergés, aunque tampoco podía asegurarlo, llevaba algo en sus brazos. Le hizo una seña a Leiro para que bajara la ventanilla del auto y le pasó el paquete envuelto en papel de diario. La mujer no entendió. Tomó lo que le daban y separó las hojas mojadas. Adentro había un bebé todavía sucio con restos de sangre. El entregador les ordenó que partieran inmediatamente y sin mirar hacia atrás ».

ARGENTO, Analía, *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad*, Marea Editorial, Buenos Aires, 2008, pp. 53-54.

Marta Leiro fera part de révélations plus intimes à Carlos après le procès : elle souhaitait par dessus tout être mère et pensait pouvoir sauver son mariage en ayant un enfant. Dans un moment de désespoir, elle avait menacé De Luccia de se suicider s'il ne trouvait pas rapidement un bébé à adopter.¹

Elle jurera toutefois ne pas savoir d'où venait l'enfant, ni dans quelles circonstances il était né.²

Carlos D'Elía Casco entendra avec empathie les explications de celle qu'il considère comme sa mère et décidera de lui pardonner de lui avoir menti.

¹ ARGENTO, Analía, *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad*, Marea Editorial, Buenos Aires, 2008, pp. 53-54.

² *Ibid.* Marta Leiro sera condamnée à trois ans de prison avec sursis pour le délit de suppression d'identité d'un mineur déclaré comme son propre enfant. Elle ne sera pas condamnée pour falsification de documents : c'est son époux qui semblait avoir réalisé toutes les démarches pour obtenir Carlos.

2) Guillermo Amarilla Molfino

Marcela Molfino et Guillermo Amarilla militaient au sein des Jeunesses Péronistes puis de l'organisation Montoneros. Mariés depuis 1973, ils avaient trois enfants : Mauricio né en 1975, Joaquín né en 1977 et Ignacio né en 1978 en France, alors que le couple s'y était exilé temporairement. En mai 1979, Marcela et Guillermo prennent la décision de revenir en Argentine afin d'y poursuivre leur lutte politique. Guillermo disparaît le 17 octobre 1979 : il est enlevé en pleine rue. Le même jour, Marcela et ses trois enfants sont enlevés à leur domicile. Elle est alors enceinte d'un mois. Les enfants seront remis à leur grand-mère paternelle le 2 novembre 1979. Le couple, d'après des témoignages, aurait été emmené à l'ESMA, puis dans le centre clandestin Campo de Mayo, lieu où Marcela aurait donné vie à l'enfant. Au moment de l'enlèvement, la famille Amarilla Molfino ignorait que Marcela était enceinte.

Guillermo Amarilla Molfino grandit sous le nom de Martín, élevé par un militaire (qui décède quand il a quatorze ans) et une pharmacienne. Une atmosphère familiale envers laquelle, de son propre aveu, il ne ressent aucune appartenance :

« J'ai grandi dans la province de Buenos Aires, à environ une heure et demie de la capitale, en étant fils unique et ce pendant vingt-neuf ans, jusqu'à ce que je retrouve ma famille biologique en 2009. Tout cela, dans un cadre qui produit toujours chez moi une grande stupeur. Cela n'a pas été une adoption, cela a été un vol. Et derrière cela (ou avec cela), le fait que l'on m'ait caché que je n'étais pas leur fils, au contraire, toute ma vie on m'a fait croire, jusqu'à ce que je découvre la vérité, que j'étais leur enfant biologique. Dans tout ce contexte, plus je grandissais plus les questions naissaient en moi ; je regardais leur visage, leurs habitudes, leur corps, leur façon de marcher, tellement de choses, leur âge (ils étaient assez âgés...). Avec elle, quand aujourd'hui je vois la situation en rétrospective, j'avais une relation qui n'était pas une relation mère-fils. Jusqu'à ce que je sache la vérité je me disais « oui, c'est ma mère » et je la considérais comme telle, comme si elle était ma mère, mais au fil du temps et à mesure que je voyais comment cela se passait dans d'autres familles, je voyais comment était une relation mère-enfants et je trouvais que chez moi ce n'était pas pareil. Comme si quelque chose faisait court-circuit et ne fonctionnait pas. Impossible de savoir ce que c'était mais de toute évidence il y avait quelque chose, comme si le lien était faux. Et avec lui, la relation était plus compliquée, disons qu'il faisait partie de tout ce secteur lié à la dictature et ce qui s'est passé, c'était quelqu'un de trouble, alcoolique et difficile à vivre. Cohabiter avec lui n'était pas facile. Il est mort quand j'avais quatorze ans. Je ne sais pas trop quelle analyse en faire mais disons que je n'en ai pas le meilleur souvenir. Il n'était pas violent, physiquement ce n'était pas quelqu'un de violent mais il était formaté par toute cette mentalité militaire rigide. C'était un militaire, il faisait partie des services de renseignement de l'armée. Cette mentalité et son problème d'alcool rendaient donc la cohabitation très difficile. Il était violent d'un point de vue symbolique : au moment du dîner, il avait son pistolet posé sur la table... Et parfois, quand il

conduisait, j'étais assis sur le siège de derrière et sur le siège de devant, il mettait son pistolet. Il se déplaçait donc de ces façons-là... Heureusement, moi, je ne sais pas vraiment pourquoi mais j'ai pu rester assez en marge de la personne qu'il était et au fil du temps je le voyais d'un œil de plus en plus différent. Je sentais que je n'avais pas le moindre point commun avec lui, rien, rien du tout. Et je crois qu'il ne s'agit pas là d'une question uniquement physique, c'est ce qui me fait dire qu'il y a une sensation presque animale qui se manifeste...¹»

En proie à de multiples doutes concernant son histoire et ses origines depuis l'enfance, Guillermo prend la décision de rechercher son identité à l'âge de 27 ans.² Il décide en effet de se rendre à la Commission Nationale pour l'Identité en 2007, dans le but d'exposer son histoire et de réaliser des analyses immunogénétiques. Le 6 mars 2008, les résultats du test ADN lui sont révélés : ils sont négatifs. Dans la mesure où la grossesse de Marcela Molfino n'était pas connue, nul ne recherchait son enfant et la Banque Nationale de Données Génétiques ne contenait pas d'échantillon de sang des familles Amarilla et Molfino.³

La 21 août 2009, une survivante du camp de détention Campo de Mayo révèle au Secrétariat des Droits de l'Homme une donnée fondamentale au sujet de Marcela Molfino : elle affirme que cette dernière y a donné naissance à un enfant. La CONADI contacte alors les familles Amarilla et Molfino pour leur communiquer

¹ « Yo me crié en la provincia de Buenos Aires, alejado a una hora y media más o menos de la Capital Federal, como hijo único, y todo esto durante 29 años, hasta que me encontré con mi familia biológica, en el 2009. Todo esto fue en un marco que a mí todavía no me deja de asombrar y sorprender porque no fue una adopción legal, sino que fue un robo. Y detrás de esto o con esto, el ocultamiento de que no era hijo biológico, sino que toda la vida me hicieron creer, por lo menos hasta que supe la verdad, que yo era hijo biológico. Entonces en medio de todo eso, las preguntas a mí me nacían a medida que iba creciendo, porque miraba sus caras, miraba sus costumbres, sus cuerpos, su manera de caminar, tantas cosas, su edad porque eran bastante grandes... Bueno con ella, una relación, que hoy cuando lo miro en retrospectiva efectivamente digo, no era una relación de madre-hijo. Hasta ese momento yo decía « si, es mi mamá » y yo la trataba como tal, como si fuera mamá, pero a medida que fue pasando el tiempo, y que entraba en relación con casas de otras familias, como que veía cómo era esa relación madre-hijo, y diría que no era igual. Que había algo que estaba en « corto circuito », como que no funcionaba. No sé qué era pero evidentemente había algo, había un vínculo que estaba enfermo, que no era real. Y con él la relación era un poco más difícil, digamos que él era quien formaba parte del sector de todo lo que pasó, entonces era una persona muy turbada, alcohólico, y que era difícil llevarlo. Era difícil la convivencia. Él murió cuando yo tenía 14 años. Y no sé qué análisis hacer pero digamos que yo el mejor recuerdo no lo tengo. No era una persona violenta, físicamente no era violento pero sí era una persona que estaba formada por toda esa mentalidad rígida militar... Era militar, personal civil de inteligencia del ejército. Entonces digo que esa mentalidad de él, más su problema de alcohol, hacía como una convivencia muy difícil. Era violento en el sentido simbólico : en la cena estaba con su pistola arriba de la mesa... Y a veces, cuando manejaba, yo iba en el asiento de atrás y en el asiento del acompañante iba la pistola de él. Entonces en esos parámetros se movía... Yo por suerte en mi relación con él no sé por qué cuestión pude mantenerme muy al margen de quién era él, y a medida que fue pasando el tiempo me lo veía cada vez más diferente. Veía que no tenía ni siquiera un punto en común con él, nada, nada. Ahí también creo que no era solamente por una cuestión física, por eso digo que hay algo que es como animal, que despierta ». Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² De son propre aveu, Guillermo imaginait être le fils d'un couple de disparus à partir de l'âge de 18 ans environ, au moment où il prend réellement connaissance du passé de son pays et où les informations à ce sujet commencent à se diffuser un peu plus largement qu'auparavant. D'autre part, il reste persuadé que cette hypothèse n'est que le fruit de son imagination. Il reste ainsi en proie au doute pendant de nombreuses années. En 2007, un élément déclencheur le poussera à se rendre à la CONADI : le témoignage télévisé de l'un des enfants volés ayant découvert sa véritable identité. Il s'identifie à ce témoignage et décide de mettre un terme à des années de doutes. Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

³ Voir <https://www.abuelas.org.ar/caso/amarilla-molfino-guillermo-martin-312?orden=c>, consulté le 30 juin 2016.

cette information et effectuer des prises de sang à intégrer dans la Banque Nationale de Données Génétiques. Les enquêtes se poursuivent et l'échantillon d'ADN de Guillermo est à nouveau analysé. Cette fois-ci, son ADN coïncide avec le groupe Amarilla Molfino : l'identité du jeune homme est prouvée en novembre 2009. Dès l'annonce des résultats, il rencontre sa famille biologique, au siège de l'association des Grands-mères de la Place de Mai : ses trois frères, ses neveux, ses cousins, oncles et tantes, qui pour la plupart sont venus du nord du pays pour le connaître, le reçoivent avec des cris d'allégresse.¹

¹ Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

3) Belén Gentile

Rosa Luján Taranto et Horacio Antonio Altamiranda, tous deux membres du PRT-ERP, sont enlevés le 13 mai 1977, dans la localité de Florencio Varela. Rosa Taranto est alors enceinte de sept mois. D'après les témoignages de survivants, le couple aurait été retenu en détention dans le centre clandestin "El Vesubio" (province de Buenos Aires). À son huitième mois de grossesse, Rosa Luján Taranto est emmenée à l'Hôpital militaire de Campo de Mayo, où elle accouchera par césarienne d'une petite fille.¹ Elle est ensuite transférée à nouveau à "El Vesubio".² Son enfant sera confiée (probablement par un militaire) au Mouvement Familial Chrétien, une institution qui la fera adopter à l'âge de trois mois. Le couple adoptant la nomme Belén.

De l'aveu de la jeune femme, ses parents adoptifs ne lui ont jamais caché la vérité et ont toujours été disposés à lui dire ce qu'ils savaient au sujet de son adoption. Toutefois, bien que son adoption ne soit pas un sujet tabou dans sa famille, il est difficile à accepter pour Belén et elle intériorise les questions sur ses origines.³

En 2005, elle entame une recherche sur son adoption alors qu'elle traverse une période de profond mal-être, assaillie par des doutes concernant son identité :

« J'ai eu beaucoup de mal à me rendre compte que j'avais besoin de rechercher la vérité. Il m'a fallu plusieurs années. [...] J'ai été maman de ma première fille, Rocío, jeune, à dix-neuf ans et ensuite j'ai aussi dû gérer le fait de me séparer du père de ma fille et je suis revenue vivre chez ma mère. Je crois que c'est là que mon processus de recherche a commencé. Après ma séparation, j'ai repris mes études et commencé à vivre une période que j'associe toujours au fait de commencer cette recherche : je n'allais pas bien. Je n'allais pas bien et je le manifestais du point de vue de la santé, il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond chez moi, quelque chose qui m'enfermait, je ne me sentais pas contente, je sentais qu'il me manquait quelque chose... et je ne savais pas ce que c'était. Mais à ce moment-là je ne faisais pas le lien avec la recherche de mon identité. Cela a été une période assez dure : la recherche, je ne me sentais pas bien avec moi-même, je n'ai peut-être pas consacré assez de temps à ma fille qui était petite, il y avait des conflits avec ma mère adoptive et je n'arrivais pas à expliquer cette situation. Jusqu'à ce que je commence vraiment à y réfléchir. Je voulais savoir ce qui s'était passé mais je ne savais pas comment commencer à chercher. Et je pensais aussi que je devais moi-même aller bien pour pouvoir affronter la vérité quelle qu'elle soit, si je trouvais des éléments. Car je savais que si je commençais des recherches, je voulais les terminer, ne pas les faire à moitié. Et donc, beaucoup de temps a passé, plusieurs années, entre le moment où j'y ai réfléchi et le moment où je me suis décidée à décrocher mon téléphone et à parler. Je crois

¹ Belén Gentile nous dira, au cours de notre entretien, que d'après les témoignages qui lui ont été restitués, il était possible que les militaires n'aient pas attendu le terme de la grossesse de Rosa Luján Taranto pour la faire accoucher à l'Hôpital militaire. Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

² Voir <https://www.abuelas.org.ar/caso/altamiranda-taranto-maria-belen-302?orden=c>, consulté le 7 juillet 2016.

³ Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

qu'environ cinq ans ont passé.¹»

La quête identitaire commence peu à peu pour la jeune femme. Comme elle le raconte, cette recherche naissante est ponctuée de doutes, de craintes, mais aussi de sentiments de culpabilité envers ses parents adoptifs²:

« Je ne pensais pas être fille de disparus, au plus profond de moi j'y pensais, mais je trouvais que le meilleur endroit pour commencer à chercher mon identité, c'était ici, chez les Grands-mères, ça me semblait la façon la plus logique, comme pour procéder par élimination, une façon de se présenter et de commencer la recherche. Parce que je ne savais vraiment pas à qui m'adresser, je ne savais même pas si je devais en parler à mes parents ou bien commencer directement... Et quand je pensais que la recherche pouvait donner quelque chose, cela m'angoissait, parce que je ne savais pas ce que j'allais découvrir et je culpabilisais. Je me sentais très coupable, je ne voulais pas que mes parents adoptifs se sentent mal, qu'ils croient que je n'avais pas confiance en eux ou que je les accusais de quelque chose ou qu'ils pensent que je faisais des recherches parce que je trouvais qu'ils ne remplissaient pas assez bien leur rôle de parents.³»

Le père adoptif de la jeune femme, dans un premier temps préoccupé par son désir de rechercher ses origines, lui fournit les détails sur son dossier d'adoption.⁴ Munie de ce dossier, Belén se présente alors au

¹ « Me costó bastante darme cuenta de que necesitaba buscar la verdad. Me costó muchos años. [...] Yo fui mamá de mi primera hija muy joven, a los 19 años la tuve a Rocío, y después fue un proceso cuando me separé del papá de mi hija, que volví a la casa de mi mamá. Yo creo que ahí empezó el proceso de búsqueda. Y bueno yo después me separé empecé a estudiar, y un período que siempre cuento que quizás lo relaciono con esto de comenzar la búsqueda, es que no estaba bien. No estaba bien, lo somatizaba por el tema de la salud, había lo que me encerraba, había lo que me hacía ruido, no estaba contenta, sentía que me faltaba algo... no sabía qué era. Pero no lo relacionaba en ese momento con la búsqueda de mi identidad. Fue una época bastante fea, de búsqueda, de no sentirme bien conmigo misma, quizás que tampoco le presté mucha atención a mi hija que era chiquita, conflictos también en mi casa con mi mamá adoptiva y no sabía como relacionarlo. Hasta que bueno, lo comencé a pensar. Quería saber qué es lo que había pasado, pero tampoco sabía cómo empezar a buscar. Y me parecía que también tenía que tratar de estar bien yo, para poder enfrentarme a la verdad, fuese como fuese, si llegara a encontrar algo. Porque sabía que era algo que si lo empezaba a hacer, lo quería terminar, y no dejarlo a la mitad. Entonces pasó mucho tiempo, pasaron muchos años, desde que lo pensé hasta que me animé a levantar el teléfono y a hablar. Creo que pasaron como cinco años. » Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

² Nous avons pu observer que ce sentiment était par ailleurs très fréquent chez ceux qui avaient fait la démarche spontanée de rechercher leur identité à l'âge adulte. Deux autres fils de disparus nous ont fait part de ce ressenti. Ce sentiment venait se mêler à leur besoin viscéral de se débarrasser des doutes à propos de leur identité et pouvait faire naître en eux un mal-être, un sentiment de « trahison » envers ceux qui les avaient élevés.

³ « No estaba segura de ser hija de desaparecidos, y lo pensaba, en lo más íntimo, pero me parecía que el mejor lugar para comenzar a buscar mi identidad, era primero pasar por acá, por Abuelas, me parecía la forma más lógica, como un descarte no, de también presentarte y comenzar la búsqueda. Porque sinceramente tampoco sabía a dónde dirigirme, no sabía ni siquiera si contarles a mis padres, si simplemente comenzar... Y si llegara a encontrar algo, bueno, ahí el sentimiento era de ansiedad de no saber lo que iba a encontrar, y de culpa. Tenía mucha culpa porque no quería hacerlos sentir mal, ni que pensarán que sospechaba de ellos, o acusarlos de algo, o que pensarán que buscaba porque no los consideraba suficientemente padres para mí. » Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

⁴ La mère adoptive de Belén, bouleversée, avait temporairement refusé toute communication avec Belén.

siège des Grands-mères de la Place de Mai de Córdoba afin que son cas soit étudié et qu'une analyse ADN soit réalisée. Le 29 juin 2007, quelques mois après le test ADN, elle y est à nouveau convoquée. Elle y vivra « sa deuxième naissance », pour reprendre une expression qu'elle a employée lors de notre entretien :

« Tout le monde était là, il y avait une table, à manger, des gâteaux, beaucoup de gens qui avaient l'air de fêter quelque chose... Et moi, je frappe, j'entre et tout le monde commence à applaudir, certains pleuraient... je ne comprenais rien. Je crois que je ne réalisais pas, que j'avais besoin que d'autres me le disent. Je me souviens que Sonia s'est approchée de moi (Sonia Torres, Grand-mère de la Place de Mai), m'a prise dans ses bras et m'a dit : « Tu dois savoir pourquoi tu es ici... » et je lui ai dit : « Je crois que j'ai besoin de l'entendre, que tu me le dises... » et alors elle m'a dit : « Tes analyses ADN ont prouvé à 99,99% la filiation avec le groupe Altamiranda Taranto. » et elle a posé sur la table une photo de mes parents. Et justement ce mois-là ou le précédent, ma grand-mère paternelle, Irma, avait écrit un article pour le journal mensuel des Grands-mères, elle me montre l'article et me dit : « voici ta grand-mère, la mère de ton père. ».¹»

¹ « Estaban todos acá, acá estaba la mesa, había tortas, comida, un montón de gente, como que estaban festejando algo... y entro yo, pido permiso, y empiezan a aplaudir, y unos llorando... que yo no entendía nada. Yo creo que no me caía la ficha, es como que necesitaba que otras personas me lo dijeran. Me acuerdo que Sonia se me acerca, me abraza y me dice : « Bueno, imaginarás por qué estás acá, por qué todo esto. » Y yo : « creo que necesito que me lo digas vos, que necesito escucharlo... ». Entonces me dijo « bueno, los análisis te dieron positiva, 99,99% con el grupo familiar Altamiranda Taranto », y ahí nomás me pone en la mesa las fotos de mis padres. Justo este mes o el mes anterior en los mensuarios de Abuelas había hecho una nota mi abuela Irma, mi abuela paterna, y me dice « ésta es tu abuela, la mamá de tu papá. ». » Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

IV. La restitution d'identité : reconstructions et déconstructions à partir de nouvelles réalités

A) Restitution, identité, vérité et crise

Redonner à un individu sa véritable identité (qu'il soit mineur ou majeur) et lui permettre de retrouver ses proches représente un événement extrêmement bouleversant, mais aussi et avant tout un droit pour sa famille et pour lui-même.¹ La réinsertion de l'enfant volé dans sa chaîne généalogique est un acte de réparation symbolique, en lien avec différentes notions essentielles à toute construction ou reconstruction identitaire.²

Selon l'avocat Elvio Zanotti, ce processus inclut en effet plusieurs axes fondamentaux : la notion de vérité, de liberté et de justice, tout en possédant une fondation biologique, historique et personnelle.³ En d'autres termes, l'héritage génétique et les expériences de vie d'un individu constituent les bases qui structurent son identité, laquelle s'étaye également grâce aux notions essentielles de liberté, de justice et de vérité. La restitution équivaut donc à une réparation identitaire, dans la mesure où elle vise à rétablir les droits essentiels dont l'enfant volé a été privé.

Mais elle n'en demeure pas moins un événement bouleversant, qui, selon les cas, peut mettre à mal tous les axes fondateurs de l'identité humaine : les enfants volés passent parfois du mensonge à la vérité (ou d'une vérité partielle à la vérité) tout en se confrontant à l'injustice et à l'impunité qui entourent les crimes dont leurs parents ont été victimes. Nous pouvons épouser en ce sens la réflexion de Jacques Lacan, qui en 1953 évoquait déjà le caractère dévastateur de la falsification de la filiation d'un individu, à plus forte raison lorsque son environnement décidait de couvrir le mensonge.⁴

Une situation de crise identitaire survient donc nécessairement. Elle est d'autant plus puissante que toute situation de choc peut influencer sur le processus identitaire d'un être humain, comme nous le rappelle la sociologue clinicienne Florence Giust Desprairies : « les changements brutaux ont pour conséquence de rendre le processus identitaire critique en écartelant et en distendant le lien entre social et psychique⁵ ».

La crise identitaire nécessite un travail de décomposition des modèles intériorisés et des fonctions que ces derniers remplissaient jusqu'alors. Les « bébés volés » qui retrouvent leur véritable identité et apprennent, avec plus ou moins de surprise, que leurs parents biologiques sont des martyrs de la dictature et qu'ils ont été les victimes impuissantes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés orchestré par le régime

¹ Mónica L. Muñoz et Mariana Eva Perez, in Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis*, sans lieu ni date, p. 219.

² Elvio Zanotti, in Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis*, sans lieu ni date, p. 165.

³ *Ibid.*

⁴ Abuelas de Plaza de Mayo, *ibid.*, p. 58.

⁵ GIUST DESPRAIRIES, Florence, *L'identité comme processus, entre liaison et dé-liaison*, Revue *Éducation Permanente* n°128, 1996/3, p. 67.

militaire, sont confrontés à une crise identitaire le plus souvent brutale, comme peuvent le révéler les témoignages sur lesquels s'étaye ce chapitre.

Dès lors, ils sont amenés, non pas à effectuer un travail de reconstruction de ce qui a été défait par la crise, mais plutôt à effectuer une déconstruction de l'histoire, des représentations, modèles et valeurs qu'ils possédaient jusqu'alors. Elvio Zanotti insiste également sur le fait que toutes les expériences de vie contribuent à la construction de la personnalité et *a fortiori* de l'identité, y compris celles qui ont été vécues dans le mensonge.

Les enfants volés, dont les parcours de vie sont uniques, se reconstruisent donc en partie à partir de ce qu'ils ont vécu avec leurs parents adoptifs ou « ravisseurs ». Histoire familiale et vérité seront assumées de différentes façons, selon la subjectivité, les affects et les valeurs de chacun. Malgré une infinité de variables d'une personne à une autre, nous retrouvons toutefois certaines constantes quant à leur reconstruction, comme nous le verrons dans la poursuite de notre étude.

Au cours de notre entretien avec elle, la psychiatre Diana Kordon a insisté sur le fait que la question de la restitution d'identité avait créé une profonde remise en question de l'adoption en tant qu'institution dans le pays et avait également fait naître un débat houleux dans la société argentine. Elle a évoqué les différents arguments soulevés en faveur des restitutions d'identité ou contre celles-ci :

« Il y a eu ici un très important débat social, vers les années 90, un débat vraiment conséquent, du fait que certaines personnes, y compris des psychologues, considéraient que le fait de restituer les enfants à leur véritable famille représentait un traumatisme pour eux. Le débat est né au sujet du cas d'une famille qui n'avait pas volé la fille qu'elle élevait, cette famille s'était même rendue chez les Grands-mères avec elle pour vérifier son identité. Le débat a vraiment pris de l'importance dans toute la société, parce qu'on se rendait compte que pour les enfants qui avaient déjà vécu quelque chose de traumatique, la restitution d'identité, c'était à nouveau leur faire subir un traumatisme. À l'époque, nous avons clairement pris position en faveur des restitutions, en insistant sur le fait que la restitution symbolisait une réparation envers un traumatisme qui avait été violent, bien qu'elle ait aussi un coût pour les enfants et qu'ils doivent s'adapter au changement de famille et à tout le processus de restitution.¹ »

¹ « Hubo acá un gran debate social, cerca de los 90, pero un debate enorme, porque había muchísimos, incluso psicólogos etc que planteaban que restituir los chicos a su legítima familia era un traumatismo para los chicos. Y fue una discusión especialmente por un caso, en ese caso era una familia que no había sido apropiadora, más, esa familia había ido a Abuelas con la chica para averiguar su identidad. Pero hubo un debate muy grande en toda la sociedad, porque se descubría que para los chicos que ya habían habido un traumatismo, era nuevamente volver a sufrir otro traumatismo con las restituciones. Nosotros en esa época tomamos posición fuertemente sobre por la restitución, planteando además el problema de que no es que la restitución no transfiera un costo para los chicos, pero planteando que el traumatismo había sido rígido y que la restitución era una reparación, aunque obviamente los chicos tenían que tramitar el cambio de familia y todo el proceso de restitución. » Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

Bon nombre de spécialistes de la Santé Mentale et des Droits de l'Homme s'accordent sur la valeur réparatrice de la vérité, malgré les difficultés identitaires que celle-ci peut entraîner. Les enfants volés puis restitués que nous avons rencontrés sont également unanimes à ce sujet : la vérité est humainement structurante et revêt la plus grande importance à leurs yeux.¹

B) Appartenance et identité : déconstruction et réorganisation des sphères d'appartenance et des relations

Nous entendons également nous s'interroger sur les liens entre appartenance et identité, dans la lignée de la réflexion proposée par les professeures Cécile Delannoy et Catherine Vallée dans leur ouvrage *Vivre et grandir dans l'adoption*. Appartenance et identité sont en effet deux concepts distincts, mais qui néanmoins s'entrecroisent à bien des égards. La notion d'appartenance peut se définir comme le fait, pour un individu, d'appartenir à une collectivité.² Un être humain possède nécessairement de multiples sphères d'appartenance, imbriquées les unes aux autres et de plus en plus élargies : dès sa venue au monde, il possède à la fois une appartenance familiale, culturelle, nationale. Tout être humain peut également développer le sentiment d'appartenir à ces différentes sphères qu'il n'a pas choisies. En ce sens, de nouvelles sphères d'appartenance, choisies cette fois, pourront se façonner selon sa personnalité et ses centres d'intérêt : cercles d'amis en particulier.

L'identité, quant à elle, se distingue à la fois par son unicité et par son caractère polymorphe : si elle est bel et bien une véritable mosaïque, on parle de l'identité d'un individu et non de *ses* identités. Elle est donc distincte de la notion d'appartenance mais elle y est liée, dans la mesure où l'identité s'étaye nécessairement sur les différentes sphères d'appartenance d'un être humain.

Au fil de la restitution, les enfants volés voient tous ces éléments constitutifs de leur identité se désagréger. Les familles avec qui ils ont grandi incarnent une sphère d'appartenance ; elle est d'ailleurs la première pour les enfants nés en détention et enlevés très rapidement à leur mère. Leurs sentiments d'appartenance à ce cercle familial sont variables, comme le révèlent les témoignages que nous avons cités : si certains développent un sentiment de non-appartenance à l'égard de cette sphère et s'y sentent étrangers (cas de Guillermo Amarilla Molfino, Jorgelina Paula Molina Planas, Carla Artes), d'autres auront la sensation d'en faire profondément partie (cas de Carlos D'Elía). Le sentiment d'appartenance est parfois très ambivalent dans le cas d'enfants sachant avoir été adoptés, comme l'illustre l'histoire de Manuel Gonçalves Granada, qui développe à la fois un sentiment d'étrangeté et d'appartenance à sa famille adoptive.

¹ Les enfants volés que nous avons rencontrés nous ont tous fait part de ce sentiment.

² Définition du Petit Robert, in DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 21.

La découverte de la vérité va également entraîner pour les enfants volés puis restitués (« *nietos* ») l'apparition d'une nouvelle sphère d'appartenance familiale, qu'ils découvrent peu à peu. Dès lors, ils sont nécessairement amenés à reconsidérer la place de ces sphères dans leur vie : auront-ils un sentiment d'appartenance envers leurs deux familles, décideront-ils au contraire de se distancer de la sphère d'appartenance qui a dominé dans leur enfance et adolescence ?

Des processus de « dés-appartenance » et de « ré-appartenance¹ » pourront se mettre en place et modifier profondément leur rapport à eux-mêmes, à leur vie et à leur cellule familiale. Le processus de récupération d'une identité, découlant nécessairement d'un processus de « ré-appartenance », est inéluctablement d'une grande complexité et chaque victime du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés va le mener de façon intime et personnelle, en opérant un certain nombre de choix lorsqu'ils sont en âge de le faire : envers eux-mêmes, envers ceux qui les ont élevés et envers leur famille biologique.

La découverte de cette identité réelle va supposer la réappropriation de leur histoire et de celle de leurs parents disparus. Une nouvelle sphère familiale se façonne, tandis que les petits-enfants restitués opèrent une déconstruction de ce qu'ils ont vécu jusqu'alors. Les liens avec la sphère dans laquelle s'était jusqu'alors construit l'enfant volé pourront alors être préservés, maintenus avec une certaine distance ou encore rompus.² En ce sens, nous pouvons également affirmer, avec Diana Kordon et Lucila Edelman que, suite à la restitution d'identité, s'opère un mouvement simultané et ambivalent : d'une part, la rencontre progressive avec la vérité et la réalité ; d'autre part, la perte des représentations et des modèles possédés jusqu'alors. Une confrontation entre les anciennes représentations parentales et les nouvelles représentations des parents disparus se produit.

Dans le cas des enfants ayant grandi en sachant avoir été adoptés va se produire, en quelque sorte, une « réconciliation identitaire ». Pour tout enfant adopté, la famille d'origine existe parfois de façon réelle (si l'enfant en possède des souvenirs) mais surtout dans son imaginaire : l'enfant peut y rêver, se demander à qui il ressemble, pourquoi on l'a laissé ou encore se demander si l'on pense encore à lui.³ Une intense activité fantasmatique se produit donc et la possibilité d'avoir été abandonné demeure la plus douloureuse à envisager pour tout enfant adopté.⁴ Les témoignages de Manuel Gonçalves Granada et de Belén Gentile vont en ce sens. Or, la restitution va apporter à ces enfants une certitude : ils n'ont pas été abandonnés et leur adoption n'est autre que le produit d'une répression féroce envers leurs parents. Si la vérité est douloureuse, elle possède toutefois une valeur réparatrice et réconciliatrice pour eux, dans la mesure où elle élimine l'hypothèse de l'abandon.

¹ Ces termes sont également employés par Cécile Delannoy et Catherine Vallée.

² Dans le cas de la restitution d'identité de Carla Artes, victime de maltraitance extrême et âgée de seulement dix ans au moment de cette restitution,

³ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 57.

⁴ *Ibid.*

Les enfants volés victimes d'une *apropiación* et ayant été élevés comme des enfants biologiques, à l'inverse, auront à gérer le caractère mensonger de leur histoire. Carlos D'Elía et Guillermo Amarilla Molfino, dans une situation analogue de mensonge de la part de la famille au sein de laquelle ils ont grandi, réorganiseront leurs sphères d'appartenance de façon très différentes. L'un en conservant les liens avec ceux qui l'ont élevé, l'autre en les distendant ; l'un en se forgeant une appartenance progressive à sa famille biologique, l'autre en affirmant et en privilégiant immédiatement cette appartenance :

« Quand le juge Markevich m'a dit toute la vérité, mes parents adoptifs Carlos et Marta étaient en prison, au début ils y sont restés quelques mois. Et ma priorité était qu'ils aillent bien, qu'ils puissent rapidement être libérés et en même temps qu'ils puissent me donner leur version des faits et m'expliquer comment toute cette histoire s'était produite. Leur détention a finalement duré neuf mois et quand ils ont été libérés, ils ne m'ont pas tout de suite dit la vérité, ils m'ont trompé encore une fois, par peur de me perdre mais aussi par peur d'être à nouveau emprisonnés. Mais malgré tout, j'ai choisi de pardonner ces mensonges, parce que ce que je ressentais était plus fort. J'ai gardé cette relation, je la garde encore et c'est ce qui m'a toujours fait du bien. Pour moi il était indispensable qu'ils comprennent que j'allais peu à peu construire une relation avec ma famille biologique, je voulais la connaître, apprendre à l'aimer aussi avec le temps, savoir qui étaient mes parents et tout ce qui s'ensuit. Tout cela ne se fait pas d'un jour à l'autre mais avec du temps. Et malgré tout, je me considère comme quelqu'un de chanceux parce que j'ai été compris par rapport au temps dont j'avais besoin, dans ma famille adoptive mais aussi et surtout dans ma famille biologique.¹» (Carlos D'Elía)

¹ « Cuando el juez Markevich me dice toda la verdad, mis padres adoptivos Carlos y Marta estaban detenidos y los tuvieron un par de meses, mi prioridad era que ellos dos estén bien, tratar de que recuperen pronto su libertad, y al mismo tiempo cuanto antes que ellos dos me digan su versión de las cosas y como había sido todo. Su detención se demoró nueve meses, y cuando salen en libertad, tampoco me dicen la verdad : me engañan una vez más, por temor a perderme pero también por temor a volver a estar presos. Pero a pesar de eso yo elegí perdonar esas mentiras, porque lo que yo sentía era más fuerte. Y seguí teniendo esa relación, la sigo teniendo y eso es lo que a mí siempre me hizo bien. Para mí era imprescindible que ellos entiendan que de a poquito iba construyendo una relación con mi familia biológica, quería conocerlos, y con el tiempo aprender a quererlos también, saber quiénes eran mis padres y todo lo demás. Todo eso no se da de un día para otro sino con tiempo. Y bueno, pese a todo me considero afortunado porque tuve comprensión, tanto en mi familia adoptiva pero sobre todo en mi familia biológica respecto a mis tiempos ». Entretien avec Carlos D'Elía, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

Guillermo Amarilla Molfino a précisé au cours de notre échange sa façon de gérer les rapports entretenus avec celle qui l'a élevé :

« C'est tout un processus qui se fait petit à petit et qui est toujours en cours chez moi, mon raisonnement n'a pas été jusqu'à dire « je coupe toutes les relations, c'est une nouvelle histoire maintenant ». Au début j'ai davantage pensé ça, c'est très progressif, il y a peut-être des choses qui l'ont particulièrement blessée, non pas des choses concrètes mais plutôt intériorisées, le fait que je m'éloigne de plus en plus. Là où il y a eu rupture, c'est que dès le premier jour j'ai arrêté de l'appeler « maman », dès que j'ai su la vérité je ne l'ai plus appelée « maman ». Et je lui rends de moins en moins visite, très peu, c'est un processus que je mène à mon rythme, je mets toute mon énergie à renouer le lien avec mes frères, mes oncles et tantes. C'est cela qui domine et le reste suit, je fais en sorte que cela soit le moins douloureux possible.¹»

Les parcours de Carlos et Guillermo peuvent ainsi illustrer deux processus différents de déconstruction des sphères d'appartenance. Nous avons également pu observer que leurs manières de se référer aux femmes qui les ont élevés étaient elles aussi révélatrices de leurs processus de « dés-appartenance » et « ré-appartenance » : Carlos parle de « Marta » ou de sa « mère adoptive », tandis que Guillermo emploie l'expression « *mi apropiadora*² ». L'un a naturellement laissé celle avec qui il a grandi à la place de mère : Carlos D'Elía considère qu'il possède deux parents adoptifs et deux parents biologiques.³ Guillermo, en revanche, a symboliquement ôté à celle avec qui il a grandi son statut de mère : de son ressenti, cette place ne revient à nulle autre qu'à sa mère disparue.

Pour tous les enfants volés qui retrouvent leur véritable identité, d'autres choix vont découler de ces déconstructions, « ré-appartenances » et évolutions relationnelles. Ainsi, dans certains cas, la récupération de la véritable identité pourra entraîner un choix identitaire très profond : celui de rompre avec un prénom qu'ils ont porté ou bien de le conserver.

¹ « Es todo un proceso que se va andando y que todavía lo tengo encima, no es que dije « bueno corté, y ahora historia nueva ». Al principio más, es muy paulatino, y quizás hubo cosas que la vejaron más aún, cosas internas, no concretas sino el proceso interno que uno ha llevado de alejarme cada vez más. Eso sí desde el primer día le dejé de decir « mamá », desde el momento en que supe la verdad, ahí dejé de decirle « mamá ». Y las visitas son cada vez menos frecuentes, muy poco, y es algo que llevo con mucha tranquilidad, porque tengo toda la energía puesta en recobrar el vínculo con mis hermanos, con mis tíos, como que está puesto ahí y el resto va sucediendo, y que me pese lo menos posible. » Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² Cette expression ne possède pas de réel équivalent en français. Nous pouvons proposer de la traduire par « ma ravisseuse »

³ Entretien avec Carlos D'Elía, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

C) Prénom et identité : quand adopter un autre nom illustre une ré-appartenance ou une réparation identitaire

Pour tout individu, le fait de porter un prénom et un nom est constitutif d'une identité ; il est l'une de ses facettes les plus fondamentales. En effet, c'est en premier lieu grâce à son prénom, puis à son nom de famille, qu'un individu existe aux yeux de lui-même et des autres, qu'il se définit et affirme à la fois sa singularité et son appartenance à une famille. Les noms de famille marquent une relation entre une personne et ses ancêtres ; quant au prénom, il est directement révélateur d'un choix parental. Un prénom et un nom de famille sont donc pleinement fondateurs d'une identité individuelle et ils sont parfois sujets à des remises en question et des changements dans les cas de restitutions d'enfants volés, comme nous allons le voir à présent.

Dans certains cas de restitution d'identité d'enfants mineurs portés disparus en même temps que leurs parents, comme celui de Carla Artes, le prénom et le nom de famille d'origine sont nécessairement réattribués sur décision judiciaire, en tant que caractères inhérents à la véritable identité de l'enfant. Mais certains cas se révèlent plus complexes, notamment dans les situations de vol de nouveau-nés et de restitutions d'identité beaucoup plus tardives. En effet, les enfants nés en détention ne disposent d'aucun acte de naissance légitime : aux yeux de l'État argentin, pour ainsi dire, ils n'existent pas. Le choix du prénom dépend alors des militaires qui s'emparent de l'enfant ou du couple à qui il sera remis.

Certains enfants volés à qui l'on restitue leur véritable identité se trouvent ainsi confrontés, une fois qu'ils ont atteint l'âge adulte, à certains bouleversements identitaires dans la mesure où leur restitution entraîne pour eux le port d'un autre nom de famille¹ et dans certains cas, changement plus profond encore, le port d'un autre prénom. La remise en question du prénom chez les enfants volés, aspect percutant de leur confrontation à leur nouvelle réalité et identité, représente un choix d'une grande importance, lequel sera assumé au gré des informations qu'ils possèdent à propos de leur véritable histoire, mais aussi au gré de leur subjectivité, de leur personnalité et de leur mémoire affective. Les enfants volés que nous avons rencontrés se sont exprimés (parfois de façon très détaillée) à ce sujet. Leurs expériences, toutes très différentes, peuvent être représentatives de la délicatesse et de la grande complexité du choix de déconstruire une identité pour en reconstruire une autre, enrichie d'une histoire insoupçonnée jusqu'alors.²

Guillermo Amarilla Molino, qui a grandi sous l'identité de Martín García de la Paz, prend la décision de changer officiellement de nom de famille dès qu'il prend connaissance de sa véritable histoire :

¹ Diana Kordon et Lucila Edelman, dans leur ouvrage *Por-venires de la memoria*, insistent sur le changement identitaire profond que constitue un nouveau nom de famille. Voir KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007, p. 79.

² D'un point de vue administratif, de l'aveu de plusieurs de ceux avec qui nous sommes entretenue, il est beaucoup plus aisé pour un enfant volé d'obtenir une nouvelle identité dans un cas d'*apropiación* que dans un cas d'adoption, dans la mesure où une *apropiación* équivaut à un vol.

« Ce que je souhaitais le plus c'était changer de nom de famille, j'avais un peu honte de le porter parce que c'était le nom d'un assassin... Dès que j'ai su la vérité, j'ai voulu changer de nom. Tout de suite, jusqu'à ce que je puisse le faire légalement. C'était comme un soulagement pour moi, surtout quand ils m'ont donné mon nouveau document d'identité. Cela a été comme une victoire pour moi. Je l'ai obtenu en 2010.¹»

Au moment de notre entretien en décembre 2012, Guillermo porte encore le prénom que lui ont donné ceux qui l'ont élevé. Il nous fera part de son désir de ne plus s'appeler Martín :

« Ce sont mes ravisseurs qui m'ont appelé Martín. Je m'appelle toujours Martín et il y a peu j'en ai parlé avec les Grands-mères, je leur ai dit que j'allais changer de prénom, que je *voulais* changer mon prénom. Mais je ne sais pas encore comment ma mère m'aurait appelé... Et donc, en ce moment, je suis dans un état d'esprit où je me dis « bon, je dois moi-même me donner un prénom », c'est assez bizarre de choisir son prénom soi-même... En ce moment j'en parle donc avec ma famille, mes frères, les Grands-mères... Il y a peu on m'a remis ce qu'on appelle mon archive biographique : c'est un travail que réalisent les Grands-mères, cela revient sur toute notre histoire familiale et c'est un cadeau qui nous est fait à nous, les enfants volés (*nietos*) quand on nous restitue notre identité, pour que nous puissions nous reconstruire... je suis en train de le lire, de l'écouter, de le regarder. Et je suis convaincu qu'à un moment donné un nom significatif pour moi va apparaître. Je prends donc le temps de faire cela tranquillement. J'ai mis 29 ans à retrouver mon identité, alors le prénom peut attendre encore un peu... le plus important est déjà fait...²»

Quelques mois après notre entrevue, le jeune homme choisit de porter le prénom de son père disparu. Une manière, pour lui, d'honorer sa mémoire³:

¹ « Lo que más quería era cambiarme el apellido, me daba un poco vergüenza porque era el apellido de un asesino... Entonces ni bien supe la verdad, enseguida me quería cambiar el apellido, hasta que lo pude hacer legalmente. Que era como un alivio enorme para mí y sobre todo cuando me dieron el nuevo documento. Eso fue como una victoria. En febrero-marzo de 2010 lo tuve el documento. » Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² « Mis apropiadores me ponen Martín. Yo me sigo llamando Martín y hace poco lo hablé con las Abuelas, les conté que me iba a cambiar el nombre, que me *quiero* cambiar el nombre. Pero todavía no sé cómo me hubiese puesto mi mamá. Entonces justo en ese momento estoy como diciendo « bueno, me lo pongo yo », es medio raro, ponerse uno el nombre. Entonces ahora lo hablo con mi familia, con mis hermanos, con las abuelas... Hace poquito me entregaron lo que se llama el archivo biográfico, que es un trabajo que hacen las abuelas, que es la historia familiar, que cuenta con toda la historia familiar de uno, que es un regalo que hacen cuando nos encuentran, para que podamos reconstruir...y lo estoy leyendo, lo estoy escuchando, mirando...y estoy convencido de que va a aparecer algún nombre significativo para mí. Entonces lo estoy tomando con calma. Tardé 29 años en encontrarme con mi familia biológica, un poquito más el nombre puede esperar...lo más importante ya está. » Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

³ Dans son ouvrage *Por-venires de la memoria*, Diana Kordon précise que de nombreux fils et filles de disparus choisissent de porter le prénom de leur père ou mère disparu(e), à la manière d'un hommage.

« Je n'hésite plus, ma décision est prise... Aujourd'hui, Martín Amarilla Molfino a cessé d'exister, il restera simplement dans la mémoire de son entourage le plus proche. Je prends aujourd'hui, avec fierté, joie et espoir, un nouveau chemin, un nouveau prénom, une identité imprégnée d'amour. C'est pour cela, papa chéri, que j'ai décidé de porter le même prénom que toi : Guillermo. C'est ainsi que je veux et que je dois m'appeler.¹ »

Manuel Gonçalves Granada, quant à lui, s'appellera officiellement Manuel jusqu'en 2005, au terme d'une longue lutte administrative pour faire valoir la nullité de son adoption. Ce n'est qu'au moment où il obtient gain de cause qu'il peut officiellement changer d'identité. Il intervient alors dans le choix du prénom qu'il souhaite porter. Pour lui, il s'agit de prendre part à un acte de réparation symbolique, dans la continuité de sa restitution d'identité par la justice argentine :

« À partir de 1995, je savais évidemment que mon prénom était Manuel, mais légalement j'étais Claudio. Toutes les démarches administratives que j'avais à faire devaient se faire sous mon nom Claudio. Les gens qui m'avaient toujours connu jusqu'à ce jour, mes amis, ma famille adoptive, on continuait à m'appeler Claudio. Du côté des Grands-mères, de ceux qui me recherchaient, de ma famille biologique, on m'appelait des deux façons, on ne savait pas très bien ce que je souhaitais, je ne le savais pas non plus, cela m'a pris pas mal de temps. Quand j'ai commencé les démarches pour pouvoir récupérer légalement mon identité, au moment où on allait pouvoir me remettre mon document d'identité avec mon nom, le juge m'a donné rendez-vous et m'a demandé : « Comment souhaites-tu t'appeler ? Évidemment ton nom de famille est Gonçalves, mais tu peux décider de t'appeler Manuel Claudio Gonçalves, ou Claudio Manuel Gonçalves... » Et de mon côté, je ne savais pas vraiment. Je suis sorti de la pièce, puis je suis entré à nouveau et je lui ai dit : « En fait, je veux m'appeler Manuel, juste Manuel. ». [...] Bien que je ne sois pas en conflit avec ma famille adoptive, Claudio était pour moi un prénom qui faisait allusion à toute une histoire qui n'aurait jamais dû se produire. En fait, je n'aurais jamais dû m'appeler Claudio, c'était un prénom imposé et c'était le produit de toute une situation perverse : l'assassinat de ma mère... Le prénom Claudio, pour moi, était quelque chose que j'avais l'occasion de changer à ce moment-là. Comme une façon de remettre les choses à leur place. C'est pourquoi j'ai dit au juge : « Non, je veux m'appeler juste Manuel, pas « Claudio Manuel ». ». Et à partir de là, on m'a donné mon nouveau document d'identité, j'ai commencé à l'utiliser un peu plus et ces personnes qui me connaissaient depuis longtemps ont commencé à m'appeler comme cela. Parfois il arrive que certains de mes anciens camarades d'école m'appellent Claudio et cela ne me plaît pas, pas du tout. C'est un prénom que je n'ai jamais aimé, quelque chose que je devais changer. [...] En ce qui me concerne j'ai évalué les choses de façon très personnelle et dans l'idée que pour la

¹ « Ya no lo dudo, ya no lo pienso...desde ayer Martín Amarilla Molfino dejó de existir, sólo quedará en el recuerdo de sus personas más cercanas. Hoy vivo con orgullo, alegría y esperanza un nuevo camino, un nuevo nombre, una identidad impregnada de amor. Por eso, mi querido viejo, es que he decidido llevar tu nombre : Guillermo. Así es como quiero y debo llamarme. » Déclaration publique de Guillermo Amarilla Molfino, par le biais du réseau social *Facebook*, 19 février 2013.

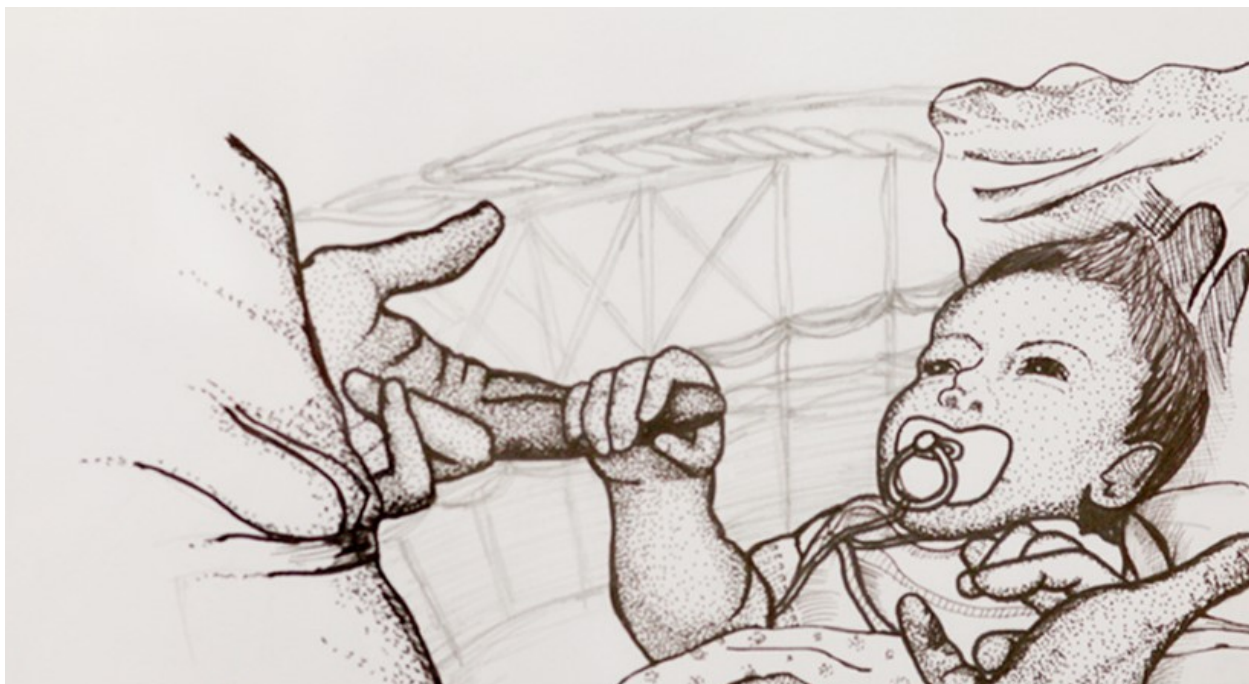
première fois j'avais l'occasion de corriger une partie de tout ce qui m'avait fait du mal, mon prénom en l'occurrence. Et j'insiste bien sur le fait que malgré les bonnes relations avec la famille qui m'avait élevé, bien que je n'aie pas de problèmes avec eux, je sentais que le prénom Claudio était la conséquence de quelque chose d'horrible. Et imposé en plus, comme si on avait choisi ma vie, là où j'allais vivre, avec qui, comment m'appeler... Et j'aime le prénom Manuel, j'adore, j'adore vraiment (*rires*). Je ressens qu'il y a vraiment un sens, je me regarde et je me dis : « Oui, je suis Manuel, je ne peux pas m'appeler autrement. ». Et ceux qui me connaissent me disent : « Oui, c'est un beau prénom, qui te va très bien ! » Ça me plaît. [...] Un prénom, c'est fondamental pour quelqu'un et dans mon cas, mes parents avaient choisi un prénom pour moi, cela a été rompu, on les a assassinés, on m'a imposé un autre prénom... Et donc, le fait de pouvoir inverser cette situation et revenir à la situation d'origine, avoir à nouveau ce qu'ils avaient voulu pour moi, c'est aussi quelque chose de très beau. De très réconfortant.¹»

Jorgelina Paula Molina Planas fait elle aussi le choix de se réapproprier son prénom de naissance et de rompre avec une identité portée pendant plus de trente ans. Sa vocation artistique (que nous aborderons plus longuement au cours de notre dernière partie) jouera un rôle déterminant dans la prise de cette décision :

« Beaucoup de temps a passé, puis j'ai ressenti le besoin de prendre conscience que j'étais Jorgelina et que je voulais porter à nouveau le prénom Jorgelina. Mais cela s'est fait après la mort de ma mère adoptive en 2009, quand je me sentais plus libre de prendre cette décision. [...]

¹ « Yo obviamente en el 95 sabía que mi nombre real era Manuel, pero legalmente yo figuraba como Claudio. Todos los trámites, todo era como Claudio. La gente que me conocía hasta este momento, mis amigos, mi familia adoptiva todos me siguieron diciendo Claudio. Los del lado de Abuelas, la gente que me buscaba, mi familia biológica, me decía los dos, bueno no sabían muy bien qué quería yo, y tampoco yo lo sabía, me llevó bastante tiempo. Y cuando yo inicié un trámite para recuperar legalmente la identidad, cuando estaban por darme el nombre, los documentos, el juez me citó y me preguntó, bueno « como es que te querés llamar ? » (*risa*). Obviamente sos Gonçalves, pero si vos querés, yo te puedo dejar Claudio, puede ser Claudio Manuel Gonçalves , o Manuel Claudio Gonçalves... » Y bueno, yo ahí como que medio sabía... Salí, volví a entrar, y le dije « me quiero llamar solo Manuel. Porque si bien yo no tenía conflictos con mi familia adoptiva, para mí, Claudio era un nombre que remitió a toda una historia que nunca tendría que haber pasado, de hecho nunca tendría que haberme llamado Claudio, era un nombre impuesto, fue producto de toda una situación perversa de haber asesinado a mi mamá... Para mí el Claudio, era algo que en ese momento yo tenía la oportunidad de cambiar. Como de poner las cosas en su lugar. Entonces, le dije « no, me quiero llamar solo Manuel, no quiero tener 'Claudio Manuel'...» Y a partir de eso, me dieron el documento, como que empecé a usarlo un poco más, y esta gente también me empezó a llamar así. Y a veces por ahí me pasa que hay amigos míos o compañeros de colegio que me dicen Claudio, y a mí no me gusta, no me gusta nada. Nunca me gustó, era algo que tenía que cambiar. [...] Yo lo evalué desde un lugar muy personal y con la idea hasta de que por primera vez, yo podía ser, corregir algo de todo lo que me había hecho mal, en mi caso el nombre. Y por más ya digo, por más que yo contaba con la familia que me había criado, que no tenía problemas, yo sentí que Claudio era la consecuencia de algo horrible. Y además impuesto, como que me habían elegido la vida, dónde, con quién, cómo llamarme... También me encanta Manuel, me gusta, me re-gusta (*risa*). Siento como que tiene sentido, que ése es mi nombre, yo me miro y digo « sí, soy Manuel, no me puedo llamar de otra manera ». La gente que me conoce dice « sí, es un nombre que te va, está muy bien ! [...] El nombre es como algo fundamental para una persona, y en este caso, ellos eligieron un nombre para mí, alguien cortó con eso, los asesinó, me impuso a mí otro nombre... Entonces que yo pueda revertir esa situación y volver al lugar original que era tener lo que ellos eligieron para mí, es una situación muy linda también. Como muy reconfortante». A mí me gusta. » Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

J'étais en train de reproduire en dessin une photo de moi toute petite avec ma mère : une photo où elle me tient la main. J'ai pris conscience du fait que pour elle j'étais Jorgelina et à ce moment-là, j'ai pensé : « Je ne peux plus signer mon dessin avec le prénom Carolina, ma mère m'a appelée Jorgelina. ». Et ma décision a été tellement claire d'un coup, qu'à partir de cet instant j'ai commencé à dire à tout le monde « Je suis Jorgelina maintenant, appelez-moi Jorgelina. ».¹»



Jorgelina Paula Molina Planas, *Mamá y yo (Maman et moi)*, rotring et crayon noir sur papier, 2010, 35x45cm, Buenos Aires.

Jorgelina Paula Molina Planas, à l'instar de Manuel Gonçalves Granada, devra elle aussi réaliser de longues démarches administratives pour pouvoir modifier son état civil. Pendant cinq ans, elle redevient Jorgelina pour ses proches, sa famille et ses amis, tout en portant encore le nom de Carolina Sala sur tous ses documents officiels. Son nouveau document national d'identité au nom de Jorgelina Paula Molina Planas lui sera remis en septembre 2015. Pour la jeune artiste, le prénom Jorgelina incarne la personne libre qu'elle a toujours voulu être, quand « Carolina » n'est plus qu'un masque déchu sans aucune autorité morale.²

¹ « Después de mucho tiempo surge esta necesidad de tomar conciencia de que yo era Jorgelina y que quería volver al nombre Jorgelina. Pero para esto necesité que se muera mi madre adoptiva en el 2009, y sentirme más libre para tomar esa decisión. [...] Yo estaba dibujando una foto de mi mamá y yo cuando era chiquita, que ella me está dando la mano y allí me doy cuenta que mi mamá me estaba diciendo Jorgelina. Y en ese momento fue que dije « no puedo firmar más como Carolina, mi mamá me llamaba Jorgelina ». Y fue tan clara la decisión es a partir de ese momento les dije a todos « bueno, ahora soy Jorgelina, díganme Jorgelina. » »

Cette décision provoquera le courroux du père adoptif de Jorgelina, avec qui elle rompra progressivement toute relation. Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012, Buenos Aires.

² Interview de Jorgelina Paula Molina Planas par Mike Arista, disponible sur <http://journalfertil.blogspot.fr/2011/09/mi-nombre-es-jorgelina-hija-de-padres.html>, consulté le 15 janvier 2013.

Carlos D'Elía Casco, quant à lui, est fier de porter aujourd'hui les noms de famille de ses parents disparus, sans pour autant avoir ressenti la nécessité de changer de prénom :

« Dans mon cas, en 1998, au moment du premier procès public en faveur des Grands-mères de la Place de Mai, le tribunal a confirmé que je n'étais pas le fils biologique de mes parents et a ordonné que des démarches soient réalisées pour que je figure à l'état civil en tant que Carlos D'Elía Casco et non en tant que Carlos De Luccia, comme cela était le cas jusqu'alors. À ce moment-là, j'ignorais que mon père et ma mère biologiques, Julio et Yolanda, voulaient, avaient voulu m'appeler Martín. Et comme pour la justice il n'existait pas d'acte de naissance sur lequel Julio et Yolanda m'avaient inscrit à l'état civil en tant que Martín D'Elía... comme je suis né dans le centre clandestin Pozo de Banfield, à peine né on m'a arraché des bras de ma mère et pour des raisons bien évidentes elle n'a pas pu me déclarer à l'état civil.

L'acte de naissance de Martín D'Elía Casco n'a jamais existé. Je n'ai donc jamais eu mon acte de naissance, le seul qui existait c'était en tant que Carlos De Luccia. La seule chose que la Justice a donc pu résoudre, c'est de me restituer mon nom de famille. Et j'ignorais qu'ils voulaient m'appeler Martín, je l'ai su plus tard et j'aurais beaucoup aimé porter le prénom que mon père et ma mère avaient choisi pour moi. Ma famille biologique m'a dit qu'ils avaient choisi ce prénom parce qu'ils l'aimaient et aussi en lien avec un ami de mon père qui s'appelait comme cela. Mais avec toutes les démarches que cela impliquait, le fait de tout devoir recommencer... Et puis, je sais vraiment qui je suis, je sais aussi que ce que je suis aujourd'hui, je ne le dois pas simplement à ce que j'ai dans le sang, mais aussi grâce à l'éducation et aux valeurs que Carlos et Marta m'ont données. Cela joue un rôle dans ma façon d'être et mon identité. Je sais que mon nom est D'Elía Casco et que j'aurais dû m'appeler Martín... mais c'est comme ça. J'aurais certainement voulu me retirer – j'aimerais, mais je ne vais pas le faire à cause de toutes les démarches que cela représente – le prénom Rodolfo, parce qu'on me l'a donné comme une façon de remercier la personne qui m'a donné à Carlos et Marta. Je sais donc très bien qui je suis, c'est tout. Je ne vais faire aucune démarche particulière. Un prénom, c'est très important. Mais je sais que je suis Carlos. Je porte le nom de famille que je dois porter. Ce prénom Rodolfo, j'évite qu'on l'utilise et si quelqu'un le fait, ce n'est pas grave... Je sais donc très bien que mon prénom est Carlos, pas Martín. Si j'avais eu un fils, je l'aurais appelé comme ça, mais je n'ai eu que des filles (*rires*). Le plus important, je trouve, c'est aussi que je crois et j'espère que mes parents sont fiers de leur fils, où qu'ils soient... Si je ne porte pas le prénom qu'ils auraient choisi, je porte leurs noms de famille en tout cas.¹»

¹ « En mi caso puntual, en 1998 en el primer juicio oral y público llevado por Abuelas de Plaza de Mayo, el tribunal confirmó mi falsedad biológica, y ordenó que yo tenía que modificar todos mis documentos y que se iban a hacer todos los trámites para inscribirme como Carlos Rodolfo D'Elía, no De Luccia como estaba en ese momento. Yo en ese entonces desconocía realmente que mi papá y mi mamá biológicos Julio y Yolanda querían, habían querido llamarme Martín. Y la justicia, al no existir una partida de nacimiento original a mi nacimiento, en el cual Julio y Yolanda me habían inscrito como Martín D'Elía... como yo al haber nacido en Pozo de Banfield ni bien mi mamá me da a luz, me roban de sus brazos, por razones obvias ella nunca pudo inscribir ese nacimiento. Nunca existió una partida de nacimiento como Martín D'Elía Casco. Entonces nunca hubo mi partida

Belén Gentile, pour sa part, a exprimé une certaine indécision quant à ses choix identitaires. Au moment de notre entretien, encore hésitante, elle commence les longues démarches qui pourront lui permettre de porter le nom de ses parents disparus :

« Je n'ai aucune information fiable concernant le prénom que ma mère a voulu me donner. Je porte donc toujours le prénom qu'on m'a donné, Belén... Cela aussi représente tout un processus, cinq ans après ma restitution d'identité et cette année seulement, j'ai commencé à entamer les démarches pour changer mon nom de famille. À un moment donné, je pensais porter deux noms de famille : garder mon nom de famille d'adoption et l'un des deux noms de ma famille biologique... mais ensuite j'ai pensé qu'il n'était pas juste non plus de devoir choisir entre le nom de ma mère et le nom de mon père... c'est trop. Jusqu'à ce que je me dise qu'il est juste que je porte leurs deux noms, il m'est aussi difficile de prendre cette décision et d'en parler avec ma mère adoptive, qui maintenant est âgée... et qu'elle comprenne qu'il ne s'agit pas d'une trahison, mais de redonner sa place à quelque chose qui est vrai, qui nous appartient, le nom de famille. Je n'ai pas été adoptée parce qu'on n'a pas voulu de moi, mais parce qu'on m'a volée...¹»

Changer de prénom est l'une des manifestations de la profonde déconstruction et reconstruction identitaire qui se tisse dans l'existence des enfants volés et restitués. Ce bouleversement représente pour bon nombre d'entre eux une forme de réparation envers leur propre personne et leur identité, mais aussi envers la mémoire de leurs parents disparus. Une fois en possession de la vérité, très précieuse à leurs yeux, quelles

de nacimiento, la única existente era como Carlos Rodolfo De Luccia. Entonces la justicia lo único que resolvió era modificarme el apellido. Y yo desconocía que me iba a llamar Martín, tiempo después lo supe, y me hubiese encantado llevar el nombre que mi papá y mi mamá habían elegido para mí. Mi familia biológica me dijo que mis padres habían elegido el nombre Martín, porque les gustaba y por un amigo de mi papá que se llamaba así... Pero por todos los trámites que implicaba, hacer todo nuevo y... la verdad que yo tengo muy claro quién soy, sé también que lo que soy hoy en día no es sólo por lo que llevo en la sangre, sino también por la educación y los valores que me dieron Carlos y Marta. También hacen un poco a mi forma de ser y a mi identidad. Yo sé que soy D'Elía Casco, pero... me hubiese llamado Martín pero bueno... así está. Tal vez me hubiese gustado quitarme – me gustaría quitármelo pero no lo voy a hacer por todos los trámites que representa – el nombre Rodolfo, porque ese nombre me lo pusieron como agradecimiento a la persona que me consiguió para Carlos y Marta. Entonces, yo tengo muy claro quién soy y, ya está. No voy a hacer ningún trámite. Es *muy* importante el nombre. Pero yo sé que yo soy Carlos. Llevo el apellido que tengo que llevar. Ese nombre Rodolfo, evito que me lo digan, y bueno si me lo dicen no importa... O sea yo tengo muy claro quién soy, y mi nombre es Carlos, no es Martín. De haber tenido un hijo varón, le hubiera puesto Martín pero sólo tuve nenas (*risa*). Lo importante, creo que también, espero y confío en que mis padres estén orgullosos donde estén del hijo que tienen y... más allá del nombre llevo su apellido. » Entretien avec Carlos D'Elía Casco, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

¹ « No tengo nada fehaciente que me diga « la quería llamar tal...le quería poner tal... ». Así que también por eso me sigo llamando con el nombre que me pusieron, Belén. [...] También eso fue un proceso después de 5 años de mi restitución de identidad, recién este año comencé a hacer el trámite para cambiarme el apellido. Después de un tiempo, dije bueno, si me puedo quedar con los dos, el adoptivo y uno de los biológicos...pero después digo, tampoco es justo elegir uno de los biológicos, tener que elegir al de mi papá o de mi mamá...es demasiado. Hasta que dije bueno, lo que corresponde es esto, por ahí también me cuesta la decisión y charlarlo con mi mamá, ya está grande... Que entienda que en realidad, no es una traición, simplemente tenés que colocar algo que es verdadero, que es tuyo, que es tu apellido, que a mí no me dieron en adopción porque no me quisieron tener, sino que me robaron. » Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

que soient les épreuves qu'ils aient dû surmonter, les enfants volés continuent en effet à forger leur identité tout en reconstruisant progressivement et symboliquement leurs figures parentales. Il s'agit, pour eux, de continuer à assembler le « puzzle » de leur vie.¹

Sur le plan psychique, rappelons-le, l'identité d'un individu se construit au gré de nos appartenances mais aussi au fil de nombreuses identifications dont l'influence évolue sans cesse. L'identité dynamique des fils et filles de disparus (enfants volés ou non) entre ainsi en lien étroit avec leur processus d'appartenance ou « ré-appartenance » ainsi qu'avec les reconstructions symboliques tissées à partir des récits d'autrui. En ce sens, les stratégies identificatoires autour des parents disparus jouent ainsi un rôle très important dans leur cheminement vers de nouvelles sphères identitaires. Ce tissage de différents liens, symboliques mais puissants, fera l'objet de notre prochain chapitre.

¹ Cette expression est revenue très fréquemment dans nos entretiens : les enfants volés parlent fréquemment de leur volonté de continuer à « assembler le puzzle » (*armar el rompecabezas*).

TROISIÈME PARTIE

**DE LA SPHÈRE INDIVIDUELLE À LA
SPHÈRE COLLECTIVE :
RECONSTRUCTIONS IDENTITAIRES ET
MÉMORIELLES
D'UNE GÉNÉRATION MEURTRIE PAR
L'HISTOIRE**

CHAPITRE UN :

LE TISSAGE DE MÉMOIRES INDIVIDUELLES ET DE SYMBOLES IDENTIFICATOIRES, EN DIALOGUE AVEC L'IDENTITÉ

I. Mémoires, imagination et identité

Le terme de « mémoire », comme nous le rappelle Xabier Etxeberria, dans son ouvrage *Dinámicas de la memoria y víctimas del terrorismo*, est particulièrement polyvalent.¹ Il a fait l'objet d'une myriade d'études neuro-scientifiques, sociologiques ou anthropologiques. La mémoire fait tout d'abord référence à une faculté de l'esprit à laquelle est assignée la capacité de pouvoir retenir des expériences vécues de toutes natures : il s'agit-là de la mémoire singulière ou individuelle, que tout un chacun possède. Tout ce qui a été « emmagasiné » dans notre mémoire peut par ailleurs être réactivé, ce qui ne correspond plus à une faculté en tant que telle mais davantage à un processus de remémoration ou d'évocation. Cet acte possède alors un caractère pluriel, dans la mesure où certaines remémorations peuvent être partagées par un groupe d'individus. Apparaît alors la dimension collective de la mémoire ou *des* mémoires.

En Europe, Henri Bergson et Paul Ricoeur ont consacré bon nombre d'études aux différents aspects du fonctionnement de la mémoire. Tous deux ont établi plusieurs distinctions entre la « mémoire-habitude » et la « mémoire-souvenir ».² À la différence de la mémoire-habitude (à laquelle nous avons recours, par exemple, quand nous composons un numéro de téléphone que nous connaissons par cœur), la mémoire-souvenir est profondément liée à des faits survenus dans le passé, dans un espace et à un moment bien précis.³ La mémoire-habitude a une fonction instrumentale, particulièrement utile dans notre vie quotidienne, alors que la mémoire-souvenir nous permet de nous rappeler un événement passé. Enfin, la mémoire-habitude correspond à une simple répétition, quand la mémoire-souvenir est associée à une série de sensations et d'images. Le passé refait surface : il ne fait plus partie du présent, mais l'image de ce passé est incorporée au moment présent.⁴

En relation aux victimes du terrorisme d'État, c'est précisément cette mémoire-souvenir en tant qu'acte de reconstruction subjective à laquelle nous nous intéressons dans le cas des fils et filles de disparus, dans la mesure où mémoire et identité individuelle sont en étroite corrélation.⁵

Un processus de reconstruction d'identité suppose nécessairement la reconstruction d'une mémoire individuelle. Autrement dit, reconstruire sa propre histoire (familiale en particulier) constitue un trait fondamental de la (re)construction identitaire, pour reprendre les réflexions de Cécile Delannoy, de Catherine

¹ ETXEBERRIA, Xabier, *Dinámicas de la memoria y víctimas del terrorismo*, Bakeaz, Bilbao, 2007, p. 11.

² *Ibid.*, p. 13

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 53.

Vallée,¹ ainsi que celles de l'avocat Elvio Zanotti.²

Pour les fils et filles de disparus, posséder une mémoire de leurs parents et de l'histoire familiale qui les entoure est capital dans la (re)construction de leur propre identité, y compris si cette mémoire est de nature symbolique. Ce processus de récupération-reconstruction mémorielle est ardu, dans la mesure où les rouages du terrorisme d'État chilien et argentin ont tenté d'effacer les moindres traces de l'existence des disparus, en mettant tout en œuvre pour éliminer leurs corps, leurs idées, leurs identités et celle de leurs descendants. Pendant des années, voire des décennies, ils ont également été reniés socialement et leur mémoire a été ensevelie par les multiples formes d'impunité.

Comment réussir, dans ces circonstances, à (re)construire une mémoire symbolique d'un père et/ou d'une mère martyr(e) d'une dictature ? Quelles informations, quel(s) « matériau(x) mémoriel(s) » vont contribuer à cette reconstruction ? Les pères disparus sont à la fois absents et présents, mais leurs fils et/ou filles n'en ont parfois aucun souvenir. Dans certains cas, au gré de leur âge, ces souvenirs sont confus : ils devront se les réapproprier ou construire de nouvelles mémoires symboliques. L'identité en tant que construction mémorielle entre ainsi en lien avec le domaine de l'imaginaire.

Dans le cas spécifique des enfants volés d'Argentine, les figures des parents disparus ne surgissent que grâce à l'apparition de la vérité. Cette nouvelle histoire qu'ils doivent restructurer se heurte à une autre histoire familiale bâtie pendant plusieurs années, dans le mensonge ou dans une vérité partielle. Et pourtant, tous, quel que soit leur parcours de vie, entreprennent une récupération progressive de ces figures parentales : peu à peu, ils vont élaborer ou réaménager individuellement le système de représentations dont se compose leur réalité subjective, affective, mémorielle. Nous nous intéresserons ici à la nature de ces mémoires symboliques, « imaginaires » et/ou réelles et à la manière dont elles se (re)structurent dans l'esprit des fils et filles de disparus.

Tout être humain se trouve dans l'obligation d'affronter ou d'assumer son histoire personnelle en tant que partie de son processus identitaire.³ La quête du passé et de l'histoire familiale se révèle ainsi nécessaire dans la vie de tout individu, en particulier à l'adolescence⁴ et à son entrée dans l'âge adulte, comme le précise une déclaration de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, reprise par les professeures Cécile Delannoy et Catherine Vallée :

¹ « Le sentiment de continuité de soi, notre identité-mêmeté, est ancré dans notre appartenance familiale, dans les souvenirs de notre vie passée, dans le récit intérieur que nous nous en faisons ».

² Elvio Zanotti, in Abuelas de Plaza de Mayo, *Psicoanálisis, op.cit.* p. 165. Cette mémoire est parfois appelée la mémoire « philo-génétique ».

³ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 142.

⁴ L'enjeu majeur de l'adolescence est de définir son identité personnelle. DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 140.

« La Cour européenne des Droits de l'Homme précise que « les origines sont un aspect important de l'identité personnelle, laquelle signe la dignité d'un être humain ». La connaissance des origines, dans la mesure du possible, devient un des droits essentiels des hommes. [...] La Cour ajoute que « l'intérêt que peut avoir un individu à connaître son ascendance biologique ne cesse pas avec l'âge, bien au contraire ». En effet, plus on vieillit, plus on éprouve le désir de jeter un regard rétrospectif sur son histoire et plus on acquiert la capacité de le faire.¹ »

Nous avons supposé, au commencement de nos recherches, que cette quête des origines refaisait surface de façon très puissante dans la vie des fils et filles de disparus. Cette hypothèse a orienté les entretiens que nous avons menés. Chez ceux que nous avons rencontrés au Chili, nous avons en effet pu constater que, le plus souvent, ces derniers reconnaissaient avoir entamé des recherches tout autour de leur(s) parent(s) disparu(s) dès la fin de l'adolescence, puis à l'entrée dans l'âge adulte. Cet élément se vérifie également en Argentine, d'après la réflexion de la psychiatre Diana Kordon, que nous avons recueillie à Buenos Aires :

« À un moment donné de la vie de ces personnes (qui correspond en général à la période de l'adolescence), tous se mettent à faire des recherches sur la vie de leurs parents. Ils passent tous par cette étape-là. Et nous désignons ce phénomène par le terme de « recherche » parce que bon nombre d'entre eux le nomment de cette façon : ils commencent à entrer en contact avec des amis de leurs parents, ils commencent à poser des questions, chose qu'ils ne faisaient pas avant. Et ils recherchent surtout des informations non seulement sur leur parcours politique, mais aussi sur leur façon d'être, les choses qu'ils aimaient, ils cherchent à s'identifier, ils recherchent en quoi ils ressemblent à leurs parents, en quoi ils sont différents...² Il s'agit d'une période, d'une époque qui a la particularité de durer dans le temps et durant laquelle leur vie va être réellement focalisée sur « la recherche des identifications à leurs parents ». Cette période est très particulière car elle correspond au moment où, en temps normal, les jeunes passent de la filiation à « l'affiliation ». Autrement dit, ils passent de l'appartenance à leur famille à l'appartenance au monde, à plusieurs groupes. Dans le cas de ces jeunes, à cette période, va se produire un phénomène au cours duquel ils font des recherches sur leur filiation. C'est une particularité qui les distingue, pour ainsi dire. [...] Il s'agit donc de tout un aspect de la constitution de l'identité personnelle, nécessitant chez eux beaucoup de temps et tout un travail psychique. Et ils ont tous connu cela, nous n'en avons connu aucun qui n'ait pas vécu ce processus. C'est pour cette même raison que, pendant toute

¹ *Ibid.*

² « Hay una época en la vida de esos chicos, que es el periodo de la adolescencia en general, en la que ellos todos (les ha pasado a todos), empiezan a averiguar cómo era la vida de sus padres. Y porque muchos lo llamaban así nosotros le pusimos el nombre de « la investigación » : empiezan a conectarse con amigos de los padres, empiezan a preguntar, cosas que hasta ese momento no hacían. Y sobre todo no sólo si militaban políticamente, sino cómo eran, qué cosas les gustaban, buscan las identificaciones, en qué se parecían a los padres, en qué no se parecían. » Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

cette période, nous avons commencé à avoir des demandes d'aide de la part des fils et filles de disparus. D'un coup, dès l'âge de vingt ans environ, ils commencent à se manifester dans tout le pays.¹»

Au Chili comme en Argentine, les années 90 ont ainsi marqué un tournant du point de vue de la recherche identitaire des fils et filles de disparus, d'après plusieurs organismes de Santé Mentale et des Droits de l'Homme.² Bon nombre de ces organismes soulignent, à ce moment-là, le nombre croissant de jeunes dont les parents ont été victimes de la répression et se trouvant en situation de souffrance psychique : ces jeunes adultes recherchent fréquemment une aide psychologique. Les psychiatres et psychologues vont ainsi faire face à une demande importante, tout particulièrement chez les fils et filles de détenus-disparus. Cette demande n'est pas anodine: elle coïncide avec le moment où cette génération, héritière du traumatisme de la violence d'État, arrive à l'âge adulte et cherche à consolider voire recréer la figure des pères et mères que la dictature leur a enlevés, afin de continuer à (re)construire leur histoire. Une histoire individuelle, inscrite à son tour dans une histoire familiale puis collective et intimement liée à leur propre identité.

Chez tout individu, les figures parentales contribuent, rappelons-le, à la production « d'énoncés identificatoires », comme nous l'avons analysé précédemment au cours de ce travail. Imaginer la figure paternelle disparue grâce aux récits de ses proches, à travers différents aspects de sa vie et de sa personnalité, aide donc nécessairement ses descendants à poursuivre leur cheminement vers l'identité, la mémoire et la résilience.³ Le témoignage de Claudia Godoy en est l'illustration :

« On reste comme bloqué à ce point-là, on ne sait pas comment serait notre relation avec notre père. Je vois des gens qui ont à peu près l'âge que mon père aurait, environ 76 ans et je me dis qu'il serait tout aussi lucide que la psychiatre Paz Rojas ; c'est comme cela que je me l'imagine. Je me l'imagine énergique, plein de vie, toujours aussi joyeux, mais je ne sais pas de quoi on parlerait. *Je pense* que nous parlerions beaucoup, *je pense* que j'aimerais l'embrasser,

¹ « Es un período, una época que además, tiene la particularidad de que les lleva un período prolongado, en que su vida está muy centrada en « buscamos las identificaciones con los padres ». Es un período que es una particularidad, porque sería en el momento en que habitualmente los chicos tienen que pasar de lo que uno llama la filiación, a la afiliación. Es decir que vos pasas de pertenecer a una familia, te afiliás al mundo, a diferentes grupos. En este caso se produce un fenómeno en el cual en ese período los chicos iban a investigar sobre su filiación, que es una particularidad diferente que los caracterizaba digamos. [...] O sea, eso sería todo un aspecto de la constitución de la identidad personal, que les llevaba muchísimo tiempo psíquico, mucho trabajo psíquico en ese sentido. Y era en todos, no conocimos ninguno que no hubiera pasado por ese período. Eso es prácticamente todo el período ese, que es la misma razón por la cual se forma la salud de hijos, digamos. De golpe, cuando cumplen los 20 años, un año más o un año menos, los chicos empiezan a aparecer en todo el país. » Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

² En Argentine, c'est également au début des années 90 que va se former le mouvement H.I.J.O.S (*Hijos pro la Identidad y la Justicia, contra el Olvido y el Silencio*), essentiellement formé par des fils et filles de personnes disparues. Au Chili, au début des années 90, sous la présidence de Patricio Aylwin, un programme de santé mentale prévoit également de prendre en charge les victimes du terrorisme d'État et leurs familles. Entretien avec Myriam George Heiman, 9 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ La résilience correspond à « l'aptitude à se construire et à vivre de manière satisfaisante en dépit de circonstances traumatiques ». ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, p. 874.

mais on reste comme suspendu au moment de sa disparition... Je crois que c'est ce qui se produit avec n'importe quelle perte, pas uniquement avec les disparus. On leur parle, je ne suis pas la seule à *parler* à mon père, nous le faisons tous. Je parle avec mon père, je porte sa photo sur moi ; quand je me suis mariée, sur la photo que nous avons prise, chez ma mère, on peut voir aussi la photo de mon père. Quand je suis allée à l'hôpital pour donner naissance à mes enfants Ignacio et Carla, j'avais la photo de mon père. Mon père m'accompagne à tout moment. Pour moi ce n'est pas un fantôme, c'est une compagnie permanente. Comme je ne crois pas en Dieu, cela correspond peut-être aussi à mon besoin de croire en quelque chose...¹»

¹ « Uno se queda ahí, uno no sabe como sería la relación con el papá ahora, yo veo gente que tendría mas o menos la edad de mi papá, unos 76 años, sería un hombre tan lucido como la Paz Rojas, así me lo imagino, me lo imagino enérgico, me lo imagino vital, me lo imagino igualmente alegre, pero no me imagino qué conversaría. Te imaginas ? Yo *creo que* conversaríamos mucho, *creo que*...me gustaría abrazarlo, pero uno se quedó en esos años, es ahí... me imagino que debe ser con cualquier pérdida, no creo que sea propio de este tipo de pérdida. Uno conversa con él, no soy la única que conversa con mi papá, todos conversamos. Yo converso con mi papá, ando con la foto de mi papá, cuando me casé, en la foto estamos en la casa de mi mamá y está la foto de mi papá ahí. Cuando fui al hospital para que nacieran el Ignacio y la Carlita, estaba ahí la foto de él. Mi papá me acompaña. Para mí no es un fantasma, es una compañía permanente. Como yo no creo en Dios, es quizás mi necesidad de creer en algo... » Entretien avec Claudia Godoy, 8 octobre 2013, Santiago du Chili.

II. Représentations et (re)constructions de la figure du disparu par le biais de recherches : une nécessité mémorielle et identificatoire

A) Le cas chilien

Nos travaux ont pu révéler qu'au long de leur adolescence, puis de leur construction en tant qu'adultes, les fils et filles de détenus-disparus manifestent très souvent un désir intense de recherches biographiques autour du parent disparu. Ce processus, très personnel, le plus souvent extrêmement énergivore, correspond à un cheminement étendu dans le temps, auquel ils consacrent très fréquemment plusieurs années. Les fils et filles de disparus que nous avons rencontrés ont systématiquement mis en exergue l'importance de cette « enquête » autour du disparu, de ses activités et des différents aspects de sa vie: son enfance, son éducation, son parcours familial, professionnel, politique.¹ Tous ces aspects, dans leurs moindres détails, contribuent à faire vivre la mémoire du disparu, par opposition aux différentes formes d'impunité qui l'entourent. Par ce travail de mémoire vont également continuer à se tisser des représentations mentales essentielles à la construction identitaire des descendants du disparu : ses enfants, mais aussi ses petits-enfants.

1) Reconstructions mémorielles et affectives de la figure paternelle

Les personnes avec qui nous nous sommes entretenues ont ainsi reconnu avoir traversé, dès leur entrée dans l'âge adulte, des périodes durant lesquelles ils ont ressenti une certaine « frénésie » dans la recherche de mémoires subjectives et d'informations relatives à leur père. L'entourage du disparu joue nécessairement en ce sens un rôle primordial : ses parents, son épouse, ses amis d'enfance, puis, plus tard, ses compagnons de militance. Ainsi, tous les témoignages et récits familiaux, quels qu'ils soient, contribuent nécessairement à nourrir la construction mémorielle de ceux qui ne possèdent que très peu de souvenirs (voire aucun souvenir, dans certains cas) de leur père disparu. Ces récits et témoignages vont progressivement ériger une représentation valorisante du père disparu :

« Ma mère nous parlait beaucoup de lui et elle nous en parle encore beaucoup : comment il était, lorsqu'il était jeune en particulier ; mes grands-parents aussi, certaines conversations tournaient autour de lui, jusque dans les moindres détails.²»

(Pedro Godoy)

¹ Pour eux, cette enquête demeure d'ailleurs dans une inconclusion permanente dès lors que les familles ne peuvent avoir pleinement accès à la vérité. Le processus de recherche biographique se concentre ainsi sur la vie du disparu.

² « Mi mamá nos hablaba mucho de él, todavía nos habla mucho de él, de cómo era, cuando era joven, mis abuelos también, había conversaciones sobre cómo era él, hasta en los mínimos detalles. » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

« J'ai toujours été en contact avec la famille de mon père, ils étaient quatre frères et sœurs [...] et donc, ils me parlaient beaucoup de lui. Ma mère a aussi été quelqu'un qui avait été très amoureuse de mon père, j'ai donc toujours eu une sorte d'alimentation rétrospective sur ce qu'il avait été, je regardais des photos de lui... jamais à un stade pathologique, mais nous avons par exemple une chambre où il y avait beaucoup de photos de lui... nous avons toujours eu cette alimentation rétrospective. J'ai ainsi pu construire son image, une image de lui.¹» (María Paz Concha Traverso)

Les enfants qui entraient dans l'adolescence au moment de la disparition de leur père reconnaissent avoir réalisé, eux aussi, d'intenses recherches biographiques. D'aucuns affirment qu'ils ne possèdent que très peu de souvenirs de leur père, comme si, d'une certaine manière, la violence de la disparition avait altéré leur jeune mémoire. Les témoignages d'Alicia Juica et de Laura Atencio Abarca peuvent en ce sens être mis en relation. Elles nous ont dévoilé leurs ressentis et ont toutes les deux reconnu avoir réalisé un profond travail de récupération de leur mémoire « tronquée » à l'issue de la disparition, en faisant en sorte de reconstruire le parcours de vie de leurs pères respectifs :

« Les disparitions, c'est le mystère. Pour moi le souvenir de mon père était tellement fantasmagorique... non pas son souvenir, mais plutôt sa situation, c'était un fantôme dans ma vie, je le voyais et puis son image s'est effacée en moi. Mes souvenirs de lui, c'est surtout en photo...²» (Alicia Juica)

« J'étais très jeune quand il a été enlevé et encore plus jeune lorsqu'il était actif et qu'il militait. Donc à huit ou neuf ans, on ne s'en souvient pas vraiment... Je ne me souviens que de très peu de choses. Je sais plus de choses de mon père du fait d'avoir fait des recherches sur lui que du fait d'avoir vécu avec lui. Ce que je sais de mon père... au fond, j'ai vécu plus longtemps avec un père disparu qu'avec un père en vie.³» (Laura Atencio Abarca)

Dans la récupération de cette mémoire subjective et affective, Alicia et Laura ont toutes les deux mené une recherche particulièrement intensive, selon leurs propres besoins psychiques et émotionnels.

¹ « Siempre tuve contacto con la familia de mi padre, la familia de mi papá eran cuatro hermanos [...] y entonces me hablaban mucho de mi papá. Mi mamá fue una persona que estuvo muy enamorada de mi papá también, entonces siempre tuve como esta retro-alimentación de lo que él había sido, miraba las fotos... nunca a nivel patológico, pero teníamos una pieza en que había muchas fotos de él... siempre tuvimos esta retro-alimentación. Así construí la imagen, una imagen de él. » Entretien avec María Paz Concha Traverso, 11 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Las desapariciones, es el misterio, yo decía es tan fantasmagórico el recuerdo de mi papá... no el recuerdo de mi papá sino que la situación de mi papá, era un fantasma en mi vida, yo lo veía, y se me borró su imagen. Lo único que recuerdo de mi papá es la foto. » Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

³ « Yo era muy chica cuando lo detuvieron, y mucho más chica cuando ya era activo, militante... entonces 8, 9 años, uno no se acuerda mucho... yo me acuerdo de muy pocas cosas. Yo conozco más de mi papá a propósito de investigar de su vida que de haber vivido con él. Yo conozco de mi papá... en el fondo viví más con un papá desaparecido que con un papá vivo. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

Pour Alicia Juica, cette recherche revêt un caractère « cathartique », pour reprendre le terme qu'elle a employé au cours de notre entretien : elle ressent à l'âge adulte la nécessité de se libérer des souffrances psychiques et affectives enfouies en elle dès l'enfance, en particulier à l'issue de la disparition de son père¹:

« J'ai commencé à travailler sur la mémoire et la reconstruction de son histoire, à le connaître après l'avoir perdu, à faire des recherches sur son enfance, sur son adolescence, sur la relation qu'il avait avec ses parents... Et j'ai découvert que lui et moi nous ressemblions beaucoup. Et c'est en découvrant que nous nous ressemblions beaucoup que je me suis réconciliée avec l'image de mon père. [...] J'ai senti que j'étais lui, d'une certaine façon. Et j'ai senti qu'il m'avait aimée. Je me suis sentie comme un prolongement de lui. [...] Et j'ai beaucoup étudié, j'ai lu beaucoup de choses sur le deuil, sur les processus d'élaboration de la mort quand le deuil est impossible; j'ai appris des choses, sur la psychologie, l'enfance, sur tout, tout... et je me suis comprise moi-même. Je me suis comprise et j'ai fait ma propre thérapie. [...] J'ai fait tout un travail de cure, pendant deux ou trois ans, je ne sais plus. J'ai été là où j'avais été avec mon père, j'ai pleuré, j'ai écrit, j'ai été poser des questions à ma grand-mère, à mes oncles et tantes [...] Je me suis guérie.²»

Chacun s'efforce ainsi, à sa manière, de connaître symboliquement, de redécouvrir, voire d'imaginer un père que la dictature leur a enlevé, par le biais des mémoires d'autrui.

Dans les fratries de plusieurs enfants, le fait de ne posséder aucune mémoire directe (ou une mémoire très lacunaire) est d'ailleurs, le plus souvent, particulièrement mal vécu par le plus jeune de la fratrie. Les « inégalités mémorielles » par rapport à ses frères et sœurs peuvent générer en lui une souffrance aiguë, comme les entretiens avec Cristián Weibel, Lorena Hoyos Muñoz et Pedro Godoy l'ont dévoilé :

¹ Alicia Juica a reconnu lors de notre entretien que cette souffrance était antérieure à la disparition de son père, dans la mesure où elle a reconnu avoir, à cette période de sa vie, douté de l'amour que son père ressentait pour elle. Environ une semaine avant la disparition de son père, elle lui avait exprimé ce doute par écrit. Son père lui avait alors dit qu'il l'aimait et qu'il allait faire en sorte de le lui prouver. De l'aveu d'Alicia, la disparition de son père a donc été particulièrement douloureuse dans le sens qu'elle n'a pas permis à son père de la « rassurer » du point de vue de l'amour qu'il lui portait. Elle nous a fait part de ce ressenti particulièrement intime le 25 septembre 2013.

² « Empecé a trabajar la memoria en reconstruir su historia, en conocerlo después de que ya no lo tenía, saber cómo había sido su niñez, cómo había sido su adolescencia, su relación con los papás que él tenía... y descubrí que él y yo nos parecíamos mucho. Y cuando yo descubrí que él y yo nos parecíamos mucho, yo me reconcilié con la imagen de mi padre. [...] Me sentí él, en parte. Y sentí que sí me había querido. Descubrí que yo era una proyección de él. [...] Estudié mucho, leí mucho sobre el duelo, sobre los procesos inconclusos de la muerte, me eduqué, la psicología, la infancia, todo, todo... Y me entendí a mí misma, yo me entendí y me hice mi propia terapia. [...] Hice todo un proceso de curación, de dos o tres años, no me acuerdo. Fui a las partes donde había estado con mi papá, lloré, escribí, fui a entrevistar a mi abuela, a mis tíos [...] Me sané.» Entretien avec Alicia Juica, Santiago du Chili, 25 septembre 2013.

« Je me suis toujours senti en carence par rapport à mes frères et sœurs de ce point de vue-là. Comme j'étais le plus jeune, j'avais moins d'informations. Sur ce qu'il aimait, comment il était... J'ai quelques images de lui [...] mais je me suis toujours senti désavantagé. Plus tard, en 1984, quand nous avons su ce qui s'était passé pour mon père, mon oncle est revenu de Suède, où il s'était exilé. Et c'est là que j'ai commencé à lui poser des questions, à lui.¹»
(Cristián Weibel)

« Nous avons raconté à mon frère ce qui s'était passé, au fur et à mesure qu'il grandissait, petit à petit, jusqu'à ce qu'il sache la vérité. Mais il a gardé un traumatisme toute sa vie du fait de ne pas avoir pu connaître son père et partager des moments avec lui, comme il l'aurait souhaité. »² (Lorena Hoyos Muñoz)

« Je crois que cela a été difficile à surmonter pour mon petit frère : Carlos était très petit, il était très « collé » à mon père, mon père l'emmenait à la crèche le matin, tous les jours, Carlos a donc évidemment senti que son papa n'était plus là, mais de façon plus inconsciente... Mes grands-parents ont essayé d'entretenir cette figure paternelle et de la construire aussi à travers nos conversations. Mon frère porte le nom de mon père. Pour lui, cela a été beaucoup plus complexe que pour moi par exemple : moi, je possède des souvenirs des moments passés avec mon père, j'ai des souvenirs directs avec lui et lui, il n'en a pas, il a donc dû les construire et peut-être aussi les idéaliser parce qu'il n'avait que cette vision « typique » des choses et non quelque chose de réellement vécu...³» (Pedro Godoy)

Au sein d'une même fratrie, fils et filles de disparus relèvent également eux-mêmes les différentes manières de se confronter à la réactivation de la mémoire affective du disparu. Ainsi, Pedro Godoy et sa sœur Claudia, dans des processus pratiquement opposés, reconnaissent avoir fui cette mémoire pour l'un et l'avoir pleinement affrontée, pour l'autre :

¹ « Yo siempre me sentí en desventaja con respecto a mis hermanos. Como era menor, tenía menos información que ellos. Las cosas que le gustaban, como era, yo tengo algunas imágenes de él [...] pero siempre me sentí en desventaja. Después cuando supimos, en 1984, lo que había pasado con mi papá, mi tío regresa de Suecia, del exilio, y ahí yo empiezo a preguntarle a él. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre, Santiago du Chili.

² « A mi hermano poco a poco cuando fue creciendo le fuimos contando, de a poco, hasta que supo la verdad. Pero ha quedado con un trauma toda su vida, porque no pudo compartir con el papá y no lo conoció. Y él hubiese querido eso. » Entretien avec Lorena Hoyos Muñoz.

³ « Creo que fue como un proceso porque Carlos era muy chico, era muy regalón, mi papá lo llevaba al jardín infantil todos los días a la mañana, entonces obviamente que Carlos sintió que ya no estaba el papá, pero de manera más inconsciente... Mis abuelos trataron de mantener esta figura paterna y en las conversaciones se lo fue construyendo también. A mi hermano le pusieron Carlos por mi papá. Para él ha sido mucho más complejo que para mí por ejemplo : yo tengo recuerdos de haber estado con mi papá, tengo recuerdos directos con él, y él no los tiene, entonces ha tenido que construir, y quizás también idealizar porque son cosas que ves como la cosa típica, no vivida... » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

Claudia Godoy, la sœur de Pedro et Carlos, nous dira elle aussi que, de son point de vue, son plus jeune frère avait certainement été le plus « traumatisé » par la disparition du père de famille.

« J'ai fait une sorte de blocage, je ne me souviens pas bien ; je me souviens de certaines choses mais pas de la façon précise dont je les ai vécues. Claudia a vécu cela en s'efforçant d'alimenter ses souvenirs, d'entretenir sa mémoire. Je n'ai pas fonctionné comme cela, j'ai plutôt fait un blocage, comme pour me défendre ; face à la douleur d'une certaine façon j'ai bloqué de nombreux souvenirs. J'ai des souvenirs mais très diffus, comme des choses très éloignées de mon père. J'avais onze ans, je n'étais pas si petit que cela, mais j'ai fait un blocage. J'ai souhaité m'éloigner un peu des recherches ; par exemple, au sein du Vicariat de la Solidarité je n'ai pas été très actif. Je ne me suis pas joint aux fils et filles de disparus qui en faisaient partie, car au Vicariat il y avait les mères, les épouses des disparus, mais aussi leurs enfants ; certaines activités s'organisaient. En réalité, j'ai un peu fui, comme une sorte de mécanisme de défense. J'ai affronté le sujet par une souffrance plutôt intériorisée qu'extériorisée. Je n'ai pas été militant, je participais à des manifestations et à certaines choses, mais je me suis aussi un peu mis à l'écart. Ceci explique probablement certaines attitudes dans ma vie.¹ » (Pedro Godoy)

« En termes cliniques, je me suis triangularisée, j'ai été très proche de ma mère, j'ai un peu assumé ce rôle, non pas parce qu'il n'était pas correctement assumé, la triangularisation existe dans de nombreuses familles. Pedro a vécu sa souffrance en faisant en sorte de fuir, de nous fuir ma mère et moi. Et de mon côté j'ai vécu ma souffrance en étant présente, très présente. Parce que ce sont mes caractéristiques. Je peux éviter ou faire en sorte d'éviter la maltraitance, mais lorsque je suis en souffrance, j'affronte cette souffrance. Ce sont des caractéristiques différentes...² » (Claudia Godoy)

¹ « Yo hice como un quiebre, no me acuerdo mucho, me acuerdo de algunas cosas pero no tan vividas. La Claudia hizo un proceso en que ella hizo un ejercicio de mantener los recuerdos, de mantener la memoria. Yo no lo hice así, yo creo que hice como un bloqueo, quizás como una forma de defenderme un poco del dolor, como que hice un bloqueo de muchos recuerdos. Tengo recuerdos pero como muy difusos y como de cosas muy alejadas de mi vida con mi papá, tenía once años, no era tan chico, pero creo que hice un quiebre. Y no quise estar tan cercano a los procesos de búsqueda, yo no participé mucho por ejemplo en la Vicaría de la Solidaridad, no me uní a los grupos de hijos que estaban, porque en la Vicaría se juntaban las esposas, las madres, pero también los hijos, hubo actividades que se formaban. Yo, como que me escapé, en realidad, hubo como un mecanismo de defensa. Y enfrenté el tema más con un tema más emotivo de dolor interno que hacia afuera. Yo no fui militante, o sea iba a las marchas, participaba de las cosas, pero me retiré un poco. Probablemente eso ha marcado ciertas actitudes en mi vida. » Entretien avec Pedro Godoy, 24 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « En términos clínicos me triangularicé, yo fui muy aliada de mi mamá porque asumí un poco este rol pero no porque este rol estuviera carente, la triangularización existe en muchas familias. Pedro vivió su dolor tratando de huir, de huir de mi mamá, de mí. Yo viví mi dolor estando, estando, estando. Porque son mis características. Yo puedo evitar o tratar de evitar el maltrato, pero cuando estoy en el dolor, me meto. Son características distintas... »

2) Une reconstruction de la figure paternelle en tant que militant politique et victime

La récupération de la mémoire d'un père disparu implique pour ses enfants une reconstruction de son parcours biographique dans les aspects à la fois intimes et publics de sa vie, c'est à dire en tant qu'époux et père de famille, mais aussi, par conséquent, en tant que militant politique. Cette identité politique, liée elle aussi à l'histoire familiale, revêt une importance toute particulière pour ceux avec lesquels nous nous sommes entretenue.

Laura Atencio Abarca a ainsi mis en exergue son besoin d'accentuer les recherches autour du parcours politique de son père et sur ses projets politiques, dans un souci de mémoire à la fois personnelle et collective. Pour elle, à l'instar de bon nombre de fils et filles de disparus, faire vivre les idées des victimes de la dictature au-delà de leur disparition est essentiel. La mémoire des disparus, pour ainsi dire, « vit » à travers leurs compagnons politiques :

« Pendant des années, je me suis efforcée de rechercher des témoins. [...] Je reste très liée au Parti Communiste parce que c'était le parti de mon père et que c'est à partir de là que je peux reconstruire sa vie. J'en ai eu énormément besoin. Besoin de savoir ce qui s'était passé. [...] Pour moi, il était nécessaire que cet être que les forces armées avaient fait disparaître n'ait pas disparu aux yeux de ses camarades.¹»

Yuri Gahona a lui aussi insisté, sur la récupération de la mémoire de son père du point de vue de son appartenance à une sphère politique :

« En grandissant, j'ai pris connaissance de tout ce qui avait trait à la torture, à ce que cette expérience terrible avait signifié pour lui. [...] Une fois adulte j'ai pu avoir accès à davantage d'informations, j'ai su avec qui il avait travaillé, ce qu'il faisait au sein du parti... Je crois que mon père a dû être un militant très travailleur, très engagé et je crois qu'en ce sens les forces sociales ont perdu un militant qui avait un grand potentiel. Moi par contre, je n'ai pas perdu un militant, j'ai perdu mon père. Je suis très certainement à sa recherche dans ces deux sens. Un homme qui était un tel père n'aurait jamais dû perdre la vie. Un tel militant non plus, je pense. Parce que ce qu'il faisait était juste. Mon père est donc ce père doté d'une grande richesse humaine, d'une part et d'autre part il est le militant d'un parti spécifique, c'est un dirigeant

¹ « He trabajado muchos años buscando testigos. [...] Sigo muy vinculada porque ese era el partido de mi papá y es donde puedo reconstruir la historia de mi papá. Yo tuve mucho la necesidad de reconstruir la historia de mi papá. De saber qué había pasado. [...] Para mí, mi papá es un desaparecido por las fuerzas de seguridad, pero además ha sido para mí muy necesario que este ser desaparecido por razones políticas no se prolongue, que no haya desaparecido también para sus compañeros. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

syndical, c'est quelqu'un qui menait une lutte sociale et que la société a perdu quand il a disparu. Et donc, je le recherche également en ce sens : dans sa vie politique.¹»

Des années après la période de répression, les ex-militants et les survivants de centres clandestins de détention peuvent en effet être amenés à jouer un rôle déterminant dans la reconstruction mémorielle des fils et filles de disparus, qui, très fréquemment, cherchent à établir des contacts avec tous ceux qui ont pu partager les idéaux de leurs parents voire, dans certains cas, partager une période de détention. Le plus souvent, il s'agit d'avoir, autant que possible, accès à la vérité. Cette quête n'est pas aisée, dans la mesure où elle fait écho à toute une génération brisée par les nombreux mécanismes de la terreur et de la violence politique. Natalia Chanfreau Hennings a insisté sur les difficultés qu'elle avait pu éprouver de ce point de vue, en oscillant entre un puissant désir de vérité d'une part et, d'autre part, une volonté de ne pas heurter la sensibilité de ceux qui avaient survécu aux années noires :

« À dix-sept ans, j'ai eu mon premier coup dur et cela m'a vraiment perturbée à cette période-là. Je ne sais pas si j'ai commencé à faire des recherches à partir de là, mais je crois en tout cas que c'est là que je me suis rendue compte de tout ce que toute cette situation impliquait. À la fin de la dictature, quand nous sommes revenues de notre deuxième période d'exil. À l'époque, on ne pouvait encore rien lire à ce sujet. Et je ne suis pas douée pour poser des questions. Surtout à ce sujet. Cela s'est donc fait peu à peu et en 1992, il y a eu un procès pour la cause de mon père et j'ai pu en savoir un peu plus. J'ai commencé à apprendre davantage de choses, je suis allée accompagner ma mère à la reconstitution de ce qui s'était passé à Londres 38, pendant leur détention. On ne m'a pas laissée entrer, moi je voulais... Aujourd'hui je me dis, « heureusement »... [...] J'ai aussi toujours pensé qu'il serait important pour moi de parcourir tous les endroits où mon père avait grandi et j'en connais certains, mais bon... et souvent, je me rends compte que je possède plus d'informations que je ne le pense. »²

¹ « Más grande me fui enterando del tema de la tortura, de todo lo que había significado para él esta experiencia terrible. [...] Más viejo me ha pasado que he visto más información, con quien había trabajado, qué cosas hacía en el partido...creo que mi papá tiene que haber sido un militante bien trabajador, bien comprometido, y creo que en este sentido las fuerzas sociales perdieron un militante capaz. Pero yo no perdí al militante, yo perdí a mi papá. Quizás lo busco en estos dos sentidos. Un hombre tan papá, no hay ningún derecho para quitarle la vida, pero que creo que como militante tampoco. Porque lo que estaba haciendo era justo. Entonces mi papá por un lado es mi papá con toda esta riqueza, por otro lado es un militante de un partido específico, es un dirigente sindical, es un luchador social que la sociedad pierde cuando desaparece. Entonces también lo busco en este sentido, en su vida política. » Entretien avec Yuri Gahona, 9 octobre 2013, Santiago du Chili.

² « A los 17, ahí tengo mi primer « bajón », siento que ahí como que me pegó el golpe. No sé si a partir de eso investigué, pero ahí creo que por primera vez me di cuenta de todo lo que esto implicaba. Hacia el fin de la dictadura, cuando volvimos la segunda vez. En esa época también era poco lo que se podía leer sobre el tema. Yo no soy buena para preguntar. De este tema en particular. Entonces fue de a poco, y en el 92 cuando fue el caso de mi papá, ahí empecé a leer más. Y empecé a enterarme más, fui a acompañar a mi madre a la reconstitución de escenas en Londres 38 y en el lugar de la detención. No me dejaron entrar, yo quería entrar... Hoy día digo por suerte que no me dejaron entrar. [...] Siempre pensé que había una cosa que me interesaba era hacer un recorrido de todos los lugares en que había crecido mi papá...bueno y hay lugares así, que conozco pero... Muchas veces me doy cuenta que tengo más información de la que creo tener. » Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

Je ne me souviens pas que mes oncles et tantes m'aient raconté beaucoup de choses, mais je me souviens qu'ils m'en ont écrites. J'ai donc beaucoup d'informations en effet, mais je n'arrive pas forcément à bien les retenir. Je suis en contact avec certaines personnes par courrier et j'ai des contacts directs avec d'autres. Je trouve aussi que si leur poser des questions est plutôt difficile pour moi, il est tout aussi difficile pour eux de répondre. Parce qu'il s'agit d'une histoire très dure, en fin de compte. Je crois que la génération de mon père et de ma mère a été entièrement « démembrée », pour ainsi dire. Et bien que beaucoup d'entre eux soient encore là, leur génération en tant que telle a été détruite : leurs projets, leurs espoirs, leurs rêves, leurs groupes d'amis... et elle a été détruite non seulement parce que beaucoup sont morts ou ont disparu, mais aussi parce que d'autres sont restés ou sont partis ou ont été tués... pour différentes raisons et toute cette génération s'est finalement séparée. Une génération tronquée, en ce sens et qui aujourd'hui bien sûr se reconstitue, mais j'imagine que l'impact a été si fort sur leur vie... Je me suis toujours dit que le fait qu'une fille (enfin, maintenant, une fille un peu vieille...) vienne leur poser des questions, cela devait aussi être étrange pour eux. J'ai toujours eu cette sensation. Et donc, je laisse toujours un espace pour qu'ils puissent en parler quand ils le souhaitent ; je veux quand même savoir des choses et ils savent que j'ai envie de savoir...¹

Certains ont cette préoccupation : « il faut aider Natalia à reconstruire son histoire ». Et chacun partage peu à peu les souvenirs qui lui reviennent. Par rapport au physique par exemple, la question de la couleur des yeux de mon père. J'ai beaucoup de mal à l'imaginer parce qu'on ne me les a pas décrits comme verts ou bleus, ce n'est donc pas évident. Et pour Elsi, une de ses amies, mon père avait « une voix particulière ». Les photos de l'époque sont en noir et blanc, des enregistrements je n'en ai pas... Et donc, c'est bizarre, c'est comme essayer de reconstruire un père imaginaire à partir des souvenirs des autres, dont chacun se souvient peu à peu et qui en plus sont difficiles à décrire ! Parce qu'il avait les yeux d'une couleur particulière, parce qu'il avait une voix particulière... et tout est très « particulier », du coup... (*rires*)²

¹ « No recuerdo que mis tíos por ejemplo me hayan hablado mucho pero después me empiezo a acordar de que me han escrito cosas. Entonces si tengo más información pero no logro retener mucho. Hay algunas personas con quienes estamos en contacto por correo, y hay algunas con quienes me encuentro. Pero también me pasa que como para mí es difícil preguntar, para ellos es difícil responder. Porque finalmente es una historia dura. O sea, creo que para la generación de mi mamá y de mi papá, los desarmaron enteros digamos. Y aunque numéricamente quedan muchos, como generación fue des-estructurada, como proyectos, como esperanza, como sueños, como familia, como grupo de amigos... y des-estructurada no solo porque estén muertos o desaparecidos, sino también porque se quedaron, porque se fueron, porque los mataron... por distintas razones, y finalmente fue una generación que se separó. Una generación truncada en este sentido, que hoy en día se rearma sin duda alguna, pero me imagino que en términos de impacto, de la vida propia... Siempre me ha dado la sensación de que, que llegue esta niña (esta « viejota », a esta altura...) a preguntarles, también debe ser raro para ellos. Siempre he tenido esta impresión. Entonces siempre doy espacio a que cuando quieran hablen, igual quiero saber, saben que quiero saber. » Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

² « Hay gente que tiene como esta inquietud como de « tenemos que ayudarla a reconstruir la historia ». Y cada uno va aportando así los recuerdos que va teniendo. Desde lo físico ponte tú, por ejemplo el tema del color de los

Les témoignages de survivants de centres clandestins, quant à eux, ont nécessairement une valeur inestimable, dans la mesure où ils sont rares et où ils peuvent attester de la présence d'un disparu dans un centre clandestin de détention à une période précise. Les survivants entrent ainsi rapidement en contact avec les familles de disparus. Or, dans certains cas, les disparus n'ont pas été en contact avec les rescapés de centres clandestins de détention, aucun témoignage ne peut être recueilli à leur sujet : l'accès à la vérité peut donc parfois se révéler très limité. À l'inverse, certains témoignages seront fondamentaux du point de vue de la reconstruction mémorielle et affective du disparu, comme nous l'a raconté Cristián Weibel :

« Nous avons toujours considéré que nous avons eu de la chance, en tant que famille, d'avoir pu reconstruire une grande partie de l'histoire, du moment où mon père a disparu jusqu'à son assassinat. C'est ce qui s'est passé parce que plusieurs personnes qui ont été détenues avec lui nous l'ont raconté et parce que nous avons enfin pu retrouver son corps. Nous faisons partie des rares familles qui ont eu de la chance dans leur recherche. Et nous en sommes très reconnaissants. Nos amis dont les parents sont encore portés disparus nous disent qu'ils éprouvent une « envie saine » envers nous ; ils nous envient le fait d'avoir pu le retrouver... [...] En réalité, la dernière partie de l'histoire, nous l'avons sue il y a environ cinq ans, grâce à Mónica González, qui est très connue au Chili. Elle avait connu mon père et mon oncle. Elle a voyagé au Mexique, pour y faire une recherche et elle a retrouvé, là-bas, la belle-sœur de Miguel Esterreyno (détenu-disparu). [...] Et au cours de leur échange, cette femme a dit à Mónica : « Si un jour tu as l'occasion de rencontrer Catalina, la femme de Ricardo, dis-lui que j'ai un message pour elle. ». Et elles se sont rencontrées.¹

Ma mère se sent très chanceuse d'avoir pu recueillir ce message et c'est pour cela que je dis que nous avons pu reconstruire toute l'histoire : elle lui a raconté qu'elle avait été dans la cellule de mon père, il semblait qu'ils allaient le fusiller ; il sentait qu'on allait le tuer, il était très nerveux et lui a dit : « Si un jour tu rencontres Catalina, dis-lui que je l'aime, qu'elle me pardonne, que je les aime très fort et qu'elle sera toujours l'amour de ma vie. ». Ce message était vraiment très beau, très beau pour ma mère et pour nous, très noble et très humble de sa part de par le fait de demander pardon à sa famille : en risquant sa vie, il nous exposait au

ojos de mi papá. A mí me cuesta mucho imaginarlo porque nunca los ha descrito como azules, como verdes, entonces me cuesta. Y para la Elsi el tema de la voz, que mi papá « tenía una voz particular ». Las fotos de la época están en blanco y negro y grabaciones no tengo... Entonces es raro, porque es como tratar de reconstruir un papá a partir de la memoria de otros, y que se van acordando de particularidades ¡ que además son difíciles de describir ! Porque tenía un color de ojos particular, porque tenía una voz particular, ¡ entonces es todo súper « particular » ! (*risa*). » Entretien avec Natalia Chanfreau, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

¹ « Siempre hemos dicho que, como familia, hemos sido « afortunados », en tener reconstruida gran parte de la historia, desde el momento en que mi papá es detenida hasta que es asesinado. Es lo que pasó con él porque mucha gente que estuvo detenida con él nos ha contado y porque finalmente hemos podido encontrar los restos. Somos de las pocas familias afortunadas en esta búsqueda. Y eso lo valoramos tremendamente. Nuestros amigos que aún tienen a sus padres desaparecidos nos dicen que tienen una « envidia sana » con nosotros, la envidia de encontrar y ellos no... [...] De hecho la última parte de la historia fue hace unos cinco años atrás, con Mónica González, que es muy conocida acá en Chile, ella conoció a mi padre y a mi tío, viajó a México, estaba haciendo tipo una investigación y se encontró con la cuñada de Miguel Esterreyno [...] y entre las cosas que hablaron, esta mujer le dice a Mónica, « Si un día llegas a conocer a Catalina, la esposa de Ricardo, dile que tengo un mensaje para ella ». Y se encontró con ella. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

danger nous aussi, il y a un certain égoïsme là-dedans mais c'est aussi ce qui l'anoblit beaucoup. Par exemple, j'ai la certitude que, parmi son groupe, personne n'a été arrêté après mon père. Il n'a dénoncé personne.¹»

De tels messages, recueillis parfois grâce à d'exceptionnels concours de circonstances, possèdent une dimension réparatrice pour tout le cercle familial qui entoure un disparu.

Cependant, la plupart de ceux avec qui nous nous sommes entretenue demeurent dans une très grande incertitude quant au sort de leur(s) parent(s) : le corps reste introuvable et les hypothèses quant au(x) lieu(x) et à la durée de sa détention sont très ardues à établir. Ceux qui ont pu découvrir une part importante de vérité après l'identification du corps de leur père se considèrent donc, d'une certaine façon, comme les « privilégiés » d'une douloureuse histoire collective.²

Dans les recherches autour de la détention-disparition du parent disparu, ses descendants sont également confrontés à certaines limites dans leur quête de vérité : jusqu'où peut-elle aller ? Des années après les dictatures chilienne et argentine, les témoignages des victimes, tout comme ceux (moins nombreux) des bourreaux, possèdent une valeur collective. Les méthodes de tortures et de disparitions systématiques du terrorisme d'État sont reconnues dans l'ensemble de la société chilienne et du cône sud-américain. En ce sens, l'entourage d'un disparu peut nécessairement « savoir sans savoir » : y compris en l'absence de témoignages précis, il possède une connaissance implicite de ce que le disparu a vécu à l'issue de sa détention. Comment les enfants des disparus gèrent-ils ce douloureux savoir et ses éléments implicites ou explicites ? Quelles sont les limites de leur quête de vérité en ce qui concerne la période de détention ? Nous nous sommes intéressée à ces questions.

Le plus souvent, après des recherches particulièrement intenses, certains fils et filles de disparus qui estiment posséder assez d'éléments au sujet de la détention de leur père prennent parfois la décision de mettre un terme à leurs recherches. Le témoignage de Natalia Chanfreau Hennings s'inscrit dans cette perspective :

¹ « Y el mensaje, por eso digo logramos reconstruir la historia, y mi mamá se siente muy afortunada con eso : ella le cuenta que estaba con mi papá en el calabozo, como que lo iban a fusilar, él sentía que lo iban a matar, se puso muy nervioso y le dijo « si un día conoces a Catalina dile que la amo, que me perdone, que los quiero mucho, y que ella siempre será el amor de su vida ». La verdad que fue un mensaje muy bonito en el fondo, muy lindo para mi mamá y para nosotros, muy noble de su parte y muy humilde, también el hecho de pedir perdón a su familia, y además por sobreponer su vida exponiendo a nosotros también, eso tiene cierto grado de egoísmo pero también que lo enaltece mucho, porque yo tengo la certeza de que después que mi papá cae, no hay más detenidos del grupo de él, en el fondo no entrega a nadie. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

² Entretiens avec Cristián Weibel, Laura Atencio Abarca et María Luisa Ortiz. D'autres familles, en revanche, restent parfois en proie à des doutes concernant la fiabilité scientifique des identifications d'ossements humains : des familles peinent à croire que les ossements identifiés comme ceux de leur parent disparu correspondent bien à sa dépouille, en raison de plusieurs erreurs d'identification au début des années 90. C'est ce que nous ont confié Laura Atencio Abarca et Marcela Piñero, au cours de nos entretiens avec elles.

« Je crois qu'il est arrivé un certain moment où, après avoir fait des recherches et lu beaucoup, je me suis dit : « Stop. Je n'ai pas besoin de tant de détails. ». Pour en savoir plus sur mon père, j'ai aussi utilisé internet, ce qu'on fait tous à l'époque moderne... et si l'on fait des recherches sur mon père sur internet, on trouve essentiellement des informations sur la torture qu'il a subie. Tous les témoignages sur mon père parlent de torture, de torture... Et à un moment donné, j'ai décidé que cette partie de mon père ne devait pas m'intéresser. Bien sûr, c'est mon père, mais je n'ai pas *besoin* de connaître cette partie-là. Comme me dit l'un de mes amis qui lui aussi est le fils d'un disparu, à ce stade, savoir s'ils ont torturé un jour de plus ou de moins, s'ils leur ont fait ceci ou cela, le sentiment de haine ne varie pas, il n'augmente pas et ne diminue pas ; ma perception de ce qui s'est passé ne change pas non plus. Donc, pourquoi en savoir davantage ? Ne pas le savoir me paraît même beaucoup plus sain ; je ne nie pas ces tortures, cela n'a rien à voir, je considère simplement que je n'ai pas besoin d'avoir certaines informations. Pour ainsi dire, qu'on ait torturé mon père à l'électricité un jour de plus ou un jour de moins, pour moi, cela ne marque pas de différence. Aujourd'hui, ce que j'ai besoin de savoir, c'est quand et comment il a été tué, où se trouve son corps et qui sont les responsables de sa mort. Ce que je veux savoir tourne autour de ces aspects-là, autour de la façon dont il a perdu la vie. Je sais déjà qu'à partir du moment où mon père a été arrêté jusqu'à ce qu'il ait été tué, il y a eu de la torture, cela ne fait aucun doute, tous types de tortures. Qu'ils l'aient torturé un jour de plus ou un jour de moins, je n'ai pas de pouvoir là-dessus, mais je veux savoir ce qui s'est passé « au terme de sa détention », pour ainsi dire.¹»

Pour d'autres, la quête de vérité concernant la disparition semble ne pas connaître de trêve : Laura Atencio Abarca a ainsi affirmé vouloir « tout savoir au sujet de la détention de son père²». Alicia Juica, dans une perspective très différente de Laura Atencio Abarca et se rapprochant du point de vue de Natalia Chanfreau, a insisté sur son souhait de ne pas entretenir davantage de recherches au sujet de la détention de son père. Très unie à d'autres familles de disparus, elle nous a confié avoir réalisé un « deuil symbolique » en les accompagnant dans l'identification de certains corps retrouvés³:

¹ « Yo creo que llega un momento, después de buscar y leer... en que dije : « No más. Yo no necesito tener tantos detalles ». Para saber más de mi papá, me metí en Internet, la cosa de la modernidad no... y si buscas en Internet sobre mi papá básicamente hay tortura. Si te metes básicamente en los relatos que hay, es tortura, tortura... En algún momento decidí que en realidad no me interesaba esa parte de mi papá porque claro, es mi papá pero esta parte de mi papá, no la necesito. Como me decía un amigo que es hijo también, a esta altura, saber si los torturaron más o menos, o si le hicieron una cosa y otra, no varía ni aumenta ni disminuye el odio, ni varía mi percepción respecto a lo que pasó. Entonces, ¿para qué? Me parece incluso mucho más sano, no estoy negando que lo hayan torturado, no tiene que ver con esto, tiene que ver con que hay detalles, y hay información que no me sirven. O sea, tiene que ver con que si le aplicaron corriente un día más o un día menos, para mí no marca la diferencia. Hoy día lo que necesito saber es : cuándo lo mataron, cómo lo mataron, y dónde están sus restos. Quiénes fueron también. Pero lo que yo quiero saber a esta altura gira entorno a eso, a qué pasó al final. Porque ya sé que desde que lo detuvieron hasta que lo mataron hay tortura de por medio, ninguna duda, de todo tipo. Si fue un día más un día menos, ya no tengo nada que hacer al respecto pero sí me interesa saber lo « último » digamos. » Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, Santiago du Chili, 7 octobre 2013.

² Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ Alicia Juica nous a confié avoir réalisé ce travail de deuil symbolique en accompagnant son ami Cristián Weibel lors de l'identification du corps de son père. Elle s'est efforcée d'imaginer que le corps du père de son ami était,

Les Weibel et les Atencio ont vécu le fait de retrouver le corps, pas moi, mais je sens que je le vis aussi à travers eux, parce que je les aime. Je partage leurs joies et leurs peines, je ne demande rien de plus. Je ne demande rien de plus. [...] Il y a des hypothèses sur ce qui lui est arrivé et elles sont terribles. C'est pour cela que je ne tiens pas à ce qu'il soit retrouvé. Je sais beaucoup de choses, j'ai lu beaucoup de choses : cela me fait vraiment beaucoup de mal. [...] Je vis cette épreuve d'une façon différente, je ne veux pas savoir [...]. En revanche, je veux qu'il y ait une justice, je veux la vérité et la justice, mais cette vérité si douloureuse, toutes ces précisions, je n'en veux pas. Si ma mère ou mes frères les veulent, c'est tout à fait leur droit, mais je les ai déjà avertis que, pour ma part je ne voulais rien savoir d'autre.¹»

d'une certaine façon, celui de son père. Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

¹ « Los Weibel y los Atencio ya vivieron ese proceso, yo no, pero siento que en ellos también lo vivo porque yo los quiero, comparto las alegrías, las penas con ellos, por lo tanto no pido más. No pido más. Hay hipótesis sobre lo que le pasó, y son terribles, por eso no quisiera encontrar sus restos. Sé muchas cosas, he leído, pero esas cosas me hacen mucho daño. [...] Mi proceso es distinto, no quiero saber. [...] Igual quiero justicia, quiero verdad y quiero justicia, pero esa verdad tan dolorosa, esos detalles, yo no los quiero. Si mi mamá los quiere, es su derecho a quererlos, mis hermanos también, pero yo ya les he advertido que no. »

Alicia Juica a ajouté que lors des identifications scientifiques, les médecins légistes parvenaient à établir des hypothèses très précises sur les supplices infligés aux disparus, comme dans le cas du père de Cristián Weibel. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle ne souhaite pas que le corps de son père soit retrouvé : « Grâce à Laura (Atencio Abarca), j'ai pu reconstruire beaucoup de choses, j'ai pu savoir quel jour il avait été fait prisonnier, à quelle heure, je sais où il a été emmené, qui était avec lui pendant la détention, je sais qu'il a été emmené à la Villa Grimaldi, puis à Simón Bolívar, d'où on ne sortait pas vivant... Je sais ce qu'on a fait à d'autres personnes qui étaient avec lui, pas ce qu'on lui a fait en particulier à lui, mais c'est tout aussi douloureux. Comme j'étais présente au moment de l'identification du corps du père de Cristián, j'ai su que des impacts de balles avaient été observés, que le corps avait été brûlé, les anthropologues peuvent savoir tout cela... Moi, je ne veux pas savoir : « on l'a tué. » » Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

B) Le cas argentin: les reconstructions biographiques et mémorielles des enfants volés

Mémoire et identité individuelle entretiennent une dialectique à de nombreux égards. « Construire son identité, c'est mettre en cohérence des éléments disparates, faire une unité de ce qui est fragmentaire, discontinu, mouvant¹ ». La capacité à mettre sa propre vie en récit est en effet l'un des éléments fondateurs de l'identité, pour reprendre encore une fois la réflexion des professeures Cécile Delannoy et Catherine Vallée. Elles insistent dans leurs travaux sur le fait que tout individu est ainsi amené à se construire progressivement une « identité narrative ». Au long de ce processus, la conscience qu'un individu possède de sa propre identité repose sur la continuité de sa mémoire:

« Je puis me représenter ma vie comme un continuum dont l'évocation m'est familière et disponible et je puise dans cette continuité (par-delà les aléas, les accidents de la vie, les ruptures, les bifurcations) le sentiment d'être le même (idem) et d'être unique (ipse, seul à habiter cette mémoire-là). [...] La mémoire permet de lier le présent au passé et ainsi de regarder vers l'avenir. Or nous savons bien que notre mémoire n'a rien d'un archivage fidèle de ce qui a été vécu : il s'agit bien davantage d'un récit intérieur qui retravaille les souvenirs, sélectionne ceux que nous tenons à conserver, en modifie d'autres... Il s'agit donc d'une sorte de roman autobiographique, d'un récit de vie que nous pouvons évoquer pour d'autres.² »

Les personnes touchées par le Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébé en Argentine, après de chaotiques ruptures d'appartenance, après avoir parfois avoir été confrontés à un tissu de mensonges, de non-dits ou encore à de la violence répétée, sont confrontés à un « défi identitaire » majeur : leurs deux parents ont disparu et ils entreprennent de réaffirmer leur identité véritable en « réécrivant » symboliquement leur histoire de vie et en faisant en sorte de les connaître à travers les représentations d'autrui. En se construisant une mémoire affective et familiale symbolique. Une situation où le réel et l'imaginaire³ tendent à se confondre, comme en témoigne Manuel Gonçalves Granada :

« Quand quelqu'un perd ses parents, il perd une personne avec qui il possédait déjà une relation. Et à partir de cette relation, quelque chose restera de cette personne. Mais dans notre cas, il s'agit de la construire sans eux, de construire nous-mêmes une histoire, selon ce que nous ressentons. Ce que je ressens personnellement, c'est un lien très fort avec eux, je suis toujours en train de penser « que faire, est-ce que c'est bien ou non, que penseraient-ils de

¹ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 134.

² *Ibid.*, p. 135

³ À la différence des enfants ayant connu leur parent disparu, la part d'imaginaire est beaucoup plus importante chez les enfants volés et ceux qui n'en possèdent aucun souvenir réel.

cela, est-ce que cela leur plairait, est-ce qu'ils en seraient heureux...? ». Il y a une situation d'imagination en quelque sorte.¹»

Leur restitution identitaire va ainsi de pair avec d'intenses recherches autour de leur père et de leur mère. De l'aveu de la plupart d'entre eux, tous les liens renoués avec la famille biologique (mais aussi avec tous ceux qui ont pu bien connaître leurs parents), jouent nécessairement un rôle prépondérant dans cette reconstruction, processus très intime et en évolution permanente, que chacun s'efforce de mener au gré de ses fluctuations psychiques et émotionnelles.

Les activistes des Grands-mères de la Place de Mai, au gré de leurs recherches incessantes, entendent aider les enfants volés dans cette restructuration de leur identité et de leur histoire familiale : pour chaque enfant recherché, elles constituent tout un dossier retraçant tout le parcours biographique des parents disparus. Ce dossier, d'une grande valeur mémorielle, inclut notamment des photos et des retranscriptions d'entretiens avec les proches des deux parents : leurs amis, leurs frères et sœurs, leurs parents, leurs cousins, leurs camarades militants.² L'ensemble de ce matériel biographique est remis à ceux qui retrouvent leur identité, afin que chacun puisse le consulter librement et restructurer son histoire personnelle. D'une certaine façon, les Grands-mères de la Place de Mai sont ainsi parvenues à « anticiper » les besoins identitaires des enfants volés et elles ont veillé à fournir à chacun d'entre eux une aide afin de poursuivre leur reconstruction.

Les « enfants volés », dans un désir de recherche similaire à celui de tous les fils ou filles de personnes disparues, se mettent nécessairement et progressivement en quête d'informations relatives à l'histoire de leurs parents, à leur engagement, à leurs actions politiques, ainsi qu'à leur détention. Ils expriment également le besoin de construire une mémoire symbolique (ou mémoire indirecte) de leurs parents au travers d'aspects beaucoup plus quotidiens : leurs caractères, leurs goûts et leur façon, pour ainsi dire, « d'être au monde ». De ce point de vue, le fait de reconstruire sa propre identité tout en reconstruisant simultanément son histoire familiale est très souvent défini comme « l'assemblage d'un puzzle », expression qui est revenue, de façon à la fois récurrente et nuancée, au cours de bon nombre de nos entretiens :

« C'est un puzzle, car on doit rassembler vraiment beaucoup de choses à la fois. C'est-à-dire : le lien avec la famille, connaître d'autres personnes qui ont connu nos parents, commencer à rechercher en quoi on leur ressemble, commencer à s'identifier à cela... assumer cette histoire... [...] C'est une nouvelle vie, une nouvelle histoire. Et qui plus est, pour moi, c'est un exercice qui ne s'arrête jamais. Pour moi, c'est quelque chose qui se fait tous les jours, pour moi, chaque chose que je fais depuis que je connais la vérité, contribue à la récupération de

¹ « Cuando alguien pierde a sus padres, vos ya tenías una relación, entonces, en base a esa relación te quedas con algo de ellos, pero en este caso es como que vos tenés que construir sin ellos, y vas armando vos una historia, que solo la sentís vos. Yo lo que siento es que tengo una conexión con ellos, estoy siempre pensando « qué hago, está bien, está mal, qué pensarán, les gustará, se pondrán contentos... » No sé, una situación de fantasía también. » Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² Nous avons pu consulter en avril 2016, à Buenos Aires, le dossier sur les parents de Jorgelina Paula Molina Planas : deux ouvrages très denses, qu'elle consulte petit à petit.

mon identité. [...] Retrouver son identité est donc quelque chose de très complexe ; il est parfois très dur de mettre des mots là-dessus, c'est un travail intérieur. Et en définitive, c'est une situation évidemment très particulière et même si elle est difficile, la vérité est toujours préférable au mensonge.¹»

(Manuel Gonçalves Granada)

« Ce travail, intérieurement, n'est pas facile ; le processus de reconstruction, le fait non seulement de les voir en photos, mais aussi de les connaître, de les connaître à travers les récits des grands-parents, des oncles et tantes... Ils peuvent raconter leur enfance, évoquer les moments où ils étaient petits, parfois ils savent aussi des choses sur la façon dont ils se sont rencontrés, comment ils vivaient, [...] ce qu'ils pensaient... Ce qui me manque peut-être, c'est de connaître davantage de choses autour de leur militance, de ce qu'ils faisaient spécifiquement, ce sont des choses que l'on recherche en fonction de notre état d'esprit, comme je dis toujours. Rechercher ces informations n'est pas facile, cela implique de se mettre en contact avec des survivants qui les ont connus... non seulement ceux qui ont été détenus avec eux mais aussi ceux qui militaient au sein du même parti. Et pour cela il faut vraiment arriver à retrouver leurs compagnons de militance, car parfois, d'un groupe à l'autre, ils ne se connaissaient pas forcément, pour des raisons de sécurité. Mais peu à peu, j'ai pu, en tout cas, savoir où ils avaient été détenus, à travers des témoins qui ont partagé quelques instants avec eux. Le « puzzle » a pu s'assembler... Mes grands-parents disent qu'ils ne savaient rien de leurs activités militantes. Quelques-uns de mes oncles (une tante du côté de ma mère, un oncle et une tante du côté de mon père, leurs frères et sœurs) avaient quelques éléments à ce sujet mais sans rien savoir dans les détails. Eux aussi, après ce qu'il s'est passé, ont certainement fait des efforts de mémoire car ils étaient très jeunes, adolescents, surtout mes plus jeunes oncles ; mon père avait quitté la maison très jeune, quand ils étaient encore petits. Mais j'ai pu, en tout cas, entreprendre de reconstruire tout cela.²» (Bélen Gentile)

¹ « Es un rompecabezas porque tenés como que ir armando muchas cositas a la vez. O sea : el vínculo con la familia, conocer otras personas que conocieron a tus papás, empezar a ver qué tenés vos de ellos, empezar a identificarte con eso...hacerte cargo de esta historia... [...] Es una vida nueva, es una nueva historia. Y además es, para mí es un ejercicio que no termina nunca. Porque para mí lo haces todos los días, yo cada cosa que hago desde que sé la verdad, para mí es parte de recuperar la identidad. [...] Por eso, recuperar la identidad es algo muy complejo, a veces es muy difícil de decir en palabras, en el internamente, pero en definitiva, es una situación obviamente muy especial, y aunque difícil es siempre mejor la verdad sobre la mentira. »

Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² La tarea, interiormente, no es fácil, el proceso de reconstrucción, de no solamente verlos en unas fotos, sino conocerlos, conocerlos a través del relato de tus abuelos, de tus tíos...Ellos pueden contar su infancia, de como eran cuando eran chicos, un poco lo que pueden llegar a saber de como se conocieron, como vivían [...] que es lo que pensaban...Lo que quizás me falta es quizás conocer más específicamente de su militancia, qué es lo que hacían específicamente, que uno lo va haciendo también de acuerdo a su estado anímico, siempre digo. No es fácil estar buscando esa información, también requiere ponerte en contacto con sobrevivientes que hayan estado militando con ellos, si los conocían o no. No específicamente quienes hayan estado con ellos dentro de la misma célula digamos, de lo que ellos formaban. Es como que tenés que caer justo en los compañeros, porque a veces en las distintas células muchos tampoco se conocían, por razones de seguridad. Pero bueno a través de los sobrevivientes poder enterarme de donde estuvieron... a través de los testigos que pudieron estar un tiempo juntos. Se pudo ir armando el rompecabezas. Mis abuelos dicen que ellos no sabían de la militancia de ellos. quizás los que podían llegar a saber algo fueron unos tíos míos (una tía de parte de mi mamá, y un tío y una tía

« Je ne sais pas si on peut appeler cela un puzzle, parce que dans un puzzle, on a un modèle auquel on veut arriver. Et moi, je ne sais pas si je veux construire une image que je possède déjà, mais je veux au moins construire un passé qui ressemble, ça oui, à l'assemblage de différentes pièces, pour arriver plus ou moins à une certaine image, mais dont j'ignore à quoi elle ressemble ; je ne connais pas cette image. Et m'en approcher est un travail de tous les jours, de toute la vie, on sait que l'on s'en approche toujours de très près mais qu'on ne l'atteint jamais vraiment. Donc, effectivement, ce sont des pièces qui se retrouvent, qui s'assemblent, d'autres pièces s'enlèvent aussi... les pièces du passé, la relation avec ma ravisseuse par exemple, ces pièces ont maintenant un numéro et un nom pour ainsi dire et elles ne font plus partie de cette carte, de ce dessin que je suis en train de former...³» (Guillermo Amarilla Molfino)

« Ces histoires ne sont pas statiques. Le processus de reconstruction d'identité, récupérer et reconnaître l'histoire de nos parents, qui est aussi la nôtre, tout cela est en mouvement parce qu'étant données les circonstances, par rapport à tout ce qui s'est passé, parfois on vérifie et on fait des recherches sur certaines choses qui, parfois, vont se confirmer ou alors on va se rendre compte qu'elles ne se sont pas passées comme nous le pensions. Parce que nous sommes sans arrêt en train d'assembler le puzzle. Oui, je pense que c'est comme une sorte de jeu d'assemblage de différentes pièces. L'important, c'est que chacun ait conscience, tout d'abord, que nous n'avons pas à nous sentir mal face à l'adversité, face à des situations que nous pensons ne jamais pouvoir résoudre, parce que les différentes pièces prennent toujours leur place petit à petit. Nous devons surtout être fidèles à ce que nous ressentons, sans forcer l'assemblage du puzzle. Et cet assemblage est parfois en lien avec des situations difficiles à comprendre pour d'autres. Le plus souvent, dans deux situations similaires, deux personnes vont réagir différemment. C'est pourquoi je crois qu'il faut rester fidèle à ce que l'on ressent. Dans mon cas personnel, le fait de multiplier les affects me faisait du bien, en gardant mes relations avec ma famille adoptive et en récupérant, en renforçant les liens avec ma famille biologique. D'autres ont besoin de rompre avec tous les liens qu'ils avaient avant, ils se sentent alors libres et ce point de vue se respecte ; chacun doit agir selon ce qu'il ressent et ce qui lui

de parte de mi papá, hermanos), pero que tampoco tenían mucha idea. Ellos también quizás, después de lo que pasó, fueron digamos recordando porque eran muy chicos, eran adolescentes, sobre todo mis tíos más jóvenes, no pudieron tener muchos recuerdos porque eran muy chiquitos, mi papá se fue de la casa muy joven... Bueno, y poder ir reconstruyendo eso. » Entretien ave Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

³ « «Rompecabezas », en realidad no sé, porque en un rompecabezas uno ya supone una imagen, en un rompecabezas uno sabe a qué imagen quiere llegar. Y yo no sé si quiero llegar a una imagen que ya tengo, pero sí al menos construir un pasado que ahí sí es como encajar piezas, y llegar más o menos a un dibujo ; pero no sé cual es, no lo conozco ese dibujo... Entonces llegar a acercarme es algo de todos los días, y de toda la vida y que sabemos que siempre vamos a estar tocando cerquita pero nunca realmente. Entonces sí, son piezas que se van acomodando, armando, otras piezas que otros van desechando también...sí las piezas del pasado, estas relaciones por ejemplo con mi apropiadora, ahí ya las fichas tienen un número y un lugar digamos. Ya de ese mapa, ese dibujo, no forman parte esas piezas... »

Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

fait du bien. C'est pourquoi, deux « puzzles » semblables vont s'assembler, se résoudre, de différentes manières.¹» (Carlos D'Elía)

« La première étape a été de retrouver mon frère Damián, qui est venu me rendre visite au couvent. J'ai ensuite fait la connaissance de mes oncles et tantes et de mes cousins, dans une réunion de famille organisée par l'un de mes grands-oncles qui avait quatre-vingts ans, dans la région du Paraná. J'ai ensuite connu des personnes de ma famille qui vivaient à La Plata, j'ai rencontré ma tante Ana María, ses enfants... J'ai alors commencé à assembler le « puzzle » petit à petit, avec une plus grande liberté intérieure : que ma famille adoptive soit d'accord ou non n'avait pas d'importance, c'était maintenant à moi de faire mes choix.²» (Jorgelina Paula Molina Planas)

« Tout est utile pour rassembler des éléments sur eux, c'est très douloureux mais nous avons aussi besoin d'entendre ces choses-là. Et il faut continuer, nous disons souvent qu'un processus de récupération identitaire ne signifie pas « enlever une carte mémoire et en mettre une autre. »³» (Belén Gentile)

Pour les *nietos*, les « puzzles » de l'histoire familiale et des représentations parentales vont ainsi s'assembler grâce à l'imbrication de différentes mémoires : celles de la famille des disparus, celles de leurs amis ou de leurs compagnons. Ceux qui en ont été proches répondent à une forte demande de la part des « enfants volés » et viennent partager leurs souvenirs des disparus afin de les aider à rebâtir leur histoire familiale et

¹ « Estas historias no son estáticas, el proceso de reconstrucción de la identidad, recuperar y reconocer la historia de nuestros padres que es la nuestra también, está en movimiento, porque dadas las circunstancias y los hechos de lo que pasó, alguna vez se van confirmando cosas que uno logró investigar y averiguar y a veces esas cosas, uno ve que no eran tan así, que era de otra manera, porque uno está siempre armando este rompecabezas. Claro que sí, pienso que es una especie de juego como armando las piezas. Lo importante es que uno tenga claro que, primero, no tiene que sentirse mal ante la adversidad, ante situaciones en las cuales uno pueda sentir que no puede armar nunca, porque siempre las piezas se van acomodando. Y sobre todo, uno tiene que ser fiel con lo que siente : no forzar el armado de este rompecabezas. Y ese armado muchas veces tiene que ver con situaciones que a veces por ahí a otros les cuesta entender. A veces en situaciones parecidas en dos personas podemos observar reacciones diferentes. Por eso es que hay que ser, creo, fiel a lo que uno siente. Y en mi caso puntual a mí me hacía bien sumar afectos, y mantener los vínculos con mi familia de crianza, y en recuperar, afianzar y hacer fuerte el vínculo con mi familia biológica. Otros lo que necesitan es romper con todo lo que traían antes, y ahí recién se sienten libres, y eso es respetable, cada uno tiene que actuar como lo siente y como le haga bien. Y por eso es como que en « rompecabezas » parecidos, se resuelven, se arman, de manera diferente. »

Entretien avec Carlos D'Elía, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

² « El primer paso fue encontrarme con Damián, que vino a visitarme, después me encontré con mis tíos, mis primos, en una reunión de un tío abuelo de 80 años en Paraná, después con mi familia de La Plata, con la tía Ana María, los primos... y ahí fue como que empecé a armar el rompecabezas de a poquito, pero ya con más libertad interior, ya no importaba si mi familia estaba de acuerdo o no, sino que era algo que yo tenía que elegir ». Pour Jorgelina Paula Molina Planas, comme elle l'a évoqué au cours de ce même entretien (26 novembre 2012, Buenos Aires) le commencement de l'assemblage du « puzzle » familial coïncide pleinement avec son entrée au couvent, en 1996, choix que nous avons évoqué dans le chapitre précédent, grâce auquel elle a pu mettre une certaine distance avec sa famille adoptive.

³ « Todo sirve para ir armando, es muy doloroso pero uno lo necesita escuchar. Bueno, y seguir, también los procesos de identidad decimos, no es como « sacas un chip y te pones otro. » »

Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

leur identité narrative bouleversées par le terrorisme d'État.

Guillermo Amarilla Molfino, par exemple, a insisté sur l'importance du témoignage de ses oncles et tantes, tant du côté paternel que maternel : « Ce qui a été très bien, c'est qu'au début ils ne m'ont pas noyé d'informations, ils l'ont fait petit à petit... Mais si je lance une question à un moment donné, alors ils parlent, ils me disent beaucoup de choses.¹ » De son propre aveu, les frères et sœurs de ses parents disparus sont ceux qui l'ont le plus aidé dans son processus de récupération d'identité.

Le témoignage de Carlos D'Elía Casco entre en résonance avec celui de Guillermo Amarilla Molfino. Il a évoqué avec nous la valeur des récits de famille teintés de profonds sentiments, voire de subjectivité, au sujet de ses parents :

« Chacun retient des choses différentes, certains racontent des choses semblables, mais pas toujours. Ma grand-mère, par exemple, parle toujours de ses enfants avec une grande fierté, elle peut être parfois même très partielle dans ce qu'elle dit. Quand elle parle de ses enfants, c'est avec un cœur débordant d'amour. C'est pour cela que ma grand-mère a certainement été la personne qui a joué le rôle le plus important et m'a transmis le plus de choses au sujet de mon père. Je n'ai pas connu ma grand-mère maternelle mais j'ai connu, en revanche beaucoup de frères et sœurs de ma mère, en particulier ma tante Regina, qui m'a raconté beaucoup de choses sur elle. Et, de la même façon, beaucoup d'amis de mes parents qui m'ont aussi beaucoup appris. Ils ont partagé beaucoup de choses avec eux. Il ne s'agit donc pas simplement du domaine de la famille mais aussi du domaine des études, des sorties et toutes ces personnes m'ont beaucoup appris : la famille, les amis, les compagnons militants.² »

Ces deux derniers témoignages tendent à souligner le rôle primordial des grands-parents biologiques dans les reconstructions menées par les enfants volés. En leur absence, les oncles et tantes tendront généralement à devenir des personnes-ressources et à se prêter, eux aussi, à un difficile exercice de mémoire.

D'autres *nietos*, tels que Manuel Gonçalves Granada, ont insisté sur le caractère très intime et personnel de leur cheminement vers la reconstitution identitaire et sur l'importance de mener un exercice individuel de

¹ « Lo que estuvo bueno es que en un principio no me avasallaron con información, lo hicieron de a poco...si largo una pregunta sí, ya cuentan, mucho. »

Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² « Todos rescatan cosas diferentes, algunos parecidas pero otros tal vez rescatan cosas diferentes. Mi abuela a veces por ejemplo, cuando habla de su hijos siempre es con mucho orgullo y a veces es muy parcial lo que dice, cuando habla de su hijo se le llena el corazón. Por eso mi abuela quizás ha sido la persona más importante en transmitirme cosas acerca de mi padre, sobre todo. No conocí a mi abuela por el lado de mi mamá pero conocí un montón de hermanos de mi mamá y entre ellas principalmente mi tía Regina, me ha contado mucho acerca de mi mamá, y bueno mucha gente me ha contado cosas acerca de ellos. Pero después también sus amigos, que compartieron otras cosas con ellos. No sólo en la vida familiar sino también en la vida de estudios, de salidas, y todos me han aportado muchísimo : familia y amigos, compañeros de militancia. »

Entretien avec Carlos D'Elía, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

mémoire. Le survivant du massacre de la rue Juan B. Justo a insisté sur son besoin d'accompagner sa reconstruction d'un travail mémoriel par la visite des différents endroits liés à son histoire familiale¹:

« J'ai fait ce cheminement seul. Peu de gens m'ont aidé à le réaliser, chacun m'a apporté des choses d'une certaine façon, mais la tâche d'assembler tout cela, je l'ai accomplie seul. J'ai fait des recherches, j'ai été rencontrer certaines personnes, j'ai multiplié les contacts... J'ai aussi ressenti le besoin d'aller là où j'avais été avec ma mère, à l'hôpital, à la maison²; je me suis aussi rendu là où mon père a été enterré pendant vingt ans, car son corps a été retrouvé par l'équipe d'anthropologie médico-légale. [...] J'ai ressenti le besoin d'aller là-bas, mon père n'y était plus enterré, il avait été déplacé, mais il y avait reposé pendant vingt ans. J'ai fait tout ce travail seul et je me rendais aussi généralement seul sur ces différents lieux.³»

Les *nietos* se voient ainsi plongés dans un processus de récupération mémorielle d'une grande complexité et en évolution permanente. Au gré de ces multiples reconstructions symboliques se tisseront, d'une manière analogue chez tous les descendants de disparus, différentes formes d'identifications aux figures parentales. Ces processus d'identification se révèlent essentiels dans la poursuite de leur construction personnelle. Ils jouent également, de ce fait, un rôle important en termes de (re)construction identitaire.

¹ Son témoignage peut être mis en relation avec celui d'Alicia Juica, cité plus haut.

² Lorsqu'il fait référence à « l'hôpital » et à « la maison », Manuel Gonçalves Granada fait référence à la maison de la rue Juan B. Justo et à l'hôpital où il est resté plusieurs mois avant d'être adopté.

³ « Es un camino que hice solo. No me ayudó mucha gente, cada uno con su aporte pero el ejercicio de armar eso yo lo hice solo. Yo fui buscando, fui a encontrarme con personas, estuve en contacto con otros...tuve la necesidad de ir a los lugares donde estuve con mi mamá, al hospital, a la casa, fui también al cementerio donde estuvo enterrado mi papá durante 20 años...el cuerpo de mi papá se encontró, lo encontró el equipo de antropología. [...] Tuve la necesidad de ir a ese lugar, mi papá ya no estaba ahí, ya lo habían sacado de ahí, pero bueno el lugar donde había estado durante 20 años. Todo eso lo fui haciendo solo. Y generalmente iba solo. »

Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

III. Des identifications progressives au(x) parent(s) disparu(s)

Le terme « d'identification », lui aussi rattaché au champ de la psychologie, fait référence aux processus imaginaires et symboliques par lesquels un sujet se construit.¹ Si, pour tout individu, tout sentiment d'identité est intimement lié à différents aspects, l'une des facettes de ce sentiment correspond précisément à une identité-identification, en lien avec la notion « d'appartenance », comme nous le rappellent les professeurs Cécile Delannoy et Catherine Vallée :

« Notre sentiment d'identité, rappelons-le, a trois aspects fortement imbriqués : il est d'abord l'héritage d'une histoire affective qui se déroule dans nos premières sphères d'appartenance et se constitue à travers l'identification aux membres de notre famille ou, plus largement, à ceux qui comptent pour nous : ce que l'on peut appeler l'identité d'appartenance ou d'identification. Il suppose ensuite, malgré les aléas de l'existence, qui contraignent à des remaniements, un mouvement vers l'identique au sens où nous nous reconnaissons d'une époque à une autre, où nous pourrions faire de notre vie un récit relativement cohérent : continuité de soi ou identité-mêmeté. Il s'épanouit enfin quand nous avons peu ou prou le sentiment d'avoir trouvé notre voie (et notre voix) et d'être devenus nous-même. Nous nous sentons alors exister dans nos fonctions et nos rôles, nos choix et nos actes. On pourrait aussi évoquer un rapport pacifié à soi-même qui finit par dessiner une personnalité: un style de vie, d'intelligence, de sensibilité qui nous est propre. Ce que nous avons appelé l'ipséité. Si nous sommes tous (ou presque) dotés, dès notre naissance, d'une identité juridique, le sentiment d'identité n'a rien d'évident. Une identité, sur le plan psychique, se bâtit toujours lentement et difficilement.²»

C'est donc en réalisant leur travail de récupération mémorielle de leurs parents que les fils et filles de disparus vont pouvoir recréer tous ces réseaux d'identifications, processus imaginaires et symboliques par lesquels un sujet se construit.

¹ Dans le champ de la psychologie et de la psychanalyse, comme le restitue Robert Steichen, ces processus ont été décrits par Freud comme « une longue série d'opérations interactives (identifications primaires et secondaires) organisées par des représentations psychiques transmises de manière transgénérationnelle et productrices d'un Moi auto-représentatif et réflexif ». Pour Lacan, ces processus se définissent par référence aux registres de l'imaginaire (identification spéculaire) et du symbolique (identification signifiante).

² DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 133-134.

A) De puissantes identifications en lien avec le domaine individuel et personnel

En étudiant la biographie et le parcours des disparus, en recueillant différents récits qui contribueront à en (re)construire des représentations symboliques, leurs fils et leurs filles peuvent naturellement et progressivement s'identifier à eux. En particulier au regard de certains aspects de leur personnalité, mais aussi en considérant leurs parcours et leurs convictions politiques. Nos témoins ont ainsi évoqué lors des entretiens des traits de leur reconstruction qui leur ont permis de tisser différentes identifications avec leurs figures parentales. Nos témoins ont alors insisté sur le sentiment de réconfort et de fierté que ces identifications génèrent en eux :

« De caractère, je suis un peu comme lui, j'ai tendance à m'emporter facilement ! Mais ce dont je suis le plus fier, c'est d'avoir suivi ses traces, j'ai essayé de prendre le même chemin que lui. Je crois qu'en m'identifiant à lui, je l'ai retrouvé.¹ » (Cristián Weibel)

« Mon père était quelqu'un de très généreux. Moi aussi et mes frères aussi, mais il y a quelque chose de particulier dans cette générosité, que je ressens aujourd'hui avec fierté parce que je sais que mon père aussi était comme cela. Je ne partage ce ressenti avec personne mais c'est mon propre hommage, mon hommage intérieur à sa personne.² » (Alicia Juica)

Le cheminement identificatoire des *nietos* (enfants volés puis restitués) que nous avons rencontrés diverge de celui de nos témoins chiliens dans le sens où la vérité concernant leurs origines vient « se greffer » à l'histoire qu'ils possédaient jusqu'alors. Toutefois, en nouant des liens avec la vérité et avec leur famille biologique, des liens identificatoires s'établissent très rapidement. Le plus souvent, ils créent aussitôt un agréable sentiment de surprise, notamment chez ceux qui savaient avoir été adoptés ou ne s'identifiaient pas à la famille dans laquelle ils avaient grandi, comme le raconte Guillermo Amarilla Molfino:

« J'ai d'abord eu un choc du point de vue du physique : j'ai pris la photo de mon père qu'on me montrait et je me suis dit : « mais qu'est-ce que je fais là ? » (*rires*)

Ensuite, quand on m'a raconté des choses par rapport à sa vie quotidienne, ses goûts, etc... Je me reconnaissais là-dedans, je me suis dit que cela expliquait mes goûts pour telle ou telle chose, cela m'a semblé faire sens tout à coup. »

¹ « Yo tengo un carácter un poco parecido a él, soy de mecha corta como decimos ! Y lo que más me enorgullece es que en el fondo he seguido el camino de él, he tratado de tomar su camino. Yo creo que al identificarme con él me he reencontrado con él. » Entretien avec Cristián Weibel, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Mi papá era un hombre muy generoso. Yo también, y mis hermanos también, pero hay algo especial en esta generosidad que hoy en día con orgullo la tengo porque sé que mi papá era así. No lo comparto con nadie pero es es mi propio homenaje interno a él. » Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

Ainsi, au gré des anecdotes, des récits familiaux, mais aussi, parfois, au gré de surprenantes coïncidences entre « l'enfant volé » et ses parents, les identifications progressives se poursuivent. Elles leur donneront, le plus souvent, le sentiment de se « rapprocher » symboliquement des disparus :

« Ce qui est très fort, c'est que je joue de deux instruments, de la guitare et de l'accordéon: mon père jouait de la guitare et ma mère jouait de l'accordéon. Quand j'ai retrouvé ma famille et que j'ai parlé des instruments dont je jouais, ils y croyaient à peine... J'ai commencé la guitare petit, à dix ans et j'ai commencé l'accordéon avant de retrouver ma famille.¹ Je n'arrivais pas à y croire... Par la suite, cela m'a encore davantage attaché à mes instruments. C'est ce qui m'est arrivé, j'ai une autre relation à eux maintenant. C'est à dire qu'il y a avec mes instruments une communication que je ne percevais pas jusqu'alors et qui maintenant est là. »² (Guillermo Amarilla Molfino)

« D'après ce qu'on m'a dit de mes parents, ce à quoi je m'identifie en premier, c'est le fait d'être passionnée. Mon père comme ma mère étaient des personnes très passionnées par ce qu'elles faisaient ; ils se donnaient entièrement et donnaient le meilleur d'eux-mêmes et je crois que c'est certainement pour cela qu'ils ont pu continuer à défendre leur idéologie malgré l'adversité. Je crois que c'était l'un de leurs points communs et que j'en ai hérité. Dans mon cas, ce serait certainement une passion pour l'art, la vérité, pour la recherche de la justice, je crois qu'ils ont gravé cela en moi. Et quelque chose de très fort aussi : l'amour, faire tout ce qu'on fait avec amour et par amour, jamais par intérêt ou pour vouloir en retirer un bénéfice égoïste. Je crois qu'ils ont aussi laissé cela en moi, le fait d'agir par pur amour. Une autre chose aussi : la liberté intérieure, le fait de ne pas se laisser réduire en esclavage par qui que ce soit ou quoi que ce soit, ni par des situations qui pourraient nous sembler confortables pour atteindre un certain objectif. [...] Et encore une chose à laquelle je m'identifie : le désir d'un monde meilleur, le désir de justice et que les choses se déroulent de la meilleure façon et de sorte que le plus grand nombre puisse en bénéficier, sans injustice ni situations d'égoïsme qui font que certains soient laissés pour compte, précisément en raison de l'égoïsme des plus favorisés.³ » (Jorgelina Paula Molina Planas)

¹ « Lo primero que me causó un choque fue el físico, agarré una foto que me mostraron de mi viejo, y digo: « uy...qué hago acá ? » (*risa*). Y después cuando me empiezan a contar algunas cuestiones de su vida cotidiana, de sus gustos...cosas así. Me veía reflejado, digo fue una razón, de dónde viene mi deseo por hacer tal o tal cosa, y ahora lo encuentro mucho más asentado... el punto que es fuerte es que toco dos instrumentos, guitarra y acordeón mi viejo tocaba la guitarra y mi vieja el acordeón... Cuando eso lo cuento en la familia cuando me encuentro con mi familia no lo podían creer... la guitarra empecé desde muy chico, a los 10 años, y el acordeón un año antes de encontrarme con mi familia. »

Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 novembre 2012, Buenos Aires.

² « No me lo podía creer...no lo podía creer (*risa*).. y les tomé mucho más cariño a mis instrumentos después de eso. Me pasó eso, es como que hay otra relación ahora. Digo, acá en este instrumento hay algo, una comunicación que yo antes no percibía, y que ahora está. »

³ « De cosas que me dijeron de mis papás, lo primero que se me viene a la cabeza de coincidencias es el ser apasionados. Tanto mi mamá como mi papá eran muy apasionados por lo que hacían, se daban enteros en lo que hacían, ponían lo mejor de ellos y creo que por eso pudieron salir adelante con su ideología mas allá de las

Au cours de ces processus complexes d'identification, bon nombre de ceux que nous avons rencontrés, au Chili en particulier, ont reconnu avoir traversé une crise plus ou moins intense au moment où ils ont atteint l'âge qu'avait leur père ou leur mère au moment de la disparition (et selon les informations dont ils disposaient à ce sujet). Le témoignage d'Alicia Juica, de ce point de vue, possédait une valeur à la fois intime et collective :

« Pour nous tous, atteindre l'âge qu'ils avaient au moment de leur disparition a été une épreuve. Quand je sais que mon père avait trente-quatre ans quand on lui a fait ce qu'on lui a fait, j'en ai des frissons. Pour moi, il était si jeune. Il a donc été difficile pour moi d'atteindre l'âge de trente-quatre ans. Pour tous les fils et filles de disparus, atteindre l'âge de notre parent disparu a été douloureux.¹ »

Le fait de s'identifier à la figure paternelle disparue revêt une valeur essentielle à plusieurs égards. D'une part, elle donne aux fils et filles de disparus le sentiment réconfortant de connaître leurs origines, quel que soit leur parcours de vie. D'autre part, de l'aveu de certains, elle leur permet de faire vivre la mémoire de leur père par leur propre existence : le sentiment que le disparu « vit » en eux est souvent très prégnant, comme le dévoile notamment le témoignage d'Alicia Juica :

« J'ai décidé d'assumer mes cheveux blancs, j'en suis fière parce que j'en ai hérité. Je suis son héritage. Mes enfants aussi lui ressemblent, je vois mon père dans de nombreux endroits, pour moi il n'est pas mort. Pour moi, mon père a toujours été en vie, il n'est pas mort, même s'ils l'ont tué... Je suis mon père. »²

adversidades. Así que creo que eso es una característica común que yo la sigo teniendo. En mi caso sería también la pasión por el arte, la verdad, por buscar la justicia, creo que eso me lo han dejado grabado. Y también algo como muy fuerte, el amor, el hacer lo que uno hace con amor y por amor, nunca por interés o por querer con eso obtener beneficio por ahí egoísta, sino que creo que eso también me lo han dejado, hacer las cosas por puro amor. Y otra cosa, creo que es la libertad interior, el no dejarse esclavizar por nada ni por nadie, ni por situaciones que a uno a veces le resultarían cómodas y serían como más fáciles de acceder o de seguir sabiendo que con eso uno se puede acomodar o alcanzar un objetivo propio. [...] Después otra, es el deseo de un mundo mejor, de justicia, de que las cosas se hagan de la mejor manera y del modo en que más personas sean beneficiadas y no desde justamente la injusticia o a veces de situaciones de egoísmo que hacen que otros tengan menos, por el egoísmo de los que tienen más. »

Entretien téléphonique avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 septembre 2016.

¹ « Eso fue un tema para nosotros también, llegar a la edad que tenían. Cuando yo sé que mi papá tenía 34 años a la edad en que le hicieron todo lo que le hicieron, me da escalofríos, para mí era tan joven. Entonces cuando tuve 34 años fue un proceso. Para todos los hijos fue un proceso, llegar a la edad que tenían ellos. »

Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Yo asumí mis canas, las llevo con orgullo porque las heredé. Yo soy herencia de él. Hasta mis hijos le parecen, yo veo a mi papá en muchas partes, para mí no murió. Para mí mi papá siempre estuvo vivo, aunque lo mataron. Yo soy mi padre. » Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

B) Identifications et sensibilités politiques

Au Chili comme en Argentine, des sentiments d'appartenance à certaines convictions politiques naissent fréquemment chez les filles et fils de disparus. Ces sentiments entrent en corrélation avec leurs processus d'identification à leurs parents. Tous ceux avec qui nous avons échangé ont en effet reconnu ressentir en eux l'héritage symbolique de valeurs politiques et humaines pour lesquelles militaient leurs parents, sans nécessairement s'identifier à un mouvement politique spécifique.¹ Cet héritage contribue à alimenter en eux un sentiment de fierté : une fierté d'appartenance, sentiment naturel et spontané que tout un chacun peut posséder. Dans la mesure où tout être humain éprouve le besoin d'être fier de ses sphères d'appartenance,² lesquelles sont garantes de ses propres valeurs, ce sentiment entre en corrélation avec l'estime de soi et avec la consolidation de l'identité personnelle. Au Chili, bon nombre de nos témoins ont dévoilé ces sentiments au cours de nos échanges :

« Je fais en sorte d'être une bonne communiste. [...] Je crois qu'il serait fier de sa fille.³»

(Alicia Juica)

« Comme je me suis mis à la recherche de mon père très jeune, je savais depuis tout petit qu'il était important de témoigner. [...] Et depuis peu je dirige un syndicat, le lien est donc très fort, évidemment... Je fais beaucoup de choses qu'il faisait aussi et je ressens donc cette identification à lui. Moi aussi je veux une société meilleure, je crois qu'il y a de très fortes inégalités dans ce pays.⁴» (Yuri Gahona)

« Tous les jours, chacun a une activité politique à mener. Tous les jours, du lever jusqu'au coucher. [...] Pendant une période de ma vie, j'ai fait partie des Jeunesses Communistes.⁵»

(Marcela Piñero)

¹ C'est ce que nos entretiens avec Marcela Piñero, Cristián Weibel, Natalia Chanfreau, Lorena Hoyos Muñoz, Laura Atencio Abarca, Yuri Gahona et Alicia Juica ont pu révéler.

² Cécile Delannoy et Catherine Vallée distinguent dans leur ouvrage la fierté-appartenance (sentiment spontané, la fierté-acceptation (dépassement de la honte, acceptation de ce qui ne dépend pas de nous-mêmes) et la fierté-estime de soi (ce qui dépend de nous-mêmes, nos valeurs, nos œuvres). Ces trois formes de fierté peuvent se cristalliser chez les fils et filles de disparus, héritiers d'une histoire qu'ils n'ont pas choisie, mais dont ils sont fiers. Voir DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 29-30.

³ « Trato de ser una buena comunista. [...] Y yo creo que él estaría orgulloso de su hija. ». Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

⁴ « Como empecé a buscarlo desde muy chico a mi papá, yo desde muy chico estuve metido teníamos que dar testimonio. [...] Y hace poco me transformé en dirigente sindical, claro que el vínculo es súper-fuerte... Estoy haciendo muchas cosas de las que él hizo y siento esta identificación con él. Yo también quiero una sociedad mejor, creo que en este país hay mucha desigualdad. »

Entretien avec Yuri Gahona, 9 octobre 2013, Santiago du Chili.

⁵ « Todos los días de su vida, uno hace su política. Todos los días, desde que te levantas hasta que te acuestas. [...] Yo durante un tiempo formé parte de las Juventudes Comunistas. »

Entretien avec Marcela Piñero, 29 septembre 2013, Calama.

En Argentine, le sentiment d'avoir hérité de certaines convictions politiques et militantes est également omniprésent chez les fils et filles de disparus et enfants volés.¹

« Je crois que ce qu'ils m'ont laissé, au-delà du fait d'être moi-même, c'est ma façon d'être ; plus j'apprends à connaître qui ils étaient et plus je me retrouve dans de nombreuses choses, je crois qu'ils m'ont laissé quelque chose de leur conviction militante. Le fait de croire en une cause, d'y prendre part, d'avoir cette conviction que l'on peut changer les choses, penser aux autres, le fait d'être solidaire et engagé et de faire correspondre les idées aux actes.²»

(Belén Gentile)

Certains se retrouveront, à partir de 2003, dans les gouvernements de Néstor et Cristina Kirchner, à l'issue des avancées de Néstor Kirchner en termes de justice : levée des lois d'impunité, procès et condamnation des militaires ayant participé à la dictature. Le couple Kirchner, de ce point de vue, a réussi à créer un engouement assez puissant dans la société argentine, en particulier chez les victimes de la dictature. Certains des enfants volés considèrent que la politique menée par les Kirchner en faveur des Droits de l'Homme fait de leur parti (« *Frente para la Victoria* », lequel se revendique comme une continuité du péronisme) l'entité politique la plus à même d'honorer les victimes de la dictature et la plus proche, idéologiquement, de la militance de leurs parents disparus :

« Clairement, depuis que Néstor Kirchner a été élu en 2003, nos histoires bénéficient d'une grande considération : les histoires des petits-enfants retrouvés, des Mères, des Grands-mères... La politique des Droits de l'Homme a été l'une des banderoles de ce gouvernement. Une posture qui ne rencontre pratiquement aucune opposition, hormis ceux qui donnent raison aux militaires de la dictature. Même chez ceux qui sont contre le gouvernement, personne n'est contre ce qui est fait en matière de Droits de l'Homme, bien au contraire. Et donc, évidemment, nos histoires ont pris une place importante et elles sont devenues une grande référence pour les plus jeunes, ils nous voient comme des références par rapport à ce qui a trait aux Droits de l'Homme. Nous participons à de nombreuses activités politiques ou encore dans les écoles, les universités, nous sommes toujours très présents, on nous invite à y prendre part et parler de notre histoire.

¹ Dans le cadre de notre travail, nous avons également rencontré en Argentine des personnes dont les deux parents ou l'un des parents avaient disparu, sans qu'ils ne soient victimes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés. Nous avons le plus souvent constaté que le sentiment d'avoir hérité de certaines valeurs politiques était également très puissant en eux. Entretien avec Carla Gonçalves, Martín Fraga Paolucci, Juliana García et Nicolás Castiglioni, novembre 2012 et 2013.

² « Ahora digo que pienso que lo que me dejaron ellos, más allá de ser yo, yo creo que mi forma de ser, porque a ir conociéndolos a ellos me siento reflejada en muchas cosas, yo creo que lo que me dejaron fue eso, de la militancia. De creer que se puede, de formar parte, de tener esa convicción de poder cambiar las cosas, de pensar en el otro, de ser solidario pero ponerlo en acción, y estar comprometido. »

Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

Certains d'entre nous ont aussi réellement une activité en tant que militant politique.¹»
(Manuel Gonçalves Granada)

« Au fur et à mesure que j'ai pris connaissance de mon histoire... c'est bizarre, je n'avais jamais lié l'histoire des gens à un contexte historique ou un moment historique et en revanche, pour connaître et comprendre l'histoire de mes parents, j'ai effectivement dû découvrir un monde historique et politique.² Et bien sûr, à partir du moment où j'ai commencé à connaître tout ce côté politique, ma position est devenue très clairement celle qui se rapproche le plus de celle de mes parents à cette époque-là : aujourd'hui je peux me considérer comme kirchneriste. Une position clairement populaire, même si évoquer le péronisme à cette époque serait très long... Et leur façon de militer au quotidien, au-delà de la fonction qu'ils occupaient, c'est aussi ce qui m'a touché. Le fait de savoir qu'à l'époque, mon père était l'un des dirigeants des Montoneros et en occupant cette fonction il n'a pas perdu sa façon de militer au quotidien, sans être à la recherche d'intérêts personnels, il n'avait que des objectifs de solidarité. La solidarité était l'axe du mouvement et c'est quelque chose qui est devenu une valeur fondamentale en moi, comme un héritage... Au début, j'étais tout « fou » par rapport à cela, je voulais tout savoir et justement, mes oncles, qui militaient avec mes parents à l'époque, pour m'expliquer ce qu'était le mouvement dans ses grandes lignes, me résumaient les choses de cette façon : « nous luttons dans la solidarité ».³» (Guillermo Amarilla Molfino)

D'autres enfants volés, s'ils reconnaissent certaines des avancées du gouvernement Kirchner, restent toutefois critiques quant à d'autres de leurs actions et insistent sur la nécessité de conserver un esprit critique du point

¹ « Claramente, desde 2003 que asume Néstor Kirchner, nuestras historias fueron puestas en un lugar de mucha importancia, de referencias, nuestras historias de nietos, de las Madres, las Abuelas... la política de derechos humanos fue una de las banderas de este gobierno. Una de las banderas que casi no pueden, casi no tiene oposición salvo quienes piensan que los militares « tuvieron razón » digamos. [...] Incluso la gente que está en contra del gobierno, nadie se manifiesta en contra de los derechos humanos, lo contrario. Y entonces obviamente nuestras historias tomaron un lugar importante y para los jóvenes también son de mucha referencia, nos ven de alguna manera como, no sé, como referentes de lo que tiene que ver con los derechos humanos. Y ahí nosotros participamos mucho de actividades políticas o en las escuelas, o en universidades, siempre estamos, nos invitan a participar, en base a nuestra historia. Algunos además tienen alguna actividad política militante. »

Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

² « A medida que fui conociendo la historia, es raro, como nunca relacioné la historia de las personas con un contexto histórico, con un momento histórico y para comprender la historia de mis papás y para conocerla, sí tengo que entrar a descubrir un mundo histórico y político. »

Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

³ « Claro que a partir de empezar a conocer todo ese mundo, mi posición es claramente la que sería en aquella época, del lado de mis padres, hoy sería « kirchnerista » digamos. Es una posición que tiene una tendencia clara, una postura popular, hablar del peronismo en esa época es larguísimo, pero... Sobre todo su militancia más allá del lugar que ocupaban, y cómo era su militancia cotidiana es lo que a mí me conmovió también...de saber que en aquel entonces mi padre era un alto dirigente de Montoneros, y siendo un alto dirigente no perdía su cotidianidad, sin buscar intereses personales, sino intereses puramente solidarios... Todo es un movimiento hacia la solidaridad, y eso a mí me queda como un valor, una herencia... Al principio estaba como loco, quería saber muchas cosas... y justamente para resumírmelo mis tíos que militaron con mis padres en aquellos años me lo resumían en esas palabras : « era una militancia solidaria... »

Entretien avec Guillermo Amarilla Molfino, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

de vue de la politique argentine, en veillant à ne pas basculer dans une vision manichéiste du panorama politique argentin. Pour eux, les avancées en matière de justice depuis 2003, si elles doivent être reconnues, ne justifient pas un appui inconditionnel à Néstor et Cristina Kirchner. Telle est la position de Carla Artes et de Jorgelina Paula Molina Planas, avec qui nous nous sommes entretenue à plusieurs reprises à ce sujet.¹ Pour elles, à l'instar d'autres familles de victimes, il n'est pas approprié d'assimiler la militance des victimes de la dictature à la « vague » kirchneriste, de par les nombreuses différences historico-politiques entre les années « noires » de l'Argentine et l'époque actuelle.

¹ De l'aveu de Carla Artes et Jorgelina Paula Molina Planas, mais aussi des activistes Enrique Mario Fukman (survivant de l'ESMA), Nora Cortiñas, Mirta Baravalle et Chicha Mariani, avec qui nous avons abordé le sujet, l'organisme des Grands-mères de la Place de Mai, depuis la fin des années 80, tend à avoir une position de plus en plus politisée. Depuis 2003, l'association affiche clairement et publiquement son soutien au parti « Frente para la Victoria », parti d'où sont issus les ex-présidents Néstor et Cristina Kirchner. Cette politisation a créé de nombreuses divisions idéologiques entre certains enfants volés, ainsi qu'entre certaines activistes des Mères et des Grands-mères de la Place de Mai. Pour ces différents témoins, si la vérité et la justice sont des priorités en Argentine après une longue période d'impunité, la récupération politique de ces questions n'est pas légitime.

IV. Les filles et fils de disparus acteurs d'une dynamique mémorielle : (re)construction, démythification, transmission

A) De la (dé)construction à la « dés-idéalisation »

Le processus de construction et déconstruction d'une figure parentale disparue est en mouvement permanent. Les fils et filles de disparus sont en quête de vérité à son sujet, sur le plan de la justice (Qui sont les responsables de sa disparition ? Où a-t-il été emmené ? Où se trouve son corps ?), mais aussi sur un plan beaucoup plus intime : qui était-elle vraiment ? La recherche de cette vérité et de cette figure parentale implique donc, le plus souvent, un processus de « dés-idéalisation » du disparu. Il est très fréquent que les fils et filles de personnes disparues soient en quête de cette construction non-idéalisée de leur père et/ou mère. Un parent idéalisé se rapprocherait, pour eux, de l'irréel et de l'imaginaire. Le « dés-idéaliser » : en d'autres termes, construire ou maintenir une représentation non mythifiée de lui, faire en sorte d'en construire une mémoire qui ne soit pas excessivement subjective. Une mémoire au plus près du réel et non de l'imaginaire, de la mythification, voire même de la sacralisation. Cette nécessité de dés-idéalisation peut ainsi faire écho à une réflexion freudienne reprise par la psychologue Laurie Laufer, selon laquelle l'idéalisation équivaut à construire une mémoire « hallucinatoire » de la personne disparue :

« Si halluciner l'objet revient à s'en satisfaire, c'est faire de l'image de l'objet sa réalité. Comment l'appareil psychique pourrait-il prendre l'empreinte de l'objet pour sa présence réelle au point même d'en être satisfait ?¹ »

Une représentation la plus réaliste possible, même symbolique, du parent disparu se révélerait donc psychiquement structurante, après avoir traversé ou non une phase d'idéalisation.

Bon nombre de fils et filles de disparus au Chili comme en Argentine (et tout particulièrement ceux qui ne possédaient aucun souvenir de leur père ou leur mère) ont partagé avec nous ce besoin spontané de remise en question des représentations parentales et d'une certaine désacralisation de sa mémoire. María Paz Concha Traverso nous a confié sa difficulté à se construire dans l'ombre d'un père parfois idéalisé :

« J'ai construit une image de lui. Une image qui parfois peut faire beaucoup souffrir, parce qu'on l'idéalise, avoir un père « idéal, qui faisait tout parfaitement », est aussi compliqué à gérer parfois. Cela génère certaines attentes en nous. Ceux qui ont disparu sont toujours beaux, souriants... Plus tard, j'ai fait une reconstruction plus profonde de lui : une reconstruction de son histoire, de sa famille, de sa vie affective...² »

¹ Laufer Laurie, *in* FREUD, Sigmund, Éditions Payot et Rivages, Paris, 2011, p. 34

² « Así construía la imagen de él. Una imagen que también te hace sufrir mucho, porque lo idealizas, entonces eso es lo complicado también con tener un padre que es ideal, que lo hacía todo perfecto. Se generan expectativas también además. La gente que desapareció siempre fue linda, sonriente... La reconstrucción que hice después fue

Claudia Godoy reconnaît elle aussi, à partir de l'adolescence, avoir remis en question sa propre construction symbolique de son père disparu. Forte de son expérience personnelle en tant que thérapeute,¹ elle a analysé la façon dont elle a vécu ce processus de « dés-idéalisation » de la figure paternelle :

« À l'adolescence, je discutais avec mes amies et je me souviens qu'elles avaient beaucoup de soucis par rapport à leurs parents à cet âge-là. Moi, par contre, je n'avais pas de problèmes par rapport à la figure de mon père. Je n'ai pas vécu de crise d'adolescence en tant que période de rébellion, mais je suis tout de même passée par une crise : je me suis rebellée par rapport à la construction que j'étais en train de faire de mon père. Construire un père parfait, affectueux, toujours présent, joueur (le père de la petite fille sur la photo que je viens de te montrer)... D'ailleurs, comme j'étais la seule fille, j'aimais vraiment mon père, il était tout pour moi, j'ai beaucoup de souvenirs sensoriels de mon père. Et je les ai nourris ».²

« Quand on est enfant, cette notion, d'abord, nous échappe ; à l'adolescence, on comprend un peu mieux certaines choses et à l'âge adulte, on comprend que tout ce que l'on a vécu en tant qu'enfant fait partie de ce que l'on est. Et dans le sens de cette réflexion, je me rends compte aujourd'hui que ne pas avoir de père correspond à une certaine expérience et qu'avoir un père dans un souvenir permanent en est une autre. Je n'ai pas été une petite fille sans père, j'ai été une fille qui avait un père terriblement présent et je l'ai construit ; la difficulté que j'ai eue en grandissant c'était de savoir si ma construction était la bonne, si elle correspondait à la réalité... Parce que je me disais que j'avais peut-être construit une « image imaginaire ». Je lui donne ce nom parce que je veux dire par là que je me disais que je construisais peut-être une figure imaginaire éloignée de la réalité, parce que cette image avait bien un pied dans la réalité. Et donc, à un moment donné de ma vie, j'ai eu l'obsession (non pas en termes cliniques) de réunir des éléments de la réalité pour vérifier si effectivement ils correspondaient à la construction que, moi, j'avais faite. J'ai parcouru différents endroits, j'ai discuté avec beaucoup de personnes qui avaient connu mon père, pour voir si leur version correspondait à la mienne, trente-sept ans après je me rends compte que ce que j'ai fait, c'est construire un père pour me refuser à « ne pas avoir de père », car j'en avais bien un.³»

más profunda porque tenía que ver con la historia de mi papá, con la familia de mi papá...con la vida afectiva de mi papá...» Témoignage de María Paz Concha Traverso, recueilli le 11 septembre 2013 à Santiago du Chili.

¹ Claudia Godoy a suivi un cursus de Psychologie clinique à Santiago du Chili.

² « En la adolescencia yo conversaba con mis amigas y había tantas dificultades con sus papás a esta edad, y yo en cambio no tenía dificultad con mi figura paterna. Yo no viví la crisis de la adolescencia y la rebeldía, pero uno la tiene igual, yo me rebelé en el sentido de « qué construcción estoy haciendo? » Construir un papa perfecto, cariñoso, siempre presente, juguetero, el papá de la niña que te mostré en la foto. Yo además era la única mujer, yo amaba mi papá, era una cosa... era todo, yo tengo recuerdos muy sensoriales de mi papá. Y yo alimenté eso ». Entretien avec Claudia Godoy, 26 septembre 2013, Santiago du Chili.

³ « Cuando eres niño no tienes la noción, cuando eres adolescente entiendes algunas cosas, y cuando eres adulto entiendes que todo lo que viviste es parte de lo que tú eres. Y en esta reflexión ahora me doy cuenta de que no tener papá es una experiencia, y tener un papá en un permanente recuerdo es otra experiencia. Yo no fui una niña sin papá, yo fui una niña con un papá tremendamente presente, y yo lo construí, el tema que se me fue presentando cuando yo iba creciendo era : cuan correcto era lo que estaba haciendo, si era fidedigno o no... que a

A la recherche d'un équilibre entre imagination et idéalisation, fils et filles de disparus peuvent ainsi être amenés à remettre en question leur propre travail de construction symbolique.

Les « enfants volés » d'Argentine, tout en possédant des parcours de vie différents de ceux qui ont grandi en connaissant leur véritable histoire familiale, sont eux aussi confrontés à cette oscillation entre idéalisation et désir de « démythification » des parents disparus et ce de façon d'autant plus complexe qu'ils doivent imaginer leurs deux figures parentales, dont ils ne possèdent la plupart du temps aucun souvenir direct, puis nuancer ces représentations. Il s'agit de les imaginer sans pour autant les sacraliser, un difficile exercice identificatoire.

Miriam Lewin, survivante de l'ESMA, a fait mention de ce désir de « dés-idéalisation » chez certains fils ou filles de disparus avec qui elle entretient une relation d'amitié.¹ Carla Artes et Jorgelina Paula Molina Planas, directement touchées par cette problématique, l'ont évoquée elles aussi :

« Je n'ai pas idéalisé mes parents parce que je me suis faite à l'idée de la façon dont ils étaient et je savais parfaitement que la dernière chose qu'ils auraient voulue, c'était que je les idéalise. Ils étaient comme tout le monde. Ils croyaient en ce qu'ils faisaient, c'est tout.²»

(Carla Artes)

lo mejor yo estaba construyendo una « fantasía fantaseosa ». Le pongo este nombre y apellido para con esto querer decir que a lo mejor era una fantasía alejada de la realidad porque esta fantasía tenía una pata metida en la realidad. Entonces en un momento de mi vida en el que yo me obsesioné (no en términos clínicos) por juntar elementos de la realidad para ver si efectivamente calzaba con esta construcción que yo había hecho. Entonces recorrí lugares, conversé con muchas personas que lo conocieron a mi papá, para ver si su versión coincidía con la mía, a 37 años de distancia me doy cuenta que lo que hice fue construir un papá para negarme a « no tener un papá », que yo tenía papá. »

Témoignage de Claudia Godoy, recueilli le 26 septembre 2013 à Santiago du Chili.

¹ Entretien avec Myriam Lewin, 16 octobre 2013, Buenos Aires. Celle-ci nous a confié que certains fils et filles de disparus étaient aussi à la recherche des défauts de leurs parents, à la recherche d'anecdotes pouvant tendre à les dés-idéaliser. Elle a plus particulièrement évoqué ce désir chez Mariana Eva Perez, que nous évoquerons dans notre dernier chapitre.

² « Yo quizás no idealicé porque ya me fui haciendo a la idea de como eran, y yo tenía muy claro que lo último que hubieran querido mis padres es que los idealizara, eran personas comunes y que creían en lo que hacían, nada más. » Entretien avec Carla Artes, 14 décembre 2012, Buenos Aires.

« On idéalise les choses quand quelqu'un meurt jeune, alors qu'il avait toute une énergie et toute la vie devant lui. Et on reste aussi avec une image dans le temps, quand en réalité on ne sait pas comment serait devenue sa vie, quels auraient été ses choix, on garde donc la partie la plus « naïve » de la personne. Je veux dire par là que s'ils étaient là aujourd'hui nous aurions certainement nos désaccords, nos disputes, peut-être aussi nos différences en termes de pensée et d'idéologie ou des façons de penser et de faire des choix différentes.[...] Intérieurement, ce que j'ai aussi analysé, c'est qu'il y a certaines choses que je n'aurais pas faites en tant que mère, tout du moins aujourd'hui, dans le contexte actuel. Je comprends qu'il s'agissait d'une époque différente, mais certains de leurs choix ont eu des conséquences très graves pour moi et je crois que je sais aussi le remettre en question. Le fait de reconnaître que mes parents avaient fait des erreurs a aussi été une épreuve pour moi : qu'ils m'avaient exposée à des choses qui m'avaient rendue très vulnérable face aux autres, avec une situation particulièrement instable pendant mes premières années, des changements d'adresse, des changements de noms, en cachant toujours qui nous étions, qui était notre famille, sans dire aucun nom... Beaucoup de choses qui ont eu une incidence sur moi et qu'en tant que mère, aujourd'hui, je ne ferais pas.¹» (Jorgelina Paula Molina Planas)

Dans le cas des enfants volés, le processus de reconstruction de l'histoire familiale, s'il est réparateur et leur permet de renouer avec la vérité, pourra également supposer des moments difficiles à vivre pour la personne en récupération d'identité, de par la quantité de nouvelles informations qu'elle a à gérer. Par ailleurs, l'entourage de l'enfant volé a bien souvent imaginé comment il avait grandi, et, de ce fait, en a construit une image mythifiée. Les petits-enfants restitués, portés disparus pendant de nombreuses années, peuvent ainsi, tout comme leurs parents, faire l'objet d'idéalisations inconscientes chez leur famille biologique.² Jorgelina Paula Molina Planas a évoqué cet aspect lors de nos échanges :

¹ « Las cosas que uno idealiza justamente se producen cuando alguien fallece joven y con todo el ímpetu y la vida por delante, y uno se queda en el tiempo también de una imagen que en realidad no se sabe como hubiera sido su vida, qué cosas habría elegido, entonces bueno, nos quedamos con esa parte como más « ingenua » de la persona, en el sentido en que si vivieran hoy y si estuvieran actuando tendríamos nuestras discusiones, nuestras peleas, tal vez nuestras diferencias de pensamiento o de ideología, o maneras de pensar y de elegir cosas distintas [...]. Entonces yo lo que estuve analizando internamente es que había cosas que hoy como madre no las hubiera hecho con mis hijos o por lo menos no las haría hoy con este contexto, sí comprendo que era un contexto diferente pero muchas de las cosas que ellos hicieron tuvieron también consecuencias muy graves en mí y creo que hoy en día también me lo cuestiono como parte de lo que no me parece bien. Y en su momento me puso mal, reconocer que mis padres también cometieron errores, que me expusieron muchísimo a cosas que me dejaron muy vulnerable ante los demás, el hecho de haberme criado los primeros años con tanta inestabilidad, con tantos cambios de lugares, de nombres, tratando siempre de ocultar donde estaba quiénes éramos, cuál era la familia, no poder decir el nombre de las personas... muchísimas cosas que me marcaron y que yo hoy como madre no las haría ». Entretien téléphonique avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 septembre 2016.

² Ce phénomène d'idéalisation est assez fréquent en particulier chez les personnes à la recherche d'un frère ou d'une sœur né(e) en détention. Mariana Eva Perez, dont les parents ont disparu alors qu'elle avait quinze mois et dont le frère est né en détention, a évoqué en ce sens les difficultés qu'elle avait pu rencontrer en retrouvant son frère et en apprenant à découvrir qui il était réellement, à partir de l'année 2000.

Entretien avec Mariana Eva Perez, 6 décembre 2014, Berlin.

« Il s'est aussi produit quelque chose d'assez fort : ceux qui m'ont retrouvée « de l'autre côté », ceux qui m'avaient attendue pendant des années, qui se souvenaient de moi lorsque j'étais petite, avaient tout un monde d'attentes quant à la façon dont j'allais être. C'était comme s'ils s'attendaient à ce que je sois comme ma mère, à ce que j'aie les mêmes idées, à ce que je sois moi aussi militante, guerrillera... [...] J'ai donc été en quelque sorte tiraillée entre les attentes de ma famille biologique, celles de ma famille adoptive, les rêves ou idéaux de mon frère Damián entre ce qu'il pensait que ma mère était et ce que j'étais, j'étais un peu comme son reflet pour lui. Et plus tard, tous ceux que je rencontrais me connaissaient, mais moi, je n'avais pas la moindre idée de qui ils étaient, certains me disaient « Je t'ai déjà vue avec ta mère quand tu étais petite. », « Je t'ai connue quand tu es venue une fois chez moi, ta mère te donnait le biberon. », [...] tous me parlaient comme s'ils me connaissaient très bien, quand de mon côté je ne les avais vus qu'une fois et toute petite, je ne m'en souvenais donc pas du tout... Il y a donc eu tout un bombardement d'informations et d'affects et je me suis sentie submergée par cela à un moment donné. Cela a aussi généré une certaine crise en moi.¹»

Chacun est donc amené à prendre sa place en tant qu'individu à part entière au sein de la famille à laquelle il a été enlevé, tout en renouant avec elle, avec son histoire et celle de ses parents. Amené, pour ainsi dire, à se dés-idéaliser lui-même et à dés-idéaliser progressivement ses figures parentales : les imaginer au plus près de la réalité tout en tenant compte des informations subjectives dont il dispose.

¹ « Se dio algo que fue también fuerte : el hecho de que los que me encontraron del otro lado, que me habían estado esperando durante años, porque se acordaban de mí de chiquitita, tenían todo un mundo de expectativas de cómo iba a ser yo. Que yo tenía que cumplir con las expectativas de ser como mi mamá, de seguir los mismos ideales, de ser también « militante », « guerrillera » [...] Entonces fue todo un tironeo entre las expectativas de mi familia adoptiva, las expectativas de la familia biológica, los sueños o ideales de mi hermano Damián de lo que yo era y él reflejaba que era mi mamá, o sea era como un espejo para él. Después, toda la gente que me veía era esta sensación de que ellos me conocían pero yo no sabía ni quienes eran, entonces todos hablándome « yo te vi de chiquita con tu mamá », « yo te conocí cuando viniste una vez, que tomabas la mamadera en mi casa » [...], o sea todo el mundo hablaba de mí como si fueran mis familiares requeteconocidos, y yo los había visto por ahí una o dos veces de bebida, o sea no tenía ni idea !Entonces fue como un bombardeo de información y de afectos que en un momento me desbordó y tuve mis crisis también con eso». Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012, Buenos Aires

B) Réappropriation de l'héritage familial : entre transmission, affirmation et distanciation

1) Transmission et entretien d'une mémoire familiale

Au fil du temps, fils et filles de disparus deviennent des passeurs de mémoire au sein de leur propre famille, en particulier en tant que parents. Leur expérience de vie s'intègre dans la continuité de l'histoire familiale et devient ainsi un élément de construction identitaire pour leurs enfants. Le fait de devenir parent pourra également incarner un nouveau moyen de se rapprocher symboliquement du disparu, de s'y identifier, de s'en différencier par certains aspects, d'entretenir sa mémoire ; Gerald Cahen nous dit, en ce sens, « Être père, c'est retrouver son propre père, marcher dans ses traces. S'inscrire dans une lignée, frayer sa propre voie. ».¹ Si, au moment de devenir parent, tout individu est confronté à une série de choix qui s'inscrivent dans la lignée de sa propre histoire et de ses valeurs, si chacun s'identifie peu ou prou à ses parents au moment d'avoir lui-même des enfants, ces questions peuvent susciter une réflexion d'autant plus grande dans le cas où l'individu a été confronté à une expérience hautement traumatisante (la disparition forcée) vis-à-vis de ses propres parents. Ainsi, dans notre travail, nous avons cherché à analyser quels choix assumaient les fils et filles de disparus en termes de transmission intergénérationnelle de leur histoire et d'entretien de la mémoire de leur(s) parent(s).

Nous avons pu observer une constante dans cette transmission familiale, au Chili comme en Argentine : celle d'un souci de toujours dire une vérité adaptée à l'âge des petits-enfants du disparu, accompagnée d'un effort important pour simplifier les explications quant à la disparition forcée. Tamara Montiglio, avec qui nous avons échangé à Santiago du Chili, a insisté sur les difficultés qu'elle rencontrait pour évoquer de façon simplifiée à sa fille aînée, âgée de six ans au moment de l'entretien, la disparition de son père. Elle éprouvait des inquiétudes, désireuse de fournir à sa fille des explications adéquates en fonction de son âge :

« Mon mari a raconté un jour à ma fille (de six ans) comment ses parents s'étaient rencontrés et il lui a dit que son père était mort d'un cancer. Et de mon côté, que dire à ma fille ? Comment lui parler du gouvernement militaire ? C'est trop complexe pour elle... Cette situation ne s'achève pas avec la disparition, elle se prolonge indéfiniment... Je lui ai donc dit que mon père était mort. Elle n'a rien demandé d'autre, mais un jour elle va bien demander des précisions. [...] Et comment savoir quel est le bon moment pour parler ?

Cela me semble très difficile.²»

¹ CAHEN, Gérald, *Le père disparu : une conversation inachevée*, Éditions Autrement, Paris, 2004, p. 6.

² « Mi marido una vez le contó a mi hija (de seis años) cómo se habían conocido sus papás, y que su papá había muerto de un cáncer. ¿Y qué le digo yo a mi hija, cómo murió mi papá ? ¿ Cómo le voy a hablar del gobierno militar ? Es demasiado complejo para ella... Es que esto no termina con el desaparecido, esto se prolonga no se sabe hasta cuándo... Entonces en ese momento yo le dije que mi papá había muerto. Ella no preguntó tampoco más detalles, pero en algún momento los va a preguntar... [...] y cómo saber cuál es el momento apropiado para hablar ? Yo lo encuentro muy difícil. » Entretien avec Tamara Montiglio, 8 octobre 2013, Santiago du Chili.

Natalia Chanfreau Hennings, dans une interview télévisée consacrée aux quarante ans du coup d'état, a restitué de quelle façon elle avait expliqué à son jeune fils la disparition de son père¹. Son choix peut être mis en relation avec celui de Tamara Montiglio :

« J'ai passé mon enfance à attendre. À attendre qu'il revienne, à croire qu'il pouvait revenir. Mais à un certain moment, pour ainsi dire, je l'ai « tué » : quand j'ai dû en parler à mon fils. Un jour, quand il avait un peu plus de deux ans, il m'a demandé : « Et ton papa ? ». Une question toute simple. Le pauvre, j'ai été tellement surprise que tout ce que j'ai réussi à faire (ce qui, justement, n'était pas une réussite..) c'est me mettre à pleurer. [...] Je crois que ce qui est vraiment terrible avec la disparition, c'est le doute, l'incertitude et l'attente permanente... Et s'il y avait bien une chose que je ne voulais pas transmettre à mes enfants, c'était cette incertitude. J'ai donc dû faire l'exercice conscient de dire « mon père est mort », moi qui jusqu'alors, quand on me demandait si mon père était mort, disais « Non, mon père a disparu. ».²»

Privilégier la vérité, sans donner un trop grand nombre d'informations ni générer un sentiment d'incertitude, tel est le souci qui se dégage de ces deux témoignages et que d'autres de nos témoins chiliens ont pu manifester. En Argentine, les enfants volés expriment des inquiétudes semblables. Carlos D'Elía, Manuel Gonçalves Granada et Jorgelina Paula Molina Planas ont particulièrement insisté sur les efforts qu'ils avaient dû fournir en tant que parents pour apporter des explications simplifiées à leurs jeunes enfants concernant leur changement de prénom et/ou de nom de famille, l'existence de leurs familles adoptive et biologique, les disparitions et vols d'enfants mis en place par la dictature.³ La vérité revêt une valeur d'autant plus essentielle à leurs yeux qu'ils en ont été privés pendant de nombreuses années. Les enfants volés y accordent donc une importance particulière dans la transmission de leur histoire. Une histoire familiale complexe que les petits-enfants des disparus assimilent petit à petit en tant qu'élément constitutif de leur identité et dont ils deviennent les héritiers.

En termes de transmission de l'histoire et de la mémoire familiale, nous avons pu observer que les petits-enfants du disparu pouvaient devenir, d'une certaine façon, sa « mémoire vivante » au sein du noyau familial. Aussi avons-nous remarqué que bon nombre de nos témoins, en devenant eux-mêmes parents, avaient

¹ Interview de Natalia Chanfreau Hennings dans le cadre de l'émission « Informe Especial, la voz de los 40 », documentaire diffusé au Chili le 8 septembre 2013.

² « Yo viví una infancia esperando. Esperando que llegara, creyendo en la posibilidad de que podía volver... Pero en un momento, como digo, yo « lo maté » : cuando tuve que contarle a mi hijo mayor. Un día, a los dos y tantos años, él me preguntó, « ¿ y tu papá ? ». Qué pregunta más simple. Me pilló tan de sorpresa, el pobre, que lo único que atiné – o que, en realidad, no atiné – fue que me puse a llorar. [...] Si hay algo que creo que es terrible de la desaparición es la duda, la no certeza, y la espera permanente... Entonces si había algo que no les quería transmitir a mis hijos, era la duda. Por eso tuve que hacer el ejercicio consciente de decir « Mi papá está muerto. », yo que hasta entonces, si me preguntaban « ¿ Tu papá está muerto ? » decía « No, mi papá está desaparecido. » »

³ Entretiens avec Carlos D'Elía, Manuel Gonçalves Granada et Jorgelina Paula Molina Planas, 4, 7 et 19 décembre 2012, Buenos Aires.

pris la décision de donner à leurs enfants un prénom ou un deuxième prénom en lien avec leur(s) parent(s) disparu(s). Il s'agit là d'une manière d'honorer sa mémoire et de lui rendre hommage.

Juliette Allais, dans son ouvrage *La psychogénéalogie*, analyse ce que peut signifier le fait de porter le prénom de l'un des membres de sa famille. Dans cette perspective, plusieurs traits d'analyse se dégagent. Derrière le prénom qu'il porte, un individu peut en effet lire de quelle manière il est investi au sein de sa famille.¹ Porter le même prénom qu'une autre personne de l'arbre généalogique tisse un lien avec la personne en question. Du point de vue de la stricte filiation, donner à son enfant le prénom de son père ou de sa mère questionne les liens entretenus avec eux (et peut également contribuer à idéaliser le parent en question).² Il s'agit également de rappeler sa mémoire : un nouveau lien symbolique est instauré avec lui.³

S'ils peuvent exister dans tout cercle familial, nous avons pu constater que le tissage de ce type de liens était très fréquent chez les descendants de détenus-disparus. Nous pouvons citer ici plusieurs exemples. En particulier celui de Carla Artes, qui a donné à sa fille aînée le prénom Graciela et à son fils celui d'Enrique. Natalia Chanfreau, pour sa part, a choisi Alfonso (prénom de son père disparu) comme deuxième prénom pour son fils aîné. Son deuxième fils, quant à lui, se nomme Emilio : Emilio était le nom qu'Alfonso Chanfreau utilisait dans ses activités militantes au sein du MIR. Claudia Godoy nous a confié avoir nommé sa fille Carla en rapprochement au prénom de son père disparu, Carlos. María Paz Concha Traverso a également choisi de donner à son fils le deuxième prénom Marcelo, en hommage à son père.

Bon nombre de ceux que nous avons rencontrés dans le cadre de nos recherches ont reconnu avoir le sentiment que le disparu, d'une certaine façon, vivait en eux. Ils considèrent qu'il vit également à travers ses petits-enfants. Les processus d'identification sont en ce sens transgénérationnels et les descendants du disparu deviennent des acteurs importants de la mémoire familiale en tant que porteurs de son histoire, mais aussi, parfois, d'un hommage symbolique.

¹ ALLAIS, Juliette, *La psychogénéalogie : comment guérir de sa famille*, Eyrolles, Paris, 2007, p. 62.

² *Ibid.*, p. 65

³ *Idem.*

2) Rapprochements et distanciation avec l'histoire familiale

Nous avons pu observer différents réseaux d'identification qui se tissaient entre fils et filles de disparus et leurs parents. Ces identifications, en lien avec les mémoires familiales, jouent un rôle crucial dans leur construction identitaire. Certains fils et filles de disparus pourront les affirmer à travers différents rapprochements symboliques avec leur(s) parent(s) disparu(s). Ces rapprochements, de natures très différentes, peuvent également rendre compte d'une volonté de leur rendre hommage et d'affirmer une histoire familiale douloureuse. Plusieurs de nos témoignages peuvent l'illustrer.

Pour Guillermo Amarilla Molfino, nous l'avons vu, la musique représente un rapprochement symbolique avec ses parents, eux aussi musiciens. D'autres fils et filles de disparus revendiqueront leur(s) figure(s) parentale(s) par d'autres biais, chacun à leur manière.

Pour Manuel, le tatouage assure cette fonction de rapprochement symbolique. Sur l'avant-bras droit, il arbore fièrement un tatouage représentant un collier ayant appartenu à sa mère, Ana María Granada :

« C'est un collier de style hindou. Quand ma mère a disparu, l'une de ses cousines, qui avait son âge (elles étaient très proches, elles avaient l'habitude de sortir toutes les deux, de se prêter leurs vêtements...), avait ce collier avec elle. Elle l'a gardé pendant vingt ans. Et quand elle m'a rencontré, elle me l'a donné. Quand je l'ai touché, j'ai ressenti une connexion avec le temps. Je touchais quelque chose que ma mère avait touché. Autrement dit, c'était la première fois que je touchais quelque chose qu'elle avait porté sur sa peau, je pouvais en être certain. Elle me l'a donc donné, je l'ai porté et je l'ai gardé avec moi pendant très longtemps. Et puis un jour, je me suis levé et j'ai dit à mon frère, qui a beaucoup de tatouages, que je voulais m'en faire un. Il m'a accompagné et je me suis fait tatouer ce collier. Cela doit faire huit ans (2005). C'est un motif très bizarre, personne ne comprend ce que c'est, je dois toujours l'expliquer. Pour moi, ce tatouage a beaucoup de sens, j'adore l'avoir et le porter, je peux l'emporter partout avec moi. Et c'est ce que je voulais, il n'y avait aucune question esthétique, c'était une façon pour moi d'avoir toujours ce collier avec moi, c'est un symbole.¹»

¹ « Es un collar tipo hindú. Cuando mi mamá desapareció, una prima de ella que tenía su edad (eran amigas además de ser primas, salían juntas, se prestaban ropa...), a ella le quedó este collar, y lo guardó durante veinte años. Y el día que me conocí, me lo dio. Cuando yo toqué eso, lo que sentí era una conexión con el tiempo. Iba a tocar algo que yo sabía que mi mamá tocó también. O sea, la primera cosa que yo tenía la certeza de que también había estado en su piel. Me lo dio, y me lo llevé, y lo tuve guardado durante muchísimo tiempo. Y un día me levanté y le dije a mi hermano que tiene muchos tatuajes « me toca hacer un tatu ». Así que fuimos y me lo hice. Hará 8 años más o menos (2005). Es una figura muy rara, nadie entiende qué es, es necesario que lo explique. Para mí sí, tiene mucho sentido, me encanta tenerlo y llevarlo, es como que lo puedo llevar a todos lados. Pero es eso, o sea lo que yo quería era eso, ni siquiera una cuestión estética, era como : yo quiero tenerlo conmigo, es un símbolo ». Entretien avec Manuel Gonçalves Granada, 4 décembre 2012, Buenos Aires.

Pour Bernardo de Castro Saavedra et Jorgelina Paula Molina Planas (dont nous aborderons plus amplement le travail au cours de notre dernier chapitre), c'est l'art plastique qui devient un élément de rapprochement symbolique avec la figure paternelle :

« J'ai choisi d'être artiste comme une forme d'hommage à mon père. Mon père, on l'a privé de cela. Je suis pro-indigéniste, je fais en sorte de défendre le peuple Mapuche par exemple, l'art en tant qu'instrument politique, c'est ce qui m'intéresse. Je considère ce que je fais comme un instrument de mémoire également, je travaille dans ce sens-là.¹ »

Alicia Juica tisse elle aussi un lien symbolique avec son histoire familiale grâce à son activité professionnelle. Aujourd'hui photographe, elle a insisté au cours de notre entretien sur la valeur affective que les photos possèdent pour elle :

« Je suis entourée de photos de mon père, je suis devenue photographe parce que j'ai grandi parmi les photos... Je connaissais les disparus et je commençais à les aimer par les photos. Je regardais ces photos et je me disais: « Qui était-ce ? », « Quelle est son histoire ? » et je recherchais cela. Je voulais en savoir plus sur la « vie » de cette photo. La seule façon de voir mon père vivant, c'était de regarder des photos de lui. Et les photos de tous ceux qui avaient disparu, leur vie était dans les photos. J'aimais les regarder, imaginer dans quelle situation la photo avait été prise... Les photos étaient très importantes pour moi. Je trouve qu'elles ont une force très particulière et tout a pour moi une signification particulière. [...] Au-delà d'une image sélective, il y a tout un contexte que l'on ne peut pas voir, mais que l'on peut imaginer. Je trouve cela très beau. Et j'ai grandi là-dedans...² »

Pour Natalia Chanfreau, pour qui la question de l'exil se mêle à celle de la construction identitaire en tant que fille d'un détenu-disparu et peut potentiellement la rendre plus complexe, le sentiment d'appartenance au Chili et à la nationalité chilienne s'est toujours affirmé en elle et illustre son rapprochement symbolique avec son père et son histoire familiale :

¹ « Elegí ser artista como homenaje a mi papá, que a mi papá le quitaron la posibilidad de ser artista. Yo soy pro-indigenista, yo trato de luchar a favor del pueblo mapuche por ejemplo, el arte político es lo que me interesa. Considero mi arte como un instrumento de memoria también, de eso se trata. »

Entretien avec Bernardo de Castro Saavedra, 4 octobre 2013, Santiago du Chili. Ajoutons que Bernardo de Castro Saavedra travaille en tant que guide dans le centre clandestin de détention « José Domingo Cañas », où son père a disparu. Cette fonction, dans un lieu aujourd'hui lié à la mémoire collective, le rapproche également de son histoire familiale.

² « Porque estoy rodeada de fotos de mi papá, yo soy fotógrafo porque crecí en medio de muchas fotos...yo conocía a los desaparecidos y los empezaba a querer a raíz de las fotos, veía las fotos y decía « quién fue ? Cual es su historia ? », y la buscaba. Quería saber un poco más de la vida de la foto. La única manera de ver a mi papá vivo era viendo las fotos. Y las fotos de todos ellos, la vida de ellos estaba en las fotos. Me gustaba ver las fotos, imaginar la situación en que tomaron la foto... Me vinculé mucho con las fotos. La foto tiene un carácter para mí muy especial, las cosas tienen un significado, todo para mí es especial. [...] Más allá de la imagen selectiva que uno toma con las fotos, hay todo un contexto que uno no ve, pero lo puede imaginar. Es muy bonito. Y así fui creciendo... » Entretien avec Alicia Juica, 25 septembre 2013, Santiago du Chili.

« Je crois qu'à la différence de beaucoup d'enfants d'exilés, pour moi le Chili a toujours été mon pays. Malgré le fait, paradoxalement, que j'ai appris à marcher, à parler et que j'ai tout appris en France. Et j'ai toujours un certain attachement à la France, mais je ne la considère pas comme mon pays. Je ne me vois pas vieillir à Paris (ni dans aucune ville de France, car pour moi la France a toujours été Paris), cela ne me vient pas à l'esprit. Je m'imagine au Chili, je me suis toujours imaginée ici. J'ai envie de voyager en France, car cela fait aussi partie de mon histoire. Si je devais y vivre, ce serait pendant deux ans tout au plus. Je ne me projette pas là-bas. Car en définitive, je me sens chilienne. Je crois que l'une des choses qui est lourde de sens pour moi, du point de vue de ma relation avec le Chili, c'est que je ne sais pas où est mon père, mais ce que je sais, c'est qu'il est au Chili. Je l'ai toujours su. Le Chili, c'était donc mon pays d'origine, ma famille, mais c'était aussi mon père. Où, je ne sais pas, mais à choisir entre être en France et être au Chili, je préférerais être au Chili parce que nous étions près de mon père. Je crois que ça aussi, cela m'a rapprochée de lui et cela a rendu plus facile mon arrivée au Chili, avec la complexité que cela supposait. Je crois que cela m'a aidée et que mon identification au Chili était plus forte qu'elle ne pouvait l'être pour d'autres enfants qui n'avaient pas cette histoire.¹»

Si l'histoire familiale reconstruite fait partie intégrante de l'identité individuelle des fils et filles de disparus et si l'affirmer est essentiel, certains d'entre eux pourront également éprouver le besoin de prendre une certaine distance (au Chili plus particulièrement). Et ce, le plus souvent, afin de « se décharger » d'une certaine façon, du poids de cet héritage : l'assumer, sans pour autant le vivre comme une sorte de « fardeau » qui déterminerait leur vie et leur identité.

Le témoignage de Natalia Chanfreau, à nouveau, illustre tout particulièrement cet aspect. Après avoir suivi le même cursus universitaire qu'avait suivi son père, Alfonso Chanfreau, puis avoir également suivi un cursus d'histoire, elle a progressivement pris des distances avec ces thématiques, étroitement liées à son histoire de famille. Cette distanciation lui a permis de s'épanouir personnellement et professionnellement :

¹ « Yo creo que a diferencia de muchos hijos de exiliados, para mí Chile siempre fue mi país. Pese a esa cosa contradictoria de que aprendí a hablar aprendí a caminar, lo aprendí todo en Francia. Y me pasa hasta el día de hoy, que con Francia tengo cierto afecto, pero tampoco lo siento como mi país. No me imagino envejeciendo en París (ni en ningún lugar de Francia, que para mí Francia siempre ha sido París), como que no se me ocurre. Me imagino acá, siempre me he imaginado acá. Tengo ganas de ir, porque también es parte de mi historia. Si es que fuera para vivir, un par de años sería todo. No me imagino así proyectándome allá. Porque finalmente me siento chilena. Creo que una de las cosas decidoras para mí, de mi relación con Chile, tenía que ver con que no sé donde está mi papá, pero lo que sé es que está en Chile, siempre lo supe. Por lo tanto Chile era país de origen, era familia, pero Chile también era mi papá. Dónde, no sé, pero en términos de imagen entre estar en Francia y estar acá, mejor estar acá porque estábamos más cerca. Creo que eso también me acercó, e hizo que mi llegada a Chile fuese más fácil, dentro de lo complejo. Yo creo que me ayudó, que mi identificación con Chile era más fuerte respecto de a lo mejor otras que no tenían esta historia. »

Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

« Je crois qu'effectivement, quand cela touche à une histoire nationale et à une histoire personnelle, le fait « de reconstruire et construire à partir de » est important et peut même jouer un rôle dans un choix de carrière. Cela entre en lien avec le fait d'élaborer, de soigner certaines blessures, de « nettoyer » des choses restées troubles et je crois que cela permet d'aller de l'avant d'une façon beaucoup plus pacifiée. Et finalement je me suis consacrée à d'autres choses. Je ne travaille plus avec l'histoire aujourd'hui mais plutôt dans l'éducation. Quand j'ai fini le lycée, j'ai commencé un cursus de philosophie à l'Université du Chili (là où mon père avait étudié) et au même moment, j'ai été sélectionnée pour étudier la sociologie à la Universidad Católica. Et ce qui m'a en partie fait opter pour la sociologie, c'est précisément parce qu'il aurait été étrange pour moi d'aller à la Universidad de Chile. Pendant très longtemps j'ai été « la fille d'Alfonso », cela a donc été très important pour moi... Aujourd'hui, je reste la fille d'Alfonso et j'en suis très fière, mais c'est agréable pour moi de sentir que ma vie est construite, que j'ai aussi réussi à me construire indépendamment de cet héritage. Et mon choix de travailler dans l'éducation est lié à cela, à mon choix personnel de carrière¹. [...] Il était très important pour moi de sentir que j'avais un autre espace qui ne soit pas lié à mon histoire. Mes collègues de travail la connaissent, j'en parle beaucoup plus que ne le font certaines personnes... Il est naturel pour moi d'en parler, si certains l'acceptent c'est très bien et si ce n'est pas le cas, tant pis, ce n'est pas mon problème. Je ne donne pas de détails, je ne suis pas quelqu'un de morbide, bien au contraire, mais c'est mon histoire. De la même façon que je n'aime pas entendre de détails à ce sujet, je n'expose pas ces détails aux autres, c'est ma vie. Je sens que, de mon point de vue, il est réparateur pour moi de me rappeler que cette histoire marque ma vie mais ne la détermine pas. Elle est ce qu'elle est et je ne veux pas la nier. Mais j'apprécie d'avoir le sentiment d'être parvenue à me construire au-delà de cet héritage.²»

¹ « Si hay historia nacional, si hay historia personal, la importancia de « reconstruir y de construir a partir de », yo creo que sí, que finalmente tiene peso en la elección de la carrera. Tiene que ver con sanear, sanear y sanar, como « hacer limpieza » respecto de cosas que están ahí turbias, creo que te permite avanzar mucho más tranquila para adelante. Pero finalmente me he dedicado a otras cosas. No trabajo hoy en día con la historia pero sí con la educación. Cuando recién salí del colegio, estudié filosofía en la Chile (Universidad de Chile, donde estudiaba mi papa) y al mismo tiempo quedé seleccionada para sociología en la Católica. Y una de las cosas que me hizo optar por la sociología es que justamente me resultaba raro ir a la Chile, ahí hay un mural para todos los desaparecidos que estudiaban filosofía en la Chile. Durante mucho tiempo fui « la hija de Alfonso » entonces era súper-importante para mí... Y me gusta sentir hoy en día que mi vida esta armada, sigo siendo hija de Alfonso y muy orgullosa, pero me gusta también sentir que he logrado armar mi vida independientemente de eso. Entonces finalmente mi opción por la educación, y tiene que ver más con mi elección personal. »

Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

² « Para mí era súper-importante sentir que tenía otro espacio que no tenía que ver con eso. Mis compañeras de trabajo conocen mi historia, lo hablo mucho más de lo que lo hablan otras personas... para mí es natural hablar del tema, si a alguien le gusta muy bien y si no, lo lamento mucho, no es mi problema. No cuento detalles, no soy morbosa, ni mucho menos, pero es mi historia. Así como a mí no me gusta escuchar detalles yo no expongo detalles a los demás. Esa es mi vida. Siento, desde mi perspectiva, que para mí es sanador : eso marca mi vida pero no determina mi vida. Tengo la historia que tengo y no la quiero negar. Pero me gusta también sentir que he logrado construir una vida más allá de eso. »

Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

Pedro Godoy s'est lui aussi exprimé en ce sens :

« À un moment donné de ma vie, vers l'adolescence, je me suis dit que ma façon de résister serait de continuer à vivre, faire ma vie, fonder une famille. J'ai eu cette conviction profonde.¹»

Différentes étapes se cristallisent ainsi, tout au long de la (re)construction des fils et filles de disparus. Dans les deux pays et quels que soient leurs parcours de vie, nous retrouvons de grandes similitudes dans leurs façons d'appréhender leur cheminement vers une récupération historique, mémorielle et affective. Les différentes étapes que nous avons analysées nourrissent le sentiment qu'ils ont de leur identité individuelle et témoignent également de leurs importantes capacités de résilience, soit leur aptitude à se construire et à vivre de manière satisfaisante en dépit de circonstances traumatiques.² C'est dans la participation à la construction d'une identité et d'une mémoire collective que cette résilience pourra également s'accroître, comme nous le verrons dans notre dernier chapitre.

¹ « En algún momento yo dije : « bueno, la forma de resistencia que voy a tener es seguir viviendo, hacer mi vida, mi familia, eso fue una convicción que sentí. [...] Eso fue algo que como adolescente dije. »

² Voir la définition de la résilience énoncée dans le Petit Larousse de la psychologie, in ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, p. 874.

CHAPITRE DEUX :

**D'UNE SPHÈRE INTIME À UNE SPHÈRE
PUBLIQUE :**

**CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ COLLECTIVE
CHEZ LES FILS ET FILLES DE DISPARUS**

I. D'une mémoire individuelle à une mémoire collective : fils et filles de disparus dans une dialectique identitaire

A) La dimension collective de la mémoire et ses liens avec la notion d'identité

La mémoire, qui permet à tout individu de se remémorer des événements passés, est une faculté que l'on ne peut réduire à sa dimension biologique et cognitive, comme nous l'avons mentionné précédemment. Elle représente en effet, avec la pensée, l'une des compétences humaines qui n'est rendue possible que grâce à des interactions sociales et culturelles.¹ Pensée et mémoire permettent l'établissement et le partage de croyances, de raisonnements ou encore la transmission d'émotions, de sensations, de récits de vie. Elles s'organisent au gré de la présence de l'*Autre*, en tant qu'individu ou en tant que groupe.² Les hommes, comme nous le rappelle le biologiste Steven Rose, « ne sont pas des monades isolées, à l'existence confinées dans leurs têtes respectives, mais des êtres profondément sociaux, interagissant continuellement avec le monde externe des choses et des gens³ ». Ainsi, « pour individuelles que soient nos mémoires, elles sont néanmoins structurées et leurs mécanismes cérébraux mêmes sont affectés par la nature collective, sociale, de notre mode de vie d'êtres humains.⁴ ».

Pour l'anthropologue Joël Candau, « ce que l'on appelle la mémoire collective est souvent le produit d'un empilement de strates mémorielles très diverses⁵ ». Se plaçant du côté du champ de la psychanalyse, Candau affirme également qu'il n'existe ni mémoire strictement individuelle, ni mémoire strictement collective. La mémoire individuelle peut en ce sens se définir comme « un point de vue sur la mémoire collective⁶ ». La mémoire individuelle a donc besoin de l'écho de la mémoire d'autrui et s'inscrit nécessairement dans une mémoire collective, « la signification des événements mémorisés par le sujet se mesurant à l'aune de sa propre culture⁷ ». Dans ses deux aspects, individuel et collectif, la mémoire s'emploie constamment à organiser et réorganiser le passé.⁸

Joël Candau, dans la continuité de sa réflexion, appuie également la valeur collective des témoignages de personnes devenues des « passeurs de mémoire » ou « porteurs de mémoires » et la reconnaissance de leur expérience de vie par la société dont ils font partie :

¹ CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005, p. 16.

² Voir CANDAU, Joël, *op.cit.*

³ Steven Rose cité par Joël Candau, *in* CANDAU, Joël, *op.cit.*

⁴ *Ibid.*, p. 65.

⁵ *Ibid.*, p. 72.

⁶ Halbwachs, cité par Joël Candau, *in* CANDAU, Joël, *op.cit.*

⁷ CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005, p. 76.

⁸ *Ibid.*, p. 110.

« Un « porteur de mémoire » peut se voir doté de prestige par le groupe lorsque ce qu'il rappelle est valorisé (il est alors celui qui sait) ou, au contraire, être stigmatisé lorsque l'image du passé qu'il renvoie est rejetée par la société toute entière (il est alors celui dont on ne veut rien savoir). C'est dire que le statut de gardien de mémoire qui, dans bien des cas, apparaît comme une fonction purement individuelle, est inséparable des interactions sociales.¹»

Il nous invite également à considérer l'expression « mémoire partagée », qui peut se substituer dans une certaine mesure à celle de « mémoire collective » :

« La notion de mémoire partagée paraît plus opératoire que celle de mémoire collective en ce sens qu'elle suggère l'existence de processus concrets de convergence, de rencontre et d'agrégation de souvenirs, rendus possibles par la présence des sociotransmetteurs.²»

En convoquant publiquement la mémoire, une société espère que celle-ci serve notre identité collective, qu'elle soit le fondement d'une justice réclamée,³ défendant la cause des victimes.

Le devoir de mémoire et le devoir de justice s'entrecroisent. En effet, le simple souvenir ne suffit pas à incarner le devoir de mémoire. Ce dernier, construit à partir de souvenirs personnels, se prolonge en revanche vers différentes réponses données par la société : ces réponses sont à la fois symboliques, politiques, judiciaires et éducatives.

Les notions dialectiques de mémoire individuelle et de mémoire collective répondent ainsi à la notion de construction(s) identitaire(s). Dans son *Anthropologie de la mémoire*, Joël Candau se consacre aux liens qui unissent ces différentes terminologies et insiste sur leur étroitesse :

« Si la question de l'identité individuelle ou collective est sous-jacente dans chaque chapitre de cet ouvrage, c'est parce qu'il n'y a pas lieu de distinguer mémoire et identité tant les deux notions sont liées. Il ne peut y avoir d'identité sans mémoire, « une sorte de relais de soi-même à soi-même », observe Quine. Elle « définit notre être et modèle notre façon de nous comporter, note pour sa part Steven Rose, de manière bien plus étroite que n'importe quel autre aspect de notre personnalité ». En cas de perte de mémoire, c'est un peu de nous-mêmes que nous croyons perdre. C'est donc à juste titre que Paul Antze et Michael Lambek (1996) soutiennent que la mémoire peut tout à la fois venir renforcer (dans le cas du souvenir) et éreinter (dans le cas de l'oubli) le sentiment de notre identité. [...] Tout mémorant apprivoise le passé mais surtout il se l'approprie, se l'incorpore et le marque de son empreinte, étiquetage

¹ CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005, p. 76.

² *Ibid.*

³ ETXEBERRIA, Xabier, *Dinámicas de la memoria y víctimas del terrorismo*, Bakeaz, Bilbao, 2007, p. 84.

mémoriel manifeste dans les récits ou mémoires de vie. À des mémoires fortes correspondent des identités solides, à des identités fragmentées des mémoires éclatées. Nombreux sont les exemples de cette intrication entre mémoire et identité, multiples sont les cas où la mémoire consolide ou défait le sentiment identitaire.¹»

La mémoire collective ne se contente pas de se tourner vers les victimes du passé, mais aussi vers celles qui pourraient être, dans le futur, de nouvelles victimes. C'est en ce sens que la mémoire collective réunit à la fois passé, présent et avenir : elle représente une activation du souvenir dans un présent tourné vers le futur.² Le passé est sans cesse réactualisé, revendiqué par différentes voix mémorielles qui, transgressant leur caractère intime et privé, viennent s'inscrire dans la construction de mémoire(s) sociale(s) : « aussi bien du point de vue de l'individu que du point de vue du groupe, le passé se reforme sans cesse, se reconstruisant au nom du présent³».

Tout comme la notion d'identité, la mémoire collective est ainsi en mouvement continu et implique une relation permanente aux réalités du pays en termes de justice, de réparation et d'oubli. La présence de l'Autre, en tant qu'individu, groupe ou société est nécessaire à la construction mémorielle. Les groupes possèdent ainsi une fonction psychique et identitaire. En tant que lieux intermédiaires entre l'individu et la société, ils constituent en effet des espaces de construction identitaire parce qu'ils assurent des fonctions de contenant et d'étayage, pour reprendre la réflexion de la sociologue clinicienne Florence Giust Desprairies.⁴ Les groupes permettent l'élaboration de constructions intersubjectives dans la mesure où ils permettent à différents porteurs de mémoire de faire entendre leur voix. D'où l'importance du rôle mémoriel et identitaire que vont jouer certains groupes de fils et filles de détenus-disparus, aussi bien au Chili qu'en Argentine. Une forme d'identité collective existe ainsi chez ceux dont l'histoire personnelle a été fortement marquée par la disparition d'un père, d'une mère ou des deux parents. Nous nous sommes intéressée en effet à la construction de cette identité collective et à ses manifestations.

¹ CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005, p. 114-115.

² ETXEBERRIA, Xabier, *Dinámicas de la memoria y víctimas del terrorismo*, Bakeaz, Bilbao, 2007, p. 87.

³ « Tanto en el individuo como en el grupo, el pasado se rehace constantemente, reconstruyéndose en aras del presente». Barlett, in CASTILLO VERGARA, María Isabel, *El (im)posible proceso de duelo, familiares de detenidos desaparecidos: violencia política, trauma y memoria*, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, Santiago de Chile, 2013, p. 119.

⁴ GIUST DESPRAIRIES, Florence, *L'identité comme processus, entre liaison et dé-liaison*, Revue Éducation Permanente n°128, 1996/3, p. 69.

B) Fils et filles de disparus dans la construction d'identités et de mémoires collectives

Du point de vue des psychologues Ronnie Bonomelli et Angela Fedi, le concept d'identité est tout aussi fascinant que difficile à traiter, en particulier dès lors que l'on tente de dépasser l'analyse de sa dimension individuelle pour s'intéresser à sa dimension sociale, interactive et aux rapports entre personnes, groupes et structures.¹ Identité(s) individuelle(s) et collective(s) sont fortement mises à mal lors d'expériences traumatiques collectives et l'élaboration de mémoires solides apparaît alors comme la seule alternative pour tenter de les restructurer.

Comme le souligne le philosophe Yosef Yerushalmi, l'histoire du vingtième siècle est cristallisée « d'assassins de la mémoire » : la disparition forcée de personnes, « crime des crimes », prétend effacer l'existence et anéantir la mémoire même de celles et ceux qui en sont victimes. La mémoire en tant qu'exercice de remémoration (il s'agit d'une mémoire dynamique, en construction permanente) entre à nouveau en relation avec la notion d'identité individuelle et collective.² En défendant leur mémoire, les familles de détenus-disparus, le plus souvent très actives sur la scène sociale au Chili et en Argentine (participation à des manifestations, à des hommages, à l'inauguration de plaques commémoratives ou lieux de mémoire³), participent ainsi à la reconstruction d'une identité individuelle, groupale et sociétale.

Diana Kordon et Lucila Edelman, dans leur ouvrage *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, mettent en relation cette notion d'identité groupale chez les fils et filles de disparus. Elles insistent, dans ce travail, sur le fait que la confrontation d'un individu à une situation traumatique ou à une perte hautement significative (deuil ou deuil symbolique), vient accroître sa nécessité d'appartenance : faire partie de certaines sphères devient, en quelque sorte, une stratégie résiliente qui peut permettre à l'individu de renforcer le sentiment qu'il possède de son identité, ébranlée par l'expérience traumatique. Un sentiment d'appartenance possède par ailleurs nécessairement deux pôles : l'un situé dans l'intrapsychique et l'autre tourné vers le domaine socioculturel.⁴

Cette réflexion répond également au travail réalisé par les professeures Cécile Delannoy et Catherine Vallée, qui étudient la notion de sentiment d'appartenance dans sa complexité. Ce sentiment est intimement lié à la notion d'identité, qui elle aussi réunit des pôles à la fois antithétiques et complémentaires :

¹ BONOMELLI Ronnie, FEDI Angela, *Lutto, protesta, democrazia : per una lettura psicosociale di Madres de Plaza de Mayo, H.I.J.O.S e Herman@s*, Liguori editore, Naples, 2008, p. 76.

² KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007, p. 9.

³ Pendant nos recherches, de très nombreux événements de cette nature ont eu lieu, au Chili comme en Argentine.

⁴ KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007, p. 87.

« Notre sentiment d'identité, rappelons-le, a trois aspects fortement intriqués : il est d'abord l'héritage d'une histoire affective qui se déroule dans nos premières sphères d'appartenance et se constitue à travers l'identification aux membres de notre famille ou, plus largement, à ceux qui comptent pour nous : ce que l'on peut appeler l'identité d'appartenance ou d'identification. Il suppose ensuite, malgré les aléas de l'existence, qui contraignent à des remaniements, un mouvement vers l'identique au sens où nous nous reconnaissons d'une époque à une autre, où nous pourrions faire de notre vie un récit relativement cohérent : continuité de soi ou identité-mêmeté. Il s'épanouit enfin quand nous avons peu ou prou le sentiment d'avoir trouvé notre voie (et notre voix) et d'être devenus nous-même. Nous nous sentons alors exister dans nos fonctions et nos rôles, nos choix et nos actes. On pourrait aussi évoquer un rapport pacifié à soi-même qui finit par dessiner une personnalité : un style de vie, d'intelligence, de sensibilité qui nous est propre. Ce que nous avons appelé l'ipséité. Si nous sommes tous (ou presque) dotés dès notre naissance d'une identité juridique, le sentiment d'identité n'a rien d'inné ou d'évident. Une identité, sur le plan psychique, se bâtit toujours lentement et difficilement.¹ »

Les « mémoires souffrantes² » des fils et filles de détenus-disparus intègrent ainsi des événements tragiques qui, unis et « mis en saillance³ », vont conforter leur sentiment d'appartenance et, de ce fait, leur identité individuelle et collective. Au gré de nos entretiens, au Chili comme en Argentine, nos témoins ont régulièrement fait mention de ce sentiment de partager « une même histoire » et de former une réelle communauté en tant que familles de victimes et plus particulièrement en tant que fils et filles de disparus. Les mémoires individuelles, devenues le reflet d'une mémoire collective, ont tissé, d'une certaine manière, des liens « fraternels » entre eux. Nos témoins évoquent presque systématiquement ce sentiment de fraternité. Parce qu'ils ont une expérience de vie similaire, la sphère d'appartenance qu'ils ont formée est celle de « ceux qui peuvent se comprendre presque sans mots⁴ ». Ils se considèrent très souvent comme des « frères et sœurs d'histoire », pour reprendre l'expression que Natalia Chanfreau a employée lors de notre échange avec elle, au Chili :

« Je crois qu'il existe une identité collective chez les fils et filles de disparus, complètement. Yuri, par exemple (Yuri Gahona), c'est un frère, j'ai une affection sans bornes pour lui, j'ai l'impression qu'il est de ma famille, nous sommes frère et sœur d'histoire. C'est tout à fait cela. Et même si certains d'entre nous ne se voient pas ou sont plus ou moins proches, nous avons dans tous les cas une histoire qui nous a fait créer des liens solides entre nous. En 1989 nous avons fait partie d'un groupe, les « jeunes familles de victimes de la répression », ou JFVR. De ce groupe, j'ai aujourd'hui gardé contact avec des personnes auxquelles je tiens

¹ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 134.

² Nous reprenons ici une expression de Joël Candau. CANDAU, Joël, *op.cit.*

³ *Idem.*

⁴ Cécile Delannoy et Catherine Vallée, *op.cit.*

énormément. Et plus tard, avec l'association de familles de victimes, nous avons formé un autre groupe de fils et de filles de disparus, sur le modèle argentin en quelque sorte, nous avons fait en sorte de former un groupe et j'ai alors retrouvé Yuri, avec l'histoire que nous avons partagée en plus. Nous savons très bien ce que chacun de nous ressent. Nous sommes dans le même registre, nous n'avons même pas besoin de dire ce qui nous fait souffrir parce que l'autre sait très bien ce que l'on ressent. Nous n'avons pas besoin d'expliquer quoi que ce soit, c'est la même chose, avec des nuances, mais principalement c'est la même situation. Nous avons des espoirs similaires et cela nous rapproche, bien sûr. Nous avons plus ou moins le même âge, nous avons plus ou moins de souvenirs avec nos parents disparus, mais en définitive aucun de nous n'a grandi avec eux, certains un peu plus, d'autres moins, certains avaient un an au moment de la disparition, d'autres deux ans, ou trois, quatre, cinq, six, mais quoi qu'il en soit, nous les avons rapidement perdus. Et donc, cela nous rapproche, nous sommes frères.¹»

Le témoignage de Laura Atencio Abarca illustre lui aussi ce sentiment :

« Si à un moment donné de ma vie, je me sens mal, j'ai du chagrin ou je me sens angoissée, les premières personnes avec qui je souhaite partager ce qui m'arrive, c'est avec les familles de détenus-disparus. C'est d'eux dont je suis la plus proche, c'est avec eux que je peux parler ouvertement de ce qui m'arrive, sans que la personne qui m'écoute ne porte aucun type de jugement. Ici au Chili, il m'arrive souvent de ne pas pouvoir parler à mes amis qui ne sont pas fils ou filles de disparus. Il y a beaucoup de choses vraiment terribles à dire, cela leur fait beaucoup de peine et on ne peut pas réellement avoir de conversation avec quelqu'un qui se met à pleurer pour nous, pour ainsi dire. On ne peut alors pas parler de ce que l'on ressent, ils se sentent très impuissants et très tristes de ne pas pouvoir nous soutenir. [...] Les personnes que j'ai connues à cette époque, avec qui j'ai grandi, même si nous ne sommes pas tous nécessairement très proches, je sais que je peux compter sur elles, que je peux leur demander

¹ « Absolutamente, por ejemplo el Yuri es mi hermano, es un cariño que no se va, es una sensación de familia, somos hermanos de historia. Eso somos. Y aunque no nos veamos nunca, o uno tiene más cercanía, menos cercanía, pero finalmente hay una cosa de historia que nos ha hecho crear lazos fuertes entre todos nosotros. En el 89 fuimos parte de un grupo, « jóvenes familiares de víctimas de la represión », JFVR. De este grupo tengo gente muy muy querida. Y después con la agrupación y después formamos otro grupo de hijos, rescatando un poco la experiencia de Argentina, tratamos de armar algo así, y ahí me volví a acercar al Yuri, con esta historia previa además. Entonces como que sabes muy bien lo que le pasa al otro. Dialoga el mismo registro, no hay necesidad de decir que te duele porque sabemos lo que se siente. No hay que estar explicando, es lo mismo, con matices, pero básicamente es lo mismo. Tenemos esperanzas similares, entonces efectivamente eso acerca. Tenemos más o menos las mismas edades, tenemos más o menos recuerdos de los papás pero finalmente ninguno de nosotros creció con ellos, algunos más, otros menos, uno fue al año, a los dos a los tres a los cuatro, 5, 6, pero básicamente no los tuvimos. Entonces eso acerca, somos hermanos. »
Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, Santiago, 7 octobre 2013.

de l'aide à n'importe quel moment, nous allons toujours nous aider les uns et les autres... Nous avons cette identité de groupe.¹»

En Argentine, les *nietos*, victimes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés ayant retrouvé leur véritable identité, ont le plus souvent, eux aussi, un sentiment d'identité collective.² Partageant une histoire très similaire, les *nietos* forment eux aussi une sphère d'êtres humains « pouvant se comprendre presque sans mots³ ». Le sentiment d'appartenance, de l'aveu de bon nombre de ceux que nous avons rencontrés, est donc lui aussi très fort, comme nous l'a confié Guillermo Amarilla Molfino :

« Aujourd'hui, les *nietos* sont partout, dans tout le pays, donc on voit certains plus que d'autres, on est plus ou moins proche de certains, c'est une question de proximité, de temps, de contact... Mais dès le début, depuis le jour où j'ai été retrouvé et que deux ou trois *nietos* m'ont dit quelques mots, j'ai senti un soulagement et je me suis senti soutenu, accompagné, car ces personnes avaient vécu la même chose. Je ne me suis plus senti aussi perdu et j'ai pensé que ceux qui avaient traversé la même expérience étaient là, toujours debout. Il est très important de ressentir cela. [...] Nous sommes là parce que nous avons une histoire en commun. C'est cette histoire commune qui fait qu'aujourd'hui nous sommes ensemble. Et il est important de s'écouter. Parfois certains se sentent un peu perdus, ou prennent pendant un temps une certaine distance et les Grands-mères de la Place de Mai insistent toujours pour que nous le respections.⁴»

Devenus eux aussi des « passeurs de mémoire », ils sont acteurs principaux de la construction d'actions collectives en relation aux crimes de la dictature et au Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés.

¹ « Si llega un momento en que estoy mal, tengo pena, tengo angustia, si me siento mal ; las primeras personas, pienso yo, con quien compartir, es con los familiares de detenidos desaparecidos. Es mi gente más cercana, es la gente con quién puedo hablar abiertamente de lo que me pasa, sin que el que me esté escuchando tenga ningún prejuicio de ninguna naturaleza. Ocorre mucho en Chile que mis amigos que no son hijos de desaparecidos, yo no puedo hablar con ellos. Hay cosas que son muy terribles, les dan mucha pena, que conversación vas a tener con una persona que se pone a llorar por ti digamos. No puedes hablar ni puedes contarles de lo que te pasa porque ellos no pueden hacer nada entonces sienten una gran impotencia y una gran pena porque no te pueden acompañar [...] No es que todo haya sido malo, por ejemplo tiene cosas como la gente que conocimos, con los cuales crecimos, que si bien no somos con todos grandes amigos yo sé que cuento con ellos, puedo pedirles ayuda en cualquier momento y me van a ayudar, o ellos me pueden pedir a mí... existe como esa identidad de grupo. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

² Ce sentiment domine dans la plupart de nos entretiens et bien que certains de nos témoins nous aient fait part de certaines divergences politiques tendant parfois à les opposer.

³ DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 58.

⁴ « Sobre todo porque hay por todo el país nietos, por ahí con unos uno se ve más que con otros, o tiene más vínculo, por una cuestión de cercanía, o de tiempo, de contacto. pero desde el principio, desde el primer día que me acerqué y que dos o tres nietos me dijeron dos o tres palabras, también fue un alivio y un sentimiento de sentirme acompañado, apoyando, porque era una persona que había atravesado lo mismo, y que yo dejara de sentirme perdido, « hay gente que está pasando por lo mismo, y está acá, está entera », eso también es muy importante. [...] Estamos ahí porque tenemos una historia en común a todos. Entonces esa historia en común hace que hoy estemos juntos. Y bueno hay que escucharse, vos ves a uno a quien se le cruza un poco la cabeza, o tal que no está por un tiempo, y eso siempre en las Abuelas no enseñan a respetarlo. »

La volonté de construire une solide mémoire collective est également une constante dans les entretiens que nous avons pu recueillir. De ce point de vue, nos témoins manifestent presque systématiquement un désir de transcender leur expérience de vie et leur mémoire individuelle afin de l'inscrire dans une construction mémorielle et identitaire collective, en opposition à l'oubli et à une impunité encore très forte au Chili. Le témoignage de Laura Atencio Abarca est à nouveau éloquent dans cette perspective :

« Nous tous, en tant que familles de victimes, nous sommes dans l'attente et je suis, moi, personnellement, en attente d'une vérité et d'une justice totale en ce qui concerne mon père. Je veux savoir tout ce qui lui est arrivé. J'ai le droit, mon père a aussi fondamentalement le droit d'être revendiqué. Mais d'un point de vue personnel, ma vie ne va changer en rien. J'avais quatorze ans quand ils l'ont arrêté, aujourd'hui j'en ai cinquante-et-un. Que certaines personnes purgent ou non une peine de prison, ma vie ne changera pas. Elle ne changera pas. Mais en revanche, je ne veux léguer ni à mon fils ni à quiconque ce qui s'est passé dans ce pays. La conviction que nous avons, nous, en tant que familles de victimes, n'est ni personnelle, ni sentimentale. Il ne s'agit pas d'une affaire de sentiments et bien évidemment nous en avons beaucoup : la perte de mon père, ce que cela a signifié pour nous, l'impact que cela a eu dans ma vie... Ma vie a radicalement changé à l'issue de sa disparition, ma famille en a subi les conséquences, nous avons été emprisonnés... Cela ne changera pas, même si nous avons une justice et que nous connaissions la vérité, ce qui n'est pas le cas. Nous allons mourir en nous battant pour la justice et la vérité. J'ai cinquante et un ans maintenant et j'ai passé trente-sept ans de ma vie à me battre pour cela. Je ne veux pas que le pays hérite de cette situation. Les familles des victimes ne sont pas le sujet de fond ici : il s'agit de notre *pays*¹. [...] Je crois que je mourrai en étant la fille d'un détenu-disparu, car même si mon père a aujourd'hui été retrouvé et n'est plus un disparu au sens strict, il sera toujours une victime de violations de Droits de l'Homme au Chili et j'ai été éduquée comme la fille d'un disparu. De quatorze à cinquante et un ans, trente-sept ans après sa disparition on retrouve mon père et c'est là que tout commence... Ma vie peut difficilement s'éloigner de ce sujet. J'agis aujourd'hui selon la vie de petite fille que j'ai eue.²»

¹ « Uno como familiar, evidentemente espera, por lo menos yo espero, verdad plena y justicia plena en el caso de mi papá. Yo quiero saber todo lo que pasó con él. Porque tengo derecho, porque mi *papá* fundamentalmente tiene derecho a ser reivindicado. Pero en términos personales, eso no va a cambiar para nada mi vida. Yo tenía 14 años cuando lo detuvieron, tengo 51. Y mi vida no va a cambiar porque vayan más o menos personas a la cárcel. No va a cambiar. Pero sí yo no quisiera legarle a mi hijo ni a nadie lo que sucedió en este país. La convicción que tenemos nosotros como familiares no es personal, ni es sentimental. No es una cosa de sentimiento, porque evidentemente que eso lo tenemos, esos sentimientos, la pérdida de mi papá, lo que significó, el impacto en mi vida, mi vida cambió drásticamente con eso, nosotros fuimos presos por eso, mi familia. Entonces, eso no va a cambiar con que haya verdad y justicia plena, ¡que no hay! Nos vamos a morir tratando de que haya. Ya tengo 51 años y he pasado 37 años en esto. Pero sí no quiero que en este país se herede de eso. El tema de fondo aquí no es de los familiares, es del *país*. »

² « Yo creo que me voy a morir siendo hija de un detenido desaparecido porque aunque mi padre ya no es un detenido desaparecido en estricto rigor, sí una víctima de las violaciones de DDHH en Chile, y yo fui educada como hija de un detenido desaparecido. Entonces imagínate de los 14 a los 51 años, 37 años después, vengo a ratificar que encontramos a mi padre, pero recién empieza todo... es difícil que mi vida sea otra. Yo actúo de

Nous avons observé une implication très directe chez certains de nos témoins en termes d'élaboration d'une mémoire collective. Certains fils ou filles de disparus, en effet, consacrent une part ou la totalité de leur vie professionnelle à la question de la transmission mémorielle de la dictature et de la construction sociale de ses victimes. A titre d'exemple, nous pouvons citer le cas de Bernardo de Castro Saavedra, que nous avons évoqué dans notre étude, particulièrement représentatif de cette situation : cet homme est aujourd'hui l'un des guides de José Domingo Cañas, ex-centre clandestin de détention (situé dans la capitale chilienne) devenu lieu de mémoire. Cet endroit est par ailleurs le lieu de détention de son père disparu.¹ Bon nombre de fils et/ou filles de personnes disparues, de façon semblable, jouent un rôle important en prenant part socialement à une construction mémorielle collective, dans les deux pays.

C) Le rôle social des associations de fils et filles de disparus

Au Chili comme en Argentine, les actions sociales et mémorielles de victimes directes et indirectes de la répression équivalent, selon la psychologue Juana Kovalskys, à la « présence d'un témoin vivant » : un témoin dont la présence peut avoir des effets réparateurs sur l'ensemble d'une société. La reconnaissance sociale de ce témoin a un impact très positif sur lui-même, en tant qu'individu et victime, mais aussi sur la société à laquelle il appartient :

« Aujourd'hui, bien des années plus tard, on passe d'une mémoire individuelle à une mémoire collective, parce que le fait de pouvoir socialement écouter, regarder, recueillir et reconnaître les horreurs qui se sont produites, a un impact psychique extrêmement réparateur de notre point de vue. C'est ce que nous nommons la « présence d'un témoin vivant ». Ce que la personne a vécu est reconnu. Il y a un lien avec la mémoire sociale.²»

Des associations de fils et filles de disparus créent ainsi, depuis le milieu des années 90 jusqu'à nos jours, les conditions sociales pour élaborer collectivement le traumatisme psychosocial généré par le terrorisme d'Etat. Elles dénoncent la profonde fracture générationnelle causée par cette politique et illustrent une volonté de bâtir simultanément mémoire et identité collectives par le biais de différents mouvements sociaux, dans les deux pays.

acuerdo a esa vida que tuve de niña. »

¹ Pendant nos recherches, nous avons précisément réalisé une visite de ce lieu, commentée par Bernardo de Castro Saavedra, le 4 octobre 2013, à Santiago du Chili.

² « Ahora, muchos años después, se pasa de una memoria individual a una memoria colectiva, porque el hecho de que socialmente se pueda escuchar, mirar, recoger y validar que este espanto sucedió tiene un impacto psíquico tremendamente reparador en nuestra perspectiva. Llamamos eso la « presencia de un testigo vivo ». Lo que a ti te sucedió se valida. Tiene que ver con memoria social. »

Entretien avec Juana Kovalskys, 4 octobre 2013, Santiago du Chili.

1) Années 90, une apparition de la génération des fils de disparus sur la scène sociale : le mouvement *HIJOS*

Différentes associations de fils et filles de disparus se sont progressivement formées. En Argentine, le plus important de ces mouvements porte le nom de H.I.J.O.S : *Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio* (Fils et filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence).¹

Le mouvement HIJOS, dont les sigles sont particulièrement significatifs et font pleinement allusion à la génération des enfants des victimes de la répression, naît en 1995, à près de vingt ans du coup d'État. Comme nous le mentionnons dans notre précédent chapitre, cette période coïncide avec l'arrivée à l'âge adulte de la génération des fils et filles des victimes : leur sentiment d'identité collective s'accroît et ils commencent à apparaître sur la scène sociale. La naissance du mouvement coïncide également avec une période de profonde impunité, comme nous l'avons analysé dans notre deuxième chapitre et traduit une puissante volonté de justice sociale de la part des descendants de victimes. L'association HIJOS est aujourd'hui particulièrement active dans toutes les provinces argentines et existe également de façon internationale : dans différents pays d'Amérique Latine (notamment au Chili) mais aussi en Europe et plus particulièrement en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas.² Dans des pays tels que le Mexique, le Guatemala ou la Colombie, le mouvement HIJOS existe aussi afin de représenter les fils et filles de personnes disparues ou assassinées dans un contexte de violence politique, y compris à l'orée du vingt et unième siècle.³

Dans les pays du Cône Sud, HIJOS s'engage à réaliser différentes activités de diffusion de témoignages, par le biais d'entretiens directs mais aussi par le biais des media : radio, presse, internet, réseaux sociaux. Différentes activités mémorielles sont également réalisées à l'initiative du mouvement : conférences, hommages aux disparus, dispositions de plaques commémoratives en leur mémoire.⁴ Au sein du mouvement, la commission *Juicio y Castigo* s'engage également à organiser des activités (réunions, marches, manifestations) en lien avec la justice et les procès dans lesquels sont inculpés des criminels de la dictature.⁵ Martín Fraga Paolucci, dont les deux parents ont disparu en Juin 1978,⁶ nous a fait part de son expérience au sein du mouvement HIJOS et a souligné la positivité de l'appartenance à ce groupe. Faire partie de cette sphère correspondait, pour lui, à une stratégie résiliente :

¹ Bien que le mouvement HIJOS se compose de nombreux fils et filles de disparus, de nombreuses familles de victimes se sont également unies à l'association : fils ou filles d'ex-détenus, d'exilés, de prisonniers ou d'exécutés notamment. D'autres personnes, sans nécessairement être de la famille d'un disparu, prennent part à la cause de HIJOS. Entretien avec Martín Fraga Paolucci, Buenos Aires, 30 novembre 2012.

² BONOMELLI Ronnie, FEDI Angela, *Lutto, protesta, democrazia : per una lettura psicosociale di Madres de Plaza de Mayo, H.I.J.O.S e Herman@s*, Liguori editore, Naples, 2008, p. 76.

³ Entretien avec Martín Fraga Paolucci, Buenos Aires, 30 novembre 2012.

⁴ *Idem.*

⁵ *Idem.*

⁶ Il s'agissait de Jorge Fraga et Mónica Paolucci, tous deux militants Montoneros. Entretien avec Martín Fraga, Buenos Aires, 30 novembre 2012.

« J'ai rencontré beaucoup de camarades qui avaient des histoires semblables à la mienne. On se rend compte que ce qui nous est arrivé n'est pas une tragédie : des milliers de familles ont hélas vécu ce genre de choses en Argentine. Et le meilleur moyen de surmonter une telle situation est de s'intégrer à certains groupes en en parlant, de se joindre à d'autres personnes. Cela contribue aussi à la recherche individuelle de chacun ; tout seul, on a certaines limites et il est parfois très difficile d'avancer, mais en étant en contact avec davantage de personnes qui sont aussi dans cette recherche, les choses deviennent plus faciles. Je crois que cela a été pour moi la meilleure manière de canaliser mon histoire personnelle, de surmonter toute cette histoire, sans rester seul ni me lamenter sur ce qui s'était passé.¹»

Au Chili, à la fin des années 80, se formera le groupe *Jóvenes Familiares de Víctimas de la Represión* (JFVR), puis, quelques années plus tard, un autre groupe de fils et filles de disparus s'inspirant de ce mouvement qui venait de naître en Argentine, comme nous le citons plus haut à travers le témoignage de Natalia Chanfreau Hennings.² Le groupe HIJOS, par sa résonance, aurait ainsi eu une certaine influence sur les pays voisins. Même s'il n'a pas eu le même impact international que le mouvement des Mères de la Place de Mai en Argentine et l'Association de Familles de Disparus au Chili, notamment en raison de grandes différences de contextes politiques d'une époque à une autre, force est de constater son rôle très actif dans le renforcement de la mémoire et de l'identité collective.³

¹ « Conocí a un montón de compañeros con historias similares, y uno se da cuenta de que lo que le pasó a uno no es una tragedia, lamentablemente en Argentina eso les pasó a miles de familias esta situación, y que la mejor forma de sobrellevar esa situación es integrándose contándolo, integrándose con otras personas, que eso también sirve para la búsqueda individual de cada uno, porque uno solo llega a un límite y es muy difícil avanzar, en cambio estando en contacto con más gente que está en la misma búsqueda es mucho más fácil. Yo creo que fue la mejor forma de canalizar esta historia mía personal, dar un vuelco a toda esa historia, no quedarme solo encerrado y lamentándome por lo que me pasó. »

Entretien avec Martín Fraga Paolucci, Buenos Aires, 30 novembre 2012.

² Entretien avec Natalia Chanfreau Hennings, 7 octobre 2013, Santiago du Chili.

³ Cf *supra*, note 1.

2) Les associations de fils et filles de disparus dans la société contemporaine (2012-2016)

De nos jours, dans des sociétés où l'impunité sous ses différentes formes a été un facteur de « retraumatisation » des citoyens chiliens et argentins et dont le spectre menace encore,¹ une « vague mémorielle » (pour reprendre l'expression de l'essayiste Pierre Nora) déferle encore dans les deux pays. En lien avec cette « irruption » de mémoire, l'identité collective que se sont donnés les fils et filles de disparus à partir des années 90 reste aujourd'hui très solide.

En Argentine, pour la plupart des *nietos*, la construction d'une mémoire et d'une identité collectives s'exprime en particulier à travers leur recherche d'autres enfants volés : il s'agit, pour eux, d'un engagement leur permettant de transcender leur propre histoire. Contribuer à aider les autres dans leur propre quête identitaire possède une dimension hautement réparatrice pour les « enfants volés »²: leur propre expérience de vie devient un moteur identitaire, ils sont en mesure de soutenir et de guider d'autres personnes en questionnement à propos de leur identité. De ce point de vue, tous ceux que nous avons pu rencontrer s'impliquent à leur manière (et le plus souvent de façon très active), dans le travail de recherche des enfants volés.

Belén Gentile, par exemple travaille à plein temps depuis 2008 (soit à peine un an après la confirmation de son identité par ADN) pour l'association des Grands-mères de la Place de Mai à Córdoba, afin de contribuer à la recherche des enfants volés encore portés disparus. Gustavo Godoy Ferreyra et Nicolás Castiglioni,³ eux aussi fils de disparus, sont également engagés dans cette recherche. Elle a profondément insisté sur son investissement dans ce travail et sur celui de ses camarades au cours de notre rencontre :

« Je trouvais juste de faire en sorte de contribuer à cette cause, à ma façon. Heureusement, depuis 2008, j'ai la possibilité d'être ici « à plein temps », disons et de collaborer avec les Grands-mères. Cela me fait beaucoup de bien. Cela me fait vraiment du bien, cela m'épanouit

¹ Ce « spectre » de l'impunité est particulièrement présent au Chili, où l'ensemble de nos témoins déplorent une absence totale ou partielle de justice par rapport aux victimes de la répression militaire. Ils déplorent notamment l'insuffisance des sanctions contre des auteurs de crimes pendant la dictature, le manque d'informations et d'enquêtes les concernant ou encore la qualité de leurs conditions d'incarcération.

² Cette réflexion est à mettre en lien avec celle de Cécile Delannoy et Catherine Vallée, au sujet des enfants adoptés qui décident de devenir, d'une certaine façon, les « sauveurs des autres ». Voir DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 115.

³ Gustavo Godoy Ferreyra est l'un des enfants volés de la dictature. Né en détention dans le centre clandestin Campo de Mayo, il est identifié par les Grands-mères de la Place de Mai à l'issue de sa demande d'effectuer un test ADN. Nous l'avons rencontré mais n'avons pas inclus son témoignage de façon détaillée dans ce travail dans la perspective de poser certaines limites à notre étude. Nous avons également rencontré Nicolás Castiglioni, dont le père a disparu alors qu'il était âgé de deux ans. Ces deux hommes, à l'instar de Belén Gentile, illustrent le profond engagement collectif contre le spectre de la dictature dont sont capables ceux dont les parents ont disparu.

profondément ; le fait de m'engager dans quelque chose est aussi un peu, pour moi, une façon de revendiquer mes parents et tous leurs autres camarades : faire valoir cette cause, se sentir utile... Cette cause me paraît plus qu'honorable et cela fait du bien. Ce n'est pas facile bien sûr. [...] Que l'on milite ou non pour un parti politique ou une organisation de défense des Droits de l'Homme, peu importe, mais quoi qu'il en soit, le fait d'être présents, de défendre nos droits, de les connaître (car par le passé nous n'étions pas nécessairement bien informés à ce sujet), défendre toutes ces choses-là est très important. Et cela me fait vraiment du bien, je me sens davantage en osmose avec ce que mes parents pensaient et ressentaient. [...] Chacun contribue à ce que d'autres enfants volés puissent être retrouvés, des petits-enfants, des frères et sœurs... C'est quelque chose qui nous attriste au plus haut point car le temps nous est compté. Le temps passe, les grands-mères sont âgées et certaines partent sans avoir pu retrouver leur petit-fils ou leur petite-fille. Il y a une forme d'urgence. C'est pourquoi nous faisons tout pour continuer, pour que l'on parle publiquement de tout ce qui s'est passé, pour participer à des campagnes... Nous avons conscience que l'urgence est là, le temps passe, cela nous désespère... Nous sommes là, nous soutenons Sonia (Sonia Torres, présidente du mouvement des Mères de la Place de Mai de la ville de Córdoba), nous voyons à quel point elle est angoissée quand une dénonciation arrive ou qu'un jeune se manifeste et que nous étudions son cas. Et de là à identifier un jeune, il y a tout un travail à faire, cela ne se fait pas du jour au lendemain, tous les travaux d'enquête exigent du temps...¹»

Nos personnes ressources en Argentine ont également reconnu intervenir régulièrement dans le cadre de conférences, d'activités mémorielles ou de témoignages oraux, afin de partager leur histoire auprès de différents publics. Cet investissement est aussi une solide manifestation de solidarité envers toutes les familles de victimes de la répression et en particulier aux Grands-mères de la Place de Mai, comme l'a énoncé Belén Gentile :

¹ « Me parecía justo también colaborar en lo que se pudiera. Por suerte desde febrero del 2008 tengo la posibilidad de estar acá, « full time » digamos, colaborando con las Abuelas, es algo que me hace muy bien. Me hace bien, la verdad, me llena el alma, el hecho de comprometerme en algo también me hace reivindicar un poco mis papás, y a todos los otros compañeros, levantando la bandera, de sentirte útil, qué sé yo...una causa que me parece más que honorable y está bueno. Es duro, no es fácil. [...] Milités en un partido, no milites, en una organización de derechos humanos, lo que sea, pero el hecho de estar presente, de defender tus derechos, de saber cuales son (porque antes uno tampoco sabía porque no te los decían), pero entonces defender todas esas cosas. Y la verdad me hace bien porque como que también me hace sentirme un poco más conectada a lo que ellos pensaban, a lo que ellos sentían. [...] Uno va colaborando para que se sigan encontrando los chicos, los hermanos, es algo que por ahí nos agarra como una desesperación, porque lo único que tenemos en contra es el tiempo. El tiempo pasa, las abuelas están viejas, y se están yendo sin poder encontrar a sus nietos. Hay una urgencia. Entonces por eso todo eso de seguir, de salir para que sea más visible, de hacer campañas... porque sabemos que ésa es la urgencia, que pasa, que te desespera... Y el estar acá, estar con Sonia, y ver la ansiedad que trae : « nos llegó una denuncia, nos llegó un chico, de qué año es... ». Y después, de encontrar, es una tarea que tampoco se va a hacer de un día para el otro, son trabajos de investigación que llevan tiempo...»

Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

« Il y a énormément d'activités qui s'organisent, nous essayons de nous répartir, en particulier pendant certaines dates importantes : le 24 mars, le 10 décembre, de nombreuses écoles nous sollicitent... Nous nous répartissons, Sonia Torres est évidemment toujours très demandée, elle va pratiquement partout, mais pour essayer de la ménager nous nous répartissons. C'est précisément ce dont il s'agit, emmener tout cela partout, emmener notre histoire de tous les côtés, ce qui s'est passé, nous partageons nos témoignages pour qu'ils soient entendus, pour que cela se sache, pour qu'ils arrivent, dans l'idéal, aux oreilles de ceux qui pourraient être des enfants volés et qu'ils puissent retrouver leur famille.¹»

Jorgelina Paula Molina Planas et Carlos D'Elía Casco, pour leur part, ont mis en avant la pluralité d'engagements pour la mémoire collective que pouvaient prendre les *nietos*, qu'ils s'investissent directement ou non dans le travail au sein de l'Association des Grands-mères de la Place de Mai ou dans un mouvement politique²:

« Je participe autant que faire se peut au sein de l'Association des Mères de la Place de Mai, chaque fois que quelqu'un souhaite avoir un entretien ou discuter avec l'un des enfants volés et restitués, je suis volontaire. Je sais que c'est quelque chose que je peux faire et qui peut être très positif pour autrui. Ce n'est peut-être pas aussi important que de participer à une manifestation ou à une activité pour défendre la mémoire, mais ma façon de contribuer est de raconter mon histoire... Cela peut être très utile d'un certain point de vue. [...] Et la recherche des *nietos* est très vaste dans différents secteurs, elle ne se fait pas uniquement par l'association des Grands-mères de la Place de Mai, beaucoup d'autres personnes sont également investies dans cette recherche.³ (Jorgelina Paula Molina Planas)

¹ « Hay muchísimas actividades, tratamos de distribuirnos, sobre todo para las fechas claves, 24 marzo, 10 de diciembre, escuelas que te llaman para hacer trabajo... Bueno esto lo estamos distribuyendo, obviamente siempre la piden a Sonia, Sonia va casi a todos lados pero bueno, para cuidarla un poco tratamos de distribuirnos. Eso, es tratar de llevar eso a todos lados, lo que pasó, la historia nuestra, también brindamos testimonios nuestros para que sea necesario, para que se sepa, tratar de llegar y de captar a los posibles nietos, para que puedan conocer a su familia ». Entretien avec Belén Gentile, 11 décembre 2012, Córdoba.

² Très proche de Chicha Mariani, la fondatrice du mouvement, Jorgelina Paula Molina Planas a évoqué avec nous à plusieurs reprises sa volonté de prendre parfois certaines distances avec l'association des Grands-mères de la Place de Mai, devenue de son point de vue trop « politisée » et trop centrée sur son actuelle présidente, Estela de Carlotto. Carla Artes rejoint également ce point de vue. Les deux jeunes femmes, au cours de différents entretiens que nous avons eus avec elles en 2012, 2013 et 2014, ont mis en avant l'éviction progressive du mouvement de Chicha Mariani, qui était pourtant l'une des fondatrices de l'association. Préférant ne pas entrer dans une lutte de pouvoir au sein des Grands-mères de la Place de Mai, Chicha Mariani aurait pris la décision de se retirer de l'association en 1989 et de mener dès lors des recherches plus solitaires. Chicha Mariani est restée très discrète à ce sujet lors de notre échange, ne souhaitant visiblement faire aucun tort à l'association qu'elle avait fondée.

³ « Y esa participación en Abuelas yo siento que la hago también cada vez que piden, o alguna entrevista, o que alguien quiere hablar con un nieto yo me ofrezco en eso. Que yo sé que es algo que yo puedo aportar a otros, mucho, y que tal vez también, está más dentro de mis posibilidades. Que por ahí no es algo tan activo como ir a una marcha, o participar por ejemplo de un acto, pero si participar desde contar mi historia...que por ahí a otros les puede servir desde otro lugar. [...] Y la búsqueda de nietos es muy amplia en distintos sectores, no solamente las Abuelas, hay otras personas que trabajan también con eso».

« Sur le plan politique, je ne suis affilié à aucun parti mais je crois que j'ai clairement un engagement politique, suite à la récupération de mon histoire, je me suis affirmé, je me suis réapproprié mon histoire. Cela ne veut pas dire que cela ne soit pas douloureux pour moi, absolument pas. Je sens que j'ai un engagement, quatre cents personnes sont encore privées de leur identité, je ne travaille pas du tout dans ce domaine professionnellement, mais ma façon d'aider à les retrouver est de témoigner, je ne sais pas qui peut avoir accès à ce que je dis, mais ce sera forcément quelque part, dans les écoles surtout étant donné que je vais souvent raconter mon histoire à des enfants, cela peut aussi être dans une université. [...] Il me semble qu'en partageant mon histoire je peux contribuer à la recherche de tous ceux que nous devons encore retrouver. Et très clairement, d'un point de vue politique, même si je ne milite pas, la politique m'intéresse énormément, je ne sais pas si un jour je m'engagerai de façon plus directe, la politique étant une manière de faire directement passer le message que l'on souhaite. Par le biais du témoignage ou d'une œuvre sociale... Faire en sorte de changer une réalité ou une situation d'injustice. La politique nous donne généralement les moyens et les ressources pour pouvoir atteindre le plus grand nombre et surtout à ceux qui en ont le plus besoin. Je trouve très bien et très noble que beaucoup de *nietos* s'engagent en politique, pour changer les choses et pour que rien de ce qui s'est passé n'arrive jamais plus. Nous pouvons tous participer à notre manière et la politique est peut-être le moyen le plus direct d'y parvenir.¹» (Carlos D'Elía)

Au début de nos recherches, on recensait cent huit « petits-enfants restitués » : cent huit personnes identifiées comme fils ou filles de disparus. Quatre ans plus tard, à la fin de l'année 2016, ce chiffre s'élève à cent vingt et un : treize autres personnes ont pu être identifiées. Cette recherche est encore principalement assumée par des associations formées par la société civile (Association Anahí, Abuelas de Plaza de Mayo, Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora, pour ne citer que les principales d'entre elles), bien que le pouvoir exécutif ait mis en place certaines actions afin de favoriser ces recherches (diffusions de campagnes publicitaires, activités culturelles et mémorielles en lien avec la dictature et le Plan Systématique de vol d'Enfants et de Bébés). La responsabilité de connaître son identité est toutefois encore laissée au choix de l'individu lui-même, ce qui n'est pas sans importance du point de vue de la psychiatre Diana Kordon et certains de ses

¹ « En el plano político no estoy involucrado en política, pero claramente creo que tengo un compromiso, ya teniendo claro mi historia, haberme afianzado, sentirme cómodo con mi historia no quiere decir que no sea doloroso para mí, nada de esto. Siento que tengo un compromiso, todavía quedan cerca de 400 chicos que no conocen su verdadera identidad, y al no trabajar en nada relacionado con eso pero la manera cómo puedo ayudar es dando mi testimonio. Yo no sé quién va a escuchar lo que yo diga en algún lugar ya sea en una escuela, como muchas veces voy a hablar, o en una universidad [...] Me parece que dando mi testimonio puedo contribuir en la búsqueda de todos esos chicos que todavía faltan conocer su verdadera identidad. Y claramente en la política aunque yo no esté militando, me interesa mucho la política, no sé si algún día me involucraré en una forma directa pero ya que la política es la forma de llegar a más personas con lo que uno quiere. Con un testimonio o con un trabajo social...cambiar una realidad o una situación que sea injusta, la política nos da los medios y los recursos generalmente para poder llegar a más gente, sobre todo a los que más lo necesitan. Me parece muy noble y muy bueno que muchos se involucren en política, justamente para cambiar, y luchar para que esas cosas no vuelvan a pasar nunca más. Cada uno de nuestro lugar lo podemos hacer, y la política quizás es el lugar más directo ». Entretien avec Carlos D'Elía Casco, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

confrères :

« Nous avons toujours insisté sur le fait que l'État devait agir, afin que certaines décisions ne soient pas laissées aux jeunes doutant de leur identité. Ces décisions peuvent par ailleurs générer en eux un sentiment de culpabilité. Les décisions doivent émaner de l'État. Le fait que le jeune doive prendre la décision d'enquêter sur son identité est un problème, si en revanche elle est imposée par l'État, l'État assume le fait qu'il y a eu un vol d'enfant et garantit la restitution d'identité de ces enfants, sans que le jeune ne doive lui-même dénoncer la personne qui l'a élevé. [...] Tous les sujets de ce genre acquièrent une importance sociale et ils ont toujours fait débat dans la société. Nous avons dû prendre position au cœur de ces débats.¹»

La question de la prise en charge d'un test ADN par l'État et la question de l'imposer ou non selon la date de naissance des personnes concernées reste une problématique complexe, qui dépasse notre étude et face à laquelle la société argentine ne possède pas encore de réponse. La société argentine voit également se multiplier le nombre de tests ADN ne correspondant avec aucune des données de la Banque Nationale de Données Génétiques. Toute une génération entretient ainsi de nombreux questionnements sur son identité individuelle. Paradoxalement, le fait d'être fils ou fille de disparus, d'être « *nieto* » est pratiquement devenu un désir pour les personnes en quête identitaire. La possibilité d'être l'une des victimes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés, en effet, est aujourd'hui la seule réponse sociale que l'Argentine peut apporter à des citoyens en doute concernant leur identité et nés approximativement entre 1975 et 1981. Aucune réponse n'est apportée à ceux dont le test sanguin ne coïncide pas avec les données génétiques des familles de disparus : ils restent, le plus souvent, dans l'impuissance et l'incertitude à propos de leurs origines.² De l'aveu de Mariana Eva Perez, une fille de disparus ayant travaillé pendant huit ans dans la recherche des enfants volés et que nous évoquerons à la fin de ce chapitre, la Banque Nationale de Données Génétiques contient aujourd'hui plus de tests sanguins n'appartenant à aucune famille de disparus que de tests sanguins réalisés sur des familles de disparus. Ce phénomène massif de quête identitaire, dont nous ignorons l'ampleur, continue aujourd'hui, quatre ans après le début de nos recherches.

¹ « Nosotros planteamos en su momento fuertemente el tema de que tiene que ser el Estado el que actúe, para que no quede en manos del joven o del chico decisiones que le generen después sentimientos de culpa. El Estado tiene que tomar decisiones. Que no es un tema voluntario, el que quiere o el que no quiere, porque si fuera voluntario, el problema es que queda en manos del joven, y eso le trae sentimientos de culpabilidad, en cambio si es una obligación que pone el Estado, es el Estado el que tiene que garantizar con que fue robado, entonces tiene que garantizar la restitución de los chicos, y no el joven que tenga que denunciar al apropiador. [...] Son todos los temas que van surgiendo socialmente. Pero todos estos temas siempre atravesaron un debate en un conjunto de la sociedad, que uno tenía que posicionarse».

² Nous avons notamment pu aborder brièvement ce point au cours d'une discussion avec Marian Landini, victime d'une appropriation sans lien avec la dictature civico-militaire, en 1973. Elle nous a fait part de ces sentiments chez les nombreux hommes et femmes en quête identitaire, qui sont en attente de réponses de la part de l'État argentin face à cette problématique.

La société chilienne, quant à elle, sans être confrontée aux conséquences d'un plan massif de vol d'enfants, reste elle aussi dans un effort de construction collective de la mémoire des disparus. Fils et filles de disparus jouent un rôle majeur en ce sens et s'impliquent dans cette construction collective, réunis ou non dans un mouvement associatif spécifique. Il s'agit pour eux de se souvenir le plus fidèlement possible de ces êtres humains que la dictature a littéralement « fait disparaître ». Laura Atencio Abarca en témoigne :

« Pour moi, mon père est un disparu, enlevé par les forces de sécurité du pays, mais pour moi il a été vraiment nécessaire de garantir que cette personne disparue pour des raisons politiques ne disparaisse pas totalement [...]. Je me suis vraiment engagée en ce sens, parce que les disparus n'ont pas seulement disparu physiquement, mais aussi socialement, leur vie disparaît en quelque sorte, qui ils étaient en tant que personnes, leurs goûts, ce à quoi ils pensaient, ce qu'ils souhaitaient, ce qu'ils désiraient profondément, leurs objectifs de vie, leurs projets, leurs projets politiques, projets de vie, etc... parce qu'ils ont continué leur lutte clandestine au péril de leur vie, ce que personne ne ferait aujourd'hui.¹ [...]

Physiquement, ils ont disparu : on les a arrêtés, on les a enfermés, on les a tués. Ils ont disparu. La plupart des disparus ne seront jamais retrouvés, physiquement tout du moins. Cela est très douloureux, cela nous a marqués, mais il serait encore plus terrible et plus douloureux, à mon sens en tout cas, que les personnes qu'ils étaient, leurs raisons de vivre, leurs projets, disparaissent aussi.²»

¹ « Para mí, mi papá es un desaparecido, secuestrado por las fuerzas de seguridad, pero además ha sido para mí muy necesario que este ser desaparecido por razones políticas no se prolongue[...]. Eso a mí también me ha motivado mucho porque de alguna manera, también desaparecen socialmente, no solo desaparecen físicamente, sino que también desaparece su vida digamos, quiénes eran, qué personas, qué gustos tenían, que es lo que estaban pensando, cuáles eran sus deseos, sus anhelos, el objetivo que tenían en la vida, sus proyectos, sus proyectos políticos, de vida, etc, porque continuaron en esta lucha clandestina a pesar de arriesgarlo todo, hoy en día nadie lo haría.». Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

² « Físicamente, desaparecieron : los detuvieron, los secuestraron, los mataron. Desaparecieron. La mayoría de los desaparecidos, nadie los va a volver a encontrar, físicamente. Eso es muy doloroso, y nos marco, pero es muy terrible, mucho mas doloroso creo yo, para mí por lo menos, que las personas que eran, las razones de su vida, sus motivaciones, desaparezcan. » Entretien avec Laura Atencio Abarca, 19 septembre 2013, Santiago du Chili.

II. Art, construction identitaire et résilience

Pour la psychologue Juana Kovalskys, de nationalité argentine et vivant au Chili, l'art possède nécessairement une fonction thérapeutique pour tout individu. Il se trouve au croisement de l'intime, du privé et du public : « Le rôle de l'art a toujours une dimension thérapeutique, indépendamment de cette situation spécifique, j'en suis convaincue. Il s'agit d'aller au-delà de sa propre réalité interne¹ ». Le psychiatre Boris Cyrulnik, met lui aussi en avant l'importance des activités artistiques chez les victimes de traumatismes lourds les plus résilientes.² Le travail artistique serait donc l'une des manifestations de la résilience, un outil permettant de transcender ses expériences traumatiques internes. Il revêt un sens à la fois individuel et collectif dès lors qu'il est exposé au regard d'un groupe ou d'une société toute entière.

Les abondantes productions artistiques en lien avec les mémoires des dictatures chilienne et argentine peuvent faire écho à ces réflexions. Et plus particulièrement les nombreuses productions et activités émanant de fils et filles de disparus, dont nous pourrions citer de nombreux exemples, dans le domaine cinématographique en particulier : le long métrage *Mi vida con Carlos*, réalisé au Chili par Germán Berger (2013), le fils de l'une des victimes de la Caravane de la mort, ou encore *Infancia Clandestina* (2013), film réalisé en Argentine par Benjamín Ávila, fils d'une détenue-disparue. Afin d'illustrer ce phénomène de production artistique en tant qu'outil de construction identitaire et mémorielle chez les fils et filles de disparus, nous avons choisi d'étudier le cas de Jorgelina Paula Molina Planas, l'une des enfants volées de la dictature argentine, artiste plastique. Nous étudierons les stratégies de résilience et de démythification des disparus dans l'une des œuvres littéraires de Mariana Eva Perez, fille de disparus et sœur de l'un des *nietos* d'Argentine.

¹ « La función del arte siempre tiene una dimensión terapéutica, independientemente de esta situación específica, estoy convencida de eso. Es como ir más allá de tu realidad interna ». Entretien avec Juana Kovalskys, Santiago du Chili, 4 octobre 2013.

² DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 150.

A) L'art comme espace de quête identitaire, de vérités et de construction de mémoires : le cas de Jorgelina Paula Molina Planas

« Beaucoup de *nietos* possèdent une fibre artistique qui les a beaucoup aidés : la peinture, l'écriture, la musique, le théâtre... cela leur a été très bénéfique dans leur récupération identitaire », nous dira Carlos D'Elía lors de notre entretien en décembre 2012.¹ Nos travaux de terrains ont ainsi maintes fois corroboré cette affirmation : le cas de Jorgelina Paula Molina Planas est particulièrement révélateur.

1) Un espace pictural où se cristallisent des questionnements identitaires

La vie et l'œuvre de Jorgelina Paula Molina Planas peuvent se définir, comme le fait l'artiste elle-même, comme un véritable *rompecabezas*.² Son parcours de vie, que nous avons évoqué dans les chapitres précédents, est intrinsèquement lié à son travail artistique. La lutte interne de la jeune peintre, l'une des victimes du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés, l'a progressivement menée à tisser son propre lien entre art, reconstruction identitaire et résilience.³ Son œuvre possède de multiples facettes. Dense et variée, elle est en dialogue permanent avec son parcours biographique et a joué un rôle fondamental dans son processus interne de reconstruction identitaire. Au cours de l'un de nos entretiens en 2012, c'est en ces termes que Jorgelina évoque cet attachement profond à l'art comme outil de reconstruction individuelle : « l'art ne m'a pas simplement aidée, je sens aussi qu'il m'a sauvée⁴ ». Son univers artistique a ainsi incarné une fonction cathartique, mais aussi salvatrice de son identité. Nous aborderons ici ses aspects les plus remarquables⁵.

La thématique de l'identité cherchée et retrouvée est très chère à Jorgelina Molina Planas. Elle se cristallise de manière plus ou moins implicite sur les toiles de l'artiste, qui use également de plusieurs stratégies visuelles pour y faire référence.

¹ « A muchos nietos se les ha dado por el lado artístico, y eso les ha ayudado mucho, pintura, escritura, actuación, música, eso les ha ayudado mucho en su proceso de recuperación de identidad. »

Entretien avec Carlos D'Elía, 7 décembre 2012, Buenos Aires.

² Un *rompecabezas* : un puzzle. Il s'agit d'un terme que l'artiste emploie constamment lorsqu'elle fait référence à son parcours de vie.

³ La résilience peut se définir comme « l'aptitude d'un individu à se construire et à vivre de manière satisfaisante en dépit de circonstances traumatiques ». Voir ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013, p. 874.

⁴ « El arte no solo me ayudó sino que siento que me salvó. »

Entretien avec l'artiste, Buenos Aires, 30 novembre 2012.

⁵ Toutes les œuvres évoquées ci-après sont reproduites avec l'aimable autorisation de l'artiste. Voir site web <http://www.jorgelinapmp.com.ar/sitioanterior/galeria.html>, consulté régulièrement de 2013 à 2017.

La dualité est, en ce sens, l'un des schémas médullaires de l'œuvre de la jeune artiste argentine : il s'agit d'une thématique qu'elle se plaît à exploiter sur ses toiles, dans la mesure où elle symbolise cette recherche permanente de « l'autre vérité ». Ainsi, dans certains de ses tableaux, couleurs, formes et figures semblent se refléter les unes et les autres et dialoguent visuellement par le jeu pictural de l'artiste.

Du propre aveu de Jorgelina Molina Planas, cette dualité plurielle revêt plusieurs significations : elle oppose conjointement la vérité et le mensonge, « Jorgelina » et « Carolina », sa famille biologique et sa famille adoptive, le passé et le présent, ce qui est occulté et ce qui est découvert, l'invisible et le visible, le dicible et l'indicible.

C'est dans cette perspective de jeu pictural avec le double et la dualité que Jorgelina réalise également des séries. Au milieu des années 90, elle réalise notamment une série intitulée « Verdadero o falso¹ » : celle-ci se compose de plusieurs collages qui créent des jeux de symétrie et semblent se répondre les uns aux autres. Par cette série, Jorgelina questionne très clairement la notion de vérité, SA vérité, celle qui est liée à son identité, à ce qui est inhérent à sa personne.

¹ « Vrai ou faux »

Les tableaux de la série *Verdadero o falso* incluent en particulier des représentations de labyrinthes. Là encore, l'artiste a souhaité mettre en avant ses propres sensations et sentiments : les labyrinthes sans issue, les escaliers interminables et tortueux ou les espaces ouverts sur de grands vides sont une métaphore de la recherche de ses origines.



Laberinto II (Série *Verdadero o falso*), Acrylique sur toile, 1994, 26 x 33 cm, Buenos Aires

La lutte interne de Jorgelina Paula Molina Planas, si elle se manifeste par sa technique artistique, se manifeste parfois de façon très directe dans le titre même de ses œuvres. Certains sont éloquents et suggèrent d'eux-mêmes la douleur et la difficulté que suppose la quête identitaire chez l'artiste : *Buscando mi nombre*¹, *Identidad llorando*², ou encore *¿Quién soy ?*³, mettent en évidence cet aspect.

Identidad llorando, rotring sur papier, 1993, 38 x 46,5 cm, Buenos Aires



¿Quién soy ?, Collage, 1999, 38 x 53 cm, Buenos Aires

¹ « À la recherche de mon prénom »

² « Identité en pleurs »

³ « Qui suis-je ? »

L'œuvre intitulée *Caballito de mar encontrado en la montaña* peut elle aussi mériter une analyse en ce sens : ce tableau est, du point de vue de l'artiste, sa métaphore visuelle du vol d'enfant en Argentine. En effet, en représentant « un hippocampe retrouvé en montagne » (comme le suggère le titre), elle fait allusion aux enfants volés de l'Argentine : arrachés à leur « monde », à leurs « racines » et à leur vraie famille, pour être placés dans un milieu auquel ils n'appartiennent pas, dans un environnement le plus souvent caractérisé par le mensonge, opposé à celui auquel ils appartiennent réellement.



Caballito de mar encontrado en la montaña, Collage, 1994, 23 x 29 cm, Buenos Aires

2) Réaffirmation d'une identité familiale par le travail artistique

D'autres thématiques sont chères à Jorgelina Paula Molina Planas et font écho, à la fois dans leur titre et dans leur réalisation, à son parcours de vie. Le thème de la maternité, en particulier, se cristallise dans son univers artistique. L'artiste, de son propre aveu, peint sans savoir ce qu'elle va représenter réellement, sa démarche artistique consiste davantage à laisser parler ses émotions et ses intuitions créatrices, puis, une fois l'œuvre achevée, interpréter ce qu'elle représente et lui attribuer un titre.

En ce sens, la thématique de la maternité s'est imposée elle aussi presque par hasard dans plusieurs de ses tableaux, notamment *Madre e hija* (technique mixte) et *Maternidad* (rotring sur papier). Dans les deux œuvres, nous pouvons apprécier une figure maternelle accompagnée de son enfant : une allusion à Jorgelina et sa mère Cristina avant que la violence politique en Argentine ne les sépare.



Maternidad, rotting sur papier, 1993,
30 x 42,5 cm, Buenos Aires



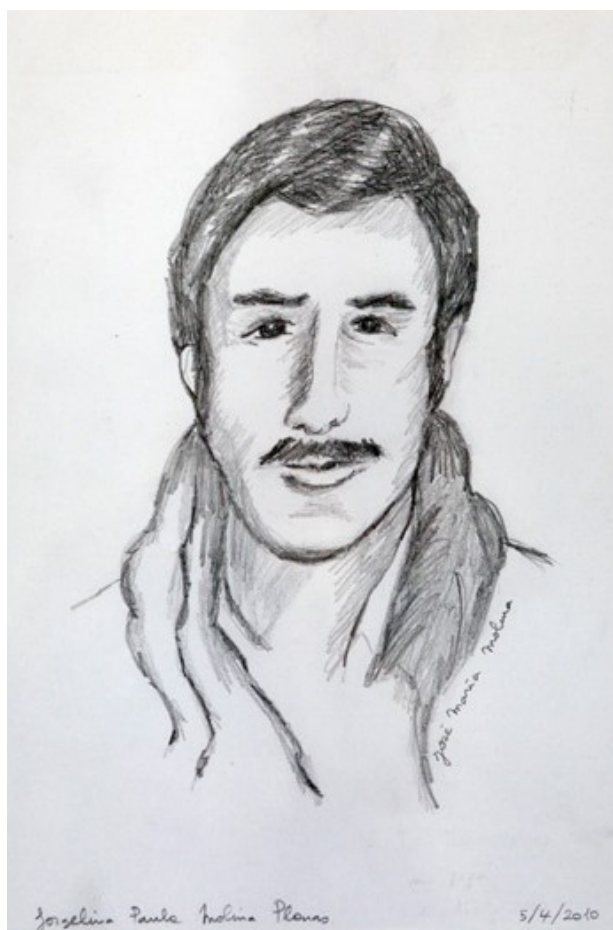
Madre e hija, technique mixte sur toile, 2010,
70 x 90 cm, Buenos Aires

L'artiste affirme que, dans ses représentations de la maternité, la figure de l'enfant est une évocation permanente de la petite fille qu'elle était au moment de la disparition de sa mère, en 1977 : une enfant de trois ans environ. Elle précise également que cette thématique de la maternité a toujours été très présente dans son travail, de façon plus ou moins dissimulée. Dès l'adolescence, elle avait pour habitude de faire indirectement allusion à la figure maternelle et à sa mère biologique en transmutant cette entité en un symbole religieux : ses représentations de la Vierge à l'enfant étaient une façon de questionner ses origines sans que sa famille adoptive (très attachée à la religion catholique) ne s'en aperçoive.

Au fil de sa reconstruction et des liens renoués avec sa famille biologique, Jorgelina va pouvoir affirmer ses origines de façon de plus en plus solide et manifester son attachement à ses deux parents martyrs de la dictature. Cristina Planas et José María Molina sont une source d'inspiration et nourrissent l'univers pictural de leur fille : Jorgelina rend de nombreux hommages, dans ses toiles et ses dessins, à son père assassiné et à sa mère disparue.



Mi mamá, crayon noir sur papier, 2010,
35 x 45 cm, Buenos Aires



Mi papá Josema, crayon sur papier, 2010,
35 x 45 cm, Buenos Aires

Dans l'une de ses œuvres, *Paisaje de Catamarca*, Jorgelina Paula Molina Planas a dépeint une figure masculine entourée de motifs précolombiens. Ce style très particulier, aux couleurs chaudes, est pour elle une allusion directe à la province de Catamarca (dans le nord-ouest du pays), où son père a été fusillé. Dans cette œuvre d'une grande valeur affective pour elle, Jorgelina rend hommage à son père et au combat qu'il menait pour défendre ses idéaux. Cet hommage possède une valeur collective, dans la mesure où, pour l'artiste, il s'adresse aussi aux compagnons militants de son père : « Pour moi, cela représentait un hommage aux camarades militants fusillés lors du massacre de Catamarca, le 12 août 1974¹», commente Jorgelina en novembre 2012.



Paisaje de Catamarca, Acrylique sur toile, 2006, 70 x 90 cm, Buenos Aires

¹ « Para mí era como un homenaje a los compañeros fusilados en la masacre de Catamarca, el 12 de agosto del 74. » Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012, Buenos Aires.

Deux de ses tableaux les plus imposants sont également consacrés à la famille au sens large : *Como un mar* et *Árbol genealógico*. L'œuvre *Como un mar*, réalisée elle aussi avec une technique mixte alliant huile sur toile et collage, Jorgelina mêle couleurs vives et images d'enfance.

Le premier plan du tableau est occupé par des images liées à l'adoption de Jorgelina, tandis qu'au second plan s'entremêlent des photos de la petite-fille et de ses parents disparus.

Ces photos, liées à la vérité et à la recherche des disparus, se dressent, pour l'artiste, comme un iceberg, au-dessus d'une histoire « officielle », celle de son adoption.

Ce tableau est pour elle la représentation d'une histoire véritable à laquelle elle ne peut avoir accès et qui reste dissimulée par une autre : « toute une histoire cachée derrière une apparence¹», nous dira l'artiste en commentant son œuvre en novembre 2012.²



Como un mar, technique mixte sur toile, 2010, 70 x 110 cm, Buenos Aires

¹ « Toda una historia debajo de una apariencia ».

² Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, le 30 novembre 2012, au cours d'une exposition de ses œuvres dans la ville de Pilar (province de Buenos Aires).

Árbol genealógico fait à son tour écho à *Como un mar* par ses couleurs, sa thématique, ainsi que par la technique mixte du collage et de la peinture. Jorgelina a réalisé un véritable pêle-mêle de photos d'elle-même, de ses enfants, de son frère, de ses parents, de ses grands-parents.

L'artiste a souhaité unir symboliquement les membres de sa famille biologique qui avait volé en éclats à cause du terrorisme d'État. Unir dans un tableau les êtres humains d'une même famille qui n'avaient jamais pu se rencontrer ou vivre ensemble.



Árbol genealógico, technique mixte sur toile, 70 x100 cm, Buenos Aires

La variété des couleurs et des techniques occupe une place prépondérante dans l'œuvre de l'artiste, dans ses œuvres les plus récentes en particulier. Cette abondance et cette diversité de couleurs correspondent, de son propre aveu, à une représentation d'elle-même. L'explosion de notes multicolores et la variété des techniques dans ses tableaux coïncident avec l'année 2010, année où Jorgelina reprend son nom de naissance. D'un point de vue stylistique, l'artiste reconnaît s'identifier à une technique artistique en particulier : le collage. Et ce, pour une raison qu'elle explique tout naturellement : « La technique à laquelle je m'identifie le plus est le collage, en raison de cette diversité de techniques et de matériaux, qui représentent un peu ma vie. Ma vie a été un collage, par conséquent, ma meilleure façon de m'exprimer, c'est par le collage.¹».

¹ « Me siento más identificada con el collage por esta diversidad de técnicas y de materiales, que mi vida fue así.

La quête de vérité et d'identité constitue un véritable combat interne pour Jorgelina, qui ne sait toujours pas ce qui est arrivé à sa mère disparue et qui ignore où repose son père. Le dessin et la peinture ont eux aussi toujours été les instruments de Jorgelina dans cette quête de vérité : ils lui ont permis de s'exprimer selon ses propres « codes », malgré un environnement familial marqué par le silence et par l'impossibilité de pouvoir renouer avec sa véritable histoire.

3) Considérations finales

L'œuvre de Jorgelina Paula Molina Planas est la manifestation d'un besoin de recréer et d'immortaliser les instants et les êtres que la violence politique lui a enlevés, en particulier ses parents, dont l'absence-présence fait partie intégrante de son être, de son expérience personnelle et de son art. Mais son travail artistique est aussi une interrogation permanente sur son identité profonde, un chemin qu'elle continue jour après jour, en introspection avec elle-même et avec le genre humain au sens large :

« Toute mon œuvre reflète ce processus de recherche constante de ma véritable identité, d'où cette diversité de techniques et de styles... Cette recherche continue, c'est un long chemin, vers lequel nous sommes tous amenés en tant qu'êtres humains : retrouver notre histoire, nos racines, notre ÊTRE.¹»

Si l'artiste peint en suivant son intuition puis donne sa propre interprétation de l'œuvre, si elle questionne sa personne et ses émotions par le biais de son art, le sens d'un tableau, pour elle, varie également au gré de l'interprétation de chacun. Elle attribue donc également une valeur universelle à son travail et considère, en ce sens, que le rôle du spectateur est de faire évoluer le sens d'une œuvre, selon sa perception, son histoire et ses émotions : « L'œuvre n'est pas achevée, elle est en mouvement permanent, elle se recrée par le regard et par les histoires de ceux qui la regardent²».

Tantôt liée à son parcours de vie, tantôt symbolique et métaphorique, colorée, diversifiée et parfois même engagée, l'œuvre de Jorgelina Paula Molina Planas est donc une véritable mosaïque. Elle est l'illustration de la résilience de l'artiste, de sa volonté de surmonter une histoire personnelle et collective douloureuse par le

Mi vida fue un collage, por lo tanto, mi mejor manera de expresarme es el collage. »

Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 30 novembre 2015.

¹ « Toda mi obra refleja este proceso de búsqueda constante de mi verdadera identidad, y por eso la diversidad de técnicas y estilos... Esta búsqueda continúa, es un camino largo, al que todos estamos llamados como seres humanos, reencontrarnos con nuestra historia, con nuestras raíces, con nuestro SER ».

² Entretien à distance avec Jorgelina Paula Molina Planas, 1er Juillet 2015 : « La obra no está terminada, está en constante movimiento, se recrea con la mirada y con las historias de quienes la ven. »

Ajoutons que le travail de l'artiste est également en dialogue permanent avec l'actualité et avec le monde. Sa sensibilité la pousse en effet à s'exprimer sur toutes sortes de thématiques. À titre d'exemple, en septembre 2015, elle a notamment rendu hommage aux nombreux migrants et réfugiés clandestins qui perdent la vie en Méditerranée en réalisant un hommage à Aylan Kurdi, l'enfant de trois ans retrouvé mort sur une plage turque, dont la photographie avait fait le tour du monde et avait ému le monde entier.

truchement de la création artistique. En rendant son œuvre publique et en l'exposant au regard du spectateur, elle en fait également un patrimoine culturel, qui à son tour vient se mettre au service de l'identité et la mémoire collective argentine, en vue de renforcer ces deux notions. La réflexion de Joël Candau peut, encore une fois, faire écho à cette perspective, en mettant en lumière ce rôle de l'art dans la construction mémorielle et identitaire collective :

« Musées, éducation, art ne sont-ils pas finalement des mises en scènes de la transmission visant moins à transmettre *une* mémoire qu'à faire entrer dans *les* mémoires la croyance du corps social en sa propre perpétuation, la foi dans les racines communes et un destin partagé ?¹» (Joël Candau)

Jorgelina Paula Molina Planas reconnaît pleinement la dimension patrimoniale, universelle et collective de son travail, qui a aussi pour objectif de pouvoir sensibiliser le plus grand nombre à la question des conséquences du Plan Systématique de Vol d'Enfants et de Bébés et à la recherche d'identité. Depuis 2011, certaines de ses œuvres sont exposées dans la province de Buenos Aires. L'artiste accorde une grande importance à ces événements, qui peuvent à son sens ouvrir une réflexion et de larges échanges sur ces sujets, mais aussi permettre à d'autres personnes en quête d'identité de s'identifier à son parcours. L'engagement artistique vient ainsi, pour elle, se substituer à un engagement réellement politisé (au sein d'un parti ou d'un mouvement politique précis) :

« Je sens que ma façon de prendre part à cette cause est aussi d'exposer mes œuvres, mais d'un point de vue plus large, de façon à atteindre quiconque se poserait des questions sur sa véritable identité. C'est une manière d'ouvrir toute cette perspective et produire un écho plus important à ce sujet. Il s'agit pour moi de pouvoir partager des choses, mais aussi de voir comment quelqu'un d'extérieur peut percevoir mon travail.²»

¹ CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005, p. 149.

² « Siento que estoy participando a través de la muestra, pero ya en un nivel más amplio, que sería para todo aquel que se cuestiona sobre su identidad. Como abrir ese panorama y dar un servicio digamos más amplio. Como eso de poder compartir, y también ver cómo lo ve el otro desde otro lugar». Entretien avec Jorgelina Paula Molina Planas, 26 novembre 2012, Buenos Aires.

Le travail de Jorgelina Paula Molina Planas peut donc se situer au croisement de différentes perspectives : il participe à la consolidation de son identité individuelle, tout en prenant part à une dynamique mémorielle. En tant que femme de nationalité argentine et fille de disparus, l'artiste participe également à la consolidation d'identités plus collectives : son histoire, qui transparaît dans ses œuvres, est celle d'autres fils ou filles de disparus, celle des victimes de la dictature et celle du peuple argentin au sens large.¹

Elle questionne sans cesse ces histoires et sa dynamique picturale, ouverte à l'interprétation du spectateur, est ainsi d'une certaine façon l'illustration des dynamiques identitaires et mémorielles qui gravitent autour d'elle et de son pays.

Les histoires des victimes directes et indirectes de la dictature ont aujourd'hui un écho et une certaine reconnaissance dans le pays et le travail artistique peut indéniablement participer à la valorisation de ces histoires. En reprenant la réflexion de Joël Candau citée plus haut, nous pouvons dire que la page de l'histoire argentine que des fils ou filles de disparus rappellent est aujourd'hui valorisée, après avoir été stigmatisée pendant de nombreuses années. Pour Mariana Eva Perez, dont nous allons à présent évoquer le travail, cette page de l'histoire a été valorisée d'une telle manière au début du vingt et unième siècle qu'elle est pratiquement entrée dans une dimension sacralisée. En tant que fille de disparus et par le biais de l'écriture, c'est précisément cette sacralisation d'une facette de l'identité collective qu'elle remet en question.

¹ Depuis 2014 plus particulièrement, Jorgelina Paula Molina Planas réalise également un dessin chaque fois qu'un enfant volé est retrouvé et identifié par ADN. En août 2014, à l'occasion du trente-huitième anniversaire de Clara Anahí Mariani, elle a également réalisé un tableau en hommage à cette personne et à sa disparition, à l'âge de trois mois. Elle a offert cette œuvre à Chicha Mariani, grand-mère de Clara Anahí et fondatrice des Grands-mères de la Place de Mai.

B) L'exemple de Mariana Eva Perez : vers une désacralisation individuelle et collective par le biais de l'écriture

Mariana Eva Perez, fille de Patricia Roisinblit (enceinte de huit mois au moment de sa détention) et de José Manuel Perez Rojo, tous deux militants *montoneros* disparus en 1978, est aujourd'hui dramaturge et écrivain. Après avoir travaillé pendant huit ans au sein de l'Association *Abuelas de Plaza de Mayo* pour la recherche des enfants volés (et parmi eux, son frère, Guillermo Perez Roisinblit¹), elle se consacre pleinement à l'écriture, talent qu'elle cultive depuis l'enfance.² Ses œuvres récentes s'inspirent largement de son histoire personnelle.³ Toutefois, au cours de notre entretien avec elle, elle a insisté sur le fait que la fiction était également venue se greffer à son travail de création littéraire.

En 2012 paraît *Diario de una princesa montonera*,⁴ roman né d'un blog où Mariana Eva Perez racontait sous forme de chroniques certaines de ses expériences de vie et évoquait son histoire personnelle et familiale en filigrane, avec une constante autodérision. Dans *Diario de una princesa montonera*, en effet, Mariana Eva Perez cultive volontairement un ton parodique ou teinté d'humour noir : une forme d'humour, de son propre aveu, que de nombreux fils et filles de disparus apprécient, y compris au sujet des disparitions et du terrorisme d'État.⁵ Ce style est nouveau pour la jeune auteure, qui jusqu'alors avait écrit plusieurs pièces de théâtre autour du thème de la disparition forcée, dans un registre plutôt sombre et dramatique :

« Quand j'écrivais du théâtre, mes œuvres étaient beaucoup plus lourdes, après les représentations, les gens avaient l'air choqué, c'était comme si on venait de les frapper. Je me demandais pourquoi je n'arrivais pas à transposer par écrit cet humour que j'avais et qui m'aidait à surmonter cette histoire. Le fait d'écrire était aussi lié à cela, essayer de faire naître une voix moins dramatique, moins solennelle, trouver un autre ton qui ne soit pas aussi dramatique.⁶»

¹ Guillermo Rodolfo Perez Roisinblit, né dans le camp de concentration de l'ESMA, a été identifié en 2000. Les recherches de sa sœur Mariana ont joué un rôle très important pour pouvoir retrouver sa trace.

² Mariana Eva Perez, qui était âgée de quinze mois au moment de la disparition de ses parents nous a confié avoir toujours eu une inclination pour l'écriture. Enfant, elle écrivait déjà sur son histoire familiale ou écrivait des lettres à son frère, disparu mais en vie.

³ Mariana Eva Perez a reconnu ne plus souhaiter témoigner au sujet de son enfance et de la façon dont elle avait grandi. Après l'avoir fait pendant de nombreuses années, elle choisit aujourd'hui de s'exprimer exclusivement sur son travail littéraire.

⁴ « Journal d'une princesse montonera »

⁵ Entretien avec Mariana Eva Perez, 6 décembre 2014, Berlin. Au Chili, Natalia Chanfreau Hennings et Alicia Juica se sont également exprimées à ce sujet. Elles ont reconnu que certains fils et filles de disparus avaient pour habitude, entre eux, d'oser certaines plaisanteries, y compris sur la violence politique et les disparitions. Une stratégie résiliente et qui, pour elles, permet de prendre une certaine distance et de dédramatiser une histoire pourtant douloureuse.

⁶ « Cuando escribía teatro las obras eran mucho más pesadas, la gente salía y como que se pensaba que les habían dado una paliza. Yo me preguntaba por qué no conseguía trasladar a la escritura ese humor que a mí me ayudaba a sobrellevar esa historia. El ejercicio también tenía que ver con eso, con dejar aparecer una voz menos dramática, menos solemne, como agarrar otro tono que no fuera tan dramático.»

Dans sa mosaïque de textes d'une longueur très variable, Mariana Eva Perez manie librement différents procédés humoristiques, lesquels ont une profonde signification pour elle :

« C'est ce que je fais de mon histoire. Ce qui m'intéressait c'était de jouer avec cette histoire, ce « matériel », pour en faire en quelque sorte une « maison un peu plus habitable ». Rendre mon histoire un peu plus belle et donc plus facile à vivre. Grâce à l'humour ou en me montrant comme quelqu'un d'un peu bête, d'un peu frivole... J'ai aimé ce travail de recherche d'un certain humour, qui n'est même pas un humour très intelligent, j'ai aussi pris le parti d'un humour un peu bête. [...]

La seule manière de rendre justice aux disparus est de lire leur parcours d'un point de vue politique, c'est ce qui peut réellement leur rendre justice et non pas les mettre sur un piédestal. Être fils ou fille de disparus est presque devenu une question élitiste, c'est pour cela que j'ai voulu jouer avec « le sang bleu » ou « la princesse montonera ». [...] Ce que j'ai aussi essayé de faire, c'est de me rendre moi-même moins légitime, faire en sorte que ma voix perde un peu d'autorité, comme une façon de dire, en quelque sorte, « ne me prenez pas trop au sérieux ». ¹»

Mariana Eva Perez se désigne dans son œuvre par le nom de *Princesa Montonera* (en allusion au mouvement pour lequel militaient ses parents), *Princesa Boludita*² ou encore *Princesa Militonta* : « *militonta* » représente un jeu de mots associant les termes espagnols *militante* et *tonta*, qui signifie « idiotie ». En usant de ces différentes expressions, elle met clairement en avant le ton d'autodérision qu'elle a choisi pour son ouvrage. Le choix de lui donner ironiquement un caractère princier fait également écho à la sacralisation de la mémoire des disparus, comme si le fait d'être la fille de deux militants *montoneros* lui donnait un caractère noble.

Entretien avec Mariana Eva Perez, 6 décembre 2014, Berlin.

¹ « Yo con mi historia hago esto. Con esa historia lo que me interesó hacer es jugar con ese material para que se convierta en algo como una especie de casa donde sea más fácil habitar. Hacer de la historia algo más bello, con lo cual sea más fácil vivir. Con el humor, o esas cosas como tonta, frívola... Eso también me gustó, como buscar un humor, pero ni siquiera un humor inteligente, hay como una apuesta por un humor tonto también. [...]

La única lectura que les hace justicia a los desaparecidos es una lectura en clave política, eso es hacerles justicia, no ponerlos ahí en un pedestal. Hay como una cuestión elitista en ser hijo de desaparecido, por eso yo quería jugar con el tema de la « sangre azul », de la « princesa montonera » [...]. También otra cosa que intenté hacer fue como des-legitimarme a mí misma, que mi voz perdiera un poco de autoridad, como una manera de decir « no me tomen tan en serio ». Entretien avec Mariana Eva Perez, 6 décembre 2014, Berlin.

² Nous pourrions traduire cette expression par « Princesse Petite Conne ».

Dans certains fragments de l'ouvrage, elle n'hésite pas à recourir à l'ironie et à l'humour pour faire allusion à des aspects douloureux de son histoire. Ainsi, dans l'une de ses chroniques, elle raconte une visite du camp de concentration de l'ESMA avec l'un de ses amis, surnommé Jota. Elle se met en scène lui faisant une plaisanterie qu'il ne comprend pas : « Ils devraient mettre le nom de ma mère ici, parce que c'est sa chambre [...] je veux qu'ils mettent une étoile avec le nom de ma mère sur cette porte, comme une loge à Hollywood » (texte original : « Deberían poner el nombre de mi vieja acá, porque ésta es su pieza [...] yo quiero que pongan una estrella con el nombre de mi mamá en esa puerta, como en un camarín de Hollywood. »).¹

Dans une autre chronique, elle parodie sa propre vie comme s'il s'agissait d'un concours télévisé autour de la disparition de ses parents, sujet qu'elle baptise avec ironie « *El Temita* » (que nous pourrions traduire par « le Truc »). Le gagnant de ce concours est supposé passer une semaine avec la Princesa Montonera (traduction libre) :

Chaque jour un événement unique et inédit lié au Truc : des audiences orales, des hommages, des prises de sang, des projets de loi, une prise en charge des familles de disparus du troisième âge et milidiotisme en général.

Une vie traversée à 100% par le terrorisme d'État.

Vis toi aussi ce retour en 1998 !

Envoie TRUC au 2020 et réalise ton rêve.²

L'association parodique et exagérée de la thématique du terrorisme d'État avec celle du milieu de la télévision et du cinéma produit un effet comique pleinement assumé par l'auteure.

Dans une autre chronique, elle tourne également en dérision la reconstruction mémorielle de ses parents : un procédé audacieux par lequel, par le recours à différentes voix narratives, elle choisit de traiter avec humour l'absence-présence dans laquelle fils et filles de disparus grandissent et la reconstruction imaginaire qu'ils doivent réaliser (traduction libre) :

¹PEREZ, Mariana Eva, *Diario de una Princesa montonera*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2012, p. 18.

² « Cada día un acontecimiento único e irrepitible relacionado con El Temita : audiencias orales, homenajes, muestras de sangre, proyectos de ley, atención a familiares de la tercera edad y militontismo en general.

Una vida 100% atravesada por el terrorismo de Estado.

Viví vos también esta vuelta a 1998 ¡

Mandá TEMITA al 2020 y cumplí tu fantasía. »

1998 est ici une allusion à la date à laquelle Mariana Eva Perez a commencé à travailler pour l'association des Grands-mères de la Place de Mai.

PEREZ, Mariana Eva, *Diario de una Princesa montonera*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2012, p. 39.

Ce vieux truc qui consiste à aller chercher des souvenirs sensoriels¹

Un plat de viande, de pommes de terre et de maïs, du pain, du vin, être là, nous rencontrer, essayer de ne pas tout le temps poser des questions sur lui. Les voisines du quartier et Laura, une copine d'école de José (du Galicien, comme elle dit), ce sont les plus bavardes. Les amis hommes me regardent de loin, s'écartent, m'embrassent sans mot dire, parlent d'autres personnes ou de politique, disent que je suis un rayon de soleil, que je suis belle, que je ressemble au Galicien / à Anibal, ils me disent au revoir pendant une demi-heure ou s'en vont sans rien dire. Par moments, je les comprends, je leur trouve des justifications ; et par moments je suis l'orpheline quémanteuse que je dis ne pas vouloir être.

PRINCESSE MONTONERA : Parle-moi d'une image que tu as de mon père.

POTE : On parlait beaucoup.

PRINCESSE MONTONERA (en interrompant et en demandant avec l'autorité de celle qui enquête sur le Projet Super Important) : Comment il parlait ?

POTE : Comment il parlait ?

PRINCESSE MONTONERA : Sa voix, elle était comment ?

POTE : Il avait la voix un peu rauque, presque un peu aphone, parce qu'il avait un problème respiratoire, tu le savais ?

La Princesse Montonera le sait, bien sûr qu'elle le sait : que son père avait en commun avec Che Guevara son asthme, qui d'une certaine façon le hisse à sa hauteur, elle est au courant pour la malformation, les corticoïdes ; et la question : a-t-il pu avoir une crise d'asthme pendant la séance de torture ? Ou après ? Elle est comme ça, pourquoi donc se mortifier avec la seule idée de la torture si en plus on peut y ajouter une crise d'asthme ?

Comment imaginer cette voix un peu rauque dont personne ne m'avait parlé auparavant ?

L'imaginer dire quoi ? Mon nom, par exemple. Ou Patricia. Sinon laisse, je la change.²

¹ El viejo truco de apelar al recuerdo sensorial

² « Locro y pan, fotos, vino, estar ahí, conocernos, tratar de no preguntar todo el tiempo por él. Las vecinas del barrio y Laura, amiga del colegio de Jose (del Gallego, como dice ella), son las más charlatanas. Los cumpas hombres me miran de lejos, se escabullen, me abrazan sin decir palabra, hablan de otras personas o de política, me dicen que soy un sol, que soy hermosa, que me parezco al Gallego / Anibal, se despiden durante media hora o se van sin saludar. Por momentos los entiendo, los justifico ; por momentos, soy la huérfana pedigüeña que digo que no quiero ser.

PRINCESA MONTONERA : Contame alguna imagen de mi papá.

CUMPA : Hablábamos mucho.

PRINCESA MONTONERA (interrumpiendo y preguntando con autoridad de entrevistadora del Proyecto Re Importante) : ¿ Cómo hablaba ?

CUMPA : ¿ Cómo hablaba ?

PRINCESA MONTONERA : ¿ Cómo era su voz ?

CUMPA : La voz era un poco ronca, como afónica, porque tenía un problema respiratorio, ¿sabías ?

La Princesa Montonera sabe, claro que sabe, del asma que su padre comparte con el Che Guevara y que de alguna manera lo eleva a su altura, y de los corticoides y el cuchufito y la pregunta: ¿habrá tenido un ataque de asma en la tortura, o después? Así es ella, para qué se va a mortificar sólo con la idea de la tortura si puede sumarle un ataque de asma.

¿ Cómo imaginar esa voz un poco ronca de la que nadie me había hablado hasta hoy ? ¿ Imaginar esa voz diciendo qué ? Mi nombre, por ejemplo. O Patricia. O dejá que la cambio yo ».

PEREZ, Mariana Eva, *Diario de una Princesa montonera*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2012, p. 93-94.

La jeune auteure fait donc le choix d'un travail littéraire de désacralisation d'une histoire et de mémoires individuelles et collectives, aspect qui entre en lien avec notre chapitre précédent et qu'elle a commenté au cours de l'entretien que nous avons eu avec elle :

« La figure des disparus me paraissait importante à travailler : ne les considérer ni comme des victimes ni comme des héros. D'où mon choix de les appeler par leur prénom, sans parler de « mes parents » ou une expression de ce genre. Par ailleurs, je trouvais que parler de « mes parents » produisait un effet pathétique qui ne m'intéressait pas. Ce n'est pas la même chose de dire « José a été torturé », qui est aussi quelque chose de terrible et de dramatique, que de dire « mon père a été torturé ». Cela se serait trop rapporté à moi, comme une souffrance qui aurait été collée à moi... J'ai aussi choisi de les nommer par leurs surnoms, « Paty », « José », la façon dont leurs amis les appelaient, parce que je voulais simplement les montrer comme deux jeunes personnes, car c'est ce qu'ils étaient, ils avaient vingt-cinq ans quand ils ont disparu et ils militaient depuis longtemps, surtout mon père. Il me semble qu'il faut aussi arrêter un peu d'en faire nos héros nationaux, depuis quelques années ils sont aussi passés de la honte, de quelque chose qu'il fallait cacher (on ne pouvait pas parler des Montoneros ni du PRT, c'était un grand tabou) à être définis comme des héros dans le discours national. J'ai personnellement du mal à penser cette histoire comme « un phénomène exceptionnel de bonnes personnes qui se sont rassemblées », non, il ne s'agit pas de cela, mais plutôt de tout un contexte socio-politique en Argentine et dans le monde... J'ai étudié les Sciences Politiques et cela m'a beaucoup servi pour prendre un peu de distance, ne pas penser que « mon papa et ma maman étaient des êtres exceptionnels, qui consacraient leur vie aux autres », mais plutôt qu'il y avait tout un imaginaire collectif de la Révolution, présent chez les jeunes et de manière mondiale. Ce discours, toutefois, avait une certaine logique au moment où le mouvement HIJOS est né et qu'on a pu commencer à parler de ces choses-là.¹»

¹ « La figura de los desaparecidos me parecía importante, como sacarlos del lugar tanto de víctimas como de héroes, y por eso por ejemplo la elección de llamarlos por su nombre y no hablar de « mis padres » o algo así. Además porque con hablar de « mis padres », me parecía que producía un efecto patético que no me interesaba. Porque no es lo mismo decir « a José lo torturaron », que también es algo muy feo y triste, que decir « a mi papá lo torturaron ». Como algo que remite a mí, que de alguna manera me pega a ese sufrimiento... Por otro lado elegí sus apodos, Paty, José, como les decían sus amigos, porque me interesaba mostrarlos como dos jovencitos, que es lo que eran, en el momento de la desaparición tenían 25 años, y eran militantes desde mucho tiempo antes, y más mi papá. O sea, paremos un poco con la cuestión de que son nuestros héroes nacionales, en los últimos años a parte pasaron sin escala de ser como una vergüenza que había que esconder debajo de la alfombra, no decir que eran montoneros ni del PRT, porque eso era un tabú enorme, pasaron de eso sin escala a ser unos héroes en el discurso nacional, una cosa muy heroizante. A mí me cuesta pensar eso como « un fenómeno de masa en que toda una cantidad excepcional de gente buena se juntó ». No es eso, eran condiciones sociales y políticas, en Argentina y al nivel mundial... Yo estudié Ciencias Políticas como carrera académica y eso me sirvió para tomar un poco de distancia y no pensar que « mi mami y mi papi eran excepcionales, que daban todo por el otro », sino que era como un imaginario de la revolución que estaba presente en la juventud y al nivel mundial. También es un discurso que tuvo cierta lógica cuando surgió HIJOS y que se pudo hablar de este tema».

Entretien avec Mariana Eva Perez, 6 décembre 2014, Berlin.

Ce questionnement de la mémoire en tant que phénomène devenu aujourd'hui presque « touristique¹» en Argentine se retrouve également dans différentes occurrences imprégnées d'humour et d'ironie de *Diario de una Princesa Montonera*, notamment à la page 126 : « Argentina pasó de ser el reino de la impunidad a convertirse en esta Disneyland de los *Droits de l'Homme* que hoy disfrutamos todos y todas ». (L'Argentine était le royaume de l'impunité puis est soudainement devenue ce Disneyland des Droits de l'Homme dont nous jouissons toutes et tous aujourd'hui).

Tout en reconnaissant les changements positifs depuis les années 2000 en termes de construction sociale des disparus, Mariana Eva Perez nuance également son propos. Elle a en effet insisté au cours de notre échange sur la nécessité d'éviter une sacralisation des disparus, qui équivaut, de son point de vue, à rendre leur mémoire inaccessible. Une réflexion très proche de celle de Tzvetan Todorov, dont la production littéraire sur le thème de la mémoire est abondante : « sacraliser la mémoire est une autre manière de la rendre stérile²».

L'humour apparaît donc à la fois comme l'une des clés de l'œuvre et comme une stratégie personnelle et collective d'élaboration d'expériences traumatiques. Au-delà de la lecture de *Diario de una princesa montonera*, il s'agit d'une thématique que nous avons parfois abordée dans nos entretiens, en particulier au Chili, après avoir entendu certains de nos témoins aborder des aspects de leur histoire personnelle et familiale sur le ton de la plaisanterie. Alicia Juica et Natalia Chanfreau nous ont en effet confié que chez certains fils et filles de disparus, l'humour noir n'était pas exclus, y compris sur des sujets tels que la disparition forcée. Il s'agit là d'une tentative de dépassement d'une douleur personnelle et collective, qui peut s'avérer profondément réparatrice du point de vue de la psychologue Juana Kovalskys :

« À mon sens, l'humour s'explique de deux façons : il peut correspondre à une stratégie d'évasion, une sorte de voix intérieure inconsciente, mais si l'humour est la réponse que la personne s'est permise après un processus de réflexion, non seulement de réflexion mais aussi d'expérience, il est certain que l'humour peut avoir un effet réparateur pour la personne qui en fait l'usage et la personne qui le reçoit.³»

¹ Nous nous rapprochons ici de la réflexion de Joël Candau qui évoque un « tourisme de mémoire » existant aujourd'hui dans certains pays. CANDAU, Joël, *op.cit.*

² Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, cité par Julien Joly lors du colloque « Vérités, Réparations, Réconciliations », Bordeaux, 12 décembre 2015.

³ Yo siento que el humor tiene dos posibilidades : puede convertirse en una estrategia de evasión, una suerte de voz interna inconsciente, pero si el humor es la respuesta a un proceso de reflexión que la persona se ha permitido, no solo de reflexión sino también de vivencia, seguro que puede tener un efecto sanador para quien lo hace y para quien lo reciba.

Juana Kovalskys a donc souligné la valeur de l'humour en termes de résilience, mais aussi la valeur de la création artistique, qui peut également permettre d'élaborer collectivement certaines blessures (*traumas*) : la création artistique, comme l'humour, permettent de surmonter des expériences douloureuses, tant chez l'auteur que chez le récepteur de cette création.¹ Au Chili, deux de nos témoins, Alicia Juica et Marcela Piñero ont souligné l'importance de la création artistique dans l'élaboration de leur histoire personnelle, dès leur enfance. Toutes deux avaient notamment pour habitude d'évoquer leur père disparu dans des poèmes qu'elles composaient.² Bien que leurs œuvres soient restées intimes et n'aient jamais été publiées, force est de constater l'importance du lien entre création artistique et élaboration d'expériences traumatiques.

Mariana Eva Perez précise également que ce livre s'adresse presque exclusivement à sa génération : la génération qui, de son point de vue, peut pleinement comprendre les traits d'humour, le style empreint d'autodérision, les descriptions de différents rêves, désirs ou aspirations ou encore les références politiques ou culturelles auxquelles elle fait allusion. La génération des fils et filles de victimes de la dictature dans leur ensemble : disparus, prisonniers, exilés, torturés. Les descendants d'une génération « tronquée », amputée d'elle-même. Nous retrouvons en ce sens le sentiment d'une histoire partagée et d'une identité collective. A titre d'exemple, citons cet extrait de l'œuvre, où Mariana Eva Perez associe ironie, émotion et démythification des disparus et de leurs enfants (traduction libre) :

¹ Entretien avec Juana Kovalskys, 4 octobre 2013, Santiago du Chili. Juana Kovalskys a également insisté sur le fait que, très souvent, les plus grands artistes et créateurs avaient vécu des expériences humaines extrêmement douloureuses, ce qui souligne l'importance du lien entre art et résilience.

² Entretiens avec Alicia Juica et Marcela Piñero, 25 septembre et 29 septembre 2013, à Santiago du Chili et Calama.

Nous, les princesses guerrilleras, nous nous appelons toutes de la même façon : Victoria, Clarisa, María, Eva, María Eva. Il y a des noms super montoneros même s'ils ne font référence à une martyre : Paula, Daniela, Mariana, Lucía o Lucila, Julia ou Juliana.
 [...] Il est très difficile de rendre anonyme un groupe de filles de disparus. Elles s'appellent toutes pareil. [...]

Toutes des Princesses Guerrilleras
 filles de la révolution et de la défaite.
 des Antigones et des Hamlets, tout à la fois, tout cela en une fille.
 [...]

Princesses du mauvais conte.
 Princesses alors que Disney n'en avait pas encore.
 [...]

Elles ont grandi
 les princesses.
 Elles sont plus âgées
 qu'Andreita, qu'Annie, que Rose, plus âgées que leurs mères,
 Et certainement plus âgées qu'Antigone ou Hamlet.
 Elles ont survécu.
 Maintenant elles se teignent les cheveux et se mettent des crèmes.
 Et elles sont toujours princesses orphelines
 de la révolution et de la défaite
 dans l'éternel exil de l'enfance¹.

¹ « Las princesas guerrilleras nos llamamos todas igual : Victoria, Clarisa, María, Eva, María Eva. Hay nombres muy montos aunque sin referencia directa a ninguna mártir : Paula, Daniela, Mariana, Lucía o Lucila, Julia o Juliana. [...] Es muy difícil anonimizar un grupo de hijos. Todas se llaman igual. [...]

Todas Princesas Guerrilleras
 hijas de la revolución y la derrota.
 Antígonas y Hamlets, todo en uno, en una.[...]
 Princesas del cuento equivocado.
 Princesas cuando Disney no hablaba de princesas.[...]
 Crecieron
 las princesas.
 Son mayores
 que Andreita, que Annie, que Rose, que sus madres.
 Son mayores que Antígona y que Hamlet, seguro.
 Sobrevivieron.
 Ya se tiñen el pelo y se ponen cremas.
 Y siguen siendo princesas huérfanas
 de la revolución y la derrota
 en el exilio eterno de la infancia ».

PEREZ, Mariana Eva, *Diario de una Princesa montonera*, Capital Intelectual, Buenos Aires, 2012, p. 18-19.

Les œuvres de Jorgelina Paula Molina Planas et de Mariana Eva Perez, à l'instar de nombreuses créations que les limites de notre étude ne nous permettent pas d'étudier, peuvent donc représenter, dans toute leur singularité et leur unicité, une illustration de la création artistique et/ou littéraire en tant que stratégies résilientes personnelles et collectives chez les fils et filles de disparus.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Au commencement de ce travail de recherche, nous questionnions les façons dont pouvaient se tisser identités et mémoires chez les fils et filles de disparus au Chili et en Argentine. Nous nous interrogeons sur l'impact du « crime des crimes » sur leur construction individuelle, sur la récupération progressive de leurs figures parentales, mais également sur les stratégies de résilience qu'ils avaient naturellement pu mettre en œuvre.

L'héritage identitaire de ceux que nous avons évoqués dans cet ouvrage se révèle à la fois familial, mais aussi sociétal et historique, dans la mesure où les politiques de terrorisme d'État s'inscrivent dans l'histoire argentine et chilienne en tant que « traumatismes historiques » ou « traumatismes d'origine psychosociale », selon les termes employés par de nombreuses spécialistes telles que les psychiatres Diana Kordon, Lucila Edelman, Paz Rojas, ou les psychologues cliniciennes Myriam George Heimann, Chetty Espinoza et Juana Kovalskys.

Du point de vue de la capacité à se construire en dépit de circonstances traumatiques chez les fils et filles de détenus-disparus, ayant hérité très jeunes d'une histoire douloureuse, nos recherches ont pu révéler un potentiel considérable en termes de stratégies résilientes. Nous avons pu constater la solidité psychique et la grande combativité de ceux avec qui nous nous sommes entretenus, comme le faisait déjà la psychiatre Diana Kordon au moment de notre rencontre :

« Du point de vue de ce que nous appelons la résilience, qui représente en d'autres termes les ressources que possèdent ceux qui sont dotés de psychismes très solides, nous observons parfois des situations qui affectent l'identité d'une personne de façon presque irréparable ; et pourtant, ces situations parviennent à être élaborées. De jeunes personnes acquièrent les ressources pour faire face à ce genre de situations.¹ »

Le fait que nos témoins aient accepté de s'ouvrir à nos questions et aient accepté de « se raconter » est déjà une manifestation de leur solidité identitaire et de leur cheminement vers une forme de résilience. Pour reprendre une réflexion de Paul Ricoeur, « se comprendre soi-même, c'est être capable de se raconter sur soi-même des histoires intelligibles et acceptables, surtout acceptables² ». Les fils et filles de victimes du terrorisme d'État que nous avons rencontrés tissent leur identité en cherchant à se comprendre eux-mêmes et en comprenant, de ce fait, leurs parents disparus. Au fil de nos entretiens, c'est également ce que nous avons tenté de faire, avec objectivité et sans pouvoir éviter une certaine empathie, comme nous le mentionnions dès les premières pages de ce travail.

¹ « A veces los recursos, lo que acá se llama « resiliencia », es decir los recursos de que en sí los que tienen psiquismos muy fuertes, uno muchas veces ve como situaciones que afectan la identidad de una persona de una manera... casi irreparable, no obstante, son situaciones que se van elaborando. Como que los jóvenes van teniendo recursos para eso ». Entretien avec Diana Kordon, 13 décembre 2012, Buenos Aires.

² Paul Ricoeur, « La souffrance n'est pas la douleur », in DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p. 147.

Nous estimons légitime d'affirmer que les fils et filles de disparus, en Argentine comme au Chili, quel que soit leur parcours de vie, ont fait et font encore en sorte de « réparer l'irréparable » d'un point de vue identitaire, en dépit de profondes blessures psychiques. Au sens collectif, la construction d'identités et de mémoires « de groupes » peut également se révéler comme une stratégie de résilience. Mémoires individuelles et collectives de descendants de détenus-disparus s'érigent ainsi comme le seul rempart contre l'oubli et plus particulièrement contre l'impunité qui, rappelons-le, représente la possibilité d'une répétition constante des crimes commis.

Si chacun peut participer à la construction de ce « rempart », force est de constater que les familles directement touchées par la répression sont des témoins dont la présence peut jouer un rôle aux yeux de toute une société. S'ils portent en eux, à vie, les marques du terrorisme d'État et des disparitions forcées, en se refusant à tolérer toute forme de « pardon » ou de « réconciliation » en rapport avec les responsables de la répression, comme nous l'avons constaté dans l'ensemble de nos entretiens,¹ nos témoins parviennent à transmuter leurs blessures en efforts de constructions mémorielles pacifiques et collectives. Ils ont relevé et relèvent encore des défis identitaires considérables.

Le « crime des crimes » demeure, hélas, une pratique encore largement répandue à l'époque contemporaine et à l'heure où nous écrivons ces lignes. Bien que notre étude se soit centrée sur deux pays, elle pourra dans une certaine mesure peut-être faire écho aux défis identitaires que doivent relever d'autres fils et filles de personnes disparues dans d'autres pays à l'issue de violences politiques, dans un contexte similaire ou non à celui des dictatures chilienne et argentine (Paraguay, Uruguay, Bolivie, Brésil, Pérou, Mexique, Algérie, Iran, Cambodge...).

Toute étude, aussi approfondie soit-elle, possède toujours certaines limites. Le fait que nous ayons choisi de nous centrer sur des parcours de vie représentatifs d'une solide récupération identitaire ne signifie nullement que cette reconstruction soit une constante, au même titre que les stratégies de résilience. Les expériences traumatiques sont nécessairement vécues de manière singulière par tout individu. À l'heure où les conflits se multiplient et se complexifient dans notre monde moderne, nos recherches, de notre point de vue, peuvent mettre en lumière les ressources parfois inépuisables dont l'être humain peut faire preuve face à l'horreur. Nous souhaitons citer, à ce titre, l'écrivain Charles Juliet : « Il y a ceux que la souffrance aigrit ou détruit. Il y a ceux qu'elle accroît. Quand on découvre que l'on fait partie de ces derniers, on comprend que l'on a reçu en partage un formidable héritage.²»

¹ Cet aspect est revenu constamment dans nos rencontres : fils et filles de disparus s'insurgent contre la persistance de certaines formes d'impunité et contre la perspective d'une réconciliation collective, parfois invoquée par des personnalités politiques, tant au Chili qu'en Argentine.

² Charles Juliet, in DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, op.cit.

Cette réflexion peut pleinement faire écho aux fils et filles de disparus dont nous évoquons les parcours, mais aussi à l'ensemble des victimes directes et indirectes de la dictature que nous avons pu rencontrer : Miriam Lewin, Erika Hennings, Manuel Alonso et Enrique Mario Fukman, malheureusement décédé le 13 juillet 2016. Nous pensons également à Nora Cortiñas, Elsa Pavón, Mirta Baravalle et Chicha Mariani et à toutes celles et ceux qui, depuis les années noires, se battent pour les Droits de l'Homme et la justice en faveur de tous les disparus.

Mirta Baravalle et Chicha Mariani, à l'heure où nous écrivons ces lignes, sont encore respectivement à la recherche de leur petit-fils (né en détention) et de leur petite-fille (Clara Anahí Mariani, née le 12 août 1976 et dont le document d'identité original porte le numéro 25.476.305). L'un né à la fin de l'année 1976 ou au début de l'année 1977, l'autre disparue depuis le 24 novembre 1976. Aujourd'hui, ces deux enfants volés sont âgés de quarante ans et nous ne pouvons que saluer le courage et la pugnacité avec lesquels leurs grands-mères les recherchent. À 92 et 93 ans, Mirta Baravalle et Chicha Mariani vivent dans l'espoir de les retrouver.

Par le biais de cette étude, nous souhaitons nous aussi nous investir dans la recherche des enfants volés d'Argentine, qui demeure d'une extrême complexité. Près de quarante ans après leur disparition, les familles des enfants volés sont tributaires de la volonté des personnes doutant de leur identité de réaliser un test ADN. Par le passé, certains *nietos* ont été soumis à ces tests génétiques sur décision judiciaire, dans des cas où les recherches des grands-mères les avaient menées vers eux. Aujourd'hui, ces recherches sont plus difficiles à mener dans la mesure où plusieurs décennies se sont écoulées. De ce fait, la réalisation d'une analyse ADN dépend encore de la volonté de la personne directement concernée par cette remise en question identitaire.

Depuis plusieurs années, de nombreux programmes sont diffusés à travers différents médias en Argentine, notamment par la télévision. Ils mettent en avant les histoires personnelles de différents *nietos*, afin d'inciter toute personne doutant de son identité à réaliser un test ADN. Si ces programmes représentent une avancée et une évolution pour la société argentine du point de vue de la diffusion d'histoires, passées sous silence pendant une longue période d'impunité, la question de la responsabilité de l'État en termes de réparation sociale du plan systématique de vol d'enfants se pose encore. Où sont les quatre cents enfants volés encore portés disparus à ce jour ? Comment retrouver des enfants volés aujourd'hui adultes et ne soupçonnant pas que leur identité véritable leur a été enlevée ? Comment retrouver et sanctionner les responsables de ces enlèvements et disparitions ? Ces questions restent épineuses et le sont d'autant plus à l'heure de la mondialisation : les enfants volés peuvent aujourd'hui se trouver dans n'importe quel pays. Rappelons, à ce titre, le cas d'Ana Libertad de La Cuadra, identifiée en août 2014 aux Pays-Bas après s'être volontairement soumise à un test ADN.

L'impunité, qu'elle soit pénale ou morale, reste elle aussi une menace,¹ tant en Argentine (notamment depuis l'élection de Mauricio Macri en octobre 2016²) qu'au Chili. Les familles de disparus déplorent encore le manque de fermeté envers certaines personnes directement impliquées dans les dictatures militaires, notamment au Chili, où l'ensemble de nos témoins ont évoqué une justice très lacunaire, ainsi qu'un accès extrêmement limité (voire inexistant) à la vérité concernant les disparitions, comme nous l'a confié Erika Hennings lors de notre dernier entretien avec elle³. Nous insistons donc à nouveau sur la complexité de cette situation et sur la solidité psychique de ceux qui y font face, mais aussi et surtout sur leurs capacités à faire jaillir « la lumière dans le chaos⁴ ».

L'objet de notre étude ne se réduit pas à poser un regard sur une période historique complexe, mais plutôt à tenter de comprendre les impacts du terrorisme d'État sur plusieurs générations et, fondamentalement, à comprendre les défis identitaires qu'a dû relever la génération de celles et ceux dont les parents ont disparu pendant les régimes de terreur au Chili et en Argentine. Nous avons souhaité mener ces travaux pluridisciplinaires dans l'espoir qu'ils puissent ouvrir, au-delà de frontières géographiques et temporelles, un espace de réflexion encore peu exploré aujourd'hui, mais toutefois nécessaire.

¹ Nous avons abordé les facettes de l'impunité dans notre troisième chapitre et analysé ses conséquences particulièrement pernicieuses pour un être humain et une société toute entière.

² Mauricio Macri a notamment considérablement restreint voire supprimé les aides financières aux organismes de défense des Droits de l'Homme, comme l'a affirmé Nora Cortiñas lors de plusieurs entretiens téléphoniques que nous avons eus avec elle en novembre et décembre 2016, ainsi qu'en février 2017.

³ Entretien avec Erika Hennings, 3 avril 2017, Beauvais.

⁴ Expression employée par la psychologue Marion Insolera pour faire référence à la notion de résilience, 4 avril 2017, Beauvais.

BIBLIOGRAPHIE

I. Revues :

- NEUROPSY NEWS, REVUE DE FORMATION EN NEUROLOGIE ET EN PSYCHIATRIE, *Les syndromes psychotraumatiques*, numéro spécial mars 2003.
- MARIANNE, numéro 805, du 22 au 28 septembre 2012.
- ATLAS DES AMÉRIQUES, *Les mondes amérindiens, Conquistadors, esclaves et colons, Le leadership des États-Unis*, n°376, Mai 2012.

II. Articles :

1) Psychologie et sociologie clinique :

- GIUST DESPRAIRIES, Florence, *L'identité comme processus, entre liaison et dé-liaison*, Revue Éducation Permanente n°128, 1996/3.
- NICOLETTI, Elena, BOZZOLO, Raquel, SIAKY, Daniela, *Infancia y represión política* (www.eatip.org/textos/efectos/infancia.htm, consulté le 18/08/13)
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos de la represión política (I)*
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos de la represión política (II)*
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Algunas consideraciones sobre la articulación entre psiquismo y sociedad* (téléchargé en ligne le 13 juin 2013 : www.eatip.org/textos/impunidad/laimpunidad-2.htm)
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Impacto psíquico y transmisión inter y transgeneracional en situaciones traumáticas de origen social* (téléchargé en ligne le 13 juin 2013 : <http://redsaluddhh.org/libros/ibropaisajesdeldolor/Impacto%20psiquico.PDF>)
- MADARIAGA, Carlos, *Daño transgeneracional en Chile. Apuntes para una conceptualización*, article publié dans Revista Reflexión N° 30, Santiago, Chile, Septiembre 2003, (téléchargé en ligne depuis <http://www.cintras.org/textos/reflexion/r30/dano%20transgeneracional%20en%20chile.pdf>)

2) Petits-enfants restitués :

- ARANDA GAMBOA, Horacio, *El largo camino del horror al arte*
- ARANDA GAMBOA, Horacio, *Entrevista con Chicha Mariani*, 28/10/08 <http://diagonales.infonews.com/Impresion.aspx?Id=12423> (consulté le 4/12/12)

III. Ouvrages :

1) Histoire contemporaine du monde et des Amériques :

- CAPDEVILA, Luc, LANGUE, Frédéric, *Entre mémoire collective et histoire officielle : l'histoire du temps présent en Amérique Latine*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2009.
- CORVALÁN, Luis, *El gobierno de Salvador Allende*, LOM ediciones, Santiago du Chili, 2003.
- CHAUTARD, Sophie, *Les dictateurs du XXème siècle*, sans lieu, Studyrama perspectives, 2006.
- DUVIOLS, Jean-Paul, *Dictionnaire culturel Amérique Latine*, Ellipses, Paris, 2000.
- FRIEDMAN, Norman, *La Guerre Froide*, Éditions Gründ, Paris, 2005.
- GAY-SYLVESTRE, Dominique (coordinatrice), *La revolución cubana : Miradas cruzadas*, Ediciones Idea, Tenerife, 2007.
- LAMORE, Jean, *Cuba : au cœur de la Révolution, acteurs et témoins*, Ellipses, Paris, 2006.
- LAWNER, Miguel, *Salvador Allende, presencia en la ausencia*, LOM ediciones, Santiago du Chili, 2008.
- MALAMUD, Carlos, *América Latina, siglo XX, la búsqueda de la democracia*, Editorial Síntesis, Madrid, 2011.
- NOVARO, Marcos, *La dittatura argentina (1976-1983)*, Carocci editore, Rome, 2006.
- QUINTANA, Mercedes, *Historia de América Latina*, Editorial Edinumen, Madrid, sans date.
- RIERA REHREN, Jaime, *Argentina, Cile, Uruguay, le culture contemporanee*, Carocci editore, Rome, 2003.
- *La Primera y Segunda declaración de La Habana, Manifiestos de lucha revolucionaria en las Américas aprobados por el pueblo de Cuba*, Pathfinder, 2007.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans – Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Éditions Fayard, Paris, 2001.
-

2) Dictatures militaires et plan Condor :

A) En Argentine :

- AMNESTY INTERNATIONAL, *Argentine, témoignages sur les camps de détention secrets*, Londres, EFAI, 1980.
- BENYAMIN, Bernard, *La Saga de Buenos Aires*, Éditions Alphée Jean-Paul Bertrand, sans lieu, 2010.
- BERCIS, Pierre, *Volver : 300 semaines pour 30000 disparus pendant la dictature argentine (1976-1983)*, Les Éditions du Cerf, Paris, 2013.
- CALVEIRO, Pilar, *Poder y desaparición, los campos de concentración en Argentina*, Colihue, Buenos Aires, 2001.
- CONADEP, *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Editorial Universitaria de Buenos Aires (EUDEBA) Buenos Aires, 2006.
- DE SANTIS, Daniel, *Entre tupas y perros : un debate con Eleuterio Fernández Huidobro y Luis Mattini sobre Tupamaros y el PRT-ERP*, Ediciones RyR, Buenos Aires, 2009.
- GILL, Lesley, Escuela de las Américas, *Entrenamiento militar, violencia política e impunidad en las Américas*, Ediciones Cuatro Vientos, Santiago, 2005.
- LAFAGE, Franck, *L'Argentine des dictatures, 1930-1983, pouvoir politique et idéologie contre-révolutionnaire*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- MORETTI, Italo, *L'Argentina non vuole più piangere*, Sperling & Kupfer Editori, Milan, 2006.
- ROBIN, Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.
- SEOANE, María, MULEIRO, Vicente, *El dictador : La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 2001.
- VERBITSKY, Horacio, *Il volo*, Fandango libri, Roma, 2008.

B) Au Chili :

- CASTILLO, Eduardo (coordination), *Chili, 11 septembre 1973, la démocratie assassinée*, Le Serpent à Plumes, Paris, 2003.
- CODEPU-DIT-T, *Más allá de las fronteras : estudio sobre las personas ejecutadas o desaparecidas fuera de Chile (1973-1990)*, Santiago, 1996.
- DINGES, John, *Les années Condor, comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Éditions La Découverte, Paris, 2008.
- FORTON, Jac, *Pinochet, le procès de la dictature en France*, Éditions Toute Latitude, Espagne, 2009.
- GARCÉS, Mario, LEIVA, Sebastián, *El golpe en La Legua, Los caminos de la historia y la memoria*, LOM ediciones, Santiago, 2005.
- KALFON, Pierre, *Chroniques chiliennes*, Demopolis, Paris, 2008.
- MÉDIGUE, Alice, *Mémoires latino-américaines contre l'oppression : témoignages d'exilés du Cône Sud (1960-2000)*, Indigo, Paris, 2008.
- PATINO, Bruno, *Pinochet s'en va : la Transition démocratique au Chili (1988-1994)*, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine et l'auteur, Paris, 2000.
- POBLETE, María, PLOQUIN, Frédéric, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004.
- SÁNCHEZ, Gervasio, *La Caravana de la muerte : las víctimas de Pinochet*, Blume Contrapunto, Barcelone, 2001.
- VERDUGO, Patricia, *Gli artigli del puma, I crimini della Carovana della morte nel Cile di Pinochet*, Sperling & Kupfer Editori, Milan, 2006.

3) Terrorisme d'État, tortures et violences :

- ACTIS, Munú, ALDINI, Cristina, GARDELLA, Liliana, LEWIN, Miriam, TOKAR, Elisa, *Ese infierno. Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*, Editorial Altamira, Buenos Aires, 2006.
- ARAUJO PAULLADA, Gabriel, DESATNIK MIECHIMSKY Ofelia, FERNÁNDEZ RIVAS, Lidia, *Frente al silencio, testimonios de la violencia en Latinoamérica*, Instituto latinoamericano de Estudios de la familia, México, 1999.
- BECKER EGUILUZ, Nubia, *Una mujer en Villa Grimaldi*, Pehén Ediciones, Santiago de Chile, 2011.
- FEIERSTEIN, Daniel, *El genocidio como práctica social, entre el nazismo y la experiencia argentina* ; Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2007.
- ASUNCIÓN INSTITUTO DE LA MUJER, *Memorias de Ocupación, violencia sexual contra mujeres detenidas durante la dictadura*, Centro regional de Derechos Humanos y Justicia de Género, Santiago, 2005.
- GARZÓN, Baltasar, ROMERO, Vicente, *El alma de los verdugos*, Editorial del Nuevo Extremo, Barcelone, 2008.
- INSTITUTO INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio – Aportes psicosociales*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, 2007.
- LEWIN, Miriam, WORNAT, Olga, *Putas y guerrilleras*, Grupo Editorial Planeta, Buenos Aires, 2014.
- CINTRAS (Centro de Salud Mental y Derechos Humanos), *Violencia estatal en Chile, un informe alternativo presentado al Comité contra la tortura en Naciones Unidas*, Ginebra, 2005

4) Grands-mères de la Place de Mai :

- Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, *La historia de Abuelas, 30 años de búsqueda*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo (segunda edición), Buenos Aires, 2007.
- Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, *Derecho a la identidad y persecución de crímenes de lesa humanidad*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo (segunda edición), Buenos Aires, sin fecha.
- Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, *El papel del sistema de justicia frente a las violaciones masivas a los derechos humanos, problemáticas actuales*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2009.
- Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, *Las Abuelas y la genética, el aporte de la ciencia en la búsqueda de los chicos desaparecidos*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo (cuarta edición), Buenos Aires, 2008.
- ARDITTI, Rita, *Searching for life, the grandmothers of the Plaza de Mayo and the disappeared children of Argentina*, University of California Press, Los Angeles, 1999.
- HERRERA, Matilde, TENEMBAUM, Ernesto, *Identidad, despojo y restitución*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires, sin fecha.
- LO GUIDICE, Alicia (compiladora), *Psicoanálisis: Restitución, apropiación, filiación*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005.
- MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La abuela de hierro*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2012.
- MARTÍNEZ, Juan Carlos, *La apropiadora*, Ediciones Lumbre, Buenos Aires, 2011.
- NOSIGLIA, Julio (compilador), *Botín de guerra*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo (cuarta edición), Buenos Aires, sin fecha.
- PADOAN, Daniela, *Le pazze, un incontro con le madri di Plaza de Mayo*, Tascabili Bompiani, Milan, 2008.
- RAMOS PADILLA, Juan Martín, *Chicha, la fundadora de Abuelas de Plaza de Mayo*, Agebe ediciones, Buenos Aires, 2009.

5) Fils/filles de disparus et petits-enfants restitués :

- DONDA, Victoria, *Moi Victoria, enfant volée de la dictature argentine*, Robert Laffont, Paris, 2010.
- ARGENTO, Analía, *De vuelta a casa, historias de nietos que recuperaron su identidad*, Marea Editorial, Buenos Aires, 2008.
- BONOMELLI Ronnie, FEDI Angela, *Lutto, protesta, democrazia : per una lettura psicosociale di Madres de Plaza de Mayo, H.I.J.O.S e Herman@s*, Liguori editore, Naples, 2008.
- FUNDACIÓN DE PROTECCIÓN DE LA INFANCIA DAÑADA POR LOS ESTADOS DE EMERGENCIA (PIDEE), *Infancia y represión, historias para no olvidar*, Editorial ARGE Limitada, Santiago de Chile, 1992.
- PRADELLI, Ángela, *En mi nombre*, Ediciones Paidós, Buenos Aires, 2014.
- ROJAS, Paz, ORTIZ Maria Luisa, *Todas íbamos a ser reinas*,

6) Psychologie :

A) Psychologie clinique et sociale :

- CIPRIANI-CRAUSTE, Marie, *Le tatouage dans tous ses états, à corps, désaccord*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- FEIERSTEIN, Daniel, *El genocidio como práctica social, entre el nazismo y la experiencia argentina* ; Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2007.
- HIRIGOYEN, Marie-France, *Le harcèlement moral*, Éditions La Découverte et Syros, Paris, 1998.
- INSTITUTO LATINOAMERICANO DE SALUD MENTAL Y DERECHOS HUMANOS (ILAS), *Reparación, derechos humanos y salud mental*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago, 1996.
- INSTITUTO LATINOAMERICANO DE SALUD MENTAL Y DERECHOS HUMANOS (ILAS), *Psicología y violencia política en América Latina*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago, 1994.
- INSTITUTO LATINOAMERICANO DE SALUD MENTAL Y DERECHOS HUMANOS (ILAS), *Subjetividad y política, diálogos en América Latina*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago, 1997.
- INSTITUTO LATINOAMERICANO DE SALUD MENTAL Y DERECHOS HUMANOS (ILAS), *Trauma psicosocial y adolescentes latinoamericanos : formas de acción grupal*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago, 1994.
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Por-venires de la memoria : efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura : hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, 2007.
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos de la represión política*, Sudamericana-Planeta, Buenos Aires, 1987.
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, *Efectos psicológicos y psicosociales de la represión política y la impunidad, de la dictadura a la actualidad*, Ediciones Madres de Plaza de Mayo, Buenos Aires, 2005.
- KORDON, Diana, EDELMAN, Lucila, LAGOS, Darío, KERSNER, Daniel, *Sur dictadura y después : Elaboración psicosocial y clínica de los traumas colectivos*, Psicolibro ediciones, Buenos Aires, 2010.
- ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia : estudio médico, psicológico y político de la desaparición forzada de personas*, LOM ediciones, Santiago, 2009.
- TEJADA, José Luis, ESTRADA, Carla, *Daño transgeneracional : la herencia del trauma psicosocial*, Édition par les auteurs, Santiago de Chile, 2012.

B) Psychisme et traumatismes :

- ANTOINE, Corinne, *LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE*, Larousse, Paris, 2013.
- EPSTEIN, Helen, *Le traumatisme en héritage*, La cause des livres, Paris, 2005.
- GEMMEZ CASTOR, Elena, *Trauma relacional temprano : hijos de personas afectadas por traumatización de origen político*, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, Santiago de Chile, 2013.
- HOUZEL, Didier, *Le concept d'enveloppe psychique*, Éditions In Press, sans lieu, 2010.
- INGER, Agger, SÖREN BUUS, Jensen, *Trauma y cura en situaciones de terrorismo de estado : derechos humanos y salud mental en Chile bajo la dictadura militar*, Ediciones Chile-América CESOC, Santiago de Chile, 1996.
- JOSSE, Évelyne, *Le traumatisme psychique, chez le nourrisson, l'enfant et l'adolescent*, Éditions De Boeck, Bruxelles, 2011.
- LEBIGOT, François, *Le traumatisme psychique*, Éditions Fabert, Bruxelles, 2011.
- DURIEUX, Marie-Claire, JANIN, Claude, *Le narcissisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002.
- KERNBERG, Otto, *La personnalité narcissique*, Dunod, Paris, 1997.

C) Deuil et deuils impossibles :

- CASTILLO VERGARA, María Isabel, *El (im)posible proceso de duelo, familiares de detenidos desaparecidos : violencia política, trauma y memoria*, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, Santiago de Chile, 2013.
- CZECHOWSKI, Nicole, DANZIGER, Claudie, *Deuils : vivre c'est perdre*, Éditions Autrement – Série Mutations n°128, Paris, 1992.
- ROJAS BAEZA, Paz, *La interminable ausencia, estudio médico, psicológico y político de la desaparición forzada de personas*, LOM ediciones, Santiago de Chile, 2009.
- FREUD, Sigmund, *Deuil et mélancolie*, Édition Payot Rivages, Paris, 2011.

D) Identité et psychologie de la famille :

- ALLAIS, Juliette, *La psychogénéalogie : comment guérir de sa famille*, Eyrolles, Paris, 2007.
- CAHEN, Gérald, *Le père disparu : une conversation inachevée*, Éditions Autrement, Paris, 2004.
- HARENDT, Hannah, *Vies politiques, La Philosophie de l'existence*, Payot-Rivages, Paris, 2000.
- STEICHEN, Robert, *Dialectique du sujet et de l'individu : clinique de la (dé)construction identitaire*, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve, 2003.

E) Adoption et filiation :

- DELANNOY, Cécile et VALLEE, Catherine, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Éditions La Découverte, Paris, 2012.
- HAMAD, Nazir, *L'enfant adoptif et ses familles*, Éditions Denoël, Paris, 2001.
- BOURBOULON, Véronique, SANDLARZ, *De la violence politique au traumatisme : errances et solitudes*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- CASTAIGNOS-LEBLOND, Fabienne, *Traumatismes historiques et dialogue intergénérationnel : un difficile exercice de mémoire*, L'Harmattan, Paris, 2001.

7) Mémoire et récupération de la mémoire :

- AMOROSO, Mario, *Después de la lluvia : Chile, la memoria herida*, Editorial Cuarto Propio, Santiago de Chile, 2004.
- BARONCELLI, Orlando, *Su la testa, Argentina ! : desaparecidos e recupero della memoria storica*, Libri Liberi, Florence, 2008.
- BOURDIL, Pierre-Yves, *Qui est l'État*, Ellipses, Paris, 1996.
- CANDAU, Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Éditions Armand Colin, Paris, 2005.
- CHAVES PALACIOS, Julián, *La larga memoria de la dictadura en Iberoamérica : Argentina Chile y España*, Prometeo libros, Buenos Aires, 2010.
- ESPINOZA CUEVAS, Victoria, ORTIZ ROJAS, María Luisa, ROJAS BAEZA, Paz, *Comisiones de la verdad ¿ un camino incierto ?*, LOM Ediciones, Santiago, 2003.
- ETXEBERRIA, Xabier, *Dinámicas de la memoria y víctimas del terrorismo*, Bakeaz, Bilbao, 2007.
- MARSAL, Daniela, *Hecho en Chile : reflexiones en torno al patrimonio cultural*, Fondart, Santiago, 2011.
- NICHOLLS, Nancy, *Memoria, arte y derechos humanos : la representación de lo imposible*, Colección Signos de la memoria, Santiago de Chile, 2013.

IV. Rapports :

- ALAMOS, Loreto, *Niños y represión política*, Fundación para la Protección de la Infancia Dañada por los Estados de Emergencia (PIDEE), sans lieu ni date.
- CENTRO DE ATENCIÓN POR EL DERECHO A LA IDENTIDAD, *Psicoanálisis, restitución, apropiación, filiación*, Abuelas de Plaza de Mayo.
- CONADEP, *Nunca más*, Editorial Eudeba, Buenos Aires, 2012.
- CONADI, *Historias buscadas, Conadi 15 años*, Buenos Aires, 2007.
- Cuadernos de la memoria : *Leyes, principales instrumentos legales sobre Derechos Humanos y memoria*, Instituto espacio para la memoria, Buenos Aires, sans date.
- *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 1.*
- *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen I, tomo 2.*
- *Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, Volumen II, tomo 3, nombres y datos biográficos de las víctimas.*
- *Presentación de la Fundación PIDEE al simposium internacional sobre la infancia en Chile*, PIDEE, sans lieu, 1979.
- COMISIÓN NACIONAL SOBRE PRISIÓN POLÍTICA Y TORTURA, *Informe*, Santiago, 2004.
- PIDEE, *Por el derecho de ser niño*, Santiago, sans date.

V. Mémoires et thèses :

- CERUTTI, Amandine, *La fuite des criminels nazis au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, son organisation et ses répercussions*, mémoire de Maîtrise (M1) en Études Ibériques et ibéro-américaines, 2009-2010, direction Dominique Gay-Sylvestre
- CERUTTI, Amandine, *Les nazis et le Cône sud-américain : influences et intégration sociale et politique*, mémoire de Master en Études Ibériques et ibéro-américaines, 2010-2011, direction Dominique Gay-Sylvestre.
- CORDIER, Maud, *Opération Condor – Influences internationales, Terrorisme d'Etat et Mémoire : le cas du Chili et de l'Argentine*, mémoire de Master en Études Ibériques et ibéro-américaines, 2011-2012, direction Dominique Gay-Sylvestre

VI. Séminaires, colloques, conférences :

- COMITÉ DE DEFENSA DE LOS DERECHOS DEL PUEBLO (CODEPU), *Tortura : Aspectos médicos, psicológicos y sociales. Prevención y tratamiento*, séminaire international de Santiago du Chili, du 15 au 18 novembre 1989.
- *Consecuencias de la tortura en la salud de la población chilena*, défis del presente, conférence internationale, Gobierno de Chile, Santiago, Juin 2001.

VII. Filmographie : documentaires, films et reportages :

- *Acá estamos, historias de nietos que recuperaron su identidad* – Canal Encuentro
- *1973 : la voz de los cuarenta*, documentaire de Mónica Pérez, diffusé sur la chaîne chilienne 24horas, le 8 septembre 2013
- *Salvador Allende*, Patricio Gúzman, 2011.
- *Nostalgia de la luz*, Patricio Gúzman, 2010.
- *Informe Especial : La historia del MIR*, 1994.
- *El alma de los verdugos*, documentaire de Vicente Romero et Baltasar Garzón, 2013.
- "Nietos, historias con identidad" : micro-documentaires" diffusés par la télévision argentine (disponibles en ligne sur le site Youtube en particulier) :
 - Mariana Zaffaroni Islas
 - Laura Catalina De Sanctis
 - Manuel Gonçalves Granada
 - Horacio Pietragalla Corti
 - Leonardo Fossati
 - Guillermo Pérez Roisinblit
 - Juan Pablo Moyano
 - Francisco Madariaga Quintela
 - Jorgelina Paula Molina Planas
 - Carla López Rutila Artes
 - Sabrina Valenzuela Negro
 - Matías Reggiardo Tolosa
 - Gonzalo Reggiardo Tolosa
 - Tatiana Sfiligoy
 - Belén Altamiranda Taranto
 - Flavia Battistiol
 - Pablo Javier Gaona Miranda
- *Argentine, les 500 bébés volés de la dictature*, Alexandre Valenti, documentaire diffusé sur la chaîne France 5, 4 avril 2013.

VIII. Entretiens :

1) En Argentine :

- Jorgelina Paula Molina Planas : Buenos Aires, 26 novembre, 30 novembre et 19 décembre 2012 ; octobre 2013 ; juin et septembre 2014.
- Carlos Somigliana : Buenos Aires, 29 novembre et 4 décembre 2012.
- Martin Fraga : Buenos Aires, 30 novembre 2012.
- Manuel Gonçalves Granada : Buenos Aires, 4 décembre 2012.
- Guillermo Amarilla Molfino : Buenos Aires, 4 décembre 2012.
- Juan Pablo Moyano : Buenos Aires, 6 décembre 2012.
- Buscarita Roa, grand-mère de la Place de Mai : Buenos Aires, 6 décembre 2012.
- Carlos D'Elía Casco : Buenos Aires, 7 décembre 2012.
- Nicolás Castiglioni : Córdoba, 10 décembre 2012.
- Belén Gentile : Córdoba, 11 décembre 2012.
- Gustavo Godoy Ferreyra : Córdoba, 11 décembre 2012.
- Diana Kordon, psychiatre et psychanalyste : Buenos Aires, 13 décembre 2012.
- Carla Artes, : Buenos Aires, 13 décembre 2012 et octobre 2013.
- Chicha Mariani (María Isabel Chorobik de Mariani), fondatrice du mouvement des Grands-mères de la Place de Mai : La Plata, 14 décembre 2012, 28 octobre 2013 et 3 novembre 2013, 3 et 6 septembre 2014.
- Miriam Lewin, ex-détenue du camp de l'ESMA, Buenos Aires, 16 octobre 2013.
- Juliana García, fille de disparus, Buenos Aires, 1er novembre 2013.
- Manuel Alonso, ex-détenu, Buenos Aires, 29 octobre 2013.
- Enrique Mario Fukman, ex-détenu du camp de l'ESMA, 23 octobre 2013, Buenos Aires.
- Nora Cortiñas, mère de la Place de Mai (Mouvement Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora), Buenos Aires, 31 octobre 2013 et Limoges, 6-12 avril 2015.
- Mirta Baravalle, mère de la Place de Mai, Buenos Aires, 12 novembre 2013.
- Elsa Pavón, mère de la Place de Mai, Buenos Aires, 14 octobre 2013.
- Matilde Carlos, témoin de l'attaque de la maison de la calle 30 à La Plata, 6 septembre 2014.

2) Au Chili :

- Magdalena Garcés, avocate : Santiago du Chili, 2 mars 2011.
- Erika Hennings, ex-détenue et militante du MIR, épouse du disparu Alfonso Chanfreau : 3 mars 2011 et 27 septembre 2013, Santiago.
- Myriam George Heimann, psychologue et professeur de psychologie : Santiago (Ñuñoa), 9 septembre 2013.
- María Paz Concha Traverso, fille d'un détenu-disparu, Santiago, 11 septembre 2013.
- Laura Atencio Abarca, fille d'un détenu-disparu, Santiago, 19 septembre 2013.
- Pedro Godoy, fils d'un détenu-disparu, Santiago, 24 septembre 2013.
- Cristián Weibel, fils d'un détenu-disparu, Santiago, 25 septembre 2013.
- Alicia Juica, fille d'un détenu-disparu, Santiago, 25 septembre 2013.
- Claudia Godoy, fille d'un détenu-disparu, Santiago, 26 septembre 2013.
- Marcela Piñero, fille d'un disparu, Calama, 28 et 29 septembre 2013.
- Lorena Hoyos Muñoz, fille d'un exécuté politique, Calama, 2 octobre 2013.
- Mónica Hoyos Muñoz, fille d'un exécuté politique, Calama, 2 octobre 2013.
- Ana Yueng Rojas, fille d'un détenu-disparu, Calama, 2 octobre 2013.
- Bernardo De Castro Saavedra, fils d'un détenu-disparu, Santiago, 4 octobre 2013.
- Natalia Chanfreau Hennings, fille d'un disparu, Calama, 7 octobre 2013.
- Yuri Gahona, fils d'un détenu-disparu, Santiago, 9 octobre 2013.

3) En Europe :

- Laura Alcoba, écrivain et fille d'une militante politique argentine, Paris, 8 juillet 2014.
- Mariana Eva Perez, dramaturge et fille de détenus-disparus, Berlin, 6 décembre 2014.

